Ce que savaient les Alliés

Christian Destremau

tempus

Ce que savaient les Alliés

Christian Destremau

tempus

Christian DESTREMAU

CE QUE SAVAIENT LES ALLIÉS

PERRIN
www.editions-perrin.fr

© Perrin, 2007
et 2009 pour la présente édition

© Roger-Viollet
© BISHOP/BSIP

EAN : 978-2-262-03929-5

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

« Si l’ost savait ce que fait l’ost, l’ost battrait l’ost. »

Introduction

Les messages radio interceptés et déchiffrés au cours de la Deuxième Guerre mondiale dans le cadre du programme *Ultra* – terme qui recouvrait l'ensemble des interceptions, qu'elles concernent les machines *Enigma* ou d'autres systèmes de codes, principalement mécaniques – furent l'aliment de base des services secrets britanniques. Cette réussite rendit obsolète, dans une large mesure, le métier d'agent de renseignements traditionnel. Dès la fin de la guerre, une abondante littérature avait illustré les exploits héroïques des mouvements de résistance et des agents de renseignements. Le public était fasciné, mais le contenu de ce qui était finalement parvenu aux services secrets alliés était rarement mentionné. Les espions classiques étaient en fait désormais relégués à l'arrière-plan, car il leur était impossible de concurrencer l'extraordinaire volume de renseignements qui parvenaient aux oreilles des services installés à Bletchley Park, au nord de Londres, avant d'être distribués à quelques rares privilégiés, souvent le jour même. Un ancien agent du MI6, qui effectua un travail d'agent de renseignements tout à fait traditionnel au cours d'un long séjour à Lourenço Marques au Mozambique, est allé encore plus loin : « Toutes les anciennes procédures, l'envoi d'agents clandestins, le recrutement ou la subornation d'informateurs, la transmission de messages en encre sympathique, le camouflage et le déguisement, les postes de radio secrets, l'examen du contenu des corbeilles à papier furent très largement une couverture destinée à dissimuler la source principale : un peu comme si un libraire conservait une activité solidement établie et parfaitement officielle de vente de livres rares avec comme seul but de développer derrière ce rideau de fumée une activité de commerce des ouvrages érotiques les plus récents [1]».

Au début de la guerre, les services anglais s'étaient trouvés démunis, car leur réseau d'agents à travers l'Europe avait été en grande partie démantelé par les agents du RSHA[I] dirigé par Heydrich. Aux yeux de beaucoup, notamment de ceux qui n'étaient pas informés de l'existence d'*Ultra*, l'Intelligence Service

était loin d'être à la hauteur de sa légende. Tandis que les hommes et les femmes du Special Operations Executive, organisme chargé des actions clandestines dans les territoires occupés, créé sur l'ordre de Churchill, faisaient flèche de tout bois, les gentlemen du MI6 semblaient passer leur temps dans les clubs de Pall Mall à préparer des coups tordus qu'ils confiaient à des amateurs incompétents.

Il est vrai que les risques encourus par les agents de renseignements et les mouvements de résistance dans l'Europe occupée par l'Allemagne étaient extraordinaires et justifient la place qu'ils ont pris dans l'histoire. Ces réseaux restaient pourtant, aux yeux du MI6, indispensables pour deux raisons. La première était que, afin de dissimuler l'origine réelle de l'information, il était souvent précisé dans le circuit de diffusion de l'interception que le renseignement avait été obtenu par des espions infiltrés au sein même du quartier général allemand. Le plus célèbre de ces espions fictifs fut un certain « Boniface », et toutes les interceptions transmises à Churchill étaient présentées comme le fruit des exploits de ce dernier. Il fallait également montrer aux Allemands que l'Intelligence Service était toujours aussi actif et menaçant. En second lieu, la réussite permanente du programme *Ultra* était loin d'être garantie, et le renseignement humain pouvait alors retrouver une utilité certaine. Il y eut ainsi des réussites spectaculaires, comme par exemple les exploits du Tchèque Paul Thummel, agent « A-54 », ou, en France, ceux de Michel Hollard, dont la contribution au repérage et à la description des V1 dans le nord de la France fut irremplaçable. Mais, en l'état actuel des Archives britanniques, très réticentes à ouvrir les cartons concernant les activités réelles des agents MI6, la moisson est maigre. Par exemple, les dossiers quotidiens transmis à Churchill, et consultables, ne contiennent, pour toute la durée de la guerre, quasiment aucun renseignement provenant d'une source humaine.

Les vrais exploits des services secrets furent d'ailleurs réalisés, non dans la collecte d'informations, mais dans la désinformation, au service de plans d'intoxication à finalité militaire, le plan le plus connu étant naturellement l'opération *Fortitude* et le célèbre agent fictif « Garbo ». Dans ce domaine, *Ultra* permettait de vérifier comment les différents composants de la désinformation étaient perçus par les services allemands et si l'intoxication portait ou non ses fruits. La réussite de *Fortitude* fut ainsi démontrée par différents messages. Ceux-ci révélaient que les autorités militaires allemandes avaient la certitude que le débarquement en Normandie était une diversion et non l'opération principale des Alliés.

Avec *Ultra*, les Anglo-Américains avaient à leur disposition une source inestimable mais fragile. La « source » était en effet volumineuse et multiforme. On estime que plus de quarante mille machines *Enigma* étaient en service au

sein des différentes forces allemandes, et les hommes de Bletchley Park eurent à s'accommoder d'une cinquantaine de types de machines différents, dont la complexité était variable mais toujours élevée. Il fallait également s'occuper des autres systèmes de codes, par exemple ceux du ministère des Affaires étrangères allemand qui préférait utiliser des livres de codes aléatoires, système peu pratique mais en fait plus difficile à percer que le système *Enigma* s'il était mis en œuvre de façon rigoureuse. D'une manière générale, il était toujours possible que l'ennemi décide à un moment donné de modifier son système, et les alertes sur ce point furent nombreuses. Heureusement, les Allemands avaient une confiance quasi totale en leur système. Quant aux Japonais, dont les Américains avaient pénétré le système de codes diplomatiques, les choses sont moins claires. Ils furent alertés à plusieurs reprises sur le fait que leurs chiffres n'étaient pas invulnérables, et il n'est pas exclu qu'ils en aient dans une certaine mesure tenu compte. La « Note sur les perspectives de casser "E" », rédigée par Gordon Welchman, un des génies de Bletchley Park, datée du 15 décembre 1941, cerne bien les difficultés rencontrées.

« Le système *Enigma* tel qu'il est utilisé actuellement par l'aviation et l'armée allemandes est, dans l'état actuel des connaissances, théoriquement impossible à casser […]. Nos méthodes pour le casser sont purement opportunistes et fondées sur la mise à profit des fautes commises par l'ennemi. Nous avons été extraordinairement chanceux en ce qu'il a continué à faire des erreurs en nombre juste suffisant pour nous permettre de casser quelques-uns de ses codes avec une certaine fréquence. Mais les erreurs, si elles sont identifiées, peuvent être évitées par un resserrement des procédures […]. Nos succès ont toujours tenu à un fil, et cela sera encore le cas, à moins que nous puissions mettre au point quelque instrument mécanique nouveau et plus puissant, et personne n'a pour le moment la moindre idée de la façon d'y parvenir. Ce qui est nécessaire et essentiel pour casser les systèmes de codes allemands, c'est un minimum de données positives, et si les Allemands utilisaient leur machine correctement, elle est suffisamment bien conçue pour nous en sevrer totalement[2]. »

Dans l'histoire épique d'*Ultra*, Churchill est omniprésent. Il s'était intéressé depuis longtemps aux affaires de renseignement et à l'activité des services secrets. Il avait d'ailleurs fait partie du cabinet Baldwin qui, en 1927, afin de justifier publiquement la rupture des relations avec l'URSS, avait fait allusion à des télégrammes de Moscou interceptés par Londres, révélation particulièrement inopportune car les autorités soviétiques modifièrent l'ensemble de leurs chiffres diplomatiques, qui ne furent d'ailleurs jamais cassés par les Britanniques jusqu'à

la fin de la Seconde Guerre mondiale. Parvenu au pouvoir, Churchill n'avait pas oublié la leçon. La protection de la « source » était essentielle, car l'ennemi serait obligatoirement aux aguets. Le Premier ministre était, comme un collégien, ébloui par les renseignements qui lui parvenaient d'un coup de baguette avec fréquence et surtout rapidité et qui agissaient sur lui comme une drogue quotidienne. Il avait compris tout l'intérêt d'investir de façon continue dans le programme d'interceptions. Ses interventions furent à plusieurs reprises décisives pour permettre aux déchiffreurs d'obtenir les moyens humains et matériels suffisants, comme lorsqu'il réagit à une lettre de doléances du 21 octobre 1941 déposée en main propre au 10, Downing Street par celui qui allait devenir une des légendes de Bletchley Park, le mathématicien Alan Turing, et par trois de ses collègues aussi talentueux qui outrepassaient ainsi sciemment toute voie hiérarchique. Le 22 octobre, Churchill adressa une note à son conseiller militaire le plus proche, le général Ismay : « *Action ce jour*[II]. Assurez-vous qu'ils ont tout ce qu'ils veulent en priorité absolue et rendez-moi compte que ceci a été fait[3]. »

Grâce aux informations obtenues, Churchill pouvait maintenir une pression constante sur ses chefs militaires et, plus d'une fois, il prit le prétexte de telle ou telle interception pour adresser des notes irritées à ses généraux et amiraux. Une cible fréquente de ses colères était la Royal Navy, coupable à ses yeux d'éviter autant que possible tout engagement qui risquait de mettre ses bateaux en péril. Le 23 août 1941, une interception *Enigma* annonçait le départ de deux importants navires italiens transportant du fuel et se rendant de Brindisi à Benghazi en Libye. Le problème du ravitaillement en carburant était en effet central dans la guerre en Afrique du Nord. Winston Churchill s'adressa à l'amiral Pound, patron de la Royal Navy, sur un ton de maître d'école : « Quelle action le commandant en chef en Méditerranée [l'amiral Cunningham] envisage-t-il après ce renseignement ? Il ne peut sûrement pas laisser passer ce genre de chose sans rien faire. […] Veuillez lui demander spécifiquement ce qu'il compte faire. *Nous sommes toujours en guerre !* »

Après avoir émis des objections techniques, Pound répondit entre autres choses ceci : « Il y a un autre point à prendre en considération : nous risquons à coup sûr de mettre en danger notre source d'information si nous envoyons des navires de surface pour intercepter un bateau dans une zone où nos forces n'ont pas l'habitude d'opérer. Il est inutile, vous en conviendrez, que je souligne à quel point la perte de cette source d'information nous serait préjudiciable. DP le 24 août 1941[4]. » Churchill, tiraillé entre l'inefficacité opérationnelle du renseignement et les analyses du Premier Lord, s'en remit comme souvent à la sagacité du marin. Du coup, les questions de sécurité et de protection de la

source *Ultra* pesèrent lourdement sur l'exploitation des renseignements, car il était hors de question de compromettre l'ensemble du programme pour un gain immédiat sans impact réel sur l'évolution du conflit.

Churchill lisait avec voracité ce qui parvenait dans ses boîtes spéciales, comme le prouvent les annotations qu'il portait sur ses copies des messages. Il notait aussi bien les comptes rendus d'entretiens avec Hitler adressés à Tokyo par le baron Oshima que les statistiques détaillées des pertes subies par l'Afrika Korps de Rommel ou celles décrivant l'état de fonctionnement des chars du Renard du désert. Accablé par les défaites successives en Afrique du Nord aux mains de ce dernier, il pouvait exulter lorsque, par exemple, une interception d'un message de Hitler à Rommel le 4 novembre 1942 exhortait ce dernier à tenir coûte que coûte et ne laisser à ses hommes que le choix entre « la mort et la victoire[5] ». Lorsque les Américains entrèrent dans le conflit, Churchill fut parfaitement conscient que le Royaume-Uni devenait un partenaire mineur face à la puissance militaire de ses alliés. Les Britanniques avaient cependant encore un atout solide à faire valoir : certes, ils avaient donné en 1941 aux Américains deux exemplaires reconstitués de l'*Enigma*, mais non la méthodologie de déchiffrement, et ils conservèrent ainsi le quasi-monopole des interceptions provenant des machines *Enigma*, argument de poids dans les difficiles négociations avec les généraux américains. Roosevelt était toutefois beaucoup plus détaché que Churchill de la conduite même de la guerre, dont il laissait la responsabilité à ses généraux, et cette attitude se reflétait dans son approche des questions de renseignement. Il était moins vorace que le Premier ministre britannique et moins capable d'ingurgiter des quantités prodigieuses d'informations les plus diverses. D'une façon générale, les Américains avaient une confiance totale en leurs moyens militaires. Les interceptions pouvaient en outre créer une certaine confusion, car la tentation était alors forte de vouloir sans cesse adapter sa stratégie à celle de l'ennemi. Avant de comprendre « l'autre », il était d'abord nécessaire de fixer une ligne stratégique et de la suivre en y consacrant tous les moyens nécessaires, sans trop se préoccuper des plans de l'adversaire.

Les réseaux de transmissions basés sur *Enigma* ne furent pas les seules cibles des assauts répétés de Bletchley Park. Nous étudierons ainsi le rôle joué par les messages de la catégorie *Fish*, programme d'interception qui visait des machines de chiffrement spécifiques utilisées par les plus hautes autorités militaires allemandes, et par Hitler lui-même, pour la transmission d'ordres et de directives aux commandants de groupes d'armées. Sur un plan stratégique, les résultats furent également spectaculaires dans le domaine des messages transmis

par les diplomates japonais, par les représentants de plusieurs autres pays dont faisait partie la France – aussi bien celle de Vichy que la France libre –, ou par les pays neutres. Ces messages diplomatiques étaient l'objet d'un traitement spécifique dans les locaux de Berkeley Street, au centre de Londres. Les volumineux dossiers qui comprennent près de soixante-quinze mille télégrammes interceptés durant la guerre n'ont été intégralement ouverts à la consultation que récemment, et nous les avons très largement exploités pour cet ouvrage. On y trouve des séries de la plus haute importance, comme la correspondance de l'ambassadeur Oshima à Berlin et celle, d'un intérêt presque équivalent, en provenance de l'ambassadeur du Japon en URSS, Sato Naotake.

On y trouve également de très nombreux télégrammes échangés par les autorités de la France libre. Ce qui nous permettra de rectifier ou de préciser certaines péripéties majeures. Ainsi, le message du patron du BCRA[III], le colonel Passy, le 20 novembre 1943, qui établit que les services secrets de la France libre étaient, près de six mois après son arrestation, toujours ignorants du sort de Jean Moulin (contrairement à ce qu'écrit dans son livre de référence Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « A Londres on a espéré jusqu'en août[6] »), alors que les services de renseignements britanniques avaient acquis la certitude qu'il était bien mort. « Du colonel Passy à Pelabon, pour Intérieur et général de Gaulle : NECKER [Jacques Bingen] télégraphie avoir quasi-certitude que REX serait au secret à Fresnes. Enquête révèle qu'il figurait début octobre au registre sous son vrai nom. Prière intervenir auprès autorités britanniques en vue échange. De tels échanges parfois pratiqués pour agents britanniques importants[7]. »

D'autres messages jettent une lumière assez crue sur ce qui se passait au sein des délégations françaises dans différents pays : luttes entre services secrets gaullistes et giraudistes, affaires de jupons, dénonciations pour corruption de certains délégués importants, bref tout un fatras qui parasitait le travail. Se côtoient par exemple en provenance de Tchoung-King, en Chine, les récriminations du général Pechkoff, représentant du général de Gaulle, quand arrive la mission du capitaine Meynier, accusé de giraudisme, et en janvier 1944 les réclamations du chef de la mission militaire, le colonel Emblanc, auprès de Pechkoff, en mission à Alger, quant au rappel du lieutenant-colonel Enselme : « Je ne peux même plus inviter les étrangers car ils partent écœurés de son manque d'éducation […]. Il y a quelques jours, lors d'un dîner à la mission, il pelotait, je dis pelotait, Madame Andriew, la femme du conseiller à l'ambassade URSS, dans le verre de laquelle il buvait. Au cours d'un bridge après le dîner il désignait cordialement du nom de couillon l'attaché militaire britannique qui n'a nullement goûté cette plaisanterie[8]. » Les dissensions au sein de la délégation de la France libre en URSS furent également l'objet d'une série d'interceptions du

même tonneau. Le personnage central de ce vaudeville était Roger Garreau, qui agaçait les diplomates britanniques et dont le caractère pour le moins rugueux était dénoncé par ses subordonnés : « M. Garreau s'est répandu contre le commandant MIRLES en injures immondes telles que fils de JUDAS, enfant de salaud, petit maquereau, agent double et autres aménités du même genre, jurant de lui tordre le cou, de l'écraser, de lui casser la figure, etc. Mes protestations pour l'amener à la raison n'ont servi qu'à l'exciter davantage[9]. » A côté de ces incidents qui faisaient sans doute les délices des diplomates du Foreign Office, certaines interceptions étaient d'un tout autre intérêt, comme les messages en provenance de Washington, d'Henri Hoppenot et de Jean Monnet, transmis par câble sous-marin et non par voie hertzienne, ou comme ceux concernant l'affaire de Syrie d'octobre 1943, qui firent la démonstration de l'ambiguïté des positions du général de Gaulle, soutenant puis désavouant l'ambassadeur Helleu lorsque ce dernier, sans aucun doute avec l'accord d'Alger, tenta son coup de force.

Quel fut, en définitive, l'impact d'*Ultra* dans son ensemble sur l'évolution et la durée du conflit ? La réponse à cette question est purement spéculative, d'autant que les apports du programme furent le plus souvent peu spectaculaires, tout en étant, sur le plan militaire, d'une importance capitale. Ce fut notamment le cas des informations sur l'état des matériels de l'armée allemande, des statistiques concernant la quantité de chars ou d'avions en état de fonctionnement sur un théâtre d'opérations particulier, la rapidité de réparation des matériels et, surtout, l'ordre de bataille des unités. D'autres interceptions, notamment celles des messages *Fish*, permirent d'avoir un solide aperçu de la stratégie allemande, par exemple les ordres du Führer de ne pas céder un pouce de terrain en Italie en 1943 ou sa volonté, plusieurs fois exprimée devant l'ambassadeur japonais Oshima, et confirmée par certains de ses adjoints auprès de ce dernier, de combattre jusqu'à la fin sur le front Ouest comme sur le front Est, brisant les espoirs de certains dirigeants anglo-saxons. Le professeur Harry Hinsley, lui-même ancien de Bletchley Park et coauteur de la monumentale *British Military Intelligence in the Second World War*, a pu cependant évaluer que, sans *Ultra*, la guerre aurait été prolongée de *deux années*.

Ce livre n'est pas l'histoire de Bletchley Park ou de la conquête d'*Enigma*. De nombreux ouvrages, à commencer par celui, fort méconnu, d'un Français, le général Bertrand, ont raconté comment les services secrets français, polonais, puis surtout anglais, mirent la main sur des modèles de machines. D'autres ont expliqué comment les équipes de Bletchley Park parvinrent, avec d'énormes difficultés, à percer les clés des différentes machines *Enigma* et de la machine

Lorenz. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est dès 1944 que les rapports d'enquête concernant les événements de Pearl Harbor évoquèrent les succès remportés par les services américains face aux chiffres mécaniques japonais, notamment la machine *Purple* utilisée par le réseau diplomatique ; ces succès ont été au centre de toutes les polémiques concernant l'attaque japonaise et ce que savaient ou non les autorités américaines et britanniques.

En partant des messages interceptés, et mis à la disposition des chercheurs par les Archives nationales britanniques, nous entendons examiner sous un jour nouveau certains dossiers majeurs du conflit. Nos recherches se sont limitées aux archives disponibles à Londres car, en raison des accords d'échange signés en 1941 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, la très grande majorité des interceptions, qu'il s'agisse des programmes *Ultra* ou des interceptions concernant le Japon, furent dupliquées et par conséquent disponibles aujourd'hui des deux côtés de l'Atlantique. Une partie de ces messages constitue probablement une somme de documents historiques uniques car une proportion très importante des originaux des télégrammes diplomatiques japonais ainsi que de très nombreux messages allemands ont disparu à la fin de la guerre. En ce qui concerne le réseau diplomatique de Vichy, il serait d'ailleurs intéressant d'effectuer une étude comparative des télégrammes interceptés et des télégrammes actuellement disponibles dans les archives du ministère des Affaires étrangères à Paris. Nous avons simplement pu constater, en consultant les ouvrages des meilleurs spécialistes de la politique étrangère de l'Etat français, qu'un certain nombre de télégrammes de Vichy qui furent interceptés n'y sont pas mentionnés, en dépit de leur importance indéniable.

Les traductions de textes anglais ont été effectuées par nos soins. Certains termes peuvent surprendre de la part de diplomates. Il faut souligner que les traducteurs britanniques et américains travaillaient dans des conditions particulièrement difficiles car il leur fallait fournir, dans les délais les plus brefs, des traductions de textes japonais ou allemands dont certains termes ou nuances étaient très difficiles à rendre fidèlement. Or, comme nous le verrons, notamment dans le chapitre consacré aux semaines dramatiques qui précédèrent le largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, un mot mal traduit pouvait totalement modifier l'interprétation du texte. Enfin, nous avons reproduit les messages interceptés tels qu'ils sont disponibles dans les Archives, c'est-à-dire tels qu'ils étaient retranscrits par les autorités britanniques. Les personnels qui écoutaient les messages transmis sur les ondes ont omis parfois des paragraphes entiers desdits messages, parfois des phrases, souvent des mots. Dans d'autres cas, les services du chiffre ou les transmetteurs eux-mêmes ont commis des erreurs. Les analystes tentaient alors de reconstituer les phrases ou de trouver les

mots manquants, mais toujours avec une grande prudence, compte tenu de l'importance de l'enjeu. (L'hypothèse était alors insérée sous la forme suivante : … [? offensive]…)

Le programme *Ultra* ne s'arrêta pas après la chute de l'Allemagne et du Japon. La question se posa de savoir s'il était utile, grâce aux avancées qui avaient été accumulées, de déchiffrer après coup les messages qui n'avaient pu l'être au moment de leur interception. Il semble que ce projet ait été rapidement abandonné en raison du manque de personnel et des nouvelles priorités des services secrets à l'aube de la guerre froide. Il y eut cependant quelques pépites, dont la plus savoureuse, pour les hommes de Bletchley Park, fut sans nulle doute le message laconique adressé le *18 juin 1940* à Tokyo par l'attaché naval du Japon à Rome :

« J'ai appris que l'Angleterre a capitulé. Urgent[10]. »

I- Reichssicherbeitschauptamt : Office central de sécurité du Reich.

II- En italiques : souligné par nous (de même dans toutes les citations).

III- Bureau central de renseignement et d'action.

1
Barbarossa

Il faisait un temps splendide en ce week-end du 21 juin 1941. Churchill avait, comme d'habitude, invité des personnalités de premier plan à Ditchley Park dans l'Oxfordshire, une de ses résidences préférées. Lorsqu'il contemplait les cartes du monde, le Premier ministre n'avait guère de motifs de satisfaction. En Afrique du Nord, Rommel allait de succès en succès. Les Allemands avaient conquis sans coup férir la Yougoslavie et la Grèce. Le régime de Vichy semblait toujours prêt à basculer plus avant dans la collaboration et venait d'en faire la démonstration en Syrie en autorisant le ravitaillement des avions de la Luftwaffe. Les Britanniques étaient certes parvenus à freiner les ambitions allemandes en Irak, mais Churchill avait en fait un seul vrai motif de satisfaction : les Allemands semblaient avoir provisoirement repoussé la tentative d'invasion des îles Britanniques. Le Royaume-Uni n'était plus directement menacé, mais une telle perspective ne suffisait pas car le Premier ministre était impatient de passer enfin à l'offensive afin de vaincre Hitler, libérer l'Europe, et peut-être sauver l'Empire.

Le 20 juin, il avait reçu une lettre de H. G. Wells ; l'auteur de *La Guerre des mondes* proposait des mesures afin de contrecarrer la pression grandissante exercée par l'Allemagne sur l'URSS : « La Russie est sa seule religion », dit Churchill à John Colville, son jeune chef adjoint de cabinet, sur un ton presque méprisant[1]. L'écrivain avait également fait preuve d'une certaine naïveté car il ne semblait pas soupçonner que l'attaque de l'URSS par Hitler était en fait attendue avec impatience. Le lendemain, 21 juin, Colville nota les propos du Premier ministre qui déclara qu'une attaque allemande en Russie était désormais chose certaine et que celle-ci serait sûrement vaincue. Churchill pensait que Hitler comptait sur la sympathie des milieux d'affaires et des conservateurs au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Le Premier ministre ajouta cependant que le Führer se trompait lourdement : il ferait lui-même tout son possible pour venir

en aide à Staline. Le dimanche 22 juin, Colville fut le premier réveillé par un coup de téléphone du War Office qui l'informait que l'Allemagne avait attaqué. « J'ai fait le tour des chambres pour annoncer la nouvelle, ce qui eut comme effet de produire des sourires de contentement sur les visages du Premier ministre, de Eden et de Winant, l'ambassadeur des Etats-Unis. Winant soupçonne néanmoins qu'il s'agit peut-être d'un coup monté entre Hitler et Staline [plus tard dans la journée, le Premier ministre et Stafford Cripps se gaussèrent de l'hypothèse émise par le diplomate américain][12]. »

Le Premier ministre avait déjà testé sa politique devant Colville, et notamment une de ses phrases les plus souvent citées : « Si Hitler envahissait l'enfer, je ferais au moins une allusion favorable au diable devant la Chambre des communes. » Lorsque Eden objecta qu'il fallait s'en tenir à un accord strictement militaire, que politiquement l'URSS était un régime de nature aussi néfaste que l'Allemagne et que la moitié du pays s'opposerait à des relations trop étroites avec elle, Churchill répondit avec sa vivacité coutumière que des paysans innocents étaient en train de se faire massacrer, qu'il fallait oublier un instant le système soviétique et tendre la main à des frères humains dans la détresse. Le soir même, avant de se coucher, Churchill ajouta cependant qu'il était vraiment merveilleux que la Russie fût entrée en conflit avec l'Allemagne, alors qu'elle aurait pu tout aussi aisément demeurer aux côtés du Reich, ou du moins dans une position de neutralité, durant toute la durée de la guerre[13]. Quelle que soit l'issue de cette nouvelle étape du conflit, il y avait là une opportunité que la Grande-Bretagne ne pouvait en aucun cas manquer.

Le général Alan Brooke, qui n'était encore à cette époque que le chef de la Home Army et à qui revenait la lourde charge d'organiser la défense des îles Britanniques, nota plus froidement le même jour : « J'ai de nouveau essayé de photographier l'épervier [c'était en effet un dimanche et, pour Brooke, un jour de repos indispensable au bon équilibre physique et moral d'un grand chef militaire]. L'Allemagne entre en Russie ! et avec cela une nouvelle phase de la guerre est ouverte. » Il ajouta cependant, après coup, un commentaire moins laconique : « Tant que l'Allemagne était engagée dans son invasion de la Russie il n'y avait aucune possibilité pour elle d'envahir nos îles […] mon opinion à l'époque, et cette opinion était partagée par la plupart des gens, était que la Russie n'allait pas résister longtemps, peut-être 3-4 mois, peut-être un peu plus. En admettant 4 mois, et comme nous étions en juin, il paraissait très vraisemblable que l'Allemagne ne pourrait lancer une invasion de l'Angleterre avant octobre, et alors les conditions météorologiques et l'approche de l'hiver seraient pour elle un obstacle majeur[14]. » Beaucoup plus prudent que Churchill, il estimait qu'il fallait d'abord sauver l'Angleterre avant de songer à passer à

l'offensive, en espérant qu'un jour les Etats-Unis seraient entraînés dans la guerre. L'invasion de l'URSS était à ses yeux un répit, rien de plus. D'après ses Mémoires – le chapitre concernant *Barbarossa* fut rédigé en 1948, en pleine guerre froide –, Churchill se montra d'une extrême sévérité à l'égard des dirigeants soviétiques et en particulier de Staline : « La guerre est principalement une suite d'erreurs, mais on peut douter qu'on trouve dans l'histoire une faute équivalente à celle dont furent coupables Staline et les dirigeants communistes […]. Nous les avons précédemment qualifiés de calculateurs égoïstes. Au cours de cette période ils se comportèrent également comme des idiots et des naïfs […][15]. »

Pour les Britanniques, c'était la première bonne nouvelle depuis longtemps. Les services de renseignements et les militaires britanniques étaient, depuis le début des années 1920, profondément hostiles à l'URSS et au communisme. Le pacte germano-soviétique n'avait fait que renforcer cette hostilité viscérale, et les tentatives menées par le pragmatique Ribbentrop pour convaincre les Soviétiques de se rallier au pacte tripartite étaient considérées comme parfaitement crédibles. Deux dictateurs, deux régimes également honnis se retrouvaient maintenant face à face. Si Staline avait été aveugle, Hitler venait de commettre sa première faute, et elle était de taille. Certains se frottaient ouvertement les mains en voyant les loups se manger entre eux. Deux mois après le déclenchement de l'offensive allemande, un proche de Churchill, le ministre des Transports Moore-Brabazon, n'hésita pas à proclamer tout haut ce que beaucoup de responsables britanniques pensaient : « Moore-Brabazon a soulevé une tempête en déclarant de façon impromptue dans un discours récent qu'il espérait que les Russes et les Allemands allaient s'exterminer les uns les autres (*un sentiment largement répandu*). […] Le Premier ministre a parlé à Moore-Brabazon au téléphone et a été particulièrement aimable avec lui, bien que l'affaire risque de lui causer quelques soucis lorsque la Chambre se réunira », nota Colville le 3 septembre 1941[16]. Fin 1941, le patron du Joint Intelligence Committee (JIC), Victor Cavendish-Bentinck, rendit visite à la section intitulée MI3c, section du renseignement militaire nouvellement créée dont la mission était d'analyser les renseignements en provenance du front Est. Il constata que, chaque fois que les Soviétiques obtenaient quelque succès ou parvenaient simplement à ralentir la progression allemande, les officiers du MI3c plongeaient dans la déprime. « Chaque défaite russe les remplit de joie[17]. » Quant au Premier ministre, un des artisans du cordon sanitaire, son pedigree antibolchevique remontait loin et était impeccable.

La directive *Barbarossa* avait été diffusée dans le plus grand secret le 18 décembre. L'attaque allemande avait par conséquent été précédée, tout au long du premier semestre 1941, par un déploiement progressif de la Wehrmacht dont les signes furent de plus en plus évidents mais dont l'interprétation n'était pas aisée. Cette montée en puissance des forces armées du Reich face à l'URSS indiquait-elle qu'une attaque était inéluctable, ou bien s'agissait-il simplement d'un moyen de faire peur aux Soviétiques afin d'obtenir des concessions économiques et territoriales ? Face à la pression allemande, quelle allait être l'attitude de Staline ? Beaucoup craignaient que celui-ci, en analysant correctement les objectifs du Reich et les raisons véritables de la pression allemande de plus en plus sévère à laquelle il était confronté, soit amené à accepter, par un nouveau Brest-Litovsk, des concessions significatives qui auraient pour conséquence de rendre l'Allemagne encore plus forte et de lui laisser rapidement les mains libres pour envahir l'Angleterre. Hitler avait d'ailleurs eu la même inquiétude : que les Russes arrivent à la dernière minute avec une offre majeure qu'il lui serait difficile de refuser ou au moins d'étudier sérieusement. Le Führer ne voulait à aucun prix rééditer ce qu'il ne cessa de considérer durant tout le conflit comme sa grande erreur : avoir accepté de signer les accords de Munich. Cette fois, il était hors de question qu'on le prive de ce qui devait être le couronnement de sa fulgurante carrière. Lorsque Churchill utilisait les épithètes les moins flatteurs pour décrire l'attitude de Staline et de ses conseillers au moment de *Barbarossa*, il oubliait de préciser que les stratèges britanniques ne purent que se réjouir de cette prétendue incompétence et de l'absence de lucidité du dictateur soviétique. Non sans une certaine mauvaise foi, il omettait aussi de mentionner que les Britanniques n'avaient pas été beaucoup plus clairvoyants à cet égard. Les autorités britanniques furent en effet singulièrement lentes à établir que l'Allemagne allait attaquer l'URSS. Plus de deux mois après le déclenchement de l'offensive, le 4 septembre 1941, Churchill rencontra l'ambassadeur d'URSS à Londres, Ivan Maisky, qui ne cessait de se plaindre depuis le déclenchement de *Barbarossa* de l'absence d'aide concrète de la part des Anglo-Saxons. Le Premier ministre répondit : « N'oubliez pas qu'il y a encore quatre mois nous ne savions pas si vous n'alliez pas vous rallier aux Allemands contre nous. De fait nous pensions qu'il était tout à fait vraisemblable que ce soit le cas. Mais, même dans ce cas de figure, nous étions sûrs que nous allions finir par gagner[18]. » Les services de renseignements, le *Joint Intelligence Committee*, le *Foreign Office* avaient dès l'été 1940 travaillé sur la question des relations entre l'Allemagne et l'URSS, et l'hypothèse d'un compromis relativement durable entre les deux dictatures était de loin la plus probable.

Hitler était considéré par les Britanniques comme un individu qui, tout en veillant à ce que leur coût ne soit pas trop élevé, avait pris tout au long de sa fulgurante carrière des décisions audacieuses mais parfaitement rationnelles. Ces décisions étaient certes la manifestation d'une immense volonté de conquête, mais elles étaient loin d'être uniquement fondées sur une idéologie. Les relations avec la Russie et la signature du pacte germano-soviétique avaient d'ailleurs été la démonstration parfaite du pragmatisme du Führer. Pour les analystes britanniques, la haine des nazis pour le communisme était une évidence ; en revanche la recherche du *Lebensraum*[I] faisait surtout partie des théories plus ou moins fumeuses d'un Hitler au début de sa carrière ; ce dernier avait maintes fois prouvé qu'il était avant tout un maître tacticien. Très rares étaient ceux qui, comme Cavendish-Bentinck, considéraient que *Mein Kampf* était, en dernière analyse, le fondement de toutes les actions entreprises par le dictateur. A aucun moment la conquête des territoires soviétiques ne fut considérée comme découlant inévitablement de l'idéologie nazie. L'aveuglement des services de renseignements et d'analyse britanniques fut ainsi constant. Comment expliquer ce manque de lucidité chez des professionnels qui, pour la très grande majorité, espéraient sans aucun doute secrètement que leurs analyses soient erronées, qu'elles seraient démenties par les faits, et qu'un jour, le plus tôt possible, le Führer se lancerait vers l'est sur les traces de *Boney* ? Un nouveau compromis entre l'Allemagne et l'URSS était bien, du point de vue des Britanniques, l'hypothèse la plus dangereuse.

Le 21 juillet 1940, peu après la parution de la directive *Sealion* qui organisait l'invasion de l'Angleterre, Hitler avait ordonné des études préliminaires pour une attaque de la Russie. En octobre, il renonça provisoirement à *Sealion*, mais son objectif à l'ouest n'avait pas été modifié : amener le Royaume-Uni à reconnaître la défaite en accentuant la pression, non plus sur les îles Britanniques elles-mêmes, mais sur l'Empire et les voies de communication considérées comme vitales, d'où les campagnes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les rapports qui commençaient à parvenir aux services de renseignements britanniques en provenance de différentes sources étaient à ce sujet contradictoires. Le 9 janvier 1941, une étude qui synthétisait les opinions de différents départements indiquait que le déploiement de troupes allemandes en Europe de l'Est était destiné à protéger les flancs de la progression allemande dans les Balkans. Le thème central des analyses britanniques était que tant que le Royaume-Uni n'était pas vaincu, l'Allemagne ne s'attaquerait pas à l'URSS. Les prévisions des services britanniques étaient totalement inexactes puisque, le jour même où l'étude fut distribuée, Hitler avait réaffirmé en secret son intention

d'envahir la Russie au mois de mai 1941, conformément à la célèbre directive *Barbarossa* du 18 décembre. Celle-ci spécifiait dès son entrée en matière que l'URSS devait être vaincue au cours d'une campagne rapide, et ce avant même la conclusion de la guerre avec l'Angleterre. Il était « d'une importance décisive que l'intention d'attaquer ne soit pas connue ».

Les opérations d'intoxication menées par les Alliés, et en premier lieu les Britanniques, ont été l'objet de nombreux ouvrages. Le chef-d'œuvre du genre fut, au moment du débarquement en Normandie, *Bodyguard* et son thème principal, *Fortitude*. Peu de place a été accordée, en revanche, à la campagne d'intoxication stratégique de grande envergure qui accompagna les préparatifs de *Barbarossa*, dans la conception de laquelle Hitler lui-même joua un rôle essentiel. L'intoxication allemande était une opération très complexe, puisqu'elle mettait en jeu deux « victimes », la Grande-Bretagne et l'URSS[19]. Durant tout le premier semestre 1941, les manœuvres mirent l'accent sur la thématique « Angleterre d'abord ».

Le programme d'intoxication disposait que l'acheminement de troupes allemandes vers Europe de l'Est devait être perçu comme un ensemble de préparatifs en vue d'un nouveau plan d'invasion de l'Angleterre, car les unités prétendument prévues pour l'opération pouvaient ainsi s'entraîner dans des régions situées au-delà du rayon d'action des avions de reconnaissance britanniques. Les Allemands jouèrent un double jeu magistral : les Russes de leur côté devaient être convaincus que les préparatifs pour *Barbarossa* étaient bien un bluff destiné à *détourner l'attention* des Britanniques de *Sealion* en faisant croire à ces derniers que l'Allemagne s'apprêtait à attaquer l'URSS. Quant à l'offensive sur la Crète et l'intervention en Irak, Hitler espérait qu'elles détourneraient également l'attention des Britanniques des préparatifs de *Barbarossa*. Une directive du 12 mai stipula qu'une rumeur devait être diffusée, selon laquelle l'attaque de la Crète par les parachutistes du général Student était une répétition générale d'une offensive sur l'Angleterre. Ce fut le titre d'un article inspiré du *Volkischer Beobachter*, l'organe officiel nazi. Certains exemplaires parvinrent aux ambassades à Berlin, puis le journal fut retiré précipitamment de la vente, afin de renforcer l'impression que cet article avait constitué une fuite dommageable, ce qui devait renforcer la crédibilité de la thèse. Les 24 et 25 mai, Goebbels nota dans son Journal que « la dissémination de rumeurs concernant l'invasion de l'Angleterre fonctionnait bien ».

L'intoxication fut en effet un succès, puisqu'un rapport du *Foreign Office* du 19 mars affirma de nouveau que l'Allemagne était déterminée à vaincre la Grande-Bretagne en 1941 et que l'offensive contre les Soviétiques n'aurait lieu qu'une fois cet objectif atteint. Elle le fut d'autant plus que la paranoïa de Staline

l'aurait amené à considérer *toutes* les informations qui lui parvenaient et qui tendaient à montrer que Hitler s'apprêtait à attaquer l'URSS – on a comptabilisé plus de quatre-vingts exemples de renseignements sérieux provenant de sources dignes de foi – comme étant de la désinformation. Le 20 mars, Golikov, patron du GRU[II], citant les différentes sources concluait : « Sur la base de toutes les opinions précitées, et en étudiant les différentes options stratégiques durant le printemps cette année, je considère que la date la plus probable pour le début d'une action contre l'URSS sera fixée après une victoire sur l'Angleterre ou la conclusion d'une paix honorable avec l'Allemagne. Les rumeurs et les documents évoquant le fait qu'une guerre contre l'URSS était inévitable ce printemps doivent être considérés comme de la désinformation venant des Anglais et peut-être même des Allemands[20]. »

Avec son imagination débordante, et prenant ainsi le contre-pied de toutes les synthèses qu'il recevait, Churchill avait quant à lui envisagé dès janvier 1941 la possibilité que les Allemands s'attaquent à la Russie. Ce n'était toutefois qu'une simple hypothèse, ou une application de la méthode Coué, car au cours d'un large tour d'horizon de la guerre effectué le 12 janvier en présence de Harry Hopkins, l'envoyé spécial de Roosevelt, il ne fut, si l'on en croit le récit de Colville, à aucun moment question d'une attaque allemande vers l'est[21]. Fin janvier, un rapport du MI6 indiquait toutefois que des troupes en provenance de France avaient été transférées en Pologne et qu'une campagne de recrutement de soldats russophones avait commencé. C'est alors qu'intervint un épisode auquel le Premier ministre accorda, dans son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, une très large place. Le régent de Yougoslavie, le prince Paul, avait été convoqué à Berlin et contraint de signer, à son corps défendant, un pacte avec l'Allemagne. Le 26 mars, le général Simovic, à la tête d'une junte militaire, et soutenu par le Special Operations Executive, déposa le Régent, proclama le jeune roi Pierre à la tête du pays et forma un gouvernement de tendance antiallemande. Churchill fut absolument enthousiaste, comme le nota Colville, lui-même surexcité : « Un grand jour, révolution à Belgrade, qui permet de voir les événements sous une lumière entièrement nouvelle et les fait passer des ténèbres à l'aurore. Le Premier ministre est ravi […] tout le pays est fou de joie[22]. »

Le 31 mars, Churchill déclara au même Colville qu'il était dorénavant convaincu que l'Allemagne allait attaquer la Yougoslavie avant même la Grèce ou la Turquie et qu'il était rempli d'espoir en ce qui concernait ce nouveau front[23]. Il dut très rapidement déchanter. L'Allemagne, dans un *Blitzkrieg* stupéfiant, se lança simultanément à l'assaut des deux pays et les réduisit avec

une impressionnante facilité. En une douzaine de jours, la Yougoslavie était occupée. En Grèce, les choses allèrent également très vite, et la décision d'évacuer les forces britanniques du pays fut prise le 21 avril.

Quel fut l'impact de ces événements sur les analyses britanniques ? Le Premier ministre reconnut plus tard que, jusqu'à la fin mars, il n'était pas réellement convaincu que Hitler avait pris la décision d'une lutte à mort avec la Russie, et n'avait aucune idée que son déclenchement pût être si proche. « Nos rapports de renseignements révélaient avec force détails les importants mouvements de troupes allemands en direction des Etats baltes […]. Les renseignements concernant l'immense mouvement de troupes en cours en direction du principal front russe étaient beaucoup plus difficiles à obtenir. » D'ailleurs : « Il n'y avait aucun signe d'un relâchement allemand face à nous de l'autre côté de la Manche. Les raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne continuèrent de façon intensive […] tout semblait rendre de plus en plus probable que Hitler et Staline concluraient un marché à nos dépens plutôt que de se faire la guerre[24]. » Un marché entre Hitler et Staline, voilà quelle était la hantise du Premier ministre. Aux yeux des Britanniques, Hitler, en acteur rationnel, en disciple de Clausewitz, cherchait à conclure un marché tout à son avantage, et l'augmentation manifeste de la pression allemande rendait en réalité la guerre moins probable. La guerre était bien la continuation de la politique. Quant à Staline, il semblait tout prêt à s'entendre, en tout cas provisoirement, avec le régime nazi.

Churchill lisait toujours avec beaucoup de circonspection, voire d'agacement, les productions laborieuses des différents départements chargés de collecter et synthétiser les renseignements. « Je ne me satisfaisais pas de ces formes de sagesse collective, et je préférais voir les originaux moi-même », écrivit plus tard le Premier ministre britannique[25]. Travailleur prodigieux, il lui fallait en effet sa ration quotidienne d'informations brutes, et les interceptions constituaient des morceaux de choix qui le mettaient en contact direct avec ce qui se passait sur les différents fronts. Son sens de l'histoire, ses intuitions et son imagination débridée feraient le reste. Hormis des renseignements concernant les plans de la Luftwaffe au moment de la bataille d'Angleterre, Bletchley Park n'avait pas encore produit de vraies pépites. Tout changea donc fin mars, lorsque le Premier ministre lut l'interception suivante :

« Tard dans la soirée du 26/3, le chef des transports QG Berlin a donné des instructions au RTO 12^{e} armée afin qu'il effectue les mouvements suivants, de Bucarest et Pietra Olt à Loewenstadt (OSO de Cracovie), via Budapest et Lemdenberg ou Sillein. »

Cette instruction concernait le Panzer Gruppe 1, la V^e^ et la XI^e^ division panzer, et des unités d'artillerie SS. Stewart Menzies, le chef du MI6, avait ajouté une brève remarque pour le Premier ministre, datée du 26. « Les instructions concernant cet important mouvement des forces allemandes dans la direction nord-est à destination de la région de Cracovie ont été émises avant la révolution yougoslave. Il serait par conséquent intéressant de voir si elles sont encore d'actualité[26] ». Pour Menzies, il était significatif que, le jour même où la Yougoslavie signait son pacte avec l'Allemagne, des ordres étaient émis pour le transfert d'une partie importante des forces allemandes des Balkans vers la frontière soviétique. Les instructions furent immédiatement annulées, en raison du coup d'Etat à Belgrade, qui avait pris Hitler par surprise, et les divisions de panzers rebroussèrent chemin afin de prendre part à l'invasion du pays. Voici comment Churchill évoqua cet épisode dans son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale* :

« Ce fut avec soulagement et un brin d'excitation que je pus lire, vers la fin de mars 1941, un rapport émanant de l'une de nos sources les plus plus dignes de confiance, relatif à des allées et venues de blindés allemands sur la voie ferrée de Bucarest à Cracovie. […] Ces allées et venues de quelque soixante convois n'avaient pu échapper à nos agents sur place. Pour moi ce fut comme un éclair illuminant tout le théâtre d'opérations d'Europe de l'Est. Le mouvement précipité vers Cracovie d'une telle force blindée dont le besoin se faisait sentir dans le secteur des Balkans ne pouvait signifier qu'une chose : Hitler avait l'intention d'envahir la Russie en mai. Désormais, ce projet m'apparut comme son but suprême. Le fait que la révolution de Belgrade ait nécessité le retour des blindés en Roumanie entraînerait peut-être un retard de mai à juin[27]. »

« Une de nos sources les plus dignes de confiance » et les « agents sur place » désignaient en réalité les interceptions des messages transmis par *Enigma*. Ce passage de l'*Histoire de la Seconde Guerre mondiale* fut réécrit plusieurs fois, et le général Pownall, qui était l'un de ceux qui assistaient Churchill dans la rédaction de son livre et dont les interventions sur les questions purement militaires furent souvent décisives, demanda que la date exacte à laquelle l'information était parvenue au Premier ministre ne soit pas indiquée[28]. Un lecteur un peu perspicace aurait en effet pu en conclure que la source ne pouvait être humaine, et la rapidité avec laquelle le renseignement était parvenu à Londres aurait permis de deviner qu'il s'agissait d'une interception. Il était absolument hors de question, en 1949, de faire une telle révélation dans un ouvrage dont le retentissement serait universel.

Churchill transmit l'information à Anthony Eden qui se trouvait alors à Athènes et ajouta, dans un style inimitable, un commentaire qui montrait une

grande excitation face aux événements :

« Mon interprétation des renseignements est que le Grand Méchant Loup avait concentré d'énormes forces blindées pour intimider la Yougoslavie et la Grèce, et qu'il espérait réduire la première et peut-être les deux sans avoir à combattre. Dès qu'il a eu la certitude que la Yougoslavie avait rallié l'Axe, il a redéployé trois des cinq divisions Panzer en face de l'Ours, estimant que le reste suffirait pour liquider l'affaire grecque. Mais la révolution de Belgrade a tout changé et a interrompu le mouvement vers le nord en pleine course. Cela ne peut que signifier, à mon avis, qu'il a l'intention d'attaquer la Yougoslavie au plus tôt, ou encore une action contre les Turcs. Il semble que des forces considérables seront déployées dans la péninsule balkanique, et que l'Ours devra attendre son tour. En outre, ces ordres et contrordres, en corrélation avec le coup d'Etat de Belgrade, semblent révéler des desseins de grande ampleur tant vers le sud que vers l'est[29]. »

Dans son récit d'après-guerre, Churchill ajouta que la campagne dans les Balkans et en Grèce, qui avait été la raison de la volte-face des divisions de panzers, eut pour effet de retarder *Barbarossa* d'un mois, ce qui laissait encore du temps aux Soviétiques pour préparer leur défense. Le Premier ministre prit alors une décision importante – qu'il décrivit même comme un véritable tournant dans la politique étrangère britannique –, celle de prévenir Staline du contenu de l'interception. Dès le 3 avril, il rédigea le message suivant destiné au dictateur : « J'ai reçu d'un agent de confiance le renseignement certain que lorsque les Allemands crurent tenir la Yougoslavie dans leurs filets – c'est-à-dire après le 20 mars – ils commencèrent à transférer trois des cinq divisions blindées de Roumanie au sud de la Pologne. Dès qu'ils apprirent le déclenchement de la révolution en Serbie, l'ordre de mouvement fut annulé. Votre Excellence appréciera sans peine à sa juste valeur la signification de ces faits[30]. » Le texte devait être délivré en personne à Staline par Stafford Cripps, ambassadeur à Moscou. Avec finesse, le Premier ministre laissait au dictateur le soin de tirer ses propres conclusions. Il pensait que Staline en conclurait immédiatement que les Allemands se préparaient à attaquer la Russie et qu'il prendrait les dispositions militaires pour faire face à cette éventualité de plus en plus probable. D'instinct, il comprenait aussi qu'un homme d'Etat comme Staline comptait d'abord sur ses propres capacités d'analyse et exigeait de recevoir les renseignements bruts. Parfaitement conscient de la méfiance viscérale du dictateur à son égard – méfiance réciproque et justifiée –, Churchill évitait de trop en faire. Le récit de Churchill tient le lecteur en haleine par des artifices de langage – l'éclair, le message laconique –, et cet épisode de son *Histoire* nous présente un Premier ministre solidement installé aux commandes, au sommet de son art dans la

compréhension et l'exploitation des informations qui lui parviennent, seul capable de dépasser les présupposés de ses conseillers les plus proches ainsi que la lourdeur et le manque d'imagination des organes de renseignements.

Churchill avait surmonté la réticence des services secrets à communiquer quoi que ce fût à Staline. Cependant, le camouflage de la source de l'information en un prétendu agent de confiance diminuait la crédibilité et la portée du message. Comme tant d'autres informations et rumeurs qui parvenaient à Staline, il risquait d'être rapidement mis de côté. Pour des raisons mal élucidées, et malgré les objurgations du Premier ministre, le télégramme de Churchill ne fut d'ailleurs délivré à Vishinsky par Cripps que le 19 avril. Vishinsky lui promit de le transmettre à Staline, mais on ne sait pas quelle fut la réaction de ce dernier et rien ne prouve qu'il l'ait lu, même si cela est probable. Murphy écrit dans *Ce que savait Staline* que le dictateur lut le message en partie[31]. Une telle affirmation est pour le moins curieuse, dans la mesure où le texte faisait trois lignes ! Quant à un auteur aussi sérieux que Gabriel Gorodetsky, il accorde à cet épisode une importance qui nous paraît exagérée. Selon lui, cet avertissement « eut un impact dévastateur sur l'évaluation par Staline du danger qui le guettait[32] ». Il y revient dans la conclusion de son livre et écrit que « l'avertissement de Churchill à Staline concernant les déploiements allemands en avril, loin d'être un moment décisif dans la formation de la Grande Alliance, eut en fait l'effet inverse. Staline fut *distrait* de la menace majeure qui le guettait, car il soupçonnait que Churchill avait pour objectif d'entraîner la Russie dans le conflit[33] ». Ainsi, le Premier ministre aurait involontairement décrédibilisé les rumeurs d'une attaque allemande. En fait, rien ne démontre de façon convaincante que les rares avertissements lancés par les Britanniques aient été systématiquement considérés comme de la désinformation pure et simple par les Soviétiques. Staline était certes convaincu que les Britanniques voulaient l'entraîner dans la guerre mais, s'il considérait réellement que les menaces de guerre allemandes, qu'elles lui parviennent de ses propres services ou des gouvernements américain et britannique, constituaient de la désinformation ou de la provocation, pour quelles raisons a-t-il au même moment systématiquement cherché à aboutir à une négociation avec les Allemands, multiplié les gestes d'apaisement à leur égard – comme par exemple, en mai, la reconnaissance du gouvernement proallemand de Rashid Ali qui avait pris le pouvoir en Irak début avril, et l'expulsion des gouvernements en exil de Norvège et de Belgique – et signalé qu'il était prêt à faire de nouvelles concessions ? Notre conviction est que, contrairement à la légende, Staline était bien conscient des projets de Hitler, mais qu'il espérait retarder le plus possible le moment où ils seraient mis à exécution. En prévenant le dictateur, Churchill avait cependant

pris, aux yeux de ses conseillers, un risque considérable. Non pas celui de détourner l'attention de Staline de la menace, mais bien au contraire celui de le renforcer dans son souhait de parvenir à un compromis provisoire avec les Allemands. Prévenir Staline ne présentait une utilité pour le Foreign Office que si une attaque allemande était absolument inéluctable et dans des délais assez courts. Churchill avait tenté d'avertir le dictateur en toute bonne foi, mais l'intérêt fondamental du Royaume-Uni était bien que Hitler passe à l'acte.

Les Archives britanniques recèlent d'ailleurs un petit mystère qui n'a jamais été souligné jusqu'à présent. La série HW1 débute en février 1941, mais ne contient que deux dossiers, d'ailleurs très maigres, avant le message du 26 mars. Or, on sait par différents témoignages, par exemple celui de Colville, que le Premier ministre en recevait une « livraison » quotidienne dès l'été 1940, dans des boîtes spéciales de couleur rouge dont il était le seul à avoir la clef et qui lui étaient délivrées en personne par Stewart Menzies[34]. Ce trou béant entre l'été 1940 et la fin mars 1941 dans les archives dites spéciales n'est nulle part expliqué. De plus, une étude des dossiers d'interceptions transmis au Premier ministre au printemps 1941 montre que quasiment aucune information concernant la Russie n'arriva sur son bureau et que l'interception du 26 mars fut une exception. Cette disette contraste avec la suite car, à partir d'août 1941, si l'on se réfère aux archives, le nombre d'interceptions transmises chaque jour au Premier ministre augmenta de façon très significative pour devenir bientôt un déluge quotidien. Or, écrit Hinsley dans *British Intelligence in the Second World War*, si au cours des mois de mars et d'avril et au cours de la première quinzaine de mai les interceptions furent effectivement en petit nombre, dès le 27 mai Bletchley Park était en mesure de produire un flot régulier d'interceptions prouvant l'accélération des préparatifs allemands, notamment les mouvements de la Luftwaffe. Il est très surprenant que ces interceptions ne soient pas parvenues sur le bureau du Premier ministre.

Fin mai, une invasion allemande était d'ailleurs devenue aux yeux des analystes de Bletchley Park une quasi-certitude, car les détails des interceptions devenaient de plus en plus précis et écartaient l'hypothèse d'un bluff, mais, comme nous allons le voir, les autres organes de renseignements, qui ne se fondaient pas exclusivement sur les interceptions, étaient loin d'être aussi affirmatifs. Churchill avait été furieux que son avertissement du 3 avril n'ait pas été communiqué à Staline dans de brefs délais. Compte tenu de l'extrême importance qu'il conférait à ce message, il est surprenant que, à mesure que l'échéance paraissait se rapprocher, il n'ait pas songé à confirmer ou à amplifier cette information par de nouveaux éléments bruts. Nous en sommes ici réduits à des conjectures. S'il n'y a pas de manque accidentel dans les archives ou

d'erreur matérielle, pour quelles raisons ces interceptions n'ont-elles pas été communiquées à Churchill ? Les hommes des services secrets, et en premier lieu Desmond Morton, son conseiller personnel pour ces questions, et Stewart Menzies, le chef du MI6, ont-ils délibérément omis de les transmettre au Premier ministre, craignant que ce dernier répète la *faute* qu'il avait commise en tentant de prévenir Staline ?

Les services secrets avaient de bonnes raisons d'être inquiets quant à l'exploitation des interceptions. Menzies avait certes directement attiré l'attention de Churchill sur ce que pouvait signifier l'interception du 27 mars et les conclusions que l'on pouvait en tirer, mais c'est avec horreur qu'il assista à l'exploitation qui en fut faite, d'autant que les résultats furent négligeables, voire contre-productifs. Le chef du MI6, qui avait réussi un coup fumant en parvenant à obtenir le contrôle de la distribution des interceptions, était d'abord obsédé par la question de la sécurité de ses sources, à un moment où le Royaume-Uni avait très peu d'atouts dans le grand combat pour sa survie. Transmettre aux Russes – qui faisaient encore partie à ses yeux du camp ennemi – des informations provenant des interceptions présentait des risques énormes, alors que les services de déchiffrement en étaient seulement à leurs premiers succès. C'est pour cette raison que la source avait été camouflée de façon très vague en « agent qui a toute notre confiance », mais un tel subterfuge ne pouvait fonctionner qu'une fois. Menzies estimait que tant que cette source ne serait pas identifiée de façon plus précise, l'information ne serait pas vraiment crédible aux yeux du destinataire ; et il était en même temps absolument hors de question de révéler aux Soviétiques les progrès britanniques dans le domaine des interceptions des transmissions radio allemandes. Même après le début de l'offensive allemande, il s'opposa toujours avec la plus grande fermeté à Churchill lorsque celui-ci émettait le souhait de transmettre à Staline un renseignement trop important ou qui ne pouvait, notamment en raison de la rapidité avec laquelle il était parvenu à Londres, qu'être le résultat d'une interception et non d'un rapport d'agent. Ce fut le cas, par exemple, dès le 17 juillet 1941, lorsque le chef du MI6 mit son veto à ce que soient communiqués au tout nouvel allié de la Grande-Bretagne des renseignements concernant les mouvements de la IV^{e} armée panzer qui était sur le point d'achever l'encerclement à Smolensk de forces soviétiques en nombre considérable[35]. Les Britanniques n'avaient au surplus aucune confiance dans la sécurité des chiffres soviétiques, dont ils savaient notamment qu'ils avaient été percés au début de la guerre par les très brillants spécialistes des services secrets finlandais. L'ironie veut qu'une partie de ces renseignements parvenaient malgré tout aux Soviétiques par le biais des agents doubles Kim

Philby, Anthony Blunt et John Cairnross, ce dernier étant le mieux placé puisqu'il avait été muté à Bletchley Park, dans le saint des saints.

Ces différents arguments n'expliquent pas à eux seuls les raisons pour lesquelles Churchill ne reçut en mai et juin 1941 *aucune interception* concernant la situation à l'Est, vu le prix qu'il y attachait. Colville raconte comment un dimanche, le Premier ministre, assis dans le jardin pour travailler, lui jetait de temps à autre un coup d'œil soupçonneux, croyant que son jeune chef-adjoint de cabinet cherchait à lire ce qu'il y avait dans ses boîtes rouges spéciales. L'opération de Crète retint notamment son attention, confirmation que, pour les services secrets, le risque était bien que, en tentant de nouveau d'amener Staline à comprendre enfin que la menace des armées du Reich était imminente, Churchill n'aboutisse à un résultat catastrophique pour le Royaume-Uni : concessions de grande ampleur du dictateur soviétique, comme le « prêt » à l'Allemagne de tout ou partie de l'Ukraine, renouvellement du pacte, voire alliance de longue durée avec l'Allemagne. Or Menzies était farouchement antisoviétique, il était même sans doute encore favorable à un rapprochement avec l'Allemagne ; il estimait aussi que l'URSS demeurait le véritable ennemi et qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie, non seulement soulagerait très provisoirement l'Angleterre, mais permettrait, après le triomphe inévitable des forces allemandes, l'ouverture de sérieuses négociations de paix. Le MI6 était d'autant moins disposé à communiquer des informations aux Soviétiques qu'il faisait la même analyse que la plupart des services britanniques : la Russie ne tiendrait pas plus de quelques mois face aux armées du Reich. Pourquoi dès lors risquer des fuites dont pourraient bénéficier les Allemands si, de toute manière, la partie était perdue pour les Soviétiques, perspective dont beaucoup de militaires britanniques se réjouissaient d'avance ?

L'avertissement de Churchill à Staline ne fut pas renouvelé. Churchill expliqua qu'il fallait maintenant se montrer très réservé dans les rapports avec les Soviétiques et ne pas faire d'efforts frénétiques pour démontrer une quelconque « affection » à leur égard[36]. De surcroît, le Premier ministre fut, au cours des mois de mai et de juin, et contrairement à ce qu'il a raconté après la guerre, beaucoup moins sûr de l'imminence d'une attaque. Avec son message de début avril, il avait pris date avec Staline pour la suite – la « Grande Alliance » – en faisant la démonstration de sa bonne foi et de sa volonté de coopérer, dans le cas considéré comme plutôt improbable où la Russie, démentant les pronostics, résisterait à l'assaut allemand. Il n'était alors nul besoin d'insister, d'autant que l'intérêt fondamental était toujours le même et qu'il ne fallait jamais perdre de vue que le Royaume-Uni n'avait que des avantages à tirer d'un conflit entre le Reich et le régime bolchevique, quel qu'en fût le vainqueur. Churchill s'est donc

en quelque sorte autocensuré. En termes voilés, Hitler avait prévenu le 4 mars le prince Paul de Yougoslavie que, dès que la campagne dans les Balkans serait terminée, il s'occuperait de l'Union soviétique. L'information fut transmise à Londres par Washington. Au Foreign Office, Laurence Collier estima dans une note du 2 avril qu'il était très possible que le Führer ait fait cette remarque, mais qu'en informer les Russes « n'aurait de bons résultats que si les Russes l'interprètent comme voulant dire qu'ils *seront attaqués dans tous les cas*, et quelque concession qu'ils fassent à Hitler[37] ». Il ne fallait pas leur transmettre une information qui risquait de les inciter à négocier. En revanche, s'ils étaient persuadés qu'il était impossible de négocier quoi que ce soit avec Hitler, l'avertissement ne pouvait avoir de conséquences néfastes.

La branche du renseignement militaire – Military Intelligence – avait refusé de considérer que l'interception *Enigma* transmise à Staline était d'une importance décisive, et elle continuait à penser que l'objectif allemand était toujours d'exercer une forte pression sur la Russie, sans aller jusqu'à la guerre. Le 9 avril, elle considérait que les informations qui parvenaient à Londres concernant une attaque allemande étaient probablement le résultat de la propagande allemande et faisaient partie d'une guerre des nerfs entamée avec la Russie dans le cadre de la campagne dans les Balkans. Début avril, par conséquent, les évaluations n'avaient pas été modifiées de façon substantielle, en dépit de l'opinion des analystes de Bletchley Park. Pour le Joint Intelligence Committee, le principal objectif allemand pour l'année en cours était toujours la défaite de la Grande-Bretagne. La Russie ferait tout pour éviter un conflit, mais c'était également le cas de l'Allemagne qui cherchait avant tout à faire peur aux Soviétiques. Quant à Churchill, dont les seules intuitions pouvaient faire basculer les points de vue, il fut rapidement occupé par d'autres considérations : les combats en Afrique du Nord, la question de Syrie, et l'offensive allemande sur la Crète, opération au sujet de laquelle *Enigma* fournit des informations précieuses. Bientôt l'affaire Hess vint ajouter un nouvel élément dans les relations avec l'URSS, particulièrement complexes à gérer.

Le 15 avril 1941, le Military Intelligence insistait sur le fait qu'il ne semblait pas y avoir de renforcement significatif des forces allemandes sur la frontière russe. Il notait en revanche que de nouvelles troupes arrivaient du côté soviétique, ce qui suggérait à tout le moins que la menace allemande n'était pas prise totalement à la légère. Les arguments contre l'hypothèse d'une invasion de la Russie se fondaient toujours sur l'idée que les dirigeants allemands, et Hitler lui-même, devaient être conscients des difficultés auxquelles ils seraient confrontés après la victoire initiale. L'occupation totale de la Russie constituerait

une charge extrêmement lourde pour les Allemands en raison du chaos qui s'ensuivrait. Les généraux allemands dans leur ensemble étaient opposés à une guerre sur deux fronts et prônaient toujours d'attendre une défaite décisive de la Grande-Bretagne ; le MI concluait toutefois que la décision finale serait prise par le Führer[38]. Le 6 mai, une note signée du CIGS (Chief of the Imperial General Staff), le maréchal Dill, décrivit avec force détails le danger encore très présent d'une invasion du Royaume-Uni, argua, une fois de plus, que l'Allemagne ne pourrait vraiment s'estimer victorieuse que par une victoire sur l'Angleterre, et ne faisait aucune mention de l'URSS[39]. Le surlendemain, le Bomber Command effectuait d'ailleurs sa plus importante mission de bombardement sur l'Allemagne, avec 380 avions engagés.

A la mi-mai, il devenait cependant impossible de ne pas voir que des préparatifs d'envergure visant l'URSS étaient en cours. Certaines prévisions provenaient de sources au sein du Reich, comme le consul général du Japon à Vienne, dont un télégramme intercepté daté du 21 avril 1941, au raisonnement à vrai dire plutôt alambiqué, estimait que la probabilité d'une attaque allemande était élevée, et que l'URSS s'y préparait :

« Les points suivants doivent être pris en considération : 1) En plus des préparatifs militaires croissants contre les Soviétiques en Pologne occupée, des ordres ont été donnés pour l'évacuation des familles des fonctionnaires allemands sur place. 2) La politique allemande prévue en ce qui concerne l'Ukraine et la Russie blanche, particulièrement à propos des Cosaques, a récemment été de nouveau précisée. 3) Non seulement la position stratégique de l'Allemagne à travers toute la zone de la frontière soviétique de la Baltique à la mer Noire est désormais excessivement favorable, mais l'influence allemande en Finlande et dans les anciens Etats baltes est renforcée. Une collision entre l'Allemagne et l'URSS paraît maintenant n'être qu'une question de temps. De leur côté, les Soviétiques sont en train de développer avec énergie leur nouvel équipement militaire et, par le biais du communisme, du panslavisme et d'une politique anti-italienne, ainsi qu'en faisant appel aux outils économiques, accroissent leurs activités antiallemandes[40]. »

Le 22 avril, l'ambassadeur de Grèce à Tokyo annonçait avoir appris que le gouvernement soviétique avait provisoirement annulé tous les visas et passeports pour les voyages sur le Transsibérien ; il ajoutait une explication d'un intérêt capital. Cette mesure avait été prise parce que la ligne de chemin de fer était entièrement utilisée pour le transport, en provenance de l'Extrême-Orient et en direction de la frontière occidentale de l'URSS, de troupes russes dont la présence dans cette zone n'était plus jugée nécessaire en raison de l'accord russo-japonais[41]. En dépit de ces importants mouvements de troupes

l'ambassadeur de Grèce à Moscou, Diamantopoulos, qui était particulièrement bien introduit, précisa début mai que la politique du gouvernement soviétique continuait à être dominée par la peur et le désir de retarder la guerre avec l'Allemagne aussi longtemps que possible. Il n'y avait aucune indication d'un projet de prendre une quelconque initiative militaire contre l'Allemagne, et les autorités soviétiques avaient adopté une position d'attente et laissaient l'initiative à l'Allemagne. La suite de son télégramme montre bien, à notre avis, que Staline était parfaitement lucide quant aux intentions du Führer. « Durant les deux derniers mois, les informations arrivant ici, *y compris celles en provenance de Berlin*, ont présenté comme imminente une attaque allemande sur la Russie. Le gouvernement soviétique sait tout de ces rumeurs, tout comme il est parfaitement informé des concentrations de troupes allemandes sur les frontières russes qui, selon certains rapports, ont été effectuées de telle manière qu'une attaque puisse être lancée en une heure. […] En ce qui concerne les positions militaires, la Russie est en train d'amener constamment de nouvelles forces sur ses frontières, qui se montaient fin mars à 130 divisions et 31 divisions aériennes[42]. »

Le 13 mai, le diplomate grec ajouta que, quelle que soit l'anxiété que l'URSS éprouvait pour sa propre sécurité au vu des mouvements de troupes allemandes vers l'Europe de l'Est, elle ne prendrait pas la responsabilité de rompre avec l'Allemagne même si les Allemands avançaient en direction des Détroits. La politique russe était nettement orientée dans le sens d'un apaisement de la menace allemande à son égard. D'un autre côté, elle semblait être bien informée de l'ampleur de cette menace, tant par des informations en provenance de sources allemandes que par les mouvements de troupes. « La campagne, dont les cercles allemands à Moscou estiment qu'elle durera entre 2 et 6 mois, sera lancée en direction de l'Ukraine et de Bakou. Pour l'Allemagne, divers avantages en sortiraient, dont la conquête d'un futur ennemi, le contrôle du blé et du pétrole, et peut-être la conclusion de la paix. […] Ce n'est un secret pour personne que tous les préparatifs russes sont dirigés contre l'Allemagne, et seulement une petite partie en Extrême-Orient[43]. »

Le 16 avril, l'ambassadeur du Brésil à Helsinki, Paulo Danta, transmettait : « Il paraît évident que l'attitude de Moscou, en particulier son pacte d'amitié provocateur avec la Yougoslavie signé à la veille de la récente attaque sur les Balkans, a irrité Berlin et qu'il est possible que Berlin, en conséquence, lance une rapide attaque contre la Russie sur un front s'étendant de l'océan Arctique à la mer Noire. De son côté, la Russie est en train de concentrer de grandes forces militaires dans les pays baltes. A Varsovie, l'évacuation des femmes et des enfants allemands a déjà commencé[44]. »

Le ministre turc à Madrid, le 12 avril : « Un de mes vieux amis qui arrive de Stockholm après avoir passé un certain temps en Allemagne m'a transmis des informations confidentielles. Il a confirmé l'existence des concentrations de troupes allemandes face à la Russie déjà indiquées il y a quelques jours et m'a dit que certaines personnes rencontrées à Berlin étaient convaincues que l'Allemagne entrerait en guerre avec la Russie à la fin de mai ou au début de juin. Il dit que la population civile a été évacuée des villes allemandes situées sur la frontière avec la Russie[45]. » Le 16 avril, Diamantopoulos alerta son ministre des Affaires étrangères du départ inopiné pour Berlin de l'ambassadeur allemand von den Schulenberg. A un de ses très proches collègues, celui-ci avait expliqué que « le principal objectif de son séjour était d'enquêter sur les rumeurs omniprésentes d'une action imminente de l'Allemagne contre la Russie, qui lui venaient de diverses sources, et en particulier de toutes les personnes qui venaient d'Allemagne, ce qui rendait délicate sa position ici vis-à-vis des représentants officiels soviétiques[46] ». Un diplomate grec à Budapest, non identifié, expliqua quant à lui que les rumeurs qui circulaient concernant l'imminence d'une attaque allemande étaient renforcées par le transfert, observé durant les derniers jours, de troupes allemandes vers la Bukovine, via la Hongrie. Le 5 mai, Diamantopoulos transmettait qu'il avait reçu des informations d'une source digne de confiance en Roumanie. Les soldats allemands postés dans le pays considéraient qu'une attaque contre la Russie était proche, d'autant que de nombreuses troupes venant de France et d'Allemagne avaient rejoint des positions le long de la frontière entre la Russie et la Roumanie. Un indice encore plus important était la construction de pistes d'atterrissage en Moldavie, signe incontestable que les projets allemands dans l'Est étaient des plus sérieux[47]. Un message en provenance de l'attaché militaire grec à Bucarest, le 5 mai également, indiquait que les troupes allemandes poursuivaient leur déploiement à proximité de la frontière russe et que les milieux de l'armée en Roumanie pensaient qu'une action contre la Russie pouvait être déclenchée à tout moment. De l'autre côté, dès juin, cent soixante divisions soviétiques étaient massées le long de la frontière russe[48].

Les nouvelles en provenance des messages *Enigma* de l'armée de l'air allemande laissaient de plus en plus nettement entrevoir une invasion, notamment en raison des instructions demandant le déploiement urgent d'unités de la Luftwaffe comme le Fliegerkorps VIII, qui avait été à l'avant-garde des campagnes de France, en Grèce et en Crète. Le 14 mai, le service de renseignements britannique attira cependant l'attention sur un important discours de Staline devant l'Académie militaire de Frunze[49]. Le contenu du discours fut l'objet de fuites délibérées aux ambassades étrangères ; il fut notamment

retransmis par l'ambassadeur de Turquie à Moscou. Staline déclara que l'Allemagne avait déclenché la guerre dans le but de remédier aux injustices commises à son égard lors du traité de Versailles. Puis le dictateur ajouta : « Mais nous voyons maintenant qu'elle-même souhaite tenir en esclavage toutes les nations d'Europe. Nous n'avons aucune raison de penser qu'elle nous exclura de ce plan, aussi devons-nous être préparés. » Ce discours a servi à alimenter la thèse que les Soviétiques préparaient une offensive contre l'Allemagne et que *Barbarossa* n'était en fait qu'une guerre préventive. Il fut régulièrement utilisé par la propagande allemande en ce sens, notamment par Goebbels. En 1945, dans un long mémorandum adressé à plusieurs ambassades du Reich dans des pays neutres, Ribbentrop fit encore référence aux interrogatoires d'officiers russes qui avaient été présents à Frunze, discussions rapportées notamment par Gustav Hilger, numéro 2 de l'ambassade d'Allemagne à Moscou au moment des faits. Hilger rapportait notamment que les prisonniers avaient révélé que Staline avait parlé d'action offensive. « Au cours d'un discours devant l'académie Frunze en mai 1941, il prêcha ouvertement la guerre contre l'Allemagne. La précédente affirmation émane de trois officiers russes de haut rang, faits prisonniers à des moments distincts et interrogés séparément, qui ont participé au banquet en question et ont confirmé les faits dans leur totalité[50]. » Loin d'apporter un quelconque élément solide à la thèse du *Brise-Glace* de Pavel Sudoplatov, les affirmations de Ribbentrop, en 1945, prouvent à notre avis combien les Allemands eux-mêmes avaient des difficultés à soutenir la thèse des projets offensifs de Staline, thèse qui aurait dû leur permettre de présenter *Barbarossa* comme une guerre préventive. A plusieurs reprises au cours de la guerre, les Japonais firent part à leur allié de l'Axe, par la voix de l'ambassadeur Oshima, de leur désappointement et de leur incompréhension face à l'attaque de l'URSS, pays avec lequel ils conservaient quant à eux des relations diplomatiques de niveau normal. A aucun moment Hitler et Ribbentrop ne présentèrent *Barbarossa* à leurs alliés nippons de façon réellement convaincante comme une opération préventive destinée à contrer les projets offensifs de Staline, se contentant de généralités sur la menace que représentait le bolchevisme pour l'avenir de l'humanité.

Le 23 mai, le Joint Intelligence Committee concluait en ces termes une longue étude consacrée aux relations entre les deux dictatures : « L'intérêt pour l'Allemagne de parvenir à un accord avec l'URSS est indéniable […] cependant si, dans le cours des négociations, elle ne voit aucune chance de parvenir à un accord, elle passera de la menace à l'action […] avec sa minutie habituelle, l'Allemagne est en train de faire tous les préparatifs pour une attaque afin de rendre la menace la plus crédible possible[51]. » Mais un accord dont les termes

seraient favorables à l'Allemagne demeurait l'hypothèse la plus probable, dans la mesure où une offensive était considérée comme une entreprise absurde. Dans son Journal, John Colville, en général très influencé par les jugements et les prévisions de Churchill, nota ainsi le 8 juin que les négociations entre l'Allemagne et la Russie étaient en cours et paraissaient devoir se conclure, dans un futur très proche, soit par un alignement complet des positions des deux pays, soit par une invasion de la Russie, mais seulement si cette dernière se montrait très récalcitrante. « Ayant opté avec tant d'enthousiasme pour la voie de l'*appeasement*, je pense que les chances que la Russie accepte de collaborer [avec l'Allemagne] sont beaucoup plus élevées que celles de la voir se résoudre à combattre[52]. » Son Journal pour les mois de mai et juin ne contient curieusement pratiquement plus aucune référence à la situation à l'Est, et il est fort probable que, si Churchill avait émis une opinion tranchée sur la question, elle aurait été reproduite par le jeune diplomate. Le 31 mai, cependant, un observateur aussi perspicace qu'Alexander Cadogan trouvait encore invraisemblable l'idée d'une offensive allemande. Jusqu'à la fin, les services de renseignements eurent beaucoup de difficulté à écarter l'idée que l'Allemagne présenterait, avant de passer à l'attaque, de nouvelles demandes, probablement accompagnées d'un ultimatum. Quant à Stafford Cripps, qui avait pourtant été un des premiers à anticiper l'attaque de l'URSS, il eut des soupçons croissants à mesure que la crise approchait de l'existence des négociations germano-soviétiques. Au cours d'une réunion du Cabinet le 16 juin, il avança l'idée que, le 6 mai, Staline s'était proclamé « président des commissaires » non seulement par désir de renforcer son contrôle sur le haut commandement, mais aussi parce qu'il avait la conviction que lui seul en Russie pouvait prendre et assumer la décision d'offrir à l'Allemagne les concessions demandées[53].

Les Britanniques avaient été dans l'ensemble pris de court par *Barbarossa*. L'opinion était cependant quasi unanime, Staline n'avait pas les moyens de résister à une attaque allemande et les Soviétiques ne tiendraient pas plus de quatre semaines ; le Joint Intelligence Committee était très légèrement plus optimiste et estimait que la résistance pouvait durer jusqu'à six semaines. Le 14 juin, le JIC avait fait le calcul suivant : dans l'hypothèse où les troupes allemandes parviendraient à Moscou en trois ou quatre semaines, il y aurait un intervalle de quatre à six semaines avant que le Reich puisse de nouveau tenter une invasion de l'Angleterre[54]. Pour les Britanniques, le répit était par conséquent de très courte durée. Le 25 juin, Alexander Cadogan, secrétaire général du Foreign Office, notait avec soulagement que la Russie n'avait pas été encore *complètement* conquise et, dans un discours prononcé devant la Chambre,

en séance secrète, le Premier ministre déclara quant à lui : « Dans quelques mois, voire moins, nous serons peut-être exposés à la plus effrayante invasion que l'histoire ait connue. » C'était trois jours après le début de *Barbarossa* ; le comité qui réunissait les chefs d'état-major des trois armées ordonna que les forces anti-invasion soient maintenues en état d'alerte maximum et fixa comme objectif qu'au 1er septembre elles soient parvenues à leur niveau de préparation le plus élevé. Ce n'est que début août que cette décision fut annulée, en raison de l'évidente complexité d'un redéploiement rapide des troupes engagées par l'Allemagne en URSS, quel que soit l'avancement de *Barbarossa*. Les pronostics étaient désormais plus divers, mais personne ne croyait sérieusement à une résistance prolongée des Russes. Le plus important était ce répit inattendu qui surprit d'ailleurs la population britannique. L'été se passa si calmement à Londres que Colville put écrire avec soulagement : « Nous finissons par oublier les sirènes d'alerte. Il n'y en a pas eu en août, et seulement une fois en juillet. Il n'y a pas eu de raid sérieux depuis mai[55]. »

Le Premier ministre avait promis de tout faire pour venir en aide à Staline. Dès le 23 juin, raconte Colville, il disait réfléchir (*toying*) à l'idée d'un raid en force sur la côte française. « C'est maintenant le moment de battre le fer pendant qu'il est chaud[56]. » Le 16 juillet, Colville remarqua que les bombardements sur les aérodromes commençaient à démontrer leur utilité, car pour la première fois les renseignements reçus montraient que les Allemands manquaient, sur le front Est, d'avions de chasse pour le soutien au sol. Mais il ajoutait : « Comme d'habitude, l'attitude des chefs d'état-major est aussi négative que possible[57]. » Le décalage entre les discours enthousiastes de Churchill et la réalité de l'aide aux Soviétiques était criant. Les militaires britanniques, qui n'avaient strictement aucune sympathie pour la cause soviétique, ne songeaient qu'à tirer le maximum de profit d'un répit provisoire. Début juillet, au cours d'une réunion entre le Joint Planning Staff et la mission militaire américaine au Royaume-Uni, le pronostic des militaires était réaffirmé : la victoire allemande était en vue, le seul doute subsistant concernait la date à laquelle elle pourrait être considérée comme complète. Il était cependant totalement exclu d'apporter une aide substantielle aux Soviétiques à moins qu'ils prouvent leur capacité à contenir l'offensive allemande ; il fut seulement question de continuer à bombarder les ports allemands situés sur la mer Baltique. Tout en estimant que les forces soviétiques se comportaient mieux que prévu, le maréchal Dill estimait que, comme les Allemands avaient atteint le terrain découvert, leur supériorité en termes de matériel, d'entraînement et de commandement allait désormais jouer à plein. Les Soviétiques étaient de plus en plus déconcertés par l'inertie britannique et, le

19 juillet, l'ambassadeur Maisky vint apporter un message de Staline demandant un maximum d'opérations de diversion, sans résultat.

Le 27 août 1941, la situation avait évolué de façon assez sensible. Le MI3 et le MI4, services chargés du renseignement militaire respectivement pour l'URSS et l'Allemagne, livrèrent une étude commune qui mettait surtout en valeur les incertitudes qui prévalaient désormais. L'étude ajoutait qu'il fallait garder à l'esprit l'approche de l'hiver, évidence qui trahissait que les services de renseignements disposaient donc de peu d'informations concrètes. Les échanges avec les Soviétiques par le biais des missions militaires furent d'ailleurs très limités. D'autre part, le corps des transmissions de la Wehrmacht mit en place très rapidement dans les territoires conquis un réseau extensif de lignes terrestres téléphoniques. Les réseaux téléphoniques furent largement utilisés au détriment de la radio, et il était impossible d'intercepter les communications ainsi échangées par les forces allemandes. La très importante directive de Hitler du 21 août, qui disposa, en dépit des protestations de ses généraux, que les objectifs les plus importants avant l'hiver étaient la prise de la Crimée et du bassin du Donets, et l'objectif plus lointain le Caucase, ne parvint pas aux oreilles des Britanniques. Le 4 septembre, dans un message personnel à « Monsieur Staline » dans lequel il expliquait que l'ouverture d'un second front terrestre non seulement était pour le moment impossible mais serait également une faute, et que seule la poursuite de la campagne de bombardements sur l'Allemagne aurait un impact réel, le Premier ministre ajouta : « Les informations dont je dispose me donnent l'impression que l'invasion allemande a déjà atteint et dépassé son degré de violence culminant. » En outre, l'hiver fournirait un répit aux armées héroïques de l'URSS : « Ceci est néanmoins une opinion personnelle[58]. »

Les rares interceptions qui retinrent alors son attention portaient essentiellement sur les conditions atmosphériques auxquelles étaient confrontées les troupes allemandes. A partir de la seconde quinzaine d'août, le 15 précisément, une analyse des déchiffrements *Enigma* indiqua que la Luftwaffe rencontrait de sérieux problèmes d'approvisionnement en pièces détachées et des difficultés de maintenance des appareils. A Vichy, un jeune fonctionnaire du SD s'inquiétait de son avenir et de celui des autres membres de son bureau. Il adressa à Berlin, le 6 août 1941, un message qui fut intercepté : « Pendant mon absence, la rumeur a circulé ici que j'avais été muté en urgence en Russie avec la Luftwaffe car il y a un manque sérieux de pilotes en Allemagne. Cette rumeur est en accord avec les assertions concernant l'affaiblissement du Dienststellen allemand en France, qui s'explique par le fait que la guerre en Russie est en train d'absorber toutes les forces allemandes[59]. » Dès le 4 septembre, le Luftgau Stab 4 informa le quartier général de la Luftflotte à Lemberg que les colonnes de

ravitaillement étaient bloquées sur des routes rendues inutilisables et que la majorité des véhicules étaient embourbés[60]. Le même jour, Bletchley Park interceptait un message du commandant de la division de cavalerie SS qui était en opérations dans les marais du Pripet, le très ambitieux Hermann Fegelein qui devait bientôt épouser la sœur d'Eva Braun, et qui s'adressait personnellement à un de ses amis en poste à Berlin : « Cher Henry. Nous sommes en train de nous enfoncer lentement dans la boue. Sois un bon garçon et envoie-nous deux tracteurs. Tu nous rendras un fier service. Cet appel est urgent[61] ». Cette interception était incluse dans un flux assez volumineux d'interceptions provenant des unités de police et de SS rapportant notamment nombre d'exactions commises sur le front Est. Churchill souligna l'information météo. Le 7 septembre, il reçut une nouvelle interception particulièrement encourageante : « L'état des routes est catastrophique, les itinéraires prévus sont trop longs et les colonnes de véhicules ne peuvent supporter la fatigue mécanique[62]. » Un mois plus tard, les problèmes de ravitaillement en carburant étaient loin d'être réglés. « En conséquence des difficultés de transport qui prévalent en ce moment, il existe une pénurie de carburant pour l'aviation dans toute la zone opérationnelle de la Luftflotte 4[63]. » Le 10 novembre, un message adressé à l'Oberkommando des Heeres indiquait que, en raison d'une remontée des températures, la fonte des neiges avait rendu les routes encore plus difficiles.

La boue n'était qu'un avant-goût, et Churchill, allant à l'essentiel, savait bien ce qui attendait les forces du Reich. Bientôt, en effet, apparut le froid. Quatre jours plus tard : « De nombreux véhicules de transport sont hors-service, car l'huile de moteur gèle et provoque des pannes importantes[64]. » Les demandes d'envoi de tenues d'hiver furent de plus en plus fréquentes dans les messages interceptés. Le bataillon de police 307 se plaignait de n'avoir pas reçu le type d'équipement qu'il avait réclamé. « Les pantalons longs n'ont aucune utilité pour le type de travail qu'ils doivent faire. Ils veulent des *Stiefelhosen* [le traducteur anglais précisait qu'il s'agissait de pantalons qui pouvaient être rentrés dans les grandes bottes, au lieu de les recouvrir]. » Mais le bataillon demandait cependant de pouvoir conserver les pantalons reçus afin que les hommes s'en servent pour se protéger les pieds[65].

Un signe frappant d'une armée en difficulté : les soldats allemands se lancèrent dans la récupération des tenues hivernales blanches des prisonniers et des morts russes, bien mieux adaptées aux conditions. Mais cela n'était pas sans danger. Le 26 novembre, l'unité de la Luftwaffe Fliege VIII lançait un avertissement : « En raison du mauvais temps et de la mauvaise visibilité de ces derniers jours, il est absolument nécessaire, afin d'éviter le bombardement de nos propres troupes, que les forces terrestres allemandes, à l'approche des avions

de chasse, fassent bien attention à émettre des signaux de reconnaissance. Sans quoi il est impossible pour notre chasse de repérer la ligne de front, en particulier si nos troupes portent des tenues d'hiver blanches camouflées, et au moins en partie des uniformes russes. » Churchill, attentif au moindre détail, souligna ce dernier passage[66]. Le fait que les Allemands étaient passés maîtres dans l'art de récupérer et de recycler le matériel de guerre de leurs ennemis était bien connu – furent en particulier récupérés l'artillerie et les camions de transport de l'armée française –, mais c'était la première fois que la récupération des uniformes était évoquée dans les interceptions. Or, par une ironie de l'histoire, c'est en partie en raison de la vétusté de l'uniforme et de l'équipement individuel du soldat soviétique – qu'il avait pu constater notamment en 1939 en Pologne et lors de la campagne de Finlande qui se déroula en grande partie dans des conditions hivernales – que le renseignement militaire allemand fut convaincu de la très grande supériorité de l'équipement des forces allemandes, et en premier lieu de celui du soldat allemand, qui devait largement compenser l'infériorité numérique.

La synthèse du renseignement concernant les interceptions des transmissions des unités de la police allemande engagées en Biélorussie et en Ukraine, qui couvrait la période du 15 novembre au 14 décembre 1941, conclut toutefois que la situation s'était améliorée. L'analyste notait que, à la lecture du très grand nombre de messages concernant les tenues d'hiver, il devenait clair que les forces de police étaient vers la mi-décembre relativement bien équipées. C'est pourtant le 20 décembre que Hitler lança son appel au peuple allemand afin qu'il envoie des vêtements d'hiver chauds aux soldats sur le front Est. Dès le début de janvier 1942, le lieutenant-colonel Max Montua, qui commandait un régime de l'Ordnungspolizei qui s'était essentiellement illustré jusque-là dans le massacre de Juifs et de membres du parti communiste, se plaignit de nouveau que ses hommes ne pouvaient tout simplement retirer leurs bottes en raison du gel[67]. Malgré la grande campagne de solidarité lancée en Allemagne, les soldats allemands cherchaient encore désespérément des vêtements d'appoint. Une interception prouva amplement à quel point les soldats allemands étaient encore démunis. Début janvier, l'information circula ainsi par radio que l'on pouvait trouver à Berditshew, au sud-ouest de Kiev, 60 peaux de bête et 45 vieux manteaux en fourrure, qui pouvaient être retouchés, et permission était demandée de les ajouter au stock de fourrures. Himmler lui-même avait suivi de très près la question : « Je vous rappelle l'ordre du RFSS (Reichsfuhrer SS) concernant la réquisition des fourrures des Juifs. Veuillez me tenir informé du nombre de manteaux de fourrure et de peaux de bêtes qui ont été saisis. » Encore fallait-il les adapter et les retoucher. Il était par conséquent demandé au

Kommissar Kremiantez d'informer immédiatement le chef de la police de Königsberg du nombre de tailleurs juifs disposant de machines à coudre actuellement disponibles. Au courant par d'autres interceptions des exactions commises par les unités de police allemandes et par les SS au cours de l'été, l'analyste britannique avait, avec une commisération d'un goût douteux intitulé l'interception : « Les Juifs ont leur utilité[68] ».

En février 1942, les problèmes posés par l'hiver russe semblaient avoir été provisoirement surmontés. La récupération des tenues des troupes soviétiques demeurait toutefois un objectif essentiel, et en mars 1942 Himmler, toujours très attentif au moral des unités de SS et de la police qui opéraient sur le front Est, adressa un message à l'Obergrüppenfuhrer SS Prützmann, commandant d'un régime de l'Ordnungspolizei, qui était en opérations en Biélorussie et dont les hommes étaient parvenus à encercler une unité soviétique. En dépit de l'opération militaire en cours, Prützmann devait en priorité s'assurer par tous les moyens que le butin était récupéré : « Je pense en particulier, avait transmis Himmler dans son message, à la récupération des bottes, de l'équipement et des uniformes des Russes qui ont été tués[69]. » Le Reichsführer SS était très conscient du mauvais état psychologique des unités de police dont les tâches sordides – l'exécution des Juifs et des communistes – ne pouvaient être menées à bien sans un moral d'acier.

Le 5 décembre 1941, les Russes avaient lancé leur grande contre-offensive sur le front Centre et, deux jours plus tard, le Führer accepta l'idée d'une pause dans l'attaque, qui fut cependant assortie d'un refus absolu de tout repli. C'est par des extraits officiels que la directive de Hitler du 8 décembre fut connue des Britanniques. Au grand dam de certains, l'URSS avait résisté bien plus longtemps que prévu. Ils avaient sous-estimé le réservoir soviétique. Lorsque Oshima vit en janvier 1942 le général allemand Matski et adressa à Tokyo un compte rendu de sa conversation, les analystes britanniques eurent cependant la satisfaction de voir que les Allemands s'étaient eux-mêmes lourdement trompés. « L'armée allemande s'est trompée dans son évaluation des capacités sovietiques de défense et a sous-estimé son potentiel de guerre. Le fait que ceci ait causé un "contretemps" dans le déroulement de leurs opérations a été en toute franchise admis par des personnes au sein du gouvernement et de l'armée avec lesquelles je suis en contact. Le général Matski, directeur du renseignement militaire au quartier général de Hitler [et qui avait été attaché militaire au Japon], par exemple, m'a dit que l'armée allemande avait sous-estimé les effectifs soviétiques de 50 %. Cependant, en dépit de ces erreurs de calcul si sérieuses concernant l'ennemi, l'armée allemande paraît confiante dans le succès de sa guerre contre les Soviétiques, et les grandes avancées tactiques obtenues depuis

le début de la guerre européenne démontrent l'excellence des capacités au combat de l'armée allemande, et en particulier sa grande force dans l'offensive[70]. »

Churchill lui-même avait peu d'espoir quant aux chances réelles des Soviétiques, mais dans un coup de dés génial, peut-être le grand tournant de la guerre, il avait néanmoins choisi de soutenir Staline. Jusque-là, le Führer avait parfaitement joué. Presque seul, semble-t-il, Churchill fit l'analyse contraire, non parce qu'il avait lu *Mein Kampf* ou qu'il eût été familier des théories du *Lebensraum*, mais parce qu'il percevait chez Hitler une sorte d'attrait irrésistible et presque suicidaire pour le dépassement. Il lui semblait en outre impératif, après la victoire trop facile sur la France, de lancer ses officiers prussiens, qui se trouvaient quasiment au chômage, dans une nouvelle aventure où ils combattraient enfin vraiment. Churchill comprenait ce qu'était l'hubris, la pente irrésistible des bâtisseurs d'Empire attirés par le vide, mais aussi la pression exercée par les hommes des armées professionnelles avides d'en découdre. Envahir la Russie était un projet grandiose. Nourri de lectures historiques, grand admirateur du Napoléon de 1812, le Premier ministre observa avec une certaine fascination la mise en œuvre de *Barbarossa*, puis suivit presque au jour le jour les difficultés grandissantes rencontrées par les hommes de la meilleure armée du monde. Dans le très vaste ensemble constitué par les interceptions du programme *Ultra*, peu de choses sont aussi prenantes que l'attention qu'il porta quotidiennement au combat entamé par les forces allemandes, dès le début septembre 1941, contre les conditions atmosphériques rencontrées en URSS, la boue, puis le froid, puis de nouveau la boue. Contrairement à l'adage latin, le chef devait *aussi* s'occuper des aspects prétendument mineurs de la guerre. Grâce aux rares percées réalisées par les hommes de Bletchley Park, il pouvait assister à la grande lutte qui se déroulait dans les étendues de l'Est.

I- Théorie de l'« espace vital », l'une des justifications des nazis pour appliquer leur politique expansionniste. Le terme est dû à Friedrich Ratzel, géographe allemand (1844-1904).

II- Service de renseignement militaire de Russie.

2
Pearl Harbor

Le 7 décembre 1941, le Japon, en attaquant par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor, commit une faute stratégique majeure. Quatre jours plus tard, en déclarant la guerre aux Etats-Unis, Hitler transforma la deuxième guerre civile européenne du XX^e^ siècle en un conflit mondial. Il avait fait le pari que l'Allemagne pourrait livrer une guerre sur deux fronts, mais ce pari ne pouvait être gagné qu'à deux conditions : que l'armée soviétique soit rapidement détruite, et que la confrontation à l'Ouest soit limitée à une guérilla navale dans l'Atlantique. Le défi qu'il lança à l'Amérique sans y être contraint conforta Churchill dans son opinion : décidément, Hitler avait le don de rendre les choses plus simples pour les Alliés, contrairement à la caste de généraux prussiens que le Premier ministre avait tendance à considérer comme le principal ennemi.

L'Amérique était maintenant directement menacée. Quant à l'Empire britannique, la progression fulgurante du Japon parut en sonner le glas. Des deux côtés de l'Atlantique, cette modification radicale des données du conflit fut cependant accueillie avec une grande sérénité par les chefs d'Etat. Les réactions de Churchill et de Roosevelt font partie de l'Histoire. Le Premier ministre britannique a lui-même raconté la sienne, dans ce qui constitue un des grands morceaux de bravoure de son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Le 7 décembre 1941, Churchill était aux Chequers, où il avait retenu à dîner l'ambassadeur des Etats-Unis, John Winant, ainsi qu'Averell Harriman. Peu après 21 heures, l'hôte manipula les boutons de son petit poste de radio. L'annonceur de la BBC fit d'abord état d'informations concernant la situation sur le front russe puis indiqua que les Japonais avaient lancé un raid aérien à Hawaii ainsi que des attaques sur des navires britanniques au large des Indes néerlandaises. Les trois hommes écoutèrent plus attentivement, mais c'est, selon le récit de Churchill, son maître d'hôtel personnel, le légendaire Sawyers, qui confirma la nouvelle : « C'est tout à fait exact. Nous l'avons entendu aussi. Les

Japonais ont attaqué les Américains. » Quelques minutes passèrent avant que Churchill n'entre en communication téléphonique avec Roosevelt. Celui-ci confirma l'information : « Ils nous ont attaqué à Pearl Harbor. Nous sommes tous dans le même bateau maintenant. » Puis Churchill passa le combiné à Winant avant de le reprendre : « Cela simplifie certainement les choses. Que Dieu vous protège. »

Churchill écrit que les deux diplomates américains avaient appris la nouvelle avec un grand calme. « En fait, on pouvait presque penser qu'ils venaient d'être délivrés d'une longue souffrance[71]. » L'historien anglais David Reynolds, en préparant sa passionnante étude consacrée à la rédaction de l'*Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, a eu accès à la première version du manuscrit. Churchill avait tout d'abord écrit que les deux Américains avaient exulté à cette nouvelle : « Ils furent bien près de bondir de joie[72]. » Churchill faisait relire les passages les plus délicats de son manuscrit par un haut fonctionnaire chargé de lui signaler les erreurs factuelles éventuelles mais également de vérifier que le texte n'était pas susceptible d'engendrer une polémique qui aurait pu atteindre un Allié. Or la version initale ne pouvait que conforter les partisans d'une thèse, née au lendemain même de Pearl Harbor et qui n'a cessé depuis d'exercer une fascination intense : les dirigeants alliés n'auraient pas été surpris par l'attaque japonaise, ils auraient au contraire laissé faire les Japonais afin que l'Amérique entre dans le conflit.

Assez curieusement, c'est également par la BBC que le général Alan Brooke affirma avoir appris la nouvelle. Il nota dans son Journal, avec le sang-froid du professionnel qui fit son immense réputation : « Tout notre boulot des dernières 48 heures est fichu ! les Japs eux-mêmes ont maintenant assuré l'entrée en guerre des Etats-Unis[73] ! » Le fait que le Japon ait également attaqué la Thaïlande et surtout la Malaisie, possession britannique, puis bombardé Singapour et Hong-Kong, n'était pas mentionné. Le soulagement des Britanniques succédait à des journées de tension extrême en raison d'une interrogation à laquelle Roosevelt n'avait jamais répondu de façon absolument claire sur l'attitude des Etats-Unis si le Japon se contentait d'attaquer les possessions coloniales du Royaume-Uni. Les Britanniques vivaient dans la hantise d'un nouveau front en Asie et, face au Japon, ils étaient extrêmement démunis. L'« infamie » de Pearl Harbor paraissait tout résoudre.

Pourtant, les Américains et les Britanniques n'étaient pas encore vraiment dans le « même bateau ». L'attaque japonaise ne résolvait qu'un aspect du problème auquel Churchill était confronté car, le 8 décembre, Roosevelt ne demanda pas au Congrès de déclarer la guerre à l'Allemagne. Quelle allait être l'attitude de Hitler ? Le pacte tripartite signé le 27 septembre 1941 avec le Japon

et l'Italie était un pacte d'assistance défensif, la solidarité entre les signataires ne jouant que si l'un d'entre eux était victime d'une agression militaire, non s'il en était responsable. Ce que les Alliés ne savaient pas, c'est qu'une des clauses secrètes du pacte laissait également une grande liberté d'appréciation au Japon, même dans le cas où l'un des autres signataires était attaqué. Son engagement à soutenir l'Allemagne ou l'Italie, en cas d'attaque par les Etats-Unis, n'avait ainsi rien d'automatique. Dans une lettre adressée le 8 décembre au roi George VI et dans laquelle il lui exposait les raisons pour lesquelles il souhaitait se rendre dans les plus brefs délais aux Etats-Unis pour rencontrer Roosevelt, Churchill ajouta pourtant en post-scriptum : « Je m'attends à ce que l'Allemagne et l'Italie déclarent toutes deux la guerre aux Etats-Unis, du fait qu'elles se sont engagées par leur Traité à le faire[74]. » Le Premier ministre savait parfaitement que son explication était inexacte et que, comme souvent, il se fondait sur une intuition bien plus que sur des informations probantes.

Le même jour, Churchill déclara la guerre au Japon par une lettre très courtoise adressée au chargé d'affaires japonais à Londres. Il avait d'ailleurs pris de vitesse Roosevelt qui lui demandait, dans un message parvenu trop tard à Londres, de ne pas s'engager avant que lui-même s'adresse au Congrès américain. Le Premier ministre britannique citait dans sa lettre les offensives japonaises en Malaisie, ainsi que les bombardements de Hong-Kong et Singapour, mais ne faisait nulle allusion à l'« infamie » de Pearl Harbor[75]. Contrairement à l'attaque aérienne sur Hawaii, personne n'avait été réellement surpris par l'offensive japonaise contre les avant-postes de l'Empire.

Pourtant, peu de temps après avoir reçu la nouvelle de Pearl Harbor, Roosevelt déclara à Harry Hopkins : « Nous devons reconnaître que nos ennemis ont réalisé une superbe opération d'intoxication, parfaitement minutée. » Les historiens « révisionnistes » ont d'emblée écarté cette piste, car elle contredisait leur thèse centrale : Roosevelt et Churchill, parfaitement informés des réelles intentions japonaises, avaient *laissé faire exprès*, afin de permettre au président américain d'engager directement son pays dans le conflit. Les éléments accumulés sont certes troublants, mais aucunement décisifs, et il n'existe pas à ce jour de preuve permettant de confirmer cette assertion. Quant aux antirévisionnistes, ils ont mis l'accent sur l'accumulation d'erreurs, de maladresses, sur l'absence d'initiative des militaires responsables pour expliquer la débâcle.

La conférence impériale japonaise du 2 juillet 1941, dont les conclusions avaient été interceptées, avait donné aux Alliés un certain nombre de précieuses indications quant aux intentions stratégiques japonaises, mais elle ne levait pas

les incertitudes quant à la direction que prendrait l'expansion du Japon. L'instruction adressée par Matsuoka à ses diplomates à l'issue de cette conférence était d'une importance capitale. Personnalité assez lunatique, le ministre des Affaires étrangères était cependant sur la sellette et était en fait redevenu l'avocat d'une stratégie en direction de l'URSS. La veille de la conférence japonaise, le 1er juillet, Ribbentrop avait encore fait une tentative pour convaincre le Japon d'entrer en guerre contre l'URSS, en expliquant à Oshima que l'Allemagne était la vraie victime et qu'elle avait été contrainte d'agir de façon préventive : « La propagande soviétique, ainsi que celle de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis prétendent que l'attaque allemande était sans raison (*unprovoked*). Pour rétablir la réalité de ce qui s'est passé, cependant, bien que l'URSS n'allât peut-être pas attaquer l'armée allemande en premier, elle était cependant en train de déployer des troupes sur sa frontière Ouest, et on savait qu'elle avait l'intention d'attaquer la Finlande et la Roumanie en premier. Il y avait aussi le risque qu'elle lance ses forces contre l'armée allemande alors que l'Allemagne lançait son attaque sur la Grande-Bretagne[76]. » Ribbentrop cherchait la coopération japonaise, mais ses propos traduisaient un embarras certain, car le Japon restait, aux yeux des dirigeants allemands, une énigme. Il n'est pas exclu que les Allemands craignirent un changement d'alliance, dans la mesure où le pacte tripartite était très peu contraignant et que le Japon avait signé le traité de neutralité avec l'URSS.

Oshima était lui-même dans une position délicate. Ayant remercié les Allemands de l'avoir prévenu de l'ouverture des hostilités, il dut reconnaître que les autorités de son pays étaient très lentes à s'entendre. En fait, le Japon avait déjà pris une décision d'une très grande importance stratégique, comme purent le constater les Anglo-Saxons lorsqu'ils interceptèrent un message du ministre des Affaires étrangères destiné à son ambassadeur à Berlin :

« Veuillez transmettre le message oral suivant à Son Excellence Herr von Ribbentrop. J'ai étudié avec la plus grande attention le point de vue décrit par Votre Excellence lorsqu'il a pris contact avec le gouvernement japonais pour exposer sa demande. En réponse, j'ai le plaisir de déclarer que le Japon se prépare à toutes les éventualités en ce qui concerne l'URSS afin de combiner ses forces avec celles de l'Allemagne dans le combat contre la menace communiste. Le Japon observe de très près les développements en Sibérie de l'Est en particulier, car il est déterminé à détruire le système communiste en place dans cette région. […] En même temps, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement japonais a décidé d'acquérir des *points d'appui* en Indochine française, qui permettront au Japon d'accroître la pression sur la Grande-Bretagne et les USA. En rapport avec cela, je voudrais attirer l'attention de Votre

Excellence sur le fait que le Japon a maintenu une veille permanente dans le Pacifique, y compris dans les régions du Sud-Ouest, avec comme objectif de restreindre ces deux puissances, et il poursuivra ses efforts dans ce sens, et les intensifiera même si nécessaire. Je suis persuadé que Votre Excellence est pleinement d'accord avec moi que cela constitue une contribution vitale à notre cause commune, aussi vitale à vrai dire qu'une intervention du Japon dans le conflit germano-soviétique. Le Japon ne relâchera pas ses efforts dans le Sud, où les enjeux auront une très grande influence sur le déroulement général de la guerre de laquelle, j'en suis convaincu, l'Allemagne et le Japon émergeront en vainqueurs[77]. »

Les décisions prises au cours de la conférence furent annoncées le jour même à l'ambassadeur soviétique au Japon, Konstantin Smetanin. Les Alliés disposaient par conséquent en même temps des deux communications, ce qui était évidemment très précieux. Le texte communiqué oralement au diplomate soviétique était un petit chef-d'œuvre d'ambiguïté. Beaucoup plus vague que celui qui avait été adressé à Ribbentrop, il ne laissait aucunement paraître la décision importante qui avait été prise : « J'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que le Japon est nécessairement profondément préoccupé par la guerre germano-soviétique qui a malheureusement éclaté. Pour être franc, le Japon se trouve dans une position des plus inconfortables face à une guerre qui oppose l'Allemagne et l'Italie, ses alliés, d'un côté, et l'URSS de l'autre, avec laquelle il vient tout récemment de commencer à améliorer ses relations avec le désir sincère de promouvoir et de maintenir des rapports de bon voisinage. Le Japon est, par conséquent, extrêmement désireux qu'il soit mis fin aux hostilités le plus tôt possible […]. Le gouvernement japonais saisit cette occasion pour affirmer qu'il ne se sent pas en ce moment contraint de modifier sa politique à l'égard de l'URSS si l'on excepte son souhait naturel de ne pas créer de malentendus avec ses alliés. C'est son souhait sincère d'être en mesure de poursuivre une politique soigneusement calculée à la fois pour servir ses propres intérêts et pour maintenir la confiance mutuelle entre alliés, tout en maintenant de bonnes relations avec l'URSS. J'ai à peine besoin d'ajouter que Leurs Excellences messieurs Staline et Molotov peuvent être assurées que je ferai de mon mieux, mais que les développements futurs vont pour une très large part décider si le gouvernement japonais peut s'en tenir sans varier à cette politique[78]. »

En fait, le Japon avait pris la résolution d'étendre son influence en priorité vers les régions Sud. Cette décision stratégique eut une application immédiate : le 12 juillet, le gouvernement japonais demandait à son ambassadeur à Vichy de prendre rendez-vous avec le maréchal Pétain afin de lui transmettre la demande

japonaise de bases dans le sud de l'Indochine, qui prit très rapidement la forme d'un ultimatum. Dès le 16 juin, Matsuoka avait d'ailleurs sollicité l'intervention de Ribbentrop afin qu'il fasse pression sur Vichy, mais le ministre des Affaires étrangères allemand s'était montré très réticent, car les ambitions japonaises risquaient de faire échouer la politique de collaboration qui avait porté certains fruits, notamment au Moyen-Orient ; aussi le Japon décida-t-il de formuler ses exigences directement. Cette décision fut un moment charnière : le Japon ne se contentait plus de bases dans le nord de l'Indochine mais projetait résolument son expansion vers le sud, en direction de la Thaïlande, mais surtout des possessions britanniques en Malaisie et de Singapour. A la veille de Pearl Harbor, le contre-amiral Ugaki Matome notait dans son Journal : « Lorsque nous avons conclu l'alliance tripartite et avancé en Indochine, nous avons brûlé les ponts derrière nous dans notre marche vers la guerre contre l'Amérique et la Grande-Bretagne[79]. » Grâce aux interceptions, le Joint Intelligence Committee mit constamment l'accent à partir de juin et jusqu'en novembre 1941 sur la thèse que le Japon n'allait pas attaquer la Russie, mais nous allons voir que ce point de vue était très loin d'être partagé par tous.

Il fallait malgré tout rendre un service aux Allemands : maintenir le plus longtemps possible l'ambiguïté, afin que les Russes ne dégarnissent pas le front sibérien. La légende veut que cette stratégie d'ambiguïté fut couronnée de succès, car les Soviétiques maintinrent des forces importantes en Sibérie jusqu'à ce que Staline fût prévenu par Richard Sorge, en octobre 1941, que le Japon avait totalement renoncé à une offensive dans la région. Le rôle joué par l'espion du Kremlin est cependant loin d'être clair. Il est en tout cas certain que Staline eut d'autres indices concernant le choix stratégique du Japon, et il savait certainement que les militaires japonais, hormis une petite minorité appartenant à l'armée de terre, étaient très réticents à se frotter de nouveau aux forces soviétiques. Il ne semble pas que les Alliés aient informé les Russes du contenu des instructions japonaises à Oshima qui avaient clairement exposé la stratégie japonaise. Il est en revanche très possible que les Soviétiques aient eu directement communication des télégrammes adressés à Oshima, grâce à leur réseau d'espions en Angleterre, et notamment Anthony Blunt qui, au sein du MI5, avait accès aux télégrammes diplomatiques japonais.

Le Japon maintint son attitude avec constance. Le 21 novembre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Togo Shigenori, transmettait à Oshima que le Japon allait concentrer tous ses efforts sur le « problème du Sud ». Il ajoutait également une phrase très significative quant à la position prise par le Japon à l'égard du conflit germano-soviétique : « Dans l'état actuel des choses, c'est peut-être faire preuve de trop d'optimisme que d'espérer la paix entre les deux

pays ; mais les deux adversaires se réjouiraient certainement d'une chance de paix, l'Allemagne parce qu'elle doit éviter une résistance russe trop longue et devra réorienter toute sa force militaire vers d'autres directions, et la Russie car elle doit s'occuper de la reconstruction […]. Le retour à la paix entre la Russie et l'Allemagne serait suivi au Japon avec un grand sentiment de satisfaction, plutôt que l'inverse. » Il terminait en précisant que le Japon était tout prêt à effectuer une mission de bons offices[80]. Le Japon était en effet très tôt parvenu à la conclusion que l'URSS ne serait pas vaincue, et la poursuite de l'avancée en direction des territoires du Pacifique était en conséquence validée. Il fallait également tenter de convaincre les Allemands de faire la paix avec l'URSS afin de pouvoir se concentrer sur les ennemis communs : la Grande-Bretagne et sans doute bientôt les Etats-Unis. Le 30 novembre 1941, Togo rappela les points suivants à Oshima qui devait rencontrer Ribbentrop : « Lorsque des questions vous sont posées par les Allemands et les Italiens concernant notre attitude à l'égard de la Russie, vous devrez leur dire que notre attitude à l'égard des Soviets est telle qu'elle leur a été expliquée le 2 juillet de cette année : bien sûr nous ne relâcherons pas la pression (*relax our restraint*) que nous exerçons sur les Soviets par notre action vers le Sud ; mais si les Soviets, agissant en coopération avec la Grande-Bretagne et l'Amérique, entament une action hostile envers nous, nous sommes prêts à résister avec fermeté ; c'est cependant vers le Sud que nous mettrons le plus l'accent, et nous projetons de nous abstenir de prendre une action positive dans le Nord[81]. »

Si l'Allemagne souhaitait réellement la participation du Japon dans son conflit avec l'URSS, ses approches manquaient singulièrement de conviction car Hitler était persuadé de pouvoir vaincre seul, et il n'avait au fond aucune confiance dans les Japonais. L'Allemagne avait en revanche à plusieurs reprises tenté de convaincre le Japon de lancer une attaque sur Singapour.

Curieusement, les analyses américaines ne tinrent pas toujours compte de ce qui apparaissait dans les messages interceptés. Le 8 juillet, le général Short, qui commandait les forces terrestres à Hawaii, avait reçu de Washington l'analyse suivante : la politique japonaise était définie comme une posture d'attente impliquant probablement une action agressive contre les provinces maritimes de l'URSS « si et quand les forces armées soviétiques en Sibérie ont été réduites de manière importante et qu'il devient évident que l'Allemagne a remporté une victoire décisive sur le front Est. Notre opinion est que les activités japonaises en Asie du Sud-Est seront pour le moment confinées à la saisie de bases navales et aériennes en Indochine, et ce bien qu'une avance contre les Britanniques et les Néerlandais ne puisse être totalement exclue. Le traité de neutralité avec la Russie sera peut-être abrogé[82] ». Aux yeux des analystes anglo-saxons, le choix

de la stratégie japonaise semblait dépendre entièrement du conflit germano-soviétique et des progrès de l'offensive allemande. Un certain consensus existait toutefois autour de l'idée que le Japon privilégiait malgré tout une expansion vers le sud, d'autant que les interceptions montraient que les autorités japonaises étaient dans l'ensemble plutôt sceptiques quant aux chances allemandes d'en finir rapidement avec les Soviétiques. Il était en général admis que, au cours de cette avancée, le Japon ferait tout pour ne pas entrer en conflit avec les Américains et se contenterait de s'attaquer à la Thaïlande, pays neutre, et aux possessions britanniques et néerlandaises. Fin juillet, en réaction à l'occupation des bases en Indochine par le Japon, Roosevelt avait décidé de façon unilatérale d'imposer un sévère embargo sur le pétrole. Il fut rapidement suivi, sans doute à contrecœur, par Churchill pour lequel cette mesure, officiellement présentée comme *dissuasive,* avait en réalité un caractère *provocateur*, et qui était très inquiet à l'idée qu'un nouveau front puisse s'ouvrir en Asie.

Le mois d'août permit d'envisager l'avenir avec un relatif optimisme. Le cabinet ministériel modéré du prince Konoye paraissait chercher à résoudre la crise avec les Anglo-Saxons par la voie de la négociation. En raison de la rigueur de l'hiver sibérien, une offensive vers le nord devait théoriquement être lancée avant la mi-septembre, ce qui impliquait qu'une décision fût prise début août. L'armée du Kwantung avait certes entamé des manœuvres militaires de grande ampleur, incontestablement agressives, à tel point que l'empereur Hiro-Hito lui-même exprima des réserves à leur sujet, regrettant qu'elles donnent aux autres pays une « mauvaise impression ». Le 5 août, le successeur de Matsuoka, l'amiral Toyoda, confirma néanmoins à l'ambassadeur soviétique Smetanin dans des termes parfaitement explicites que le Japon comptait respecter le traité de neutralité et que, à moins d'une provocation, il n'avait aucune intention d'attaquer l'URSS. Les chefs de l'armée de terre japonaise, qui étaient les plus chauds partisans de l'alliance avec l'Allemagne, avaient semble-t-il renoncé à une offensive et considéraient que l'effondrement de l'URSS était un cas de figure de plus en plus improbable. Du point de vue anglo-saxon, la situation en Asie du Sud-Est paraissait stabilisée : les mesures de dissuasion mises en place avaient donné un coup d'arrêt aux ambitions japonaises. Surtout, elles ne les avaient pas pour autant encouragés à opter pour une offensive dans une autre direction, ce qui constituait en fait la préoccupation majeure de Roosevelt.

Or, à partir de fin septembre, assez curieusement, un renversement extrêmement net des analyses se produisit. Le pronostic d'une offensive terrestre japonaise contre la Russie eut de nouveau la faveur des analystes alliés. L'arrivée au pouvoir le 15 octobre du général Tojo paraissait signifier que l'armée de terre avait repris l'ascendant sur la marine. Or, tandis qu'une avancée dans le Sud et

dans le Pacifique aurait donné le premier rôle à cette dernière, une offensive vers le nord ferait surtout appel aux forces terrestres, et certains généraux japonais souhaitaient toujours se frotter aux troupes soviétiques afin de prendre leur revanche sur les défaites subies en 1939 face aux troupes du général Joukov. Le 16 octobre se déroula à la Maison-Blanche une conférence à l'issue de laquelle l'amiral Stark, patron de la Navy, adressa aux commandants à Hawaii un rapport. Il y indiquait que la démission du cabinet Konoye était un événement d'une extrême gravité. Une ouverture des hostilités entre le Japon et la Russie constituait une très forte possibilité. L'amiral ajoutait cependant : « Puisque l'Amérique et le Royaume-Uni sont tenus responsables par le Japon de la situation extrêmement difficile dans lequel il se trouve, il existe également une possibilité que le Japon attaque ces deux puissances[83]. » Mais une offensive simultanée étant considérée comme très improbable, c'était bien une avancée vers le nord qui était pour les Américains l'hypothèse la plus sérieuse.

Celle-ci était d'autant plus crédible que le deuxième souffle de l'armée allemande en URSS avait provoqué de nouveau l'inquiétude des dirigeants américains, notamment Roosevelt et Hopkins, qui restaient cependant convaincus que l'URSS pourrait malgré tout résister. Le 21 août, Hitler avait lancé les panzers du groupe d'armées Centre en direction du sud afin de procéder à une gigantesque manœuvre d'encerclement de Kiev, qui fut prise le 26 septembre, avec plus de six cent mille prisonniers soviétiques. Puis ce fut le déclenchement, le 30 septembre, de l'opération *Typhon* dont l'objectif était la prise de Moscou. *Typhon* fut, dans sa phase initiale, un succès presque complet. Six armées soviétiques furent également encerclées à Vyarma et Bryansk. De nouveau la propagande allemande diffusa les images d'interminables colonnes de prisonniers, et les généraux allemands purent penser que la guerre était cette fois gagnée. L'inquiétude de la population était très vive, et le régime de Staline fut sérieusement ébranlé durant la seconde quinzaine d'octobre. Il fut demandé aux ambassades étrangères d'évacuer la capitale soviétique. La situation paraissait ainsi de nouveau mûre pour une attaque terrestre japonaise en Extrême-Orient.

De nombreux signaux des renseignements annonçaient en effet des préparatifs japonais en vue d'une attaque de la Sibérie. A Londres, au cours de la réunion des chefs d'état-major du 26 octobre 1641, une dépêche du commandant en chef britannique en Extrême-Orient fut étudiée et approuvée. Elle indiquait que le Japon était en train de concentrer ses troupes terrestres face aux Russes et que celles-ci ne pouvaient être redéployées dans de brefs délais en direction du sud. Le général Brooke-Popham ajoutait cependant de façon prémonitoire que le Japon était en mesure de dépêcher une force expéditionnaire à partir des eaux

japonaises sans que les Britanniques en soient informés, mais il réitérait l'opinion selon laquelle la dernière chose que le Japon souhaitait à ce stade était une campagne en direction du sud. Le chef d'état-major impérial, le maréchal Dill, indiqua qu'il approuvait entièrement cette analyse[84]. Le 15 octobre, Roosevelt avait écrit à Churchill : « La situation japonaise a sans conteste empiré, et je pense qu'ils s'orientent en direction du nord – malgré cela vous et moi disposons d'un répit de deux mois en Extrême-Orient[85]. » Un des hauts gradés américains les plus convaincus d'une offensive en direction de l'URSS était le très influent contre-amiral Turner, chef des opérations de l'US Navy. Il l'était d'ailleurs encore fin novembre, quelques jours avant le déclenchement de la grande offensive japonaise en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Enfin, il semble bien que, contrairement à la légende, et alors qu'il avait correctement prévu la poussée japonaise en direction du sud au début de l'été, Richard Sorge ait été très inquiet des mouvements de troupes en Mandchourie en septembre et début octobre, qui contredisaient ses rapports précédents, ce qui conduit à s'interroger sur le rôle réel qu'il joua dans la décision de Staline de dégarnir le front de Sibérie[86]. Le 16 octobre, toutes les bases américaines dans le Pacifique furent prévenues que le Japon allait attaquer l'URSS ou, éventuellement, les colonies britanniques et néerlandaises.

Le 21 octobre, le G-2, direction du renseignement de l'armée de terre des Etats-Unis, fit circuler une note concernant l'ordre de bataille et les intentions militaires du Kwantung – dont l'autonomie par rapport à Tokyo était notoire –, ainsi que ceux des forces soviétiques qui leur faisaient face en Sibérie. « Si et lorsque l'armée du Kwantung aura acquis la certitude qu'elle dispose d'une supériorité numérique de deux contre un, il est hautement probable qu'elle prendra l'offensive quelles que soient la politique et les intentions du gouvernement de Tokyo. Lorsque le ratio sera égal ou supérieur à trois contre un, la probabilité deviendra une certitude. » Le rapport ajoutait qu'il était dans l'intérêt américain de tout faire pour préserver l'équilibre des forces combattantes entre les Russes et l'armée japonaise en Mandchourie[87]. Un éventuel conflit russo-japonais constituait par conséquent la préoccupation principale des Etats-Unis. Afin de maintenir l'équilibre numérique, les Américains disposaient de deux moyens : soit convaincre Staline de maintenir un maximum de troupes en Extrême-Orient, ce qui impliquait d'accélérer l'envoi d'aide matérielle afin de lui permettre de contenir l'avancée allemande, soit agir de telle sorte que l'armée japonaise ne soit pas elle-même renforcée. Mais les Américains ne disposaient d'aucun véritable levier pour influer sur la stratégie de Staline, dont la priorité était évidemment de défendre Moscou.

C'est à notre avis un facteur essentiel pour comprendre la politique de Roosevelt en Extrême-Orient et ses rapports avec les Britanniques. Sa préoccupation principale était la situation de l'URSS à laquelle une offensive japonaise risquait d'être fatale. Il était par conséquent impératif de détourner le pouvoir japonais de l'« aventure » du Nord. Dans cette optique, une offensive japonaise en direction du sud, visant quelques colonies britanniques et néerlandaises, était sans conteste un moindre mal. La politique américaine, et notamment le durcissement de ses positions au cours de l'automne, évoluant de la dissuasion à une provocation de plus en plus grande, ne s'explique pas autrement. Mais, contrairement à ce que prétendent les « révisionnistes », l'objectif de Roosevelt, du moins dans l'immédiat, n'était pas de permettre l'entrée en guerre des Etats-Unis, même « par la porte de service ». Le 25 novembre 1941, lors d'une réunion à laquelle assistaient Stimson, Hull, Marshall, Knox et Stark, le président américain déclara d'ailleurs : « La question est de voir comment nous devrions les manœuvrer afin qu'ils [les Japonais] tirent le premier coup de feu sans que cela soit trop dangereux pour nous[88]. » L'accent a été mis sur la première partie de la phrase du Président, mais il est impératif, pour comprendre son comportement et ses rapports avec les Britanniques, de tenir compte du caractère restrictif de la seconde partie.

Dans le cas d'une attaque japonaise contre la Malaisie ou Hong-Kong, Roosevelt comptait en effet venir en aide aux Britanniques, sans aucun doute de façon assez substantielle, mais sans aller jusqu'à déclarer la guerre au Japon. Après tout, il n'avait pas jusqu'à présent demandé au Congrès de déclarer la guerre à l'Allemagne. Le 19 août, John Martin, directeur du cabinet de Churchill, avait ainsi raconté à John Colville que le président américain, en faisant allusion à l'Allemagne, expliquait qu'il n'avait pas l'intention de déclarer la guerre, mais de la faire[89]. A plusieurs reprises il avait répété son intention de soutenir les Britanniques, mais était resté évasif quant à la forme que prendrait ce soutien. Au cours du mois d'octobre, il avait envisagé d'adresser à Hiro-Hito le message suivant : « Si le Japon se lance dans de nouvelles guerres au nord et au sud, les Etats-Unis, conformément à leur politique pacifique, en seraient très *préoccupés* et tenteraient de prévenir toute extension de cet état de guerre[90]. » Ce texte ne fut finalement pas envoyé, mais il prouvait bien que Roosevelt avait l'intention de contrer une éventuelle avancée japonaise en apportant son soutien aux Britanniques, sans pour autant mener son propre pays dans un conflit ouvert. Il espérait pouvoir continuer une guerre larvée, une guérilla impliquant essentiellement les forces navales dont la mission serait d'assurer une application de plus en plus drastique et sévère des mesures de blocus et d'embargo, qui à terme, et pour un coût militaire limité, devait amener le Japon,

définitivement sevré de ressources, à mettre fin à ses projets expansionnistes et à se replier dans l'Archipel. Le président américain comptait ainsi sur le même type de conflit non déclaré que celui qui se déroulait dans l'Atlantique.

En accordant une importance capitale à la lutte surhumaine qui se déroulait en Union soviétique, le président américain avait stratégiquement raison. L'effondrement des armées soviétiques aurait eu des conséquences bien plus dramatiques que la perte de quelques avant-postes de l'Empire britannique à l'égard duquel il n'éprouvait d'ailleurs aucune espèce de sympathie et pour lequel il était hors de question de faire couler le sang américain. Mais Roosevelt commit une erreur d'appréciation de taille : il ne comprit pas que le Japon était parvenu de son côté à la conclusion qu'il lui serait impossible d'entrer en guerre contre le Royaume-Uni sans une attaque simultanée des forces américaines dans le Pacifique. Cette agression créa un tel choc qu'elle obligea le président américain à entrer, à contrecœur, dans une guerre ouverte qui ne pouvait avoir comme objectif final que la reddition complète du Japon. Il fut donc réellement surpris par le bombardement de Pearl Harbor, mais non par l'offensive générale déclenchée par le Japon, dont Pearl Harbor, on l'oublie trop souvent, ne fut qu'un des volets tactiques, le plus spectaculaire certes.

Churchill, depuis de longs mois, n'avait justement qu'une crainte : celle d'être laissé seul face au Japon. Sa position dramatique n'était que le reflet de la situation très précaire de son pays car il avait laissé la totale maîtrise des relations avec le Japon aux Etats-Unis, alors même que c'était l'Empire britannique, auquel il vouait un attachement sans faille, qui était en première ligne. Il serait dans l'obligation de s'engager auprès des Etats-Unis si ceux-ci entraient en conflit avec le Japon, mais n'avait aucune certitude que les Américains en feraient de même si l'Empire était seul attaqué. Au cours des mois d'octobre et surtout novembre, malgré des négociations ininterrompues avec le Japon, les signes d'une escalade dans la crise, dont les Etats-Unis étaient en grande partie responsables, furent de plus en plus fréquents. Or, les Britanniques étaient non seulement tenus à l'écart des négociations, ce à quoi Churchill avait été contraint de se résigner dès le départ, mais très mal informés de leur progression. Homme politique d'une suprême habileté, le président américain a aussi été décrit comme un personnalité fuyante, voire sournoise, dont il était pratiquement impossible de connaître les pensées intimes. En ce mois de novembre 1941, sa duplicité fut réelle, car il était exclu pour lui de révéler aux Britanniques qu'il cherchait à provoquer le Japon dans une offensive strictement limitée aux intérêts de l'Empire. Un des grands échecs du renseignement britannique fut la mauvaise appréciation des intentions de son principal allié, pas de celles de l'ennemi.

S'il avait quelque difficulté à comprendre les intentions américaines en Asie, Churchill avait en revanche a priori la même connaissance que les Américains des objectifs japonais, grâce à une source d'informations partagée entre les deux pays : les interceptions des messages diplomatiques japonais. Or, très curieusement, comme le révèlent les archives que nous avons consultées, au cours du mois de novembre précédant Pearl Harbor, les Britanniques furent dans l'incapacité de lire une série d'interceptions d'une importance capitale et qui illustraient un crescendo de la tension. Churchill fit allusion à cet épisode dans son *Histoire*, mais les explications qu'il fournit alors étaient inexactes : « A partir de la fin de 1940, les Américains avaient percé les chiffres japonais les plus vitaux, et déchiffraient de grandes quantités de leurs télégrammes militaires et diplomatiques. Dans les milieux du renseignement américain, ceux-ci étaient appelés *Magics*. Les *Magics* nous étaient relayés, mais il y avait un décalage inévitable – parfois deux ou trois jours – avant que nous les ayons à notre disposition. Nous ne savions pas à tout moment ce que le Président ou M. Hull savaient. Je n'ai cependant aucune plainte à formuler à ce sujet[91]. » (En réalité, le terme *Magic* désignait exclusivement les déchiffrements des messages *diplomatiques*.)

En fait, Churchill pensait exactement le contraire de ce qu'il a écrit. David Reynolds rapporte les termes qu'il avait utilisés dans le manuscrit initial : « Nous n'étions pas informés de ce fait d'une importance vitale. Nous ne savions pas ce que savait le Président[92]. » Churchill était absolument hors de lui, car il avait appris la vérité : les messages en question ne lui avaient tout simplement pas été retransmis par les Américains. Il ne les avait pas reçus avec retard, il ne les avait pas reçus du tout. Oubliant un peu rapidement que l'accord d'échange était en faveur des Britanniques, dans la mesure où ils n'avaient pas livré les clefs d'*Enigma* aux Américains, Churchill s'insurgea de ne pas avoir bénéficié d'une partie essentielle de la discussion avec les Japonais. Il demanda à Menzies quels renseignements provenant des *Magics* les autorités britanniques avaient eus en leur possession durant les dix jours qui précédèrent Pearl Harbor. Menzies demanda à deux de ses adjoints au MI6 de vérifier les dossiers des interceptions, puis il expliqua à Churchill que certains *Magics* manquaient en effet, mais que c'était certainement par *erreur* que les Américains n'avaient pas communiqué aux Britanniques les *deadline messages* qui contenaient une série d'instructions adressées par Tokyo aux ambassadeurs japonais à Washington et dont la lecture était pourtant d'une importance capitale. Le patron du MI6 ne disait pas toute la vérité.

Revenons un peu en arrière. Le 31 août 1940, les Américains avaient offert pour la première fois à leurs alliés britanniques les copies des interceptions des communications japonaises. Dans un premier temps, ils fournirent aux Britanniques une sélection des interceptions déchiffrées les plus intéressantes. Puis, en février 1941, une mission américaine dirigée par Abraham Sinkov, patron des services d'interception de l'armée de terre américaine (Signals Intelligence Service, SIS, qu'il ne faut pas confondre avec le SIS, Secret Intelligence Service, autre nom du MI6), séjourna en Angleterre et fit don au Government Code and Cipher School d'un instrument permettant de déchiffrer les messages transmis dans le chiffre mécanique auquel avait été donné le nom de code *Purple* (ou *machine B*), et qui avait été mis en opération par les Japonais à partir de 1937. En échange, les Britanniques fournirent à leurs homologues américains deux exemplaires de l'*Enigma* qu'ils avaient reconstitués (mais non les techniques et les méthodes qui permettaient de déchiffrer à ce stade une partie des clefs des messages *Enigma*). L'accord signé entre les deux délégations concernant les messages japonais stipulait que chacune des parties interceptait et déchiffrait les messages par ses propres moyens et que si une des parties tombait sur quoi que ce soit d'intéressant, elle demandait à l'autre si le message en question était également en sa possession et lui adressait copie en cas de réponse négative. Un échange exhaustif dépendait donc de la bonne volonté de chacun. Les Britanniques pouvaient désormais déchiffrer dans de brefs délais les messages diplomatiques japonais et effectuer leurs propres traductions : ces interceptions étaient soumises à Churchill. En 1949, Menzies savait parfaitement que, grâce à la fourniture de l'exemplaire permettant de déchiffrer *Purple*, les Britanniques avaient leur propre accès aux messages japonais et ne dépendaient plus des services américains. Il avait donc induit Churchill en erreur. Menzies estimait sans doute nécessaire de maintenir le secret le plus absolu sur l'organisation des services de déchiffrement et craignait que Churchill révèle dans son ouvrage que les Britanniques avaient eu directement accès aux messages japonais.

Grâce à ce protocole d'échange ainsi mis en place, la coordination fut en fait pratiquement complète en ce qui concernait les messages diplomatiques échangés entre Tokyo et Berlin, Rome, Vichy et Moscou. Dans l'étude qui fut demandée à Nigel de Grey, qui avait été l'adjoint de Menzies durant la guerre, celui-ci fit cependant remarquer que le poste « Washington », qui était pourtant, en 1941, d'une importance capitale, n'était pas dans la liste des postes diplomatiques pour lesquels le processus d'échange fonctionnait de manière automatique[93]. Les messages échangés entre Tokyo et l'ambassade du Japon aux Etats-Unis n'étaient donc pas couverts par l'accord. Fait encore plus étonnant,

pas un seul de ces messages ne fut intercepté par les Britanniques eux-mêmes. Or ceux-ci étaient d'une importance considérable, et la colère de Churchill lorsqu'il apprit qu'il n'avait pas bénéficié de ces transcriptions n'était certainement pas feinte : « Si nous avions su qu'il avait été transmis aux ambassadeurs à Washington que les négociations devaient à tout prix être closes le 29 novembre, les événements en auraient été singulièrement modifiés[94]. »

La conférence impériale du 5 novembre avait en effet formulé ce qui devait être l'offre ultime du Japon aux Etats-Unis et décidé d'une date limite pour la clôture des négociations menées à Washington par ses représentants, les ambassadeurs Nomura et Kurusu. Les Américains interceptèrent et déchiffrèrent les instructions du Gaimusho : « Pour des raisons variées, il est absolument indispensable que toutes les dispositions soient prises en vue de la signature de cet accord [les dernières propositions japonaises avant l'ouverture des hostilités] au plus tard le 25 de ce mois. Je suis conscient qu'il s'agit là d'une tâche difficile, mais, dans les circonstances actuelles, il est impossible d'y échapper. Veuillez comprendre cela pleinement et vous atteler à la tâche de sauver les relations américano-japonaises et d'empêcher qu'elles tombent dans un état chaotique. » L'avant-dernier message dans ce groupe des *deadline messages* fut expédié le 22 novembre, et il fut intercepté et traduit par les services américains le jour même. Le ton du ministre des Affaires étrangères Toyoda était de plus en plus dramatique, et il fallait en conclure que de grands événements étaient en préparation : « Il nous est extrêmement difficile d'envisager de modifier la date prévue dans mon message 736. Vous devriez le savoir, mais je sais que vous travaillez avec acharnement. Conformez-vous strictement à la politique qui a été fixée et faites absolument de votre mieux. Ne négligez aucun effort pour tenter d'amener la solution que nous désirons. Il existe des raisons qu'il ne vous appartient pas de deviner pour lesquelles nous voulions que les relations entre le Japon et l'Amérique soient aplanies à la date du 25, mais si cela paraît possible de parvenir à une signature le 29, si au préalable l'échange de notes peut être réalisé, si nous obtenons un accord avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, et, pour résumer, si tous nos objectifs peuvent être atteints, alors nous avons décidé d'attendre jusqu'à cette date. Cette fois-ci nous sommes absolument sérieux, la date limite ne peut absolument pas être repoussée. Après cela les choses *se dérouleront de façon automatique*. Veuillez tenir compte de cela et travaillez encore plus durement que vous ne l'avez fait jusqu'à présent. Voilà, pour le moment, les informations que je peux vous donner, à tous les deux, en exclusivité[95]. » Comme les autres, ce message ne parvint pas à Churchill.

Une autre série de messages japonais ne fut pas interceptée par les Britanniques. Il s'agissait de la série qui précéda immédiatement Pearl Harbor, et

notamment le message dit « en quatorze parties » ainsi que le message de 13 heures, ou *time of delivery*. Le message en quatorze parties consistait en un long et fastidieux exposé des relations entre le Japon et l'Amérique, et en une énumération des griefs japonais. La quatorzième partie apportait seule un élément nouveau mais capital : il annonçait que le Japon avait décidé de mettre officiellement fin aux négociations. Lorsque Roosevelt eut lui-même été informé que les ambassadeurs japonais allaient notifier la rupture des négociations au gouvernement américain, sa réaction fut immédiate : « Cela veut dire qu'il y aura la guerre. » Le message *time of delivery* indiquait en outre que le message « en quatorze parties » devait être présenté au gouvernement des Etats-Unis, si possible au secrétaire d'Etat Cordell Hull, à 13 heures, le dimanche 7 décembre 1941.

Comment expliquer que les services d'interception britanniques, qui disposaient en Asie du Sud-Est d'une antenne performante, le Far Eastern Combined Bureau, ne fussent pas en mesure d'intercepter des messages diplomatiques d'une importance aussi cruciale ? Notre explication n'a, à notre connaissance, jamais été suggérée. Les messages adressés par le Gaimusho à Washington passaient en général, non par la radio, mais par le réseau câblé sous-marin, notamment celui qui était la propriété de la compagnie privée américaine Mackay Radio and Telegraph qui disposait d'un bureau au Japon. Or, contrairement à ce qui se passait en Grande-Bretagne où, depuis le début des années 20 et l'*Official Secrets Act* de 1921 (en violation flagrante des dispositions de la conférence de Vienne), les compagnies privées de câble, comme Cable and Wireless, fournissaient aux services secrets des copies des télégrammes échangés entre les ambassades étrangères à Londres et leurs capitales, la loi américaine interdisait en principe de tels arrangements. Pourtant, l'amiral Layton, patron des services d'interception à Hawaii – la station *Hypo* –, révéla, plus de cinquante ans après la fin du conflit, que, suite à une décision prise par le patron de la compagnie RCA, lui étaient adressées en toute illégalité les copies de messages câblés japonais, parmi lesquels se trouvaient les rapports adressés à Tokyo par le consulat japonais[96]. La transmission par câble à San Francisco, et non par voie hertzienne, explique pourquoi ces messages ne furent pas interceptés par les Britanniques. Les services secrets américains les avaient en effet obtenus illégalement et ne souhaitaient certainement pas en transmettre copie à ces derniers. Les plus hautes autorités américaines, comme Roosevelt ou le ministre de la Défense Henry Stimson, qui avait pourtant lui-même énoncé au début des années 30 le principe selon lequel « les gentlemen ne lisent pas le courrier des autres », en avaient été les bénéficiaires et, en se rendant coupables de recel, avaient ainsi enfreint une loi qu'elles avaient elles-mêmes édictée.

Si ces derniers avaient vraiment estimé que telle ou telle information devait impérativement être transmise à Churchill, ils auraient néanmoins certainement trouvé un moyen de camoufler la manière dont ils l'avaient obtenue. En ce mois de novembre, et alors que la menace japonaise était de plus en plus manifeste, les Américains avaient en réalité, pour des raisons stratégiques, *volontairement* caché aux Britanniques des informations de première importance. Bien que l'Empire britannique fût en première ligne, Roosevelt et Hull souhaitaient conserver une maîtrise complète de la question et pousser les Japonais dans une confrontation de faible ampleur en Asie du Sud-Est, qui à la fois avait l'avantage de soulager Staline au nord et offrait l'occasion de resserrer l'étreinte autour de l'Empire du Soleil levant grâce aux navires de l'US Navy.

Tandis que le président américain dissimulait à son allié britannique des informations essentielles, il était lui-même la victime d'une opération d'intoxication japonaise de grande ampleur. Le premier volet de cette intoxication consistait à maintenir aussi longtemps que possible l'incertitude quant à la direction générale de l'offensive, et, comme nous l'avons vu, Roosevelt aussi bien que Churchill furent très longtemps persuadés que le Japon avait le projet d'attaquer en priorité l'URSS. Comme il était néanmoins impossible de cacher totalement et jusqu'à la fin les projets d'attaque en direction du sud, le second volet de l'intoxication avait pour objectif de maintenir le secret autour de l'attaque de Pearl Harbor et des Philippines et, par conséquent, de mettre l'accent, par différents moyens, sur le projet d'offensive en Thaïlande et en Malaisie. L'intoxication japonaise fut un succès complet : personne ne fut réellement surpris par l'avancée japonaise vers Singapour, tandis que les Américains et les Britanniques furent totalement pris de court par Pearl Harbor. Les Japonais avaient, sans le savoir, suivi un adage, en forme de boutade, qu'aimaient répéter les spécialistes britanniques de l'intoxication, qui avaient inversé une formule plus banale énoncée par Churchill. « Le mensonge est un bien très précieux, il faut le protéger par une carapace de vérités. »

Un faisceau d'indices permet néanmoins d'envisager ici une hypothèse originale : les communications radio furent abondamment utilisées par les Japonais parce que ces derniers *savaient* qu'elles étaient probablement lues par les Américains. Le 3 mai 1941, un agent des renseignements allemands avait en effet rencontré à Berlin l'ambassadeur Oshima pour lui communiquer une information de la plus haute importance : le réseau de renseignements allemand aux Etats-Unis avait appris que les autorités américaines interceptaient et déchiffraient les télégrammes que l'ambassadeur Nomura adressait à Tokyo. Quarante-huit heures plus tard, Matsuoka avait relayé l'information à

Washington : « Selon une source d'information relativement sûre, il semble presque certain que le gouvernement américain lit vos messages chiffrés. Veuillez me faire savoir si vous avez quelque soupçon à ce sujet[97]. » Nomura diligenta une enquête approfondie qui confirma le « tuyau » de l'agent allemand. Les Américains lisaient bien certains de ses chiffres, mais l'ambassadeur ne savait pas encore lesquels. Il ajoutait : « Quant à la manière dont j'ai pu obtenir ce renseignement, je vous informerai par courrier ou par une autre méthode parfaitement sûre. » Cette dernière phrase était inquiétante, car elle semblait indiquer que le diplomate japonais considérait qu'aucun des chiffres utilisés par son ambassade n'était inviolable.

Les Japonais avaient d'autant plus de raisons de se méfier qu'il y avait eu un précédent célèbre. Au début des années 30, Herbert Yardley, le pionnier des services de déchiffrement américains, avait publié un ouvrage à sensation dans lequel il révélait au grand public comment lui-même et son équipe étaient parvenus à déchiffrer un certain nombre d'importants messages diplomatiques japonais. C'est d'ailleurs à la suite de cet incident qui avait beaucoup embarrassé les autorités américaines que Henry Stimson avait interdit toute tentative de déchiffrement clandestin visant les transmissions d'une nation étrangère. Dans ces circonstances, il est assez curieux que les Japonais aient continué en 1941, apparemment comme si de rien n'était, à utiliser les mêmes chiffres, et en particulier la *machine B* ou *Purple*. Le problème de la vulnérabilité de leurs chiffres réapparut d'ailleurs à plusieurs reprises durant la guerre. Ainsi, le 7 mai 1942, dans un message qui fut intercepté et circularisé le 13 mai par les Britanniques, Oshima expliquait comment il avait été de nouveau mis en alerte : « Le spécialiste du chiffre au sein du bureau de l'attaché militaire a appris que les Allemands étaient en mesure de lire plusieurs de nos chiffres (on ne sait pas clairement lesquels) […]. Il est cependant clair qu'il n'y a aucune crainte à avoir concernant nos chiffres mécaniques, et j'imagine par conséquent qu'il s'agit des chiffres des entreprises commerciales ou de nos propres codes[98] » (le terme traduit par « code » paraissait indiquer un code dont le niveau de secret était peu élevé). Churchill, qui était extrêmement attentif aux questions de sécurité concernant les chiffres, souligna la dernière phrase. Si les Allemands étaient en mesure de lire les télégrammes chiffrés japonais, ils risquaient de penser que les Alliés étaient dans la même position et qu'il ne fallait donc rien confier d'important aux Japonais. En mai 1943, Suma, ambassadeur du Japon en Espagne, rapporta quant à lui les allusions à peine voilées que lui avait faites l'ambassadeur d'Espagne aux Etats-Unis, qui séjournait à Madrid. Le diplomate espagnol s'était demandé à haute voix si les chiffres japonais étaient sûrs. « Il a

prononcé ces mots avec une certaine insistance, sur un ton semi-interrogatif, et les a répétés une fois », ajoutait le Japonais[99].

A l'instar de Churchill, les services secrets alliés furent naturellement très inquiets, car tous leurs efforts risquaient d'être ruinés si les Japonais décidaient de modifier leurs chiffres et, par exemple, de renoncer à l'utilisation de la *machine B* pour la remplacer par une machine différente. Ce ne fut pas le cas durant toute la durée de la guerre. L'alerte du printemps 1941 avait cependant été chaude et eut un impact durable. D'une part, il est très difficile de ne pas penser que les diplomates japonais redoublèrent de prudence dans leurs télégrammes. D'autre part, une note d'un responsable du GC and CS (Government Code and Cipher School), Alistair Denniston, que nous avons découverte, prouve que la question de la crédibilité des télégrammes japonais fut très sérieusement remise en cause à la fin du printemps 1941 par le Foreign Office. Le 13 juin 1941, il écrivait ceci : « De temps à autre, les notes rédigées par les représentants du Foreign Office sur nos interceptions japonaises suggèrent que les Japonais envoient des télégrammes en s'attendant à ce qu'ils soient lus par nous. Cette suggestion est inexacte et même dangereuse[100]. » Denniston ne donnait par ailleurs aucune explication pour illustrer cette dernière affirmation. Grand technicien de l'interception au passé prestigieux, puisqu'il avait dirigé durant la Première Guerre mondiale le bureau 40 de la Royal Navy qui avait déchiffré le célèbre télégramme Zimmermann, il avait sans doute beaucoup de mal à accepter que les succès américains, dont il avait bénéficié, puissent être retournés à leur avantage par ses homologues japonais. Alors que les Britanniques avaient une tendance naturelle, par une sorte de déformation professionnelle, à voir de l'intoxication partout, les services américains avaient au contraire quelque difficulté à concevoir que les Japonais puissent mener une opération aussi sophistiquée.

Aussi la piste d'une opération d'intoxication japonaise faisant appel aux télégrammes diplomatiques n'a-t-elle jamais été explorée jusqu'à présent. Cette hypothèse se heurte certes à un problème de taille : si les Japonais se doutaient que leurs télégrammes étaient lus, cela conduit à s'interroger sur la crédibilité de l'ensemble des télégrammes diplomatiques jusqu'à la fin de la guerre. Mais elle permet de mieux comprendre l'accumulation considérable de renseignements dont bénéficièrent les Alliés à partir d'octobre 1941 quant aux intentions japonaises d'attaquer la Thaïlande et la Malaisie, les renseignements ayant été obtenus, non en raison de la maladresse des Japonais, mais parce que ces derniers souhaitaient justement que l'attention de leurs futurs ennemis soit entièrement focalisée sur cette menace dans le but de protéger le secret autour de la partie la plus audacieuse de la campagne, l'attaque de Pearl Harbor.

A partir de la fin de l'été 1941, l'activité des agents de renseignement japonais en Thaïlande et dans la péninsule malaise avait atteint des proportions considérables. Plusieurs centaines de faux touristes, en fait des militaires en civil appartenant à l'Ecole du renseignement, sillonnaient le pays. Cette activité ne passa pas inaperçue, d'autant que les « touristes » britanniques étaient également de plus en plus nombreux et que les contingents des deux pays se croisaient dans les halls des hôtels de la capitale du royaume de Siam. Or la Thaïlande, bien qu'officiellement neutre, penchait vers le Japon. Les Britanniques avaient de grandes craintes de voir les Japonais occuper le pays et s'en servir comme d'une rampe de lancement pour l'invasion de la péninsule malaise. Aussi un plan avait-il été mis à l'étude, auquel fut donné le nom de code *Matador*, qui prévoyait une pénétration des forces britanniques dans le sud de la Thaïlande, jusqu'à l'isthme de Kra qui coupe quasiment le pays en deux, afin de mettre en place une ligne de défense avancée.

Les messages diplomatiques japonais apportaient des preuves surabondantes des projets japonais et de l'imminence d'un conflit dans la région. Le consul général du Japon à Singapour adressait très régulièrement des rapports détaillés sur le dispositif et le niveau de préparation des troupes britanniques en Malaisie. Le 31 octobre, une interception d'un message de Tokyo évoquait la question de l'évacuation des ressortissants japonais établis à Singapour, présentée comme urgente. « Pour diverses raisons, le *Asama Maru* partira du Japon le 7 novembre, arrivera à Singapour le 15 novembre et repartira le 16 novembre. […] Veuillez bien noter que, *après cette date, il ne sera plus possible d'envoyer un navire japonais*[101]. » Une interception du 27 octobre d'un message adressé au consul général à Batavia concernait la procédure d'évacuation de ressortissants établis dans les Indes néerlandaises. Il était question de deux mille personnes qui devaient partir sur le cargo *Takachiro Maru*[102]. Le 13 novembre, un autre message adressé au consul général japonais était intercepté : « A ce stade il apparaît très souhaitable que le maximum de nos compatriotes qui ont une connaissance approfondie des conditions de vie dans les Indes orientales néerlandaises et qui parlent la langue soient rappelés au Japon. Afin de préserver le secret à ce sujet, nous avons pris contact avec les sièges des plantations et d'autres firmes concernées, et nous leur avons annoncé que nous avons l'intention de retirer tout le personnel dont la présence n'est pas absolument indispensable par un bateau qui partira sous peu pour les Indes orientales néerlandaises. […] Pour nos compatriotes qui n'entrent pas dans la catégorie indiquée plus haut, veuillez donner des instructions aux consuls locaux afin qu'ils sélectionnent les individus les plus appropriés et qu'ils organisent leur

départ par le même bateau. Veuillez faire très attention à ce qu'il apparaisse que ceux qui s'en retournent le font de leur propre initiative[103]. »

Le caoutchouc des Indes orientales néeerlandaises constituait un enjeu vital pour le Japon, et la question de l'évacuation du personnel japonais des plantations apparaissait de plus en plus régulièrement dans les messages interceptés. Le 18 novembre, les services alliés interceptaient un message destiné au directeur d'une plantation située à Johore, au sud de la Malaisie, qui était détenue par des intérêts japonais : « Veuillez prendre les mesures adéquates pour la mise sous administration de la propriété, et organisez le retour au Japon via la Thaïlande, ou par d'autres voies, du personnel qui doit se replier[104]. » Le 26, la Singapore Agricultural Association, qui était dirigée par des ressortissants japonais, reçut le message suivant : « Etant donné les circonstances présentes, votre proposition de [passage manquant : ? liquider les affaires courantes et évacuer] est considérée comme inévitable. Voyez la question avec le consul général et arrangez-vous du mieux que vous pouvez[105]. » Deux jours auparavant, l'attaché militaire italien à Bangkok avait fait part à Rome de l'imminence d'une offensive japonaise : « Selon des informations qui m'ont été fournies par les attachés militaires allemands et japonais, j'ai toutes raisons de croire que l'invasion du Siam est imminente[106]. »

Cette accélération des événements ne pouvait échapper aux autorités britanniques et américaines, mais l'inquiétude des premières contrastait fortement avec la relative sérénité de ces dernières. Pour ce volet de leur offensive, les Japonais avaient renoncé à une quelconque surprise stratégique, et l'activisme de leurs agents sur le terrain, l'abondance des communications échangées entre Tokyo et les postes diplomatiques dans la région, dont ils savaient qu'elles étaient sans doute interceptées, étaient bien destinés à concentrer tous les regards des dirigeants alliés.

C'est aussi dans le contexte d'une vaste manœuvre d'intoxication qu'il faut, à notre avis, replacer les fameux messages *Vents*, sans aucun doute le message *Magic* le plus connu. La question du sens à donner à ces messages (traduction américaine) expédiés le 19 novembre, au moyen d'un code dont le nom était *J-19*, est complexe. Les deux messages furent déchiffrés et traduits par les services américains les 26 et 28 novembre : le premier, *circular* 2353 (traduit le 28) :

« En cas d'urgence (le danger de couper les relations diplomatiques) et l'interruption des communications internationales, le signal d'alerte suivant sera ajouté au milieu du bulletin quotidien en langue japonaise radiodiffusé.

« 1. dans le cas où les relations entre le Japon et les Etats-Unis sont en danger *Higashi no kazeame* ("vent d'est, pluie") ;

« 2. relations entre le Japon et l'URSS : *kitanokaze kumori* ("vent du nord, nuageux") ;
« 3. relations entre le Japon et la Grande-Bretagne : *nishi no kaze hare* ("vent d'ouest, temps clair"). »

L'autre message était formulé ainsi : *circular* 2354 (traduit le 26) :

« Lorsque nos relations diplomatiques seront en danger, nous ajouterons les termes suivants au début et à la fin de nos émissions de renseignements généraux :
« 1. s'il est question des relations Japon-US, *Higashi* ;
« 2. des relations Japon-Russie : *Kita* ;
« 3. des relations Japon-Grande-Bretagne (y compris Thaïlande, Malaisie et NEI) : *Nishi* [ce qui précède sera répété cinq fois, et au début et à la fin].
« Veuillez relayer à Rio, Buenos Aires, Mexico City, San Francisco[107]. »

Ces deux messages furent également interceptés par les services britanniques, et les deux versions s'accordaient sur un point important : il n'était pas question de guerre ou de conflit, mais de relations « en danger[108] ». L'importance de ces messages tenait surtout au fait qu'ils annonçaient qu'un message d'alerte serait diffusé, ce qui ne paraissait avoir de sens que si un conflit était imminent. En conséquence, les services d'interception britanniques et américains mirent en place une écoute renforcée avec l'espoir d'entendre une ou plusieurs des formules indiquées par les messages *Vents*.

Les amateurs de conspiration interprètent ces messages comme l'annonce de l'entrée en guerre du Japon. La question de savoir si, conformément aux formules prévues, une annonce japonaise sur les ondes indiquant un conflit imminent avec les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne fut effectivement interceptée à la veille de l'offensive a été l'objet de discussions byzantines, notamment en raison des témoignages successifs et contradictoires des capitaines de vaisseau Safford, patron des services de chiffre et d'interception de l'US Navy, et Kramer, qui dirigeait l'unité chargée de la traduction à partir du japonais des messages déchiffrés, et des pressions qu'ils eurent à subir visant à influencer leurs dépositions devant les différentes commissions d'enquête qui se succédèrent à partir de 1942. Un des principaux ouvrages « révisionnistes », *Infamy*, dont le titre reprend ironiquement la formule célèbre de Roosevelt le lendemain de Pearl Harbor, est presque exclusivement consacré aux messages *Vents*. Nous savons aujourd'hui, grâce à l'ouverture des archives britanniques concernées, qu'une communication japonaise fut effectivement interceptée la

veille de l'attaque sur Hawaii par le poste du FECB (Far Eastern Combined Bureau) à Hong-Kong, mentionnant les termes *vent d'est* et *vent d'ouest*, ce qui voulait dire que les relations entre le Japon et les Etats-Unis et le Royaume-Uni étaient en danger, pour reprendre la traduction exacte des termes japonais[109].

Etant donné ce que nous savons quant à la vulnérabilité des chiffres des Japonais, on peut se demander si ces derniers n'étaient pas parfaitement conscients que les messages *Vents* seraient interceptés. Si le signal d'exécution communiqué dans les termes indiqués par ce message était ultrasecret, ce qui était très certainement le cas s'il équivalait à une déclaration de guerre, pourquoi fut-il transmis dans le chiffre *J-19* qui n'était pas considéré d'un niveau de sécurité très élevé ? Dans ce même cas de figure, le fait que les messages devaient être relayés aux postes de Rio, de Buenos Aires et de Mexico City intrigue. Pourquoi multiplier ainsi les risques d'interception ou de fuites à l'arrivée ? Il n'y avait aucune urgence à prévenir les postes diplomatiques de Rio de Janeiro, Buenos Aires et Mexico City de l'ouverture d'un conflit, et cela était en tout cas totalement incohérent avec le secret qui devait en théorie le précéder. Il est d'ailleurs également très étrange qu'Oshima, à Berlin, qui était pourtant dans une position stratégique, ne fut pas de son côté parmi les destinataires du message. Le fait que, dans le cas d'une détérioration des relations avec la Grande-Bretagne, fussent mentionnées la Malaisie, la Thaïlande et les Indes néerlandaises était enfin assez curieux. Pourquoi préciser ces pays, alors que, par exemple, dans le cas d'une rupture avec Washington, les Philippines, qui constituaient un objectif auquel tout le monde pensait, ne l'étaient pas ? Il allait en effet de soi qu'une rupture avec la Grande-Bretagne serait liée à la question de la Malaisie, et l'on ne comprend pas très bien les raisons pour lesquelles il était nécessaire de le préciser dans ce message dont les destinataires étaient des diplomates de profession qui ne pouvaient ignorer que le Japon avait depuis de longs mois envisagé la possibilité de se saisir des possessions britanniques, et en particulier de Singapour. Les messages *Vents* n'étaient cependant pas anodins ni simplement destinés à confirmer ce que tout le monde savait : une escalade était en cours, la guerre menaçait. Ils entraient selon nous dans le cadre de la stratégie d'intoxication menée par les Japonais, qui visait toujours à inciter les Anglo-Saxons à se focaliser sur l'Asie du Sud-Est.

L'opération fut une réussite. Tandis que la flotte combinée se dirigeait vers Pearl Harbor en respectant un silence radio complet, l'offensive japonaise se lançait dans une des opérations militaires les plus attendues de la Deuxième Guerre mondiale en direction de Singapour et de la Malaisie. Deux légendes doivent être ici battues en brèche. Les différentes parties de la grandiose offensive japonaise ne furent pas coordonnées avec autant de précision qu'on l'a

dit. Il est extrêmement surprenant de constater que les opérations de débarquement en Malaisie et en Thaïlande n'eurent pas lieu *après* l'attaque sur Pearl Harbor. Le commandement japonais semble avoir pris le risque insensé d'une mise en alerte des forces américaines à Hawaii, ce qui intrigue d'autant plus que l'effet de surprise n'avait pas grande importance en Malaisie, étant donné la relative faiblesse des défenses.

Le 29 novembre 1941, Churchill et Eden discutèrent de nouveau du plan *Matador*, mais cette opération préventive en Thaïlande, pays neutre, ne pouvait, selon le Premier ministre, que provoquer l'hostilité du Congrès américain dont les membres étaient parfaitement lucides quant à son souhait d'entraîner les Etats-Unis dans la guerre. Le 1er décembre, une nouvelle discussion eut lieu au 10 Downing Street, à laquelle participait Alan Brooke qui venait de prendre ses fonctions. La décision fut prise d'attendre que les responsables britanniques soient sûrs du soutien des Etats-Unis. Curieusement, cette phrase disparut dans la première édition du Journal du chef d'état-major impérial, paru en 1957. Brooke ne parlait d'ailleurs pas d'une entrée en guerre des Etats-Unis, mais simplement de participation, car la forme que prendrait une éventuelle intervention américaine n'était absolument pas définie[110]. De ce point de vue, les nouvelles en provenance de Washington le lendemain l'incitèrent à un optimisme relatif. Un télégramme de Halifax, l'ambassadeur du Royaume-Uni, fut ainsi qualifié par Brooke comme étant le plus encourageant que les dirigeants britanniques eussent reçu jusqu'alors en ce qui concernait la coopération américaine dans le cas d'une guerre avec le Japon. Brooke était très prudent car il n'était question selon lui que de « coopération ». Le Royaume-Uni n'avait en fait obtenu aucun engagement ferme de la part de son allié américain, hormis des signes et des phrases parfois ambigus.

Le 4 décembre, les forces navales japonaises firent route dans plusieurs directions. Au nord de Hawaii, les six porte-avions et la flotte d'accompagnement du vice-amiral Nagumo Choichi, qui avaient quitté le Japon fin novembre et n'avaient pas été repérés, changèrent subitement de cap en direction du sud afin de se mettre en position pour lancer les avions qui devaient former les vagues d'assaut sur Pearl Harbor. Au même moment, un imposant convoi de troupes, commandées par le général Yamashita, se préparait à l'invasion de la Malaisie et de la Thaïlande. Vingt-huit navires de transport, escortés de deux croiseurs et treize destroyers, quittèrent Hainan en Indochine avec à leur bord vingt-sept mille hommes. Leurs objectifs étaient les plages de débarquement situées à Kota Bharu, sur la côte nord-est de la Malaisie, et Patani et Singora en Thaïlande. Contrairement à la flotte de l'amiral Nagumo, ces convois furent repérés par un avion de reconnaissance australien *Catalina* au

cours de la journée du 6 décembre, heure de Londres. Le général Alan Brooke nota dans son Journal qu'il était « impossible de savoir s'ils se dirigeaient vers Bangkok, vers l'isthme de Kra, ou s'ils tournaient en rond afin de nous bluffer[111] ».

C'est peu après minuit, le 8 décembre, heure locale, que des observateurs des unités indiennes qui défendaient la côte à Kota Bharu aperçurent trois gros navires en train de jeter l'ancre à environ trois kilomètres du rivage. Ils transportaient environ cinq mille hommes, la première vague d'assaut, des hommes expérimentés, vétérans des combats de Chine. Quelques instants plus tard, les premiers obus tombèrent sur les positions indiennes. Vers 0 h 45, les premières péniches de débarquement se dirigèrent vers les plages. L'artillerie britannique ouvrit le feu, mais cela n'empêcha pas les premières troupes de fouler le sable vers 1 h 15. Elles furent accueillies par un feu nourri en provenance de plusieurs nids de mitrailleuses tenus par les troupes indiennes, des Dogras, mais la résistance ne dura pas longtemps, et les défenseurs furent contraints de se replier. L'alerte générale avait été lancée par l'aérodrome de Kota Bharu aux environs de 1 h 15[112]. Les officiers de l'aérodrome ayant reçu l'autorisation d'attaquer, c'est vers 2 h 10 que les premières bombes furent larguées sur les vaisseaux japonais ; un navire de transport japonais fut coulé, le premier de la guerre du Pacifique. Au matin, trois bataillons de soldats japonais avaient débarqué.

Le débarquement en Malaisie avait donc eu lieu *au moins une heure avant l'attaque de Pearl Harbor*. On n'a jamais mis l'accent sur ce qui semble être une faute de taille de la part du commandant japonais. Une question de dates a obscurci la question. L'attaque japonaise en Malaisie et en Thaïlande eut bien lieu le 8 décembre (heure locale), tandis que Pearl Harbor se déroula au matin du 7 décembre (heure locale), mais c'est l'attaque en Malaisie qui eut lieu en premier, car les deux objectifs des forces japonaises se situent de part et d'autre de la ligne internationale de changement de date, au milieu du Pacifique. Nombre d'ouvrages se contentent de reprendre ces deux dates, créant l'illusion que l'attaque de Pearl Harbor eut bien lieu plusieurs heures avant les autres volets de l'offensive japonaise. Or, lorsqu'il était 1 h 30 du matin le 8 décembre à Kota Bharu, il était 7 h 30 le 7 décembre à Pearl Harbor (et 13 heures à Washington). Même un historien aussi sérieux que John Keegan s'emmêle quelque peu dans les dates, tout comme Philippe Masson qui écrit que Pearl Harbor eut lieu le 7 et l'attaque de la Malaisie le 8, sans préciser la question des fuseaux horaires. Quant à Gordon Prange, auteur du livre le plus complet sur l'attaque japonaise (*At Dawn We Slept*), il fait remarquer que 7 h 30 du matin à Hawaii était probablement le moment le plus calme de la semaine à bord des

navires dans la rade de Pearl Harbor. Il ajoute qu'à Kota Bharu on était deux ou trois heures avant l'aube, ce qui correspond selon lui au moment habituel pour effectuer une opération amphibie[113]. Prange, dont l'ouvrage est pourtant d'un très grand sérieux, fait ici doublement erreur. Les opérations amphibies importantes sont en général menées à l'aube, pas deux ou trois heures avant. En outre, 7 h 30 à Pearl Harbor correspond à 1 h 30 du matin à Kota Bharu, le milieu de la nuit ! Mieux vaut ici raisonner en GMT, comme le notait Churchill lui-même. Ceci correspond à 17 heures 30 GMT le 7 décembre. Pearl Harbor eut lieu à 18 heures 25 GMT[114].

Il était certes quasiment impossible de synchroniser à la minute près des mouvements de convois aussi importants et dont les objectifs étaient situés à des milliers de kilomètres de distance, mais il est néanmoins très surprenant qu'une marge de sécurité n'ait pas été exigée par les planificateurs japonais. Puisque l'élément de surprise était présumé être une condition de la réussite de l'attaque de Pearl Harbor, pourquoi les débarquements tant attendus dans la péninsule malaise, sur une côte peu défendue, n'avaient-ils pas été prévus pour une heure plus tardive, à l'aube par exemple, de sorte que l'alerte ne soit pas transmise à Hawaii ?

Comment expliquer également que le récit de Churchill, pourtant prévenu à ce moment du déclenchement des hostilités, se focalise sur Pearl Harbor ? Le rapport sur les événements qui fut adressé au cabinet du Premier ministre indiquait que le bombardement de Kota Bharu avait commencé à 1 heure, heure locale, et qu'un quart d'heure plus tard l'aérodrome avait transmis l'alerte aux autorités militaires à Singapour. Nous avons vu que Churchill se trouvait aux Chequers, en compagnie de Winant et Harriman. Il est étrange qu'il n'ait pas été immédiatement informé de ce qui se passait sur la côte malaise, et que, dans le cas contraire, il n'en ait pas parlé avec ses hôtes. Or Churchill suivait la situation d'heure en heure, notamment en raison de la présence dans la zone du *Prince of Wales* et du *Repulse*. Le Premier ministre avait personnellement pris la décision de les envoyer, sans couverture aérienne, et malgré l'hostilité du patron de la Navy, l'amiral Dudley Pound, car il souhaitait tout mettre en œuvre pour dissuader les Japonais de passer à l'attaque.

Churchill écrit néanmoins que c'est peu après minuit le 8 décembre que la nouvelle d'un débarquement en cours à Kota Bharu parvint aux Chequers. Là encore, les problèmes d'heures et de dates créent une certaine confusion : parlait-il de l'heure de Malaisie ou de l'heure de Londres ? La précision est importante : dans le premier cas de figure, les plus hautes autorités britanniques auraient été averties du débarquement dès le début des opérations japonaises, plus d'une heure avant l'attaque de Pearl Harbor, ce qui leur laissait amplement

le temps de prévenir les Américains. Dans le second cas, ces mêmes autorités furent informées plusieurs heures seulement après le début des opérations, alors que le débarquement avait été largement entamé et que les combats faisaient rage, ce qui paraît pour le moins surprenant. Il est en fait très difficile de déterminer le moment précis où l'information parvint à Churchill. Pourtant, dans la lettre qu'il adressait le lendemain au chargé d'affaires japonais en Angleterre, dans lequel il lui faisait part officiellement de la déclaration de guerre britannique, il écrivit : « Le soir (*evening*) du 7 décembre [ce qui n'est pas la même chose que minuit], le gouvernement de Sa Majesté a appris que les forces japonaises, sans avertissement préalable, soit sous la forme d'une déclaration de guerre, soit sous la forme d'un ultimatum accompagné d'une déclaration de guerre conditionnelle, avaient effectué une tentative de débarquement sur la côte de la Malaisie et avaient bombardé Singapour et Hong-Kong[115]. »

Bien que la conspiration ne soit, à notre avis, absolument pas prouvée, et qu'aucun élément sérieux ne vienne soutenir l'idée que Churchill était informé par avance de Pearl Harbor, il y a là, malgré tout, un mystère indéniable. Les études ont jusqu'à présent mis l'accent sur l'interception du « message en quatorze parties », par lequel le Japon annonçait la rupture des relations diplomatiques et qui devait être délivré par les ambassadeurs japonais à Cordell Hull à 13 heures le dimanche 7 décembre. Il fut immédiatement décidé de prévenir Hawaii, mais, pour des raisons techniques, le message annonçant la rupture que Roosevelt avait considérée comme une déclaration de guerre arriva trop tard. Quand bien même ce message serait arrivé plus rapidement à destination, il ne donnait aucune information précise sur une offensive japonaise. En revanche, alors que les chefs américains à Pearl Harbor n'étaient pas encore sortis de leur lit, l'offensive japonaise avait déjà commencé, à plusieurs milliers de kilomètres.

Pearl Harbor fut en fait le seul volet de l'offensive japonaise qui surprit réellement les Alliés. Les mots employés par Roosevelt devant le Congrès, dans un discours d'une extrême habileté qui mobilisa l'opinion publique américaine encore indifférente à l'égard du peuple japonais, ont pendant longtemps défini la duplicité japonaise : ce fut un jour d'infamie. Or, si l'intoxication menée par les Japonais jusqu'au déclenchement de leur offensive générale dans le Pacifique et en Asie fut, à notre avis, une affaire beaucoup plus sophistiquée et étendue qu'on l'a dit en général, nous allons voir que leur offensive fut, elle, beaucoup moins une affaire de surprise qu'on le croit. L'amiral Nagumo, qui commandait la flotte d'assaut sur Pearl Harbor, avait obtenu de l'amiral Yamamoto, le véritable père de l'opération, une promesse ferme qu'aucun coup de feu ne serait tiré par les

forces japonaises dans le Pacifique et en Asie du Sud-Est avant qu'il commence son attaque sur Pearl Harbor. Nous venons de voir ce qu'il en fut, mais, pour des raisons inexpliquées, les autorités américaines ne furent pas immédiatement alertées par les Britanniques des débuts de l'offensive japonaise en Malaisie.

Par chance pour les Japonais, donc, l'alerte générale ne fut pas déclenchée à Pearl Harbor. Personne n'avait pu imaginer que le Japon oserait s'en prendre directement au territoire américain, fût-ce à l'un de ses avant-postes. Cela ne garantissait pourtant nullement que l'effet de surprise tactique fût maintenu jusqu'à la fin. Même si les chefs américains à Hawaii n'étaient pas alertés, il y avait toujours le risque que la flotte et les avions soient repérés aux abords de l'objectif par une patrouille américaine ou par le dispositif radar installé sur l'île. La surprise tactique ne fut en fait obtenue que grâce à un enchaînement de circonstances très heureux. La flotte aérienne japonaise fut en fait repérée, car, à 7 h 02 précises, la station de radar située à l'extrême nord de l'île d'Oahu vit apparaître sur ses écrans une cinquantaine d'avions qui se trouvaient encore à 137 milles de distance de l'île. L'alerte ne fut pas donnée : les militaires inexpérimentés qui avaient pris leur tour de veille à la station ne crurent tout simplement pas à la possibilité que les avions fussent japonais.

Les plans d'attaque japonais avaient justement prévu le cas où la surprise tactique n'aurait pas été obtenue : dans ce cas de figure, qui était considéré comme très possible, il était hors de question d'interrompre l'attaque. Par une curieuse ironie de l'histoire, une partie de la flotte aérienne parvenue au-dessus d'Oahu crut effectivement que les forces américaines avaient été mises en alerte. Le plan initial prévoyait que le commandant de l'opération, le capitaine de vaisseau Fuchida Mitsuo, devait indiquer si la surprise fonctionnait en tirant de son avion une fusée. Les avions torpilleurs japonais lanceraient alors l'attaque en premier, suivis des bombardiers d'altitude et des bombardiers en piqué. Dans l'hypothèse contraire, il devait tirer deux fusées à deux ou trois secondes d'intervalle, l'ordre d'attaque étant alors inversé. Fuchida, constatant que la défense aérienne américaine était encore au sol, tira sa fusée, mais, voyant qu'une partie de la flotte aérienne japonaise n'avait pas pris la formation prévue, voulut confirmer ce tir, en principe unique, par un second une dizaine de secondes plus tard : une partie de ses pilotes crurent qu'il avait tiré les deux fusées afin de signaler que les Américains étaient en alerte[116]. Cette erreur n'empêcha pas le succès de l'attaque mais démontre que les Japonais avaient totalement intégré la possibilité d'un état d'alerte des forces américaines. L'effet de surprise n'était donc pas considéré comme une condition de la poursuite de l'attaque, ni de sa réussite. Il est finalement dû à l'incompétence des militaires américains.

Le cas le plus stupéfiant ne fut d'ailleurs pas celui de Pearl Harbor, mais celui de la destruction au sol des bombardiers américains sur la base de Clark Field aux Philippines, plusieurs heures après Pearl Harbor, et qui ne valut au commandant en chef, le général MacArthur, ni disgrâce ni condamnation, contrairement au général Short et à l'amiral Kimmel. Même quand les militaires américains avaient eu tout le temps de prendre les mesures qui s'imposaient, l'offensive japonaise fut un succès presque total. Le Japon avait pris des risques en apparence insensés, l'attaque de la Malaisie et de la Thaïlande une heure avant Pearl Harbor semble cependant prouver que les militaires japonais étaient sûrs de créer la surprise, et que personne ne pouvait tout simplement envisager qu'ils se lancent dans une opération aussi audacieuse, pourtant la réplique de Port-Arthur. L'absence de coordination entre alliés, le manque de réaction des militaires ont été totalement occultés parce qu'il était impératif pour Churchill et Roosevelt de maintenir après le désastre la confiance de l'opinion publique à l'égard des autorités en charge. L'accent fut donc mis sur la duplicité japonaise, et la haine à l'égard des « Jaunes » atteignit très rapidement son paroxysme.

Pearl Harbor n'avait pas, dans l'esprit des militaires japonais, l'importance qu'on lui accorde habituellement, car la stratégie fondamentale du Japon n'envisageait pas une victoire totale en Asie et dans le Pacifique. Un amiral aussi influent que Yamamoto considérait que l'offensive générale avait pour objectif de relâcher l'étreinte qui était en train d'étrangler le pays, et de retrouver ainsi une position de force dans la perspective d'une négociation qui déboucherait sur une paix durable. C'est ce qui explique, à notre avis, que l'attaque de Pearl Harbor ne fut pas annulée en dépit du fait que les cibles les plus importantes, les porte-avions américains, ne se trouvaient pas dans la rade. La destruction des porte-avions aurait sans doute constitué une victoire stratégique. Au lieu de cela, Pearl Harbor ne fut qu'un succès tactique partiel, ce qui était l'objectif recherché. Les Japonais avaient pour ce plan des ambitions limitées et étaient décidés à faire preuve d'un certain pragmatisme. Enfin, si l'amiral Nagumo prit la décision de ne pas envoyer une deuxième vague d'assaut dans le but d'achever le travail cela prouve bien que les Japonais étaient prêts à se satisfaire d'infliger aux Américains un coup sévère et spectaculaire mais nullement décisif. On ne peut d'ailleurs expliquer autrement les raisons pour lesquelles l'offensive en Malaisie et en Thaïlande fut déclenchée avant même le raid sur Pearl Harbor. Curieusement, Roosevelt était dans une position symétrique : il cherchait une confrontation limitée avec le Japon qui n'empêcherait pas la reprise éventuelle de négociations, au cours desquelles les autorités japonaises seraient cette fois contraintes d'accepter les exigences américaines. Après tout,

l'Amérique avait maintenu jusque-là ses relations diplomatiques avec Berlin, alors que les accrochages dans l'Atlantique ne cessaient de se multiplier.

Pendant qu'à Washington Roosevelt réunissait ses plus proches conseillers et que Churchill s'apprêtait à passer une de ses nuits les plus sereines depuis le début de la guerre, une autre scène étonnante se déroulait à Berlin. C'est en effet à 23 heures que le baron Oshima apprit la nouvelle de Pearl Harbor. Fait curieux, c'est également en écoutant un bulletin d'informations à la radio qu'il en fut informé, et non par un télégramme du Gaimusho. Le diplomate japonais ne fut à aucun moment mis au courant des objectifs de l'offensive. Sa mission en Allemagne prenait subitement une importance considérable, car il fallait s'assurer que Hitler suivrait le Japon. Dépité et quelque peu humilié de ne pas avoir été tenu au courant du déclenchement des opérations, Oshima contacta immédiatement Ribbentrop. Son télégramme fut déchiffré par les services alliés et communiqué à Churchill : « [Ribbentrop] m'a dit que, d'après les rapports qu'il avait également reçus, il pensait que cela était exact, et, par conséquent, bien qu'il faille encore obtenir l'approbation de Hitler, la participation immédiate dans la guerre de l'Allemagne et de l'Italie allait de soi[117]. »

En fait, malgré les assurances proférées par le chef de la Wilhelmstrasse, Oshima s'était beaucoup avancé. Lorsqu'il vit Ribbentrop à 13 heures le lendemain 8 décembre et exprima devant lui l'espoir que les deux alliés du Japon au sein de l'Axe déclareraient officiellement la guerre à l'Amérique dans les plus brefs délais, le ministre des Affaires étrangères allemand répondit de façon quelque peu évasive. Une déclaration de guerre ferait en effet « une bonne impression sur le peuple allemand ». Mais l'affaire était en *discussion* au quartier général du Führer à Rastenburg, et il allait simplement s'assurer que la demande japonaise était transmise aussi rapidement que possible. Afin de rassurer le diplomate japonais, Ribbentrop précisa également que Hitler avait donné des instructions le matin même à l'ensemble de la marine allemande pour que les navires américains soient désormais systématiquement attaqués dans certaines zones de l'Atlantique bien délimitées[118]. Il ne précisait pas que le Führer n'avait fait que répondre favorablement à une requête de la Kriegsmarine datant du 2 décembre, dont les chefs étaient de plus en plus irrités par les provocations de l'US Navy dans l'Atlantique, et souhaitaient pouvoir y répondre en fixant à leurs navires des règles d'engagement qui marquaient certes une escalade, mais en aucun cas un conflit ouvert avec les Etats-Unis. Il ne s'agissait donc pas d'une première réaction face à Pearl Harbor.

La théorie du complot ne fonctionne réellement que si Roosevelt et Churchill avaient la certitude que les Allemands allaient entrer en guerre à la suite des

Japonais. Or la déclaration de guerre par Hitler est aujourd'hui reconnue comme une de ses erreurs fondamentales, et il est malaisé d'intégrer une décision irrationnelle dans les rouages d'une théorie de la conspiration. Dès le 8 décembre, Churchill indiquait cependant au roi qu'il était convaincu que le Führer franchirait le pas. A Washington, Roosevelt avait accueilli la nouvelle de Pearl Harbor avec une étonnante sérénité, d'ailleurs partagée par ses conseillers les plus proches : « La conférence ministérielle se réunit dans une atmosphère relativement peu tendue car nous pensions tous que, en dernière analyse, Hitler était l'ennemi et que le Japon nous avait donné l'opportunité de l'affronter », écrivit Harry Hopkins[119]. Le complot paraissait ainsi avéré : le président américain, qui souhaitait l'entrée en guerre des Etats-Unis mais était confronté aux isolationnistes et aux fortes réticences du Congrès, aurait sciemment laissé faire les Japonais afin d'entrer en guerre en Europe. Or dans son Journal, en date du 11 décembre, John Colville nota la nouvelle de l'entrée en guerre des Allemands en ajoutant un point d'exclamation, comme s'il s'agissait d'un événement très surprenant. Les plus hauts responsables militaires allemands furent tout autant pris de court, si l'on en croit le dialogue assez surréaliste rapporté par le général Walter Warlimont. Celui-ci avait reçu un appel du général Jodl : « Vous avez entendu que le Führer vient de déclarer la guerre à l'Amérique ? – Oui, répondit Warlimont, et rien ne pourrait me surprendre autant. » Jodl lui demanda alors à quel front les Etats-Unis allaient accorder la priorité, le Pacifique ou l'Atlantique. « Jusqu'à présent nous n'avons jamais envisagé une guerre avec l'Amérique et nous n'avons aucun élément sur lequel baser notre réponse. – Voyez ce que vous pouvez faire », conclut Jodl[120].

Si Roosevelt ne déclara pas la guerre à l'Allemagne le 8 décembre, ce n'est pas parce qu'il avait acquis la certitude que Hitler se chargerait d'entraîner son pays dans une nouvelle aventure aux conséquences catastrophiques. Le président américain envisageait avec une parfaite sérénité l'hypothèse où le Führer ne déclarait pas la guerre, et il est même très possible qu'il ait préféré un tel cas de figure. Contrairement à Churchill, Roosevelt ne cherchait jamais à bousculer les événements. La sérénité du Président était surtout due à son immense sang-froid, à sa capacité d'adaptation et de dissimulation, et à sa confiance totale en la puissance de son pays. Ce qui s'était passé était en fait totalement inattendu ; il s'était complètement trompé en pensant pouvoir mener une confrontation limitée avec le Japon, mais il était important de ne laisser paraître aucun désarroi et de donner au peuple américain et au monde l'impression que la situation était sous contrôle. Or, une déclaration de guerre du Führer constituait un acte irrationnel, d'autant plus surprenant de sa part qu'il n'avait jusque-là jamais considéré les Etats-Unis comme un ennemi, ne tenait en aucun cas à les affronter, et avait fait

preuve jusqu'en décembre d'une grande retenue face aux multiples incidents provoqués dans l'Atlantique par les forces navales américaines. Comme nous l'avons vu, l'Allemagne n'avait aucune obligation vis-à-vis du Japon puisque ce dernier était manifestement l'agresseur ; bien plus, elle pouvait se sentir pour le moins lésée par les manœuvres diplomatiques très ambiguës de son partenaire de l'Axe au printemps et à l'été 1941.

Jusqu'à la dernière minute, et en dépit des assurances proférées par Ribbentrop, le Japon n'eut en fait aucunement la garantie que l'Allemagne le suivrait dans son aventure. Le 23 août 1941, Churchill avait pourtant pu lire une interception d'un message d'Oshima, qui avait été expédié le 15 août : « Lorsque j'ai rencontré Dietrich le 9 pour discuter de questions diverses, il m'a dit qu'il avait été au grand quartier général et qu'il venait juste de rentrer à Berlin. Pendant que nous parlions du problème de l'Amérique, il m'a dit que Hitler avait déclaré qu'en cas de conflit [les traducteurs avaient utilisé en anglais le mot *collision*] entre le Japon et les Etats-Unis l'Allemagne déclencherait immédiatement les hostilités avec l'Amérique. Comme cette discussion avec Dietrich a été entièrement fortuite, il est difficile de ne pas prendre cette déclaration au pied de la lettre. » Churchill ajouta une annotation destinée à Anthony Eden et Stewart Menzies : « Du fait que les Américains eux-mêmes nous ont donné la clef des messages japonais, il semble probable que le Président ait déjà eu connaissance de ceci. Mais, en tout cas, il serait souhaitable qu'il en soit informé. Veuillez me proposer action[121]. »

« C » répondit que les Américains avaient en effet également intercepté le message en question. L'information semblait de première importance. L'Allemagne n'avait en fait aucunement l'intention à cette date de se laisser entraîner dans un conflit avec les Etats-Unis, que ce soit directement ou en raison de l'évolution de la situation en Asie et de ses liens avec le Japon. En même temps, elle se montrait très inquiète des négociations entre le Japon et les Etats-Unis et de la perspective d'un accord à long terme qui permettrait aux Américains de s'engager totalement dans l'Atlantique. Hitler considérait qu'un conflit avec l'Amérique était à terme inévitable, mais qu'il fallait l'éviter tant que la question russe n'était pas réglée. Or, durant ce mois d'août, le Führer fut subitement saisi d'un sentiment de pessimisme quant à une victoire totale et rapide de l'Allemagne sur le front Ouest. Lorsque Goebbels se rendit à Rastenburg le 18 août, il fut stupéfait d'entendre Hitler évoquer ouvertement la possibilité d'une paix de compromis avec les Soviétiques.

Comment dès lors interpréter les propos rapportés par l'interlocuteur d'Oshima, qui était très probablement Otto Dietrich, chef du bureau de presse de Hitler ? Dans leur ouvrage de référence, Hinsley et ses coauteurs commettent

d'ailleurs à propos de cette interception une erreur assez surprenante qui les amène à formuler une assertion inexacte. Ils écrivent en effet que c'est Hitler lui-même qui aurait tenu ces propos à Oshima, et non un simple intermédiaire qui, pour être proche du Führer, n'avait aucune autorité diplomatique et ne pouvait prétendre engager l'Allemagne. Ils en concluent de manière quelque peu péremptoire, à partir de cette unique interception, que la réaction de l'Allemagne au moment de Pearl Harbor ne pouvait surprendre[122]. Si l'on retient cette analyse, la suite des événements ne manque pas de logique. Si Roosevelt ne déclara pas la guerre à l'Allemagne lors de son discours devant le Congrès du 8 décembre, c'est parce qu'il savait que l'objectif de toute sa politique dans l'Atlantique était à portée de main et qu'il pouvait attendre tranquillement la déclaration de guerre du Führer. En réalité, alors qu'il était inquiet du déroulement de *Barbarossa*, Hitler avait certes voulu donner un signe mais, du fait de son manque de précision et des circonstances dans lesquelles il avait été délivré, cette communication, transmise par un subalterne, ne présentait, contrairement à ce qu'écrivait Oshima, qu'un engagement extrêmement vague, d'autant que la question de savoir qui était l'agresseur n'était pas abordée, ce qui était pourtant un aspect fondamental des dispositions du pacte tripartite.

Certes, cette interception ne fut pas la seule où la réaction allemande en cas de conflit était abordée. A mesure que la tension augmentait entre le Japon et les Etats-Unis d'une part, et entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'autre part, on pouvait s'attendre à des signaux de plus en plus forts. Mais le moins qu'on puisse dire c'est que ces signaux ne furent pas d'une clarté évidente, les Japonais eux-mêmes étant loin d'être unanimes sur l'éventualité d'une entrée en guerre de leurs partenaires de l'Axe contre les Etats-Unis. Le 26 novembre, l'ambassadeur Kurusu, qui avait été le prédécesseur d'Oshima au poste d'ambassadeur en Allemagne, télégraphia de Washington : « Il est très douteux que l'Allemagne accepte de mettre en application ses obligations inscrites dans l'Article 3 du pacte tripartite[123]. »

Fin novembre, tout portait à croire qu'un conflit était désormais inévitable, même si les Allemands demeuraient très mal informés du déroulement des négociations entre le Japon et les Américains. Le 27 novembre, les Alliés interceptaient un message de Tokyo à Berlin : « Vous pouvez dire, de manière strictement confidentielle, que le gouvernement impérial poursuit les négociations entre le Japon et l'Amérique avec une attitude résolue mais que de nombreuses difficultés existent encore avant que leurs [*sic*] souhaits soient réalisés. Egalement, qu'au cours de ces conversations le gouvernement impérial est très attentif à ne rien faire qui puisse affecter, même de façon minime, l'existence continue du pacte tripartite[124]. » Les Allemands demeuraient en fait

très inquiets quant à l'état d'avancement des négociations, et certains étaient convaincus que les deux pays parviendraient effectivement à un accord. Leur principal objectif était que la flotte américaine restât bloquée dans le Pacifique ; l'état de tension persistant entre les deux pays reflétait, de ce point de vue, un cas de figure idéal.

Le Japon avait pris début novembre la décision d'aborder franchement la question et de demander l'entrée en guerre de l'Allemagne en cas de conflit avec les Etats-Unis, tout en restant extrêmement flou sur le calendrier. Le 28 novembre, à 22 heures, Oshima vit Ribbentrop à la demande de ce dernier. Il en résulta un long compte rendu, déchiffré le 4 décembre et vu par le Premier ministre britannique ce jour même[125] :

« Tout d'abord, Ribbentrop m'a de nouveau demandé si j'avais reçu des nouvelles concernant les négociations entre le Japon et l'Amérique. J'ai répondu que je n'avais pas encore reçu d'informations. Ribbentrop a dit que le Japon ne devait pas perdre cette occasion de réaliser la mise en place du Nouvel Ordre en Asie de l'Est, et qu'une coopération étroite entre les trois alliés était maintenant plus impérative que jamais. Si le Japon hésitait l'Allemagne ne parviendrait à installer le Nouvel Ordre qu'en Europe, en Grande-Bretagne et en Amérique. Il insista sur le fait que, comme le Führer l'avait dit ce même jour, l'existence du Japon et de l'Allemagne d'un côté et de l'Amérique de l'autre était fondamentalement incompatible, et les Allemands disposaient d'informations selon lesquelles, en raison de l'attitude de plus en plus rigide des Américains, il n'y avait pratiquement plus aucune possibilité pour que les négociations entre le Japon et l'Amérique soient couronnées de succès. Si c'était le cas, et si le Japon se déterminait à entrer en conflit avec la Grande-Bretagne et l'Amérique, non seulement ce serait dans l'intérêt commun du Japon et de l'Allemagne, mais il pensait que c'était également dans l'intérêt particulier du Japon [*sic*]. J'ai dit que je ne savais rien des plans du Japon, et par conséquent je ne pouvais lui répondre ; mais j'ai demandé à Son Excellence s'il pensait vraiment qu'un état de guerre allait apparaître entre l'Allemagne et l'Amérique. Il répondit que "Roosevelt était malade" et qu'il était impossible de savoir ce que le président américain allait faire. »

La conclusion prudente de l'ambassadeur Oshima démontrait que l'attitude de l'Allemagne était encore loin d'être complètement arrêtée, même si le diplomate japonais constatait une certaine évolution dans le sens des demandes formulées par son pays : « Tenant compte du fait que Ribbentrop a toujours affirmé que l'Amérique ferait tout pour éviter la guerre, et tenant compte des récents discours de Hitler et Ribbentrop, il me semble que l'attitude de l'Allemagne à l'égard de l'Amérique est en train de se durcir graduellement, et

qu'elle a atteint le stade où il est possible qu'elle n'esquivera plus un conflit, même avec l'Amérique. » Puis Oshima s'enquit de la situation sur le front russe, et Ribbentrop répondit dans les termes les plus vagues, mais qui démontraient que les Allemands étaient encore à ce stade très confiants : « C'était la volonté inflexible du Führer de balayer et d'écraser les Soviétiques une fois pour toutes. Les opérations militaires les plus importantes étaient maintenant terminées, et une large partie de l'armée allait être redéployée en Allemagne. Ils allaient néanmoins poursuivre les opérations dans le Caucase, et au printemps lancer une offensive sur et au-delà des Ourals, et chasser Staline jusqu'en Sibérie. »

A aucun moment Ribbentrop ne fit une quelconque allusion à une offensive japonaise en Sibérie qui aurait permis d'aider les Allemands en ouvrant un nouveau front contre l'URSS. Dans la suite de l'entretien, Ribbentrop aborda la question de la Grande-Bretagne et expliqua que les préparatifs étaient toujours en cours en prévision d'une invasion des îles Britanniques, mais indiqua que les Allemands comptaient surtout sur un effondrement interne du pays. Ribbentrop, qui se piquait d'être un spécialiste éminent de la politique interne anglaise, précisa sa pensée : « Les divisions au sein du camp des Conservateurs, le manque de confiance en Churchill et les idées révolutionnaires de Bevin, le dirigeant travailliste, rendaient la situation interne difficile […] le Führer pensait que la situation en Grande-Bretagne était mauvaise et que des opérations allemandes futures suffiraient à défaire la Grande-Bretagne sans qu'il soit nécessaire de l'envahir. De toute façon, l'Allemagne n'avait de son côté aucune intention de faire la paix avec l'Angleterre. »

Au moment où l'entretien parvenait à sa conclusion, Ribbentrop aborda de nouveau en termes confus la question qui intéressait tout autant son interlocuteur japonais que Churchill lorsque ce dernier parcourut l'interception : « […] Il dit aussi que si le Japon se mettait en guerre avec l'Amérique, l'Allemagne y prendrait naturellement part immédiatement, et l'intention de Hitler excluait absolument que l'Allemagne fasse une paix séparée avec l'*Angleterre*. » Ceci semblait à première vue encourageant pour Oshima, mais aussi pour le Premier ministre britannique, qui ne pouvait que souhaiter l'élargissement du conflit. La confusion sur la fiabilité du compte rendu de l'ambassadeur du Japon et sur l'importance qu'il fallait attacher à ce télégramme apparaît cependant d'autant plus grande que la traduction par les services américains différait sur un point précis de celle que Churchill pouvait lire. La voici : « Si le Japon se trouvait engagé dans une guerre avec les Etats-Unis, l'Allemagne y prendrait part immédiatement. Il n'y a absolument aucune possibilité que l'Allemagne entre dans une paix séparée avec les *Etats-Unis* dans de telles circonstances. Le Führer est déterminé sur ce point[126]. » Cette dernière formulation est pour le moins

curieuse, puisqu'à cette date l'Allemagne n'était pas en guerre avec les Etats-Unis. Par ailleurs, si c'était bien des Etats-Unis que Ribbentrop parlait, le fait de s'engager à ne pas signer de paix séparée n'équivalait pas à une déclaration de guerre. A la fin de leur rencontre, Ribbentrop demanda toutefois à Oshima de conserver le secret le plus absolu quant aux propos échangés, ce qui ne pouvait s'appliquer qu'à ces dernières phrases, le reste de l'entretien étant tout à fait anodin. En fait, Ribbentrop ne s'exprimait qu'en son nom personnel, et il ne savait pas encore quelle serait la décision de Hitler. Ce télégramme décousu montrait que, malgré la tension grandissante, les indices de plus en plus nets des projets expansionnistes japonais ne s'accompagnèrent en rien d'un resserrement des positions des deux principaux partenaires de l'Axe. Oshima – certes agacé d'être tenu à l'écart des projets militaires japonais – ne montrait aucun empressement à connaître les projets des Allemands, encore moins à les convaincre de s'engager dans le conflit qui se profilait. Churchill avait de nouveau demandé que le télégramme fût retransmis aux Américains. Même si ceux-ci en avaient copie, ce qui était fort probable, le fait que le Premier ministre le signalât expressément à leur l'attention lui donnait une valeur spécifique. On lit son commentaire en marge, à destination de Eden : « *I presume this is all right.* » L'expression prouve en tout cas une certaine perplexité car il craignait aussi qu'en cas de fuite les isolationnistes se saisissent immédiatement de la question pour démontrer qu'il voulait entraîner les Américains dans une guerre européenne, par le biais d'un conflit dans le Pacifique.

Le 30 novembre, le nouveau ministre des Affaires étrangères japonais, Togo Shigenori, diplomate de carrière qui était aussi un bon connaisseur de l'Allemagne, adressa à Oshima un télégramme très urgent qui fut déchiffré dès le 2 décembre et qui constitua une des alertes les plus significatives concernant l'imminence d'un conflit dans le Sud-Est asiatique.

« 1. Les négociations américano-japonaises qui ont commencé en avril cette année sous le gouvernement précédent ont maintenant atteint un stade où la rupture est inévitable, en dépit des efforts sincères du gouvernement impérial. L'Empire, confronté à cette situation, doit prendre les décisions les plus sérieuses. Vous devriez en conséquence obtenir immédiatement un rendez-vous avec le Führer Hitler et le ministre des Affaires étrangères Ribbentrop et leur donner en toute confidentialité les grandes lignes des évolutions actuelles. En même temps vous devez leur dire en toute confidentialité que l'attitude de la Grande-Bretagne et de l'Amérique a été récemment provocatrice et qu'ils ont continué à déployer des troupes dans différentes parties d'Asie de l'Est. Afin de faire face à ces mouvements, nous avons dû nous-mêmes également déployer des troupes, et il est fortement à craindre qu'un conflit (*collision*) armé aura lieu

et que nous nous retrouverons dans un état de guerre avec la Grande-Bretagne et l'Amérique. *Vous devrez ajouter que ceci peut arriver plus tôt que l'on s'y attend en général.* »

Malheureusement, une partie significative du télégramme ne fut pas interceptée et deux paragraphes manquaient.

« 4. Lorsque vous aurez l'occasion de faire cette communication, des questions vous seront posées par les Allemands et les Italiens concernant notre attitude à l'égard de la Russie ; vous devrez leur dire que notre attitude à l'égard des Soviets est telle qu'elle leur a été expliquée le 2 juillet de cette année ; que bien sûr nous ne relâcherons pas notre pression (*relax our restraint*) à l'égard des Soviétiques du fait de notre action vers le sud ; mais que si les Soviétiques, agissant en coopération avec la Grande-Bretagne et l'Amérique, entament une action hostile envers nous, nous sommes prêts à résister avec la plus grande fermeté ; que c'est cependant vers le sud que nous mettrons le plus l'accent, et nous projetons de ne pas engager une action positive en direction du nord. 5. Comme tout cela concerne nos plans de campagne, cela doit rester absolument secret, et vous devrez le marquer de la façon la plus nette lors de vos entretiens avec les Allemands et les Italiens[127]. »

Conformément à la stratégie menée par Roosevelt depuis l'été 1941, le 26 novembre, lors d'une conférence militaire, le général Marshall avait indiqué qu'il existait une « situation de guerre dans l'Atlantique en ce moment », mais qu'il s'agissait d'une guerre non déclarée[128]. La façon dont Roosevelt avait manœuvré dans l'Atlantique à partir du printemps 1941 était d'ailleurs hautement risquée en raison de la force des sentiments isolationnistes en Amérique. Fin avril, les forces navales américaines avaient reçu l'ordre de pister les navires allemands et de transmettre leurs positions aux Britanniques, ce qui était très utile à la Royal Navy. Au cours du mois de juillet, les navires américains se mirent à escorter les convois vers l'Islande où une garnison de marines avait été installée. Début septembre, après un incident entre un sous-marin allemand et le destroyer *Greer* qui le suivait, Roosevelt donna l'ordre de tirer à vue. Début octobre, deux destroyers américains, le *Kearny* et le *Reuben James*, furent torpillés et ce dernier envoyé par le fond. Ainsi l'Amérique était-elle déjà dans l'Atlantique en situation de belligérance, et cette situation convenait à Roosevelt, pour qui la vraie bataille se déroulait en URSS.

Il y avait en fait un danger très grave pour les Anglais : que le Congrès et l'opinion publique américains, devenus beaucoup moins antiallemands qu'antijaponais, exigent que les Etats-Unis concentrent tous leurs efforts sur la guerre dans le Pacifique et délaissent provisoirement l'Europe. Aussi a-t-on

considéré que la décision *Europe First* fut un des grands tournants de la Seconde Guerre mondiale. Dans son discours du 9 décembre, Roosevelt avait paru clarifier les choses : il expliqua que la responsabilité de l'Allemagne était indirectement engagée dans ce qui s'était passé à Pearl Harbor et que personne ne devait s'attendre à une concentration de l'effort de guerre américain dans le Pacifique au détriment de l'Atlantique. Mais alors que les plans stratégiques américains considéraient que l'Allemagne était l'ennemi principal et devait être vaincue avant le Japon, tout se passa en réalité comme si c'était l'inverse.

D'une certaine façon, on peut même dire que l'entrée en guerre de l'Amérique retarda plutôt le déroulement des opérations en Europe. Le choix « Europe en premier » ne fut pas réellement mis en application avant 1943. On a fait grand cas du *Victory Programme*, qui fut l'objet d'une fuite dans le journal isolationniste *Chicago Tribune*, qui décrivait les plans américains en cas d'une entrée en guerre, mais ces révélations, qui firent scandale à Washington, ne provoquèrent quasiment aucune réaction à Berlin ou à Tokyo. Les chefs militaires allemands estimaient toujours que les Etats-Unis ne s'engageraient pas de façon significative en Europe en 1942, et ils avaient raison. Dans ce sens, l'appel paradoxal à un débarquement sur les côtes européennes dès 1942, *Sledgehammer* – il est vrai dans le cas où la Russie s'effondrerait –, ressemblait fort à une manœuvre des généraux et amiraux américains, qui savaient qu'un tel projet n'était, de toute manière, pas crédible. La ligne de conduite s'en tint en réalité à *Pacific First* durant toute l'année 1942. Le 6 mai *1943*, le général Alan Brooke notait encore avec acrimonie dans son Journal : « Jusqu'à présent, le gros de la marine américaine se trouve dans le Pacifique, et les forces terrestres et aériennes expédiées vers ce théâtre d'opérations ont été plus nombreuses que celles envoyées vers l'Europe, et ce en dépit de tout ce que nous avons dit quant à la nécessité de vaincre l'Allemagne en premier ! […] Après de longues discussions, ils vont faire semblant de comprendre, signeront quantités d'accords concernant la marine et… continueront comme actuellement à consacrer la majorité de leurs forces et de leurs efforts à essayer de vaincre le Japon[129] ! » D'une certaine façon, les Britanniques furent une fois de plus trompés par les Américains. L'amiral King et le général Marshall n'avaient cessé de renforcer discrètement le Pacifique au détriment de l'Europe, par le redéploiement d'avions et de moyens de débarquement. Contrairement à ce qui est en général écrit, l'ouverture tardive du second front ne résulte pas de la stratégie méditerranéenne de Churchill. Une partie du génie de ce dernier fut sa capacité à avaler sans trop sourciller une prodigieuse quantité de couleuvres de la part de ses alliés.

En fait, l'attaque déclenchée par le Japon eut le résultat stratégique attendu par les Allemands : la dispersion des forces navales américaines. Hitler avait à plusieurs reprises tenté de pousser le Japon à s'orienter vers le sud dans le but d'attirer les Etats-Unis dans le Pacifique, ce qui devait notamment donner à l'Allemagne le temps suffisant pour bâtir enfin une marine de guerre digne de ce nom. Le fait que Hitler commit la plus grosse bévue de la guerre avec sa déclaration est un avis généralement partagé, et, compte tenu de la puissance économique et militaire américaine, il est en effet extrêmement difficile de ne pas souscrire à cette interprétation. Hitler était obsédé par l'émergence de l'Amérique comme puissance économique globale dominante et comme menace pour la vieille Europe. La prétendue conspiration mondiale menée par les Juifs américains, sous la férule du conseiller de Roosevelt, Bernard Baruch, menaçait, selon lui, de transformer l'Europe en un simple satellite des Etats-Unis. Mais s'il pensait que la confrontation avec l'Amérique était inévitable et qu'elle serait économique, il jugeait également que la puissance de l'Amérique était pour le moment surestimée. Il existait par conséquent, en cette fin d'année 1941, ce qu'on appellerait une fenêtre d'opportunité. Les nombreuses victoires obtenues par les sous-marins allemands le long des côtes américaines au cours de la première moitié de 1942 parurent donner raison au Führer. D'autre part, en 1942, un incident encore plus grave, un nouveau *Lusitania,* provoquant une déclaration de guerre américaine, paraissait inévitable. Les Américains allaient sans aucun doute soutenir de plus en plus fortement la Grande-Bretagne, et si les Allemands savaient qu'un jour ou l'autre les Américains entreraient en guerre, Hitler souhaitait garder l'initiative. Quand, après les premiers triomphes, les perspectives militaires du Reich s'assombrirent, le Führer ne cessa de ressasser ce qui s'était passé lors de la conférence de Munich : Chamberlain et Daladier, en acceptant de signer l'accord, l'avaient en fait pris au piège, en l'empêchant de prendre l'initiative militaire au moment opportun.

Au moment du 11 septembre 2001, la comparaison avec Pearl Harbor est venue immédiatement à l'esprit de nombreux Américains. La théorie du complot en ce qui concerne l'entrée en guerre du Japon a connu bien des méandres, mais, en dépit de sa très grande fragilité, elle paraît aujourd'hui solidement ancrée dans les esprits et destinée à durer. A la thèse selon laquelle Roosevelt en était le principal responsable en a succédé une autre (illustrée notamment par l'ouvrage de James Rusbridger). Selon lui, le Premier ministre britannique, grâce aux succès obtenus dans le décryptage du chiffre *JN-25* utilisé par la marine japonaise, avait été informé du fait que la base de Pearl Harbor était l'objectif des Japonais, et il avait délibérément dissimulé cette information aux Américains

de peur qu'ils n'acceptent de faire des concessions aux Japonais et de poursuivre les négociations – avec cette fois pour objectif d'éviter à tout prix un conflit.

Les théories de la conspiration sont très difficiles à combattre. Churchill avait été très tôt conscient de l'attraction puissante qu'elles peuvent exercer. Si strictement aucun document ne vient prouver aujourd'hui que Roosevelt ou Churchill savaient que Pearl Harbor allait être attaqué, on peut toujours prétendre que cette information leur fut transmise oralement, ou même qu'ils en eurent simplement l'intuition. Le rôle joué par les interceptions a longtemps pesé sur ce débat. Dans le monde moderne, il est d'ailleurs toujours d'une certaine façon plus confortable et rassurant pour l'intellect humain de penser que les dirigeants occidentaux, à la tête de démocraties modernes et d'armées de conseillers en principe compétents, savaient ce qui allait se passer, qu'ils contrôlaient les événements, plutôt que de les voir ainsi totalement pris par surprise.

Nos recherches nous amènent à formuler un certain nombre de conclusions et d'interrogations dont certaines sont nouvelles. Il n'existe à ce jour *aucun* commencement de preuve que Roosevelt ou Churchill savaient à l'avance que Pearl Harbor allait avoir lieu. En revanche, tout le monde était convaincu fin novembre que, si le Japon optait pour une campagne en direction du sud dans le but de bâtir la zone de « coprospérité » qui faisait partie de ses objectifs affichés, il allait lancer une offensive en direction des possessions britanniques et néerlandaises, et peut-être des Philippines. Les *Magics* montrent à notre avis que les Japonais ne firent rien pour dissimuler leurs ambitions dans cette direction, bien au contraire, d'autant que, face à la faiblesse des positions militaires britanniques et à l'éloignement des forces américaines, l'effet de surprise n'était pas un facteur essentiel. En revanche, en maintenant aussi longtemps que possible l'incertitude sur la direction générale de l'offensive, nord ou sud, les Japonais avaient posé un dilemme durable aux Alliés. Il existait d'autre part une possibilité que l'Allemagne suive le Japon et déclare la guerre aux Etats-Unis, mais cela n'était nullement une certitude. Roosevelt fut pris de court par l'audacieux raid japonais, car il était convaincu de pouvoir mener un conflit larvé avec l'Empire du Soleil levant qui présentait l'intérêt fondamental de détourner les autorités japonaises d'une offensive en direction du nord – aide considérable pour les Allemands à un moment où leur progression était endiguée – et de permettre un réarmement progressif des Etats-Unis, même si cela passait par le sacrifice de quelques avant-postes de l'Empire britannique, ce reliquat du passé.

Restent, pourtant, plusieurs zones d'ombre qui prouvent que le dossier de l'entrée en guerre du Japon n'est pas encore clos. Pourquoi les Japonais ont-ils

attaqué la Malaisie et la Thaïlande *avant* Pearl Harbor ? Tout simplement parce qu'ils savaient la focalisation exclusive des Alliés sur le Sud-Est asiatique. Ils les ont, en quelque sorte, satisfaits pendant qu'ils avaient les mains libres pour obtenir la victoire suffisante à Pearl Harbor contraignant les Américains à négocier. Comment se fait-il que les Américains ne furent pas informés immédiatement du déclenchement de l'offensive japonaise dans la péninsule malaise ? Nous excluons formellement l'idée que Churchill, sachant que Pearl Harbor allait avoir lieu, ne prévint pas les Américains de peur que l'alerte soit déclenchée. On peut d'autant plus aisément éliminer cette hypothèse que, comme nous l'avons montré, les marins japonais avaient prévu de lancer leur attaque dans tous les cas, c'est-à-dire même si la base était mise en alerte ; du point de vue militaire, il ne s'agissait pas d'une attaque surprise à proprement parler, même si elle eut lieu sans déclaration de guerre préalable.

Enfin, comment expliquer qu'au cours du mois de novembre un certain nombre d'interceptions d'importance capitale ne furent pas, contrairement à la pratique jusque-là en vigueur, communiquées par les Américains aux Britanniques ? Il n'est pas exclu que la raison en ait été purement technique, mais ces interrogations éclairent encore d'un jour trouble les relations entre les futurs Alliés, qui ne furent pas exemptes d'arrière-pensées et de coups tordus. Est-ce pour cette raison que – étrangement – Hinsley fit presque totalement l'impasse sur la guerre du Pacifique dans son *British Military Intelligence in the Second World War* ? Ce n'est d'ailleurs qu'en janvier 1942 que les services secrets britanniques reçurent l'ordre de Churchill de mettre fin à leur programme d'interception des messages diplomatiques américains. Le Premier ministre britannique était pleinement conscient que le Royaume-Uni ne serait plus désormais qu'un partenaire subalterne. A vrai dire, c'était bien l'avenir même de son pays comme grande puissance mondiale qui était en question.

3
« Double jeu » à Vichy et Empire français

Le temps des illusions. Deux ans durant, de 1940 à fin 1942, Vichy eut le sentiment d'être une vraie capitale, et la présence de nombreux diplomates étrangers contribua au premier chef au maintien de cette illusion car trente-deux pays, et non des moindres, étaient accrédités auprès de l'Etat français. Au premier rang de ceux-ci, jusqu'à son départ peu de temps avant que Pierre Laval revînt au pouvoir en avril 1942, l'amiral Leahy, mais aussi les représentants de nombreux pays d'Amérique latine, ceux d'Espagne, de Turquie, d'Afghanistan, de Chine de Chiang Kai-shek, d'Arabie Saoudite. Le Japon avait également une ambassade pléthorique, à la tête de laquelle se succédèrent Sawada puis Kato Sotomatsu, et enfin, après le décès de ce dernier en février 1942, Mitani Takanobu. Le débarquement des Alliés en Afrique du Nord et, surtout, l'invasion de la zone libre mirent un terme à cette vie diplomatique relativement foisonnante. Le 2 janvier 1943, l'ambassadeur de Turquie, Erkin, décrivit la cérémonie des vœux à l'occasion de laquelle Laval reçut les chefs des missions étrangères. Les Britanniques purent intercepter son compte rendu adressé à Ankara et noter avec plaisir que l'événement s'était déroulé dans une atmosphère « lugubre »[130]. Vingt et un pays étaient encore représentés à cette date, mais un gros contingent allait bientôt quitter les bords de l'Allier, avec le départ de la grande majorité des diplomates sud-américains.

Afin de maintenir la fiction d'une politique indépendante, dans une période où les communications par courrier étaient devenues très difficiles, la diplomatie de Vichy ne pouvait fonctionner sans un instrument adapté. Les transmissions par le câble et, encore plus, par radio permettaient toujours à l'Etat français de communiquer en chiffre avec ses postes dans le monde entier. Cependant, les services de Bletchley Park veillaient. Dès 1920, ils avaient pris l'habitude d'intercepter et de tenter de déchiffrer les télégrammes du Quai d'Orsay, non sans quelques succès. En 1940, si la priorité était naturellement à l'interception

des messages allemands, notamment ceux qui fonctionnaient avec *Enigma*, les messages émanant de Vichy faisaient encore partie des cibles principales. Les écoutes permirent ainsi aux services de renseignements d'intercepter un nombre très significatif de télégrammes échangés entre l'Etat français et ses représentants à l'étranger. Mais ce n'est pas tout : une partie significative des télégrammes de la France libre était également lue.

Ce sont surtout les télégrammes adressés aux postes lointains qui furent déchiffrés, par exemple ceux échangés avec l'ambassadeur de Vichy à Washington, Henry-Haye. Il faut également ajouter à la récolte alliée les télégrammes adressés aux postes de l'Empire, et en particulier un pourcentage significatif des transmissions entre Vichy et les autorités françaises en Indochine. En revanche, les services alliés ne parvinrent jamais à mettre en place les outils permettant l'interception des messages entre Vichy et l'Afrique du Nord qui passaient notamment par un câble au départ de Marseille. La lecture des interceptions « *BJ* » concernant la France révèle cependant d'autres surprises, car il faut ajouter aux télégrammes du réseau diplomatique de Vichy ceux des différentes missions diplomatiques installées dans la capitale de l'Etat français. La source japonaise fut la plus prolifique, comme ce fut souvent le cas, en raison de la connaissance, déjà mentionnée, du chiffrage *Purple* et des moyens mis en œuvre par les Alliés. En ce qui concernait l'occupant allemand, la situation était plus complexe, du fait de la multiplicité des services concernés. Les télégrammes échangés par le ministère des Affaires étrangères furent ainsi très rarement déchiffrés par les services anglo-américains. En revanche, deux sources très riches d'interceptions concernant la France furent les messages du RSHA, et de l'Abwehr qui utilisait à la fois des machines *Enigma* aux caractéristiques spécifiques et un chiffre non mécanique.

Certes, malgré l'abondance des interceptions, les Alliés étaient loin d'avoir un tableau complet de la situation, et de grands pans de la politique internationale de Vichy manquaient. Ils disposaient cependant d'autres sources, en particulier grâce aux fonctionnaires sympathisants de Vichy, notamment au sein du ministère des Affaires étrangères, qui leur transmettaient, par l'intermédiaire de l'ambassade des Etats-Unis, des renseignements parfois précieux. Cependant, les diplomates japonais et allemands furent assez tôt prévenus de l'existence de fuites, ce qui les rendit d'autant plus prudents lorsqu'ils s'adressaient aux représentants de Vichy. Surtout, Darlan et plus encore Laval avaient une conception très stricte de la confidentialité qui devait accompagner certaines négociations avec l'Axe, à laquelle s'ajoutait le souci de laisser le minimum de traces écrites.

La lecture des interceptions concernant la France est souvent fastidieuse et parfois décevante, car une bonne partie des messages interceptés avaient le caractère routinier qui marque le fonctionnement d'un réseau diplomatique, et même celui d'un grand réseau de renseignements. Ainsi les messages que déchiffraient les services britanniques avaient-ils parfois une coloration très anecdotique. Lorsque Vichy proposa en février 1942 d'envoyer Paul Morand, qui avait été en poste à Londres et qui était bien connu du Foreign Office, comme chargé d'affaires au Portugal, la réaction de la diplomatie portugaise fut immédiatement négative : « Le ministère a appris qu'il est l'auteur d'un livre paru en 1925 sous le titre *L'Europe galante*, dans lequel il y a un chapitre intitulé "Lorenzaccio" qui se passe à Lisbonne et prétend donner un aperçu des coutumes et de la vie politique. Il est d'une parfaite obscénité […]. Ce livre n'aurait jamais dû être publié[131]. » Les Britanniques purent aussi se gausser de scènes de vaudeville qui se déroulèrent dans certaines ambassades, dans lesquelles les femmes jouaient un rôle non négligeable.

Aux tergiversations, aux états d'âme exprimés par certains diplomates représentant l'Etat français, aux rivalités entre pétainistes et gaullistes vinrent rapidement s'ajouter les luttes entre gaulllistes de la première heure et gaullistes tardifs. Ce fut particulièrement le cas en Amérique du Sud. Le diplomate Henri Hoppenot avait été ainsi visé par différents comités gaullistes en Uruguay au moment de son ralliement à la France libre, considéré par certains comme tardif. Réaction immédiate et furieuse de René Massigli, patron des Affaires étrangères de la France libre : « La résolution de la conférence de Montevideo atteint le grotesque, quand celui-ci [*sic*] lance une exclusion contre M. Hoppenot prétendant priver le Comité des services d'un agent qui a brillamment rempli la difficile mission […][132]. » Un des collègues de Hoppenot au sein de la France libre, le consul général Emmanuel Lancial, qui avait été déchu de la nationalité française par Vichy, revint pourtant à la charge : « Je crois devoir vous signaler, à titre confidentiel, que j'ai eu la curiosité de rechercher si, dans les archives de la légation, il existait des preuves de cette activité reprochée à M. Hoppenot et antérieure à mon arrivée ici ; il résulte de cette très rapide enquête que la correspondance de M. Hoppenot confirme les faits allégués[133]. » Puis Lancial se retrouva lui-même sur la défensive car, bien qu'ayant rejoint Londres fin novembre 1941, il fut contraint d'expliquer dans quelles conditions il avait signé la formule du serment au maréchal Pétain, au moment où il était chargé de la légation de La Paz, le 18 septembre 1941 – et son plaidoyer ne manque pas de sel :

« Quelques jours avant mon départ de France qui s'effectua fin octobre, M. Billecq me mit en demeure de signer immédiatement dans son bureau la

formule du serment, ce que j'avais différé de faire jusque-là. La situation était très nette. Si je refusais, j'étais révoqué, voué peut-être à l'internement – ou au camp de concentration –, et je ne pourrais mettre à l'exécution le projet très arrêté que j'avais de rejoindre le général de Gaulle dès ma sortie de France, ne voulant à aucun prix représenter Vichy à l'étranger un seul jour. J'ai donc signé la formule qui m'était présentée, du reste en pleine tranquillité de conscience pour les deux motifs suivants :

« a) Le gouvernement de Vichy était pour moi un gouvernement illégitime qui ne pouvait par suite lier ma volonté.

« b) La formule même du serment ne me liait pas au sens strict du mot puisque, si "on jurait fidélité à la personne du chef de l'Etat", on s'engageait en même temps à "exercer sa charge pour le bien de l'Etat selon les lois de l'honneur et de la probité"[134]. »

Les rumeurs, parfois comiques, rapportées par les représentants des services de renseignement allemands furent également abondantes et faisaient sérieusement douter de leur compétence. En mai 1943, l'Abwehr signala qu'un certain Pierre Laval avait pris un vol de Lisbonne à Londres le 17 mai et se posa gravement la question de savoir s'il pouvait s'agir du chef du gouvernement de Vichy[135]. En août 1943, un autre renseignement, encore plus fantaisiste, intrigua les Britanniques : « On dit que Laval a fait l'acquisition d'un château non loin de Lisbonne, peut-être le château de Pena, grâce à sa belle-fille [*sic*], la comtesse de Chambrun. Veuillez clarifier immédiatement[136]. » Le fabuleux palacio de Pena à Sintra avait été construit en 1840 pour la reine Maria II et, pour l'Auvergnat de Châteldon, c'eût été un couronnement social. Sous l'intitulé : *Pas à vendre. Une déception pour Laval ?* la réponse du représentant de l'Abwehr à Lisbonne : « De Lisbonne à Paris. Le château de Pena appartient à l'Etat et n'est pas à vendre[137] » mit sobrement un terme à ce prétendu scoop.

Tout cela semblait bien dérisoire et augmentait inutilement le travail des services d'interception, mais il était presque impossible d'identifier à l'avance les télégrammes véritablement intéressants. En ce qui concernait Vichy, l'essentiel était de tenter de connaître l'état des relations avec l'Axe mais aussi les dispositions d'esprit des dirigeants. Sur Pierre Laval, leur adversaire le plus redouté, les Britanniques furent très tôt informés de ses sentiments réels à leur égard. Dès juillet 1940, une impression furtive de l'ambassadeur de Turquie en France avait été transmise à Ankara via le poste turc de Londres : « Le 29 juillet, j'ai effectué une visite de courtoisie auprès de M. Laval. […] Je lui ai demandé ses vues sur la guerre. Il dit que les Allemands sont très puissants, et m'a donné l'impression qu'il désirait la défaite de la Grande-Bretagne[138]. » Deux ans plus

tard, le 22 juin 1942, celui que les Britanniques avaient rapidement surnommé « Black Peter », redevenu chef du gouvernement en avril, prononça le discours qui contribua à sceller son destin et qui comportait la phrase fatidique et célèbre : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne, car sans elle le bolchevisme triomphera partout. » Pour sa défense, Pierre Laval donna un certain nombre d'explications à cet engagement public, notamment lors du procès du maréchal Pétain où cette phrase fut longuement abordée, la cour cherchant en l'occurrence à savoir si elle avait été approuvée par le Maréchal. Laval expliqua que ses propos étaient assez largement improvisés, car, débordé d'activités et d'obligations, il avait rédigé la phrase le jour même où la déclaration radiodiffusée était programmée, sans laisser passer, contrairement à ses habitudes, vingt-quatre ou quarante-huit heures de réflexion, puis, ayant montré son texte à Pétain, il supprima sur les instances de ce dernier l'expression « je crois » (à la victoire de l'Allemagne) pour la remplacer par « je souhaite », ce qui donna lieu à un laborieux échange sémantique avec la cour[139].

Cette improvisation est avérée parce qu'elle avait pris tout le monde par surprise, y compris les Allemands. Fred Kupferman a repris en partie la thèse de l'improvisation, en reproduisant, sans le critiquer, le récit de Laval. Dans la biographie la plus récente de ce dernier, cette thèse a toutefois été contredite par Jean-Paul Cointet qui démontre que Laval avait testé cette phrase sur de nombreux visiteurs et qu'elle avait notamment déjà été prononcée quinze jours auparavant devant une assemblée de légionnaires. « Elle était donc prête depuis au moins le 11 juin, peut-être même avant », écrit Cointet[140]. De façon quelque peu contradictoire, et en affaiblissant le thème de l'absence de préméditation, Laval avait ajouté un axe de défense dont la substance était que la phrase était une sorte de concession purement orale, qu'elle ne prêtait pas à conséquence et permettait de mieux négocier avec Sauckel, notamment sur la question de l'envoi de travailleurs en Allemagne. La consultation des interceptions radio nous permet d'apporter un élément nouveau. Le 20 mai 1942, dans sa sélection quotidienne à destination de Winston Churchill, le chef du MI6, Stewart Menzies, avait inclus une interception d'un télégramme du ministre du Mexique à Vichy, le général Francisco Aguilar, daté du 14 mai, qui avait rendu visite à Laval pour lui parler de la question des réfugiés espagnols républicains. Le Mexique effectuait en effet constamment des démarches en faveur de ces derniers, et les relations du pays avec Vichy étaient tendues en raison du traitement dont ils étaient victimes. Aussi n'était-ce pas à un interlocuteur indulgent que Laval s'adressa, ce qui ne l'empêcha pas d'exposer avec une certaine franchise sa position :

« Vous connaissez notre position à l'égard de l'Allemagne. Je n'ai pas encore étudié la question des réfugiés, mais je vais le faire. *Je crois fermement en la victoire de l'Allemagne et du Japon, et, de plus, je la souhaite*. Si je suis dans la position présente, c'est pour m'assurer que mon pays poursuivra une politique dictée par cette conviction, une politique que je considère être la meilleure pour mon pays, car, bien que je sois socialiste et anti-clérical, je pense que les régimes parlementaires et les démocraties sont dominés par des tendances bolcheviques, qui sont fallacieuses et constituent le danger le plus grand pour l'Europe. »

Churchill entoura vigoureusement à l'encre rouge les termes « crois fermement » et « souhaite[141] ». Un mois avant le 22 juin donc, Laval avait employé exactement les termes de son projet de discours. Le diplomate mexicain constatait d'ailleurs le 7 août que le gouvernement Laval était « de plus en plus dominé par l'Axe et que la campagne contre les juifs se poursuivait dans des conditions si inhumaines que même une partie de la population française, qui jusque-là n'avait aucune sympathie à leur égard, commençait à prendre une position morale en leur faveur[142]. »

Les échos venant de l'étranger, transmis à Vichy par ses représentants, montrèrent qu'il était urgent de réagir face à l'émoi provoqué par les premières rafles de Juifs en France, et les services britanniques interceptèrent un télégramme circulaire de Pierre Laval, adressé le 30 septembre 1942 à tous les postes diplomatiques de Vichy. Nous le citons tel qu'il fut déchiffré, c'est-à-dire avec un certain nombre de passages et de mots manquants :

« Les mesures que le souci de nos propres […] nous contraint à prendre vis-à-vis des juifs sont l'occasion de commentaires tendancieux et fables […] que nous ne saurions laisser sans […]. En vous éclairant sur les raisons et les portées de ces dispositions, les données sous les numéros suivants vous permettront de [?contrarier] les attaques d'une cabale décidée à ne pas […] devant aucun avertissement pour […] nos intentions et nos actions. La campagne de 1940 a fait refluer dans ceux de nos territoires qui ont été […] par l'invasion la plupart des israélites établis non seulement dans la zone occupée mais aussi aux Pays-Bas, en Belgique et Luxembourg. Cet apport a bouleversé de fond en comble l'équilibre démographique d'une région qui, comptant déjà nombre de juifs venus d'Europe centrale depuis 19--, a vu-- sa population de souche hébraïque atteindre un pourcentage excessif. Au sein de cette masse hétéroclite, les apatrides forment un élément manifestement dangereux. Déprimés par les tribulations qu'ils ont subies depuis qu'ils ont déserté leurs foyers, ces déracinés, qu'ils soient groupés en noyaux compacts ou bien qu'ils soient épars dans le pays, restent en marge de l'économie saine [? et ne] vivent que de ---.

Accessibles aux --- d'une propagande ---, ce sont autant de fauteurs de démoralisation et de --- voire de trouble. Les pouvoirs publics manquaient à leurs tâches parce qu'ils se montraient indifférents à la menace aussi redoutable pour l'ordre. ---- sont ainsi arrivés à la conviction que le seul moyen de [? surmonter] le péril était le rapatriement de ces individus dans l'est de l'Europe, leurs pays d'origine. Le mouvement a commencé. Il a lieu par famille [erreur de transmission] les enfants mineurs avec les parents à moins que ceux-ci ne préfèrent partir seuls. Etrangers à toute arrière-pensée [?doctrinale] et s'inspirant exclusivement d'un souci de [erreur de transmission] national ils ne tendent qu'à libérer notre sol de la présence d'entrants qui se sont [?introduits] en trop grand nombre chez nous au cours des dernières années. L'opération n'a donc à aucun titre le caractère d'une ---- […]. La question ne relève de plus que de notre souveraineté. Nous ne saurions --- d'--- dans ce [? domaine]. Aussi bien les tentatives d'ingérence de ce genre viennent-elles de pays qui ne leur [erreur de transmission] ni les sermons ni les critiques mais, bornant à ces ---- leurs concours, continuent à fermer leur porte à l'entrée israélite[143]. »

Les services d'interception purent également constater que cette politique antijuive provoqua certaines réactions et que le télégramme de Laval n'avait pas dissipé le trouble qui commençait à poindre chez certains diplomates ; elle fut très loin cependant de provoquer un exode massif vers le camp opposé à Vichy. Henri Hoppenot fut un des rares fonctionnaires à démissionner en octobre 1942 en raison de la politique de Vichy à l'égard des Juifs, mais son télégramme au Maréchal était couché dans des termes feutrés qui laissèrent un tant soit peu perplexes les analystes britanniques : « La livraison des réfugiés israélites aux autorités nazies, la conscription obligatoire des ouvriers français au service de l'Allemagne, sont autant de mesures que *la loi du vainqueur peut nous imposer de subir mais que l'honneur et la dignité de la France devraient nous retenir de glorifier*. Elles avaient provoqué à l'étranger, et parmi les Français les plus respectueux de votre personne, une émotion profonde[144]... »

Qu'il s'agisse ou non d'un double jeu, les responsables de la politique étrangère de Vichy jouaient, ou tentaient de jouer, un *Kriegspiel* subtil. Darlan le Gascon prétendait ruser avec les Allemands – « je les couillonne » –, tandis que son successeur Laval opta pour une plus grande franchise dans ses rapports avec l'Axe. Dans la forme, tout opposait les deux hommes, mis à part un manque certain de distinction – physique et verbale – allant parfois jusqu'à la vulgarité. Darlan avait le parler sec et rugueux du marin ; sans être onctueux, Laval était beaucoup plus diplomate. Tous deux avaient une grande confiance dans leur sens de la manœuvre : la « finesse », la rouerie, voire la duplicité françaises devaient être les armes principales de Vichy face au prétendu manque de subtilité des

Allemands. Avec tout de même une constante : la finasserie a pour seul but la préservation des intérêts majeurs du pays. « Manœuvres sur des termes mineurs », expliquait Darlan à Leahy. Certes, Darlan et Laval n'étaient pas des diplomates de carrière, mais l'amiral avait une expérience solide des contacts internationaux, et Laval avait été ministre des Affaires étrangères, d'octobre 1934 à janvier 1936, puis jusqu'à son remplacement le 13 décembre. Les deux hommes, appuyés par de bons professionnels, étaient parfaitement au fait des techniques diplomatiques. Ils connaissaient aussi toute l'importance des paroles et leur fréquente supériorité sur ce qui était écrit. Ces paroles, prononcées en principe en toute confiance, parfois en tête à tête avec tel ou tel ambassadeur, étaient le moyen de s'affranchir du poids de l'entourage et du formalisme diplomatique, et elles constituaient même l'exercice ultime du pouvoir. Le double jeu pouvait d'autant mieux se déployer qu'il laissait peu de traces écrites, et l'absence de notes ou de comptes rendus garantissait une certaine confidentialité. Darlan et Laval savaient cependant que leurs propos tenus devant les représentants de l'Axe seraient mémorisés, transmis à Berlin ou à Tokyo, analysés par les hommes de la Wilhelmstrasse ou du Gaimusho. Ce qu'ils proposaient n'avait rien d'anodin et était minutieusement élaboré.

Quant au maréchal Pétain, « il faisait la planche. Il flottait. Il finassait », écrivit son chef de cabinet, du Moulin de Labarthète[145]. Des mises en scène soigneuses accompagnaient ses moindres apparitions en public. Tout comme celles d'un monarque, les moindres paroles de Pétain étaient analysées avec soin, et ses gestes étaient scrutés par des diplomates attentifs. Tous cherchaient à connaître les sentiments profonds du chef de l'Etat, en particulier ceux qui espéraient que la France se réveillerait un jour. Le vainqueur de Verdun aimait exhiber sa sagesse stratégique, mais la plupart des diplomates étrangers attendaient surtout de lui quelque indice de révolte, un signe de résistance. Cette gestuelle ne dépassait guère l'anecdote, elle servait peut-être à tenter de façonner un mythe, mais elle n'était pas le reflet d'une vraie politique. Elle était ainsi quelque peu surinterprétée par les diplomates étrangers qui conservaient un grand respect pour le Maréchal dont le charisme était intact. Alors que les discours officiels étaient ceux du défaitisme et du renoncement abject, actes de contrition d'une nation vaincue, Bletchley Park interceptait de temps à autre de courtes velléités de résistance qui pouvaient alimenter l'espoir d'un double jeu, pas encore dans les actes, peut-être dans les têtes. Dans un message déchiffré le 12 janvier 1941, Metaxas, ministre de Grèce à Vichy, rapportait ainsi les félicitations que lui adressa le Maréchal au sujet des récents combats victorieux qui avaient permis aux Grecs de repousser les troupes de Mussolini jusqu'en Albanie : « Pétain m'a parlé de notre pays avec enthousiasme et m'a

chaleureusement félicité au sujet de nos succès militaires, ajoutant que les Grecs modernes étaient les valeureux héritiers des Grecs d'antan[146]. »

Début 1942, autre scène, rapportée cette fois par l'ambassadeur turc, l'expérimenté Behic Erkin, dans un télégramme dont un certain nombre de termes n'avaient pu être décryptés mais dont on peut deviner le contenu, et qui montre à quel point les diplomates étaient attentifs au moindre geste du Maréchal. Lors de la présentation des vœux du corps diplomatique à Vichy, l'amiral Leahy, par une de ces ironies que réserve le protocole, se trouva placé à côté de l'ambassadeur du Japon, Kato Sotomatsu, avec lequel il entretenait d'ailleurs des relations personnelles très cordiales (un homme « charmant et hautement civilisé », selon l'amiral Leahy[147]), mais qui était désormais le représentant d'un pays ennemi. Le service du protocole de Vichy, très embarrassé par cette situation insolite due au fait que les représentants étrangers étaient traditionnellement placés en rang d'ancienneté, avait envisagé différentes solutions qui amenaient le maréchal Pétain à effectuer un parcours compliqué, et, après bien des hésitations, ils avaient finalement renoncé à modifier le plan initial. Erkin, qui était debout à côté de Leahy, télégraphia aussitôt à Ankara que le Maréchal avait, d'une voix nette, invité l'ambassadeur américain à venir le voir très rapidement[148]. Trois semaines après Pearl Harbor, cette invitation lancée devant l'ambassadeur du Japon était, selon le diplomate turc, un signe important quant aux rapports entre Vichy et les Etats-Unis. La réalité des relations entre Vichy et l'Axe, telle qu'elle se dessinait dans les télégrammes interceptés, était pourtant tout autre.

Après Pearl Harbor, il était de toute première urgence pour les Alliés de connaître avec précision la politique de Vichy, et dans un premier temps de savoir quelle serait son attitude immédiate vis-à-vis des Etats-Unis. Les historiens ont longuement débattu sur la réalité ou non d'une prise de position de l'Etat français en faveur de l'entrée en guerre aux côtés des Allemands au début de 1942, notamment à l'occasion d'une réunion de cabinet qui eut lieu le 11 janvier. Cette négociation, qui a fait couler beaucoup d'encre, fut menée par Benoist-Méchin et Abetz, qui n'eurent cependant jamais l'approbation de leurs supérieurs. Paxton écrit d'ailleurs, mais de façon assez peu claire que : « Le vrai problème (…) est de savoir si la France doit rompre les relations avec les Etats-Unis, ce qu'elle ne fait pas[149]. » Il ajoute que Darlan était fermement opposé à toute rupture ; Pétain l'était sûrement encore plus. La citation de l'historien américain laisse cependant quelque peu perplexe : elle pourrait faire croire que Vichy disposait d'une certaine latitude en matière diplomatique et que la décision de ne pas rompre avec les Etats-Unis avait été prise en toute souveraineté. Quant à Duroselle, il note simplement que Pearl Harbor et la

déclaration de guerre que Hitler adressa aux Etats-Unis n'aboutirent à aucune rupture immédiate (avec Vichy[150]) – ce qui laisse le lecteur un peu sur sa faim.

En fait, l'étude des interceptions des messages allemands réalisées par les services de renseignements britanniques nous permet d'apporter ici un éclairage totalement inédit : les dirigeants de Vichy auraient été au contraire tout prêts à obtempérer sans résistance et sans contrepartie si les Allemands avaient simplement demandé la rupture des relations. En effet, le 11 décembre 1941, à 17 h 22 GMT, un fonctionnaire allemand adressa de Vichy le message suivant au quartier général du RSHA, à Berlin :

« De Chalvron[151], chef adjoint du cabinet de Pétain, et représentant du ministère des Affaires étrangères au cabinet du Maréchal, m'a dit que, *si l'Allemagne le souhaitait, le gouvernement français romprait ses relations diplomatiques* avec les Etats-Unis au moment du déclenchement de la guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Les Français ne rompraient pas les relations si un tel souhait ne leur était pas communiqué. Veuillez passer immédiatement cette information à l'*Auswaertiges Amt*. [les Affaires étrangères][152]. »

Or, c'est cet après-midi même, vers 16 heures, que Hitler avait prononcé le discours devant le Reichstag dans lequel il déclarait la guerre à l'Amérique. A l'heure où ce télégramme était envoyé à Berlin, l'amiral Leahy, très inquiet de voir les Allemands presser Vichy de rompre avec les Etats-Unis, était reçu par Pétain et Darlan. D'après le compte rendu de cet entretien qu'il adressa au State Department, Pétain puis Darlan insistèrent sur le fait que la France désirait demeurer neutre et éviter toute rupture des relations, mais qu'ils seraient toutefois « *impuissants à résister à un ultimatum allemand*[153] ». Dans ses mémoires, Leahy ne fait aucune allusion à la communication transmise aux Allemands par Bernard de Chalvron, malgré ses liens personnels avec ce dernier. L'interception avait d'ailleurs été réalisée par les Britanniques et était classée dans la catégorie *Isosicle* qui n'était pas incluse dans les accords d'échange avec les Américains. En transmettant le message de Vichy, le fonctionnaire allemand avait réalisé un « scoop », puisque ce n'est que le lendemain 12 décembre qu'Otto Abetz, de Paris, adressa à Berlin un télégramme qui disait à peu près la même chose, mais dont le contenu ne fut pas intercepté par les Britanniques[154].

L'empressement de Vichy montrait une nouvelle fois une volonté de tenter d'anticiper ou même devancer ce qui paraissait inévitable. Il ne semble pas que les dirigeants de Vichy aient envisagé de demander une quelconque contrepartie en échange de cette rupture des relations diplomatiques. D'après une interception d'un autre message du fonctionnaire allemand cité plus haut, ce dernier était d'ailleurs persuadé que cette rupture avait bien eu lieu, puisqu'il annonça que Leahy devait être reçu par Pétain et Darlan pour donner son congé,

puis ajouta, le lendemain 12 décembre : « Je vous rappelle mon message radio d'hier indiquant que la rupture des relations diplomatiques a été effective seulement à la demande de l'Allemagne[155]. » L'incertitude quant à la position allemande dura en fait encore plusieurs jours.

La différence entre le discours de Vichy face aux Allemands et celui tenu par Darlan et Pétain en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis est significative. Dans le premier cas, Vichy s'adressait à l'Allemagne en disant que les relations seraient rompues si le Reich en exprimait seulement le *souhait* ; face à l'ambassadeur des Etats-Unis, Pétain et Darlan évoquaient le risque d'un *ultimatum* auquel il serait impossible de résister. Or l'idée même d'un ultimatum implique une certaine résistance préalable de la part de la partie à laquelle il s'adresse. Il y a là une sorte de contradiction constante dans la diplomatie de Vichy et dans la manière de présenter les pressions exercées par l'Axe. Il était important d'affirmer la souveraineté et l'indépendance de Vichy, et en même temps très commode de prétendre qu'il était impossible de résister aux ultimatums.

Quelle fut d'ailleurs la réponse de Berlin aux interrogations de Vichy ? Hitler ne souhaitait pas que Vichy entrât en guerre aux côtés de l'Axe car il ne voulait pas d'une alliance qui aurait impliqué le réarmement de la France. En revanche, il paraît très surprenant qu'il n'ait pas exigé simplement la rupture diplomatique avec les Etats-Unis, puisque Vichy semblait tout prêt à prendre une telle mesure, sans demander la moindre concession de la part des Allemands. En effet, à la surprise générale – la radio de Vichy avait même annoncé le départ de Leahy –, les Allemands ne demandèrent rien, pas même le départ de ce dernier. Par son empressement à satisfaire avec la plus grande célérité les désirs des Allemands, l'Etat français s'était une fois de plus déshonoré aux yeux des Britanniques. En n'obtenant pas la moindre réponse de la part du Reich, Vichy avait ajouté le ridicule au déshonneur.

Le message du 11 décembre fut déchiffré et mis en circulation le surlendemain, 13 décembre. Le fonctionnaire allemand avait signé « Ule », mais les services secrets britanniques savaient qu'il s'agissait là d'un nom de code, et que l'auteur du télégramme était un certain Hans Reiche. Depuis plus de six mois, plusieurs centaines de télégrammes signés Ule avaient ainsi été interceptés par Bletchley Park. Ces messages, concernant de nombreux aspects de la vie politique à Vichy, constituaient une mine d'informations pour le renseignement britannique. Mais qui était ce personnage auquel une communication aussi importante avait été transmise en personne par le chef adjoint du cabinet de Pétain ? Déclassifié en 2005, le dossier KV3/114 du MI5 nous en révèle pour la première fois l'importance.

Fin octobre 1940, le jeune Untersturmführer Hans Reiche s'était installé dans la capitale de l'Etat français. Ayant comme couverture officielle celle de correspondant de presse, Reiche, parfois appelé *Doktor* Reiche, était aux yeux de la plupart de ses interlocuteurs à Vichy un représentant officieux d'Otto Abetz et dépendait de la Wilhelmstrasse. Il recevait d'ailleurs des autorités de Vichy la communication d'informations officielles, dont celle que nous venons de citer fut une des plus notables. Reiche était en réalité un agent de renseignements et dépendait de l'Amt VI du RSHA – dont le patron était Heydrich, lui-même sous les ordres de Himmler –, direction chargée du renseignement et de l'espionnage politique à l'extérieur de l'Allemagne, et plus précisément de l'Abteilung B, Referat B1 (la lettre B indiquant la zone géographique concernée, l'Europe de l'Ouest, le chiffre 1 étant la France). L'Amt VI avait été dirigée sans grand succès par Heinz Jost jusqu'au 22 juin 1941, date à laquelle il fut remplacé par le très dynamique Walter Schellenberg. L'Amt VI était également représentée à Paris par Roland Nossek, un jeune membre du SD plein d'entregent qui se trouvait théoriquement sous les ordres de Helmut Knochen, patron du SD en France. Signe de l'importance qui lui était accordée, Reiche ne dépendait cependant pas de l'antenne parisienne et communiquait directement avec Berlin. Certes, Vichy fourmillait d'agents allemands, mais Reiche fut un espion peu ordinaire, à tel point que le contre-espionnage britannique estimait en 1945 qu'il avait été le plus efficace officier de renseignements allemand en France, du moins durant les années 1941-1942, car, aviateur de formation, il fut, pour des raisons peu claires, muté sur le front russe en 1943, et il disparut au combat. Très rapidement, il mit en place dans les milieux politiques vichyssois un réseau de relations impressionnant pour un fonctionnaire de rang relativement modeste, en s'appuyant sur des informateurs réguliers au cœur même de la hiérarchie administrative de Vichy, dont certains étaient stipendiés. En tant que représentant de Himmler, il tenta également d'élaborer une véritable diplomatie parallèle, en concurrence avec celle de la Wilhelmstrasse.

Si les télégrammes échangés par les diplomates allemands en France n'étaient pas interceptés par les services alliés, il n'en fut pas de même de ceux du RSHA qui, transmis par radio, ne faisaient pas appel à *Enigma*. Les messages transmis par Reiche formèrent par conséquent un ensemble particulièrement précieux, à la fois par les informations qui lui étaient communiquées de façon quasi officielle et par les renseignements qu'il obtenait grâce à ses contacts personnels et à son réseau. Il semble qu'il ait pu mettre en œuvre une liaison radio avec Berlin dès la fin 1940. Ses télégrammes ne constituaient qu'une partie des renseignements qu'il transmettait à ses supérieurs puisque, pour des raisons techniques, ils étaient relativement courts et que Walter Schellenberg avait donné

pour instruction que seuls les renseignements urgents fussent transmis par radio. Reiche, en dépit de son jeune âge et d'un certain manque d'expérience, était extrêmement bien introduit à Vichy, d'autant qu'il était logé à l'Hôtel Majestic et fréquentait assidûment l'Hôtel du Parc où il disposait d'un bureau.

Nous n'avons trouvé aucune référence à son sujet dans les ouvrages consacrés à Vichy, sauf chez du Moulin, où il est question de la visite de la Foire de Lyon – qui eut lieu fin septembre 1941 –, en compagnie des diplomates de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Schleier et Hoffman, d'un certain Dr Ude qui est peut-être Ule[156]. Si cette hypothèse est exacte, elle paraît indiquer que du Moulin était bien informé du fait que Reiche, qu'il voyait régulièrement, communiquait avec Berlin sous un nom de code. Reiche avait notamment accompagné le conseiller Rudolf Rahn à la Foire. Ce dernier avait joué un rôle important au moment de l'affaire de Syrie et fut reçu par Darlan à un dîner auquel assistait également le général Dentz, ancien haut-commissaire de Vichy en Syrie. Reiche nota que Hitler avait chargé Rahn d'indiquer à Dentz combien avait été appréciée la façon dont il avait commandé les troupes françaises en Syrie face aux forces du Commonwealth et de la France libre. « Cette approbation ne devait pas être rendue publique, afin que Dentz ne soit pas mis dans l'embarras », précisa Reiche qui ajouta que, dès le lendemain du dîner, la radio suisse, grâce à une fuite, annonça pourtant le message de félicitations, au grand embarras des autorités françaises de Vichy[157].

Reiche utilisa des hommes de confiance haut placés, notamment un certain « Daniel », que nous n'avons pas identifié avec certitude. Ce dernier était sans aucun doute de nationalité française, parlant allemand, et cependant on peut lire qu'il était régulièrement reçu en privé par Darlan et Laval – plusieurs indices nous font penser qu'il s'agissait peut-être de Fernand de Brinon lui-même. D'autres individus, qui bénéficièrent de paiements réguliers, apparaissent dans les interceptions, comme un certain Paul Reynard. Reiche travaillait également avec l'homme d'affaires suisse Musy, qui connaissait bien Laval[158]. Le réseau qu'il avait mis en place comprenait également un certain nombre de *V-Mann* (sortes d'honorables correspondants) qui ne furent pas nommés dans les messages radio. L'un d'eux était décrit comme faisant partie de l'entourage direct de Pétain. Il était également question dans les messages de Reiche d'un fonctionnaire de haut rang du ministère des Affaires étrangères, peut-être Louis de Robien, directeur du personnel, car Reiche indiqua à ses supérieurs à Berlin que le diplomate français était « entièrement de leur bord[159] ». Reiche fut par exemple en mesure d'informer Berlin le 10 août 1941 du contenu d'une note adressée au gouvernement des USA en réponse à une déclaration de Sumner Welles.

Il fut l'hôte de Pierre-Etienne Flandin dans sa maison de vacances sur la Côte d'Azur, fréquenta assidûment Pierre Pucheu lorsque celui-ci devint ministre de l'Intérieur, ainsi que le commandant Tracou, chef de cabinet de Darlan en 1941, et surtout Charles Rochat, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et proche de Pierre Laval. C'est cependant avec ce dernier que les relations furent les plus étroites. Au cours de sa « traversée du désert » qui suivit le 13 décembre 1940, Laval invita à plusieurs reprises le jeune officier de renseignements allemand dans sa maison de Châteldon : par exemple, fin juin 1941. Le 12 décembre de la même année, l'homme de Himmler dînait avec Laval à Vichy en compagnie de deux autres diplomates allemands, le docteur Sonnenhol et Schlottman. Au cours du repas, Laval déclara qu'il ne reviendrait au pouvoir que si l'Allemagne acceptait de faire des concessions très importantes, et il conclut : « Les Allemands ne sont pas prêts à cela, donc mon retour est hors de question, pour des raisons à la fois de politique intérieure et extérieure[160]. » Il semble qu'une réelle proximité existait entre le jeune officier de renseignements et l'homme politique, d'autant que l'échange d'informations n'était pas à sens unique ; en plusieurs occasions, c'est par Reiche que Laval, pourtant en général particulièrement bien informé, put être averti de l'attitude de Pétain et de Darlan à son égard. On sait qu'après le départ de Laval, le 13 décembre, la position d'Abetz, avec lequel « Black Peter » entretenait des relations étroites, avait été très fragilisée. Si l'on en croit l'ensemble des télégrammes qu'il adressa à Berlin, Reiche fut particulièrement présent et actif lors des psychodrames qui accompagnèrent le retour de Laval au pouvoir en avril 1942. Début avril, il vit ce dernier pour l'informer de l'évolution de la situation à Vichy. « Mercredi, Pétain était opposé au retour de Laval comme chef du gouvernement. Darlan avait menacé de démissionner si une telle solution était mise en œuvre[161]. » Le lundi 13 avril 1942, Reiche fut reçu par Laval pendant deux heures, entre 11 heures du soir et 1 heure du matin, en compagnie de *Daniel*. Le 16 novembre 1942, après l'invasion de la zone libre Laval l'informa en détail des conversations qu'il venait d'avoir avec Hitler à Berlin, en présence de Goering, Ribbentrop et Ciano. Les services britanniques purent ainsi apprendre que ces discussions n'avaient abouti à aucun accord politique concret[162]. Le 27 novembre, Reiche était encore aux côtés de Laval à Vichy lorsque ce dernier prit connaissance du bilan du sabordage de la flotte par un coup de téléphone du préfet maritime de Toulon, l'amiral Marquis[163].

Reiche est cité une fois par le commandant Paillole dans son ouvrage *Services spéciaux,* qui l'identifie correctement comme un membre du RSHA, et qui note qu'il communiquait directement par radio avec Heydrich, mais il n'apparaît pas clairement si le service de renseignements de Vichy était parvenu

à « loger » le docteur Reiche dès 1942, car l'organigramme des services du RSHA en France, tel qu'il est reproduit dans le livre de Paillole, est fondé sur les interrogatoires d'agents capturés en 1944. Ses interlocuteurs à Vichy savaient-ils qu'à travers Reiche ils s'adressaient non pas à Abetz ou Ribbentrop, mais à Himmler ? Le diplomate Pierre de Leusse, conseiller diplomatique du général Weygand, qui dîna avec Reiche en tête à tête à plusieurs reprises durant l'année 1941, voyait en lui le représentant d'Abetz ; il le jugeait peu influent, mais « extrêmement bien renseigné ». Il ne semblait pas se douter un instant que Reiche ne dépendait pas de la Wilhelmstrasse mais du RSHA[164].

Dans son ouvrage consacré à Fernand de Brinon, Gilbert Joseph affirme que les plus hautes autorités de Vichy furent très lentes à comprendre toute l'importance du RSHA et de Himmler au sein du pouvoir nazi, et que ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre de 1942 qu'ils tentèrent d'établir des contacts directs avec la direction SS, sans passer par l'ambassade d'Allemagne. Laval aurait notamment utilisé à cette occasion un intermédiaire aux activités particulièrement louches, le millionnaire russe Michel Szkolnikoff[165]. Les dossiers d'interception des Archives britanniques démontrent de façon absolument claire que, bien au contraire, Laval, et sans doute Pétain lui-même, furent très tôt parfaitement conscients du rôle que jouait Himmler, et que les contacts parallèles avait été établis dès le début de 1941. En ce qui concerne Pierre Laval, le MI5 concluait ainsi sans hésitation : « Les relations de Laval avec le SD remontent à décembre 1940. Il n'est guère douteux que Laval sait que Reiche est une voie de communication avec Himmler et l'utilise comme tel[166]. » Lors des procès de la Libération, aucun des accusés n'eut intérêt à évoquer cette relation presque intime avec le jeune représentant de Himmler, qui aurait été des plus compromettantes, bien plus compromettante en tout cas que des contacts avec l'ambassade d'Allemagne et la Wilhelmstrasse. Aussi Reiche ne fut-il cité à aucun moment.

La nécessaire brièveté des transmissions radio était cependant frustrante pour les services de renseignements britanniques. Lorsqu'il vit Laval début novembre 1941, en compagnie de Musy, Reiche indiqua seulement que la conversation avait porté sur des questions générales concernant le nouvel ordre européen et la politique franco-allemande de collaboration. Sa principale mission était de tenir le RSHA informé de la politique de Vichy, mais il lui arriva souvent de renseigner ses supérieurs sur les activités de l'ambassade allemande elle-même, ou sur les conversations entre les autorités françaises et allemandes. S'il fut ainsi informé de façon officielle par Bernard de Chalvron et le commandant Tracou du contenu de la rencontre Pétain-Goering, le 1er décembre 1941, à Saint-Florentin-Vergigny dans l'Yonne, il fut en mesure d'obtenir, grâce à *Daniel*

un aperçu, cette fois confidentiel, de ce qui s'était dit entre les deux hommes. Le SD put constater, sans doute avec quelque amusement, que Goering avait été fort contrarié de devoir conduire cette conversation diplomatique – pour laquelle il était très mal préparé – en l'absence de l'ambassadeur Abetz. L'indication que l'absence de ce dernier était due à des instructions de Ribbentrop donnait ainsi aux services de renseignements britanniques une idée des rivalités entre les différentes administrations s'occupant des relations internationales.

Reiche avait appris avec dépit par Rudolf Rahn le projet d'installation d'un consulat général à Vichy, qui devait être confié à Roland Krug von Nidda, et il terminait son télégramme en affirmant que ceci aurait une influence considérable sur sa position. L'installation d'un consulat allemand à Vichy en octobre 1941 fut en effet vécue par le SD, et par Reiche en particulier, comme une défaite cuisante. Ce dernier devait faire face simultanément à deux adversaires : les diplomates allemands qui voyaient d'un très mauvais œil le développement de son activité à Vichy, l'armée d'autre part, et en particulier l'Abwehr, qui était en rivalité constante avec le RSHA. Déjà, au cours du mois d'août, une rumeur malintentionnée émanant probablement de l'Abwehr avait laissé entendre que « l'homme de Himmler » devait être transféré sur le front de l'Est, car on y avait besoin d'aviateurs. Reiche en fit part à Berlin, en concluant à un affaiblissement des positions du RSHA en France. Fin septembre, il put informer ses supérieurs qu'une note de police avait été adressée à Pétain selon laquelle il serait remplacé par un agent représentant le général Stülpnagel, commandant en chef de la Wehrmacht en France. En fait, il soupçonnait l'Abwehr de vouloir une nouvelle fois l'écarter – en accord, pour une fois, avec l'ambassade allemande à Paris –, ou du moins d'œuvrer pour que lui soit donné un poste subalterne au sein du consulat, dans l'optique de l'empêcher de poursuivre son travail de renseignement politique. Le 3 octobre, Reiche insista ; son poste au consulat était utile comme couverture mais l'autonomie de la mission qu'il effectuait pour la direction N° VI du RSHA devait être clairement établie et réaffirmée[167]. En fait, l'arrivée de Roland Krug von Nidda ne va pas dans un premier temps affaiblir la position de Reiche, mais, d'après la fréquence de ses messages et la qualité de ses interlocuteurs au sein du pouvoir de Vichy, au contraire la renforcer au cours de 1942.

Avec le départ de Reiche pour le front de l'Est au début de 1943, le MI5 perdit une source précieuse de renseignements, non seulement concernant la situation politique à Vichy, mais également les relations de l'Etat français avec l'Axe. Il est vrai qu'avec l'invasion de la zone libre tout ce qui pouvait venir de Vichy n'avait plus guère d'importance. Durant ses deux années de mission en zone libre, le jeune représentant de l'Amt VI du RSHA avait accompli un travail

considérable dont il avait involontairement partagé les fruits avec les services secrets britanniques. 1942 fut de ce point de vue une année particulièrement fructueuse, car l'entrée en guerre du Japon provoqua un développement des relations entre Vichy et l'Empire du Soleil levant qui inquiéta sérieusement les Alliés et qui rendit d'autant plus précieuse la pénétration des chiffres japonais.

Nouvelle-Calédonie

Avec *Barbarossa*, le conflit avait semblé prendre une dimension essentiellement terrestre, dans laquelle le régime de Vichy avait peu d'arguments à faire valoir, mais en attaquant Pearl Harbor le Japon avait démontré avec éclat son statut de grande puissance maritime. Ce n'était plus une nouvelle guerre civile européenne. Le conflit devenait véritablement mondial et, surtout, naval. Les positions coloniales de la France lui donnaient une carte à jouer, que ce soit en Indochine ou à Madagascar. Dans une guerre dont beaucoup pensaient qu'elle serait de longue durée, une grande flotte et un empire constituaient des atouts importants, voire essentiels, aux yeux d'hommes comme Roosevelt et Churchill, qui avaient tous deux exercé les plus hautes responsabilités navales dans leurs pays respectifs. Vichy pouvait rêver de nouveau, d'autant que certains, comme Darlan, étaient convaincus que l'Amérique avait besoin d'un an au minimum avant de devenir une force militaire vraiment significative. Entre-temps, la France de la zone libre n'était plus ridicule. Pour la diplomatie de Vichy, l'avenir du régime ne se jouait plus seulement à Wiesbaden ou rue de Lille[168]. L'entrée en guerre du Japon apportait ainsi un nouvel élément dans les rapports de Vichy avec l'Axe, une sorte de respiration, une brise nouvelle ; même si les relations en Indochine avec le nouveau belligérant n'avaient pas été faciles jusque-là, le jeu paraissait désormais plus ouvert.

La progression vers le sud avait été en effet fulgurante. L'Axe se retrouva ainsi, au début de 1942, et malgré l'échec de l'Allemagne devant Moscou, dans une position très favorable, et une initiative stratégique commune aurait sans aucun doute eu un impact majeur sur l'évolution du conflit. Ils laissèrent passer l'occasion. Les Japonais furent eux-mêmes très surpris par leur propres succès et, dès le début de 1942, les autorités du pays se mirent à hésiter sur la marche à suivre. Un facteur contribuait à rendre la prise de décision compliquée : le pays n'était jamais parvenu à mettre en place une structure de commandement centrale qui aurait permis de trancher entre les souhaits de la marine et ceux de l'armée. Il existait en fait trois stratégies alternatives : la plus ambitieuse consistait en une poussée dans l'océan Indien afin d'en éliminer les Britanniques et de faire jonction avec l'Allemagne dans le Moyen-Orient. La deuxième était

choisie par ceux, plus prudents, qui préconisaient une nouvelle offensive aéronavale dans le centre du Pacifique, avec notamment comme but la destruction des porte-avions américains, dont ceux qui avaient échappé à Pearl Harbor. C'était le point de vue adopté par l'amiral Yamamoto. Enfin, la dernière visait la conquête de l'Australie, et dans un premier temps celle de la Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et de la Nouvelle-Calédonie. Situé à quatorze cents kilomètres des côtes australiennes, le Caillou était une proie attirante, non seulement en raison de sa situation géographique mais aussi de ses ressources minières, en particulier le nickel.

Les historiens, même ceux qui sont le moins indulgents à son égard, se plaisent à souligner la sensibilité géostratégique de l'amiral Darlan, tranchant avec le provincialisme de Vichy, qui s'appuyait sur une incontestable compétence technique. L'amiral Darlan ne pouvait que s'intéresser à la question du Japon, ne serait-ce qu'en raison du prestige et de la qualité des bateaux et des hommes qui constituaient la flotte de l'Empire du Soleil levant dont le coup d'audace de Pearl Harbor avait été la manifestation éclatante. Il avait effectué ses premières armes en Extrême-Orient, et il avait su rapidement y placer ses hommes, le plus important étant l'amiral Decoux en Indochine. Le Japon demeurait cependant une énigme, et le Pacifique lui semblait bien loin. A-t-il très tôt fait son choix en faveur des Alliés ? Juste après Pearl Harbor, Darlan aurait fait parvenir à l'envoyé spécial de Roosevelt en Afrique du Nord, le diplomate Robert Murphy, un message dans lequel il révélait son ardent désir que les Américains remportent la guerre dans le Pacifique. C'est en se fondant en partie sur ce message, et sur des contacts ultérieurs pris par l'intermédiaire de son fils Alain Darlan, que l'idée que l'amiral avait fait son choix en faveur des Alliés dès le début 1942 a fait son chemin. Le 18 janvier 1942, Reiche rapporta, grâce à ses informateurs, la teneur d'un discours prononcé une semaine auparavant par l'amiral devant une assemblée de hauts responsables militaires français, qui confirma que Darlan restait toujours, à cette date, convaincu de la victoire de l'Axe : « En 1943, le front anglais au Proche-Orient sera rompu. Il déclara que le retrait localisé des forces allemandes en Russie n'avait aucune signification. Il dit aussi que, en tout cas, il y avait un pays jaune parmi les vainqueurs, et que par conséquent, dans vingt ans au plus tard, un conflit avec cette puissance jaune allait entraîner une nouvelle guerre mondiale. » L'amiral paraissait reprendre ainsi à son compte le cliché du fameux péril jaune – qui avait d'ailleurs eu, au tournant du siècle, un grand succès en Allemagne, et qui avait permis à Guillaume II de justifier l'expansion considérable de la Kriegsmarine sous un autre amiral bâtisseur, von Tirpitz[169].

Par deux fois, au cours du premier semestre de 1942, Vichy se retrouva directement en contact avec le Japon en ce qui concernait des possessions coloniales françaises. Deux grandes îles, la Nouvelle-Calédonie et Madagascar, occupaient en effet des positions géographiques importantes. Dans le premier cas, Vichy eut l'espoir de récupérer un territoire passé à la France libre ; dans le second, l'objectif était de maintenir l'île coûte que coûte dans le giron de l'Etat français. Ce que perçurent les services de renseignements alliés c'est que, dans ces deux occasions, Darlan, puis Laval, jouèrent sans conteste la carte d'une alliance tactique avec l'Empire du Soleil levant. En ce qui concernait l'Indochine, les accords signés avec le Japon étaient en théorie uniquement défensifs. Or cette alliance tactique n'était pas seulement défensive : à un moment donné, elle devint une véritable stratégie de reconquête. Un accord avec l'Allemagne permettant une stratégie de reconquête dans les zones où cela aurait été possible, notamment en Afrique, n'avait pu être atteint parce que Hitler ne voulait pas d'une entente militaire globale. Nous pensons que Darlan, puis Laval, ont cru que le Japon présentait une sorte d'alternative et que son entrée dans le conflit ouvrait des perspectives nouvelles.

Les éléments cités ici provenaient des interceptions de deux sources. La première est celle des échanges diplomatiques japonais, dont les acteurs principaux furent l'ambassadeur du Japon à Vichy, Mitani Takanobu, et le ministre des Affaires étrangères, Togo Shigenori. De Berlin, l'ambassadeur Oshima eut également son mot à dire, dans la mesure où les Allemands s'intéressaient à la question de Madagascar et disposaient d'une base d'espionnage très active à Lourenço Marques, capitale de la colonie portugaise du Mozambique. En mode mineur, nous retrouvons les télégrammes de Hans Reiche, toujours bien informé grâce à ses contacts à Vichy et à ses relations avec les diplomates japonais en poste dans la capitale de l'Etat français.

La Nouvelle-Calédonie s'était ralliée à de Gaulle dès le 20 septembre 1940. Avec l'entrée en guerre du Japon, la défense de l'île était devenue un enjeu de première importance en raison de la menace que sa conquête aurait fait planer sur l'Australie. Comme nous l'avons vu, les ressources provenant des mines de nickel en faisaient un objectif économique très intéressant pour l'Empire du Soleil levant. Dès juillet 1941, une interception d'un télégramme de l'ambassadeur du Japon à Londres montrait que les autorités japonaises lorgnaient sur les minerais de l'île[170]. Aussi le chef de la France libre accepta-t-il rapidement le principe de l'installation de forces américaines, dont le premier contingent ne débarqua cependant que fin mars 1942. Le 1er janvier 1942, Pétain avait quant à lui évoqué « l'Empire fouetté de tous les coups du destin et qui m'a manifesté son éclatante fidélité ». Il n'oubliait pas les îles « restées loyales de

notre Océanie », ce qui était un cas sévère de *wishful thinking*, puisque la Polynésie avait depuis 1940 basculé dans le camp de la France libre. Pour certains à Vichy, la progression irrésistible du Japon pouvait être précisément l'occasion de reprendre aux gaullistes le territoire perdu.

Si l'on se réfère au témoignage de Jacques Benoist-Méchin, les Japonais voulurent en effet reconquérir la Nouvelle-Calédonie, avec l'appui d'un bataillon français prélevé sur les forces d'Indochine, la participation de troupes françaises permettant ainsi à Vichy d'y assurer le rétablissement de la souveraineté du maréchal Pétain. « J'incitai vivement l'amiral à accepter », ajoutait Benoist-Méchin, toujours partisan d'un engagement militaire de Vichy aux côtés de l'Axe[171]. Il affirme avoir été déçu par les tergiversations puis par le refus de Darlan. La question demeure encore passablement embrouillée car, selon d'autres témoignages, c'est en fait l'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, qui, nommé le 19 décembre haut-commissaire de Vichy pour l'ensemble du Pacifique, aurait lancé l'idée de cette reconquête et proposa cette intervention avec l'aide du Japon, dans une série de télégrammes en janvier et en février 1942. Dans ses Mémoires, l'amiral reconnut d'ailleurs l'existence d'un tel projet mais indiqua qu'il s'agissait simplement de l'intervention d'une force navale, l'objectif étant de reprendre l'île aux gaullistes *avant même* que les Japonais interviennent, afin de rétablir la souveraineté de Vichy, et non en conjonction avec ces derniers. D'autres auteurs[172] ont également contesté l'idée d'une collusion avec les Japonais et ont affirmé qu'il était impossible que Decoux ait pu prendre une telle initiative, sans d'ailleurs apporter d'éléments précis à l'appui de ces affirmations, sinon que les accords de juillet et de décembre 1941 avec le Japon étaient strictement défensifs et excluaient toute coopération dans une action offensive. Le plan Decoux est pourtant avéré par son télégramme de février 1942[173] qui précise en effet que le rétablissement de l'autorité de Vichy serait réalisé par les forces françaises seules, mais avec un appui *indirect* de la marine et de l'aviation japonaises, destiné à protéger les communications avec l'Indochine. Le 26 janvier, les termes de la réponse négative que fit le ministère des Colonies aux premières propositions de Decoux ne contribuent pourtant pas à clarifier les choses et sont même au premier abord à peu près incompréhensibles : « Pour de sérieuses considérations de politique générale qui naturellement dépassent votre plan local, le gouvernement estime ne pas pouvoir donner suite dans la conjoncture au projet de reprise de la Nouvelle-Calédonie par nos propres moyens et avant que les Japonais avec *qui nous serions partie dans cette affaire nous aient éventuellement devancés* […] j'ajoute que déjà le gouvernement américain s'alarme à la pensée d'une action nippo-française en Nouvelle-Calédonie[174] ». Quatre jours auparavant, en effet,

Henry-Haye, ambassadeur de Vichy aux Etats-Unis, avait dû faire face aux admonestations de Ray Atherton, numéro deux du State Department, très préoccupé par les rumeurs concernant les intentions prêtées à Decoux. Le diplomate américain précisait toutefois, d'après ce que rapportait Henry-Haye, que le Département d'Etat « ne pourrait prendre [? ombrage] d'un mouvement intérieur qui substituerait dans notre colonie une autorité loyaliste à celle des dissidents, mais que toute manœuvre concertée à l'extérieur et en liaison avec les Japonais pourrait avoir les plus [? profondes] répercussions[175] ».

On pourrait penser qu'un point final était mis à cette affaire, en tout cas en ce qui concernait Vichy, comme l'indiquent les biographes de Darlan. Ceux-ci paraissent confirmer ainsi le témoignage de Benoist-Méchin. Selon eux, ce n'est pas Decoux qui fut à l'origine de l'opération, puisqu'ils écrivent que l'amiral donna une réponse « dilatoire à une proposition japonaise d'opération conjointe de reconquête de la Nouvelle-Calédonie et désavou[a] les études que le contre-amiral Bérenger, commandant la marine en Indochine, a[vait] fait entreprendre dans cette perspective[176] ». Henri Michel, pourtant moins indulgent à l'égard de Darlan, avait déjà porté ce refus au crédit de l'amiral, tout comme Melton. Il paraît conforter l'image générale d'un Darlan qui, s'il acceptait de céder sur des sujets mineurs, ne cédait pas sur certains points considérés comme essentiels pour Vichy et la France, et il appuie le point de vue selon lequel l'amiral, dès début 1942, avait fait son choix en faveur des Etats-Unis.

Les télégrammes interceptés par les services alliés montrent cependant sans contestation que Darlan a bien voulu entraîner le Japon dans une action destinée à expulser les gaullistes et à rétablir la souveraineté de Vichy. Il était soucieux néanmoins de la réaction américaine ; aussi l'opération devait-elle être aussi discrète que possible et ne jamais faire croire à une quelconque collusion entre Vichy et le Japon. L'amiral n'hésitait pas à envisager ainsi de se lancer dans une aventure dont les conséquences stratégiques auraient pu être extrêmement graves et qui nous amène à penser que les vues géostratégiques de Darlan furent en général d'une extraordinaire légèreté, car la Nouvelle-Calédonie n'était pas, contrairement à ce qu'il estimait peut-être, un objectif mineur. Certes, l'amiral refusa la proposition de Decoux d'une intervention française avec des troupes prélevées sur l'Indochine, mais c'était pour tenter une manœuvre prétendument plus subtile : *suggérer* aux Japonais de conquérir l'île et leur demander de rétablir formellement la souveraineté de Vichy moyennant certaines concessions économiques. Voici ce que rapporta l'ambassadeur du Japon à Vichy, Kato, dans un télégramme daté du 31 janvier 1942, déchiffré le 5 février, inédit, comme la quasi-totalité des télégrammes que nous citons ici :

> Au cours d'une conversation avec Darlan le […] ce dernier a demandé si j'avais entendu quoi que ce soit au sujet d'une action militaire en direction de la Nouvelle-Calédonie. Je répondis que du fait que nos opérations dans la région se déroulaient favorablement je présumais que cette question se présenterait à nous dans peu de temps. Darlan dit qu'il m'avait récemment donné son propre point de vue sur le sujet […] et depuis, en considérant l'attitude de l'Amérique, il avait réfléchi de nouveau à la question. Le résultat de cette réflexion était qu'il *espérait que la Nouvelle-Calédonie serait occupée par l'Armée japonaise*. Seulement, dans ce cas, il espérait que les Japonais respecteraient les droits souverains de la France sur la Nouvelle-Calédonie, et de plus que, après avoir occupé l'île, les Japonais emprisonneraient les membres de la faction gaulliste, et feraient en sorte que l'île soit administrée par des personnalités loyalistes appropriées. Il était en faveur d'un accord spécifique entre la France et le Japon à ce sujet, et m'en reparlerait une fois qu'il aurait eu l'accord du Maréchal Pétain. Darlan ajouta que, en ce qui concerne les conditions générales dans l'île, il allait donner des instructions pour que des experts français prennent contact avec des membres de l'Ambassade du Japon afin de leur expliquer la situation de la façon la plus complète. Il ajouta que, comme il était possible que des navires d'obédience gaulliste soient en route pour la zone [en effet, des unités gaullistes se dirigeaient vers le Pacifique, notamment le sous-marin *Surcouf*, qui disparut corps et biens au large du canal de Panama], il recommandait que le Japon prenne toutes les précautions nécessaires[177].

Rien dans cet échange ne vient étayer la thèse selon laquelle la reconquête de l'île avait pour origine une proposition japonaise. En l'absence d'une telle proposition, on ne peut que considérer que c'est bien Vichy, et Darlan, peut-être influencé par Decoux, qui en furent à l'origine. Coïncidence ou non avec cette esquisse de partenariat avec le Japon, une interception de Vichy d'un télégramme de Hans Reiche du 6 février apprit aux services de renseignements britanniques que le diplomate japonais Aoki l'avait informé que de temps en temps la marine japonaise recevait des renseignements en provenance de l'amirauté française sur les mouvements des flottes anglo-américaines. Or la même offre avait été faite en décembre à la marine allemande[178].

La Nouvelle-Calédonie resta pratiquement sans défense jusqu'à fin février. Le Japon et Vichy avaient-ils laissé passer l'occasion la plus favorable ? Le 28 février, le State Department, revenu à de meilleurs sentiments à l'égard de la France libre, rendit officielle une déclaration qui reconnaissait pour la première fois l'autorité exclusive du Comité national sur les colonies du Pacifique, ce qui engendra la colère de Vichy. Le 3 mars, Charles Rochat, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, diplomate de carrière, homme « éminemment patriote » qui ne doutait guère de la victoire alliée[179], et que Leahy devait décrire comme un des meilleurs amis de l'Amérique à Vichy[180], fit part à l'ambassadeur des Etats-Unis que la situation était considérée comme sérieuse, puis, le 5 mars, à Washington, Henry-Haye transmettait à Sumner Welles les protestations vigoureuses de Vichy.

Baroud d'honneur, protestations de pure forme, alors que les Américains étaient sur le point de débarquer sur l'île ? La lecture des interceptions montre une fois de plus que Vichy ne se contenta pas de simples manifestations de mécontentement, d'autant que les circonstances avaient changé par rapport à janvier. Le Japon, ayant consolidé son avance dans le Pacifique Sud, paraissait désormais dans de meilleures dispositions pour attaquer l'Australie. La prise de la Nouvelle-Calédonie était dans cette perspective pleinement justifiée. Quant à l'autorité de la France libre en Nouvelle-Calédonie, elle était fragile. Le projet de reprise de l'île aux gaullistes était toujours d'actualité, et il est difficile de ne pas établir un lien direct entre la déclaration du State Department du 28 février et la conversation qu'eurent, le 5 mars, Charles Rochat et le chargé d'affaires du Japon à Vichy. (L'ambassadeur Kato était entre-temps décédé en tombant d'une fenêtre à Paris, le 12 février 1942, et avait été remplacé par Harada Ken, avant l'arrivée du nouvel ambassadeur Mitani.) Que dit aux Japonais, quarante-huit heures plus tard, le diplomate « éminemment patriote » et dont on veut croire qu'il n'ait fait que transmettre les souhaits de Darlan ?

> Le 5 mars, j'ai rendu visite à Rochat sur *sa demande*, et il m'a dit, agissant sur les instructions de Darlan, qu'il était désirable de parvenir à la conclusion d'un accord formel aussitôt que possible entre le Japon et la France en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, en reprenant les lignes de ce que le Vice-Premier ministre Darlan avait évoqué avec feu notre Ambassadeur Kato. La substance de cet accord devant être comme suit :
>
> a) Les opérations militaires seront menées par le Japon. Le Japon pourra développer les mines après la capture de l'île.
>
> b) Le Japon devra proclamer au même moment qu'il respectera la souveraineté de la France en Nouvelle-Calédonie.
>
> c) Le Japon permettra à des autorités françaises impartiales de prendre le contrôle de l'administration de l'île après sa capture.
>
> d) La France fournira [? le ravitaillement] dont le Japon a besoin.
>
> Il ajouta qu'il était souhaitable que ces quatre points soient considérés comme des éléments essentiels d'un accord. Je répondis que je n'avais pas été informé de projets militaires, et comme il s'agissait d'une affaire militaire, délicate et secrète, je ne savais rien du point de vue du gouvernement impérial […][181].

Le sentiment est que Darlan tentait d'adapter sans cesse sa politique à l'évolution du conflit dans le Pacifique. Coutau-Bégarie et Huan ont évoqué les réponses « dilatoires » de Darlan. C'étaient en réalité les Japonais qui louvoyaient, et les instructions que le nouveau chargé d'affaires reçut du Gaimusho le 18 mars lui demandaient de demeurer dans une position d'attente. L'interception était de nature à rassurer quelque peu les autorités britanniques et américaines : « La question de savoir si cette affaire sera ou non entreprise n'est pas éclaircie, et même si elle est planifiée, elle n'est pas de nature à être dévoilée

aux Français trop tôt. De plus, comme il est nécessaire de prendre en compte notre politique future à l'égard des Français, ainsi que les relations franco-américaines, franco-allemandes, et la relation entre le Japon et l'Indochine, vous devez répondre par des circonlocutions du style "Nous avons bien écouté la question envisagée : il est cependant trop tôt pour discuter de problèmes de ce type." En même temps, vous devrez éviter absolument de vous laissez entraîner plus loin dans cette affaire. » Ce télégramme était signé par le ministre des Affaires étrangères, Togo. L'intitulé rédigé par les services du Foreign Office était très clair (tous les télégrammes interceptés étaient résumés en une phrase en en-tête) : *Le Japon réticent à parvenir à un accord avec la France au sujet de la Nouvelle-Calédonie*[182].

Le 30 mars, l'ambassadeur de France au Japon, Arsène-Henry, était reçu de nouveau par Togo. Entre-temps, les forces américaines, sous le commandement du général Patch, avaient pris position sur l'île. Là encore, il fut question de la souveraineté française en cas d'attaque sur la Nouvelle-Calédonie. « Si les forces japonaises attaquent l'île, le gouvernement français espère qu'étant donné que le Japon ne reconnaît pas les gaullistes et gardant à l'esprit l'attitude de coopération que la France a maintenue envers le Japon, le Japon donnera son assistance à la restauration de sa souveraineté », déclara Arsène-Henry au ministre des Affaires étrangères du Japon. Celui-ci répondit, comme ce fut souvent le cas, que la question était de nature purement militaire et qu'il n'était pas en mesure de dire quelles dispositions allaient être prises[183].

Au cours de ces négociations avec le Japon, Vichy espérait trouver un appui du côté des Allemands. La Nouvelle-Calédonie se trouvait dans la zone d'opérations japonaise, mais le Japon était attentif à ne pas altérer les relations entre l'Allemagne et Vichy, et il tenait compte des répercussions éventuelles d'une action sur les territoires français, qu'ils soient encore sous son contrôle ou passés dans l'orbite gaulliste. Le 1er avril, Reiche rapporta une conversation avec son collègue japonais Aoki. Celui-ci revenait de Berlin où il avait été reçu par Oshima. Ce dernier lui avait résumé deux conversations qu'il venait d'avoir avec Hitler au sujet des possessions françaises outre-mer. Le Führer avait indiqué qu'aucune décision générale concernant la situation de la France en Europe et de ses possessions en Asie du Sud-Est ne devait être prise avant la fin de la guerre. Aoki expliqua également que le Japon ne donnerait aucune garantie de souveraineté française en ce qui concernait la Nouvelle-Calédonie, qui serait traitée comme un problème strictement militaire[184]. Après de longs débats, c'est fin avril seulement que les partisans au Japon d'une stratégie ambitieuse visant à étendre la zone de conquête dans le Pacifique eurent le dessus, ils pensaient notamment à l'Australie. La thèse de l'initiative japonaise est donc inexacte. Elle

reviendrait à dire que les Japonais ont fait une proposition de reconquête de l'île en janvier et, deux mois plus tard, ont donné pour instructions fermes de ne surtout pas en parler aux Français ! C'était bien plutôt Darlan qui tentait de convaincre les Japonais de procéder à une opération et d'en tirer les bénéfices, puisque son unique obsession était le rétablissement de la souveraineté de Vichy, et qu'il ne paraissait pas prendre en considération les conséquences stratégiques d'un tel partenariat. On pourrait estimer que Darlan ne faisait que tenter d'anticiper une éventuelle action japonaise et qu'il poursuivait un but unique : au cas où le Japon se décidait à attaquer la Nouvelle-Calédonie, faire tout ce qui était possible pour maintenir la souveraineté française. Le « stratège Darlan », désormais profondément convaincu que la victoire finale des Etats-Unis était inévitable, considérait peut-être qu'entraîner le Japon dans une reconquête de la Nouvelle-Calédonie, au profit de Vichy, en éliminant au passage une avancée gaulliste, n'aurait de toute façon qu'un impact très marginal sur l'évolution du conflit. C'était décidément jouer avec le feu, car, exactement au même moment, l'amiral notait lui-même que les Etats-Unis se trouvaient encore à l'état de « larves militaires » et par conséquent étaient encore extrêmement vulnérables face aux assauts nippons. Sous-estimant la réactivité américaine, Darlan tentait d'exister. Il était bien convaincu de disposer d'une carte essentielle, la flotte française, et pensait peut-être que les Américains, comme les Britanniques, seraient prêts à lui pardonner bien des choses s'il ne cédait pas aux Allemands sur cette unique question. L'histoire lui donnera d'ailleurs partiellement raison, et Churchill fera preuve d'une surprenante indulgence à son égard après la guerre, pour la seule et unique raison que l'Axe n'avait jamais pu mettre la main sur les navires français.

Il ne semble pas que ses propos, tenus oralement, aient laissé de traces écrites autres que ce que rapportait l'ambassadeur du Japon au Gaimusho, le ministère des Affaires étrangères. On peut penser qu'un observateur aussi peu indulgent que Duroselle en aurait fait état. Peut-être l'absence de notes écrites a-t-elle donné un certain sentiment d'impunité à l'amiral ? A l'inverse, l'absence de celles-ci semble indiquer qu'il était conscient de la gravité de ses suggestions et qu'il souhaitait qu'elles restent totalement confidentielles. Ajoutons que Darlan n'était pas diplomate de profession mais détenait le portefeuille de ministre des Affaires étrangères, et il est difficile de croire qu'il ne pesait pas chacune de ses paroles en présence de diplomates étrangers. Si les réticences du Gaimusho à donner une réponse, positive ou non, pouvaient en partie s'expliquer par le cloisonnement qui existait entre les différents pouvoirs au Japon et les rivalités entre la marine et l'armée, la démarche française, renouvelée par Arsène-Henry sur les instructions de Darlan, fut interprétée comme une véritable

demande de passer à l'action. Lorsque Reiche vit Laval le lendemain même de son retour au pouvoir en avril, il fut encore question de rétablir la souveraineté française en Nouvelle-Calédonie. « Une solution devra être trouvée qui tiendra compte des droits souverains de la France », expliqua le revenant[185]. Mais Laval n'insista pas sur cette question somme toute marginale à ses yeux. Il avait certes fait le choix de l'Axe, de manière cohérente et ouverte, mais son principal sujet de préoccupation était l'Indochine, où il croyait pouvoir trouver un certain appui auprès des Allemands face aux pressions japonaises. Cependant, dans un télégramme à Vichy du 28 avril, Togo Shigenori notait de nouveau : « Bien que nous ayons été approchés par les Français au sujet des îles françaises dans le Pacifique et l'océan Indien, nous n'allons pas [? les attaquer] avant que le moment soit venu pour l'Empire de passer à l'action[186]. »

L'hypothèse d'une attaque de la Nouvelle-Calédonie comme base permettant la conquête de l'Australie demeura encore quelque temps une des options militaires du Japon, et c'est avec la défaite de Midway que le projet fut abandonné. Darlan, pendant les quelques semaines durant lesquelles le Japon avait paru irrésistible, avait incontestablement tenté de la favoriser.

Madagascar

« Rappelez-vous que je porte sur la poitrine les médailles des Dardanelles, d'Anvers, de Dakar et de la Grèce », avait lancé Winston Churchill à Anthony Eden le 5 juillet 1941, avec un sens de l'humour particulièrement grinçant. Il se référait ainsi à quatre opérations militaires désastreuses des deux guerres mondiales dont il avait été l'inspirateur[187]. En ce début d'année 1942, alors que l'Empire britannique allait de défaite en désastre, il était impératif, sinon de tenter de renverser le courant de l'avancée japonaise, du moins de l'endiguer, quelque part, fût-ce à l'extrême limite de la zone d'opérations de la marine impériale japonaise. Madagascar était une option tentante pour effectuer un coup d'arrêt. La grande île, et en particulier la base navale de Diego-Suarez, avait une importance stratégique incontestable parce qu'elle barrait le chemin des convois alliés vers le Moyen-Orient. Il suffisait de regarder une carte pour mesurer le danger qu'aurait représenté sa prise par la marine japonaise. Alerté à plusieurs reprises par le président sud-africain, son ami le général Smuts, Churchill fut également régulièrement sollicité par de Gaulle. Si les raisons données par Smuts pour une occupation de l'île étaient claires, on peut se demander s'il en était de même pour le chef de la France libre, surtout préoccupé par la lutte contre Vichy. La dernière semaine d'avril, une puissante force expéditionnaire

quitta Durban, en deux groupes séparés, avec pour objectif la belle rade de Diego-Suarez et le petit port d'Antsirané où la garnison française et une dizaine d'avions étaient stationnés. La rade était protégée au nord par le récif et les hauts fonds, et surveillée par des canons de calibre élevé. L'affaire n'était pas aisée, en raison de la géographie des lieux, mais, le 7 mai à 3 heures du matin, toute résistance cessa. C'était le premier assaut amphibie combiné de la guerre. C'était surtout une minuscule lueur d'espoir pour le Royaume-Uni et son empire.

Les historiens ont jusqu'à présent retenu qu'une prise de contrôle de l'île, dans le but de devancer les Japonais, avait été initialement proposée par le chef de la France libre, quelques jours seulement après Pearl Harbor. La vulgate gaullienne, qui se fonde – sans toujours les utiliser avec le regard critique nécessaire – sur les *Mémoires* du Général, explique que de Gaulle, inspirateur du projet et ayant proposé un plan d'action parfaitement réaliste, pouvait se sentir d'autant plus floué lorsque les Britanniques, par un « coup fourré » déloyal, pour reprendre l'expression de Jean-Louis Crémieux-Brilhac[188], débarquèrent le 5 mai à Diego-Suarez sans le prévenir, avant de négocier un accord de *statu quo* avec les représentants de Vichy. Cette version du coup fourré de Madagascar paraît d'ailleurs confirmée par Churchill lui-même qui, tout en évoquant les encouragements de Smuts, écrira que le général de Gaulle avait poussé à une opération des Français libres contre Madagascar dès le 16 décembre 1941 et qu'il avait toujours été favorable à l'idée d'y établir les gaullistes. Jean Lacouture, quant à lui, fait référence à un entretien début décembre entre le Général et le nouveau chef d'état-major impérial, Alan Brooke, qui aurait découvert à cette occasion, grâce au chef de la France libre, l'importance et l'intérêt de l'opération.

Il n'est pourtant pas difficile de rectifier quelque peu cette légende tenace. Si le Général revint effectivement plusieurs fois à la charge entre décembre 1941 et avril 1942, l'état-major combiné britannique s'était saisi de la question de Madagascar dès la réunion des chefs d'état-major des trois armées du *29 novembre 1941*, soit plusieurs jours avant que de Gaulle évoque la question avec les autorités militaires britanniques, et surtout avant même l'entrée du Japon en guerre. Au cours de cette réunion, un rapport du Joint Planning Staff qui décrivait la situation dans l'île avait été étudié et commenté. La décision de préparer un plan pour la capture de Diego-Suarez fut prise à la suite d'un renseignement dont avait fait état l'amiral Dudley Pound et qui alertait sur le risque de voir les Japonais prendre possession de la base, de gré ou de force[189].

Les auteurs du plan initial, intitulé *Bonus*, insistaient sur la nécessité d'agir avec promptitude : « Nous avons considéré que la menace était imminente et que la rapidité en constituait donc l'élément essentiel. » Ils prenaient également

comme hypothèse que les forces françaises de Vichy en place ne seraient pas renforcées depuis Dakar ou ailleurs, et que les Britanniques pourraient prendre position sur l'île avant que les Japonais n'interviennent. Le 5 décembre, un télégramme était préparé par le COS à destination des autorités sud-africaines. On y lit notamment : « Nous avons des indications selon lesquelles il est possible que la France de Vichy permette aux Japonais d'utiliser Madagascar comme base navale. Une telle action aurait évidemment des conséquences sérieuses, et nous préparons des plans pour les contrer en prenant le contrôle de Madagascar »[190]. Le 8 décembre, le Joint Planning Staff se montrait toutefois plus prudent : « Bien qu'il n'existe pas de confirmation de la rumeur d'un accord entre Vichy et les Japonais, ces derniers ont montré qu'ils pouvaient agir avec audace et rapidité lorsqu'ils ont décidé d'une ligne de conduite. » Il fut question au cours de cette réunion de la contribution éventuelle du Special Operations Executive, notamment par une opération clandestine visant à acheter le ralliement du capitaine de vaisseau Paul Maerten, commandant la base de Diego-Suarez, qu'un rapport avait présenté comme sensible à certains arguments financiers[191].

On voit donc bien que les projets britanniques ne devaient rien à l'initiative de De Gaulle. Certes, le 10 décembre, comme l'écrit Lacouture, le chef de la France libre rencontra Alan Brooke pour évoquer le sujet, mais ce dernier venait à peine d'être nommé à son poste de chef d'état-major impérial et il n'avait pas assisté aux réunions de fin novembre au cours desquelles le plan *Bonus* avait été décrit en détail. Dès sa nomination, il s'était tout entier concentré sur la situation en Extrême-Orient et sur une interrogation stratégique fondamentale pour le Royaume-Uni : quelle serait la position des Etats-Unis si le Japon attaquait uniquement des possessions britanniques, comme la Malaisie ou Hong-Kong ? Dans son Journal, il n'émit d'ailleurs aucune appréciation sur ce que venait de lui proposer le général de Gaulle à propos de Madagascar, mais notait, une semaine plus tard, que la participation de la France libre risquait fort de handicaper un tel projet[192]. L'intervention du Général n'eut d'ailleurs aucune influence sur Brooke, qui se montra par la suite extrêmement sceptique quant à l'intérêt d'une telle opération et à la réalité de la menace japonaise sur l'île, d'autant qu'il était très inquiet de constater que le plan prévoyait le transfert dans l'océan Indien de plusieurs bâtiments de la Royal Navy basés à Gibraltar. Brooke fut d'ailleurs un des officiels britanniques les plus constamment hostiles à la France libre. Le 16 décembre, il déjeuna de nouveau avec de Gaulle, qu'il décrivit comme un personnage particulièrement déplaisant[193], et alla même jusqu'à noter dans son Journal, six mois plus tard : « Le soutien d'Eden pour de Gaulle sera bien près de nous faire perdre la guerre si nous n'y faisons pas attention[194]. »

Ajoutons cependant à la décharge des auteurs cités que, dans son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Churchill lui-même n'indiqua nulle part qu'un plan britannique était en préparation dès la *fin novembre*, donc avant que le Japon déclenche les hostilités et avant que de Gaulle aborde le sujet avec les militaires britanniques. S'il fit malgré tout allusion à *Bonus*, nom de code pour le plan initial – l'opération elle-même eut pour nom *Ironclad* –, il ne précisa pas la date à laquelle il fut mis sur le tapis la première fois. Comme souvent dans son *Histoire*, Churchill fut attentif à ne pas trop s'étendre sur les conflits qui l'opposèrent à certaines personnalités comme de Gaulle ou Tito, afin de ne pas porter préjudice aux relations diplomatiques de l'après-guerre. Il accrédita ainsi à plusieurs reprises l'idée que c'était bien le chef de la France libre qui avait suggéré le premier l'opération ; le Premier ministre s'était d'ailleurs montré dans un premier temps favorable au plan, peu coûteux, que ce dernier proposait, mais auquel s'opposèrent les autorités militaires. Pourquoi Churchill omit-il ainsi d'évoquer les réunions des chefs d'état-major de fin novembre et début décembre, auxquelles il n'assistait pas mais dont il avait lu les comptes rendus ? Simple oubli, au moment où il rédigea le monument littéraire qu'est son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale* ? Ce serait étonnant, étant donné la qualité des hommes qui formaient l'équipe chargée d'effectuer les recherches historiques pour sa grande œuvre. L'existence du plan *Bonus* prouvait que les Britanniques n'étaient pas si mal préparés à l'entrée en guerre du Japon et qu'ils l'estimaient capable de monter rapidement une opération dans une zone très éloignée de ses bases. Churchill a peut-être jugé que l'évocation d'un tel plan, visant un objectif relativement secondaire, risquait de rendre encore plus incompréhensibles et choquants, et même suspects, les désastres que connut l'Empire en Extrême-Orient, la perte tragique du *Prince of Wales* et du *Repulse* – envoyés sur son initiative personnelle et qui ne cessa, même après la guerre, de le tourmenter –, la capitulation honteuse de Singapour, la retraite en Birmanie. Il pouvait également apporter des munitions aux théoriciens de la conspiration qui prétendaient que la défense des bases britanniques en Asie avait été sciemment négligée afin d'appâter les Japonais.

Toujours est-il que le thème « Madagascar » réapparut régulièrement dans les réunions des chefs d'état-major au cours du premier trimestre 1942. Cependant, aucun renseignement ne venait maintenant confirmer la collusion entre Vichy et le Japon. Le 31 janvier 1942, le Joint Planning Staff indiquait que la décision de préparer un plan pour capturer Diego-Suarez avait été prise au vu d'un rapport classé B3 mais qu'aucune confirmation des indications contenues dans ce rapport n'avait été reçue. « Nous ne pensons pas qu'une occupation de l'île par les Japonais soit vraisemblable […]. La décision du COS d'annuler

Bonus est maintenue, mais des plans en vue d'une opération seront réexaminés périodiquement[195]. » Ainsi, au cours du COS du 14 mars, Dudley Pound cita un télégramme en provenance de Washington qui reproduisait une source française indiquant que ni l'Allemagne ni le Japon n'avaient fait une quelconque approche à Vichy et qu'il n'y avait aucune activité subversive ou d'espionnage japonais dans l'île. Toutefois, au cours de la même réunion, le Joint Intelligence Committee, organisme chargé de centraliser le renseignement militaire, revint sur la question : « On peut s'attendre à ce que le Japon harcèle nos voies de navigation dans l'océan Indien et tente d'interférer le plus possible avec nos routes entre l'Australie, l'Inde et le Moyen-Orient. Une base de ravitaillement à Madagascar serait d'un très grand intérêt pour le Japon en vue de cet objectif. Il est par conséquent possible qu'avec la connivence des Français ils essaient d'y établir une base[196]. »

Le 8 avril, le Joint Planning Staff affirma de nouveau que le principal danger proviendrait d'un accord entre le Japon et Vichy, mais ajouta : « Nous devrions obtenir des indices d'une telle collusion. Nous n'en avons pas[197] ». Le 23 avril, cet organisme faisait encore état de ses incertitudes quant aux intentions de Vichy et du Japon. « Plus tard cette semaine nous aurons peut-être des indications plus claires quant à la conduite future des Français. Il y a peu de chances que nous en sachions plus en ce qui concerne les intentions japonaises. A présent, les répercussions éventuelles seraient telles que la mise en œuvre d'*Ironclad* n'est pas justifiée[198]. » Si les autorités militaires britanniques se montraient dans l'ensemble plutôt sceptiques quant à l'opportunité d'une telle opération, c'est aussi parce qu'elles étaient très inquiètes des mesures de rétorsion que Vichy risquait de prendre. Pound et Brooke n'avaient qu'une crainte : qu'en représailles à une intervention Vichy puisse accentuer sa collaboration, céder aux Allemands la flotte ou, au moins, une base aussi importante que Dakar. Aux yeux des militaires britanniques, Vichy représentait une menace à ne pas prendre à la légère dans la mesure où la situation en Méditerranée dépendait en grande partie de son comportement.

Le Joint Planning Staff, à l'affût d'indices, ne trouvait pas d'éléments confirmant les soupçons de départ ; pourtant le Premier ministre disposait des interceptions communiquées par « C », auxquelles n'avaient pas accès les planificateurs. Par une interception du 20 mars, Churchill avait appris que les Allemands eux-mêmes avaient abordé la question avec les Japonais, comme le rapportait l'ambassadeur Oshima, de Berlin, dans un télégramme daté du 17 mars :

> Au cours de cette entrevue, Ribbentrop demanda si le Japon ne considérait pas qu'il était nécessaire d'occuper Madagascar comme base pour sa stratégie dans l'océan Indien. Je répondis que je n'avais aucune information sur cette question, ce sur quoi Ribbentrop dit que si le Japon estimait que cela était nécessaire, l'Allemagne était prête à lui apporter son entier soutien diplomatique. Mais si Vichy était approché avant l'action, l'information serait passée immédiatement à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ce qui serait dommageable. Il serait par conséquent bon que le Japon présente un fait accompli et, comme dans le cas du Timor, adopte la ligne de conduite de ne pas occuper l'île plus longtemps que nécessaire durant la guerre, et après la guerre de respecter la souveraineté française. Ribbentrop répéta que, en raison de l'état délicat des relations entre l'Allemagne et la France, ce qu'il disait devait rester absolument secret… […] Je vous serais également reconnaissant de me tenir informé des intentions de la marine.

Une nouvelle fois Oshima se plaignait d'ailleurs amèrement du manque d'instructions en provenance du Gaimusho : « C'est extrêmement embarrassant pour moi de ne jamais être en mesure de répondre aux questions de Ribbentrop[199]. » Ce télégramme était à la fois décevant et rassurant : le désappointement de l'ambassadeur japonais faisait craindre que les interceptions ne révèlent pas grand-chose d'intéressant, mais il apportait en revanche une indication capitale quant à l'état des relations entre le Japon et l'Allemagne, car il prouvait l'absence quasi totale de coordination entre les deux pays. La traduction de ce télégramme par les services d'interception américains diffère, comme c'était parfois le cas, de la traduction anglaise, et en modifie cette fois-ci complètement le sens : « Les Britanniques apprirent par le message d'Oshima du 17 mars que les Japonais allaient peut-être occuper Madagascar et y implanter une base navale », écrit Boyd, en paraphrasant le texte de l'interception américaine[200]. Or la traduction britannique ne révélait qu'une chose : en mars 1942, c'étaient les Allemands qui poussaient les Japonais à agir dans ce sens, alors que ces derniers demeuraient très circonspects, et en tout cas muets sur leurs projets, même avec leur meilleur allié.

Les plans japonais semblaient opaques, non seulement en raison de la tradition de secret et de cloisonnement, mais aussi parce que, comme nous l'avons vu, après leurs impressionnants succès du début 1942, les autorités militaires du pays se trouvaient confrontées à un dilemme stratégique et ne parvenaient pas à s'entendre sur l'étape suivante. Pour les Allemands, qui ne comptaient plus sur une offensive japonaise contre l'URSS, l'essentiel était de parvenir à une stratégie coordonnée de l'Axe au Moyen-Orient : vaincre les Britanniques, conquérir l'Egypte afin d'accéder au Caucase par le sud et bloquer les ravitaillements vers l'URSS, mettre la main sur le pétrole de l'Irak et, à moyen terme, réaliser une vision grandiose, la jonction du Reich et de l'Empire du Soleil levant. Par ailleurs, les impressionnants succès obtenus par les sous-marins allemands contre les cargos, en particulier le long de la côte américaine,

renforçaient leur point de vue quant à l'importance – peut-être décisive – de l'arme sous-marine dans le harcèlement des voies maritimes de ravitaillement. Une base de submersibles japonais à Madagascar aurait pu jouer un rôle considérable dans cette ambitieuse stratégie, mais les amiraux japonais, profondément attachés aux formes de guerre marine traditionnelles, assignaient encore un rôle subalterne aux sous-marins et concevaient principalement la guerre navale comme une lutte entre flottes de surface avec intervention de l'arme aérienne.

Malgré le flou entourant les projets japonais, les préparatifs britanniques s'accéléraient. Le 22 avril, l'ensemble de la force expéditionnaire était rassemblé à Durban, comprenant notamment le cuirassé *Ramillies*, le porte-avions *Illustrious*, deux croiseurs, onze destroyers, pour une opération amphibie de très grande envergure. Les services de renseignements alliés n'étaient cependant pas plus avancés quant à la position de Vichy et à celle des Japonais, d'autant que la marine japonaise avait effectué un raid audacieux dans l'océan Indien, visant Ceylan et la base navale de Trincomalee située sur la côte est de l'île. Ce raid fut sans pertes mais coûta un temps précieux à la marine japonaise dont les porte-avions furent contraints de rentrer à la mi-avril pour se reposer et être réparés. L'attentisme des Japonais fut confirmé par le télégramme déjà cité du ministre des Affaires étrangères Togo à Mitani, daté du 28 avril, télégramme d'ailleurs intercepté sous une forme très altérée et que les Britanniques ne purent déchiffrer que vers le 15 juin, date à laquelle le texte fut remis à Churchill. Il s'agissait d'un résumé général de la position du Japon à l'égard de la France et qui démontre une nouvelle fois que c'est bien Vichy qui était en position de demandeur en ce qui concernait Madagascar et la Nouvelle-Calédonie :

> 1. En ce qui concerne les possessions françaises dans ou avoisinant la Grande Asie de l'Est nous allons en pratique les utiliser au service de la poursuite de la guerre en Asie de l'Est. En particulier en ce qui concerne l'Indochine française, nous allons faire que les relations de coopération soient de plus en plus étroites.
>
> 2. En ce qui concerne les concessions françaises en Chine, bien qu'en pratique nous allions les amener sous notre contrôle, nous continuerons à les reconnaître comme des concessions françaises.
>
> 3. Nous n'allons pas pousser la France à reconnaître le gouvernement de Kuomin.
>
> Note : a) *Bien que nous ayons été approchés par la France en ce qui concerne les îles françaises du Pacifique et de l'océan Indien, nous n'allons pas [1 groupe manquant] avant que le moment nécessaire soit venu pour l'Empire de le faire…*[201]

Entre-temps, le 18 avril, à Vichy, Pierre Laval était revenu au pouvoir. Dès le 19, il reçut Hans Reiche en compagnie de Aoki. Comme le montrent les archives du MI5, Morio Aoki n'était pas en réalité un diplomate mais un agent de

renseignements – qui sera d'ailleurs transféré à Ankara au cours du mois d'avril et qui jouera un rôle important dans l'affaire Cicéron. Laval était-il conscient qu'il s'adressait à des représentants respectivement du RSHA et des services de renseignements du Japon ? Comme nous l'avons vu, les services de renseignements britanniques étaient convaincus qu'il ne s'était pas trompé sur la qualité de ses interlocuteurs. La relative disgrâce d'Abetz, le rôle joué par le RSHA en France faisaient en tout cas de Reiche un de ses interlocuteurs des plus importants. Au cours de cet entretien, le tout nouveau chef du gouvernement se contenta de généralités, et il ne fut malheureusement pas question de Madagascar :

> Samedi, expliqua Reiche, immédiatement après le changement [de gouvernement] Laval m'a reçu avec Aoki, auquel il a déclaré sur la question de la politique française en Extrême-Orient que la France désire être l'amie du Japon. Sur les questions concernant les relations franco-japonaises, il dit qu'il en discutera avec l'ambassadeur Mitani, qui arrive à Vichy dimanche[202].

Le 19 avril, Otto Abetz télégraphiait toutefois au ministère des Affaires étrangères à Berlin que Laval était disposé à donner son autorisation à l'occupation de l'île par les Japonais, mais, comme la quasi-totalité des télégrammes des Affaires étrangères allemandes, celui-ci ne fut pas intercepté ou, en tout cas, pas déchiffré.

Autrement importante fut la visite de plusieurs jours qu'effectuèrent début mai en zone libre les deux vice-amiraux japonais, Nomura Naokuni, patron de la mission militaire et navale japonaise pour toute l'Europe, et Abe Katsuo, chef adjoint de la mission navale à Berlin. Les Britanniques avaient été informés de ce séjour près de deux semaines auparavant grâce à l'interception d'un message de Reiche, expédié le 19 avril et déchiffré le lendemain, dans lequel ce dernier jugeait que cette visite était d'une grande importance pour la politique générale de Laval, notamment dans l'océan Indien et en Extrême-Orient. Il précisait que cette information constituait une « affaire secrète du Reich[203] ». Ils purent espérer obtenir un premier aperçu de l'objet de la visite grâce à un télégramme du représentant de Chiang Kai-shek à Vichy qui fut reçu par Laval le 4 mai et qui interrogea ce dernier sur les raisons du séjour en France des deux hauts responsables militaires japonais, mais Laval répondit de façon évasive : les amiraux japonais avaient été très occupés par des réceptions officielles, et ce même jour ils étaient en train de visiter les environs de Vichy et l'Allier avant de partir à la découverte de la ville de Lyon. Une simple visite touristique en somme[204]. La présence de la délégation navale japonaise bénéficia d'ailleurs

d'une certaine publicité et fut l'objet d'un article dans *Le Petit Parisien*, article versé après la guerre au procès du chef du gouvernement de Vichy.

En fait, loin d'être une promenade touristique, cette visite fut l'occasion de discussions stratégiques, comme le prouvèrent les interceptions du compte rendu de Mitani – il venait de prendre son poste à Vichy –, qui fut communiqué au Premier ministre britannique. Ce bref compte rendu fut déchiffré avec difficulté, en deux fois, le 7 mai et le 24 mai[205]. L'important se trouvait dans le second déchiffrement, plus complet, mais auquel les services n'aboutirent que trois semaines après le débarquement à Madagascar.

> Pendant un banquet aujourd'hui au cours duquel le Premier ministre, Laval, le commandant suprême, Darlan, et plusieurs autres personnalités furent présentés au vice-amiral Nomura, en visite ici venant d'Allemagne, Laval m'a demandé si la marine japonaise serait en mesure d'aider à la défense de Madagascar dans le cas où l'île serait attaquée par la Grande-Bretagne ou l'Amérique. J'ai répondu […] que ceci était une question qui relevait des opérations militaires et que je n'étais pas personnellement en mesure de donner une réponse immédiate : mais Madagascar, ai-je observé, n'était-elle pas fort éloignée de notre zone d'opérations ?

La suite du télégramme est très altérée et ne permet pas de déterminer quelle était la position de Darlan, mais on croit deviner qu'il y était question de suggestions pratiques permettant la mise en œuvre de cette assistance.

> Après le repas, quand Laval, Darlan et le vice-amiral Nomura et moi-même discutèrent, Darlan, préfaçant ses remarques en disant que si l'Angleterre ou l'Amérique envahissaient Madagascar les Français résisteraient à outrance, [? dit] au vice-amiral Nomura que […] en particulier l'île de Nossi-Be et la rade de Diego-Suarez […] l'approvisionnement de bateaux de guerre et le […] d'avions embarqués […] à l'occasion de ce banquet, le ministre de la marine Auphan, après avoir expliqué en détail à Aoki l'histoire du développement de la colonisation française, […] en ce qui concerne la colonie de Madagascar, dans l'acquisition de celle-ci il était également question du prestige de l'armée, et il espérait qu'au moins la culture française serait préservée.

Il était assurément assez naïf de croire que les Japonais étaient en mesure de monter une opération amphibie à Madagascar dans un délai aussi bref. Les biographes de Darlan ont présenté sa position de façon beaucoup plus anodine. A l'appui de leur thèse selon laquelle l'amiral, dès janvier 1942, avait fait son choix en faveur des Alliés, ou du moins des Américains, ils écrivent simplement qu'il chercha à l'occasion de cette visite à connaître les intentions des Japonais. « Son attente est déçue, car ses interlocuteurs ne lui disent rien[206]. » La teneur réelle des discussions fut pourtant confirmée par une interception d'un message de Reiche qui, contrairement à celui de Mitani, fut déchiffré dès le 7 mai. Reiche

avait rencontré les deux amiraux japonais le même jour que Laval et Darlan, la position de ce dernier apparaissant cette fois clairement :

> Pour Koerner. En compagnie de Daniel, j'ai eu aujourd'hui une conversation avec l'amiral Nomura et l'amiral Abbe [*sic*]. Nomura déclara que par le changement de gouvernement la France avait pris position en faveur d'une victoire des puissances de l'Axe. […] Comme je l'avais appris par Aoki, Darlan a été particulièrement clair concernant la gravité de la situation à Madagascar, et suggéra aux Japonais qu'ils devraient anticiper une opération américaine. Les Japonais n'ont pas répondu car, en vertu de l'accord secret germano-japonais, Madagascar appartient à la sphère d'influence allemande. Pour cette raison la proposition française sera négociée par Oshima à Berlin, les Japonais arguant cependant que des territoires peuvent être occupés pour des raisons militaires même si aux termes de l'accord politique ils sont réservés à l'autre puissance comme faisant partie de sa sphère d'influence[207].

Grâce aux *Magics* et à *Ultra*, les Alliés assistaient au jeu particulièrement trouble de Darlan. De façon assez similaire à l'affaire de Nouvelle-Calédonie, c'est bien l'amiral qui, d'accord en cela avec Laval qui venait de lui succéder, poussa les Japonais à intervenir, tandis que ces derniers n'avaient absolument pas fait leur choix. Or, en ce début du mois de mai, la progression des Japonais, contrairement à ce que beaucoup attendaient, n'avait pas été endiguée. La victoire totale par laquelle les Alliés seraient obligés de reconnaître et d'accepter les conquêtes japonaises paraissait toujours possible ; c'est en raison de ce contexte très favorable à l'Empire du Soleil levant que Darlan et Laval n'hésitèrent plus à tenter de parler de coopération militaire. Si l'attente de Darlan fut en effet déçue, c'est bien parce que les amiraux restèrent de marbre face aux suggestions de collaboration navale. La question du partage des sphères d'influence avec Berlin auquel les amiraux japonais firent allusion, apparaît plutôt comme une réponse commode et dilatoire aux sollicitations de Laval et de Darlan. D'autant que les Allemands avaient eux-mêmes donné leur feu vert à une opération et que, comme le rapporte Reiche, cette question ne pouvait constituer un obstacle dirimant.

Si l'objectif principal des autorités françaises était sans conteste de sauvegarder la souveraineté de Vichy là où cela était possible, il est difficile de voir dans les encouragements de Laval et Darlan, fussent-ils oraux et nés de l'illusion qu'ils pouvaient influer sur les choix stratégiques du Japon, autre chose qu'une preuve de leur complicité avec les puissances de l'Axe. Comme dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, on ne peut d'ailleurs prétendre que Darlan n'ait pas été pleinement conscient des conséquences d'une occupation de l'île par le Japon, si l'on se réfère à sa note de fin décembre : « Le centre stratégique est la région du Caucase, de l'Irak et de l'Iran. L'Axe peut attaquer par l'URSS et par

l'océan Indien et peut-être par la Turquie. Pour les Anglo-Saxons : le problème est le maintien du front de l'Australie à l'Inde et à la Cyrénaïque et l'essai de renforcement de l'URSS pour attaquer le flanc des Armées allemandes opérant au Caucase. Ceci implique pour eux la maîtrise de la Méditerranée et celle de l'océan Indien. Cette maîtrise est compromise par la Luftwaffe en Méditerranée centrale, par *les Japonais dans l'océan Indien*[208]. »

L'attaque de Madagascar fut une décision personnelle de Churchill. Dès le 14 mars, il avait d'ailleurs annoncé à Roosevelt que sa décision était prise, et le 24 mars il écrivit au maréchal Smuts que l'occupation de Diego-Suarez était imminente. Ce fut d'ailleurs l'une des très rares occasions où il ne tint pas compte de l'avis opposé d'Alan Brooke. Le 1er mai, la plus haute autorité militaire britannique – qui considérait qu'une de ses principales missions était d'éviter que le Premier ministre se laisse entraîner dans un nouveau Gallipoli – écrivait d'ailleurs dans son Journal : « Personnellement j'aurais souhaité que cette opération ne soit pas engagée. Nous n'allons pas y gagner grand-chose, car il est très douteux que les Japonais y aillent. » Brooke notait de nouveau ses craintes quant à la réaction éventuelle du nouveau gouvernement Laval. « J'ai évoqué la question clairement avec le Premier ministre et Eden et ils m'ont dit qu'ils n'appréhendaient aucune réaction particulière de la part de Laval. Je leur laisse donc la responsabilité totale de la décision[209] ! »

Les interceptions allaient toutes dans le sens de l'opinion du chef d'état-major impérial ; il faut toutefois noter que les plus significatives, démontrant l'attentisme des Japonais, ne furent déchiffrées qu'après le déroulement de l'opération. Par ailleurs, il fallait tenir compte de la duplicité japonaise, et surtout du manque de coordination entre les différentes autorités au Japon. La position du Gaimusho, qui avait accepté qu'une opération soit menée pour des considérations purement militaires, ne reflétait pas forcément celle de la marine ou de l'armée. Enfin, par une interception du 10 avril d'un télégramme de Tokyo à Vichy, les Alliés constataient avec dépit le scepticisme des Japonais quant à la confidentialité de leurs entretiens avec les Français, ce qui pouvait expliquer leur grande discrétion. « Nous avons confirmation que les rapports de Henry, ambassadeur à Tokyo, et ceux du gouverneur général de l'Indochine sont secrètement communiqués directement aux Américains à Vichy. Nous devons rester sur nos gardes[210]. »

C'est un Churchill rayonnant, surexcité à l'idée de passer enfin à l'offensive, que le général Brooke vit le 4 mai. Le Royaume-Uni et le Premier ministre avaient terriblement besoin d'une victoire après les humiliations successives de fin 1941 et des premiers mois de 1942, et après l'épreuve politique d'une

première motion de censure au Parlement fin janvier. Certains membres de la Chambre des communes avaient été jusqu'à demander la création d'une commission d'enquête concernant la chute de Singapour, le 15 février, épisode que le Premier ministre avait qualifié dans une lettre à Roosevelt de plus grand désastre dans toute l'histoire de l'Empire britannique. Certes, Churchill avait triomphé sans trop de difficultés de ces embûches, mais il était profondément marqué par les coups subis par l'Empire. Il est significatif que le chapitre consacré à *Ironclad* – opération au cours de laquelle les Britanniques ne perdirent que quelques dizaines d'hommes –, dans son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, agrémenté de cartes très détaillées, est de la même longueur que le chapitre suivant, consacré à la bataille de la mer de Corail le 8 mai, et à celle de Midway le 4 juin, au cours de laquelle quatre porte-avions japonais furent coulés et qui fut sans conteste un tournant dans la guerre ! Pendant de longs mois, écrivit Churchill, ce fut la seule raison qu'eut le public britannique de penser que la guerre était convenablement et efficacement conduite.

Peu importait au fond que la menace japonaise fût quasi inexistante, comme le montraient les interceptions, ou en tout cas que rien ne la corroborait, si ce n'est l'attitude pour le moins trouble de Vichy. Il fallait une victoire, la moins coûteuse possible, fût-elle un peu dérisoire face à la déferlante japonaise dans le Pacifique. Son envergure et son caractère amphibie devaient contribuer à effacer le souvenir des Dardanelles. Ce fut d'ailleurs la première grande action combinée de la part des Alliés. Pourtant, dès le 15 mai, soit *une semaine* seulement après la prise de Diego-Suarez, le Premier ministre britannique fut contraint de reconnaître que la menace, si elle avait jamais existé, avait complètement disparu, comme il l'écrivit à l'amiral Syfret, commandant l'opération : « Depuis qu'*Ironclad* a été conçu et exécuté, la situation s'est modifiée à notre avantage dans l'océan Indien. Le temps a passé [*sic*]. On peut difficilement imaginer que les Japonais essaient de reprendre Diego-Suarez, car il leur faudrait au moins 10 000 hommes sur des transports de troupes escortés de cuirassés et de porte-avions, soit une proportion élevée de leurs moyens navals, qui sont limités[211]. » Une interception du 8 mai, déchiffrée seulement le 4 juin, semblait même aller plus loin ; désormais c'était toute la posture stratégique du Japon qui avait été modifiée, même si l'information était à prendre avec précaution, car elle émanait du ministre de Vichy à Lisbonne :

> Mon collègue japonais vient de déclarer à un de mes collaborateurs qu'il était personnellement convaincu de la volonté du gouvernement impérial d'éviter désormais toute aventure. Le Japon adoptera selon lui une attitude défensive [souligné en marge par WC]. Il s'agit maintenant d'organiser et d'asseoir sur des bases solides l'immense empire d'Asie […]. M. Chiba a dit-il de bonnes raisons de

penser que l'Armée japonaise n'attaquera ni les Indes ni l'Australie [également souligné en marge par WC]. Quant à l'URSS, il dit que les négociations entreprises donnent satisfaction à Tokyo et que les Russes observent la neutralité avec une scrupuleuse honnêteté […][212].

Churchill demanda en marge qu'Anthony Eden examine ce document et lui fasse part de son sentiment ; le ministre des Affaires étrangères répondit prudemment le 6 juin : « *encourageant si c'est vrai* », ce qui semble indiquer que les conséquences pour la marine japonaise de la défaite toute récente de Midway n'avaient pas encore été pleinement analysées. Le 10 juin, lors de sa rencontre houleuse avec de Gaulle, Churchill put cependant déclarer que le Japon n'irait peut-être plus très loin, ayant perdu beaucoup de bateaux. Le 5 mai, Mitani avait annoncé la nouvelle du débarquement britannique à Tokyo : « Le chef de cabinet du commandant en chef Darlan vient à l'instant d'informer un membre de mon staff que, aujourd'hui 5 mai à 7 heures du matin, la marine britannique a attaqué Diego-Suarez dans l'extrême nord de Madagascar et qu'un rapport avait été adressé par les forces françaises à Madagascar disant qu'ils résisteraient jusqu'au dernier homme[213]. » Le même jour, Reiche, décidément toujours bien placé, était en pleine conversation avec Laval à Châteldon lorsque ce dernier apprit la nouvelle. L'Allemand constata qu'il semblait avoir été profondément impressionné par les événements. Laval, furieux, avait ajouté que les relations franco-allemandes « allaient en conséquence devenir de plus en plus proches[214]. »

L'appel de Vichy à une résistance acharnée ne trompa pourtant pas les observateurs les plus perspicaces, comme le subtil Kuo Fan-Hsiao, représentant de Chiang Kai-shek : « Je suis informé que, comme les Français n'ont que quelques milliers d'hommes à Madagascar, l'expression "solide résistance" ne peut s'appliquer. En demandant de résister à outrance le gouvernement français voulait montrer sa soumission à l'égard de l'Axe[215]. » Pour les Japonais, les demandes de Vichy étaient en tout cas parfaitement comprises comme des appels à reconquérir l'île, mais le télégramme de Togo à Mitani, le 6 mai 1942, marqua, s'il en était besoin, qu'il n'avait nullement été dans leurs intentions immédiates d'y répondre favorablement :

En ce qui concerne la demande d'assistance des Français : l'attaque de Madagascar par la Grande-Bretagne s'est déroulée alors que nous n'avions pas encore saisi leurs intentions. Nous regrettons de ne pouvoir faire aucune déclaration immédiate concernant la possibilité d'apporter notre assistance aux Français, mais le gouvernement impérial est aussi profondément inquiet de cette affaire. *Que l'Angleterre et les Etats-Unis aient eu le front d'attaquer Madagascar sous le prétexte qu'elle*

était menacée par le Japon est encore une de leurs ruses éculées […]. Le Japon ne peut que manifester toute sa sympathie à l'égard de la position de la France, qui a déjà goûté [altéré]…[216]

Laval chercha aussitôt les bonnes grâces des Japonais mais, visiblement, sans aucun succès. « Nous avons eu connaissance par les agences des notes échangées entre les gouvernements français et américain au sujet de l'attaque de Madagascar par les forces britanniques. J'ai tenu à appeler l'ambassadeur du Japon et à lui communiquer moi-même au cours de la matinée le texte du document qui m'a été remis par le chargé d'affaires des Etats-Unis. M. Mitani a été également instruit des termes de notre réponse deux heures avant qu'elle ne fût publiée[217]. »

Dans un premier temps, les Britanniques restèrent cantonnés à Diego-Suarez et s'engagèrent dans une sorte de *modus vivendi* provisoire avec le gouverneur général de Vichy, Annet. Or, en dépit de cet accord, les interceptions révèlent avec netteté que Vichy ne renonça pas, dans les semaines qui suivirent, à tenter de favoriser une intervention japonaise pour reconquérir l'île. Si les prises de position de Darlan peuvent sans doute être qualifiées d'opportunistes, nous pensons avoir apporté la preuve que cela n'en diminue en rien la gravité car l'amiral fit, en plusieurs circonstances, le pari de l'Axe. Laval, qui avait pris en main les Affaires étrangères, s'intéressait beaucoup plus que Darlan aux relations avec le Japon et replaça la question de Madagascar dans un cadre plus général. Il avait clairement expliqué à Reiche et Aoki, le lendemain de son retour au pouvoir, que la France souhaitait être l'amie sincère de l'Empire du Soleil levant.

Le projet de reconquête restait d'autant plus d'actualité aux yeux de Vichy qu'une audacieuse attaque par un sous-marin de poche japonais, dans la baie de Diego-Suarez, endommagea très sérieusement le bâtiment amiral *Ramillies*. Ce modeste succès de la marine japonaise paraît avoir suscité de nouveau à Vichy l'espoir de faire évoluer la situation dans la grande île. En espérant une nouvelle attaque japonaise, Laval fut-il dupe de la propagande japonaise qui avait tendance à exagérer les succès de la marine impériale ? Un message intercepté, contenant des instructions de propagande diffusées au même moment par le Gaimusho, n'hésitait pas à proclamer que « les attaques simultanées par les forces impériales sur les Aléoutiennes, Midway, […] et Madagascar » avaient prouvé que la marine impériale « avait obtenu la maîtrise des océans Indien et Pacifique et disposait des moyens nécessaires pour poursuivre les opérations »[218].

Le 14 juin, Laval, dans un télégramme (non intercepté par les services alliés) adressé à Arsène-Henry à Tokyo ainsi qu'au gouverneur général Annet, indiqua qu'il fallait « éviter toute atteinte aux relations amicales existant actuellement entre la France et le Japon ». Les Anglais ayant violé la neutralité de l'île, « une riposte japonaise à cette initiative ne saurait en aucun cas être considérée par nous comme une agression. Le principe de neutralité comportant résistance à toute agression ne jouerait pas en l'espèce[219] ». Soucieux de ne pas provoquer davantage l'ire de Vichy et devenu subitement sceptique quant au risque d'une opération japonaise d'envergure, Churchill était décidé à s'en tenir au *statu quo* et ne tint pas compte d'un télégramme du général Smuts qui suggérait que le raid du sous-marin japonais avait été réalisé en collusion avec Vichy et qu'il fallait en conséquence procéder sans tarder à la conquête complète de Madagascar[220]. Cependant, l'existence du *modus vivendi* avait introduit une complication supplémentaire, du côté de Vichy cette fois. Le fait que les Britanniques se soient contentés de la base de Diego-Suarez et aient laissé le pouvoir en place sur le reste de l'île avait surpris et placé Vichy dans une position délicate pour aborder la question de la reconquête avec le Japon. Si le ton en faveur d'une attaque japonaise se fit alors moins pressant, c'est qu'il fallait désormais songer à préserver la souveraineté de Vichy là où elle existait encore, c'est-à-dire sur la majorité de l'île, et convaincre les Japonais de se contenter de reprendre Diego-Suarez. Face aux énigmatiques représentants du Gaimusho, le pauvre Arsène-Henry se retrouvait ainsi dans une situation pour le moins inconfortable et fut contraint de se livrer à de nouvelles contorsions :

> L'Ambassadeur Henry m'a rendu visite le 20 juin et, parlant de façon évidente sur instructions de Laval, a exposé que par suite de l'occupation de l'île de Madagascar par les forces britanniques, la marine japonaise a attaqué la marine britannique à Diego-Suarez. Il dit que les Français considéraient que les conditions de cette opération étaient parfaitement admissibles, mais que si le Japon se préparait à attaquer et à capturer les autres positions dans l'île, ceci devrait être limité à la partie la plus importante militairement, le Nord-Est : des effectifs considérables seraient en effet requis au cas où les Britanniques lanceraient une contre-attaque ; les autorités administratives de l'île étant en ce moment très antibritanniques, il était à craindre qu'une opération des Japonais et de leurs alliés pousserait les Britanniques et les Américains à prendre d'assaut d'autres possessions coloniales françaises […] il valait mieux que les opérations soient restreintes aux *zones déjà capturées* par les Britanniques[221].

A partir de juin 1942, les sous-marins japonais se montrèrent de plus en plus présents dans les parages de la grande île, conséquence d'une nouvelle orientation stratégique. Arrêtés dans le Pacifique à Midway, les marins japonais s'intéressaient de nouveau à l'océan Indien. Le thème stratégique d'une jonction avec les Allemands dans le Moyen-Orient, favorisé par les victoires de l'Afrika

Korps – symbolisées par la prise de Tobrouk le 21 juin –, reprit une certaine vigueur. La marine japonaise, dont la flotte de surface avait énormément souffert, notamment les porte-avions, estimait maintenant que les sous-marins devaient y prendre une part centrale en coupant la voie de ravitaillement par Le Cap, comme les Allemands l'avaient toujours espéré et déjà suggéré à plusieurs reprises à leurs alliés de l'Axe (une poignée de sous-marins japonais furent même engagés dans l'Atlantique, à la grande satisfaction de Hitler). A la lecture des quelques interceptions que nous avons trouvées, on a le sentiment que Laval était parfaitement au fait de cette évolution de la stratégie japonaise et de cette nouvelle conception d'emploi des forces, et qu'il se fit le complice des Allemands dans leurs tentatives répétées de convaincre les Japonais. Le 22 juin, il reçut l'ambassadeur de Turquie, Behic Erkin. L'interception du compte rendu rédigé par ce dernier ne fut pas de bonne qualité mais elle apprit aux Alliés que, lorsque le diplomate l'interrogea sur la situation mondiale, Laval répondit que les Allemands allaient occuper le Caucase et devenir de plus en plus forts : « Les Allemands pourraient faire jonction avec les Japonais. *Il souhaitait que les événements se déroulent ainsi*[222]. »

Dans ce contexte de nouveau assez favorable aux forces de l'Axe, Madagascar conservait son importance stratégique et pouvait être une carte pour Vichy, du moins tant que l'île n'était pas entièrement aux mains des Anglo-Américains. Le 29 juillet, Mitani confirmait d'abord, à la suite d'une rencontre avec Laval trois jours auparavant, les instructions que ce dernier avait données dans son télégramme du 14 juin à Tokyo : « Laval m'a dit que, comme la marine japonaise semblait en embuscade dans les eaux à proximité directe de Madagascar, des ordres avaient été envoyés aux autorités de l'île qui précisaient que le Japon ne devait pas être considéré comme un pays ennemi[223]. » Le 6 août, les deux hommes se revirent. Cette fois, « Black Peter » éleva le ton et déclara que, selon des renseignements obtenus par son ministre des Colonies, la Grande-Bretagne semblait en train de préparer une offensive sur l'ensemble de l'île de Madagascar. Il ajouta, sur « le ton de la plaisanterie », qu'il y aurait ainsi « une grande quantité de cibles intéressantes pour les sous-marins japonais »[224]. Certes, les relations avec le Japon étaient difficiles, et la pression des militaires japonais en Indochine se faisait de plus en plus forte. Si les propos quelque peu obséquieux de Laval peuvent s'expliquer par son souci de protéger les intérêts français – une autre version du « je souhaite la victoire de l'Allemagne » –, le contexte de l'entrevue indique cependant que les propos du Français, pour avoir été prononcés sur un ton « léger », n'en étaient pas moins parfaitement calculés. En effet, Mitani précisa dans son télégramme que c'était bien Laval qui avait demandé à le rencontrer, en prenant pour prétexte un message adressé au chef du

gouvernement par l'Aga Khan, installé en Suisse, et dont Laval reconnaissait lui-même qu'il n'avait guère d'intérêt et ne justifiait pas en soi l'urgence d'une telle rencontre. Le sujet principal de l'entretien était donc bien Madagascar et le rôle que les Japonais pouvaient y jouer. C'est donc un nouvel appel du pied de Laval aux Japonais.

En réalité, le Japon n'avait pas vraiment avancé dans cette direction, en raison des coups d'arrêt subis dans le Pacifique, et l'offensive sous-marine dans l'océan Indien resta limitée, faute de moyens disponibles. Comme Darlan, Laval était victime d'une illusion tenace, celle de croire que Vichy pouvait exercer une influence quelconque sur la stratégie japonaise. Illusion d'autant plus dommageable qu'il menait une vraie politique à l'égard du Japon et qu'il tenait compte de l'interaction des différents problèmes. Encourager – au moins verbalement – les Japonais dans l'océan Indien devait permettre d'atténuer leurs exigences en Indochine. Six mois plus tard, alors que les Alliés avaient débarqué en Afrique du Nord, Laval poursuivait encore cette idée fixe devant un membre de l'ambassade du Japon. Le chef du gouvernement, avait déclaré qu'il « avait espéré sincèrement depuis le début que le Japon, l'Allemagne et l'Italie se donneraient la main aussi rapidement que possible soit à Suez soit dans le golfe Persique, et que l'Axe établirait ainsi des positions [? dans lesquelles il serait invincible]. Suite aux nouveaux développements dans la situation en Méditerranée et en Afrique du Nord, il s'accrochait de plus en plus à cet espoir[225] ». Quel rôle la France aurait-elle pu jouer dans cette vision ? Laval avait indiqué que, « au vu des mesures récemment prises par l'Allemagne, il était regrettable qu'en raison d'un léger dysfonctionnement la flotte à Toulon n'ait pu être préservée, car, tandis que la réorganisation de l'Armée n'était pas très difficile, il était probable que la reconstruction de la Marine serait extrêmement ardue ».

L’Indochine

La défense de l’Indochine, un des fleurons de l’Empire, était au cœur de la politique coloniale et étrangère de Vichy. Si l’étude des messages diplomatiques interceptés permet de mettre en lumière le jeu particulièrement trouble de Darlan et de Laval et de montrer à quel point ils étaient prêts, en 1942, à engager la France dans une collaboration stratégique avec l’Axe, la situation en Indochine était autrement complexe et l’héritage de la politique des représentants de Vichy et en premier lieu de l’amiral Decoux demeure sujet à débats, d’autant qu’une négociation avec la France libre fut esquissée dès 1943. Nommé sur la suggestion de Darlan, l’amiral avait choisi d’accepter une implantation japonaise militaire sur plusieurs bases, en échange de la promesse que l’Indochine resterait officiellement française et ne serait pas intégrée de force dans la vaste entité que le Japon avait l’ambition de créer en Asie du Sud-Est. La moisson d’interceptions concernant l’Indochine fut particulièrement riche pour les Alliés, qui observaient ainsi avec appréhension les avancées du Japon. Une des raisons de cette abondance, sans aucun doute, fut la distance qui séparait la colonie de Vichy et les difficultés de liaison, qui rendaient indispensable la communication par radio. Cela permettait aux Alliés de suivre les échanges entre Vichy et l’amiral Decoux tout en lisant, en parallèle, une partie des échanges diplomatiques japonais. Nul ne doutait que le Japon avait, à partir de 1940, des visées expansionnistes, mais il était difficile de savoir dans quelle direction. Le Japon allait-il attaquer l’URSS comme le souhaitaient les Allemands ou poursuivre sa progression en Asie du Sud-Est ? Ses positions en Indochine pouvaient donner aux Alliés des indices sérieux. Grâce aux messages interceptés, les Alliés purent observer de très près les différents paliers de la pression exercée par le Japon sur Vichy. Les Alliés furent au courant des télégrammes échangés entre Vichy et Tokyo grâce à *Magic*, en outre les Japonais ne firent pas beaucoup d’efforts pour maintenir la confidentialité sur la question, et la presse, notamment le *New York Times*, décrivit en détail les étapes de la progression japonaise en Indochine.

On a, une fois de plus, l'impression assez consternante d'une suite de renoncements, de la part de Vichy, sur des points qui, pour ne pas être aussi fondamentaux pour le pays, s'agissant d'une colonie lointaine, suivent le comportement du régime vis-à-vis de l'occupant allemand. Le 21 juillet 1941, une interception permit de constater que les Japonais étaient prêts à prendre possession des bases exigées auparavant dans une communication de l'ambassadeur Kato au directeur du bureau d'Orient du ministère des Affaires étrangères de Vichy, et ce dès le 24 juillet, quelle que soit la réponse des autorités françaises[226]. Le 22 juillet, Reiche faisait part de la grande inquiétude du ministère des Affaires étrangères de Vichy concernant la situation en Indochine et indiquait que le gouvernement français allait tenter d'obtenir le soutien diplomatique du Reich afin de contrecarrer, ou du moins d'atténuer, la pression japonaise[227]. Benoist-Méchin, responsable des relations avec l'ambassade d'Allemagne, avait été chargé d'évoquer la question avec Abetz, mais, pour des raisons obscures, omit de lui en parler (« j'ai oublié ! » fut son explication triviale à Pierre de Leusse)[228]. Grâce à son contact au sein de l'ambassade du Japon, le représentant de Himmler informa le quartier général du SD que l'occupation japonaise de l'Indochine avait d'ailleurs été, deux mois auparavant, l'objet d'un accord resté secret entre Oshima et Ribbentrop, ce qui ne laissait que peu d'espoir au gouvernement français. Les Allemands appuyèrent en conséquence les Japonais, et c'est sans nul doute l'interception d'un message japonais annonçant cet accord, confirmé par Reiche, qui permit à Roosevelt de déclarer à Nomura, ambassadeur du Japon à Washington[229], que tout accord passé entre Tokyo et Vichy était dû à la pression exercée par Berlin. Le régime de Vichy qui, en Syrie, venait de résister durement aux troupes du Commonwealth et à la France libre, accepta ainsi la présence militaire japonaise dans le sud de l'Indochine sans que le moindre coup de feu fût tiré.

La réaction du président américain fut brutale : il exigea le retrait sans condition des troupes japonaises d'Indochine, et il n'hésita pas un instant à se lancer dans une véritable guerre économique à l'égard du Japon. Avec l'accord du Royaume-Uni et des Pays-Bas, les échanges avec ce dernier furent mis sous embargo, et les avoirs japonais aux Etats-Unis gelés. La poursuite des négociations permit cependant aux Japonais de se montrer de plus en plus exigeants sur place. Grâce aux interceptions, les Anglo-Américains constataient que, malgré l'embargo, il n'y avait aucun signe de relâchement de la pression, et que les mesures de rétorsion économique n'avaient aucun effet dissuasif sur le comportement de l'armée japonaise, bien au contraire. Quant aux autorités de Vichy, elles semblaient décidées à n'offrir qu'une résistance symbolique. Indice

des plus sérieux quant aux objectifs de l'Empire du Soleil levant : c'était bien en direction du sud que l'expansion japonaise progressait. En réalité, le chef du gouvernement, le prince Konoye, qui faisait partie du camp ouvert à la négociation, poursuivait depuis 1940 une partie délicate qui consistait à accorder à l'armée de terre japonaise des satisfactions symboliques, notamment en Indochine, destinées à calmer l'ardeur belliqueuse de ses chefs.

Le 22 septembre 1941, l'armée d'occupation du sud de l'Indochine demandait ainsi au gouverneur général Decoux de pouvoir utiliser librement deux aérodromes au Cambodge ainsi que des bâtiments et des hangars à Saigon. Selon la procédure désormais habituelle, il était précisé que, en cas de refus d'obtempérer au plus tard le 26 septembre, ces objectifs seraient occupés de force. Decoux répondit dans un premier temps que les demandes étaient « grotesques » et ne pouvaient être acceptées. Il ajouta qu'il était, d'une part, impossible de transférer ces bâtiments aux forces japonaises parce que l'armée française les occupait déjà et, d'autre part, que les aérodromes n'était pas couverts par l'accord de défense conjointe (accord Darlan-Kato), il lui était également impossible d'en céder le contrôle[230].

En conséquence, l'ambassadeur de France à Tokyo, Arsène-Henry, se rendit le 25 septembre chez le ministre des Affaires étrangères, l'amiral Toyoda, et lui demanda de donner des instructions pour que la force ne soit pas employée. Au cours de la conversation, qualifiée de cordiale par Henry, Toyoda assura le représentant de Vichy qu'il allait prescrire aux autorités japonaises en Indochine de « rechercher dans chaque cas une solution amiable », tout en ajoutant, sur un ton qui ne présageait rien de bon, que « lorsqu'on fait attendre trop longtemps la réponse qu'ils espèrent, les militaires japonais perdent [? patience] ». Arsène-Henry répondit de façon pathétique qu'une coopération devait être fondée sur une entente véritable et non sur l'acceptation continuelle par une partie de toute exigence de l'autre. Le pauvre Henry conclut presque comiquement :

> En somme je crois que l'amiral Toyoda […] est parfaitement persuadé de la justesse de notre point de vue, les arguments qui me sont opposés sont des arguments de discussion pour garder la face. Je suis donc persuadé que le gouvernement impérial fera son possible pour éviter des incidents en Indochine. Mais, comme je vous l'ai souvent dit, il n'est malheureusement pas certain qu'il obtienne de ses militaires une exacte ---[231].

Vu du côté japonais, le compte rendu de cette entrevue, adressé à l'ambassadeur du Japon à Vichy, Kato, par le ministre lui-même, fut également

intercepté par les Alliés. Il était d'une logique absolument implacable et ne laissait guère de doute sur les intentions japonaises :

> L'Ambassadeur Henry m'a demandé de faire adresser des instructions à l'Armée sur place afin de s'assurer qu'un incident aussi désagréable que l'emploi de la force militaire n'ait pas lieu. A ceci j'ai répondu que, tant qu'aucune garantie n'était donnée quant à la satisfaction des demandes de l'armée japonaise, il était impossible d'envoyer des instructions, et s'il n'y avait pas d'instructions, il n'était que naturel pour les forces armées sur place d'employer la force comme elles avaient menacé de le faire. Comme, cependant, il n'y avait aucune intention de notre part d'aggraver la situation, nous allions conseiller à l'Armée sur place de résoudre la question autant que possible par la voie de la négociation si lui, l'Ambassadeur, s'engageait à recommander aussi fermement qu'il le pouvait au gouverneur-général français de se soumettre aux demandes de l'armée japonaise[232].

Résultat de la « négociation » : selon une dépêche de l'armée en date du 28, le gouverneur général de l'Indochine française avait finalement agréé les demandes de l'armée japonaise et un accord à l'amiable avait été trouvé. C'est d'ailleurs de l'aérodrome de Saigon que les avions de la XXII^{e} flottille aérienne japonaise ont décollé le 10 décembre, équipés de bombes et de torpilles, pour couler les cuirassés *Prince of Wales* et *Repulse*.

Au même moment, une autre exigence des militaires japonais, la réquisition d'une quantité très importante de traverses de chemins de fer, fut l'occasion d'une nouvelle escarmouche particulièrement humiliante. Le 30 septembre 1941, Decoux annonça à Henry que le chef d'état-major de la mission japonaise avait informé l'état-major de liaison qu'il ferait procéder le 22 septembre 1941 à l'enlèvement des quatre-vingt mille traverses de chemin de fer destinées à la construction du chemin de fer Chen nan-Nankin. Decoux expliqua que, ce matériel appartenant à la Société des entreprises financières en Chine, société française, il n'avait pas cru devoir accorder les facilités demandées. La suite du message intercepté était aussi savoureuse que pathétique.

> 4. Lieutenant-colonel Devos est de mon avis que la mission japonaise passerait outre à ce refus et qu'elle ferait ce transport avec le secours des troupes du général Yamagata […].
>
> 5. *J'ai protesté énergiquement en prenant acte de cette nouvelle violation des accords.*
>
> 6. *Je me suis vu dans l'obligation, pour éviter la détérioration de notre matériel, l'interruption de notre [? trafic] et l'occupation des gares par les Japonais, de faire assurer le transport par le personnel français*[233].

Le 2 octobre, Toyoda avait d'ailleurs signifié à Kato que, par suite du refus initial de Decoux, les Japonais avaient été contraints de saisir, comme mesure

temporaire, une portion de la ligne de chemin de fer entre Haiphong et Dondan. Il expliqua que les Français avaient finalement donné leur agrément à l'action japonaise, à la condition qu'ils ne soient pas contraints de coopérer ouvertement et que le transport des traverses eût débuté. Arsène-Henry fut chargé de protester de nouveau, cette fois a posteriori, auprès du Gaimusho contre cette nouvelle violation des accords qui portait atteinte à la souveraineté de la France en Indochine. Le représentant de Vichy retourna donc voir le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci répondit avoir pris bonne note de sa déclaration et que des instructions allaient de nouveau être envoyées aux autorités militaires japonaises afin d'éviter tout incident, qu'en échange il espérait de la part des autorités françaises un sincère esprit de coopération dans l'œuvre de défense commune. Henry se disait impressionné par l'attitude de son interlocuteur qui avait écouté toute sa déclaration « d'un ton pénétrant [*sic*] et en prenant de nombreuses notes », et il conclut dans les mêmes termes que lors de sa précédente entrevue :

> Je continue à penser que le Premier ministre, l'amiral Toyoda et le Gaimusho sont absolument persuadés de la justesse de notre point de vue et [? tout ce que je souhaite] est que le chef du gouvernement ait assez d'autorité pour imposer sa volonté aux militaires[234].

Dans une certaine mesure, en effet, les visées des diplomates et celles des militaires japonais n'étaient pas en accord, et il y a avait là peut-être une carte à jouer pour les Français. Pour les Alliés, en revanche, il était clair que les représentants de Vichy étaient prêts à céder à toutes les exigences japonaises et que leurs protestations étaient de pure forme. Le gouverneur général de l'Indochine semblait pourtant bien conscient que la pression japonaise devait être replacée dans le contexte plus général de la stratégie expansionniste de l'Empire du Soleil levant et que toutes les concessions accordées seraient observées avec attention et inquiétude par les autorités américaines et britanniques. Le 27 septembre, Decoux avait ainsi interrogé Arsène-Henry, ainsi que l'ambassadeur de France à Washington, Henry-Haye : « En raison de la multiplicité des incidents provoqués par les autorités militaires japonaises d'Indochine il me serait [? pratique] d'être renseigné sur l'évolution des pourparlers nippo-américains actuellement en cours[235]. » Pour Roosevelt, comme pour Churchill, l'Indochine était en réalité sous occupation japonaise depuis fin juillet, et les sanctions économiques sévères prises en conséquence expliquaient la tension de plus en plus grande dans la région qui aboutit à la démission du gouvernement Konoye et à son remplacement par le cabinet Tojo, dans lequel les militaires étaient très largement majoritaires.

Le surlendemain de Pearl Harbor, la France libre déclarait la guerre au Japon. Tandis que le général de Gaulle appelait ainsi à la résistance aux Japonais, l'amiral Decoux se vit contraint de signer le même jour une nouvelle série d'accords avec les autorités militaires japonaises. Ces accords réaffirmaient le principe de défense commune de l'Indochine – qui avait d'ailleurs déjà été admis par les accords Darlan-Kato du 29 juillet 1941. Si, comme le confirma Hans Reiche dans un message du 12 décembre, les forces armées françaises avaient ainsi pour ordre de repousser toute attaque américaine ou britannique, Decoux, soutenu par Vichy, avait en principe refusé l'idée d'une quelconque offensive en commun contre les ennemis du Japon. L'amiral n'hésita pas à tirer argument de la nature exclusivement défensive de ces accords pour expliquer que, durant toute la guerre, l'Indochine n'avait jamais collaboré avec le Japon mais lui avait au contraire toujours résisté. François-Georges Dreyfus est même allé jusqu'à parler d'un système de résistance aux Japonais dans lequel « il fallait intégrer tous les Indochinois[236] ». Decoux n'est pourtant pas à une contradiction près puisqu'il écrit que, s'il avait refusé de s'entendre avec le commandement japonais, celui-ci aurait tout de suite fait le coup de force. Il ajoute plus loin que les accords avaient été arrachés sous la menace.

On a vu plus haut comment la reprise de la Nouvelle-Calédonie avait été envisagée en coopération étroite avec la marine japonaise. Résistance aux demandes japonaises ? Ce n'est pas du tout ainsi que les autorités japonaises ressentaient les choses. Par une interception d'un message du 29 janvier 1942 du nouveau ministre des Affaires étrangères à destination de l'ambassadeur du Japon à Hanoi, les Alliés apprirent que l'armée japonaise avait décidé d'accorder une décoration prestigieuse au gouverneur général de l'Indochine, l'« ordre du Soleil levant de 1re classe[237] ». La nouvelle fut d'ailleurs rapidement officiellement connue, car, le 30 janvier, Henry-Haye, de Washington, faisait part de son embarras et de son inquiétude face aux réactions américaines. Decoux, on le comprend !, ne fit aucune allusion après guerre à cette décoration. On ne peut que penser que les Japonais récompensaient ainsi son comportement complaisant. La lecture des interceptions permit aux Alliés d'en comprendre les vrais motifs. Alors qu'il était sur le point de quitter son poste à Hanoi, l'ambassadeur du Japon eut un long entretien le 20 février avec l'amiral :

> J'ai d'abord exposé que le gouvernement japonais était extrêmement reconnaissant à Son Excellence pour avoir accepté la conclusion d'un accord local le 9 décembre au moment de l'éclatement de la guerre dans la région de Grande Asie du Sud-Est et pour avoir fait preuve d'un esprit de coopération si étroit et si concret avec nous. L'octroi d'une décoration avait été la manifestation de cette gratitude […] en raison de sa situation en Europe, le gouvernement de Vichy

avait sa politique propre à l'égard de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Amérique et ainsi de suite ; en même temps pour le gouvernement de l'Indochine, du fait de sa situation aux antipodes en Asie de l'Est, il était souhaitable qu'elle adopte une politique de coopération sans réserve avec le Japon, et le gouvernement de Vichy devrait soutenir ceci.

La réponse de l'amiral Decoux ne put que satisfaire en tous points ses interlocuteurs japonais :

1. Tant la France que l'Indochine sont déterminées à observer scrupuleusement les accords existants. De même, dans le cas de l'accord militaire, il s'engageait sur l'honneur à le mettre en œuvre. Sur ce point, les militaires japonais ne devaient avoir aucune sorte d'anxiété.
2. De plus, du point de vue politique, rien ne pouvait causer la moindre friction entre la France et l'Indochine d'une part et le Japon de l'autre. Il était certain que l'avenir verrait un accroissement constant des liens amicaux atteints jusqu'à présent. […] Il était tout à fait convaincu que, quand bien même la position particulière de la France en Indochine serait la même qu'avant, le Japon également obtiendrait une position avantageuse en Indochine.
3. Le point sur lequel il voulait ensuite attirer mon attention était que la France, et la France seule, pourrait, à un moment donné dans le futur, durant la guerre ou après, jouer le rôle d'intermédiaire entre le Japon et les puissances occidentales ou le gouvernement de Tchoung-King. Il était lui-même convaincu qu'il y avait de bonnes raisons pour cela, que ce soit sur le plan économique ou politique[238].

Dans le débat concernant le rôle et la place de l'Indochine dans la politique d'expansion japonaise, voici ce que déclara Yoshizawa, représentant du Japon en Indochine depuis octobre 1941 – diplomate coriace, écrivit Decoux, mais de grande classe –, à des journalistes japonais à Saigon, le 25 février. Ces propos furent rapportés dans la presse de Tokyo et retransmis par Arsène-Henry à Decoux. Le télégramme fut intercepté sous une forme très altérée, et une partie du texte fut déduite par les déchiffreurs britanniques :

L'Indochine est placée sous le contrôle absolu du gouvernement de Vichy […] offre au Japon des facilités de toute sorte dans l'accomplissement de la tâche constructive qu'il s'est imposé en Indochine. […] Elle coopère avec le Japon comme la métropole coopère avec l'Allemagne. A la différence de la Hollande qui n'a pas compris les véritables intentions du Japon, la France ne nous a pas […] son aide dans notre œuvre constructive. Le Japon n'a en ce qui concerne les questions économiques aucun dessein qui aille contre ce que peut souhaiter l'Indochine. Sur un ou deux points seulement l'attitude des autorités indochinoises ne nous donne pas satisfaction et nous insistons pour que notre point de vue soit apprécié à sa juste valeur […]. Bref, chaque jour qui passe [? resserre] plus étroitement les liens qui unissent le Japon à l'Indochine[239].

Au-delà des manifestations d'amitié – qui auraient éventuellement pu passer pour un double jeu de la part des autorités de Vichy –, la collaboration se poursuivit très concrètement, comme le montra un grave incident concernant le sort des navires de marine marchande en Indochine. Le 19 février 1942, l'amiral Leahy adressait de Vichy un télégramme au State Department dans lequel il annonçait avoir pu lire un projet d'accord entre Vichy et le Japon (obtenu grâce à des fonctionnaires sympathisants du ministère des Affaires étrangères) aux termes duquel des navires marchands, représentant au total cinquante mille tonnes, devaient être affrétés au profit des Japonais. Les bateaux navigueraient désormais sous pavillon japonais et comporteraient des équipages japonais, mais ils ne pourraient en théorie être utilisés pour des opérations de guerre[240], Darlan tenta de rassurer l'ambassadeur des Etats-Unis en l'informant que l'accord n'avait pas encore été signé, mais Leahy se disait persuadé que Vichy ne ferait aucun obstacle aux exigences du Japon.

Une prétendue « astuce » fut cependant vite trouvée par Decoux ; les navires ne seraient pas loués par les Français mais tout simplement réquisitionnés, d'un *commun accord,* par les Japonais. Le 13 avril, le nouveau représentant du Japon rendit visite au gouverneur général. Il l'interrogea sur les instructions de Vichy quant à la réquisition des navires français.

> Decoux dit qu'il avait reçu des instructions selon lesquelles, en raison de la situation internationale, la nature de l'utilisation de bateaux français par les Japonais avait été modifiée pour prendre la forme d'une réquisition, que cette réquisition ne venait pas d'une initiative japonaise et que, du fait de la réquisition, les bateaux français navigueraient sous pavillon japonais et les équipages français seraient mis à terre. Il ajouta que d'après un rapport reçu de Saigon il avait appris que la réquisition s'était déroulée sans accroc au cours de la matinée du 12. J'ai suggéré que la réquisition devait rester secrète et Decoux m'approuva sur ce point.

Toutefois, l'amiral Decoux n'avait pas hésité à ajouter que :

> s'il y avait la moindre difficulté dans l'exploitation des navires réquisitionnés en raison de la difficulté à trouver des équipages au complet, et si dans ce cas les Japonais voulaient utiliser les équipages français, il serait possible d'élaborer un *modus vivendi* par lequel ils seraient opérés par des équipages français sous pavillon français tout en maintenant le cadre de la réquisition[241].

On paraissait atteindre ici un sommet dans la subtilité. En effet, si les coups de force successifs des Japonais permirent à diverses reprises de prétendre que Vichy avait été chaque fois contraint dans la pratique de céder, il était en

revanche indispensable aux yeux des autorités de pouvoir démontrer que la souveraineté française avait été malgré tout préservée. On avait alors abouti à cette solution pour le moins innovante : la réquisition était un acte pris, non pas à l'initiative du Japon, mais sur décision de la « victime » de la réquisition, la France ! Le 4 mai, le chargé d'affaires chinois à Vichy, Kuo-tse-Fan, interrogea le chef du bureau Asie du ministère des Affaires étrangères au sujet de cette affaire. Celui-ci expliqua que Vichy avait rejeté l'idée d'affréter les navires au profit des Japonais : « Lorsque Laval a repris le pouvoir, le gouvernement japonais a soulevé la question de nouveau et de plus voulait garder les services des équipages de ces navires. Quand ceci fut aussi refusé les Japonais ont utilisé la méthode de la réquisition afin de saisir par la force environ 80 000 tonnes[242]. »

Si l'amiral Decoux écrivit après la guerre que sa tâche essentielle avait été de tenir en échec la puissance nippone, tout en précisant que sa méthode consistait à faire de temps en temps quelques concessions anodines ou purement verbales, il n'est pas vraiment étonnant que, dans un entretien avec Henry-Haye, le 5 mars, Sumner Welles ait au contraire accusé le gouverneur général de mener ouvertement une politique de totale collaboration avec les Japonais[243]. Il ne faisait ainsi que répéter l'avis des Japonais eux-mêmes. Dans un télégramme de Vichy à Berlin du 12 avril, Hans Reiche put ainsi noter que « l'ambassade japonaise ici est d'avis que du fait d'une politique énergique à l'égard des Français en Extrême-Asie ces derniers sont devenus ces derniers temps de plus en plus prêts à collaborer et plus raisonnables[244]. » Le télégramme de Togo à Mitani du 28 avril, cité plus haut, résumait d'ailleurs la position japonaise : « 1. En ce qui concerne les possessions françaises dans ou avoisinant la Grande Asie de l'Est nous allons en pratique les utiliser au service de la poursuite de la guerre en Asie de l'Est. En particulier en ce qui concerne l'Indochine française, nous allons rendre les relations de coopération de plus en plus étroites[245]. » Un télégramme du 4 novembre 1942, déchiffré avec plusieurs semaines de décalage, et intitulé avec ironie par le Foreign Office « L'Ambassadeur de France à Tokyo se rend compte des menaces japonaises », permit de constater un accès de lucidité fort tardif des représentants de Vichy.

> Il faut se rappeler la brutalité naturelle des militaires japonais qui ne sont accessibles à aucun raisonnement logique et que toute résistance rend frénétiques […]. La monomanie de l'espionnage est une des caractéristiques du tempérament japonais et tous les étrangers vivant au Japon en savent quelque chose. Tout cela dit, il faut reconnaître que [? malheureusement] il y a peut-être une part de vérité dans les plaintes de l'armée japonaise. Il m'est souvent revenu que beaucoup trop de personnes en Indochine ne se sont pas encore rendu compte de la véritable situation de notre colonie vis-à-vis du Japon. On croit encore que l'on peut « jouer des tours » aux Japonais. Il ne s'agit pas certainement du gouvernement général et des hauts rouages de l'administration ; mais leur sagesse et leur

compréhension n'ont pas, d'après ce qui m'a été dit, pénétré la masse des petits fonctionnaires et de la population civile. Il y a là un danger que, connaissant [?] le tempérament japonais, je suis en droit spécifique de vous signaler[246].

Dès son retour au pouvoir, Laval avait marqué à plusieurs reprises sa détermination à développer une politique d'amitié avec le Japon, tout en maintenant la fiction de la souveraineté du régime de Vichy. L'attaché militaire japonais à Vichy rapporta ainsi le 14 octobre 1942 que Laval, avec la pleine approbation du maréchal Pétain, avait affirmé sa bonne volonté à l'égard du Japon et même son souhait de procurer aux autorités militaires japonaises le maximum de moyens et d'installations à travers l'Indochine, mais, « comme son propre souhait, et celui du gouvernement français, était celui de parvenir à une coopération dans une atmosphère de confiance », il espérait que « les autorités japonaises sur place travailleraient avec le gouverneur général à contrôler les éléments réfractaires, dont il reconnaissait l'existence, et éviter de donner l'impression d'ignorer la souveraineté française[247] ».

Six mois plus tard l'orientation fondamentale de la politique de Vichy à l'égard du Japon était confirmée par les instructions du chef du gouvernement à son ambassadeur à Tokyo : « Un fait essentiel […] aujourd'hui en Extrême-Orient et doit constituer le [? facteur] déterminant de notre politique ; le Japon est en pratique maître de la situation dans cette partie du monde ; c'est de lui que dépend en définitive le maintien des droits et intérêts que nous y avons […] en ce qui concerne l'Indochine il est bien évident que les circonstances y imposent une coopération constante et étroite avec les Japonais. Leur présence nous impose des obligations mais elle est aussi un élément de sécurité[248]. » Il était néanmoins important de ne pas collaborer trop ouvertement et de donner l'impression que les exigences japonaises n'étaient pas acceptées sans une sorte de baroud d'honneur. Le 21 janvier 1943, Decoux s'adressait au chef du gouvernement de Vichy :

Les autorités japonaises nous ont de nouveau exprimé l'intention d'établir à Hué un [? détachement] de troupes et police qui ne dépassera pas une centaine d'hommes. *J'ai fait valoir toutes les raisons que nous avons de nous opposer à ce projet [? auquel] j'ai donné mon accord.*

Que sert alors d'ajouter : « Je ne vois que des avantages à ce que notre ambassadeur à Tokyo marque au cours de son entretien avec le représentant du ministère d'Asie orientale que nous attachons à cette affaire une importance [? capitale] » ?[249]

Le premier semestre 1943 fut marqué par l'interminable et exténuante négociation sur la restitution des concessions territoriales françaises en Chine, à Shanghai et ailleurs, en faveur des autorités chinoises de Nankin qui étaient soutenues par le Japon. Les interceptions furent particulièrement abondantes sur cette question. Au service de Vichy, certes, mais surtout des positions de la France, dans une lutte inégale et un peu dérisoire face aux énigmatiques représentants de la Chine et du Japon, de talentueux diplomates, dont certains auront, après la guerre, une carrière brillante, luttèrent pied à pied pour tenter de sauver quelques miettes de souveraineté. Le 1er février, une interception d'un télégramme de Laval à l'ambassadeur de France à Shanghai annonçait le texte d'une déclaration qui répondait d'ailleurs favorablement aux demandes japonaises : « Désireux de resserrer les liens d'amitié qui l'unissent à la Chine, la France a déterminé de se désister de ses [? privilèges] [? extraterritoriaux] en Chine et de renoncer à ses droits d'administration dans […] les concessions internationales de Changhai et de Koulangsou et dans les concessions françaises de Tientsin, Hankou et Canton. Le gouvernement français a proposé de donner effet autant qu'il lui [? sera] possible et compte tenu des divers problèmes soulevés à une décision qu'il tient à rendre immédiatement publique[250]. »

Le 8 février, le nouveau chef du bureau Asie du ministère des Affaires étrangères de Vichy rendit visite à l'ambassadeur Mitani et lui exposa les points suivants : 1 : « le ministre chinois ici avait spontanément suggéré son départ au gouvernement français » et 2 : que « les Français souhaitaient effectuer une déclaration restituant les Concessions et l'extraterritorialité avant le déroulement des meetings de masse organisés pour célébrer l'entrée de la Chine dans la guerre […] et de préférence le 13. Il ajouta qu'ils étaient prêts à accepter les désirs des Japonais sur ces deux points[251] ». Le diplomate japonais répondit que Vichy ne devait prendre aucune mesure avant d'avoir reçu la réponse du Gaimusho. Vichy obtempéra et fut contraint de prendre patience car c'étaient bien les Japonais qui déterminaient le calendrier. Toutefois la pression augmenta en mars. Le 20 mars, Laval adressa à l'ambassadeur de France à Pékin un télégramme qui faisait suite à un entretien qu'il avait eu avec Mitani, venu insister pour que la rétrocession des concessions soit en fait effectuée le plus rapidement possible. Il avait répondu qu'il était complètement d'accord avec le gouvernement japonais. Lorsque l'ambassadeur insista également pour que Vichy établisse des relations diplomatiques avec les autorités de Nankin, Laval répondit qu'il ne s'y opposait pas sur le principe mais qu'il fallait éviter de fournir tout prétexte à une action délibérément hostile du maréchal Chiang Kai-shek, préférant laisser à celui-ci la responsabilité d'une rupture si la politique

poursuivie par le gouvernement français à l'égard de Nankin ne lui paraissait pas conciliable avec le maintien de relations diplomatiques. Laval avait terminé en plaidant platement la confiance :

> Le gouvernement français demande au gouvernement japonais de bien vouloir lui accorder confiance dans le choix de la procédure, *la sincérité de la politique générale de la France en Extrême-Orient ne pouvant faire de doute à Tokyo*[252].

Decoux sembla s'opposer à cette politique, par un télégramme à Laval du 15 avril :

> Je comprends fort bien la nécessité où nous nous sommes trouvés de mener des pourparlers avec les autorités de Nankin pour l'abandon dans les meilleures conditions de certains de nos droits en Chine. Mais je me demande si cet abandon ne pourrait pas être mené à bonne fin [? sans qu'il] entraîne la reconnaissance de fait du gouvernement de Nankin. […] Une politique de prudence soucieuse d'éviter tout --- ne doit pas les surprendre et je ne pense pas qu'elles pourraient nous reprocher une politique de [?] si tout en tenant compte de l'évolution de la politique japonaise en Extrême-Orient nous [? retenions] la possibilité de conserver avec Tchoung King les contacts diplomatiques nécessaires à la sécurité de l'Indochine[253].

Le 22 avril 1943 au matin, l'ambassadeur du Japon à Vichy s'entretint avec Laval et Rochat. Laval tint en substance les propos suivants : en ce qui concernait la reconnaissance du gouvernement de Nankin, il était lui-même d'avis depuis longtemps qu'il devait y avoir unité complète entre le Japon et la France pour tout ce qui avait trait aux questions chinoises. Mais dans la question de la rupture avec Tchoung King, sans émettre une quelconque objection, il avait simplement demandé qu' elle soit retardée quelque temps pour des raisons tactiques liées à sa propre position en France, jusqu'à ce que l'ambassadeur Cosme, qui était sur place, ait fait connaître qu'il n'existait pas d'autre alternative. Il avait en fait en vain attendu un geste de la part de Tchoung King, et il lui semblait que la rupture devait désormais suivre. Laval précisa qu'il avait adressé à Cosme des instructions lui demandant de ne prendre aucune mesure sans être en complet accord avec les Japonais[254].

Cette affaire des concessions occupa beaucoup la diplomatie de Vichy et fut l'objet d'une grande quantité de messages interceptés, mais la seule chose qui pouvait vraiment intéresser les Alliés était l'état d'esprit de Laval. Il est vrai que l'évolution de la campagne dans le Pacifique diminuait, par rapport à 1942, l'importance de l'Indochine. Mais l'esprit de collaboration avec le Japon

dominait aussi sur place, comme le prouvait en termes peu ambigus une interception du 4 mai 1943 d'un télégramme de Decoux à l'ambassadeur de France à Tokyo, dont copie était adressée à Laval :

> Je vous remercie de m'avoir fait part de vos vues sur la situation en Extrême-Orient […] en ce qui concerne la politique générale, je partage entièrement les vues que vous exprimiez sur la nécessité d'une entente très étroite avec le Japon. Je crois même que l'entente [? doit être] sur des bases telles qu'elle se prolonge après la guerre, notre colonie [manque deux groupes] pratiquer, au point de vue économique et culturel, une politique de [? retrait] sur elle-même comme elle l'a fait depuis trop longtemps. C'est pourquoi il importe de [? consolider] notre entente avec le Japon, qui a porté ses fruits […]. Les rapports franco-japonais tout en étant [??] difficiles me semblent arriver à une sorte de --- qui est de bonne augure pour l'avenir[255].

Déterminé à démontrer que Vichy avait résisté par tous les moyens au Japon, Decoux omit de faire allusion à ce message dans son plaidoyer *pro domo* d'après-guerre. Avec une certaine mauvaise foi, afin de mettre en valeur, par contraste, sa prétendue fermeté face aux pressions japonaises, il affirma que l'ambassadeur de France à Tokyo souffrait d'un complexe d'infériorité vis-à-vis des Japonais, avait constamment surestimé la menace japonaise et penchait systématiquement pour des solutions de conciliation. « Ce serait donc commettre une erreur fondamentale que de prétendre que la politique suivie de 1941 à 1945 à l'égard du Japon par le gouvernement général de l'Indochine fut une politique d'entente à tout prix. » Plus loin, celui qui avait tenu, selon le titre de son ouvrage, « la barre de l'Indochine », écrivit : « On peut affirmer que les relations franco-nippones ne cessèrent, tout au long du conflit du Pacifique, et jusqu'au coup de force du printemps de 1945, de conserver un caractère tendu et des plus dangereux[256]. »

Un dialogue se dessina certes à partir de l'été 1943 entre Decoux et la France libre, mais sans grand résultat. Le 22 novembre 1943, Laval continua à donner le ton de la politique française : « Il importe bien entendu que, tout en maintenant notre collaboration dans le cadre défini par nos accords, nous adoptions sur les questions de détail des positions telles que les Japonais ne puissent mettre en doute notre sincérité et envisager de revenir sur les accords qui garantissent notre souveraineté en Indochine[257]. » En dépit de l'évolution du conflit mondial et du repli constant des forces japonaises dans le Sud-Est asiatique et dans le Pacifique, l'Indochine poursuivit longtemps sa collaboration tranquille avec l'Axe. Le télégramme de Decoux à Laval, le 17 mai 1944, à quelques jours du débarquement en Normandie, et alors que les jours du régime de Vichy étaient

comptés, prouvait que les relations entre l'Indochine et le Japon étaient loin d'être conflictuelles :

> Les relations franco-nippones en Indochine sont devenues, dans la forme, beaucoup plus courtoises, les discussions dans tous les domaines [? procèdent] du désir d'arriver à des arrangements amiables mais les autorités japonaises paraissent nettement soucieuses d'éviter des incidents […]. La propagande japonaise en même temps s'est atténuée ; elle paraît avoir renoncé aux manifestations spectaculaires qui nous inquiétaient en raison de leur effet sur les masses indochinoises. De même l'appui donné à certains agitateurs nationalistes est devenu moins marqué. Nous avons pu procéder sans provoquer de réactions vives à l'arrestation de personnes jusque-là protégées ouvertement par la gendarmerie japonaise […] cette évolution satisfaisante des rapports franco-japonais en Indochine qui répond certainement à un mot d'ordre du gouvernement de Tokyo est-elle durable ? Le Japon a-t-il compris qu'il avait intérêt à nous ménager en raison de l'évolution de la guerre du Pacifique et de la situation internationale et à créer en Indochine un climat favorable au maintien de l'amitié franco-japonaise ? Ou nourrit-il quelques arrière-pensées[258] ?

Avec la chute de Vichy, la nervosité des services représentant l'Etat français en Indochine devint vite perceptible. Une nouvelle tentative de rapprochement avec de Gaulle fut esquissée, notamment par une lettre de fin août 1944 – signée par Decoux, Cosme et Roland de Margerie – qui conseillait surtout de ne rien faire qui puisse provoquer le Japon. Le 22 septembre, une interception d'un message de Cosme à Decoux sonnait comme un aveu involontaire, en forme de bilan de quatre années de relations :

> Nos efforts communs tendent à faire admettre par le gouvernement français le principe d'une politique d'expectative en ce qui concerne nos rapports avec le Japon. Ne croyez-vous pas que la condition indispensable pour que nous soyons entendus à Paris, serait que l'on y sache le plus tôt possible qu'*il n'existe plus* en Indochine entre les armées françaises et nippones aucun élément de collaboration active[259] ?

Bletchley Park put d'ailleurs intercepter une requête symptomatique du chef de la section des Affaires étrangères auprès du haut-commissaire en Indochine. Il s'agissait d'un message transmis à Mitani, qui représentait toujours le Japon auprès du gouvernement de Vichy après son départ en Allemagne, par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Japon à Saigon, Yoshizawa. Le diplomate français, visiblement soucieux pour son avenir et pour celui de certains de ses collègues en Indochine, demandait si

> les autorités japonaises savaient si, lorsque le gouvernement français avait quitté Vichy, les archives des ministères des Affaires étrangères et des Colonies avaient été incinérées ou si elles avaient été transmises au parti de De Gaulle. L'Indochine française était profondément *inquiète* à ce sujet et serait en conséquence reconnaissante de toutes informations de notre part à ce sujet[260].

Il ne pouvait savoir que, quelque part en Angleterre, des fonctionnaires méticuleux du Foreign Office avaient soigneusement archivé pour la postérité les télégrammes que les services d'écoute avaient interceptés.

Pour les Alliés, le pouvoir de Vichy constituait, jusqu'à la fin 1942, une menace très grave, principalement au Moyen-Orient et en Méditerranée où la stratégie alliée était particulièrement complexe, mais également dans l'océan Indien, et ils considéraient n'avoir reçu aucune réelle garantie concernant le sort de la flotte française[261]. Ils constataient aussi que, malgré leur neutralité affichée, obsédés par les questions de souveraineté et par la concurrence gaulliste, Darlan et Laval étaient prêts à saisir la moindre occasion de tirer parti des avancées des puissances de l'Axe. Aux yeux des dirigeants de Vichy, chaque victoire de l'Axe confirmait qu'ils avaient fait le bon choix en refusant de poursuivre le combat en 1940. Partout sur la défensive au cours de la première partie de 1942, Churchill et Roosevelt estimaient que la coopération de Vichy avec l'Axe représentait un danger trop grave pour ne pas être traitée, sans a priori idéologique, avec le plus grand réalisme. Cette politique, dont le point d'orgue fut l'accord d'Alger avec Darlan, a été jugée avec la plus grande sévérité. Le Premier ministre, après avoir fustigé l'ambition sans bornes du patron de la Royale devenu homme politique, constatait simplement que sa dernière manœuvre, sans doute la plus importante, fut en faveur du camp allié. Il ajoutait : « Ce n'est pas à ceux qui bénéficièrent puissamment de son arrivée dans notre camp de vilipender sa mémoire. » La signature des protocoles de Paris Darlan-Abetz concernant la Syrie fin mai 1941 constitua la face officielle de la collaboration militaire entre Vichy et l'Allemagne. L'étude des interceptions du programme *Ultra* ainsi que des *Magics* montre qu'elles ont été un élément encore plus déterminant dans ce qu'il faut bien qualifier schématiquement de pragmatisme permanent dans l'attitude des Anglo-Américains à l'égard de Vichy. De Gaulle, quant à lui, avait sans doute fait le pari que Vichy ne franchirait jamais le pas de la collaboration militaire avec l'Allemagne, mais les interceptions du programme *Ultra*, auxquelles il n'avait pas accès, prouvaient cependant que le régime fut bien près de le faire, à plusieurs reprises. La duplicité de Vichy s'exerça d'abord à l'égard des Anglo-

Saxons, et non de l'Allemagne. Grâce aux talents des déchiffreurs, les Alliés surent parfaitement à quoi s'en tenir quant aux ambitions de ses dirigeants. Leur seule véritable erreur fut sans doute de penser que Laval ou Darlan pouvaient avoir une quelconque influence sur la stratégie menée par l'Axe.

4
Une lucarne sur la Solution finale

En obtenant que l'ensemble du programme *Ultra* fût placé sous sa responsabilité, Stewart Menzies, le chef du MI6, avait dès le début de la guerre redoré le blason de l'Intelligence Service, dont le réseau d'espions à travers l'Europe avait été presque anéanti en 1940. Cependant, l'exploitation de la très grande majorité des messages interceptés ne concernait pas directement les activités des services secrets, et ils étaient distribués aux directions chargées du renseignement au sein de la RAF, de la Navy et de l'armée de terre. Le MI5 et le MI6 concentrèrent leur attention sur les échanges par radio de leurs rivaux les plus directs : l'Abwehr de l'amiral Canaris et le RSHA de Himmler. L'Abwehr, la branche d'espionnage de la Wehrmacht, fut une source particulièrement prolixe. L'organisation utilisait en effet des machines *Enigma* spécifiques dont les clefs furent très tôt « cassées » grâce aux efforts d'une équipe dirigée par Delwyn Knox, dont le patronyme fut donné à cette catégorie d'interceptions, les ISK – *Intelligence Service Knox*.

L'intérêt des messages était toutefois très inégal, car la grande majorité des quelque six cent mille interceptions qui furent réalisées durant toute la guerre dans cette catégorie concernait la routine quotidienne d'un réseau de renseignements qui disposait d'agents à travers toute l'Europe et en Afrique du Nord. Une deuxième série de messages avait été intitulée ISOS – *Intelligence Service Oliver Stanley* – et recouvrait les messages qui n'étaient pas mis en chiffre au moyen d'*Enigma*, mais par des codes manuels. Une troisième catégorie, dans laquelle se trouvaient notamment les messages transmis à Berlin par Hans Reiche, fut appelée *Isosicle*. Son contenu était jusqu'à présent passé inaperçu, et l'auteur de *British Intelligence in the Second World War* n'en fit pas mention. Au sein du petit groupe d'une dizaine d'hommes qui avaient eu le « privilège » d'observer, grâce à ces interceptions, un épisode tragique mais très

instructif de la Solution finale, se trouvait un jeune historien d'Oxford recruté par le MI6 deux ans auparavant.

Hugh Trevor-Roper fut un des grands historiens anglais du XX^e^ siècle. Spécialiste de la Grande-Bretagne des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, sa notoriété fut établie dès 1947 auprès du grand public lorsqu'il publia une enquête qu'il avait effectuée à l'instigation des services secrets britanniques dans le but de forcer les Soviétiques à reconnaître officiellement que le Führer s'était suicidé dans le bunker. *Les Derniers Jours de Hitler* fut un best-seller. Certains prétendaient en effet que Hitler s'était enfui par sous-marin ou par avion, qu'il avait peut-être été recueilli dans un monastère en Espagne, ou qu'il était déjà parvenu en Amérique du Sud. Les rumeurs au sujet de la survie du Führer étaient récurrentes, et il était indispensable aux yeux des services secrets britanniques de les démentir immédiatement. Passionné par la Seconde Guerre mondiale, Trevor-Roper publia en 1964 un autre classique, *Les Directives de guerre de Hitler*.

Trevor-Roper aimait le monde des secrets et des conspirations, réelles ou imaginaires, et se passionna par exemple pour les contacts en vue de négociations de paix qui furent établis fin avril 1945 entre Himmler et le comte Folke Bernadotte, et pour le rôle qu'avait joué à cette occasion le masseur du chef des SS, Felix Kersten. Plus tard, dans les années 1960, il fut même un moment séduit par les thèses les plus farfelues concernant l'assassinat du président Kennedy. Ses adversaires eurent une bonne occasion de se réjouir, et certains de ses collègues ne furent pas totalement surpris lorsqu'en 1983 sa réputation de grand spécialiste de la Seconde Guerre mondiale fut compromise. Aux côtés d'historiens de renom comme Eberhard Jackel et Gerhard Weinberg, Trevor-Roper affirma, avant de se rétracter piteusement, que le célèbre faux du *Journal* de Hitler était parfaitement authentique. Cet intérêt pour les aspects les plus obscurs de la guerre était assez surprenant chez un historien qui professait par ailleurs une profonde admiration pour l'Ecole des Annales et pour Fernand Braudel, mais il avait une explication.

Durant la guerre, Trevor-Roper, comme nombre de jeunes historiens britanniques de talent, avait rejoint le MI6, où il se lia d'amitié avec Kim Philby, auquel il consacra également un livre après la révélation de sa trahison. Dès le début de 1940, alors qu'il faisait partie du Radio Security Service, un organisme indépendant chargé d'analyser les interceptions, il avait entrevu les perspectives ouvertes par les interceptions des communications de l'Abwehr, et il avait commencé à faire circuler des notes habilement rédigées pour appeler l'attention des différents services sur l'intérêt de cette piste, à une époque où les services d'interception manquaient encore cruellement de ressources humaines et de

moyens. En mai 1941, le Radio Security Service fut absorbé par le MI6, et le jeune historien connut alors au sein des services secrets une progression rapide, puisqu'il avait déjà atteint le grade de *major* en 1943. Sa place exacte dans la hiérarchie n'est pas tout à fait claire, mais il était en tout état de cause parvenu dans le saint des saints puisqu'il faisait partie d'une équipe mixte, composée à la fois d'officiers du MI5 et du MI6, chargée d'étudier et d'analyser les interceptions des messages de l'Abwehr et du SD. Les bureaux de cette section étaient situés dans le village d'Arkley, dans le Hertfordshire, au nord de Londres. La moisson de messages interceptés était en effet devenue de plus en plus importante à partir de 1943. Devant l'abondance et l'inégale valeur des informations, il était important de faire appel aux compétences d'individus ayant une très solide mémoire et une capacité à produire des synthèses rapides. Dans le système universitaire du Royaume-Uni, les historiens présentaient un tel profil. Peu de temps après la fin de la guerre, devenu auteur à succès, le jeune historien d'Oxford fit la connaissance à Florence du grand critique d'art et expert américain Bernard Berenson, spécialiste mondialement connu des peintres de la Renaissance italienne, qui avait alors plus de quatre-vingts ans. Comme beaucoup d'Anglais cultivés, Trevor-Roper avait été reçu dans la splendide demeure florentine de ce dernier, « I Tatti », dont l'immense bibliothèque satisfaisait sa voracité pour les livres. Les deux hommes entretinrent dès lors une correspondance assidue (publiée en 2006[262]). Pourtant, il ne fut jamais question entre eux d'un épisode douloureux auquel Trevor-Roper avait été mêlé et qui concernait Berenson, Juif converti au catholicisme, à plus d'un titre.

En dépit des lois antisémites de 1941, la petite communauté juive italienne n'avait pas été réellement l'objet de persécutions sous le fascisme, mais la chute de Mussolini, le dimanche 25 juillet 1943, ouvrit une période d'incertitude. Au cours de la soirée, le maréchal Badoglio annonça que le roi Victor-Emmanuel lui avait demandé de former un nouveau gouvernement. Les foules se rassemblèrent dans les rues pour applaudir la chute du Duce et pour déboulonner ses statues ainsi que les emblèmes du fascisme. Cependant, le maréchal avait terminé son discours en précisant que l'Italie était toujours en guerre avec les Alliés et, un mois durant, le nouveau gouvernement parut rester fidèle à l'Axe. En réalité, des pourparlers secrets avec les Alliés furent rapidement entamés, mais en attendant leur issue il fallait maintenir la fiction que l'Italie était toujours aux côtés de l'Allemagne. Le 3 septembre, les troupes alliées venant de Sicile débarquaient en Calabre, et cinq jours plus tard Badoglio annonçait qu'un armistice avait été signé.

Hitler, furieux, décidait en réaction au débarquement à Salerne de déclencher immédiatement l'opération *Alaric*. Rome fut occupée dès le 10 septembre par les

parachutistes allemands ainsi que par des unités SS ; le 12 septembre, Mussolini fut libéré par les hommes d'Otto Skorzeny. En s'attaquant d'abord à l'Italie fasciste, les Alliés avaient espéré éliminer du conflit leur adversaire le plus faible. Ils n'avaient pas prévu que Hitler, toujours rétif à toute idée de retraite, déciderait de ne pas céder un pouce de terrain et de mettre à profit la géographie particulière de l'Italie. La longue et pénible remontée de la Botte ne faisait que commencer, et il fallut attendre juin 1944 pour que la Ville éternelle soit libérée. Les Allemands ne se contentèrent cependant pas d'une occupation militaire. Des exactions furent commises sur ordre direct du Führer, dont furent victimes les militaires italiens qui avaient décidé de suivre le gouvernement dans l'armistice, ou qui avaient refusé de rendre les armes.

Au sein de la communauté juive d'Italie, qui représentait environ trente-cinq mille individus, l'inquiétude grandit. Au moment de la chute de Mussolini, ses responsables avaient eu l'espoir de voir les lois antijuives abrogées, mais il n'en fut rien car, aux yeux du gouvernement Badoglio, une abrogation trop précipitée aurait provoqué la méfiance des Allemands. Dans la période extrêmement délicate qui suivit, il apparut indispensable de ne pas rompre trop brutalement avec le régime fasciste. Pendant le mois de septembre, une horde de fonctionnaires allemands fondit sur l'Italie afin de prendre en main les affaires du pays. Parmi ceux-ci se trouvaient des spécialistes de la déportation des Juifs, avides de montrer qu'aucun Juif européen ne devait être épargné et que la « Solution finale » n'était pas un simple slogan. La question du sort des Juifs italiens, notamment ceux qui vivaient à Rome, devait être réglée le plus rapidement possible. Le 15 septembre déjà, plusieurs dizaines de Juifs installés autour du lac Majeur furent arrêtés et exécutés par des membres de la division SS Leibstandarte Adolf Hitler. De l'autre côté de la frontière, en France, de nombreux Juifs français et étrangers s'étaient réfugiés dans la zone d'occupation italienne, sous le regard relativement bienveillant des autorités. Le 10 septembre, des unités de SS sous le commandement d'Alois Brunner déclenchèrent une opération de rafle ; celle-ci ne fut pas un « succès », car ils ne disposaient pas de fichiers permettant d'identifier les Juifs, et nombre de ceux-ci purent trouver refuge dans des familles sympathisantes. Dans ce contexte, les Juifs de Rome, qui formaient une communauté relativement unie et concentrée de huit mille à neuf mille personnes, constituaient un objectif majeur et surtout facile à « loger », mais les familles visées risquaient fort de parvenir à s'échapper, car il leur serait facile de trouver refuge auprès de leurs compatriotes non juifs. Aussi les hommes de la lutte contre les Juifs devaient-ils procéder avec la plus grande célérité. Les transmissions radio, dont les hommes du RSHA avaient jusque-là fait usage avec une très grande parcimonie lorsqu'il s'agissait des déportations,

devenaient un instrument essentiel du fait de leur rapidité de mise en œuvre et de leur flexibilité. La radio avait été, pour la Luftwaffe et les divisions de panzers, une des clefs du *Blitzkrieg*. Elle le fut aussi pour le *Blitzkrieg* mené contre les Juifs d'Italie.

Dans leur correspondance, rien n'indique que Berenson fut informé des activités et du rôle de Trevor-Roper au sein du MI6. Ce que ce dernier ne pouvait en aucun cas révéler à son ami et maître, c'est qu'il avait été directement informé des activités des représentants de Himmler à Rome chargés de régler le sort des Juifs. Trevor-Roper avait rédigé plusieurs études successives sur la situation générale du réseau de communications du SD, d'où il ressortait que les services de Himmler avaient été très méfiants à l'égard de l'utilisation des transmissions radio et préféraient faire appel à d'autres moyens, comme le téléphone ou le courrier. Le centre de transmission par TSF du SD à Rome fut mis en place le 23 juillet 1943 seulement, raison pour laquelle le dossier des interceptions concernant l'Italie était resté jusque-là totalement vide. Trevor-Roper constata dans une note que cette installation se fit dans une certaine précipitation, sans prendre les précautions habituelles, dont son rapport ne précise pas la nature. Les moyens de transmission furent mis en place dans la villa Wolkonsky où se trouvait le bureau de l'attaché de police auprès de l'ambassade d'Allemagne en Italie, Herbert Kappler. S'il avait une couverture de diplomate, Kappler faisait en réalité partie, comme son homologue Hans Reiche à Vichy, de la direction N° VI du RSHA, dont le chef était Walter Schellenberg. Cette direction était spécialisée dans l'espionnage à l'extérieur du Reich et ne s'occupait en principe pas de la question des déportations de Juifs. Kappler était en Italie depuis plusieurs années et chargé, sous sa couverture d'attaché de police, de recruter et de diriger le réseau principal du SD dans le pays.

L'organigramme des services SS en Italie, qui reflétait la complexité de l'organisation telle qu'elle existait en Allemagne, fut progressivement reconstitué par Trevor-Roper[263]. Plusieurs directions du RSHA avaient ainsi chacune leurs représentants. En septembre – signe de l'importance accordée à l'Italie par Himmler –, arriva également l'Obergruppenführer SS Karl Otto Wolff, qui était jusque-là chef de l'état-major personnel de Himmler et avait également le titre de Hoechste SS und Polizeiführer. Il prit la fonction de patron de toutes les formations SS et de police en Italie et avait par conséquent dans le domaine civil les mêmes pouvoirs que le maréchal Kesselring dans le domaine militaire. Venu de Bulgarie, après son long séjour en France où il avait acquis une solide expérience dans l'organisation de l'arrestation et de la déportation des Juifs, le SS Hauptsturmführer Theodor Dannecker, chef de la section IV B4 des Einsatzkommandos, eut l'occasion de s'illustrer une première fois début octobre

en organisant la déportation d'une partie de la communauté juive de Trieste. Pour la mise en œuvre des actions qui avaient été planifiées, il fallait également faire appel aux hommes de l'Ordnungspolizei dont le chef était le général von Kamptz.

Le 26 septembre 1943, Herbert Kappler convoqua deux personnalités juives de premier plan, Dante Almansi et Ugo Foa, et exigea de la communauté juive la remise de cinquante kilos d'or, menaçant de prendre deux cents otages au cas où cette quantité ne lui était pas livrée. Des Italiens non juifs apportèrent leur contribution, et quatre-vingts kilos furent finalement réunis. La communauté juive pensait avoir ainsi acheté sa sécurité et sa protection. Cette extorsion était-elle en fait destinée à rassurer faussement les Juifs de Rome quant à leur sort ? La malle contenant l'or fut retrouvée intacte, fermée, après la guerre, dans le bureau d'Ernst Kaltenbrunner, le patron du SD. Il est probable que les Juifs furent en effet rassurés, mais l'idée qu'il s'agissait seulement d'une intoxication nous paraît un peu trop subtile, d'autant qu'au même moment les Allemands procédaient à d'autres saisies. L'affaire de l'or des Juifs fut le premier signe qui parvint aux services secrets alliés du fait que la question juive était considérée comme de la plus haute importance pour les autorités SS. En effet, le 5 octobre – le message fut intercepté et déchiffré le jour même –, Herbert Kappler annonça que cent dix kilos d'or de la Banque centrale italienne avaient été transférés à Milan, et il ajouta que cinquante kilos d'or en provenance de la communauté juive de Rome étaient sur le point d'être expédiés directement en Allemagne. La déportation des Juifs de Rome fut cependant précédée de quelques discussions. Le 6 octobre, le consul Moellhausen adressait une lettre personnelle à Ribbentrop pour l'alerter de l'imminence d'une *Aktion* et suggérait qu'il serait plus intelligent de « mobiliser les Juifs pour construire des ouvrages de défense comme cela avait été le cas à Tunis ». Il ajouta qu'il avait l'intention, en compagnie d'ailleurs de Kappler, de proposer cette solution au commandant des forces allemandes en Italie, le maréchal Kesselring. Il est probable que le consul adressa également un télégramme à Ribbentrop sur le sujet, mais la démarche du diplomate allemand n'apparut pas dans les interceptions, car Bletchley Park rencontrait beaucoup de difficultés avec les chiffres utilisés par la Wilhelmstrasse. Les services secrets purent toutefois intercepter le même jour un message de Kappler, destiné à Himmler, qui paraissait confirmer que les mêmes objections avaient bien été soulevées par le représentant du SD en Italie (qui ne s'était pas encore transformé en spécialiste de la question juive).

« Le SS Ogruf. [Obergruppenführer, grade équivalent à un général de corps d'armée] WOLFF RSHA a envoyé le SS Hptstuf DANNECKER ici avec l'ordre de saisir tous les Juifs dans des opérations éclair et de les déporter en Allemagne.

En raison de l'attitude des habitants de la ville et des conditions incertaines, il a été impossible d'agir à Naples. [Le fait de citer Naples est pour le moins curieux dans la mesure où les troupes anglo-américaines avaient pris la ville le 1er octobre.] Les préparatifs administratifs en vue de l'action à Rome sont à présent achevés[264]. »

Le reste de l'interception était très altéré et parcellaire. Mais on pouvait deviner que certaines objections avaient été soulevées, en particulier par Kesselring. Ce dernier semblait désireux que les Juifs pris dans les rafles fussent en effet utilisés pour des travaux forcés, et notamment l'édification d'ouvrages défensifs. D'autre part, il estimait plus intelligent de faire appel aux fonctionnaires de police italiens pour mettre en œuvre la saisie des Juifs, à l'instar de la procédure qui avait été utilisée en France : « La direction locale de l'opération par les autorités italiennes est considérée comme plus indiquée qu'une action effectuée par les Allemands. »

Dès le 7 octobre 1943, les services secrets britanniques étaient par conséquent informés du projet de déportation des Juifs de Rome et de l'imminence du déclenchement d'une *Aktion*. Ils pouvaient également noter que le sort des Juifs n'était pas encore clairement arrêté et que certains fonctionnaires allemands en poste à Rome étaient encore rétifs, notamment en raison du risque d'une intervention du Vatican. Raul Hilberg cite la réponse faite le 9 octobre par Eberhard von Thadden, du ministère des Affaires étrangères, à Eitel Moelhausen, indiquant que les Juifs de Rome allaient être envoyés à Mauthausen comme otages et que le consul général ne devait plus se mêler de cette affaire. Cette instruction ne fut découverte qu'après la guerre, car, nous l'avons déjà dit, le chiffre du ministère des Affaires étrangères allemand était quasiment impossible à pénétrer. Les services alliés eurent en revanche la réponse que fit, le 11 octobre, sur le ton de l'admonestation, Ernst Kaltenbrunner à son subordonné Herbert Kappler. Grâce aux dossiers *Isosicle*, nous savons également exactement à quelle heure ce message fut intercepté : entre 19 heures et 19 h 15 GMT. Le message fut presque immédiatement déchiffré et traduit, ce qui était très rare dans les domaines qui n'avaient pas un impact direct sur les opérations militaires.

En clair, le soir du 11 octobre, les services secrets britanniques apprirent qu'une *Aktion* contre la population juive de Rome allait se dérouler dans les heures ou les jours à venir. L'ordre de Kaltenbrunner était en effet de ceux qui ne pouvaient être discutés. L'intitulé de la compilation N° 451 diffusée le 14 octobre 1943 est explicite et prouve que les analystes britanniques étaient parfaitement conscients de ce qui était en train de se passer :

Décision des Allemands d'éradiquer la population juive en Italie
Berlin à Rome, le 11 octobre, pour Kappler

C'est précisément l'éradication immédiate et complète de la population juive en Italie qui est dans l'intérêt de la situation politique interne à l'heure actuelle et de la sécurité en général en Italie. Repousser l'expulsion des Juifs jusqu'à ce que les carabiniers et les officiers de l'armée italienne soient remplacés ne peut en aucun cas être envisagé, tout comme il est exclu de prendre en considération la réquisition éventuelle des Juifs comme main-d'œuvre pour effectuer des travaux sous la responsabilité et la direction des autorités italiennes, car elle ne pourra être que d'une très faible productivité. Plus l'opération est retardée, plus les Juifs, qui s'attendent sans aucun doute à des mesures d'évacuation, auront ainsi l'opportunité de disparaître complètement en se réfugiant dans les habitations d'Italiens projuifs [manquait ici une partie du message]. L'Italie a reçu comme instruction de mettre en application les ordres du RFSS [Himmler] et de procéder sans plus tarder à l'évacuation des Juifs. Signé Kaltenbrunner Ogr [Obergruppenführer][265].

La date du samedi 16 octobre fut choisie en raison du Sabbat, car les Juifs seraient à leur domicile. Le 29 septembre, en prévision de la rafle, les fichiers comportant les noms et les adresses des membres de la communauté avaient été saisis par des policiers allemands. A 5 h 30, la police allemande déclencha l'*Aktion* en visant notamment les immeubles délabrés de ce qui avait été le ghetto juif de Rome, et le quartier du Trastevere. Les gens furent arrachés de leur lit et dirigés sans ménagement vers des camions qui attendaient pour les emmener au camp de transit, dans les locaux de l'Ecole militaire Palazzo-Salviati, à près d'un kilomètre de la cité du Vatican. Le soir du 16 octobre, une série de messages transmis entre 21 heures et 21 h 10, puis de nouveau à 22 h 08 GMT, dressait un premier bilan de l'*Aktion*. Ces messages furent déchiffrés par Bletchley Park dès le lendemain matin, 17 octobre. L'auteur du message n'était pas identifié, mais il est probable qu'il s'agissait de nouveau de Kappler :

Rome à Berlin 16/10 : l'action contre les Juifs a débuté et a été menée à bien aujourd'hui, conformément au plan qui avait été préparé avec le plus de précision possible par le bureau. Toutes les forces disponibles de la Sicherheitspolizei et de l'Ordnungspolizei ont été mises à contribution. La participation de la police italienne n'a pas été considérée comme praticable du fait de son manque de fiabilité pour ce type d'opération, qui ne pouvait être un succès qu'en procédant coup sur coup et avec la plus grande célérité à l'arrestation des individus dans les 26 secteurs de la ville qui avaient été déterminés à l'avance. Du fait du nombre insuffisant de policiers allemands disponibles, 365 en tout, et que Rome est une ville ouverte [?], il n'était pas concevable d'isoler des rues entières. Malgré cela, 1 259 personnes ont été arrêtées dans les habitations juives et emmenées vers un camp de transit situé dans l'Ecole militaire, au cours d'une opération qui a duré de 5 h 30 à 14 heures. Après avoir relâché des individus de sang mêlé, les ressortissants étrangers parmi lesquels un citoyen du Vatican, les familles de mariage mixte y compris le conjoint juif, et les domestiques des locataires aryens, il reste 1 002 Juifs en état d'arrestation. Le départ est prévu pour le lundi 18 octobre à 9 heures. L'escorte sera constituée de 30 hommes de l'Ordnungspolizei[266].

Raul Hilberg s'est fondé sur le rapport de Kappler à Wolf daté du 18 octobre, exhumé après la guerre, et cite le chiffre de 1 007 Juifs finalement retenus, ce que confirmait d'ailleurs une interception d'un message de Dannecker du 21 octobre. Sur la base de ce rapport, l'historien de la destruction des Juifs européens écrit cependant qu'aucun incident ne fut à déplorer[267]. Or, les messages interceptés par les Britanniques précisent les difficultés rencontrées lors de la rafle :

> L'attitude de la population italienne a consisté sans équivoque à résister de manière passive, et dans un nombre élevé de cas individuels ceci s'est transformé en résistance active. Dans un cas par exemple, la police fut accueillie à l'entrée de la maison par un Fasciste avec des papiers d'identité en règle et portant la chemise noire, qui avait sans aucun doute repris la maison à sa charge seulement une heure auparavant et qui prétendait qu'elle lui appartenait. [Une partie assez substantielle du message manquait ici] partie de la population ne se manifesta pas durant l'action, mais seulement les masses populaires, qui dans certains cas individuels tentèrent même d'empêcher des policiers de s'approcher des Juifs[268].

Un message supplémentaire « sur le moral » faisait de nouveau part des difficultés rencontrées par les policiers allemands.

> La population est excitée et très en colère après l'action contre les Juifs. Les sentiments de sympathie à leur égard sont omniprésents au sein des classes les plus modestes, en particulier parce que des femmes et des enfants ont été emmenés. Cette sympathie est artificiellement entretenue et accrue par les rumeurs qui sont disséminées. L'indignation grandit, spécialement à l'égard de la police allemande. Les Fascistes regrettent que la question juive n'ait pas été résolue par le fascisme [*sic*][269]. »

Sur plus de douze cents Juifs arrêtés, près de neuf cents étaient en effet des femmes et des enfants. Beaucoup de familles juives avaient pensé que la rafle avait pour but d'emmener d'abord les hommes en vue de les utiliser pour le travail forcé, et nombre d'entre eux purent s'échapper, persuadés que leur conjointe et leurs enfants n'étaient pas visés. Une bonne partie de la communauté put se cacher dans la cité du Vatican, malgré l'absence de déclaration officielle du pape ou des autorités vaticanes. Les diplomates allemands avaient beaucoup craint la réaction de ce dernier, mais, au grand soulagement de l'ambassadeur auprès du Vatican, Ernst von Weiszacker, Pie XII garda le silence. Le peuple italien et le clergé n'avaient, en revanche, pas laissé faire sans réagir.

Quel fut le sort des malheureux qui n'avaient pu échapper à l'Ordnungspolizei ? Où allaient-ils ? Ribbentrop avait indiqué au consul Moellhausen que les Juifs arrêtés seraient emmenés comme otages au camp de Mauthausen en Bavière, et non qu'ils seraient dirigés vers un camp d'extermination. Susan Zucotti émet l'hypothèse que les intentions des nazis n'étaient pas encore totalement fixées début octobre, ce qui est inexact. Si la population juive fut en effet trompée, les services alliés savaient, eux, parfaitement à quoi s'en tenir : Kaltenbrunner avait réfuté toute idée d'employer les Juifs pour le travail forcé et utilisé sans équivoque le terme *éradication* dans son message à Kappler. Une nouvelle interception datée du 20 octobre permit de savoir – trop tardivement – vers quelle destination précise se dirigeait le convoi qui partit de la gare Tiburtina. Selon la méthode habituelle, les déportés avaient été entassés à cinquante ou soixante dans des wagons verrouillés de l'extérieur. « Le convoi de Juifs a quitté Rome le 18 à 9 heures par le transport n° X70469 et se rend à Auschwitz via Arnoldstein [ville située à la frontière entre l'Autriche et l'Italie]. Comme le détachement d'escorte de l'Ordnungspolizei doit revenir ici de manière urgente, veuillez vous enquérir des heures de transit et fournir une relève de l'escorte avec un détachement de l'Orpo [Ordnungspolizei] de votre zone. » Le message revêtait la signature du Brigadeführer SS, docteur Wilhelm Harster[270]. Les Juifs de Rome arrivèrent en effet au camp d'Auschwitz le 22 octobre et furent presque tous immédiatement gazés.

Le 29 octobre, un nouveau message de Rome à Berlin apportait des précisions poignantes sur le désespoir de certains membres de familles juives déportées et qui n'avaient pas été pris dans la rafle : « Au cours des derniers jours des offres répétées ont été faites par des Juifs à des personnes connues de notre service dans le but de faire revenir en Italie des membres de leur famille en échange d'or. Le chef de la police italienne a également mentionné au cours d'une discussion aujourd'hui un cas où 3 kg d'or ont été proposés en échange du retour d'un conjoint masculin. Je vous transmets cette information pour des raisons de précaution et vous serais reconnaissant de m'adresser éventuellement des instructions au sujet de cette question[271]. » Il n'y eut pas d'autre convoi en partance de Rome, et le contenu d'une interception d'un message de Kappler, daté du 23 octobre, est par conséquent inexplicable : « Rome à Berlin : Pour le Bds. Le détachement de juifs italiens partira d'ici le 24/10 sous le commandement du SS Unstuf Eisenkolb qui remplace le HStuf Dannecker, qui est encore malade, entre ici et Florence[272]. » Il ne peut en effet s'agir du convoi principal de Juifs romains qui avait quitté Rome le 18 octobre. Peut-être s'agit-il d'un petit groupe de Juifs qui avaient été laissés de côté lors du premier convoi ?

Dans un ouvrage consacré à Auschwitz, l'historien anglais Martin Gilbert, surtout connu pour sa monumentale biographie de Churchill, a lancé quelques affirmations péremptoires : « En dépit de la présence des forces alliées au sud de Rome, les déportations vers Auschwitz à partir de l'Italie et de l'Europe de l'Ouest se poursuivirent tout au long du mois de novembre 1943. Ces déportations restèrent secrètes, inconnues des Alliés[273]. » Gilbert précisait que ces déportations comprenaient deux cents Juifs de Florence, le 6 novembre, plusieurs centaines de Rome, le 14 novembre, ce qui est inexact. Dans un article du *Times* daté du 27 janvier 2005, il écrivait encore au sujet de la Solution finale : « Une opération d'intoxication délibérée montée par les Allemands permit de conserver le secret de l'emplacement d'Auschwitz et l'objet du camp hermétiquement fermé durant presque deux ans. » Les dossiers *Isosicle* récemment accessibles concernant l'affaire de Rome démontrent au contraire de manière indiscutable trois points essentiels : les services de renseignements britanniques – et peut-être américains – étaient informés grâce aux interceptions qu'une population était systématiquement visée, en l'occurrence la communauté juive italienne, et que son élimination était considérée comme une affaire urgente et de la plus haute importance, pour laquelle les Allemands étaient prêts à mobiliser des ressources importantes en hommes et en matériel. La méthode et l'objectif étaient clairement exposés. Les hommes du MI5 et du MI6 voyaient ainsi un pan de la Solution finale se dévoiler devant leurs yeux, et il eût été logique qu'ils tinssent le raisonnement suivant : si les hommes de Himmler n'avaient eu aucune hésitation à lancer une action aussi rapide et tranchante dans le but d'éradiquer une communauté ultraminoritaire, sous les yeux mêmes du Vatican, malgré les craintes et les objections de certains hauts responsables militaires et diplomates influents, alors que les forces alliés ne se trouvaient qu'à deux cents kilomètres de distance, il y avait matière à s'inquiéter très sérieusement concernant le sort des communautés juives beaucoup plus nombreuses qui se trouvaient dans les autres pays d'Europe. Depuis la campagne anglaise, quelques hommes de haute culture avaient ainsi assisté, presque en *temps réel*, à un petit pan de l'entreprise de destruction des Juifs d'Europe.

Qui fut mis au courant de ces événements ? La liste de distribution des messages interceptés comprenait huit officiers ou fonctionnaires : quatre représentants de très haut rang du MI6 dont les colonels Vivian et Cowgill, et trois responsables du renseignement militaire ainsi qu'un membre civil du MI5, Herbert Hart. Toutefois, les informations étaient également incluses dans les compilations de renseignements – dont la distribution était plus large –, mais elles étaient alors noyées dans la masse. Rien n'indique que l'ensemble des messages concernant le dossier italien ait été transmis à la direction qui suivait

avec le plus d'attention la question du sort des déportés en Allemagne, le MI4. Comme on l'a vu, les services secrets furent informés de l'imminence d'une action seulement une dizaine de jours avant l'opération, ce qui laissait un peu de temps pour agir. Les Archives britanniques démontrent que les services secrets avaient obtenu, grâce aux interceptions, deux informations absolument primordiales et dont ils étaient les seuls à bénéficier : l'objectif était bien l'application de la Solution finale à l'Italie, et cette éradication devait avoir lieu dans des délais très brefs. Ces deux renseignements, s'ils avaient été exploités, auraient permis à la population juive de réagir alors qu'elle se sentait encore relativement en sécurité et n'avait pas conscience de l'imminence de l'opération.

Ces deux informations essentielles auraient pu être transmises à Rome, sans doute par le Vatican, et être sinon l'objet d'une annonce papale, du moins disséminées dans la population de Rome. Il a été écrit que Pie XII avait d'ailleurs effectivement été prévenu par l'ambassadeur Weiszacker, qui avait été lui-même informé par le consul Moellhausen, mais il n'existe aucune preuve écrite de cela. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, le consul avait ordre de ne se mêler en aucun cas de l'affaire. Une telle initiative de sa part aurait donc été pour le moins surprenante, car elle l'aurait exposé à de très sérieux problèmes avec son ministère et avec la hiérarchie SS – et pouvait même passer pour un acte de trahison. D'autre part, tout indique qu'il craignait beaucoup une réaction officielle du pape, et il eût été plutôt paradoxal de chercher à le prévenir. En revanche, les Britanniques étaient représentés par un ambassadeur au Vatican, sir Francis d'Arcy Osborne. Certes, les communications avec l'ambassade étaient certainement très difficiles, mais il aurait pu être prévenu de l'imminence d'une action contre les Juifs et, à son tour, en parler au pape afin que ce dernier intervienne auprès des autorités allemandes ou lance un appel public.

La destination finale du convoi des déportés, Auschwitz, ne fut toutefois connue qu'après son départ de Rome. Cette destination plutôt que celle de Mauthausen ne changeait toutefois pas grand-chose à la question. Dans un ouvrage paru en 2000 (*Under his Very Windows, the Vatican and Holocaust in Italy*), Susan Zuccotti émet l'hypothèse que, si le pape avait réagi officiellement, le convoi aurait peut-être changé de destination, et les Juifs auraient peut-être plutôt été envoyés à Mauthausen, comme l'avait indiqué Ribbentrop. Ce raisonnement, appliqué aux analyses des services secrets britanniques, serait toutefois anachronique. Tout d'abord, les services secrets ne savaient pas que Mauthausen, qui n'apparaît nulle part dans les messages interceptés, avait été évoqué par Ribbentrop. Surtout, il n'est absolument pas évident que les analystes britanniques aient été en mesure de différencier ces deux camps et de savoir que le sort des Juifs aurait sans doute été un peu moins sévère dans l'un que dans

l'autre. De plus, la fonction mixte – camp d'extermination et camp de travail – d'Auschwitz ne simplifiait pas les choses. La preuve en est que certains Juifs italiens survécurent, le plus illustre étant Primo Levi.

Pour la première fois, et si l'on s'en tient aux archives actuellement disponibles, les services secrets alliés étaient en mesure d'agir et d'anticiper une action menée en Europe, non loin des forces alliées. Pourquoi n'y eut-il aucune réaction ? Le problème de la déportation de quelques centaines de Juifs n'était pas du ressort du renseignement militaire, représenté dans le comité qui traitait les interceptions *Isosicle*, par trois officiers. Le MI5 était un organisme de contre-espionnage dont le champ d'action était limité aux îles Britanniques et aux possessions impériales. Quant au MI6, en tant qu'organisme chargé de l'espionnage en dehors du Royaume-Uni, il était le plus directement concerné par ce qui se passait en Italie. Les supérieurs de Trevor-Roper, Valentine Vivian et Felix Cowgill, étaient néanmoins enclins à considérer ces événements dramatiques comme marginaux dans la situation générale en Italie. L'armistice et l'invasion allemande avaient en effet laissé place à une situation mouvante et anarchique. Au moment même où la communauté juive était menacée, le Führer ordonnait personnellement que les officiers italiens qui résisteraient aux forces allemandes soient passés par les armes, même s'ils étaient en uniforme. Des dizaines de milliers de soldats italiens cherchaient à se réfugier dans la campagne et les montagnes, tout comme, en particulier dans la région de Rome, nombre de prisonniers de guerre alliés qui avaient été relâchés par leurs gardiens italiens et dont le sort était très préoccupant. Par ailleurs, les bandes fascistes, rassurées par l'intervention allemande, tenaient de nouveau le haut du pavé, écumaient le pays, désireuses de prendre leur revanche sur Badoglio. Pour beaucoup d'Italiens, ils constituaient la vraie menace, tandis que les forces allemandes de Kesselring, parmi lesquelles les SS étaient une petite minorité, semblaient en comparaison presque « correctes ». Le 23 octobre, alors qu'il ne pouvait ignorer ce qui s'était passé à Rome, Bernard Berenson notait ainsi dans son Journal : « Quel qu'ait été le comportement des Nazis, celui des Fascistes est encore pire. Ils ne ratent jamais une occasion de se faire non seulement haïr mais mépriser[274]. »

D'ailleurs, le MI6 n'avait pas vocation à lancer des opérations subversives, qui étaient du ressort du SOE. Or cette organisation ne fut à aucun moment, durant la guerre, saisie du problème des déportations des Juifs. Elle aurait sans doute procédé en Italie avec la plus grande circonspection, instruite par les représailles qui avaient suivi l'assassinat de Reinhard Heydrich par l'un de ses commandos. La seule initiative réaliste, en dehors d'une démarche auprès du pape, eût donc été de prévenir les Juifs de Rome de l'imminence d'une action

par la diffusion d'un message à la radio, mais cela présentait des risques considérables. Il n'était pas certain que celui-ci fût entendu, et il était surtout hors de question de faire trop de publicité autour de cette affaire. Il aurait été extrêmement préjudiciable pour la pérennité du programme *Ultra*, et en particulier les interceptions visant les transmissions SS, de prévenir ainsi la population visée ou même le Vatican, car la dispersion de tout ou partie de la population juive deux ou trois jours seulement avant le déclenchement de l'*Aktion* aurait immanquablement conduit les Allemands à s'interroger sur la sécurité de leurs transmissions. Or, comme nous l'avons vu, le RSHA était très méfiant et la liaison entre Berlin et Rome était toute récente.

D'un point de vue militaire, tout ce qui distrayait les nazis de l'effort de guerre ou l'alourdissait sans bénéfice direct servait la cause alliée. Plus ils consacreraient d'énergie, de moyens et d'hommes à la déportation des Juifs, moins ces moyens seraient disponibles pour la guerre elle-même, mais également, dans le cas de l'Italie, pour la chasse aux prisonniers de guerre alliés qui avaient été relâchés lors de l'armistice. La mobilisation des trains, des voies de chemin de fer, le déploiement des gardes, etc., représentaient un effort considérable. Nous n'avons, il est vrai, trouvé aucune indication écrite confirmant ce point de vue, mais il faisait très probablement partie des considérations des hommes de l'Intelligence Service.

La question du rôle du Vatican et du silence de Pie XII continue à faire couler beaucoup d'encre et a fait l'objet de plusieurs ouvrages, parfois polémiques, à charge et à décharge. La discussion du rôle réel des autorités catholiques n'est pas l'objet de ce chapitre. Notons simplement que selon Michael Tagliacozzo, un historien juif qui échappa à la rafle, près de cinq cents Juifs de Rome trouvèrent refuge au Vatican et dans ses enclaves, tandis que plus de quatre mille furent recueillis dans différents monastères et couvents de la ville. Une interception prouve également que les Allemands non seulement étaient très attentifs aux positions prises par le Vatican, mais jugèrent qu'il fut une des causes principales de l'échec relatif de la rafle. Le 26 octobre, Kappler adressa ainsi un message de Rome à Berlin indiquant simplement qu'il apparaissait que « le Vatican a depuis longtemps aidé les Juifs à s'enfuir[275] ». Il est fort possible qu'en lisant cette interception les Britanniques aient estimé que, comparé à d'autres pays, les Juifs italiens avaient été finalement relativement chanceux et qu'il n'était ni nécessaire ni utile d'intervenir, sous quelque forme que ce soit.

Les principaux protagonistes de la déportation des Juifs de Rome connurent des destins variés. Herbert Kappler fut jugé en Italie après la guerre pour sa responsabilité dans le massacre des fosses Ardéatines. Il fut condamné à la

prison à perpétuité et fut ultérieurement appelé à témoigner de sa prison au cours du procès d'Adolf Eichmann. Il affirma constamment que le seul responsable de la déportation des Juifs de Rome était Theo Dannecker, et que les rapports adressés à Berlin concernant l'*Aktion* étaient revêtus de sa propre signature uniquement pour des raisons administratives, dans la mesure où il était son supérieur hiérarchique. Il était cependant évident qu'il avait eu un rôle direct dans la mise en œuvre des rafles. Le destin du général Karl Otto Wolff qui fut différent. Personnage souvent décrit comme séduisant, très proche de Himmler qu'il avait notamment accompagné lors de certaines inspections de ce dernier en Europe de l'Est au cours desquelles le Reichsführer SS avait assisté à des exécutions de masse, il parvint néanmoins à louvoyer dès que la victoire alliée parut inévitable. Au printemps 1945, il fut même au cœur de négociations directes avec les Alliés. En mars, un agent du SOE qui avait été capturé, le capitaine Mallaby, avait été présenté à Wolff qui lui expliqua en une longue tirade que les SS étaient totalement innocents des atrocités dont la propagande alliée les accusait et qu'ils incarnaient les plus belles valeurs de la chevalerie du Moyen Age. Après ce premier contact, l'OSS prit l'affaire en main, et c'est Allen Dulles qui obtint finalement la reddition des troupes allemandes en Italie, mais celle-ci n'eut lieu que le 2 mai 1945. Le général Wolff avait-il négocié des contreparties, par exemple l'occultation de son rôle dans la déportation des Juifs ? En tout cas, les interceptions montraient qu'il avait joué un rôle central dans la décision de déporter les Juifs de Rome.

La traque se poursuivit durant le reste de 1943, mais globalement la destruction des Juifs d'Italie fut, selon les critères habituels des responsables de la Solution finale, un échec. « Seulement » sept mille cinq cents furent finalement déportés. Parmi ceux qui purent se soustraire aux rafles se trouvait Bernard Berenson qui, il est vrai, était de nationalité américaine, s'était converti au catholicisme, et bénéficiait de protections importantes. Dans sa longue correspondance avec Trevor-Roper, il existe une seule allusion à un personnage SS qui joua d'ailleurs un rôle important en Italie, Eugene Dollmann. Très bon connaisseur du pays dans lequel il résidait depuis de nombreuses années, il était en charge des rapports politiques, mais il semble précisément qu'il n'ait joué aucun rôle dans la déportation des Juifs – pour laquelle il ne fut d'ailleurs jamais poursuivi. Il fut de surcroît ultérieurement recruté par l'OSS avant de finir tranquillement ses jours à Munich où il avait ouvert un hôtel, qui existe encore aujourd'hui, le « Dollmann Splendid ».

Il ne fut en revanche jamais question du SS Wolff, de Kappler ou de Dannecker dont Trevor-Roper était parfaitement au courant du rôle qu'ils avaient joué. Craignait-il que son ami et hôte reproche aux Britanniques de n'avoir pas

tenté quoi que ce soit pour sauver les Juifs italiens ? Trevor-Roper, tout au long d'une carrière variée, put aussi assister aux erreurs commises plus tard par ses collègues, comme Martin Gilbert, écrivant et réaffirmant que les Alliés ne savaient pas ce qui s'était passé à Auschwitz. L'historien était, comme tous les membres de Bletchley Park, lié par son « contrat » de stricte confidentialité qui couvrait tout ce qu'il savait du programme *Ultra*. Proche de l'*establishment* britannique, il avait sans doute bien peu d'appétence pour des révélations qui pouvaient ternir l'image du Royaume-Uni. Si le dossier de l'accusation était terrible, celui de la défense était pourtant solide, mais ne pouvait triompher qu'en expliquant bien le contexte dans lequel travaillaient les services secrets.

Sur le plan des interceptions, la rafle italienne fut un cas isolé dans la mise en œuvre de la Solution finale en Europe. En ce qui concernait la France, les messages interceptés se comptèrent sur les doigts de la main, car il est très probable que le téléphone et le courrier furent régulièrement utilisés pour informer les autorités en Allemagne. La déportation des Juifs de France fut un processus beaucoup plus long et complexe que le *Blitzkrieg* mené en Italie, et les responsables allemands n'étaient pas contraints de faire appel à la transmission radio. En revanche, les Alliés ainsi que la France libre étaient globalement informés de ce qui se passait en France grâce à leurs agents, aux renseignements fournis par la Résistance et aux dépêches des diplomates.

Quelques mois plus tard, les hommes de l'extermination des Juifs purent se rattraper du demi-échec italien. Dans l'histoire de la destruction des Juifs d'Europe, celle de la communauté hongroise tient une place particulière. Les messages interceptés la concernant furent rarissimes. Bletchley Park n'avait cessé de s'étendre depuis le début de la guerre, et l'effectif atteignait maintenant dix mille hommes et femmes. Il fallait cependant faire des choix, et ce qui se passait en Hongrie ne justifiait pas a priori l'allocation de ressources humaines importantes qui seules pouvaient permettre d'espérer des percées significatives et continues dans le domaine des interceptions. S'il avait été presque impossible d'intervenir en Italie ou en France, relativement proches géographiquement, il était hors de question de lancer des opérations – de quelle nature ? – en Hongrie. Le 9 mai 1944, Bletchley Park parvint néanmoins à déchiffrer un message provenant de la police hongroise. Il s'agissait d'une interception du 13 avril. Le délai d'un mois environ entre l'interception et son déchiffrage prouvait soit que les chiffres de la police hongroise étaient très hermétiques, soit que Bletchley Park n'avait tout simplement pas les moyens de déchiffrer cette série dans des délais plus rapides. La numérotation de ce message – 0002 – qui faisait partie d'une nouvelle série HUP (*Hungarian Police),* montre que les déchiffrements furent très rares. Le message était d'ailleurs incomplet et très altéré. Il était

adressé à Budapest par un commissaire de police non identifié : « Par cet ordre l'espace vital accordé pour les Juifs est comme suit : 10 000 Juifs seront amenés pour commencer de la région de Ung dans des camions à bétail. Leur départ est prévu le 16 avril pour une arrivée le 20. Sur un contingent supplémentaire de 20 000, 12 000 juifs quitteront le [? ghetto Isaac] de Ungvar et le commissaire de police peut compter sur 56 personnes [? par camion][276]. »

L'affaire romaine fut peut-être assez symptomatique de l'attitude des services de renseignements britanniques face à la politique allemande à l'égard des Juifs. Si les hommes du renseignement estimaient sans doute que la question du sort des Juifs ne faisait pas partie de leurs attributions, il serait inexact toutefois d'affirmer que la question juive ne préoccupa pas les Alliés. Mais depuis le début des années 80, plusieurs ouvrages ont montré, dans des termes a priori assez accablants, combien le sort des Juifs fut en grande partie ignoré, en dépit de l'accumulation de renseignements. En dernier lieu, l'historien américain Richard Breitman a apporté un certain nombre d'éléments – présentés à tort comme neufs – sur les informations parvenues à l'Ouest grâce aux interceptions des réseaux de transmission à l'intérieur même du Reich. Ils sont venus compléter le dossier considérable des témoignages, rapports, pressions en provenance d'individus de nationalités diverses, qui montraient tous l'existence d'une politique systématique d'extermination. Selon lui, les Alliés n'avaient pas réagi : une véritable conspiration du silence aurait entouré la question. Cette conspiration se serait poursuivie bien après la fin de la guerre, pendant une cinquantaine d'années. Avec les interceptions, qui constituaient une source de renseignements que les Britanniques considéraient comme plus fiables, les Alliés disposaient en effet de preuves, cette fois décisives. La faiblesse des réactions constituait ainsi un des scandales de la guerre, et le peuple juif avait bien été abandonné, par *tous*. Et le fait que ces documents d'archives aient été ouverts à la consultation très tardivement était même une sorte d'indice implicite de la culpabilité par omission des Alliés.

Les informations obtenues par les Britanniques concernant les atrocités commises au cours de l'été et de l'automne 1941 par les unités de police allemandes dans les régions conquises de l'URSS avaient en effet été abondantes. Si les transmissions radio des unités combattantes allemandes sur le front russe échappèrent pour une très large part aux services d'interception, il n'en fut pas de même pour une catégorie particulière, qui n'utilisait d'ailleurs pas *Enigma*. Certaines de ces interceptions furent transmises à Churchill lui-même, dans le lot quotidien d'informations secrètes qu'il recevait, et les dossiers prouvent qu'il les lisait avec beaucoup d'attention. Ainsi, le 27 août 1941, le Premier ministre apprit-il que 367 Juifs avaient été fusillés sommairement pas

les hommes du bataillon de police 314[277]. Le 1er septembre, le dossier comportait plusieurs interceptions indiquant des exécutions de Juifs par différents bataillons de la police allemande et par la division de cavalerie SS sur le front russe. Une unité avait notamment indiqué dans son rapport qu'en une occasion 1 342 Juifs avaient été exécutés par balles. Le chiffre fut entouré par le Premier ministre. Le 6 septembre, Churchill entoura de nouveau en rouge le chiffre de 3 000 Juifs qui avaient été exécutés par différentes unités de police allemandes[278].

Cependant, cet aperçu dramatique de ce qui se passait dans l'est de l'Europe fut de courte durée puisque, le 13 septembre, le patron de l'Ordnungspolizei Kurt Daluege fit savoir, dans un message qui fut lui-même intercepté, qu'en raison des risques liés à la transmission radio les statistiques concernant les exécutions de Juifs ou de « bolcheviques » devaient dorénavant lui être adressées par courrier[279]. De plus, comme l'écrit Breitman, le chiffre utilisé pour la radio fut changé. L'alerte était sérieuse et prouvait que les Allemands n'avaient pas une confiance aveugle dans la sécurité de leurs transmissions – cela risquait fort de compliquer le travail de Bletchley Park. Par la suite, les quelques comptes rendus d'exécutions transmis malgré les consignes de Daluege évoquaient rarement le sort spécifique des Juifs. Il était parfaitement clair que ceux-ci continuaient d'être exécutés en grand nombre, mais les responsables locaux du parti communiste, depuis l'ordre *commissaire* de mai 1941, connaissaient un sort identique. De plus, il était évident que les prisonniers soviétiques seraient soumis à un traitement particulièrement sévère. Mais il semble bien que, pendant un mois environ, et aussi longtemps qu'il reçut de Bletchley Park des échantillons d'interceptions qui le mettaient d'une certaine manière en contact direct avec ce qui se passait à l'est de la Pologne, c'était bien le sort des Juifs de Russie qui avait préoccupé d'abord le Premier ministre.

Les succès obtenus par les Britanniques dans l'interception des transmissions de la police au cours de l'été 1941 donnaient une idée concrète du traitement réservé aux Juifs. Avec le recul, on peut dire qu'ils avaient de la sorte ouvert une minuscule lucarne sur la Solution finale. Si Bletchley Park avait pu ainsi lire quelques semaines durant les transmissions d'unités de police opérant dans les campagnes polonaises, peut-on en déduire qu'il en alla de même pour le réseau de camps de concentration et d'extermination mis au service de la Solution finale à partir du printemps 1942 ? C'est ce qu'a tenté de suggérer Richard Breitman dans son ouvrage *Secrets officiels* en intitulant son chapitre consacré au symbole de la Solution finale en Europe : « Auschwitz partiellement déchiffré[280] ». Accusation terrible. Non seulement, comme l'avaient montré Walter Laqueur et David Wyman au début des années 1980, les plus hautes autorités alliées, dont Churchill et Roosevelt, avaient connaissance de ce qui se

passait grâce aux interventions des responsables d'organisations juives et aux quelques très rares témoignages comme celui de Jan Karski, mais, grâce à *Ultra,* ils auraient eu une vue directe, de première main, dont la fiabilité n'était pas contestable.

Il est par conséquent essentiel de resituer la place du programme d'interceptions de réseaux radio des camps dans l'ensemble du travail effectué à Bletchley Park pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Les réseaux de transmission à l'intérieur du Reich ne faisaient pas partie des cibles prioritaires, car ils ne présentaient pas d'intérêt du point de vue strictement militaire. Les transmissions de la Kriegsmarine ou de la Luftwaffe étaient en effet considérées comme bien plus importantes pour l'effort de guerre. Dans le premier cas, la réussite fut assez longue à venir, mais elle eut une importance décisive dans la bataille de l'Atlantique en aidant à localiser les sous-marins allemands. Quant aux clefs de la Luftwaffe, elles avaient fait partie des premières victoires de Bletchley Park. Bientôt la Wehrmacht livra elle-même une partie de ses secrets aux Alliés. Cependant, pour les hommes de Bletchley Park, tout était bon à prendre, non seulement parce que des indications utiles pouvaient être obtenues quant à la situation économique, l'état de l'industrie ou le moral de la population, mais aussi parce que c'était l'accumulation de pépites qui était importante. C'est ainsi que les clefs utilisées par un réseau de transmissions considéré comme secondaire pouvaient se révéler très intéressantes pour comprendre et tenter d'élucider celles d'un réseau plus stratégique. Contrairement à l'Ordnungspolizei pour ses opérations de « sécurité » dans les territoires conquis à l'Est, l'administration SS utilisait *Enigma*, ce qui justifiait que Bletchley Park y consacre quelques ressources, d'autant que, sur les champs de bataille, les forces alliées étaient, elles, confrontées aux divisions combattantes de la Waffen SS.

Un rapport daté du 10 mars 1942[281] rédigé par un membre de Bletchley Park permet d'avoir un aperçu des avancées dans la pénétration des réseaux de transmission du RSHA. En janvier 1942, 1 544 messages furent interceptés, sur un total qui, malgré l'usage plus fréquent du téléphone et du courrier, se comptait certainement en dizaines de milliers en Allemagne même (comme nous l'avons vu, le RSHA était beaucoup plus réticent à utiliser la radio pour les messages échangés avec les postes à travers l'Europe). Sur ces 1 544 messages interceptés, seuls 30 avaient pu être déchiffrés. Le nombre de messages déchiffrés s'accrut néanmoins rapidement à partir de cette date, puisque, en mai de la même année, sur un total de 3 142 messages interceptés, 1 704 furent déchiffrés, soit un taux de succès de 54 %. Cette progression n'était pas due à des percées spectaculaires ou à l'augmentation des moyens consacrés à cette

catégorie de messages, mais tout simplement à un phénomène de croissance naturel. Le caractère routinier et répétitif des messages interceptés permettait souvent par simple déduction de découvrir le sens des autres messages. En dépit de ces succès croissants, cela ne représentait toujours, pour l'ensemble de la structure SS et du réseau de camps de concentration au sein du Reich, qu'une cinquantaine de messages déchiffrés par jour, ce qui était en fait extrêmement bas. A titre de comparaison, le nombre de messages de la Luftwaffe déchiffrés au cours de ce même mois de mai 1942 fut d'environ 20 000, soit plus de dix fois plus. Nous n'avons malheureusement pas trouvé d'étude semblable pour les années suivantes, mais il est indispensable de souligner que les messages interceptés ne représentaient qu'une proportion infime de l'ensemble des messages transmis au sein du réseau SS.

Les clefs du RSHA identifiées avaient été appelées *Orange I*, *II* et *III Quince* (« coing »), TGD et *Apple*. *Orange I* était utilisée pour les questions d'administration générale et pour les échanges au sein du réseau de camps de concentration. *Orange II* servait pour les transmissions entre le quartier général SS et les divisions militaires SS sur les différentes zones d'opérations ou dans les pays occupés et fut remplacée par *Quince* fin 1942. Les deux premières clefs *Orange* sont celles qui furent décryptées avec le plus de succès, tandis qu'*Orange III*, qui était utilisée par la division de cavalerie SS en opérations sur le front de l'Est, servit très peu. La clef utilisée par la Gestapo, TGD, quant à elle, ne fut apparemment jamais déchiffrée durant toute la guerre, et cet échec a été considéré comme un des grands mystères du Baraquement 6, le bâtiment où se traitaient les transmissions de la Luftwaffe et de la Wehrmacht.

Malgré le relatif insuccès de l'offensive contre les clefs des SS, les analystes britanniques purent se faire progressivement une petite idée du réseau de camps de concentration dans le Reich et dans les territoires conquis en Pologne. Les quelques camps qui apparurent dans les interceptions avaient chacun un identifiant d'appel qui comprenait trois lettres, et tous les identifiants commençaient par les lettres OM. Oranienburg, quartier général de l'administration des camps, avait ainsi pour identifiant d'appel OMA. Parmi la dizaine de camps dont les identifiants d'appel purent être ainsi repérés, Dachau était OMB, Buchenwald OMD, Flossenbürg OME et Auschwitz OMF. D'autres identifiants apparurent dans les interceptions, puisqu'on trouvait des OMK, OMQ ou OMX, mais les Britanniques ne purent établir quel était le nom du camp en question. Les messages adressés par exemple d'Auschwitz à Oranienburg étaient toujours précédés de l'indication : OMA de OMF. Il n'y avait aucune distinction entre les différents types de camps, et dans les messages eux-mêmes l'abréviation KL – pour *Konzentrationslager* – était utilisée à

l'exclusion de toute autre. Il n'était jamais question de camp d'extermination, terminologie qui fut d'ailleurs utilisée bien après la guerre, et pour les analystes il n'y avait donc a priori aucune distinction formelle entre ce qui se passait à Auschwitz et Maidanek par exemple, et ce qu'ils savaient de Buchenwald ou Bergen-Belsen[282].

En 1942, les services de déchiffrement eurent la surprise de voir apparaître une nouvelle catégorie de messages, totalement différente de ce qu'ils interceptaient en général. Ils étaient jusque-là habitués à des messages assez insignifiants, en dehors du fait qu'il permirent d'établir à la fin de la guerre une liste de trois mille noms de membres des SS qui avaient été, dans différentes fonctions allant du simple garde au commandant de camp, mêlés à l'activité du réseau de camps de concentration[283]. Le 1er mai 1942, l'Obersturmbannführer Maurer, le patron de l'Amt DII du WFHA (l'office central d'administration économique de la SS basé à Oranienburg), qui était en charge de la répartition de la main-d'œuvre dans les différents camps, indiquait par exemple au « docteur » Caesar à Auschwitz que trois experts de plantes et deux botanistes – des femmes polonaises parlant allemand – pouvaient lui être envoyés depuis le camp de Ravensbrück. L'Obersturmbannführer Caesar était en effet diplômé en agronomie. Il avait été proche de Himmler, mais il semblerait avoir été en désaccord avec ce dernier, concernant précisément le traitement des Juifs. Le Reichsführer SS l'avait fait muter à Auschwitz, à titre de « punition ironique ». Il y était responsable de toutes les activités agricoles, qui comprenaient notamment le développement des plantations dans les camps à proximité immédiate des installations de mort[284]. Le 30 mai 1942, un message adressé à la Gestapo de Salzbourg par les services d'un camp de concentration non identifié annonçait qu'un certain Maximilian Herrmann avait été abattu alors qu'il tentait de s'enfuir, et qu'il avait été incinéré dans le crématorium du camp. Le même jour, un certain Georg Haberlein était tué dans les mêmes circonstances, cette fois à Flossenbürg, et le signataire du message adressé à Oranienburg demandait que sa mère fût informée du décès de son fils. Il avait été incinéré à Flossenbürg, et il était précisé que l'urne contenant ses cendres pouvait être expédiée à sa famille sur demande écrite à l'administration du camp. Le 7 octobre 1942, les services britanniques apprenaient par l'interception d'un message du docteur Wirths que le commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, avait fait une chute de cheval, s'était fracturé une côte et était alité. Le 26 novembre, il était question de l'organisation d'un séjour de détente à Munich pour les gardiens du camp, avec notamment une séance à l'Opéra. Le 15 janvier 1943, Liebehenschel demandait le transfert d'Auschwitz à Sachsenhausen de plusieurs artisans juifs dont neuf ouvriers imprimeurs, un relieur et un graveur[285].

Cette fois les machines de Bletchley Park avaient produit des colonnes de chiffres qui étaient adressées chaque mois par plusieurs camps de concentration au SS Brigadeführer Gluecks, inspecteur général des camps, à Oranienburg. Il fut rapidement mis en évidence que ces colonnes constituaient des rôles journaliers. Les listes interceptées provenaient d'un assemblage hétéroclite de camps, situés aux quatre coins du Reich : Dachau, Mauthausen et son camp annexe Gusen, Buchenwald, Flossenbürg, Hinzert, Lublin, Stutthof et Debica, ainsi qu'Auschwitz. En ce qui concernait le site d'Auschwitz, il n'y avait pas de distinction entre les différents camps, Auschwitz I, II (Birkenau) et III (Buna)[286]. Il est très possible que, dans ce dernier cas, les listes concernaient uniquement Auschwitz I, mais il est quasiment impossible d'en avoir la certitude. Les raisons pour lesquelles ces camps en particulier apparurent dans les interceptions ne sont pas claires. Est-ce parce qu'ils furent les seuls à transmettre ces rôles, ou parce que les autres listes ne furent pas interceptées pour des raisons techniques, ou simplement parce qu'ils les adressaient à Oranienburg par courrier ?

Un analyste britannique anonyme tenta de comprendre ce que représentaient les colonnes de chiffres, et on peut lire, en haut de l'interception du mois d'avril 1942, les hypothèses qu'il a émises, accompagnées de points d'interrogation. Les colonnes indiqueraient respectivement le nombre total de détenus la veille, les entrées, les sorties, puis le nombre de détenus du jour, puis diverses catégories de prisonniers par nationalité, les politiques (allemands), les Juifs, les Polonais et les Russes. Le 22 janvier 1943, Arthur Liebehenschel, qui prit la succession de Höss à la tête d'Auschwitz en 1943, transmettant une instruction de Himmler, demandait de faire remonter les statistiques jusqu'à l'année 1933, c'est-à-dire bien avant les débuts de la Solution finale. Les prisonniers devaient être divisés en deux catégories, politiques et criminels. Ces deux catégories devaient à leur tour spécifier les nationalités : « Juifs », Polonais, Espagnols, « Rouges » et Russes[287]. Cette nouvelle demande avait peut-être un intérêt statistique pour la direction SS, mais on peut imaginer que, si ces nouvelles listes avaient été interceptées, elles auraient contribué à obscurcir considérablement pour les analystes britanniques ce qui se passait réellement en 1943, dans la mesure où il aurait été sans doute beaucoup plus difficile de percevoir le caractère nouveau et exorbitant de la Solution finale par rapport à la politique de répression contre tous les adversaires du régime que le pouvoir nazi avait commencé à mettre en œuvre dès son accès au pouvoir.

Au grand dam des services d'interception, Liebehenschel avait également indiqué que ces listes devaient dorénavant être transmises par courrier. Pour les spécialistes de Bletchley Park, dont la mission était d'abord de déchiffrer, non d'analyser, les colonnes de chiffres avaient été très utiles pour découvrir les

clefs du chiffre des SS, et l'arrêt de la transmission des listes par radio portait un coup sévère à l'ensemble de l'effort d'interception. Elles avaient cependant fourni pendant un an des statistiques précieuses permettant de commencer à comprendre ce qui se passait en Allemagne. Les obstacles à l'analyse étaient pourtant très nombreux. En ce qui concernait Auschwitz, Richard Breitman explique que les colonnes « sorties » (*Abgang)* recensaient en fait le total des décès, par maladie, mais aussi par exécution dans le camp (et à l'extérieur, car il y avait des transferts de détenus), et tenaient compte uniquement des détenus qui avaient été dûment enregistrés. Par conséquent, ces statistiques n'indiquaient pas le nombre de prisonniers, et en particulier de Juifs, qui avaient été sélectionnés dès leur arrivée pour être gazés. La colonne « *Abgang* » ne reflétait donc absolument pas la réalité du nombre total de décès juifs, et les recherches ultérieures ont confirmé cette distinction entre les détenus enregistrés et les autres, beaucoup plus nombreux, qui étaient directement exterminés. Cependant, cette distinction n'était nulle part indiquée dans les interceptions, et les analystes britanniques n'avaient donc aucun moyen de savoir que les chiffres dont ils disposaient étaient largement sous-estimés par les autorités des camps. Un pan essentiel de la Solution finale leur échappait. Une hypothèse séduisante est que ces listes faisaient partie d'une opération d'intoxication et de désinformation dont l'objectif était de donner une image déformée de la réalité de ce qui se passait à Auschwitz. Or, pour qu'un plan d'intoxication fonctionne, il va de soi que les informations qu'il contient doivent être perçues par l'ennemi. Si un tel plan existait, on a quelque difficulté à comprendre pourquoi il y aurait été mis fin dès janvier 1943, selon les instructions de Himmler lui-même. Un grand point d'interrogation demeure au sujet de ces listes : si les autorités SS à Oranienburg, le Reichsführer SS en premier lieu, souhaitaient avoir une idée précise de l'état d'avancement de la Solution finale, pourquoi auraient-ils demandé des listes dans lesquelles le nombre de Juifs non enregistrés et gazés, représentant la grande majorité des disparus, n'était justement pas indiqué ? Breitman fait remarquer que Himmler et ses subordonnés étaient obsédés par les statistiques ; mais quel pouvait bien être l'intérêt de ces statistiques si peu représentatives de ce qui se passait réellement dans les camps ? On peut évidemment imaginer que Himmler ait donné un tel ordre par d'autres moyens, lors d'une conversation orale avec Höss, par courrier ou par téléphone, voire que la distinction ait été comprise implicitement par ce dernier. En fait, une seule explication tient réellement la route : le secret sur l'ampleur de la Solution finale devait être maintenu à tout prix, et il le fut.

Le titre de chapitre « Auschwitz partiellement déchiffré » induit le lecteur en erreur, non seulement parce que les messages interceptés concernant le camp

furent très peu nombreux, une trentaine environ en trois ans, mais parce que les difficultés d'analyse que rencontraient les Britanniques étaient réelles. Ces difficultés d'analyse furent encore accentuées par un autre aspect de la vie du camp, qui prit une place prépondérante dans les messages entre Oranienburg et Auschwitz : le typhus. Pour les analystes britanniques, cette épidémie qui sévit dans le camp durant l'été 1942 expliquait en effet pour une très large part le nombre de décès, beaucoup plus élevé à Auschwitz que dans les autres camps. Le premier cas de typhus se déclara le 1er juillet dans le camp de logement des ouvriers. Le 3 juillet, trois nouveaux cas s'étaient déclarés parmi les ouvriers civils, et la mise en quarantaine partielle du camp fut décidée par le commandant Rudolf Höss le 10 juillet, puis elle fut étendue à l'ensemble du camp le 23 juillet.

Au même moment, le terme *Zyklon* apparut pour la deuxième fois dans les interceptions. Le Zyklon avait déjà été mentionné en novembre 1941 lorsque deux commandes de livraison avaient été passées par Rudolf Querner. Le 22 juillet 1942, un message intercepté adressé par Höss à Oranienburg évoquait une nouvelle commande : « Le commandant du KL Au. [Auschwitz] demande autorisation par radio pour un aller-retour entre Au et Dessau pour un camion léger de 5 tonnes dont la mission sera de ramener du gaz pour le gazage[288]. » C'est en effet à Dessau que se trouvait une des usines fabriquant le Zyklon. Deux jours auparavant, un autre message avait été très partiellement déchiffré. On y lisait une demande, adressée au colonel SS Kroemer à Oranienburg, pour du « Zyklon *ou équivalent*, de marque Cupre ou équivalent, ainsi que du matériel d'aspersion pour l'épouillage *(Entlausung*) de l'ensemble du camp »[289]. Nous n'avons pas identifié la marque Cupre, qui n'est indiquée nulle part en rapport avec le Zyklon. S'agissait-il d'un produit semblable au Zyklon et utilisé pour la lutte contre les poux ? Ces messages correspondaient parfaitement aux premiers signes de l'épidémie de typhus et de fièvre éruptive (*Fleckfieber*) à Auschwitz. Six mois plus tard, mi-décembre, un message du Hauptsturmführer SS, le docteur Herzog, directeur de l'hôpital militaire de la Waffen SS à Varsovie, indiquait que quinze caisses de Zyklon et deux caisses de matériel provenant de la firme Auer à Oranienburg avaient été chargées sur un véhicule pour être expédiées à l'hôpital militaire SS de Minsk en Biélorussie[290]. Ce furent en fait les seuls cas où la marque Zyklon apparut dans les interceptions. On sait que le Zyklon existait à différents degrés de concentration et que c'est le Zyklon B qui fut utilisé à la fois pour l'épouillage et, dans les camps d'extermination, pour le gazage de prisonniers. Dans les trois messages interceptés que nous avons trouvés, le degré de concentration demandé n'était jamais spécifié, et il n'était non plus jamais question d'un type particulier de Zyklon (contrairement à ce que

suggère l'index de Breitman, en mentionnant Zyklon *B*, alors que la précision « B » n'était en réalité pas faite dans les interceptions).

Dans une note datée du 27 novembre 1942 les analystes britanniques constataient une augmentation de la population des détenus à Auschwitz : « A partir de la fin octobre le total continue à croître pour atteindre 21 650 le 20 novembre, un chiffre comparable à celui de début septembre. Les nombreux nouveaux arrivants sont surtout des Juifs, et le nombre total de Juifs passe de 7 500 au milieu d'octobre à 10 000 le 20 novembre. On sait que 2 000 d'entre eux sont employés à l'usine de Buna. Les indices sont très nombreux que l'épidémie de typhus est encore virulente et explique une très grande partie des sorties[291]. » Les auteurs du rapport donnaient ensuite des détails très précis sur les effets de l'épidémie de typhus. « Le typhus et la fièvre éruptive ont été transmis par les prisonniers aux gardiens. Le 6 octobre, 13 cas suspects avaient été identifiés parmi les gardiens SS. Parmi les prisonniers, 128 cas de fièvre éruptive s'étaient déclarés pour la période du 28 septembre au 6 octobre. 92 patients avaient été transférés à l'hôpital, 85 ont guéri et 45 sont décédés. Le 16 octobre, 4 cas de *typhus abdominalis* ont été diagnostiqués parmi les gardiens SS ; le 21, deux cas de typhus et deux cas de fièvre éruptive. » A Buna, le nombre des malades était passé de 35 le 4 novembre à 100 le 21 novembre. Les analystes apprirent également que le docteur Caesar avait été lui-même touché par le paratyphus et que sa femme était décédée du *typhus abdominalis*. Les Britanniques avaient en fait une vue assez partielle de la réalité de l'épidémie puisque, début septembre, l'épidémie de typhus atteignit à Auschwitz son point culminant, avec 375 décès de prisonniers par jour. Jean-Claude Pressac a quant à lui estimé le nombre de décès dus au typhus à 20 000 en moins de cinq mois[292].

Dans un des très rares messages interceptés concernant les exactions commises contre les Juifs et le réseau de camps qui furent communiqués à Churchill après la fin de l'été 1941, un des adjoints de Menzies, Nigel de Grey, nota le 27 septembre 1942 que, d'après un message du 4 septembre, le camp d'Auschwitz avait été mis en quarantaine, et qu'il était impossible aux autorités du camp de fournir un contingent de 1 000 prisonniers pour des travaux sur le chemin de fer qui longeait le Danube. Grey fit remarquer que, en dépit de cette quarantaine, l'arrivée de nouveaux prisonniers n'avait pas été interrompue[293]. Les indications concernant les morts dans les *camps de prisonniers* allemands – pour reprendre les termes utilisés par Grey – au cours du mois d'août étaient les suivantes : 74 prisonniers étaient morts à Buchenwald, 88 à Flossenbürg, 21 à Niederhagen, 6 829 hommes et 1 525 femmes étaient décédés à Auschwitz. Plus loin, l'auteur de la note ajoutait pourtant, en parlant cette fois de « camps de concentration », que les « décès naturels » dans les camps devaient désormais

être communiqués par écrit (*durch Formblatt*). L'épidémie de typhus se poursuivit jusqu'à la fin de 1942. Le 16 décembre, un message en provenance du camp de travail de Debica, près de Varsovie, indiqua que le typhus y faisait également rage. Quarante-huit heures plus tard, Auschwitz transmettait que l'interdiction de toute « permission » en ville pour les ouvriers était maintenue. Le 2 janvier 1943, le docteur Enno Lolling, à Oranienburg, indiquait que la quarantaine était toujours en vigueur. Un message du 12 janvier expliquait que le départ de 6 000 prisonniers polonais qui devaient être expédiés pour un projet (non identifié) était retardé de trois semaines, période durant laquelle ils devaient rester en quarantaine. Le 22 janvier 1943, Auschwitz transmettait que 36 cas de typhus avaient été identifiés parmi les nouveaux arrivants[294].

D'autres interceptions ne contribuèrent pas à éclaircir le tableau, et la confusion des analystes fut probablement à son comble lorsqu'un message de Maurer fut intercepté le 23 juin 1942. Maurer avait transmis aux autorités du camp de Buchenwald la demande suivante : « 80 prisonniers anglais, pouvant être employés comme *Kapos*, sont demandés en vue de leur transfert au camp de concentration d'Auschwitz. » Cette interception fut transmise à Churchill par Nigel de Grey, avec l'explication suivante : les *Kapos* semblaient être « des surveillants ou des contremaîtres qui sont sélectionnés parmi les prisonniers eux-mêmes[295] ». Cette note démontre que, au plus haut niveau, l'existence d'Auschwitz n'était pas ignorée. Mais comment expliquer que, dès juin 1942, des prisonniers de guerre, capturés en uniforme, aient été expédiés dans ce qui était clairement, aux yeux des analystes, un camp de concentration dans lequel les conditions étaient très dures ? Des prisonniers britanniques furent effectivement placés plus tard dans des camps de concentration, mais il s'agissait en général de membres du SOE qui avaient été capturés en civil et qui, selon les lois de la guerre généralement acceptées, même par les Britanniques, étaient passibles du peloton d'exécution. En 1942, les seuls prisonniers anglais se trouvant en Allemagne étaient des prisonniers de guerre. Auschwitz était-il ainsi un camp de prisonniers de guerre ? Si l'existence même d'un plan structuré d'intoxication n'a pas pour l'instant été démontrée, il est néanmoins certain qu'une interception comme celle-ci devait créer une certaine confusion. On peut aller jusqu'à se demander – mais nous n'avons pas trouvé d'indications de discussions à ce sujet – si nous ne tenons pas là une raison du refus des Alliés de bombarder Auschwitz, à partir du moment où cela fut techniquement possible, c'est-à-dire au printemps 1944 – décision qui reste encore l'objet de discussions nourries. Pouvait-on bombarder les camps alors qu'il n'était pas exclu que des prisonniers anglais s'y trouvassent ? D'une façon plus générale, pourquoi bombarder Auschwitz et non Buchenwald ou Bergen-Belsen par exemple si,

comme le pensaient les analystes, leurs fonctions étaient peu ou prou identiques ?

Le volume XIII de l'*Histoire générale des interceptions*, rapport secret qui fut rédigé à la fin de la guerre, était consacré à la police allemande, terme général pour désigner l'ensemble des services de sécurité et de renseignements du Reich. Les interceptions concernant les camps y étaient analysées en quelques pages succinctes. L'auteur notait à propos des fameuses listes : « Les chiffres les plus élevés et les plus fluctuants furent ceux d'Auschwitz ; à l'époque, le typhus et la fièvre éruptive étaient les causes de décès les plus fréquemment mentionnées, avec quelques références à des pendaisons et des exécutions par fusillade. » Il concluait par une phrase lourde de sens : « Il n'y avait *aucune* référence dans les renseignements spéciaux [terme parfois employé pour désigner *Ultra*] au gazage [des Juifs]. » Au crayon, en marge du texte dactylographié, une main anonyme, certainement consciente qu'il fallait contrecarrer tout début de polémique, avait ajouté en marge à la fin de cette phrase « *at any time* » (à n'importe quel moment)[296]. On a vu que le Premier ministre avait porté beaucoup d'attention aux interceptions qui lui étaient communiquées sur les activités des unités de police et des Einsatzgruppen sur le front Est, mais nous n'avons trouvé que deux mentions au sujet des camps dans les dossiers de renseignements qui lui étaient transmis quotidiennement, et aucune à partir de début 1943. Il n'y avait pourtant aucune volonté de dissimulation de la part de Menzies, et il est plus juste de conclure que les interceptions ne fournissaient en fait plus d'éléments suffisamment précis et probants pour qu'on attirât l'attention du Premier ministre sur la question. Celui-ci avait montré combien il était sensible au sort fait aux Juifs et aux exactions allemandes lors de *Barbarossa*, mais il avait tendance à perdre de vue un sujet s'il ne recevait pas de manière constante et régulière des éléments nouveaux. Or, à partir de janvier 1943, les interceptions réalisées par Bletchley Park concernant les camps nazis furent pratiquement inexistantes, sans que l'on sache les raisons de cette disette. Dans les dernières semaines de la guerre, quatre messages seulement furent ainsi interceptés. Le début de la pénurie coïncide sans doute avec les ordres de transmission des statistiques par courrier. Mais ceci n'explique pas pourquoi même des messages de routine, qui devinrent sans doute de plus en plus nombreux en raison de l'expansion des camps, ne furent pas interceptés en plus grand nombre en 1943 et 1944.

La vision que l'on a de la réaction alliée face à la question de la déportation des Juifs a été renouvelée par l'ouvrage de Richard Breitman. Jusque-là, les principaux responsables étaient les grands dirigeants politiques, et en particulier Churchill et Roosevelt, mais le champ des accusés s'est élargi jusqu'à évoquer

une sorte de conspiration générale du silence. L'historien américain explique notamment que les renseignements concernant Auschwitz existaient mais que certains officiels britanniques qui y avaient accès choisirent de ne pas les examiner, ou même de ne pas les croire. Il précise que les analystes du renseignement britannique avaient sans doute eu de prime abord quelques difficultés à démêler les différentes fonctions des camps d'Auschwitz, mais que les historiens ne peuvent pas élucider la façon dont ils tentèrent d'y parvenir puisque les documents britanniques concernés « demeuraient non accessibles ». L'auteur ajoute que « les conclusions du renseignement britannique concernant spécifiquement Auschwitz-Birkenau soit ont été détruites (*have not survived*) ou bien demeurent classifiées[297] ». Les éléments que nous apportons au sujet des interceptions concernant l'affaire romaine pourraient faire croire que les Archives britanniques recèlent encore des notes ou des dossiers tendant à prouver que les Alliés n'avaient pas tenu compte des données précises recueillies par Bletchley Park concernant la Solution finale.

Pourtant, l'examen exhaustif des dossiers d'interceptions, les conclusions de l'auteur de l'*Histoire de la police*, la rareté des notes d'ailleurs très succinctes qui étaient transmises à Churchill, les difficultés d'analyse que présentent les rôles des différents camps durant l'année 1942 : tout indique que les services alliés disposaient en fait de vues extrêmement parcellaires sur ce qui se passait dans les camps et qu'il était quasiment impossible d'en comprendre la réalité. Il n'y eut pas de conspiration du silence et de la désinformation, dans laquelle il aurait été nécessaire d'impliquer un nombre considérable d'individus. Une vision plus complète aurait peut-être été possible, à condition que les services d'interception consacrent une part beaucoup plus importante de leurs ressources à l'interception et au déchiffrement des messages SS transmis à l'intérieur du Reich. Or une telle décision aurait diminué d'autant les possibilités d'interception des transmissions de la Luftwaffe, de la Kriegsmarine ou de la Wehrmacht et il n'est nullement certain qu'elle aurait abouti à des résultats significatifs, car il semble bien que le secret autour de la Solution finale ait été dans l'ensemble très scrupuleusement respecté.

5
Faut-il tuer le Führer ?

Engagé dans une lutte à outrance au cours de laquelle la survie même de son pays était en jeu, Churchill déclara un jour : « Je n'ai qu'un seul but dans la vie : vaincre Hitler. Cela rend les choses très simples pour moi. » Personne ne devait douter de sa détermination. Convaincu que l'histoire du monde était dirigée et orientée par les « grands hommes », Churchill avait fait de la victoire sur l'Allemagne une affaire éminemment personnelle. Grand amateur d'opérations commando, fasciné par la guérilla, celui qui venait de créer le Special Operations Executive, dont l'objectif était de « mettre le feu à l'Europe » par tous les moyens non conventionnels, se montra pourtant curieusement ambivalent à l'égard des opérations visant à éliminer les chefs d'Etat de pays ennemis. En 1941, le Premier ministre eut ainsi un accès de colère lorsqu'il apprit qu'Archibald Sinclair, qui était l'un de ses proches collaborateurs, avait accordé une entrevue au *Daily Express* dans laquelle il affirmait que les dictateurs constituaient eux-mêmes des « objectifs militaires ». Aux yeux du Premier ministre une telle affirmation était presque un encouragement à l'assassinat de dirigeants ennemis, qu'il semblait réprouver malgré un intérêt passionné pour les actions clandestines. « Mais si on a le droit de lancer des bombes sur des chefs d'Etat, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas les abattre », commenta son jeune chef de cabinet adjoint[298]. Quelques semaines plus tard, Churchill déclara cependant que l'un des faits les plus frappants de son époque était « la pénurie consternante de Charlotte Corday[299] ». Quatre ans plus tard, lorsque se posa la question du sort des dirigeants nazis capturés, Churchill estima qu'ils ne méritaient même pas un procès et devaient être exécutés sommairement.

En réalité, Hitler constituait à ses yeux une cible utile tant qu'il restait en vie et à la tête du Reich. L'assassinat de celui qui était, malgré tout, un chef d'Etat avec lequel le gouvernement britannique avait entretenu des relations parfois cordiales, posait également, au moins au début de la guerre, un problème moral

et légal. Hitler était parvenu au pouvoir à la suite d'élections démocratiques, et de nombreux hommes politiques britanniques l'avaient rencontré, Chamberlain, au moment de Munich, mais aussi l'ancien Premier ministre Lloyd George, qui avait d'ailleurs été plutôt séduit par la personnalité du dictateur. Tuer le tyran qui avait voulu la guerre et qui opprimait une bonne partie de l'Europe présentait aussi des problèmes techniques et opérationnels. En réalité, comme l'avait noté Colville, les Britanniques avaient déjà envisagé de bombarder les quartiers généraux de Hitler. Il n'était pas difficile de localiser ceux-ci ; en revanche, il était beaucoup plus malaisé de repérer le moment où Hitler serait présent sur les lieux, car ses déplacements étaient tenus secrets.

Ce fut néanmoins le cas en 1941 lorsque le contenu d'une interception *Enigma* permit de localiser le Führer en visite sur le front russe. Le 11 novembre, Churchill autorisa la transmission aux autorités militaires soviétiques, par l'intermédiaire de la Mission 30 – la mission de liaison britannique à Moscou, spécialisée dans le renseignement, qui avait été créée tout de suite après le déclenchement de *Barbarossa* –, d'un renseignement qui indiquait qu'une conférence réunissant autour du Führer de hautes autorités nazies devait se dérouler à bord d'un train spécial en gare de la ville d'Orsha, à l'est de la Biélorussie. Le renseignement se révéla en fait partiellement exact, car Orsha fut fortement bombardée le 13 novembre, mais Hitler n'avait pas participé à la conférence[300]. Il existait cependant aux yeux des autorités britanniques une différence importante entre la mort éventuelle du Führer sous les bombes et son assassinat, au cours d'une opération « ciblée », par des individus en civil ou ayant revêtu l'uniforme allemand, et ayant éventuellement été entraînés en Angleterre. Un bombardement pouvait toujours avoir une justification autre que celle de viser directement Hitler, et on pouvait espérer, comme ce fut le cas dans l'affaire d'Orsha, que les Allemands ne soupçonneraient pas qu'une telle opération avait été décidée sur l'indication d'un renseignement intercepté.

A plusieurs reprises au cours de la guerre, les itinéraires de hauts responsables militaires allemands avaient été repérés grâce au programme d'interceptions sans qu'aucune mesure ne fût décidée, car les services secrets britanniques considéraient qu'une telle mission aurait obligatoirement éveillé les soupçons des Allemands quant à la fiabilité de leurs propres transmissions. Les déplacements de l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, notamment lors de ses fréquents séjours en Espagne, étaient très précisément connus au moyen des interceptions de la catégorie ISK, mais jamais aucune action ne fut montée dans le but d'éliminer le principal responsable du renseignement militaire ennemi qui était, il est vrai, considéré comme un allié potentiel. Le 15 décembre 1941, une interception permit de prendre connaissance de l'itinéraire aérien précis du

maréchal Kesselring, commandant en chef pour toute la zone Sud-Méditerranée, et dont le quartier général se trouvait à Rome : « Kesselring doit se rendre par avion d'Italie demain le 16 en Cyrénaïque via Tatoi [?]. Arrivera à Tatoi à 08 heures et poursuivra son vol avec une escorte de chasseurs. Sera à bord d'un Dornier 17 ou peut-être d'un Heinkel 111[301]. » Là encore, les Britanniques ne tentèrent pas d'abattre en vol celui qui se révéla plus tard en Italie comme un de leurs adversaires les plus coriaces.

Le cas Rommel fut encore plus symptomatique dans la mesure où il fut omniprésent dans les interceptions, notamment lors des combats en Afrique du Nord. Fin 1941, et surtout en 1942, le chef de l'Afrika Korps avait acquis une dimension quasi mythique ; soutenu par la propagande de Goebbels, son prestige était immense, non seulement auprès de ses hommes mais également aux yeux de ses ennemis. Churchill avait ainsi trouvé un adversaire à sa taille, un génie de la guerre tel que le Premier ministre les aimait. Son audace, son sens de l'improvisation, sa relative indépendance à l'égard des questions « triviales » et irritantes de logistique – dont le Premier ministre reconnaissait néanmoins toute l'importance dans la guerre moderne – empêchaient que l'on traite Rommel par le ridicule comme c'était le cas avec le *caporal* Hitler.

Churchill était persuadé de l'importance du rôle des chefs militaires ; il savait aussi que la guerre moderne avait tout changé et que la logistique tenait désormais une place prépondérante. On le voit dans la façon dont il suivait de près la situation du ravitaillement de l'Afrika Korps ainsi que l'état de fonctionnement des panzers, qui souffraient énormément des conditions de combat dans le désert. Les interceptions *Enigma*, si elles étaient presque muettes sur les questions tactiques, apportaient dans ces domaines une moisson d'informations des plus précieuses. Cependant, pour Churchill, les exploits du chef de l'Afrika Korps constituaient un exemple stimulant, et c'était aussi une manière assez commode d'expliquer à l'opinion britannique les défaites de son armée, constamment manœuvrée au cours des combats d'Afrique du Nord en 1942. Souvent déprimé par le manque de pugnacité offensive de son armée et de la Royal Navy en Méditerranée, Churchill considérait que la présence d'un tel adversaire avait l'avantage de réveiller l'ardeur au combat de ses hommes. Devant la Chambre des communes, il déclara en janvier 1942 : « Nous avons face à nous un adversaire très audacieux et habile, et je puis ajouter, en oubliant un instant les horreurs causées par la guerre, un grand général. » Si les Allemands avaient gagné en 1940 c'était bien parce que leurs chefs étaient plus audacieux. Hitler déclara d'ailleurs le 9 juillet 1942 que les Britanniques commettaient une faute en contribuant au mythe de Rommel. « Ce seul nom a acquis immédiatement une valeur qui équivaut à plusieurs divisions[302]. »

Rommel devint ainsi rapidement une véritable obsession pour les Britanniques, et tout au long de sa campagne d'Afrique du Nord Montgomery conserva, accrochée dans sa tente, une photo encadrée du Renard du désert. Churchill était cependant conscient que les enjeux en Afrique du Nord étaient relativement peu importants en comparaison de ce qui se passait sur le front russe ou dans la bataille de l'Atlantique. En contribuant au mythe entourant le général allemand, il donnait à la bataille du désert une importance qu'elle n'avait pas, ce qui permettait à la Grande-Bretagne d'entretenir l'illusion qu'elle faisait vraiment sa part du travail dans le combat contre Hitler. Cette stratégie méditerranéenne fut la raison de bien des incompréhensions avec Staline, et seul le bombardement systématique des villes allemandes par la RAF, à partir de 1943, permit, dans une certaine mesure, de compenser aux yeux du dictateur soviétique l'absence d'un véritable second front.

En dépit de son prestige et d'une réelle sympathie dans l'opinion britannique à l'égard d'un adversaire valeureux dont le comportement était considéré, à tort ou à raison, comme chevaleresque, l'élimination physique du chef de l'Afrika Korps fut néanmoins envisagée. Une audacieuse opération commando, menée en novembre 1941 par une unité de Royal Marines venue de la mer, sur son quartier général de Libye, échoua cependant dans des conditions assez piteuses, Rommel étant d'ailleurs absent. Par la suite, les Britanniques mirent un certain espoir dans la fragilité de son état de santé. Comme une proportion élevée de membres de l'Afrika Korps, Rommel souffrait des conditions dans lesquelles se déroulait la guerre en Afrique du Nord, et notamment d'une hygiène déplorable due à la mauvaise qualité de l'eau. Une interception de première importance provoqua ainsi une certaine excitation à Londres car elle apprit à Churchill, le 21 août 1942, par un message qui semblait avoir été rédigé personnellement par le chef de l'Afrika Korps, que son état de santé s'était sérieusement détérioré : « Le 21/8, la source a vu le document suivant, adressé au commandement suprême des forces armées via le général en chef Rome en provenance de Kalif [Panzerarmee] : Diagnostic médical des médecins attachés au commandement de l'armée de panzers Afrique : "Le général Feld-Marschall Rommel souffre des conséquences et des symptômes d'une tension trop faible avec une tendance à subir des pertes de connaissance. […] Une efficacité opérationnelle optimale, surtout dans des conditions de stress élevé, ne peut absolument être garantie en ce moment, et ne sera envisageable de nouveau qu'après un relativement long séjour en Allemagne sous surveillance médicale. Un traitement temporaire en Afrique apparaît toutefois possible. […] Compte tenu de la situation présente, je demande qu'un commandant en chef compétent me remplace provisoirement et qu'il soit en mesure de se mettre en route aussitôt que possible ; je suggère le

colonel-général Guderian. Au vu des circonstances difficiles et des plans qui prévoient des opérations imminentes, son arrivée dans de brefs délais est souhaitable."[303] » Le 24 août, les analystes britanniques interceptèrent la réponse de Berlin, en provenance du Führer lui-même : « Il n'existe pas à présent de général de blindés disponible, prêt pour servir sous les Tropiques [*sic*] qui puisse être envoyé pour remplacer temporairement Rommel. L'incapacité temporaire de ce dernier doit demeurer, quelles que soient les circonstances, un secret absolu[304]. » Deux jours plus tard, au grand regret des Britanniques, un message de Rommel indiquait qu'il avait pu se rétablir beaucoup plus rapidement que prévu et qu'il n'était plus nécessaire d'envoyer un nouveau chef pour l'Afrika Korps.

Les possibilités d'action directe n'avaient pourtant pas manqué, mais elles ne furent plus mises à profit. Le 1er avril 1942, Bletchley Park interceptait et déchiffrait un message précisant le nouvel emplacement du quartier général de l'Afrika Korps « à Casa cantoniera un je répète un kilomètre à l'est de Umm er Rze ». L'interception fut transmise avec une célérité exceptionnelle à Churchill qui l'annota le jour même : « CIGS [général Alan Brooke], C. [Menzies] Bien. Mais faites attention à ne pas agir en connexion trop étroite avec les renseignements spéciaux que nous obtenons. WC, 1/4[305]. » « C » transmit le commentaire au général Ismay qui explicita la pensée du Premier ministre : « Mon sentiment serait que l'on doit espérer que le général Auk. [diminutif du général Auchinleck qui était à la tête des opérations en Afrique du Nord] ne bombardera pas les lieux, tout du moins tant qu'il n'aura pas de raisons opérationnelles pour le faire. Ismay, 2/4[306]. » La consigne générale était formelle : une action aussi spécifique que le bombardement du quartier général allemand en Afrique du Nord, dont la localisation changeait régulièrement, ne devait être entreprise qu'avec la plus extrême prudence et ne devait avoir lieu que si elle entrait dans le cadre d'une offensive générale, sans quoi les Allemands soupçonneraient presque obligatoirement qu'une interception en était à l'origine. Cette prudence extrême était à la limite de la déformation professionnelle ; le renseignement avait presque le résultat inverse de ce qu'on pouvait attendre, puisque le souci de préserver la source entraînait une prudence excessive, qui amenait même à envisager l'ennemi comme pouvant poser des chausse-trappes pour vérifier si ses transmissions étaient interceptées. « Nous sommes conscients que l'ennemi est très suspicieux et qu'il est possible qu'il pose des leurres – par exemple le lieu et l'heure d'une conférence réunissant des gens importants dans l'espoir que nous le bombardions, le déplacement ou la blessure d'un haut gradé[307]. »

Les Américains, dans le Pacifique, se départirent au moins en une occasion

de cette prudence, lorsqu'ils abattirent l'avion dans lequel se trouvait l'amiral Yamamoto, commandant en chef de la flotte japonaise. Cette opération fut possible grâce à l'interception d'un message transmis dans le code de la marine japonaise, *JN-25*, qui précisait l'itinéraire prévu de l'amiral dans l'archipel des Salomons. Procéder à une interception aérienne sur la base de messages décodés, c'était précisément ce que les Britanniques s'interdisaient de faire, et c'était prendre un risque que d'aucuns, et notamment Churchill, jugèrent inconsidéré. Les Japonais, logiquement, diligentèrent une enquête, qui conclut cependant que leur code *JN-25* ne pouvait être pénétré. Les Américains étaient sans aucun doute plus pragmatiques que les Britanniques et pensaient que les succès obtenus contre les chiffres japonais, qui avaient déjà contribué de manière éclatante à la victoire de Midway, ne servaient à rien s'ils n'étaient pas exploités militairement à un moment ou à un autre.

En 1944, les révélations sur les crimes nazis étaient confirmées et la responsabilité directe de Hitler, difficile à contester. Les grandes fautes stratégiques avaient déjà été commises, la défaite du Reich était inéluctable, le Führer était désormais moins utile. Son élimination redevint d'actualité. Tout commença le 21 juin 1944, lorsque le général Hastings Ismay, très proche conseiller militaire du Premier ministre, lui adressa la note suivante :

> J'ai reçu une lettre du SOE ce matin qui m'indique qu'ils ont reçu des renseignements d'Alger concernant un projet de tuer Hitler et demandant si les chefs d'état-major peuvent donner leur accord de principe à une mise en œuvre immédiate. Les chefs d'état-major sont tous d'accord pour dire que, d'un point de vue strictement militaire, lorsqu'on considère les nombreuses fautes qu'il a commises, il est presque avantageux que Hitler demeure à la tête de la stratégie de l'Allemagne, mais que d'un point de vue plus global, le mieux est que nous en soyons débarrassés au plus vite[308].

« Pug » Ismay ne devait pas préciser à cette occasion ce qu'il entendait exactement par le « point de vue plus large », mais sans doute pensait-il aux crimes commis au nom du Führer. Dès le 28 juin, les principaux responsables du Special Operations Executive se réunirent afin de discuter du projet. Le plan d'assassinat du Führer auquel faisait allusion Ismay avait été rapidement classé comme fantaisiste, puisqu'il était fondé sur un « tuyau » pour le moins étrange, selon lequel Hitler se cachait dans un château à Perpignan ! C'est cependant à cette occasion que la question d'une opération spécifiquement destinée à éliminer le Führer fut envisagée. Au cours de cette première réunion, et en dépit des encouragements en provenance des plus hautes autorités militaires, le principe même d'une telle opération fut de nouveau l'objet de discussions

contradictoires. Le principal adversaire de l'opération, et qui le resta tout au long de la phase de planification initiée par cette réunion, fut le lieutenant-colonel Thornley qui était précisément à la tête de la section du SOE chargée des opérations en Allemagne.

Les documents qui constituaient le plan d'opération, auquel fut donné le nom de code *Foxley*, formaient un ensemble assez convaincant et qui peut même surprendre par la précision apparente des renseignements sur lesquels il était fondé. Les habitudes quotidiennes du Führer étaient ainsi exposées avec un luxe de détails : l'heure à laquelle il se levait, sa promenade quotidienne, son amour pour les chiens. Ses goûts en matière culinaire avaient été étudiés car l'empoisonnement était envisagé et on savait notamment qu'il était un très grand buveur de thé, qu'il accompagnait de lait, ce qui, selon le rapport *Foxley*, constituait la combinaison idéale pour le poison prévu par les spécialistes du SOE. Les différents moyens de transport qu'il utilisait étaient décrits, le plus intéressant étant sans aucun doute le wagon de chemin de fer spécialement aménagé, illustré avec une très grande précision. En fait, le rapport était fondé pour la plus grande partie sur des sources officielles allemandes, dont la plupart dataient d'avant la guerre – photographies, habitudes, articles de journaux, reportages –, ainsi que sur des interrogatoires de prisonniers allemands qui avaient eu l'occasion de côtoyer, à un moment donné, les principaux chefs de leur pays.

Le plan *Foxley* était complété par les « petits » *Foxley* qui envisageaient l'assassinat de plusieurs autres dignitaires nazis, en premier lieu Himmler, souvent considéré comme le dauphin du Führer et dont l'influence au sein du Reich était assez surestimée par les services de renseignements alliés. Si *Foxley one* était en grande partie fondé sur des informations quelque peu périmées, *Foxley two* permit à certains éléments du SOE de laisser libre cours à leur imagination. Ce fut en particulier le cas d'une proposition pour le moins farfelue du major Manderstam, datée du 18 décembre 1944, qui envisageait d'utiliser l'ancien numéro 2 du Reich, Rudolf Hess, comme vecteur principal d'une opération d'assassinat dont la cible serait Himmler. L'ex-dauphin du Führer était prisonnier des Britanniques depuis sa sensationnelle arrivée en Angleterre le 10 mai 1941. Il avait été à plusieurs reprises examiné par des psychiatres qui avaient conclu à une personnalité pour le moins déséquilibrée, avec de fortes tendances paranoïaques. Manderstam avait néanmoins suggéré de l'utiliser de la façon suivante :

« […]

« 2. On pourrait soit bluffer Hess afin qu'il accepte la mission, la raison qui lui serait donnée étant que cela permettrait l'ouverture de négociations de paix,

soit, comme alternative, on pourrait l'hypnotiser.

3. Il est avéré que Hess est un individu très dépressif et qu'il aurait de fortes prédispositions à un traitement par hypnose [ce qui était sans doute assez vrai, car il était établi que Hess fréquentait assidûment astrologues, hypnotiseurs et occultistes][309]. »

La question fondamentale pour la réussite de l'opération, qu'il s'agît de *Foxley* ou des petits *Foxley*, était cependant de parvenir à localiser les objectifs. Il ne semble pas que le SOE y soit parvenu avec suffisamment de précision et d'actualité. *Foxley* envisageait comme zone d'action Berchtesgaden et ses environs, ainsi que le train du Führer ; le « repaire du loup » de Rastenburg était en revanche considéré comme hors de portée et trop bien défendu. Or Hitler fréquentait de moins en moins souvent le Berghof où il ne revint plus après le 14 juillet 1944. Il passa le plus clair de son temps, durant le reste de l'année, en Prusse orientale. En l'absence de renseignements humains fiables et récents en provenance du territoire du Reich, le seul moyen dont disposaient les services secrets alliés pour suivre les allées et venues des responsables nazis était les interceptions, et il ne semble pas que le MI6, qui avait pourtant promis sa collaboration à l'opération, ait fourni des informations régulières à ce sujet. Fondamentalement, le MI6, qui privilégiait le renseignement sur l'action, était particulièrement réticent à fournir ses informations pour des opérations d'assassinat.

Lors des discussions autour du projet, un autre intervenant fit part de ses doutes concernant l'identification de Hitler lui-même : « De plus, comment pouvons-nous être certains que nous assassinons le vrai Hitler ? On dit qu'il y en a au moins trois d'entre eux. » L'existence de doubles de Hitler était toutefois l'objet de renseignements contradictoires. Bien que fondée sur des éléments peu nombreux et peu probants, cette théorie était assez répandue. Le SOE avait notamment obtenu une information, transmise de deuxième main, dont l'origine était un membre de la Gestapo qui prétendait avoir été surpris un jour de voir le Führer passer à deux reprises devant lui, dans la même direction, à quelques minutes d'intervalle, aux abords de la Chancellerie du Reich à Berlin. Dans un passage consacré à l'apparence physique de Hitler, le plan d'opérations notait que « les photographies de Hitler, qui a maintenant 55 ans, montrent de tels changements de physionomie que l'on est tenté de donner un certain crédit à la croyance répandue qu'il a un ou plusieurs sosies. Il est difficile de savoir si les changements dans la physionomie du Führer, dont on sait en général qu'il n'est pas en bonne santé, sont dus aux injections qui lui sont fréquemment administrées ou à l'existence d'un sosie, dans la mesure où les 0éléments dont nous disposons sont très contradictoires[310] ».

Une interception avait d'ailleurs apporté une explication assez confuse de l'échec de l'attentat du 20 juillet, fondée notamment sur l'existence d'un sosie. Elle était fournie par le chargé d'affaires chinois à Berne qui décrivit ainsi ce qui s'était passé : « Himmler avait découvert ce qui se tramait et deux semaines avant la date prévue un certain nombre d'officiers qui avaient été arrêtés avaient été exécutés, tandis que les autres membres de la conspiration étaient pourchassés. Les conspirateurs furent alors contraints de passer à l'acte. Himmler avait également choisi ce jour-là pour intervenir et en réalité ce fut le sosie de Hitler qui était présent sur les lieux qui mourut et Hitler lui-même ne fut pas blessé […]. Les autorités britanniques et américaines avaient une petite idée de l'existence d'une conspiration antinazis, mais pas de renseignement précis au sujet du complot lui-même, et elles ne savaient pas non plus qui en étaient les meneurs. Le gouvernement soviétique est totalement opposé à la conspiration et a interdit à son organisation clandestine anti-Hitler en Allemagne d'y prendre une part quelconque[311]. » L'idée – inexacte – selon laquelle le complot avait été infiltré par Himmler, qui avait acquis la réputation d'être le véritable pilier du régime, eut un certain succès chez les Britanniques ; elle avait été notamment reprise par Thornley et renforça le sentiment de scepticisme quant à la crédibilité des conspirateurs et, d'une manière générale, des mouvements d'opposition à Hitler.

L'aspect le plus saisissant de l'histoire du plan *Foxley* ne réside pas dans les détails de l'opération, mais dans les discussions qui eurent lieu au sein du SOE. Ce dernier devait en permanence lutter pour justifier son existence, notamment parce que le MI6 et les différentes sections de renseignement avaient toujours été hostiles aux actions subversives menées par une organisation qui avait fait preuve, en plusieurs circonstances, d'une certaine incompétence et qui risquait de compromettre leur propre action dans le domaine du renseignement. La progression des Alliés dans l'Ouest réduisait les zones d'action du SOE à mesure que les territoires étaient libérés : bientôt le Reich serait en vue.

L'élimination d'un chef militaire comme Yamamoto ou Rommel était considérée comme une action de guerre normale et acceptable, qu'aucune loi de la guerre n'interdisait. L'élimination de personnalités qui collaboraient avec les nazis dans les pays occupés était également encouragée, par le biais de la propagande dite « noire » qui était mise en œuvre par les spécialistes de la guerre psychologique au sein du Political Warfare Executive. En ce qui concernait la France, par exemple, si la propagande « blanche », émanant notamment de la BBC, s'abstint de toute attaque personnelle contre le maréchal Pétain, il n'en était pas de même de la propagande noire. Le Political Warfare Executive avait

créé de toutes pièces des émissions de radio qui, fictivement installées en France, étaient prétendument l'émanation de mouvements clandestins français, mais qui émettaient en fait d'Angleterre. « Radio Inconnue » était spécialisée dans les attaques contre Pétain. Elle fit allusion pour la première fois, le 3 juillet 1941, à l'existence d'une organisation clandestine imaginaire, « Les chevaliers du coup de balai » ; des conseils opérationnels furent donnés, notamment en matière de résistance passive. Mais l'assassinat de personnalités collaborationnistes était également encouragé, à l'exemple de la tentative d'assassinat de Pierre Laval par Collette, et les noms de Darlan et de Fernand de Brinon étaient régulièrement cités comme cibles prioritaires[312].

Il était toutefois exclu que des agents de nationalité britannique ou même entraînés en Angleterre fussent utilisés pour l'assassinat de personnalités françaises. Certaines des plus importantes autorités militaires britanniques étaient d'ailleurs opposées aux opérations clandestines. La contribution de la RAF était essentielle, puisque c'était de ses avions que dépendaient les parachutages. Or, dès 1941, le chef d'état-major de l'armée de l'air, Charles Portal, avait écrit dans une note : « J'estime que parachuter des hommes en civil avec comme mission de tuer des membres des forces ennemies n'est pas le type d'opérations auquel la RAF souhaite être associée. » Il existait selon lui une différence considérable sur le plan éthique entre une opération d'assassinat et le largage d'un espion sur le territoire étranger, et ce n'est pas sans de grandes réticences que la RAF accepta finalement de fournir des avions et des pilotes pour transporter et recueillir les hommes des opérations clandestines[313].

En 1944, l'élimination physique de Hitler était désormais considérée comme légitime ; mais était-elle utile ? Le débat qui agita le SOE autour de cette grande affaire donna lieu à des échanges parfois ésotériques. La section chargée des opérations en Allemagne n'avait pas eu grand-chose à faire depuis le début de la guerre, et le thème de *Foxley* réveilla naturellement les ardeurs de certains de ses membres qui espéraient sans doute faire enfin la démonstration de leur expertise. Leurs réactions face au projet d'assassinat furent justement plutôt négatives, si l'on en croit les documents dont nous disposons. Au sein même du SOE, on retrouvait les mêmes voix d'opposition, en dehors de celle du colonel Thornley. Celui-ci, dans une note du 9 octobre 1944, avait de nouveau clairement marqué son opposition au projet, dans des termes proches de ceux d'Ismay : « En tant que stratège, Hitler n'aurait pas pu mieux faire pour venir en aide à l'effort de guerre britannique […]. Hitler est toujours prêt à fouler aux pieds les jugements militaires les plus sensés et aide ainsi considérablement la cause alliée. » Puis Thornley, qui s'aventurait ainsi sur un terrain stratégique qui n'entrait pas dans ses compétences, élargit son argumentation. Comme plusieurs autres analystes, il

se dit préoccupé de la postérité du Führer, de son rôle éventuel dans une future Allemagne au cas où il restait en vie, de son aura s'il disparaissait. Il est fascinant de voir à quel point cette préoccupation était constante dans les débats : mort ou vif, que deviendra le Führer une fois la guerre terminée ? « Eliminer Hitler de la direction des affaires au moment précis où, en compagnie de ses affidés, il a fait le vœu de défendre chaque rue et chaque maison sur le sol allemand, aurait pour résultat presque inévitable de le canoniser et de donner naissance au mythe selon lequel l'Allemagne aurait été sauvée s'il avait vécu. » Une autre responsable du SOE, Margaret Holmes, s'aventura encore plus loin dans l'analyse psychologique, faisant appel à des références historiques dont on peut douter qu'elles aient paru d'une grande limpidité :

« Toute tentative des Alliés pour assassiner Hitler, qu'elle réussisse ou non, serait simplement faire le jeu de l'Allemagne. Il est probable que nous verrions tout de suite apparaître une version contemporaine du charabia autour du mythe du Kyffhauser, avec son corollaire, la renaissance de l'Allemagne. » Le Kyffhauser, montagne de Thuringe, est le lieu où, selon la légende, l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse, disparu en Asie Mineure lors de la troisième croisade, se trouverait endormi, attendant le jour de son réveil pour mener de nouveau le peuple allemand vers la victoire. Un membre du SOE ajouta, non sans quelque naïveté, mais tout à fait dans l'esprit de la propagande noire : « Je pense que l'on doit laisser Hitler en vie – jusqu'à ce qu'il meure de sénilité devant les yeux du peuple qu'il a fourvoyé. Enlevons-lui son halo ! Faisons de lui la risée du public ! *Je connais les Allemands*[314]. » (Après la fin du conflit, les Britanniques prirent la décision de ne pas retirer *Mein Kampf* des bibliothèques et des librairies d'Allemagne, afin que les lecteurs sachent que les thèses de Hitler étaient grotesques.)

Le 8 novembre 1944, le général Templer reconnut qu'il existait de graves divergences de vues concernant la faisabilité de *Foxley* et l'opportunité de lancer l'opération. Les difficultés techniques étaient certes très importantes, mais celles-ci n'auraient pas empêché Churchill d'ordonner son déclenchement si l'opération était considérée comme absolument nécessaire. L'Angleterre n'aurait certainement pas manqué de volontaires pour tenter d'abattre le chef du Reich. Si l'opération fut annulée, c'est bien parce que l'élimination du Führer parut toujours contraire aux intérêts stratégiques alliés, en particulier aux yeux des Britanniques qui souhaitaient maintenant pouvoir pénétrer le plus loin possible dans le territoire allemand et qui pensaient que Hitler était dans l'obligation de concentrer un maximum de troupes face aux armées soviétiques. Le général d'aviation Ritchie apporta ainsi sa touche au débat. Il était quant à lui favorable à l'opération, mais ajouta un commentaire surprenant, qui en disait assez long sur

l'état d'esprit des responsables britanniques : « Après la guerre, Hitler sera sans aucun doute possible considéré en Allemagne comme le plus grand homme qui ait jamais vécu. Il y aura peut-être une courte période immédiatement après la fin des hostilités au cours de laquelle ce sera la mode de le noircir, mais ceci ne durera pas et sa stature ultime en Allemagne du plus grand Allemand de tous les temps est garantie[315]. » John Wheeler-Bennett, grand spécialiste de l'Allemagne au sein du Foreign Office, avait affirmé dans une note destinée à Anthony Eden en date du 25 juillet 1944 qu'il existait désormais des bases solides pour affirmer que les Alliés se trouvaient actuellement en meilleure posture que si le complot du 20 juillet avait réussi et qu'Hitler avait été assassiné[316]. Il alla même jusqu'à ajouter avec un cynisme certain que la répression avait fait disparaître quelques personnalités qui auraient pu « causer des difficultés, non seulement si le complot avait réussi, mais également après la défaite de l'Allemagne nazie ». Le 2 août, Churchill déclara aux Communes que les plus hautes personnalités du Reich allemand étaient en train de s'entretuer, mais il prévint les députés qu'il ne fallait pas trop compter sur ces symptômes d'une épidémie interne. En septembre 1944, le Premier ministre fut d'humeur particulièrement badine : « Lorsque Herr Hitler survécut à l'attentat du 20 juillet, il a expliqué sa survie comme un effet de la Providence. J'estime que d'un point de vue strictement militaire nous pouvons tous être d'accord avec lui. Il serait certainement très ennuyeux que les Alliés soient contraints, dans la phase ultime de la lutte, de se passer de cette forme particulière de génie de la guerre que le caporal Schicklgruber a bien voulu mettre au service de nos avancées victorieuses. » Cet humour un peu trivial pouvait choquer ceux qui étaient désormais informés des horreurs commises au nom du Führer, mais Churchill avait sans aucun doute utilisé à bon escient l'expression « d'un point de vue strictement militaire ». Deux ans auparavant, le Premier ministre avait émis une opinion plus sobre sur la question : « Dans le cas où le régime nazi serait renversé, il est presque certain que le pouvoir reviendrait aux chefs de l'armée allemande, qui ne sont en aucune manière prêts à accepter le type de conditions que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis estiment essentielles pour créer les conditions de la sécurité et de la paix dans le monde à venir[317]. »

Le 20 juillet 1944, la caste prussienne que redoutait le Premier ministre britannique avait tenté de modifier le cours de la guerre en éliminant le « caporal autrichien », dont elle jugeait le comportement de plus en plus irrationnel. Les Britanniques, contrairement à l'OSS, furent totalement surpris par l'attentat commis par le colonel Stauffenberg. En janvier 1944, un mémoire du Joint Intelligence Committee avait indiqué qu'il n'existait aucun indice de l'existence

au sein de l'armée ou du parti, et encore moins dans le peuple en général, d'une faction qui fût en mesure de renverser le régime dans un avenir proche[318]. Le 14 juillet, le JIC pensait toujours que la vigilance de la Gestapo et le rôle accru joué par un petit cercle de nazis convaincus empêcheraient sans aucun doute les généraux de rechercher un armistice. Deux jours après que la nouvelle de l'attentat fut connue, « C » fit parvenir à Churchill une note très laconique qui prouvait à quel point les services de renseignements étaient dans le brouillard le plus complet. Il était question d'une interception montrant qu'un certain major Fitz, officier appartenant à une division de parachutistes basée en Italie, avait reçu une convocation au quartier général du Führer à Rastenburg, sur ordre du Führer lui-même, pour le 27 juillet. Menzies commenta : « Si l'on assume que la tentative d'attentat contre Hitler s'est déroulée le 19 juillet [*sic*] je ne pense pas que l'on puisse conclure que Hitler sera encore forcément en Prusse de l'Est le 27 juillet. […] Il s'agit peut-être d'un message de routine, bien qu'il soit étrange qu'un major reçoive l'ordre de se présenter à Hitler, et que le quartier général des unités parachutistes paraisse de façon évidente surpris par cette convocation[319]. »

Le MI6 avait, depuis le début de la guerre, et en partie suite au désastre de Venlo, constamment réfuté l'existence d'une opposition crédible au régime nazi. A plusieurs reprises, les déchiffrements avaient pourtant laissé passer des indices intéressants, dont il ne fut tenu aucun compte. En novembre 1943 avait eu lieu à Bâle une réunion de la Banque des règlements internationaux à laquelle assista Schacht, ancien gouverneur de la Reichsbank. Selon un télégramme de l'ambassadeur de Turquie à Berne, un armistice était désormais souhaité entre l'Allemagne et les Alliés anglo-américains. Schacht affirmait parler au nom d'industriels et de généraux convaincus que la guerre était perdue. Il ajoutait que ces généraux, en échange de conditions de paix acceptables, « prendraient immédiatement la situation en main ». Ce fut peut-être là un des échecs les plus flagrants de toute la guerre, d'autant plus flagrant d'ailleurs que, dans le même temps, les services secrets américains étaient, à partir de la Suisse, bien informés de l'existence de ces mouvements et de plans d'assassinat du Führer, en particulier par leur agent Fritz Kolbe.

Le soir même du 20 juillet, à 1 heure du matin, Hitler, qui était resté d'un grand sang-froid, s'adressa brièvement par radio aux Allemands pour déclarer qu'une « minuscule clique d'officiers, à la fois ambitieux, sans conscience, criminels et stupides, a forgé un complot pour [l]'éliminer ». Le Führer répéta pas moins de six fois l'expression *minuscule clique*. Que s'était-il réellement passé ? Dans quel état physique se trouvait Hitler ? Quelles étaient l'ampleur et les ramifications du complot ? Jusqu'en janvier 1945, les doutes subsistèrent au

sein du MI6 quant à la nature de la conspiration contre le dictateur. Entre-temps, les interceptions n'avaient pas permis d'y voir beaucoup plus clair. Le 29 juillet, Bletchley Park parvint à déchiffrer un message du ministère des Affaires étrangères adressé à l'ensemble des postes diplomatiques, qui était daté du 25.

« Pour votre information :

« 1. La récente attaque meurtrière contre le Führer, le fait d'un individu totalement minable déguisé en uniforme de colonel, qui fut sélectionné spécialement pour cette tâche, est le résultat d'une conspiration infantile réunissant quelques généraux qui, ayant été limogés pour incompétence, se sont trouvés contrariés […]. Il a suffi d'une poignée de courageux soldats pour déterrer en totalité cette grotesque bande de conspirateurs. Toutes les traces sont désormais effacées. Il n'y a ni difficultés, ni opposition ou troubles dans le Reich lui-même ou dans les pays d'Europe qui sont sous notre contrôle […] en raison de la curieuse stupidité et de la maladresse de ces éléments criminels, une liste précise de toutes les personnes impliquées de près ou de loin dans cette affaire est tombée dans les mains des autorités allemandes. Puisque la Providence a préservé le Führer par un miracle… les conséquences de ce crime pour l'Allemagne et pour son combat vital constituent en définitive une bénédiction[320]. »

Oshima, quant à lui, rapporta les propos du représentant de Ribbentrop, Bernd Gottfriessen : « Il n'y a aucun doute que les conspirateurs étaient en contact avec une section de l'ennemi – les Britanniques en particulier – et avaient pour objectif de trouver un accord avec la Grande-Bretagne et l'Amérique, en dépit des déclarations des Alliés selon lesquelles non seulement les Nazis mais aussi toute la tradition du grand état-major prussien doivent être détruits. On peut déduire de leurs idées réactionnaires qu'ils n'avaient en revanche aucune intention de parvenir à un compromis amiable avec la Russie. » Après avoir répété que le groupe impliqué était de taille insignifiante et composé d'éléments réactionnaires faisant partie *d'une section limitée* de l'armée de terre uniquement, qui n'était pas en contact avec les unités du front, le diplomate allemand affirma que l'incident n'aurait aucun impact sur la conduite de la guerre par l'Allemagne, qu'un bon coup de balai permettant d'éliminer les éléments rebelles aurait le mérite de purifier l'air, et qu'Oshima n'avait par conséquent aucun souci à se faire[321]. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur japonais rapportait au contraire que les investigations allaient viser un nombre relativement élevé d'individus, que l'incident allait, du reste, être l'occasion d'une purge approfondie, et qu'on serait surpris par le nombre important de personnes qui allaient être condamnées à mort. Les effets du complot en Allemagne et à l'étranger seraient forcément malheureux ; mais Hitler et son

entourage trouveraient là le moyen, grâce à l'épuration, de renforcer l'unité sur le front intérieur et de poursuivre enfin la guerre en confiance dans un esprit d'unité. Au total, terminait le diplomate japonais, un « déclin de l'influence des classes supérieures allemandes, avec leurs tendances pro-anglo-américaines, serait avantageux pour le Japon[322] ».

Les autres membres de l'ambassade donnaient souvent des avis plus nuancés qu'Oshima dont les sympathies pro-allemandes étaient avérées. Ainsi, le consul général à Hambourg, le 28 août, dans un télégramme – très altéré –, pour lequel il fut d'ailleurs réprimandé par le ministère des Affaires étrangères japonais, qui considérait qu'il était trop hostile à l'égard de l'allié allemand et risquait de créer un incident diplomatique s'il était connu :

« La propagande du Gouvernement a claironné son intention de semer la confusion dans les plans de l'armée soviétique en transférant les troupes vers le front Est après avoir annihilé les armées anglo-américaines ayant débarqué dans le nord de la France. […] Le peuple se méfie des annonces du quartier général et écoute secrètement les émissions alliées. Le peuple est par conséquent suffisamment bien informé et parvient de lui-même à faire la distinction entre les faits et les vœux pieux, et les propos optimistes sur le cours de la guerre ont complètement disparu. » Evoquant la mobilisation de la population, il conclut : « La scène est par conséquent en place pour ce que Hitler appelle "les cinq minutes après minuit" et d'ici là il n'y aura probablement pas un déclenchement de troubles internes[323]. » Déjà en 1943, une interception avait montré que certains diplomates japonais considéraient le pouvoir de Hitler comme étant de plus en plus fragile. Le consul général du Japon à Vienne n'avait pas hésité à écrire, le 27 février, que « l'échec par deux fois de l'offensive contre la Russie a rendu la position du Führer comme commandant suprême des opérations militaires très difficile[324] ».

Ce n'était pas le point de vue d'Oshima qui se montrait d'un optimisme à toute épreuve. Le 28 mai 1944, il écrivait encore, en totale contradiction avec son consul général, que « les rumeurs selon lesquelles, en raison de l'échec des opérations contre l'URSS, l'armée n'a plus confiance en Hitler sont contraires aux faits. C'est entièrement grâce à lui que les dangers purent être évités avant que la situation n'aille de mal en pis et, de plus, le repli défensif qui a débuté durant l'été 1943 a dans l'ensemble été exécuté sans accrocs. Ces faits ont graduellement accru le sentiment de vénération de l'armée pour le Führer et il n'y a aucune indication d'écroulement interne[325] ».

C'est l'attaché naval japonais à Berlin qui apporta néanmoins l'éclairage le plus intéressant, notamment sur la profondeur et l'ampleur du complot et du mécontentement qui régnait en Allemagne, dans un message du 3 août 1944 :

« J'ai indiqué précédemment que le complot a été élaboré par des généraux de l'armée de terre qui étaient insatisfaits par la manière dont Hitler conduisait la guerre, mais il ne faut pas en conclure que leurs motivations étaient nécessairement défaitistes. Il n'existe aucune preuve, contrairement à ce qu'affirme Ribbentrop, qu'ils étaient en communication avec la Grande-Bretagne – l'opinion la plus répandue est qu'il y avait une forme de complicité avec la Russie, bien que je n'aie pas entendu d'indices probants de leurs liens avec la Russie […]. Certains généraux ont été, depuis la défaite de Stalingrad, insatisfaits de la conduite de la guerre en Russie par le Führer […]. Il est concevable que le complot ait été lancé parce qu'ils étaient parvenus à la conclusion que Hitler, en entraînant le pays dans le cauchemar des militaires allemands, une guerre sur deux fronts, était responsable de la situation critique dans laquelle se trouvait le pays, et que, de plus, ayant une attitude sectaire à l'égard de la Russie, il bloquait tout règlement par des moyens politiques ; c'est ainsi qu'ils voulaient peut-être l'éliminer comme une première étape dans la conclusion d'une paix avec la Russie[326]. »

Dans un autre télégramme, le 28 août, l'attaché naval poursuivit son analyse approfondie de l'état dans lequel se trouvaient les forces armées du Reich : « Même après l'accès au pouvoir du nazisme, une partie de l'armée de terre s'accrocha à l'héritage militaire prussien et maintint une influence secrète que le Parti a en vain cherché à éradiquer. Au début de la guerre, le Parti et l'Armée firent taire provisoirement leurs différends, mais après Stalingrad ils refirent surface, c'est-à-dire que l'Armée se fit l'avocat d'opérations sur un front seulement, partant du principe qu'un accord avec la Russie était possible, et supporta très difficilement l'interventionnisme maladroit de Hitler et de ses subordonnés. Cette différence d'opinion et ces ressentiments existent toujours non seulement dans l'Armée mais aussi chez les mécontents du Parti, bien qu'officiellement une épuration complète ait été réalisée après la faillite de l'attentat contre Hitler. Les chances d'une nouvelle poussée de désordre interne sont considérables. Le juge qui présidait le procès suite à l'attentat contre Hitler n'a montré absolument aucun respect pour la personnalité des accusés et usa d'un langage particulièrement méprisant. L'exécution par pendaison d'hommes qui après tout avaient été maréchaux ou généraux fut désapprouvée par l'opinion publique et considérée par les militaires comme tout à fait indigne. Un sentiment de classe à l'égard de l'ancienne noblesse a peut-être joué un rôle dans les sentences prononcées ; mais le profond ressentiment des soldats, et particulièrement des officiers, aura sans nul doute une grande influence sur les événements futurs. Le fait que l'armée de l'intérieur ait été placée sous les ordres de Himmler, le changement dans le salut militaire, et l'impression créée par les

décrets de Himmler à l'intention des troupes que ces dernières n'existent qu'au bénéfice du Parti, tout cela représente une rupture complète avec les traditions de l'Armée et constitue des facteurs qui auront peut-être un impact considérable sur la discipline et le moral. […] Le Parti sait naturellement que parmi les jeunes officiers et les hommes, ceux qui ont reçu une éducation d'Etat nazie idolâtrent Hitler et resteront les piliers inflexibles du nazisme […]. Il n'est pas totalement impossible que l'Armée trouve une manière de traduire ses griefs dans une forme de résistance passive[327]. » Le commentaire de l'officier de renseignement de la RAF auprès du maréchal de l'air Portal démontre combien le MI6 s'était trompé jusque-là sur l'ampleur du mouvement : « Venant d'un membre d'une mission d'un pays de l'Axe en contact étroit avec les officiers d'état-major allemands, ce télégramme fait partie des documents les plus remarquables que nous ayons reçus d'Allemagne depuis la tentative de putsch, puisqu'il attire l'attention de façon directe et franche sur des possibilités dont nos propres analyses n'ont, dans une certaine mesure, pas tenu compte[328]. »

Le 4 septembre, Oshima fut reçu par Hitler à Rastenburg, pour ce qui fut en fait leur dernier entretien. Le Japonais n'avait pas eu l'occasion de le voir depuis l'attentat, mais il était lui aussi désormais convaincu de l'ampleur de l'opposition, même si, face au Führer, il était hors de question de se départir du ton le plus feutré : « Pour commencer je l'ai congratulé sur le fait qu'il ait réchappé à l'attentat. Il a répondu en souriant qu'il ne comptait plus le nombre de tentatives d'assassinat dont il avait été la victime. » Hitler poursuivit avec une vaste explication historique concernant la classe militaire allemande. C'est alors qu'Oshima fit preuve d'une audace inattendue de la part d'un diplomate dont les dépêches avaient toujours été d'un robuste optimisme quant à la situation du Reich : « J'ai dit que j'avais été surpris par le fait que les individus impliqués dans l'affaire du 20 juillet se trouvassent dans tant de lieux, et j'étais inquiet de savoir s'il serait vraiment possible de les mettre tous hors d'état de nuire. » Hitler répliqua que, tout compte fait, le nombre n'était pas élevé, mais il avait l'intention de liquider absolument tous les individus qui avaient la moindre connexion avec cette affaire, et il était graduellement en train de le faire. « Je n'avais aucun souci à me faire[329]. »

Aux yeux des diplomates japonais, le pouvoir du Führer était cependant très sérieusement ébranlé. Les séquelles physiques du Führer furent l'objet de spéculations intenses qui se prolongèrent au-delà de l'été, et le fait qu'il n'ait pas parlé lui-même à la radio le jour anniversaire du putsch de Munich fut relevé par la plupart des diplomates encore en poste en Berlin. Le 16 novembre, Ribbentrop dut rassurer Oshima. Le Führer était en parfaite santé, expliqua le servile ministre des Affaires étrangères, et il était « très occupé par la conduite des

affaires du pays. Il était vrai que ses tympans avaient été endommagés lors de l'incident du 20 juillet ; mais il n'y avait nullement fait attention, il avait par conséquent ressenti des douleurs à la tête et avait dû rester alité durant plusieurs jours. Il n'y avait pas eu de communiqué à ce sujet afin d'éviter les rumeurs[330] ». De Berlin, le ministre du Portugal rapporta pourtant que les bruits selon lesquels Hitler avait perdu le pouvoir à l'occasion d'un coup d'Etat fomenté par Himmler se faisaient de plus en plus insistants[331]. D'après l'ambassadeur Vaux Saint-Cyr, qui représentait la France libre à Stockholm, Hitler avait eu le tympan crevé le 20 juillet, puis avait été victime d'une congestion cérébrale : « Depuis lors son état s'est aggravé et il est maintenant atteint d'amnésie. C'est ce qui a permis à Himmler de prendre la *totalité* du pouvoir[332]. »

Au sein de l'ambassade du Japon, les thèses pronazies étaient en train de perdre leur influence, et même Oshima commença à se répandre en critiques contre le régime. La rumeur courut que Hitler avait prévu de s'enfuir au Japon en compagnie de ses plus proches adjoints et complices par un vol direct dans un Fockewulf spécialement conçu avec vingt mille litres de kérosène, précisait le chef de la légation chinoise à Berne, qui ajoutait que les fugitifs avaient prévu de communiquer ainsi aux Japonais les secrets des nouvelles armes allemandes[333]. L'ambassadeur du Japon dans la capitale suisse rapporta de son côté le contenu d'un entretien du 20 septembre entre Puhl, vice-gouverneur de la Reichsbank, et Kitamura, de la Yokohama Specie Bank : « Schacht avait été, comme la rumeur le disait, emprisonné à la suite de l'affaire du 20 juillet, mais les raisons de son arrestation étaient totalement inconnues. Les Nazis avaient utilisé l'affaire pour arrêter toutes les personnes ayant une quelconque influence dans le monde politique – plusieurs milliers de personnes, disait-on. La débâcle sur le front Ouest avait été, bien sûr, largement causée par cette affaire, et il apparaissait que de ce fait l'armée de défense nationale avait globalement perdu toute volonté de se battre. Il était impossible de savoir ce que le Führer allait faire, mais Puhl ne pensait pas qu'il était possible qu'un homme comme le Führer puisse, comme on l'entendait souvent, s'enfuir au Japon ou faire la paix avec l'URSS[334]. »

Le dernier entretien entre le baron Oshima et Hitler avait donc eu lieu le 4 septembre. Trois ans durant, les télégrammes de l'ambassadeur japonais avaient constitué une des principales sources d'information directe sur le Führer. On a fait parfois grand cas des informations stratégiques recueillies par Oshima, mais celui-ci était assez peu fiable, même aux yeux du Gaimusho. Son interlocuteur principal était Ribbentrop, lui-même considéré comme très peu crédible, mais, pour les Alliés, les télégrammes d'Oshima furent néanmoins très précieux – moins nous semble-t-il –, contrairement à ce qu'affirma le général

Marshall, par les renseignements qu'ils contenaient que par la vivacité et le caractère parfois intime des conversations qu'ils relataient. Oshima était le seul diplomate qui avait régulièrement accès à Hitler, et ce dernier n'hésitait pas à décrire devant lui sa vision du conflit mondial. Derrière un optimisme convenu, les comptes rendus de ces entretiens décrivaient un Führer non seulement hésitant, mais de plus en plus désabusé, tourné vers le passé et méditant ouvertement ce qui aurait pu être, nostalgique des enivrantes années de conquête du pouvoir.

Le 30 juillet 1943, un compte rendu d'entretien entre Hitler et Oshima fut lu avec grande attention par Churchill qui, fait assez exceptionnel, demanda que le texte intercepté soit transmis au roi George. Il y était notamment question de la situation en Italie, depuis le renversement de Mussolini, ainsi que de l'évolution de la guerre à l'Est, après l'échec subi par les Allemands à Koursk :

« Dans la nature des choses, expliqua Hitler au diplomate japonais, il était regrettable que l'Italie appartienne en fait au roi, que l'armée fût l'armée du roi et que l'administration fût fasciste, ces trois entités étant séparées. Cet état de fait peut être considéré comme la raison des problèmes actuels. Depuis qu'il avait saisi les rênes de l'administration en Allemagne, il avait réfléchi soigneusement à la question et il pensait qu'il avait réussi, par l'unification du pays et du parti et par la fusion de l'armée et de l'Etat, à bâtir un ensemble harmonieux. Mais malheureusement cela n'avait pas été possible en Italie. » Au sujet de l'armée italienne, Hitler ne mâcha d'ailleurs pas ses mots : « En raison de l'inefficacité des Italiens, le ravitaillement en munitions des forces allemandes en Sicile, qui était de leur ressort, fut effectué sans aucune flexibilité, mais il ne disait pas que cela était délibéré. Certaines unités allemandes autour de Catane avaient même dû combattre avec des pierres en raison du manque de poudre […]. Si les Alliés prenaient pied sur la terre ferme italienne, il ne commettrait pas la folie de combattre dans les semelles de la Botte, et traçant du doigt sur la carte les trois lignes, c'est-à-dire la chaîne des Apennins, le Pô et les Alpes, il m'expliqua ce qu'il avait décidé. […] A la fin de l'entretien, Hitler revint sur le problème de son allié de l'Axe.

« La situation en Italie était vraiment déplorable. En temps de paix on pouvait dire ce qu'on veut, mais en temps de guerre il n'y avait rien d'aussi encombrant que d'avoir un allié aussi faible comme voisin géographique. Si le Japon avait été à la place de l'Italie, la lutte serait terminée avec la victoire de l'Axe. Cependant, cette guerre avait fait la démonstration encore plus clairement que d'habitude que le Japon et l'Allemagne étaient les deux seuls peuples militaires [*Soldatenvolk*]. Cette puissante alliance germano-japonaise était séparée par 15 000 kilomètres, mais si on avait une vision à long terme, on

pouvait dire qu'il s'agissait là d'un don subtil de la divine Providence. Bien qu'il puisse y avoir à l'avenir [?? des difficultés] entre l'Allemagne et le Japon, il n'existait aucune crainte d'un conflit d'intérêts[335]. »

Comme chaque année, le 8 novembre 1943, Hitler retrouva à Munich, à la « Lowenbraukeller », la vieille garde du parti pour célébrer le vingtième anniversaire du putsch de la *Beerhall*. Ce fut sa dernière apparition à ces réunions au cours desquelles les *Alter Kampfer* évoquaient avec nostalgie les années de lutte et de conquête au cours desquelles l'Allemagne avait relevé la tête avant de prendre sa revanche. Le Führer se sentait particulièrement à l'aise au contact de ses vieux camarades et prêt à faire des confidences. Oshima en décrivit le déroulement sur un ton admiratif. Après le discours du Führer, « un petit groupe de Gauleiters et d'autres se réunirent autour du Führer pour un échange plein de franchise ; la confiance du Führer en la victoire finale est telle que même nous sommes stimulés à un degré stupéfiant chaque fois que nous sommes en contact avec lui. Lors du rassemblement de Munich, un exposé détaillé de la situation militaire fut effectué par le général Jodl, et il devint évident que, en dépit de la situation préoccupante sur le front de l'Est, la confiance des autorités militaires n'est pas ébranlée et qu'ils n'ont aucun inquiétude quant à l'avenir ». Un contact de l'ambassadeur, MA, non identifié par les services britanniques, lui expliqua que, tandis que le Führer nourrissait une haine violente à l'égard de Roosevelt et Churchill, il avait le sentiment que Staline, bien qu'étant un ennemi, était une figure magnifique et « la personnalité d'exception dans le camp ennemi[336] ». Il confirmait ainsi ce que savaient les services secrets, et en particulier le chef du MI6, Stewart Menzies, dont l'anticommunisme était virulent. D'ailleurs, une interception précédente donnait un indice de même nature. Elle avait pour origine le dictateur roumain, le maréchal Antonescu, revenu début 1943 d'une visite à Berlin. Ses propos furent transmis à Ankara par l'ambassadeur de Turquie. Hitler lui avait confié ces mots : « La révolution accomplie par Staline en vingt ans est une œuvre plus grande que tout ce que j'ai entrepris. Je l'observe avec admiration et crainte. Ce ne sont pas les Anglo-Saxons dont j'ai peur, ce sont les Russes[337]. »

Les télégrammes de l'ambassadeur du Japon permettaient de dessiner un portrait de Hitler, mais n'aidaient pas à répondre de façon satisfaisante aux nombreuses questions qui se posaient encore. Quel était son rôle réel dans la stratégie allemande et son influence sur les opérations ? Etait-il sous la coupe d'un entourage de mauvais génies, notamment Himmler qui, aux yeux de nombreux spécialistes de l'Allemagne, détenait le pouvoir réel ? Quels étaient vraiment ses rapports avec les généraux de la Wehrmacht ? Sa disparition

éventuelle allait-elle automatiquement entraîner l'effondrement de l'Allemagne ? Le 30 juin 1940, le général Andrew Thorne, qui avait été attaché militaire à Berlin, se confia à Colville, après une réunion de travail aux Chequers : « Winston est plus vital pour ce pays que Hitler ne l'est pour l'Allemagne, car il est unique et irremplaçable, tandis que Hitler a constitué un "vivier de dirigeants"[338]. » Churchill ne niait pas le charisme de Hitler, mais il mettait en avant la caste d'officiers prussiens comme la véritable menace, cette caste sur laquelle Hitler s'appuyait, qui lui était certes dévouée, mais dont l'existence même était à ses yeux la vraie cause de la guerre. L'élimination de Hitler était peut-être nécessaire, mais elle n'était en rien suffisante.

A partir de 1941, Hitler était devenu une figure de plus en plus lointaine et insaisissable. Avant guerre, il s'était montré en public en de très nombreuses occasions. Les images des grands-messes nazies et de ses bains de foule avaient été abondamment exploitées par les services de propagande de Goebbels, et il était devenu une figure familière, finalement assez proche, qui n'hésitait pas à exposer au monde les grandes lignes de sa stratégie, ou du moins ses objectifs. Les Alliés savaient qu'il avait personnellement pris le commandement de l'armée en Russie. Désormais essentiellement préoccupé par les questions militaires, de moins en moins prêt à faire confiance à ses généraux, il menait une vie d'ermite dans ses bunkers. Il se rendait très rarement à Berlin, où il ne passa que quelques jours durant toute l'année 1943. Même la destruction des villes allemandes ne le fit pas sortir en public, à la rencontre du peuple allemand, au grand dam de Goebbels. De plus, ses apparitions et ses discours publics, qui étaient la principale source d'information officielle pour les Alliés, furent de plus en plus espacés – cinq en 1942, deux en 1943. En 1944, Hitler ne prononça pas un seul discours en public, se contentant de courtes interventions à la radio, enregistrées à l'avance, ou prononcées à partir de ses quartiers généraux. En 1944, il séjourna plus longuement au Berghof de fin février à mi-juillet avant de retourner à Rastenburg, mais il ne retourna plus de la guerre dans les Alpes bavaroises, préférant Kiezenberg, près de Bad Nauheim. Fin 1944, on savait si peu de chose sur Hitler que Goebbels nota la circulation partout dans le pays de rumeurs selon lesquelles il était mort ou très sérieusement malade.

En fait, s'il se reposait de plus en plus sur Martin Bormann pour les affaires intérieures, Hitler maintint néanmoins son autorité grâce à la solidité de l'OKW – dont les principaux chefs, Keitel et Jodl, restèrent en place auprès du Führer tout au long de la guerre –, à la discipline du parti, du peuple allemand et de l'armée dans son ensemble. D'une certaine façon on peut dire que, plus il disparaissait de la scène officielle, plus Hitler renforçait son pouvoir. Tout comme Churchill, il disposait d'un instrument technique sans lequel une telle

emprise sur un Reich en voie de rétrécissement constant aurait dans ces conditions été impossible : la transmission radio. Les interceptions étaient donc de plus en plus vitales pour tenter de percer l'état d'esprit et la stratégie du Führer. Sans elles, les Alliés n'auraient en effet pratiquement rien su du rôle joué par le dictateur à partir de 1943.

Le « repaire du loup », dans lequel Hitler passa la majorité de son temps lors des trois dernières années de la guerre, était situé à quelques kilomètres de Koenigsberg, en Prusse orientale. Non loin de là, à Angerburg, se trouvait le camp de Mauerwald où était basé l'Oberkommando des Heeres. S'y trouvait également un centre de télécommunications particulièrement sophistiqué, dont le nom de code était *Amtes Anna* (« direction Anna »). *Amtes Anna* était le centre névralgique d'une immense toile d'araignée, grâce auquel le Führer et le haut commandement allemand étaient en contact direct non seulement avec l'ensemble du front russe, mais aussi avec tous les autres fronts. Sans doute eut-il le sentiment que la transmission radio et le réseau compensaient la distance qui le séparait de ses généraux sur le terrain. Sûr que son autorité était inentamée et que ses ordres seraient effectivement suivis par une armée particulièrement disciplinée, Hitler avait un sentiment de maîtrise et de puissance exaltant. Cependant, les transmissions radio lui permettaient aussi d'éviter le terrain et la réalité, et, loin de le relier au monde, elles renforçaient son isolement. Surtout, les retransmissions ne pouvaient pas remplacer sa présence physique et sa voix, qui avaient eu une telle importance dans sa fulgurante accession au pouvoir. Il est réellement surprenant que, malgré les conseils de Goebbels, Hitler n'ait pas su au cours de la guerre, comme il l'avait fait dans les années 30, exploiter plus efficacement cet atout essentiel, tandis qu'en face, chacun dans son style particulier, Churchill et Roosevelt – sans parler de De Gaulle – portaient au plus haut l'instrument de la radiodiffusion.

Le sentiment d'ubiquité était accentué par les instruments de chiffrement qui étaient utilisés pour les transmissions. A ce niveau, la sécurité la plus absolue était nécessaire, et même *Enigma* n'était pas considéré comme suffisamment sûr par les hommes du corps des transmissions de l'armée (Nachrichtentruppe). Les révélations successives concernant *Enigma* à partir des années 1970 ont occulté le fait que, pour leurs messages les plus secrets, les Allemands utilisèrent un système différent. Ces transmissions n'étaient pas effectuées en morse, contrairement aux messages *Enigma*, mais au moyen de téléscripteurs, et les messages étaient chiffrés par un modèle de machine dont deux versions avaient été développées parallèlement dans les années 30 par les firmes Siemens, la *T52*, et Lorenz, la *SZ 40*. Les premières transmissions furent interceptées par les Britanniques sur une liaison expérimentale de l'armée allemande entre Vienne et

Athènes au milieu de 1941. La machine Lorenz fut nommée *Tunny* (« thon ») par les hommes de Bletchley Park, tandis que la machine Siemens, qui fut surtout utilisée par l'armée de l'air allemande, fut appelée *Esturgeon*. D'une façon générale, les liaisons non morse furent classées par les hommes de Bletchley Park dans une catégorie dont le nom général était *Fish*.

L'interception des messages non morse et le déchiffrement des messages *Fish* présentaient des problèmes beaucoup plus complexes que les messages *Enigma*, et c'est avec la mise au point à Bletchley Park de la machine *Colossus* au début de 1944 – véritable ancêtre des machines informatiques, contrairement aux instruments mis en œuvre pour déchiffrer les messages *Enigma* – que la pêche devint réellement fructueuse. Certes, la quantité de messages déchiffrés fut bien inférieure à celle des messages *Enigma*. Près de cent mille de ces derniers étaient en effet déchiffrés chaque mois à partir de 1944, contre deux ou trois mille messages *Fish*. Il y avait toutefois une différence de nature essentielle entre les deux catégories car les *Fish* étaient uniquement utilisés à partir de Berlin ou des différents quartiers généraux du Führer pour les communications entre les plus hautes autorités et les quartiers généraux des commandants de groupes d'armées – plus rarement d'armées. Sauf exception, lorsque le Führer décidait d'intervenir directement sur le champ de bataille, les *Fish* n'étaient pas utilisés au niveau tactique mais transmettaient des directives et des ordres qui mettaient en lumière la pensée stratégique et la planification à moyen terme du haut commandement allemand. Bletchley Park mettait en moyenne environ une semaine à déchiffrer les messages *Fish*, alors qu'à partir de 1943 les messages *Enigma* étaient percés quelques heures après avoir été interceptés. Cette lenteur relative n'était cependant pas un véritable problème car la valeur des renseignements contenus dans les *Fish* ne dépendait pas de la rapidité à laquelle ils parvenaient aux Alliés[339].

Trois exemples, parmi d'autres, prouvent que les Britanniques avaient ainsi pénétré le cœur même de la stratégie du Reich : fin avril 1943, la première liaison de transmission *Fish* sur le front russe, entre Berlin et le groupe d'armées Sud, fut interceptée et déchiffrée. C'est cette liaison qui permit aux Britanniques d'intercepter les détails complets des plans allemands de la contre-offensive du saillant de Koursk qui se déroula début juillet. Un mois après cette percée décisive, fin mai 1943, les liaisons entre Berlin et le quartier général du maréchal Kesselring fournirent des informations particulièrement précieuses concernant la stratégie allemande en Italie et les lignes de défense que le Führer en personne, qui manifesta en cette occasion un incontestable génie stratégique, avait choisies. Enfin, en mars 1944, les transmissions *Fish* entre von Rundstedt, commandant en chef en France, et le haut commandement à Berlin furent

percées – liaison appelée *Méduse* par Bletchley Park –, ce qui permit notamment de reconstituer l'ordre de bataille des forces allemandes en France. Grâce aux progrès des déchiffrements *Fish*, les Britanniques avaient ainsi accès à la pensée même de Hitler, ce que pratiquement aucun message *Enigma*, pris individuellement, n'était en mesure de leur apporter. La vraie réussite dans le domaine des messages *Enigma*, en tout cas en ce qui concerne les combats terrestres, tenait à l'accumulation de messages déchiffrés ; mis en relation, étudiés, ils apportaient une connaissance inestimable de l'ordre de bataille des forces allemandes, de l'état des troupes et des matériels. Mais aucun message *Enigma* n'était en soi d'une importance décisive. Avec les *Fish*, voilà qu'apparaissaient ses directives et ses ordres à ses plus hauts commandants, et ce que les analystes britanniques voyaient était rassurant : le génie de la guerre se présentait comme un esprit confus, qui se fondait presque exclusivement sur ses intuitions et sa mémoire, et qui avait perdu tout sens des réalités.

Les Archives nationales britanniques ont déclassifié en 2004 un rapport sur Hitler, chef de guerre. Daté du 24 mai 1945[340], il s'agissait d'une rédaction collective de plusieurs membres des services de renseignements. Ce texte fut l'objet d'une distribution assez large au sein des différentes branches des fameux services. Il n'était pas signé, et, dans la mesure où il était fondé sur la source MSS (*Most Secret Sources*, autre appellation d'*Ultra*), classé *top secret*, pour reprendre les termes américains. Il s'agit d'une sorte de compilation des ordres du Führer les plus significatifs tels qu'ils avaient été interceptés par les services secrets alliés, sans que soient bien distingués les ordres les plus triviaux des directives proprement dites, les *Führerweisungen*. C'est un témoignage sur le vif qui ne peut être suspecté d'anachronisme. Il n'est pas « contaminé » par ce que l'on apprendra ultérieurement grâce à l'étude des archives, et surtout par les nombreux témoignages de dignitaires du Reich ayant côtoyé le Führer.

En 1964, l'historien Hugh Trevor-Roper publiait une compilation des directives de guerre de Hitler, retrouvées dans les documents saisis après la chute du Reich. Ancienne recrue du MI6, on s'en souvient, il ne put nulle part indiquer qu'une bonne partie de ces directives avaient été interceptées et que lui-même en avait été l'un des destinataires privilégiés. Trevor-Roper expliqua la distinction entre les directives et les ordres, qui avaient un caractère plus restreint. La directive donnait des instructions générales qui, tout en étant impératives, laissaient dans une certaine mesure le choix de la méthode d'exécution aux autorités subordonnées. Les officiers du SOE directement concernés par les discussions autour de *Foxley* n'avaient pas connaissance de ces interceptions ; ce n'était pas le cas des plus hautes autorités militaires et de Churchill, qui disposaient ainsi d'un précieux élément d'appréciation.

Les auteurs du rapport du 24 mai 1945 reprirent en introduction certains aspects du débat qui eut lieu autour de *Foxley*.

> Certains hommes sont plus puissants morts que vivants […]. Il importera sans doute beaucoup à la postérité de voir si Hitler sera perçu, spécialement en Allemagne, comme un être sublime ou tout simplement ridicule ; comme une personnalité de grande envergure par certains côtés, mais malchanceux, ou comme quelqu'un de petit, sauf par son pouvoir hypnotique sur les masses […]. Notre source [les messages interceptés], naturellement, ne peut donner une réponse complète. Mais elle peut y aider. Il manque à ce portrait du Führer les nuances et les tons des dépêches de diplomates ou des interrogatoires de prisonniers. Mais il a un avantage : ce que nous avons ici, c'est la vérité brute. En temps de paix Hitler avait dû son pouvoir par-dessus tout à ses talents pour la propagande […] plutôt que de s'attacher à maintenir le moral des Allemands par ces discours que les Allemands semblaient apprécier, le Führer voulut de plus en plus être un général, non un orateur. En cela, ses inspirations se révélèrent fatales. […] La clef de ses succès était simple. Sa détermination était celle d'un fanatique, absolument décidé, et extrêmement téméraire. C'est dans ces conditions que de 1933 à 1939 il mena un combat victorieux face à une Europe qui se considérait en paix avec lui. […] Puis vint la vraie guerre – et Hitler changea. Le démagogue de génie se devait de devenir un général. La grandeur de l'Allemagne qu'il avait façonnée durant ces six années, il contribua à la détruire sur le champ de bataille durant les cinq années qui suivirent. Face à cela, les généraux allemands, courageux physiquement mais moralement lâches, conformément à la nature profonde de leur race, se soumirent et succombèrent[341].

Comment « fonctionnait » Hitler ? Les hommes de l'interception ne le savaient pas au moment où ils lisaient les dépêches du Führer. Tandis que Churchill avait donné comme instruction que tous les ordres venant de lui soient notés par écrit, ou confirmés immédiatement par écrit sous son propre contrôle, le Führer avait pour règle de ne jamais donner par écrit un ordre qui pouvait l'être verbalement. C'était une illusion car, sauf dans le cas où un réseau téléphonique fonctionnait, par exemple en Allemagne même, la transmission, y compris par radio, impliquait obligatoirement que l'ordre fût retranscrit quelque part dans la chaîne. Une première constatation frappa les auteurs du rapport : c'était l'augmentation très significative des interventions directes de Hitler et des allusions à des instructions données en son nom à mesure qu'on avançait dans la guerre. Cette évolution n'était pas due seulement à la croissance du trafic intercepté et à l'amélioration des résultats obtenus par les services de Bletchley Park, puisqu'une partie seulement des ordres étaient interceptés, et qu'il était fort probable que d'autres ordres ou directives soient transmis par courrier. En effet, la numérotation annuelle des messages (moyen qu'ils ne considéraient cependant pas comme totalement fiable) permettait de le constater : le 14 septembre 1942, un ordre du Führer portait le numéro 3142, la moyenne quotidienne pour l'année jusque-là était donc estimée à environ douze. En 1944, un ordre du 18 août avait le numéro 9169 : on était par conséquent passé à une moyenne d'environ

quarante messages provenant du Führer par vingt-quatre heures ! Une première conclusion était tirée de cette évolution : « Plus la guerre avançait, plus le Führer tentait d'en prendre le contrôle. » En effet, isolé dans ses quartiers généraux, Hitler passait ses journées et une bonne partie de ses nuits d'insomniaque à réfléchir aux opérations, aux hommes qui en avaient la charge, et aux techniques et matériels dont disposaient les forces armées allemandes. Tout comme nombre de ses généraux, même les plus sceptiques à son égard, il était lui-même convaincu qu'il était le seul en Allemagne à bénéficier d'une vision globale de la guerre qui tînt compte de tous les aspects diplomatiques, stratégiques et économiques, ce qu'il ne cessait d'ailleurs de leur rappeler. En un sens, cela n'était pas totalement faux, et les témoignages sont nombreux qui soulignent sa mémoire prodigieuse, sa connaissance très précise des matériels des forces armées allemandes, mais aussi de ceux de ses adversaires. Encore fallait-il que les informations qu'on lui faisait parvenir reflètent la vérité. Alors qu'approchait la fin, la directive du Führer du 24 janvier 1945 mit en joie les services de renseignements britanniques : « J'ordonne : les commandants en chef, les commandants de corps d'armée et de division, les chefs d'état-major ainsi que tous les généraux ou officiers d'état-major employés dans les états-majors d'opérations prennent l'engagement devant moi que tous les rapports qui me seront adressés soit directement soit par la voie hiérarchique habituelle contiendront la vérité pure et simple. A l'avenir je punirai de la façon la plus sévère toute tentative de dissimuler la vérité, que cela soit intentionnel, par laisser-aller ou par simple négligence[342]. »

La tendance de plus en plus accentuée au *micro-management* n'était pourtant pas l'apanage du seul Hitler. Churchill était bien connu pour cela, surtout durant la première partie du conflit où il se comporta comme un vrai chef de guerre. Le 22 avril 1941, le général Wavell reçut ainsi du Premier ministre les instructions suivantes : « Aucune reddition par des officiers ou des hommes ne sera considérée comme tolérable si l'unité en question n'a pas subi 50 pour cent de tués ou blessés. Les généraux et les officiers d'état-major surpris par l'ennemi devront se défendre individuellement en faisant usage de leurs pistolets[343]. » Ce que le Premier ministre britannique recevait comme informations grâce aux interceptions renforçait sans doute cette pente, car elles le renseignaient sur des détails extrêmement précis de l'état et de l'organisation de l'armée allemande. Une interception du 30 juillet 1942, dans laquelle un bilan, probablement mensuel, des pertes subies par l'Afrika Korps était établi, est significative de l'intérêt que portait le Premier ministre à ce type d'informations : *Officers : 40 tués, 115 blessés, 16 disparus ; sous-officiers et hommes du rang : 478 tués, 1 696 blessés, 624 disparus*. En marge, tel un collégien studieux, Winston avait

fait ses additions au stylo d'encre rouge : il arrivait à un total de 2 969 pertes et avait encerclé très nettement le chiffre de 2 900 hommes évacués du front pour maladie, principalement des dérangements intestinaux, parmi les nouveaux arrivants en Afrique du Nord[344]. Cette obsession pour le détail peut peut-être en partie expliquer pourquoi, aux yeux du chef d'état-major impérial, le général Alan Brooke le Premier ministre britannique avait tendance à perdre de vue ce qui était le plus important et à s'égarer dans la recherche d'opérations périphériques, aux résultats parfois catastrophiques, notamment en Méditerranée. Elle explique aussi ses intuitions géniales et sa connaissance des hommes et de leur psychologie. Il semble néanmoins qu'il y ait eu une différence essentielle entre Churchill et Hitler. Si tous deux bénéficiaient d'une mémoire exceptionnelle, Churchill était un bien plus gros travailleur que Hitler, capable d'absorber en continu une quantité prodigieuse d'informations, alors que Hitler ne l'était que de façon très intermittente. Le Premier ministre britannique aimait avant tout argumenter, discuter et faire triompher ses opinions non par la coercition, mais en épuisant l'adversaire. Il ne s'opposa cependant quasiment jamais aux décisions du puissant comité des chefs d'état-major. Il avait, sous ses ordres, des généraux pour le remettre dans le droit chemin, et surtout, à partir de fin 1941, un Allié américain bien décidé à ne pas se laisser séduire facilement.

Les toutes premières allusions à des ordres de Hitler, dans les MSS, abordaient des questions de routine. Le Führer insistait par exemple sur la nécessité d'être économe en matière de décorations. Encore plus triviale, le même mois, une autre instruction interceptée rapportait que les visiteurs au QG du Führer devaient être systématiquement épouillés. En 1941-1942, peu d'ordres précis furent interceptés. En février 1942, alors qu'une offensive russe était attendue par les Allemands dans la région de Rostov sur le Don : « Le Führer *appelle l'attention* des autorités militaires sur le fait que les préparatifs pour l'attaque doivent être contrés par des barrages d'artillerie. » Le 25 novembre 1942, en pleine bataille de Libye, Kesselring retransmettait de Rome un ordre fort vague au général Nehring : « J'appelle votre attention sur le *point de vue* du Führer sur l'utilisation des chars Tigre afin de *renverser le cours de la bataille*[345]. » Les principales décisions stratégiques étaient naturellement de son ressort, mais il est clair que Hitler avait encore confiance dans la qualité de ses généraux pour mettre en application ses directives générales.

Si les interceptions montraient qu'il intervenait encore assez peu dans la conduite des opérations, les services de renseignements britanniques notèrent son intérêt passionné pour les questions d'armement et en particulier pour les chars, avec une attention particulière pour l'innovation et la recherche de l'*arme*

nouvelle, censée faire pencher le sort de la bataille. Rien de très original ici encore, lorsqu'on voit à quel point Churchill lui-même suivait les questions de ravitaillement et à quel point il avait perçu, dès la Première Guerre mondiale, toute l'importance de l'arme blindée. Staline n'était pas en reste, et les demandes qu'il fit de son côté aux Américains – des camions pour transporter les hommes, plutôt que des chars – font partie des grandes décisions de la Seconde Guerre mondiale. Le général Guderian confirma dans ses Mémoires que Hitler s'intéressait cependant presque à l'excès aux questions de matériel. Il avait une remarquable faculté à mémoriser les descriptifs d'armement, connaissances grâce auxquelles il impressionnait à bon compte les généraux aux grandes conférences militaires. On en trouve bon nombre d'exemples très frappants dans les interceptions *Enigma* ou *Fish*.

Cela l'amenait parfois à donner des instructions techniques d'une précision qui frôlait l'absurde. Ainsi, le 7 décembre 1942, dans un message adressé à l'Afrika Korps, par l'intermédiaire du maréchal Kesselring, commandant en chef du front Sud, supérieur de Rommel : « Par ordre du Führer, tous les équipages de chars Tigre ont pour instructions de ne jamais dépasser, quelles que soient les circonstances, la vitesse maximum de 30 km/heure[346]. » De même nature, ces instructions données en mai aux unités antiaériennes, d'une extraordinaire trivialité : « Le Führer a ordonné une fois de plus que compte tenu de la vitesse des avions ennemis, la quantité de poudre doit être calculée de telle manière que les obus de la Flak explosent sur ou devant la cible, jamais derrière. » Quelques jours plus tard, une deuxième interception d'une instruction circulaire de la Luftflotte : « Le Führer a de nouveau ordonné que tous les avions ennemis qui se trouvent à portée de l'artillerie antiaérienne doivent être attaqués avec toutes les bouches à feu et en utilisant le plus possible de munitions[347]. » Le 7 décembre, le Führer ordonnait que les ports de Benghazi, Derna et Tobrouk, en Libye, soient attaqués *uniquement* au moyen d'un bombardement de l'aviation, le *minage* des ports n'étant pas considéré comme suffisamment *efficace.*

Un autre sujet de préoccupation du Führer qui apparut avec constance dans les interceptions était le traitement des prisonniers de guerre ennemis. Tandis que le rôle direct du Führer dans les décisions concernant le traitement des Juifs et des déportés en général n'apparaît nulle part dans les interceptions, il est frappant de voir à quel point Hitler se préoccupait du traitement des prisonniers de guerre. Les services de renseignements alliés suivaient avec beaucoup d'attention cette question délicate. Les Alliés craignaient naturellement un régime très dur pour leurs soldats, surtout pour les équipages des bombardiers abattus dans le ciel de l'Allemagne, qui risquaient d'être fusillés, dans la mesure où le bombardement systématique d'objectifs civils, à partir de 1943, pouvait

être considéré comme un crime de guerre. Les Anglo-Saxons furent relativement rassurés par ce qu'ils lisaient, car Hitler était bien conscient des répercussions que le sort des prisonniers pouvait avoir sur le comportement des troupes ennemies. En 1940, il avait reçu personnellement des prisonniers anglais de Norvège et avait remarqué que ceux-ci avaient été surpris par le traitement, somme toute favorable, dont ils bénéficiaient. Les analystes alliés purent en revanche constater l'implication personnelle du Führer dans les décisions prises à l'égard des unités spéciales, notamment celles qui agissaient sur les arrières des forces allemandes. En août 1941, six soldats britanniques qui avaient été capturés en Afrique du Nord revêtus d'uniformes allemands furent exécutés sur son ordre. Fin octobre, les membres d'un commando britannique qui avait effectué une audacieuse opération sur l'île anglo-normande de Sark, au cours de laquelle des soldats allemands furent froidement exécutés dans leur sommeil, furent passés par les armes, également sur son ordre et malgré l'objection formelle du général Jodl. On se trouvait par conséquent devant des cas limites, et les Britanniques ne furent pas choqués outre mesure par les décisions du Führer. Les Britanniques eux-mêmes appliquaient ce genre de représailles. Dans ce domaine, il est peu contestable que la Wehrmacht se comporta globalement de manière correcte à l'égard des soldats alliés sur le front Ouest.

La situation des prisonniers russes était de nature tout à fait différente. L'ordre commissaire de mai 1941 avait notamment donné pour instructions l'exécution des membres du parti, qu'ils soient en uniforme ou non. Durant la première année de la campagne de Russie, le traitement des prisonniers avait été effroyable. Toutefois, un an plus tard, le 6 mai 1942, Hitler avait abrogé – à titre expérimental – ces instructions avec pour objectif clair de favoriser les désertions dans l'armée soviétique afin d'augmenter la main-d'œuvre en Allemagne. Les soldats allemands tombés aux mains des Soviétiques connurent une même évolution de leur sort, à partir de fin 1943, pour la même raison, et aussi en relation avec la formation de comités prosoviétiques.

Le comportement des prisonniers de guerre était l'objet de rapports détaillés destinés au Führer. Ce fut par exemple le cas lors de la sensationnelle évasion du général Giraud qui avait eu lieu le 17 avril 1942 et qui avait provoqué une mobilisation générale de toutes les forces de police. Hans Reiche, l'homme qui représentait Himmler à Vichy, adressa sur ce sujet au quartier général du SD à Wannsee un télégramme qui fut intercepté : « J'ai eu une longue conversation avec Abetz vendredi, au cours de laquelle il m'a dit que le Führer était très attentif à l'affaire Giraud, plus particulièrement parce qu'un rapport en provenance de l'armée lui avait précisé que Giraud s'était évadé grâce aux concessions qui lui avaient été accordées et bien qu'il eût donné sa parole

d'honneur – ce qui est cependant inexact. Giraud a constamment refusé tant un traitement particulier que de donner sa parole d'honneur et s'est échappé au moyen d'une corde en fil de fer de 40 mètres que sa femme lui avait envoyée par petits bouts. Il fut intercepté plusieurs fois par la police allemande, mais à cause de sa connaissance de la langue allemande, il n'a pas été arrêté et se déplaça simplement vêtu d'un uniforme allemand, entre autres par train de permission[348]. »

Un cas particulier se posa cependant, dans lequel Hitler joua un rôle direct, ignoré jusqu'à présent. Le statut des prisonniers français combattant pour la France libre était l'objet d'un des articles de l'armistice de 1940 qui prévoyait qu'ils seraient considérés comme francs-tireurs, ce qui était une façon de dire qu'ils seraient fusillés s'ils étaient pris les armes à la main. En mai 1942, l'armée allemande, lors des combats de Bir Hakeim, fut pour la première fois confrontée dans une bataille rangée aux unités de la France libre. Les interceptions révélèrent que Hitler manifesta un intérêt surprenant pour cet épisode relativement marginal de la guerre, surtout en comparaison des combats d'une tout autre ampleur qui se déroulaient au même moment sur le front russe. Churchill accorda également une attention particulière aux messages interceptés, et notamment à l'interception d'un message transmis le matin du 11 juin 1942. La veille, la X^{e} armée de panzers avait considéré la capture de la cote 33 comme une question urgente car les Français libres étaient impliqués. L'importance donnée à la présence des Français libres semblait en premier lieu une question de propagande. Churchill put ainsi lire le compte rendu de ce qui s'était passé à Bir Hakeim, vu du côté allemand :

« Opérations en Afrique : à 9.30, le 10/6, Otto Luchs transmit rapport suivant à Ida Dromedar. Situation au 10/6 […]. Afin de diminuer la pression sur Fort Hakeim l'ennemi a détaché des éléments provenant probablement de la 7^{e} brigade d'infanterie motorisée du Nord-Ouest ainsi que des éléments de la 3^{e} brigade d'infanterie motorisée venant de l'est. La garnison de Hakeim a opposé une résistance fanatique contre nos forces qui étaient parvenues, grâce au soutien actif de l'aviation et de l'artillerie, à pénétrer dans le périmètre de défense. Un nombre assez considérable de points d'appui renforcés, défendus avec ténacité, ainsi que la cote 189 située au nord de Hakeim, ont été pris[349]. » Sur l'exemplaire de la traduction qui lui avait été transmise, le terme *fanatique* avait été entouré en rouge par le Premier ministre britannique qui était friand de ce type d'appréciation, surtout quand il provenait d'un ennemi dont il enviait le professionnalisme et l'audace. De la part des hommes de l'Afrika Korps de Rommel – qui avait assuré personnellement le commandement de l'assaut sur

Bir Hakeim –, pour lesquels il avait le plus grand respect et qui passaient encore pour des seigneurs de la guerre, ce jugement prenait une force très particulière. Dans la masse considérable d'interceptions qu'il recevait, la grande majorité nécessitait une interprétation, une analyse qui faisaient appel à tout un art du renseignement militaire : ordre de bataille des forces ennemies, mouvements des troupes, état des stocks pétroliers, état de marche des blindés, rapidité des réparations. Seuls les spécialistes pouvaient tirer au clair cet amas de détails en les replaçant dans un contexte plus général et en les comparant aux statistiques déjà compilées. Pour le Premier ministre, l'appréciation laconique au sujet du comportement *fanatique* de la garnison faisait partie de ces pépites qui justifiaient le temps qu'il passait à compulser les dossiers transmis par le MI6. Il y avait quelque chose d'irremplaçable dans ces interceptions, ce sentiment d'assister de tout près aux combats, mais derrière un rideau.

Rommel confirma dans ses Mémoires la résistance « désespérée » de la garnison de Bir Hakeim. Le bilan de l'opération tel qu'il était établi par les Allemands apparut dans un rapport intercepté dès le lendemain. Il parvint sur le bureau de Churchill avec l'intitulé suivant, rédigé par le MI6 : « Long compte rendu des combats du 11 juin en Libye avec une référence spécifique à la capture de Hakeim et aux pertes *prétendument* élevées des forces françaises et britanniques. » Le message allemand indiquait que « les Forces françaises libres encerclées dans la forteresse [*sic*] de Hakeim ont tenté une sortie en direction du sud-ouest dans la nuit du 10-11 juin. Cette tentative a été presque totalement vaincue. Durant la tentative et au cours de l'assaut lancé par la suite contre l'ennemi, qui a fourni une défense désespérée du fort, ce dernier a subi des pertes lourdes et sanglantes. […] Durant la bataille autour de la forteresse de Hakeim, plus de 1 000 prisonniers ont été capturés. Les pertes de l'ennemi ont été extraordinairement élevées, et probablement équivalentes au nombre de prisonniers[350] [...] ».

C'était donc de la part des Allemands un communiqué de victoire. Le niveau élevé de pertes paraissait bien confirmer le caractère « fanatique » de la résistance. Quelques jours plus tard, quand le véritable bilan fut établi, et avec le recul nécessaire, les commentaires de Churchill furent moins enthousiastes car, comme le suggérait d'ailleurs l'intitulé de l'interception, les pertes de la France libre furent en réalité relativement faibles, et en tout cas nettement inférieures à ce qu'indiquait le compte rendu. On comptabilisa finalement 99 tués et 109 blessés durant le siège ; 72 tués et 21 blessés lors de la sortie, soit au total 301 pertes. 95 corps de disparus furent retrouvés par la suite. Crémieux-Brilhac ajoute de manière assez contestable à ce bilan des combats les 154 prisonniers disparus en mer lors de leur transfert par les Allemands vers l'Europe, comme

s'il fallait à tout prix amplifier les pertes françaises[351]. En fait, on était assez loin du millier de morts et de blessés estimés par les Allemands, qui cherchaient eux aussi à faire de Bir Hakeim une opération de propagande.

Qu'allaient devenir les prisonniers français ? Leur sort était doublement préoccupant : il y avait les clauses de l'armistice concernant les hommes pris les armes à la main, auxquels s'ajoutait la question des membres de la Légion étrangère d'origine allemande. Le 12 juin, raconta le général de Gaulle dans ses *Mémoires*, la radio de Berlin publiait un communiqué déclarant : « Les Français blancs et de couleur, faits prisonniers à Bir Hakeim, n'appartenant pas à une armée régulière, subiront les lois de la guerre et seront exécutés. » Sa réplique ne s'était pas fait attendre : « Le général de Gaulle fait connaître qu'à son profond regret il se verrait obligé d'infliger le même sort aux prisonniers allemands tombés aux mains de ses troupes. » Sur quoi, dès la fin de la journée, Berlin indiquait que les hommes du général de Gaulle seraient finalement traités comme des soldats. « Ils le furent, effectivement », conclut le Général[352]. Cet échange à fleurets mouchetés sur les ondes est la démonstration éclatante de la nouvelle stature que le Général avait acquise notamment au moyen de la radio. Qu'en fut-il réellement ?

Les Allemands étaient, en fait, surtout intéressés par une catégorie particulière de prisonniers. La Légion étrangère représentait près d'un tiers de la garnison de Bir Hakeim, mais elle comportait une proportion assez faible de soldats d'origine allemande. Environ 150 furent faits prisonniers. Or Hitler, directement informé du déroulement de la bataille, s'était immédiatement saisi de la question. Le 9 juin, un document qualifié de « très secret, à ouvrir seulement par un officier » fut adressé par le commandement suprême des forces armées, département *Kalif* (nom de code pour la Panzer Armee Afrique). Ce document écrit secret fut cependant également transmis par radio, et c'est ainsi que les services de renseignements anglo-saxons purent le lire : « Selon les rapports dont nous disposons, il est indiqué qu'il y a de très nombreux réfugiés politiques allemands au sein des unités des Forces françaises libres en Afrique. *Le Führer a ordonné* que les mesures les plus sévères soient prises à l'égard des individus concernés. Ils doivent être éliminés sans merci du champ de bataille, et dans les cas où ils échappent à la mort au combat, ils doivent être exécutés immédiatement, à moins qu'il ne soit nécessaire de les maintenir en vie temporairement pour les interroger. Cet ordre ne doit pas être mis en circulation par écrit. Les commandants d'unités doivent en être informés verbalement. » Churchill griffonna sur sa copie de l'interception : « C. Prenez bien note de ceci[353]. »

Ce 9 juin avaient justement eu lieu les obsèques de Reinhard Heydrich, assassiné par un commando du SOE venant de Grande-Bretagne, ce qui peut expliquer cet intérêt subit du Führer pour le sort des prisonniers de la Légion. Les consignes de secret absolu montraient toutefois que le Führer et ses subordonnés craignaient que de tels ordres fussent contraires aux lois de la guerre et aient des répercussions considérables. Ces précautions étaient en réalité surprenantes, car on pouvait difficilement contester que les Allemands combattant pour la cause alliée sous l'uniforme de la Légion avaient trahi leur pays et étaient passibles de la mort. Les protestations auraient été peu nombreuses si ces légionnaires avaient été passés par les armes. Le caractère secret de cette instruction de Hitler amène à se pencher avec circonspection sur la déclaration officielle de la radio de Berlin concernant le sort des prisonniers gaullistes de nationalité française – ainsi que sur le récit du général de Gaulle –, qui ne fut sans doute qu'un bluff de propagande dont on a vraiment du mal à imaginer qu'il ait pu être mis en application par les militaires allemands.

Une dizaine de jours plus tard, un contrordre de Berlin parvint d'ailleurs en Afrique du Nord, toujours en provenance directe de Hitler lui-même. Le 18 juin, le patron de la Luftwaffe en Afrique du Nord reçut en effet un message selon lequel le Führer avait ordonné que les individus d'origine allemande qui avaient été capturés comme « saboteurs » ne fussent pas exécutés immédiatement mais remis le plus rapidement possible au SD afin d'être interrogés. « Cela doit être mis en application partout aussi bien au front que dans les territoires occupés, et quels que soient les vêtements ou l'uniforme portés[354]. » D'ailleurs, Hitler continua à s'intéresser de très près à la Légion étrangère française, qui représentait pourtant une force de très faible taille. Fin janvier 1943 intervint sur ses ordres une nouvelle modification du statut des Allemands de la Légion faits prisonniers ; celle-ci venait de subir une défaite humiliante en Tunisie (comme l'ensemble des troupes alliées) les 18-19 janvier, et la photo d'un soldat allemand et d'un Italien exhibant, hilares, le drapeau du légendaire 3e régiment étranger d'infanterie avait été largement diffusée par la propagande allemande. Un message du 23 janvier transmettait à Rommel la décision de Hitler que les Allemands membres de la Légion étrangère française qui avaient été capturés devaient être traités comme des prisonniers de guerre, sauf dans le cas où ils s'engageaient à combattre immédiatement du côté allemand. Dans ce cas, ils devaient être employés en Afrique, à la discrétion des représentants du commandant en chef et de l'Abwehr, au sein d'unités comme la division Brandebourg, mais cela ne présageait rien de bon pour les autres individus capturés : « Tous les autres légionnaires de nationalité allemande ou non doivent être mis à la disposition des services de sécurité[355]. »

Sur le front Ouest, c'est en Italie que le traitement des soldats faisant partie d'une armée régulière fut le plus radical. Ici encore, l'intervention du Führer fut décisive, et d'une sévérité qui contrastait avec ses précautions concernant les prisonniers français. La chute de Mussolini, puis surtout l'armistice avec les Alliés provoquèrent la réaction immédiate de Hitler, furieux de la trahison de son partenaire de l'Axe. Il ordonna l'occupation immédiate de l'Italie jusqu'au sud de Rome, ainsi que d'un certain nombre d'îles grecques qui étaient jusque-là sous le contrôle des forces italiennes et où certaines unités allemandes se comportèrent de manière particulièrement brutale mais ne faisaient que suivre la directive du Führer du 15 septembre 1943. « Conformément aux principes établis pour le traitement des forces armées et des milices italiennes, les officiers italiens qui ont été impliqués dans une résistance active ou passive ou qui se sont mis d'accord avec l'ennemi ou avec les partisans, seront fusillés après une cour martiale ou comme francs-tireurs. Cette directive du Führer est une mesure politique qui n'entre pas dans la compétence de la Justice[356]. » Plusieurs milliers d'officiers italiens en uniforme furent ainsi passés par les armes, notamment à Corfou. Un mois auparavant, Hitler avait pourtant promulgué un ordre tout à fait différent, et d'autant plus surprenant qu'il visait cette fois des unités de guérilla et non des soldats en uniforme. Cet ordre était destiné à la division SS Prince Eugène, qui se trouvait en Yougoslavie le 28 juillet :

> 1. Conformément aux ordres du Führer, afin de préserver la main-d'œuvre qui pourrait être utilisée comme force de travail, tous les membres mâles des mouvements de guérilla doivent être traités comme prisonniers de guerre. […] 3. Les principes généraux applicables jusqu'à présent pour le traitement des bandits qui seraient contradictoires avec les ordres précédents sont par conséquent annulés. Les mesures de représailles ainsi que les précautions prises pour la protection des voies de chemin de fer ne sont pas affectées par cette décision. Les mesures énergiques les plus sévères à l'égard des guérillas doivent être appliquées comme auparavant[357].

D'une manière générale, sur le front Ouest, en dehors du cas italien, les incidents au cours desquels des prisonniers de guerre anglo-saxons furent passés par les armes furent très peu nombreux. Le décret du 30 mai 1944, signé par Martin Bormann mais qui avait été approuvé par Hitler, disposa ainsi que les aviateurs alliés abattus ne devaient en aucun cas être lynchés. Ce décret avait suivi de près un incident, rarissime et finalement tardif étant donné que la campagne de bombardement stratégique, dont les effets étaient dévastateurs, entrait dans sa troisième année. Un équipage britannique qui avait sauté en parachute avait effectivement été lynché par une foule en colère. Les aviateurs alliés craignaient beaucoup les réactions de la population allemande qu'ils

bombardaient mais, d'une façon générale, celle-ci s'était montrée jusque-là d'une très grande retenue. Lors des grands raids sur Hambourg de juin 1943, des civils avaient été tués par des avions Mosquitos volant à basse altitude, ce qui constituait sans aucun doute un crime de guerre. Oshima indiqua en avril 1944 dans un télégramme intercepté que le ministre Albrecht avait évoqué la question devant l'un de ses collaborateurs et avait expliqué que l'Allemagne n'avait pas de preuve quant à la participation des pilotes qui avaient été abattus et faits prisonniers, et qu'aucune punition spéciale n'avait été décidée. Le ministre avait aussi ajouté qu'il n'était pas du tout certain que l'exécution des coupables fût dans l'intérêt de l'Allemagne[358]. Hitler était très conscient que le traitement accordé aux prisonniers, et la publicité qui l'entourait, étaient des éléments importants dans le comportement du soldat ennemi.

Ces interventions du Führer dans la question du traitement des prisonniers de guerre amènent nécessairement à se demander s'il existait, dans les messages interceptés, un indice d'un *ordre* concernant le traitement des Juifs, et plus généralement des déportés. Nous n'en avons pas trouvé au cours de nos recherches. Il n'est pas question non plus d'ordres qui auraient été donnés « au nom du Führer ». Ceci n'implique pas qu'un tel ordre n'existe pas. En ce qui concerne les camps d'extermination, de tels ordres ont pu être transmis par des moyens autres que la transmission radio : par courrier par exemple – mais il serait étonnant de ne pas avoir d'archives à ce sujet –, ou par appel téléphonique, impossible à intercepter de l'étranger. Deux conclusions : le secret qui entoure le traitement des Juifs était capital, car il conditionnait la réussite de l'opération. Le but des déportations devait être caché, notamment lorsqu'il s'agissait de groupes en provenance des pays étrangers, sinon les Juifs risquaient de s'enfuir.

L'ordre du jour du Führer le 6 novembre 1942 avait eu le ton dramatique des grands appels : « J'attends de tout officier ayant des troupes sous son commandement qu'il (conformément à mes ordres) élève par tous les moyens à leur degré le plus élevé la force de combat et la volonté de se battre des troupes qui lui sont subordonnées et qu'il se montre prêt à contre-attaquer immédiatement. Alors les Russes ne réussiront jamais à pénétrer notre front ; ils subiront une fois de plus des pertes gigantesques et finiront par être saignés à blanc[359]. » Une interception du 29 janvier 1943 avait indiqué que les forces allemandes dans Stalingrad et la IV^{e} armée de panzers devaient être appuyées par des bombardements aériens. Mais l'ordre apportait également des précisions verbeuses qui en disaient long sur l'absence de stratégie : « Il faut également tenir compte des conditions atmosphériques. Si le temps ne permet pas d'opérations dans la région de Stalingrad, mais permet néanmoins le

bombardement en appui de la 4 Panzer Armée, alors celui-ci sera effectué. De même, si le temps empêche un appui aérien de la 4 Pz Armee, mais permet le ravitaillement de Stalingrad, Stalingrad sera ravitaillé[360]. » La guerre dans les vastes étendues de l'Est paraissait échapper de plus en plus à la compréhension du Führer ; la reddition du général Paulus à Stalingrad, l'échec devant Koursk en juillet 1943 : l'art de la guerre, qu'il prétendait maîtriser au plus haut point, n'avait guère de sens dans les steppes de l'Ukraine. Tout était une question de quantités d'hommes et de chars, de chiffres en fait. La guerre à l'Est devenait une guerre d'usure, où il fallait seulement beaucoup de patience et de sang-froid, car la victoire irait à celui « qui avait les nerfs les plus solides », répétait souvent le Führer devant ses conseillers les plus proches.

C'est en Méditerranée que le Führer reprit quelque peu les choses en main, ayant rapidement compris que l'Italie, malgré la trahison de cet ancien allié, pouvait, en raison de sa configuration géographique, devenir un obstacle très sérieux pour les Alliés. De ce point de vue, appuyé par ses généraux préférés, Kesselring et Rommel, il fit preuve, lors de la campagne d'Italie, d'un grand esprit de décision, et les interceptions le montrèrent sous son jour le plus incisif. Le 10 juillet, les Anglo-Américains débarquaient en Sicile, à la grande surprise du Führer qui était persuadé qu'ils visaient en priorité les Balkans. Le 13, Hitler annonça dans une directive qu'il prenait lui-même la tête des opérations dans le sud de l'Italie, tout en restant à Rastenburg, situé pourtant à plus de deux mille kilomètres du front, ce qui prouvait une fois de plus qu'il était persuadé de son génie opérationnel et tactique, et qu'il n'avait absolument aucun doute quant à la mise en application de ses instructions par ses généraux. Le 14 juillet, un ordre du Führer intercepté montrait pourtant que la discipline au feu n'était plus ce qu'elle avait été : « Tout manquement au devoir par des troupes allemandes ou italiennes doit être noté par écrit, sous la responsabilité d'un officier, et transmis en triple exemplaire[361]. » Hitler participa directement à la planification des opérations d'évacuation de la Sicile qui se déroulèrent dans la nuit du 11 au 12 août, prenant les Alliés par surprise et permettant à 40 000 soldats allemands et 62 000 soldats italiens de franchir le détroit de Messine au cours d'une des opérations de repli les plus spectaculaires de la guerre. Le 19 août, un ordre du jour triomphal du Führer fut distribué aux forces allemandes qui avaient été impliquées dans cette opération ; il rappelait curieusement aux Britanniques la façon dont Churchill avait métamorphosé l'évacuation de Dunkerque en une quasi-victoire, à un moment où tout était bon pour soutenir le moral du peuple du Royaume-Uni : « La bataille de Sicile et l'évacuation de l'île sont une page de gloire pour les troupes et leur commandement. L'ennemi n'a pas conquis l'île, elle a dû leur être cédée en raison de la situation générale en Méditerranée[362]. »

Churchill, quant à lui, présentera cette affaire tout autrement, se contentant d'ailleurs de reproduire, avec une certaine mauvaise foi, le message fallacieux qu'il avait reçu du général Alexander. Ce dernier était d'autant plus dans l'embarras que des signes indubitables du plan d'évacuation allemand étaient parvenus plusieurs jours avant aux Alliés dans les interceptions : « A compter de 10 heures ce matin, le 17 août 1943, le dernier soldat allemand a été éjecté de Sicile[363]. »

Le départ des forces allemandes de Corse et de Sardaigne en octobre fut l'objet du même traitement lyrique de la part du Führer : « Le repli vers le continent des troupes utilisées en Sardaigne et en Corse, avec leurs canons lourds et la totalité de leur matériel, a été une réussite exceptionnelle […]. Sous le feu des navires ennemis, attaquées par d'importantes formations aériennes, les troupes allemandes ont forcé la route jusqu'à Bastia, malgré l'opposition de troupes déloyales soutenant Badoglio, ont repris la ville, et ont résisté aux attaques de troupes régulières gaullistes avant de pouvoir rejoindre le continent, malgré la présence d'innombrables sous-marins ennemis[364]. » Il fallait désormais sans cesse en appeler aux ressources profondes des vaillants soldats allemands, mais le ton se faisait de plus en plus menaçant : « La lutte doit être menée dans un esprit de haine sacrée à l'égard de l'ennemi qui mène une guerre d'extermination impitoyable envers le peuple allemand, qui est prêt à utiliser n'importe quel moyen pour y parvenir, et qui, sans aucune justification éthique, ne cherche que la destruction de l'Allemagne et, avec elle, celle de la culture européenne tout entière. La lutte doit être dure et sans pitié, non seulement contre l'ennemi, mais également contre tout officier ou homme du rang qui failliront à l'heure décisive. L'ennemi doit apprendre à reconnaître, comme ce fut le cas durant les combats en Sicile, sur la rivière Rapido et à Ortona, que la volonté de se battre des Allemands est inflexible et que la grande invasion qui aura lieu durant l'année 1944 sera noyée dans le sang des soldats anglo-saxons[365]. »

Au cours de l'année 1944, la transmission radio prit une place de plus en plus importante, par sa souplesse d'utilisation que ne permettaient ni les lignes téléphoniques classiques – de plus en plus souvent détruites dans les bombardements ou coupées par les mouvements de résistance – ni les courriers, et qui donnait surtout le sentiment de communiquer directement avec le champ de bataille. L'armée allemande était en repli sur tous les fronts, et les intercepteurs purent suivre les échanges parfois surréalistes concernant la stratégie des forts retranchés et la politique de la terre brûlée. Hitler avait personnellement décidé qu'un certain nombre de ports, notamment en France, seraient considérablement fortifiés et qu'il ne fallait à aucun prix qu'ils tombent

aux mains des Alliés. Les unités allemandes qui les défendaient devaient résister aussi longtemps que possible. En juin 1944, enfermé dans Cherbourg, le général von Schlieben reçut ainsi une exhortation véhémente dans laquelle le Führer rappelait la défense de Gneisenau lors de la bataille de Kolberg en 1806, qui était d'ailleurs l'objet d'un film à grand spectacle produit sur l'initiative de Goebbels. La réponse interceptée de von Schlieben au Führer fut laconique, presque insolente au regard des formules habituellement utilisées : « Télégramme bien reçu. Ferai mon devoir[366]. »

Le célèbre ordre adressé au général von Choltitz, intercepté le 23 août 1944, ne fut déchiffré que quarante-huit heures plus tard, le jour de la reddition du gouverneur militaire de Paris. Les poncifs historiques habituels se mêlaient à des instructions très précises : « La défense de la tête de pont de Paris est d'une importance militaire et politique décisive. Sa perte laisserait grand ouvert tout le front au nord de la Seine et nous priverait de la base pour l'offensive à longue distance contre l'Angleterre. L'Histoire montre que perdre Paris a toujours équivalu à perdre la France entière. […] Dans la ville les mesures les plus sévères doivent être prises dès le premier signe d'un soulèvement. Par exemple, la destruction de pâtés de maisons, l'exécution en public des meneurs, l'évacuation du quartier qui a été contaminé, et toutes mesures qui empêcheront les troubles de s'étendre. La destruction des ponts sur la Seine doit être préparée. » L'ordre fut confirmé par un appel dramatique – « Paris ne doit jamais tomber aux mains de l'ennemi, ou seulement comme un amas de décombres » – qui n'apportait pas d'enseignement quant aux projets militaires allemands[367]. Cet ordre du Führer était confirmé par un message de l'OKW émis le 25 août à 8 heures, assorti toutefois d'une importante nuance de Jodl : « Le Führer confirme son ordre du 23 août appelant à défendre Paris jusqu'à la limite du possible. Il est de première importance de conserver dans la cité au moins une ligne de communications est-ouest et un nombre substantiel de ponts. […] Le noyau de l'insurrection doit être étouffé par l'emploi d'armes spéciales (canons et chars d'assaut) afin que, en combinaison avec les opérations de l'aviation, les parties de la ville qui sont en état de révolte soient détruites[368]. » Ce message, qui à notre connaissance n'a jamais été cité, reflétait en fait les hésitations de Hitler et montrait que ses principaux conseillers militaires jouaient encore un rôle important. Ses appels visant à laisser une ville en ruine étaient en réalité une formule creuse et galvaudée, car, si Paris avait une importance politique et symbolique incontestable, il n'en était pas de même sur le plan des opérations militaires.

En revanche, un ordre du 16 septembre 1944, très justement qualifié d'étrange, apportait une indication précieuse aux Alliés : Hitler avait encore bon

espoir de reconquérir le Pas-de-Calais et de récupérer rapidement les positions tenues par ses forces : « Les grands canons navals sur la côte de la Manche, qui sont trop gros pour que les Alliés puissent les démonter rapidement, ne doivent pas être détruits[369]. » En cette période de repli général, les ordres donnés et interceptés concernant le traitement des voies des réseaux ferrés constituaient également un bon indicateur des intentions, ou du moins des espoirs, des militaires allemands, et en particulier de leur Führer. Mais ici aussi les instructions étaient contradictoires. En janvier 1945, une instruction d'Albert Speer à destination des responsables des commissions d'armement dans les villes de Königsberg, Dantzig, Poznan, Vienne, Opeln et Breslau était du même type que la directive du Führer concernant les canons de longue portée du Pas-de-Calais. On y voit un mélange d'illusions optimistes quant à l'avenir, doublé d'une sorte de déformation obsessionnelle : celui qui était parvenu à la tête de l'effort de guerre allemand avait perdu, au fil de succès incontestables, une partie de sa capacité de raisonnement, allant jusqu'à l'indiscipline afin de tenter de sauver à tout prix le tissu industriel de l'Allemagne. « Nous insistons sur le fait que les instructions du Führer *rendre inutilisable, ne pas détruire* demeurent en vigueur. Il est vital de s'assurer qu'après leur reprise [par nos forces] les installations industrielles seront remises en état de marche rapidement […] dans la plupart des cas les mesures destinées à rendre les installations inutilisables sont prises dès l'apparition des premiers fers de lance blindés [soviétiques]. Il doit être envisagé que, du fait des mesures militaires que nous prenons, ces unités seront repoussées. Dans ce cas des installations qui ont été détruites n'auraient plus aucune valeur pour moi. *Heil Hitler*[370]. » On ne peut totalement exclure que Speer ait voulu en l'occurrence se ménager une porte de sortie le jour de la défaite. La rebuffade ne tarda pas de la part de son maître. Il fallut en effet un nouvel ordre du Führer, le 20 mars 1945, pour rétablir les choses, même si, là encore, le raisonnement du dictateur était pour le moins singulier : « Ce fut une erreur de croire que les installations qui n'ont pas été détruites ou simplement mises hors d'état pour une courte durée pourraient être remises en marche au bénéfice de l'Allemagne lorsque les territoires perdus seront reconquis. » En effet « les Alliés en retraite adopteraient eux-mêmes une politique de terre brûlée. La destruction des installations doit donc être effective[371] ».

Fin décembre 1944, Bletchley Park avait intercepté un ordre pathétique et presque grotesque par sa précision : « Le commandant de toute unité, s'il souhaite capituler, doit d'abord demander à chacun de ses officiers, puis de ses sous-officiers, puis des hommes du rang s'il y a parmi eux quelqu'un qui veut poursuivre le combat : et si parmi eux il s'en trouve un, il doit remettre son

commandement à tout homme, fût-ce un caporal, qui aura répondu oui[372]. » D'ailleurs, la multiplication des ordres et des directives du Führer avait fini par créer une telle confusion que Keitel fut obligé de réagir le 24 mars. Des ordres fallacieux avaient été, soit par négligence, soit parfois de façon criminelle, attribués à Hitler ; parmi ceux-ci, on trouvait même des instructions et des ordres contraires aux conceptions et à la volonté expresse du Führer. Ces fautes professionnelles étaient même susceptibles de troubler la confiance que les troupes avaient en leur commandant suprême. Par conséquent, concluait le maréchal Keitel, « un ordre du Führer ne doit être intitulé ordre du Führer que si le Führer ordonne qu'il en soit ainsi[373] ».

La fin de mai et le début d'avril furent marqués par de nouvelles interventions opérationnelles dans la bataille qui se déroulait désormais à l'est du Rhin, après le franchissement du fleuve par les armées d'Eisenhower. Le 2 avril 1945, terré dans son bunker, Hitler tenta une nouvelle fois de marquer son autorité : « L'ennemi se comporte comme si la résistance de la Wehrmacht et du peuple allemand s'était déjà effondrée. Toutes les mesures stratégiques et tout repli qui serait inévitable seront exécutés sur mes instructions[374]. » Même dans ces circonstances extrêmes, les groupes d'armées qui essayaient désespérément de résister à l'avancée russe à l'ouest, au sud et à l'est de la capitale devaient lui soumettre leurs intentions de base trente-six heures à l'avance. Le dernier message intercepté par Bletchley Park, le soir du 29 avril, était un appel pathétique : « Où se trouve le fer de lance de Wenck ? Quand prévoit-il de se mettre en mouvement ? Où se trouve la 9^{e} Armée ? Où est le groupe Hulste ? Quand va-t-il se mettre à avancer[375] ? » Dans l'atmosphère oppressante du bunker, la radio demeurait le seul lien avec l'extérieur. L'illusion du pouvoir put ainsi se maintenir jusqu'à la fin. L'homme qui se raccrochait ainsi au moindre espoir et qui tentait de diriger le combat jusqu'au bout était, aux yeux des analystes, très éloigné de la personne profondément dépressive et suicidaire qui fut dépeinte ultérieurement.

L'extraordinaire nouveauté qu'était cette capacité à commander à distance des grandes armées – dont Napoléon avait été le premier illustrateur – s'était retournée contre le Führer. Non seulement l'ennemi savait une bonne partie de ce qui se passait, mais Hitler avait en outre perdu tout contact avec la réalité. Les auteurs du rapport concluent : « Telle est l'image du Führer que nous donnent les MSS [*Most Secret Sources*] – une personnalité médiocre, si ce n'est un hypnotiseur de foules sans égal […], conduisant ses armées de désastre en désastre par une mégalomanie qui l'amène à croire que les faits les plus solidement établis doivent céder face au fanatisme et que le destin lui-même peut être pris de court par des refus obsessionnels de céder le moindre centimètre.

[…] S'il s'était contenté de rester en retrait et de prononcer de temps en temps ses grands discours, la Wehrmacht aurait pu conquérir un empire aux dimensions du monde, sans grand effort de sa part. Elle aurait avancé lentement mais sûrement. Mais Hitler se devait d'être un Napoléon. Il fallait qu'il ait le contrôle sur l'Armée, la Marine, la Luftwaffe, la diplomatie et les industries d'armement. C'est toute l'étendue de cet interventionnisme [*meddling*] que la Source révèle. Et ce que la Source nous disait, les généraux allemands, exaspérés, nous l'ont confirmé depuis la fin de la guerre. » La conclusion des auteurs du rapport rejoint les discours de Churchill et les analyses des hommes du Foreign Office mais prend une tournure qui, avec le recul, paraîtra surprenante : « Peut-être un jour verra-t-on à quel point le monde entier doit un fier service à Adolf Hitler. La folie de l'Occident avait permis à l'Allemagne de réarmer, et la guerre était de toute façon inévitable. Il paraît difficile d'imaginer un personnage qui aurait conduit la guerre autant à notre avantage que le Führer. Il est fort possible que, d'une manière qu'il ne pouvait guère deviner, le rêve de Hitler se soit réalisé et qu'il ait été en effet le sauveur du monde [!]. En soi, il demeure une figure non pas tragique, mais tragi-comique – tragique pour ce qu'il a accompli, comique pour ce qu'il était…[376] »

6
Ultra et le bombardement de l'Allemagne

Le 19 janvier 1942, le Premier ministre britannique reçut copie d'une interception d'un rapport de la Luftwaffe qui décrivait les conséquences de deux raids effectués par cent cinquante avions du Bomber Command sur Hambourg et Emden dans la nuit du 15 au 16 janvier. Il y avait eu respectivement huit tués à Emden et *un seul* à Hambourg. Churchill entoura vigoureusement à l'encre rouge ces deux chiffres et griffonna au bas de son exemplaire : « Veuillez montrer ce tableau de chasse maigrichon au chef d'état-major de l'armée de l'air. Ils doivent avoir de bons abris ! »

« Au cours de ce raid nous avons utilisé un pourcentage élevé de bombes incendiaires. Vous noterez que 2 000 personnes ont vu leurs habitations détruites à Emden, plutôt désagréable avec le froid qui règne. Je suis d'accord que le nombre de tués est décevant. » Telle fut la réponse, quelque peu désinvolte et sans beaucoup de conviction, du grand patron de la RAF, le maréchal de l'air Charles Portal[377].

Le terme anglais que nous avons traduit par « tableau de chasse » était encore plus cru : *killing*. Avec les Allemands, Churchill ne s'embarrassait pas de précautions oratoires. Il fallait tuer un maximum de « Huns ». En réalité, sa remarque un tant soit peu ironique au sujet de la qualité des abris allemands traduisait les doutes qui l'assaillaient, non quant à la justification morale des bombardements, mais quant à leur efficacité. Emden, située en Frise occidentale, et Hambourg étaient, en termes de distance, des villes relativement faciles à atteindre pour les bombardiers décollant du sud-est et de l'est de l'Angleterre, mais les risques encourus par les équipages n'étaient pas négligeables. Comment cependant expliquer un « score » aussi dérisoire ?

En attendant l'heure du débarquement sur le continent, que le Premier ministre cherchait à retarder le plus possible, le bombardier était la seule arme offensive dont disposait le Royaume-Uni. Churchill voulait des résultats

concrets, aussi brutaux soient-ils, mais le « technicien » Portal répondait par des pourcentages. La grande offensive aérienne du Bomber Command, qui en était à ses prémisses, fut en effet largement une affaire de statistiques, de pourcentages et d'extrapolations. Pourcentage de bombes à charge explosive par rapport aux incendiaires, pourcentage d'avions disponibles, puis pourcentage d'une ville détruite, pourcentage d'avions abattus. Les historiens de la campagne se sont eux-mêmes pris au jeu des ratios et des statistiques macabres. Or Churchill était toujours sceptique à l'égard des statistiques et des prévisions mathématiques. En septembre 1941, Portal avait déjà adressé au Premier ministre un plan d'attaque d'une série de villes allemandes. Churchill venait juste de prendre connaissance du rapport du professeur Butt, qui montrait à quel point les équipages avaient tendance à exagérer considérablement la précision de leurs largages, et, le 7 octobre 1941, il écrivit à Portal une lettre dans laquelle il marquait sa circonspection :

« Nous espérons tous que l'offensive aérienne contre l'Allemagne aura les résultats auxquels s'attend l'Etat-Major de l'air. Tout est fait pour que soit créée une force de bombardement la plus puissante possible, et il n'y a aucune intention d'infléchir cette politique. Je désapprouve cependant l'idée de placer une confiance sans restrictions en un seul moyen d'attaque, et encore plus de traduire cette confiance en termes arithmétiques […]. Même si l'ensemble des villes allemandes sont rendues inhabitables, cela n'aura pas forcément comme conséquence un affaiblissement de l'emprise des autorités militaires ou même l'arrêt des activités des industries […][378]. » L'attitude de Churchill tout au long de la guerre a ainsi été parfois définie comme constamment ambivalente. Les aviateurs devaient également faire face au scepticisme des militaires et des marins, et du premier d'entre eux, le général Alan Brooke, qui voyaient que l'effort consacré aux bombardements ne pouvait que peser sur les ressources consacrées à l'armée et à la Royal Navy.

L'échange entre Churchill et Portal montrait à quel point les Britanniques avaient des difficultés à évaluer eux-mêmes les effets des raids. Les informations contenues dans l'interception – le nombre de tués et de sans-abri – furent acceptées telles quelles par Portal, ce qui paraît bien montrer qu'il n'y avait pas d'autre moyen fiable d'estimer avec précision les résultats d'une mission, en tout cas en 1942. La qualité du renseignement était pourtant essentielle, car le Royaume-Uni, sous l'impulsion de nouveau chef du Bomber Command, Arthur Harris, était en train de constituer une très puissante flotte de bombardiers avec l'objectif ambitieux de provoquer tout simplement l'effondrement du Reich.

High Wycombe est une petite ville située à quelques miles à l'ouest de Londres. Dans son quartier général fortement protégé, en sous-sol, un homme replet d'une cinquantaine d'années, à l'allure d'expert-comptable, sanglé dans le prestigieux uniforme bleu-gris de la RAF, chausse ses lunettes et se penche sur un bureau couvert de photos et de cartes de l'Allemagne. Il a autour de lui ses adjoints, sa garde rapprochée, les meilleurs cerveaux de l'aviation du Royaume-Uni, totalement concentrés sur leur mission. Ce ne sont pas les « *fighter boys* » souriants de l'été 1940, la mèche en bataille, la tenue négligée, mais des fonctionnaires en uniforme, le crâne dégarni. Il ne s'agit plus de sauver les îles de l'invasion mais de vaincre l'Allemagne et, pour cela, de porter le fer au cœur même du Reich. Ce ne sont plus les Messerschmitt de Galland qu'il faut démolir, mais un concept : le moral, la volonté de poursuivre la guerre du peuple allemand, dans l'espoir qu'un jour, à une date indéterminée mais qui ne pourrait être que relativement proche, le Reich s'écroulerait comme un château de cartes.

Ces hommes ne sont pas là parce qu'ils sont des pilotes d'élite mais parce qu'ils ont des connaissances techniques et une capacité à manier les chiffres et les pourcentages : combien d'avions étaient disponibles pour l'opération de la nuit ; quelle était la répartition entre les différents types de bombardiers, la proportion de Lancaster, de Wellington, de Halifax ; quel pourcentage de bombes incendiaires devaient-ils transporter ? Ils doivent être en mesure de répondre immédiatement aux questions de leur chef. Leurs collègues ont prévu le reste : le chemin et la distance à parcourir ; les itinéraires de délestage ; la manœuvre de diversion ; plus tard au cours de la guerre, bien plus tard, le point de rendez-vous avec la chasse chargée de protéger les bombardiers lourds, à l'aller comme au retour.

Puis, celui qui ne sera bientôt plus connu que comme « Bomber » – Harris – a brièvement réfléchi avant d'annoncer sa décision : ce serait Hambourg ou Cologne. Berlin sera pour plus tard, lorsque les longues nuits hivernales permettront aux bombardiers d'atteindre sans escorte la capitale du Reich. Comme chaque soir, Arthur Harris a pris la décision seul. Il est, au Royaume-Uni, l'homme qui détient le droit de vie ou de mort sur le plus grand nombre de gens. Son autonomie est exceptionnelle ; il est même isolé, comme l'étaient les généraux bedonnants et les états-majors en 1914 qui envoyaient les hommes au feu, confortablement installés dans les châteaux qui leur servaient de quartiers généraux. C'est pourtant précisément parce qu'il a survolé, dans son avion d'observation, la boue des Flandres, à Ypres et à Passchendaele, que sa vocation est née : *plus jamais ça*. Non sans mal, avec ténacité et brutalité, il est en train de bâtir l'arme qu'il croit être absolue : le Bomber Command. Sous ses ordres, c'est en effet devenu une magnifique machine. Les avions sont de plus en plus

perfectionnés, les radars facilitent la navigation tandis que ceux des ennemis sont brouillés grâce au système des *Windows* ; les *pathfinders*, des aviateurs d'élite, sont chargés de repérer et de marquer les cibles ; le mélange de bombes explosives et incendiaires est de plus en plus létal.

Les tout jeunes hommes qui décollaient du Kent ou de l'East Anglia dans la journée finissante, la fine fleur du Commonwealth, étaient bien sûr conscients qu'ils faisaient partie d'une magnifique machine, mais ils étaient beaucoup plus sceptiques quant à l'objectif final du Bomber Command. L'humour noir est leur compagnon le plus proche. Lors du grand raid sur Cologne en 1942, pour lequel une flotte sans précédent de mille avions avait été rassemblée, les statisticiens avaient voulu rassurer les équipages lors des briefings quant aux risques de collision dans la zone de bombardement. Statistiquement, il ne devait pas y avoir plus de deux avions entrant en collision. Et puis l'un des pilotes avait demandé : « Excellente nouvelle. Mais pouvez-vous nous préciser qui sont les deux ? » Dans la vaste salle de briefing, tout le monde avait éclaté d'un rire nerveux[379].

Le Bomber Command était une arme vraiment moderne et représentait un effort financier et industriel considérable pour le Royaume-Uni ; le pays ne pouvait se le permettre qu'au détriment d'investissements dans d'autres secteurs. Selon l'historien A. J. P. Taylor, un tiers de l'effort de guerre total du Royaume-Uni fut consacré au Bomber Command : si un tel calcul est exact – mais il a été contredit par une étude britannique postérieure à la guerre qui parle de moins de 10 % –, il rendait d'autant plus criante la déficience majeure de la campagne de bombardements. Il manquait en effet un élément dans cette construction prométhéenne : le renseignement. Hinsley, dans son grand ouvrage, est même allé jusqu'à écrire qu'une seule campagne majeure, un seul secteur primordial de l'effort de guerre allié, bénéficia peu, dans un sens positif ou négatif, de l'impact stratégique du renseignement après 1941 : le bombardement de zone qui visait le moral de la population civile et l'économie du Reich.

La faiblesse du renseignement amena le Joint Intelligence Committee à émettre au début des jugements d'une certaine désinvolture, mais qui avaient au moins le mérite de la franchise : « Si la campagne se poursuit avec succès sur une période de six mois, le bombardement aérien peut affaiblir l'effort de guerre allemand dans un pourcentage appréciable et croissant. Nous avons conclu qu'il était impossible de *traduire ceci en termes plus précis*. […] » La conclusion d'une extraordinaire imprécision fit bondir le général Alan Brooke, toujours sceptique quant aux effets du bombardement stratégique : « L'impact sur le moral dépend non seulement de la fréquence, de l'intensité et des conditions externes et internes du pays attaqué. Il est *hors de doute* que le bombardement à

longue portée a sérieusement touché le moral allemand et a eu des effets considérables sur la population des zones attaquées[380]. »

Les hommes du Bomber Command n'avaient pourtant pas négligé cet aspect, car il était non seulement nécessaire de juger des résultats des attaques, mais absolument indispensable de pouvoir justifier périodiquement l'efficacité de la campagne face au scepticisme qui existait dès l'origine et qui fut constant durant tout le conflit, provoquant même des débats parfois houleux à la Chambre des communes. La photographie aérienne connut ainsi des progrès spectaculaires ; les interrogatoires de prisonniers allemands apportaient de temps à autre des témoignages de première main ; puis les interceptions apportèrent une moisson considérable dans le domaine tactique concernant les forces aériennes allemandes, notamment parce que les clefs *Enigma* de la Luftwaffe constituaient un des domaines les plus connus des déchiffreurs. Mais le renseignement stratégique fut orienté essentiellement vers un objectif : évaluer la réussite des bombardements eux-mêmes, c'est-à-dire tout simplement estimer si les bombes avaient vraiment atteint leur cible. Les photos collectées notamment par les Mosquitos étaient transmises à Churchill, parfois au roi George. Pour Staline, très irrité par la lenteur de l'offensive alliée sur le front Ouest, les Britanniques avaient même préparé un appareil spécial. A chacune de leurs rencontres, le Premier ministre s'empressait de lui montrer ces photos, dans l'espoir de le convaincre que le second front existait déjà et qu'il se trouvait au cœur même des grandes villes allemandes.

Il manquait cependant cruellement de témoignages au sol, dont Churchill était pourtant friand. Comment démontrer la réalité de l'impact des bombardements sur le moral de la population allemande ? Quel était l'état d'esprit des ouvriers après un bombardement ? Celui-ci avait-il un impact sur la productivité et l'absentéisme au travail ? Les spectaculaires photos aériennes ne permettaient pas de répondre à ces questions pourtant essentielles. La photographie aérienne devint de plus en plus sophistiquée, à mesure que la guerre avançait, mais le succès des missions d'évaluation était tributaire des conditions atmosphériques. D'une façon générale, le Bomber Command ne surmonta jamais les problèmes posés par la couverture nuageuse au-dessus de l'Allemagne[381]. Et pourtant, le renseignement aérien ne cessa de produire des rapports enthousiastes sur les destructions infligées aux villes allemandes. Même si les Britanniques avaient eu des espions en Allemagne, ce qui n'était pas le cas, les difficultés d'acheminement de leurs rapports en auraient singulièrement amoindri la pertinence. Lors des bombardements effectués par la RAF en France, les rapports d'évaluation faisaient partie des objectifs assignés à la Résistance ou aux hommes du MI6. Ils étaient acheminés en Angleterre par les avions de

liaison Lysander, ce qui prenait beaucoup de temps, mais démontre que les témoignages provenant du sol étaient considérés comme très importants.

De toute façon, Harris était très sceptique à l'égard de toute forme de renseignement, dénigrant même la photographie aérienne, car, dit-il un jour à Churchill : « Ce qui se passe réellement est beaucoup plus considérable que tout ce que l'on peut observer au moyen de la photographie[382]. » Aux yeux des hommes du Bomber Command, le bombardement en soi devait permettre de vaincre le Reich : c'était tout simplement mathématique. Il suffisait d'extrapoler à partir de la quantité de bombes larguées. Pour la grande majorité des équipages eux-mêmes, il était « évident » que le bombardier était en train de gagner la guerre. Les photos aériennes montraient l'ampleur des destructions, et de telles dévastations avaient obligatoirement un impact profond sur le moral des populations. Les prophéties du général Douhet, le grand théoricien italien du bombardement de zone, ne pouvaient qu'être confirmées : « Je n'ai aucun doute que l'impact [d'un bombardement] sur la population serait terrifiant […]. Un effondrement total de la structure sociale ne peut qu'avoir lieu dans un pays sujet à cette sorte de pilonnage aérien sans pitié. Le moment viendrait bientôt où, pour mettre fin à tant d'horreurs et de souffrances, le peuple lui-même, poussé par l'instinct de conservation, se soulèverait et exigerait la fin de la guerre[383]. »

La campagne de bombardements sur l'Allemagne constitue sans doute aujourd'hui le principal sujet de controverses de la Seconde Guerre mondiale, dépassant même aujourd'hui celui de l'emploi de la bombe atomique. Le sommet a sans aucun doute été atteint avec la sortie du livre de Friedrich, *L'Incendie* ; personne avant lui n'avait décrit avec une telle précision ce que vécurent les civils allemands dans leurs maisons incendiées, dans les abris illusoires des caves ou dans les bunkers que des bombes de plus en plus efficaces rendaient toujours plus vulnérables ; personne non plus n'a mieux fait ressortir le courage et le stoïcisme de l'homme de la rue, qu'il serait bien trop simpliste d'attribuer à l'emprise fanatique du régime nazi et de la propagande géniale de Goebbels. Le problème dépasse en fait l'horreur réelle de ce que subirent les civils allemands. Le débat moral est essentiel : dans l'histoire future, certains ne seront-ils pas tentés de renvoyer dos à dos Alliés et Allemands ?

La campagne de bombardements fut en fait caractérisée par une extraordinaire imprécision sur le plan des concepts. Ce flottement avait, pour certains historiens, dont Max Hastings, une explication fondamentale : la mauvaise qualité du renseignement qui constitua en définitive la grande faiblesse du Bomber Command. Nous verrons que ce point de vue est schématique. Le Bomber Command s'est trompé parce que son ambition était la chute de

l'Allemagne. Or les interceptions des messages en provenance d'Allemagne auraient pu contribuer à nuancer sérieusement son approche, mais il n'est pas du tout certain que le Bomber Command en fut le destinataire, sauf en de rares exceptions. Face aux photos de villes détruites, aux quantités de bombes larguées, au nombre croissant d'avions engagés chaque nuit, qui semblaient indiquer que Harris était en train de réussir son pari, Churchill et Portal disposaient, eux, d'une source de renseignements qui, analysés de manière intelligente, avaient une valeur inestimable. Du cœur même des villes martyres d'Allemagne leur parvenaient les témoignages visuels et les rapports de diplomates. Face aux chiffres assénés par « Bomber » Harris, ils avaient au moins à leur disposition de quoi argumenter. Ils le firent bien trop rarement.

Durant les deux premières années de la guerre, les diplomates représentant des pays neutres ou alliés à l'Allemagne pouvaient se déplacer librement à travers le pays car les autorités du Reich estimaient que cela servait la propagande allemande et qu'il était utile que le monde entier soit pris à témoin des bombardements britanniques, ces attaques terroristes – *Terrorangriff*. En mai 1941, avait eu lieu une première série de raids sur Hambourg. Le 14 mai 1941 l'ambassadeur du Brésil à Berlin racontait ce qu'il avait pu observer personnellement : « Lundi je suis allé à Hambourg qui, après les trois derniers bombardements, a subi des dommages dans presque tous les quartiers et en particulier autour de la gare […]. De nombreuses personnes ont été blessées par les bombes explosives ou incendiaires. Hambourg est dans un état indescriptible. » La suite de l'interception ne pouvait qu'inquiéter les services de renseignement quant à la capacité de réaction des Allemands et aux mesures d'intoxication qui commençaient à être mises en œuvre : « Afin de donner une [? fausse impression], ils ont construit sur les bords de l'Alster une "ville" […]. Un pont avait également été édifié qui devait apparaître aux avions comme le vrai pont[384]. »

Dès le 9 juillet 1941, Portal avait adressé une directive au Bomber Command dont l'importance fut capitale. La priorité n'était plus les objectifs pétroliers et navals, mais « la dislocation des réseaux de transport allemand » et « la destruction du moral de la population civile en général et des ouvriers de l'industrie en particulier[385] ». Lorsque Arthur Harris prit le commandement du Bomber Command le 22 février 1942, il avait sous les yeux une nouvelle directive du 14 février, qui constitua cette fois le socle de l'offensive contre les villes allemandes. « Les opérations doivent maintenant viser en priorité le moral de la population civile ennemie, et en particulier celui des ouvriers de l'industrie[386]. » Afin qu'il n'y ait aucun doute sur le sens de cette directive, Portal écrivit au général d'aviation Bottomley, le 15 février : « Je me réfère à la

nouvelle directive concernant les bombardements : j'imagine qu'il est clair que les objectifs visés doivent être les zones bâties, et non, par exemple, les docks ou les usines aéronautiques. Ceci doit être absolument clairement expliqué si jamais cela n'avait pas été déjà compris[387]. »

C'est en 1942 que la campagne de bombardement prit une ampleur nouvelle. La destruction des centres historiques des deux anciennes villes hanséatiques de Lübeck et de Rostock provoqua un choc dans l'opinion publique allemande. Les bombes incendiaires eurent des effets dévastateurs dans ces deux villes où de nombreuses maisons anciennes étaient à pans de bois. L'ambassadeur du Japon Oshima rapporta ainsi, le 7 mai, que les deux tiers des habitants de Rostock avaient vu leurs maisons partiellement ou totalement détruites. Puis, dans un télégramme intercepté daté du 13 août, il constatait que les bombes explosives avaient un impact important mais en fait limité en étendue. « L'élément qui a le plus d'impact est le feu […]. On pense maintenant qu'il serait efficace de faire usage de matière non inflammable pour les panneaux des maisons[388]. » L'inquiétude grandissait en Allemagne. La destruction de Lübeck et Rostock entraîna des raids de représailles de la Luftwaffe – les raids *Baedeker*, du nom du célèbre guide de tourisme – sur les villes les plus chargées d'histoire d'Angleterre : Bath, Exeter, York et Canterbury. Le 21 septembre, Oshima vit Ribbentrop qui lui déclara : « Les dégâts militaires causés par les raids britanniques ont été mineurs ; mais, pour parler franchement, les dommages civils ont été considérables – on pensait que la Grande-Bretagne était attentive aux effets de la propagande et visait à briser la volonté de vaincre des Allemands. Au lieu de cela, la haine se trouve augmentée par ces actes d'une grande brutalité et la volonté de combattre s'en trouve accrue[389]. » Le Bomber Command devait-il s'inquiéter des propos du ministre des Affaires étrangères ? L'impact de la campagne sur le moral allemand semblait encore minime. Les services de renseignements britanniques avaient déjà décidé ce qu'ils voulaient entendre. Il était d'emblée exclu de donner une quelconque crédibilité aux propos du ministre des Affaires étrangères du Reich, spécialement lorsqu'ils étaient tenus devant son principal allié, auquel il ne fallait pas faire mauvaise impression. Si Ribbentrop tenait de tels propos, c'est que précisément il régnait une certaine inquiétude en Allemagne.

La nouvelle orientation de la campagne issue de la directive de Portal de février n'avait pas été l'objet de déclarations officielles, car il était hors de question d'annoncer publiquement que les objectifs étaient désormais autres que strictement militaires ou industriels. Mais très vite les choses devinrent claires pour les Allemands. En mai 1942, c'est l'ambassadeur de Turquie qui rapporta les résultats d'un bombardement, toujours sur Hambourg : « Durant la nuit du

3 mai, Hambourg a subi un bombardement jusque-là sans équivalent. Les quartiers nord de la ville sont complètement détruits et la population s'est pressée dans les rues, dans la confusion et la peur[390]. » Oshima put effectuer une visite dans plusieurs villes de la Ruhr en août 1942 et constata que les dégâts causés aux usines, qui avaient pourtant été attaquées une vingtaine de fois en cinq jours, étaient mineurs comparés à ceux causés aux habitations[391]. Le plus dur était encore à venir. Mi-juin, les Britanniques avaient appris par une interception japonaise que le ministère des Affaires étrangères du Reich avait annoncé à l'ensemble du corps diplomatique l'interdiction de visiter désormais les villes ayant subi une attaque aérienne. On prétexta la nécessité d'éviter la confusion immédiate qui suit inévitablement un bombardement[392]. Cette décision était le signe que les dirigeants allemands commençaient à éprouver une certaine appréhension, notamment au sujet des réactions de la population civile. L'offensive aérienne en 1942 culmina avec un raid massif sur Cologne pour lequel Harris avait mobilisé le maximum d'avions, afin de réaliser un grand coup de propagande aussi bien destiné aux Allemands qu'à ses propres compatriotes. Le raid des mille bombardiers ravagea la cité. L'ambassadeur d'Espagne en Allemagne estima que 60 % du centre-ville et 15 % de la banlieue avaient été détruits. Il nota de plus que les plus gros dégâts avaient été provoqués par le feu, et surtout qu'une tragique erreur avait été commise en empêchant leurs occupants de quitter les abris construits à l'intérieur des habitations en feu, ce qui avait entraîné un nombre élevé de victimes, asphyxiées ou ensevelies sous les décombres[393].

Malgré ces résultats satisfaisants, le Bomber Command reconnaissait que l'impact des bombardements était encore assez peu significatif, et ce n'est qu'en 1943 que la campagne prit un vrai tournant. Harris situa d'ailleurs avec précision le début de la campagne stratégique de bombardements : la nuit du 5 mars 1943, avec l'attaque d'Essen, la ville des usines Krupp, par 442 avions. Ce fut la première fois que la technique du radar de direction *Oboe* fut employée. Ce fut immédiatement suivi par une série de raids sur les villes de la Ruhr, cyniquement surnommée la *Happy Valley*, en raison de la Flak particulièrement dense qui protégeait les usines. L'ambassadeur du Portugal en Allemagne adressa un message de Berlin à Lisbonne, le 24 juin 1943 : « Le bombardement des villes de Rhénanie se poursuit avec une intensité croissante. On dit que dans les plus petites villes la destruction est totale. Le nombre de morts est déjà élevé et le phosphore a provoqué des blessures épouvantables, dont tout le monde parle »[394]. Le 16 mai avait eu lieu le raid aérien le plus audacieux de la guerre, la destruction des barrages sur le Rhin. Les équipages qui y participèrent et le commandant de la mission, Guy Gibson, entrèrent dans la légende de la RAF.

Mais c'est l'opération *Gomorrhe*, le bombardement massif de Hambourg, qui symbolise encore aujourd'hui, au même titre que Dresde en février 1945, le bombardement de zone. Si la destruction de Dresde a pris une place centrale dans la mémoire de la campagne de bombardements, la série de raids sur Hambourg fin juillet 1943 fut autrement plus importante dans le déroulement de la campagne aérienne. Au cours des nuits du 24-25, 27-28, 29-30 juillet et 2-3 août, et durant les journées des 25 et 26 juillet, la grande ville du nord de l'Allemagne subit des attaques répétées d'une intensité sans précédent. Au cours de trois mille sorties d'avions, la RAF largua neuf mille tonnes de bombes. Le paroxysme fut atteint durant la deuxième nuit de bombardement, car le Bomber Command avait créé la surprise en contournant la ville, en attaquant de l'est et en utilisant pour la première fois avec succès la technique *Windows* de brouillage de radars. Pour les équipages des bombardiers, la victoire était totale. Le succès des deux premiers raids sur Hambourg fut, aux yeux de ceux qui y participèrent, d'une parfaite évidence. Ils n'avaient pu voir que de la fumée et des flammes, mais les témoignages furent confirmés par les photos aériennes prises au cours des jours suivants et renforcèrent « Bomber » Harris dans ses convictions : il était désormais manifeste que le bombardement massif et répété des zones urbaines allemandes ne pouvait avoir que des conséquences catastrophiques pour le Reich.

Pendant que Harris et ses adjoints contemplaient avec satisfaction les photographies qui montraient une ville pratiquement détruite, Bletchley Park déchiffrait. La moisson concernant Hambourg fut particulièrement riche, d'autant que les Allemands avaient maintenant décidé de lever l'interdiction faite aux diplomates étrangers de visiter les lieux. Les témoignages contenus dans les premières interceptions confirmaient les dommages que montraient les photos aériennes, mais leur force provenait surtout de leur dimension humaine. Les diplomates racontaient ce qu'aucun pilote ne pouvait observer de son cockpit, et ce qu'aucune photographie prise à deux mille mètres ne pouvait montrer : l'horreur du bombardement de zone, de la tempête de feu, mais aussi le comportement de la population et des autorités face à la catastrophe. L'objectif fondamental du Bomber Command – la destruction du moral de l'ennemi – était-il en passe d'être atteint, justifiant ainsi les efforts considérables qui avaient été engagés ?

Le 28 juillet, le consul général du Japon à Hambourg, Kuroda, tentait d'établir un premier bilan, alors que les raids étaient toujours en cours. Il était cependant très loin de la réalité du bilan final : « Depuis le premier raid, les attaques ont continué nuit et jour, en particulier un raid par 100 avions à 16 h 30 le 25 au cours duquel 80 % des usines Blohm et Voss, bien connues pour la

production de sous-marins et d'avions, ont été détruits. Les incendies dans la ville n'ont pas encore été éteints, les réseaux de transport et de communications sont coupés, et je n'ai donc pu vérifier les détails, mais en interrogeant les autorités il apparaît que le bilan des victimes au 26 juillet à minuit est de 400 tués, 600 disparus et 5 000 blessés. Le nombre de bâtiments détruits se monte à 10 000. […] Il y a eu un autre raid important par 300 avions à 11 h 30 le 27 qui a duré trois heures. Cette fois les bombardements ont visé principalement les voies de communication et les zones industrielles, avec pour résultat que la gare centrale et plusieurs usines ont été détruites. Pour récapituler, les résultats des raids jusqu'à présent [2 lignes altérées] il semble qu'il n'y ait aucun espoir de les réhabiliter du moins durant la guerre[395]. » Le 3 août, le diplomate japonais compléta ce premier rapport : « Le raid de la nuit du 28-29 [*sic*] fut dirigé principalement contre la zone industrielle au nord de la cité et les zones résidentielles adjacentes. En raison des embouteillages causés par l'évacuation des habitants et de l'interruption du réseau de distribution d'eau il n'y a eu aucun moyen de combattre les incendies, qui se sont étendus sur toute la zone. L'eau, le gaz et l'électricité sont encore interrompus [au moment où il écrit le télégramme]. Tout mon personnel est occupé à distribuer de l'eau de la rivière devant ma résidence aux passants pour qu'ils puissent boire. L'évacuation de la majorité des habitants vers les banlieues est désormais achevée. Les jours passant, le premier sentiment de dépression a disparu tandis que les sentiments d'animosité à l'égard de l'ennemi semblent croître constamment. […] Le 31, les autorités m'ont dit que le nombre de morts se montait à 120 000 et que 700 000 personnes avaient perdu leur logement[396]. »

Le chiffre des morts était assez largement surestimé, mais il est très possible que ses interlocuteurs fussent de bonne foi. Une autre source allemande interceptée par Bletchley Park vint confirmer la gravité de la situation. Il s'agissait d'une interception d'un rapport des services de police allemands : « L'attaque durant la nuit du 27-28 a été considérablement plus sévère que la précédente. Le nombre de victimes et de disparus est très élevé. Les chiffres précis ne peuvent être établis mais plusieurs centaines de milliers de personnes se retrouvent sans abri[397]. » Les témoignages visuels directs donnèrent une idée encore plus saisissante de ce qui s'était passé. Le 27 juillet, Evcen, consul général de Turquie à Hambourg, adressa à Ankara un compte rendu terrifiant de la situation, mais qui démontrait également que la mobilisation des moyens de secours était totale [le télégramme est bien daté du 27, et on ne peut savoir clairement si le raid principal avait eu lieu] : « J'ai pu visiter la ville à pied hier soir […]. Une partie importante de Hambourg est désormais un cimetière. De toutes les directions des militaires, des ouvriers et des prisonniers sont amenés

en camion pour porter assistance. Le raid a été complètement différent des précédents, qui étaient complètement [?] et visaient principalement les zones industrielles. Cette fois, les zones résidentielles, les hôpitaux, les écoles ont été bombardés[398]. » Deux semaines après la fin de l'opération *Gomorrhe*, Hambourg présentait encore aux visiteurs un aspect dantesque. Le conseiller d'ambassade Matsushima, dont nous savons qu'il était, parmi les diplomates japonais en poste dans le pays, l'un des moins favorables à l'alliance avec l'Allemagne, inspecta la ville et utilisa une comparaison particulièrement évocatrice pour ses compatriotes : « Le 17 août, accompagné par Kitamura de la Yokohama Specie Bank, j'ai effectué une visite d'inspection à Hambourg. Les dégâts sont gigantesques et la ville présente le même spectacle pitoyable que Tokyo et Yokohama tout de suite après le grand tremblement de terre et l'incendie de 1923. Le rétablissement économique de la ville prendra plusieurs années, une fois la guerre terminée[399]. »

Kojiro Kitamura parlait quant à lui dans un langage peu diplomatique de l'état pitoyable de la ville qui dépassait l'entendement et de « la puanteur des corps en décomposition et des ruines encore fumantes ». « Il est parfaitement exact et je n'exagère en rien quand je dis que la ville entière est en ruines […]. Le fait que le consulat et les logements du personnel de la Banque soient encore debout est un vrai miracle[400]. » Son collègue Sato [ne pas confondre avec Sato Naotake, ambassadeur en URSS], qui représentait le ministère de l'Intérieur du Japon et qui, à ce titre, était chargé d'établir des rapports sur la situation interne en Allemagne, fut le premier à tenter de mesurer l'impact moral des raids, dès le 11 août : « Le sentiment populaire évolue régulièrement dans le sens de la paix et bien que l'on puisse percevoir une tendance à [? un schisme entre] le peuple et le Führer, il n'y a pas pour l'instant d'agitation politique. Le comportement futur de la population sera déterminé par l'intensité des raids aériens et par la situation en Italie et dans les Balkans[401]. » L'auteur de ce télégramme, cela ne surprendra pas, fut immédiatement considéré comme une source fiable et de bonne qualité par les analystes britanniques. Tout en se montrant prudent quant à l'impact réel des raids, il avait écrit précisément ce que le Bomber Command souhaitait lire.

Harris put ainsi croire que Hambourg avait en effet constitué un tournant décisif de la campagne. La panique commença à se répandre dans d'autres villes allemandes. La rumeur courut que Berlin serait bientôt détruite, et Goebbels ordonna l'évacuation partielle de la capitale du Reich. Le ministre du Portugal y décrivit la situation à la suite des raids sur Hambourg : « L'évacuation de la capitale se déroule de façon de plus en plus intensive. Les gares sont si encombrées de gens que seuls ceux qui arrivent trois ou quatre heures avant le départ peuvent espérer arriver jusqu'à leur quai […]. Il n'y a pas à proprement

parler de panique mais un sentiment d'anxiété profond et de plus en plus répandu[402]. » Quant à l'ambassadeur de Turquie, il constatait, non sans un calme cynisme qui aurait plu à Harris et aux statisticiens du Bomber Command, s'ils avaient reçu l'interception : « Après avoir rasé quatre villes de Rhénanie et plus tard Hambourg, il était nécessaire de raser plusieurs autres villes. C'est une question d'arithmétique. Si les conditions atmosphériques sont bonnes et si plusieurs grandes villes comme Hambourg sont anéanties, alors il n'y a aucune raison de ne pas s'attendre à ce que la guerre se termine rapidement[403]. »

Le bombardement de Hambourg eut un tel effet que l'ambassadeur du Japon lui-même décida de se rendre personnellement sur les lieux. Oshima reçut l'autorisation de visiter la ville le 31 août, un mois par conséquent après la série de raids, en compagnie de deux secrétaires de son ambassade, Uchida et Ushiba. Etant donné la personnalité du visiteur et les fonctions qu'il exerçait, il fut constamment accompagné par le Gauleiter Kaufmann et le général Wolf, commandant le Luftgau 11. Il en résulta un long télégramme dans lequel, tout en constatant avec effroi l'ampleur de la catastrophe, il fit quelques remarques qui éveillèrent l'attention des analystes du ministère de l'Air britannique : « Le niveau de production des principales industries a déjà été rétabli à 80 % et dans deux ou trois jours atteindra 90 % […]. Le fait le plus important pour le rétablissement du potentiel industriel est la reprise du travail et jusqu'à présent 70 à 80 % des ouvriers sont retournés à leur poste […]. L'approvisionnement en électricité pour les besoins de l'industrie atteint désormais le niveau nécessaire. Il en est de même pour l'approvisionnement en gaz industriel, tandis que le gaz de ville est progressivement rétabli pour les habitants. La gare centrale a été détruite, mais les trains arrivent et partent des gares avoisinantes, globalement le système ferroviaire fonctionne correctement, il n'y a pas d'interruptions de trafic et la situation est pratiquement normale. […] Jugeant de ce que j'ai pu voir, il n'y a pratiquement pas une maison debout dans les zones détruites, une observation qui est une preuve convaincante de la grande efficacité du bombardement de zone (*carpet bombing*). De plus, la grande majorité des dégâts ont été le résultat du feu ; les zones résidentielles du vieux Hambourg où habitent les classes moyennes et modestes sont constituées de maisons alignées et mitoyennes et les rues sont étroites, elles furent englouties dans un océan de flammes et il était inévitable que le nombre de morts fût élevé. On doit admettre par conséquent que Hambourg a reçu un coup qui la rend à peine reconnaissable. » Cependant, Oshima ne se contenta pas de ce bilan : « C'est une erreur de dire, comme la propagande ennemie l'affirme, que la ville a été rasée […]. Les travaux de reconstruction progressent avec régularité sous la direction compétente de Kaufmann […]. Je suis également stupéfait par le nombre de

personnes qui se sont déjà réinstallées en ville et d'une façon générale, en dépit des dégâts énormes, par le moral à toute épreuve qu'elles manifestent. L'efficacité des raids britanniques ne peut être ignorée, mais le moral du peuple allemand n'a pas été brisé et d'après ce que j'ai vu à Hambourg, j'ai la conviction que la ville peut être citée comme un exemple probant de ce qui est toujours proclamé par les Allemands, à savoir que le moral du peuple allemand est au contraire renforcé par les raids aériens[404]. »

La façon dont le Gauleiter Karl Kaufmann avait géré la catastrophe impressionna les plus hautes autorités allemandes, notamment Goebbels qui, contrairement à Hitler ou à Goering, s'était rendu sur les lieux, peu après avoir organisé l'évacuation de Berlin et supervisé la mise en place dans la capitale allemande de tout un ensemble de mesures de défense passive – elles se révélèrent très efficaces lors des premiers raids sur Berlin, durant la seconde quinzaine d'août. Ainsi les analystes britanniques disposaient-ils, passé les premiers jours après le raid durant lesquels le bilan restait confus, d'indications sérieuses qui prouvaient que le raid dévastateur sur Hambourg n'avait pas eu à moyen terme l'impact escompté. C'était bien toute la conception du bombardement de zone qui était remise en cause par les télégrammes interceptés. Si le but était de détruire les villes allemandes, la campagne était en bonne voie. Si, en revanche, la destruction n'était pas une fin en soi mais uniquement justifiée par ses conséquences sur le comportement du peuple allemand, alors on était loin du compte. Quelle fut néanmoins l'analyse immédiate des spécialistes du renseignement du ministère de l'Air, qui ne faisaient pas partie du Bomber Command et ne subissaient pas l'emprise d'un chef inébranlable comme Harris ? L'adjoint de Portal, chargé d'analyser et de faire des comptes rendus des interceptions, nota simplement : « Nous savons d'expériences passées que l'ambassadeur japonais est un observateur naïf et crédule et nombre des affirmations contenues dans le télégramme ne peuvent pas, par conséquent, être acceptées comme exactes. Globalement, cependant, les impressions transmises témoignent du caractère dévastateur des attaques[405]. »

D'une façon générale, les télégrammes d'Oshima étaient systématiquement analysés à travers un prisme négatif, sauf lorsqu'il mettait l'accent sur les destructions. S'il disait que le moral de la population était bon, les analystes considéraient que l'inverse était vrai. Certes, Oshima était très pro-allemand, pronazi même. Il détenait une position clé dans les rapports entre l'Allemagne et son pays et avait naturellement tendance à décrire la situation allemande sous un jour optimiste, en répétant sans esprit critique les propos de ses interlocuteurs. Mais le renseignement allié ne semblait guère avoir tenu compte du fait que l'Axe était beaucoup moins uni qu'il ne le montrait en façade, que les

dissensions entre les deux alliés étaient fréquentes, et que les adjoints d'Oshima avaient parfois des opinions radicalement différentes de celles de leur ambassadeur. A Hambourg, sa visite était guidée, et l'on peut être sûr que les lieux qui lui furent montrés avaient été sélectionnés. Quant aux questions d'approvisionnement, ou au niveau de production, il ne pouvait que transmettre les données qui lui étaient communiquées. Les divergences entre ce qu'il rapportait et les messages interceptés d'autres diplomates étaient fréquentes : Oshima nota par exemple que les installations du chantier de sous-marins de Hambourg avaient été endommagées, mais que les usines d'aviation n'avaient été que « légèrement touchées », alors que le consul du Japon à Hambourg avait indiqué le 28 juillet que 80 % des usines Blohm et Voss avaient été détruites.

Les opinions émises par la mission de liaison japonaise à Berlin, qui représentait le ministère de l'Intérieur japonais, étaient, elles, prises plus au sérieux que les dépêches diplomatiques, et l'analyste Pope-Hennessy ajouta qu'il existait de bonnes raisons de penser que ces rapports – et non ceux d'Oshima – constituaient la base de la politique du gouvernement japonais. L'analyse générale de la stratégie anglo-américaine y était d'ailleurs parfaitement lucide. L'objectif des Alliés, selon l'auteur de la dépêche, était « de détacher l'Italie de l'Axe et de poursuivre une campagne de bombardements intensifs sur l'Allemagne ». La première partie du plan était en train de porter ses fruits, tandis que la seconde ne devait certainement pas être prise à la légère. « Il est vrai que, s'il y a eu une certaine nervosité résultant des ravages causés par le récent bombardement de Hambourg, d'une manière générale le calme règne, et la capacité du parti à maintenir son autorité n'a rien à voir avec celle des fascistes [en Italie]. » Néanmoins, « l'impact sur le moral des civils des destructions causées par les bombardements de plus en plus intenses auxquels il faut s'attendre, en plus de la détérioration de la situation et de la disparition des espoirs de victoire, ne doit pas être sous-estimé[406] ».

Sur la question du moral de la population, les propos d'Oshima sonnaient pourtant vrai. Il n'était d'ailleurs pas le seul à faire cette remarque a priori surprenante : non seulement le moral n'était réellement pas atteint, mais les bombardements créaient un esprit nouveau d'unité et de solidarité parmi la population allemande qui, jusque-là, avait été relativement épargnée et dont le niveau de vie avait été soigneusement préservé. Le 5 juillet, le ministre du Portugal à Berlin avait ainsi adressé à Lisbonne un rapport sur le moral des populations en Rhénanie : « L'intensification des attaques aériennes sur les villes en Rhénanie n'a pas eu pour effet d'affaiblir le moral du peuple allemand. Au contraire un certain raffermissement de l'esprit de solidarité peut être remarqué[407]. » Emanant d'un diplomate représentant un pays neutre, ce

témoignage devait être relativement crédible, mais les préjugés des hommes du Bomber Command étaient vraiment trop puissants.

Il ne semble pas d'ailleurs que le ministère de l'Air jugeât nécessaire de transmettre cette interception au Bomber Command, qui aurait, de toute manière, eut une réaction similaire. Il est vrai que les autorités allemandes elles-mêmes avaient été choquées par l'ampleur de la catastrophe provoquée notamment par la tempête de feu, phénomène sans précédent dans la campagne aérienne. Dans les interceptions des réseaux de transmission de la police allemande, les analystes purent remarquer un accroissement très significatif des messages personnels. On y parlait de *Terrorangriff*, « offensive de terreur », de familles « *totalbombgeschadigt* », de *Grosskatastrophe*. Le 18 août, le général Jeschonnek, chef d'état-major de l'armée de l'air, se suicidait. Même le Führer était inquiet. Si les bombardements se poursuivaient, « non seulement les villes seraient détruites, mais le moral du peuple s'effondrerait […]. Hambourg me donna la crainte de Dieu », écrivit Speer qui informa Hitler le 3 août que la production d'armements était en train de s'effondrer. « Vous arrangerez tout cela », lui répondit le Führer. Et Speer fut lui-même stupéfait de la vitesse à laquelle Hambourg parvint à se rétablir. Cependant, le commentaire de Pope-Hennessy en disait long sur l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les spécialistes du renseignement de la RAF. Hormis le présupposé concernant Oshima, il montre à quel point les analystes choisissaient souvent l'interprétation qui leur convenait le mieux et qui convenait le mieux à la stratégie du Bomber Command.

Les analystes disposaient de temps à autre d'un nouvel élément d'appréciation : la propagande allemande. La manière dont les autorités allemandes présentaient les bombardements aux populations devait en effet permettre de juger de la situation réelle. Les analystes britanniques disposaient ici de deux sources : la propagande de Goebbels, qu'ils pouvaient connaître par les journaux et les déclarations à la radio, et celle de la section de propagande du ministère des Affaires étrangères dirigé par Ribbentrop, qui adressait régulièrement aux diplomates à l'étranger des instructions indiquant les thèmes qui devaient être disséminés, par différents moyens, par exemple lors de conversations avec des personnalités influentes. Or, la tendance naturelle du renseignement allié était de prendre cette propagande à rebours, ou plutôt de la lire tout simplement en négatif. Cette approche se révéla trop simpliste face à un maître comme Goebbels, et fut compliquée par le fait que les deux services de propagande étaient en compétition intense.

Le 22 avril 1943, dans un message décrypté le 14 mai, Hans Grote, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, avait adressé aux postes à l'étranger un compte rendu de la campagne du Bomber Command : « Les dommages causés par les attaques furent considérablement plus étendus que lors des mois précédents. On ne peut les qualifier autrement que de "raids de terreur" (*Terrorangriff*)… Les effets de ces raids de terreur, durant lesquels des bombes incendiaires ont été lâchées par dizaines de milliers, furent dans une large mesure minimisés par la conduite exemplaire de la population […]. Le Parti s'est mis en évidence partout, en particulier à Essen, en manifestant la plus large générosité, en mettant en place des structures d'accueil pour les sans-abri, en distribuant des dizaines de milliers de rations alimentaires, et en donnant une aide matérielle immédiate. Les raids de terreur ont complètement raté leur objectif qui est d'épuiser la population[408]. » Puis, le 4 juillet 1943, c'est Ribbentrop lui-même, dans un long télégramme circulaire, qui tenta de définir comment les représentants à l'étranger de la Wilhelmstrasse devaient évoquer la campagne de bombardements et son impact en Allemagne. Le Flight-Lieutenant Pope-Hennessy nota que ces instructions étaient d'une importance « considérable » puisqu'il s'agissait d'une directive couvrant la totalité du champ de l'offensive aérienne. Ce télégramme fut d'ailleurs vu par Churchill qui demanda qu'il fût exceptionnellement transmis au roi George[409]. Comme le constata Pope-Hennessy, cette directive constituait en premier lieu une attaque en règle contre la ligne de propagande choisie par Goebbels, avec lequel Ribbentrop était à couteaux tirés. Nous en reproduisons ici de larges parties. Comme d'habitude, celui qui se prétendait un éminent connaisseur du Royaume-Uni se lança dans un exposé particulièrement indigeste sur le comportement de l'ennemi héréditaire :

> Du fait des commentaires apparaissant dans une partie de la presse allemande et de la radio sur ce thème (et qui consistent en des lamentations), et en raison du manque de retenue dans la description des destructions infligées aux villes d'Allemagne, nous avons maintenant donné aux Anglais l'impression que leurs coups étaient bien visés […]. Cela veut dire que les Anglais doivent naturellement être convaincus que des dégâts massifs ont déjà été infligés au potentiel de guerre allemand, et que le moral du peuple allemand, en dépit de toutes les assertions contraires, pourra un jour être brisé par les bombardements. La presse anglaise, la radio anglaise, le discours le plus récent de Churchill, confirment tous sans exception combien les Anglais se réjouissent du succès de leurs attaques et de la réaction allemande. Connaissant les Anglais, il n'y a aucun doute à mes yeux que cette réaction non seulement les laisse parfaitement indifférents, mais au contraire les incitera à poursuivre jusqu'au bout la guerre de bombardement en faisant appel à tous les moyens disponibles. De plus, quel que soit le caractère épouvantable des armes de guerre mises en œuvre, aucun Anglais, aucune Anglaise, n'aura la moindre hésitation à les utiliser de façon impitoyable s'il pense que cela raccourcira la guerre et accélérera une victoire anglaise. Nous devons prendre une vue réaliste de la situation et cela veut dire que nous ne devons pas oublier la satisfaction que nous avons nous-mêmes

ressentie au moment des bombardements de Coventry et Londres. [Coventry fut dévasté par la Luftwaffe durant la nuit du 14 au 15 novembre 1940.] Le fait que tel ou tel évêque anglais prêche sur un ton moralisateur que toucher de plein fouet une église est certes en soi matière à regret, mais est néanmoins aux yeux de Dieu un acte acceptable car il peut contribuer à raccourcir la guerre, est là pour confirmer ce que nous disons plus haut. Les Anglais permettent à ces hypocrites de continuer à tenir des propos dans cette veine, lorsque cela est opportun, afin de donner l'apparence que la morale est de leur côté. L'Eglise d'Angleterre dans sa totalité, d'une façon générale, n'est rien d'autre qu'une institution de l'impérialisme anglais, et tous les ecclésiastiques sans exception, de l'Archevêque de Canterbury au plus modeste *vicar* de campagne, désirent, avec leur hypocrisie habituelle, rien de moins que la destruction des villes d'Allemagne, y compris les églises, afin de punir notre pays.

Des voix contradictoires s'étaient d'ailleurs élevées au sein de l'Eglise d'Angleterre au sujet de la campagne de bombardements. Tandis que George Bell, lord-évêque de Chichester, ne cessait de harceler le gouvernement à ce sujet, d'autres évêques, comme celui d'York, n'avaient pas hésité à justifier en chaire le bombardement des villes allemandes. Ribbentrop reconnaissait lui-même qu'il était difficile de définir clairement un axe de propagande pour les diplomates en poste à l'étranger, alors que l'ennemi avait pris l'offensive et que le Reich n'y avait pas encore répliqué. Mais il se montrait critique à l'égard de la presse allemande et concluait que « la façon dont le sujet de la guerre aérienne est traité jusqu'à présent a servi à renforcer plutôt qu'à affaiblir la volonté de nos adversaires de poursuivre leurs attaques ». Il était cependant hors de question de faire comme si rien ne se passait et de tenter de dissimuler les effets des bombardements, ce qui serait inacceptable pour la population allemande qui en était la victime. Cependant, « en ce qui concerne l'action à l'étranger, on ne doit jamais faire appel à la compréhension ou à la compassion, etc., on ne doit non plus laisser passer des expressions de rage futile, mais plutôt toujours adopter un ton clair, résolu, maître de soi, et faire continuellement allusion à la bravoure et à la ténacité du peuple allemand et, bien sûr, à sa capacité à résister et endurer et, le jour venu, à riposter. […] Il doit être absolument clair pour nos adversaires que le moral allemand ne peut être atteint, quelle que soit la férocité des bombardements. Ce que les Anglais ont pu supporter au cours de nos attaques aériennes peut maintenant être supporté par le peuple allemand. Toutes les tentatives anglaises dans cette direction visent une mauvaise cible ».

Le ministre des Affaires étrangères recommandait ensuite de ne faire aucune référence à des exemples précis de destructions, puis n'hésita pas à se contredire dans une certaine mesure : « La bassesse des moyens employés par nos adversaires dans leurs attaques contre la population civile – c'est-à-dire, des femmes et des enfants sans défense, des habitations privées et des monuments historiques – doit bien sûr être évoquée dans les termes les plus cinglants. Je

demande, par conséquent, que des incidents particuliers comme le bombardement de la cathédrale de Cologne soient constamment mis en avant, maintenant et dans les mois à venir. Veillez également à mettre l'accent sur l'emploi par nos adversaires de différents objets contenant des explosifs, comme des tubes de rouge à lèvres, des stylos à encre, et des jouets pour enfants […] avec tous les moyens dont vous disposez, faites la démonstration devant l'opinion mondiale que l'Angleterre et Churchill sont seuls responsables de l'affaissement complet des règles et des lois qui régissent la conduite de la guerre du fait des bombardements. […] Par-dessus tout, vos commentaires doivent culminer en réitérant de la manière la plus ferme qu'il sera tenu compte de chaque bombe qui tombe sur le sol allemand ou européen, et que l'heure de la riposte et des représailles approche inexorablement ; celles-ci seront véritablement terribles. »

Au même moment, un autre télégramme du ministère des Affaires étrangères mettait de nouveau l'accent sur les destructions subies par les monuments historiques, et en particulier les lieux de culte. « Les récents dommages infligés à la cathédrale de Cologne et la destruction de divers autres monuments artistiques (le Rathaus, Guerzenich) dans le centre de la cité doivent être utilisés comme base d'une dénonciation détaillée et complète des attaques de terreur et d'intimidation des forces aériennes anglo-américaines, qui visent avant tout à détruire toute activité civile ainsi que les grands monument artistiques. Si l'ennemi a considéré durant la dernière guerre qu'il pouvait adopter la prétendue destruction de l'hôtel de ville de Louvain – qui en réalité n'avait pas du tout été détruit – comme une occasion de provoquer toute une excitation contre l'Allemagne, alors la destruction – cette fois-ci bien réelle et totalement calculée – des célèbres œuvres d'art de Cologne, Mainz, Lübeck et Rostock, etc., la plupart du temps situées loin des objectifs industriels, doit servir à flétrir nos adversaires pour leur mépris de la culture, qui ont ainsi mérité la détestation de l'humanité, tels Hérostrate et Melak il y a bien des siècles. » L'incendie de la célèbre bibliothèque de Louvain en 1914, dont les causes réelles étaient en fait quelque peu obscures, avait été considéré comme un crime de guerre commis par les « Huns » et avait été l'objet d'une propagande intense de la part des Alliés[410].

Pope-Hennessy fit remarquer que la directive de Ribbentrop – qui avait été diffusée avant les bombardements de Hambourg – impliquait un renversement complet de la campagne de propagande lancée par Goebbels au cours de la première semaine de juin, dans la mesure où elle admettait les effets très sérieux de l'offensive aérienne tant en Allemagne même qu'à l'extérieur, et qu'elle révélait à la fois l'inquiétude du gouvernement allemand en raison des résultats

des récentes attaques et l'instabilité fondamentale qui régnait à l'intérieur du pays[411]. Il semblait pourtant bien difficile de tirer des conclusions précises de la lecture de la prose particulièrement confuse de Ribbentrop. La rivalité personnelle avec Goebbels était virulente, et le fait que le ministère des Affaires étrangères, malgré les tentatives de ce dernier, ait toujours eu le contrôle du contenu et de la dissémination de la propagande en dehors de l'Allemagne y était pour beaucoup.

L'officier britannique ne semblait pourtant pas avoir encore intégré dans ses analyses un aspect inattendu de la propagande allemande qui avait été imaginé par Goebbels lui-même. Pour ce dernier, la propagande n'était pas seulement un moyen essentiel pour contrôler et mobiliser l'opinion allemande : elle était également conçue comme une véritable arme de guerre dont l'objectif était d'influencer le point de vue de l'adversaire. Goebbels avait décidé, semble-t-il dès 1942, que les comptes rendus dans la presse et la radio devaient ne rien cacher de l'ampleur des destructions. S'inspirant ouvertement de l'exemple de Churchill de 1940, offrant à son peuple « du sang, de la sueur et des larmes », il avait fait le pari de la guerre totale, et le peuple allemand, qui était bien assez solide et tenace pour faire face aux pires difficultés, méritait qu'on lui dise la vérité. Mais Goebbels ne s'adressait pas seulement au peuple allemand. Si le message général de mobilisation disait que rien ne ferait faiblir l'Allemagne et son peuple, il prit la décision surprenante d'*exagérer* les destructions elles-mêmes. Il s'agissait d'amener le Bomber Command et les dirigeants alliés à se persuader que la campagne de bombardements était bien d'une efficacité extrême et, par conséquent, qu'elle pouvait, *à elle seule*, leur permettre de gagner la guerre. Une telle perspective devait ainsi encourager Churchill à tout faire pour retarder l'ouverture d'un front terrestre à l'ouest et, éventuellement, accentuer le grave différend qui existait avec Staline à ce sujet. Le 23 juillet, Goebbels expliqua ainsi à ses adjoints qu'il fallait à tout prix aider Churchill à présenter la campagne de bombardements comme un « second front » parfaitement crédible. Une conférence interministérielle du 28 juillet 1942 avait conclu qu'il fallait « éviter tout commentaire qui contredirait l'idée que les raids aériens décideraient du sort de la guerre ».

Quelques mois plus tard, alors que le Bomber Command s'était lancé dans la campagne de Berlin, que Harris espérait décisive, Goebbels écrivit ainsi dans son Journal : « Les Britanniques surestiment considérablement les dégâts subis par Berlin. Naturellement la situation est très grave, mais il est totalement faux de dire que 25 % de la capitale n'existent plus. Les Anglais veulent bien sûr offrir à leur public un morceau de propagande de premier choix. J'ai toutes les raisons de vouloir qu'ils continuent à croire cela et j'interdis par conséquent tout

démenti[412]. » Lorsqu'en janvier 1944 la presse britannique évoqua le chiffre considérable – et très largement exagéré – d'un million de tués à Berlin, Goebbels se garda bien de le contredire. Il s'engageait ainsi dans un numéro d'équilibriste : s'il voulait que les Britanniques surestiment l'impact des bombardements, il n'avait pas d'autre recours que la rumeur, car les communiqués officiels allemands seraient forcément analysés avec circonspection. Il ne fallait cependant pas porter atteinte au moral de la population. Par ailleurs, les diplomates en poste en Allemagne recevaient des informations qui montraient l'inverse.

Dans quelle mesure les Britanniques furent-ils dupes de cette opération d'intoxication ? Goebbels ignorait que les services de renseignements obtinrent des indices de cette politique grâce aux messages interceptés. Le 26 mai 1943, l'ambassadeur du Japon à Ankara, Kurihara, rapporta cet épisode dans un message à Tokyo : « Le 21, un correspondant de presse allemand a dit à Aoki [officier de renseignement] que la direction des opérations militaires cette année était différente d'une année ordinaire et lui et ses collègues ne disposaient d'aucune information à ce sujet ; mais il avait récemment reçu des instructions étranges concernant la politique générale de propagande. Les autorités supérieures avaient décidé qu'ils auraient tendance à exagérer les comptes rendus des dégâts causés par les raids aériens anglo-américains en Europe. C'était un fait que l'étendue des dégâts causés à Kassel et à Dortmund par la destruction des barrages était surestimée. Mais, même si cela n'avait pas été le cas, il n'y avait aucune nécessité de les atténuer [dans la propagande]. » Le diplomate japonais ajouta sa propre interprétation. Il s'agissait là d'une stratégie visant à « orienter autant que possible l'attention américaine et britannique vers l'Extrême-Asie et [à] atténuer l'aggravation de la pression britannique et américaine en Europe[413] ». Le 26 mai 1943, après un très sévère raid sur Dortmund, Oshima notait d'ailleurs ce qu'avait dit un « contact » à un membre de l'ambassade : « La propagande allemande ne cherche pas à minimiser les effets de ces attaques aériennes[414]. »

Il voulait dire par là que l'ampleur des destructions – exagérée par la propagande – devait amener les Alliés à estimer que leurs objectifs étaient en partie atteints et qu'ils pouvaient se permettre de réduire l'intensité de l'offensive aérienne. En fait, ce n'était là qu'un des objectifs, car l'idée de Goebbels était bien de dissuader les Anglo-Américains de lancer une attaque terrestre sur le Reich. La question était en réalité plus compliquée car les services britanniques étaient convaincus que les Allemands, bien au contraire, *sous-estimaient* les dommages. C'était en quelque sorte un jeu à somme nulle. De plus, il était sans doute très difficile pour les analystes britanniques de

concevoir et d'accepter que les descriptions fussent exagérées, et il était au contraire bien plus confortable pour le Bomber Command d'expliquer que ses propres estimations des dommages causés en Allemagne étaient inférieures à la réalité, ce qui, après tout, était la preuve d'une prudence de bon aloi. Une interception du 30 novembre permit au service de renseignements du ministère de l'Air de lire une directive de presse émise par ministère des Affaires étrangères. Le chiffre provisoire lors des récentes attaques sur Berlin était donné comme étant de 2 500 tués, tandis que 600 000 à 800 000 personnes avaient vu leur logement partiellement ou totalement détruit[415]. Le Flight-lieutenant Pope-Hennessy fit la remarque suivante : « Puisque le premier chiffre est *de manière évidente* une sous-estimation, on a ainsi pour la première fois une idée de l'ampleur des problèmes présentés par la population de Berlin qui se retrouve sans logement[416]. »

Cependant, ce thème de l'exagération prit racine et compliqua les analyses britanniques. C'est ainsi que, début novembre 1943, le consul général du Japon à Vienne adressa un rapport concernant les destructions à Wiener Neustadt par les forces aériennes américaines, à la suite de deux raids qui avaient eu lieu le 1er octobre[417]. Un rapport du 15 octobre fondé sur les photographies aériennes avait suggéré que ces raids, au cours desquels les pertes américaines furent sévères, avaient été relativement inefficaces et les dégâts légers. Pourtant, le diplomate japonais, considéré par les intercepteurs comme une source digne de confiance, avait estimé que le coup porté avait été extrêmement rude et qu'il était impossible « d'estimer quand l'industrie pourrait redémarrer ses activités ». La note manuscrite du chef d'état-major de l'armée de l'air, Portal, montre bien qu'il avait retenu les indices d'une stratégie d'exagération des dommages. Il fut peut-être le seul : « Nous devons toujours nous souvenir qu'il est concevable que les Allemands veuillent exagérer les destructions afin de nous faire croire que nous avons mieux fait le boulot que nous le pensions. J'admets néanmoins que puisque nous n'avons pas eu de rapports exagérés en provenance d'autres sources neutres celui-ci est peut-être exact : si c'est le cas, tant mieux[418]. » Il ne semble pas que le Bomber Command ait jamais tenu compte dans ses évaluations de cette stratégie de propagande mise au point par Goebbels, dont il n'était d'ailleurs peut-être pas informé. Les aviateurs avaient une telle confiance dans leur arme, une telle certitude dans ses résultats… Seul, semble-t-il, Portal, de temps à autre, avait commencé à tenter d'introduire un peu de bon sens, cherchant à contrebalancer le rouleau compresseur statistique du Bomber Command. Mais la politique de Goebbels avait atteint au moins un objectif : contribuer à créer une confusion certaine dans le renseignement allié. En cette année 1943, d'autres interceptions, fragmentaires certes, et avant tout fondées

sur des impressions subjectives, pointaient dans la même direction : les destructions étaient incontestablement massives, la campagne avait pris une ampleur nouvelle, mais – ce que même les photos les plus précises ne pouvaient montrer – le peuple allemand résistait, la discipline était maintenue, la solidarité de voisinage était exemplaire, et le moral de la population restait très solide. Une phrase de Ribbentrop aurait dû faire réfléchir les analystes : « Ce que les Anglais ont pu supporter sous nos bombardements peut être supporté par le peuple allemand. »

Hambourg devait être un tournant. Ce fut, du point de vue du Bomber Command, une réussite incontestable, mais une raison fortuite et non prévue, la tempête de feu, avait été la principale cause de la catastrophe et de la mort, dans des conditions souvent atroces, de 35 000 personnes (au cours de la nuit du 24-25 juillet, avant la « tempête de feu », il n'y avait eu que 1 500 morts, pour approximativement le même nombre de bombardiers engagés). La campagne contre la capitale du Reich, elle, devait décider de la guerre. Harris écrivit avec un laconisme étudié, le 3 novembre 1943, au Premier ministre : « Nous pouvons détruire totalement Berlin. Nous perdrons 400-500 avions. L'Allemagne perdra la guerre. » En dépit d'un scepticisme grandissant au sein même du ministère de l'Air, Harris eut gain de cause. La bataille dura de novembre 1943 à mars 1944, à la faveur des longues nuits hivernales qui permettaient d'atteindre l'objectif dans l'obscurité. Après Hambourg, dont le « succès » n'avait pu être immédiatement renouvelé, le Bomber Command avait estimé que la capitale du Reich ne pouvait craquer qu'aux termes d'une offensive prolongée et soutenue. Mais Berlin était beaucoup plus loin du sud-est de l'Angleterre, la ville était bien défendue, de très nombreux bunkers avaient été édifiés, et ses larges avenues empêchaient les incendies de se propager.

Les pertes du Bomber Command furent très élevées et les résultats très décevants. Au cours de la nuit du 23 août 1943, avant même que la bataille de Berlin proprement dite ait été véritablement engagée, les Britanniques avaient perdu 56 bombardiers, tandis que 899 habitants de Berlin furent tués. La dernière nuit du mois, sur une flotte de 512 bombardiers engagés dans le ciel de la capitale, 47 furent abattus ; seuls quelques *dizaines* de Berlinois perdirent la vie. Au total, durant la campagne de Berlin, 9 390 civils périrent alors que 2 690 aviateurs furent tués : un ratio qui, pour les partisans du bombardement de zone, était tout simplement catastrophique. C'était pire qu'un « tableau de chasse maigrichon », pour reprendre l'annotation de Churchill. C'était une défaite en rase campagne. L'hiver favorisait l'approche des bombardiers, mais les conditions atmosphériques furent très rarement bonnes, ce que Harris ne pouvait

ignorer lorsque la campagne fut planifiée. Non seulement la précision des bombardements en souffrit énormément, mais aussi le renseignement photographique destiné à évaluer les résultats d'une opération. Ainsi, de novembre 1943 à mars 1944, sur trente-sept missions photographiques, *deux* seulement furent considérées par le Bomber Command comme ayant eu des résultats satisfaisants[419]. Le Bomber Command mena ainsi son suprême effort, qui devait selon Harris décider du conflit, presque totalement à l'aveugle. C'était une régression totale de la part d'une formation qui affirmait mener une guerre scientifique.

Seules les dépêches diplomatiques interceptées ainsi que l'analyse de la propagande allemande donnaient des indications sur ce qui se passait au sol. Une directive de presse du 25 novembre donna le ton de la propagande – qui était cette fois très proche de la vérité : « Lorsque vous commentez l'attaque terroriste sur Berlin, réaffirmez continuellement et avec détermination que ces méthodes n'entraînent aucunement la paralysie de l'administration et du gouvernement, et ne le feront jamais. » Le déclenchement de l'offensive sur Berlin était expliqué par la rencontre imminente entre Churchill, Roosevelt et Staline. « Churchill sait que Staline va demander de nouveau l'ouverture d'un second front et il va déclarer que la paralysie apparente de Berlin, qui est le centre nerveux du Reich, constitue en fait un vrai second front[420]. » Est-ce ironiquement, ou par une sorte d'hommage rendu à la ténacité du peuple allemand, que l'officier de renseignements britannique, chargé de la compilation des messages interceptés, avait choisi comme intitulé d'une interception « *Berlin can take it* », en référence à une des expressions qui symbolisèrent l'attitude des Londoniens au moment du Blitz en 1940 : « *London can take it* » ? Il s'agissait certes, une fois encore, d'une directive de propagande, tout à fait dans l'esprit de la directive de Ribbentrop du 4 juillet :

« Le comportement et l'état d'esprit de la population touchée par les bombardements ont été vraiment admirables. L'anéantissement envisagé du moral à Berlin ne fut pas obtenu, le moral de la population ne fut même pas ébréché, mais bien plutôt la ténacité et l'empressement à résister ont été accentués. L'affirmation du Führer selon laquelle les sinistrés forment l'avant-garde de la vengeance a été amplement confirmée à Berlin. […] Toutes les difficultés dues aux vitres brisées, à l'absence de chauffage, au manque d'espace de travail ont été surmontées par des manifestations générales d'esprit de camaraderie, de solidarité, d'improvisation accompagnées par ce qu'il faut de sens de l'humour […]. Le comportement exceptionnellement ferme des habitants de la cité – et cela sera évident pour nos adversaires – est une indication certaine

de leur combativité, de leur esprit de résistance, et de la confiance en la victoire qui existent au sein de tout le peuple allemand (signé Six)[421]. »

Un télégramme intercepté du 18 décembre en provenance du ministère des Affaires étrangères, signé par le secrétaire d'Etat Steengracht, fit néanmoins référence « au nombre considérable de fonctionnaires des Affaires étrangères qui ont perdu tous leurs biens personnels en raison des attaques aériennes ». Toutes les formes d'aide en provenance de l'étranger étaient en conséquences sollicitées, mais les articles d'habillement pour adultes et enfants étaient spécialement les bienvenus, ainsi que la nourriture[422]. Pope-Hennessy put faire remarquer que c'était la toute première fois qu'il était demandé à des Allemands vivant à l'étranger, dans des pays neutres ou alliés, d'adresser de la nourriture et des vêtements afin de remédier à des pénuries à l'intérieur du pays lui-même[423]. Un rapport du service de renseignements du Bomber Command du 17 décembre avait d'ailleurs été intitulé « *Götterdämmerung*, le Crépuscule des dieux ». Il y était affirmé que « la machine administrative des nazis, leur organisation industrielle et militaire et, par-dessus tout, leur moral ont subi au cours de ces attaques une blessure mortelle dont l'Allemagne ne pourrait se relever[424] ». Aux yeux du Bomber Command, la fin du régime nazi était proche.

La propagande allemande était évidemment lue avec la plus grande circonspection, d'autant que l'on n'en était qu'au début de la campagne qui devait se prolonger encore plusieurs mois. Mais, malgré la neutralité qu'affichait son pays et les sentiments mélangés qui étaient peut-être les siens à l'égard du Royaume-Uni, pouvait-on suspecter le légat d'Irlande à Berlin de gober cette propagande ? Le 2 décembre, il communiqua au gouvernement irlandais qu'une grande partie de la ville était en ruines : « Il m'est impossible de trouver les termes pour décrire le chaos[425] » ; et le 23 décembre, le bilan qu'il donnait paraissait montrer que la campagne était en très bonne voie : « Nous avons eu une telle dévastation à Berlin qu'il est douteux de retrouver des conditions de vie normales avant pas mal de temps […]. » Pourtant, ajoutait-il : « Je dois décrire l'attitude de la population comme un mélange de courage et d'apathie. Il règne une discipline magnifique. En dépit des coups sérieux portés à l'administration et à l'industrie allemandes, le gouvernement n'a aucunement évolué dans sa volonté de poursuivre la guerre, et il n'y a aucun danger que sa mainmise sur les affaires soit remise en cause[426]. » Un de ses collègues diplomates, le 4 décembre, utilisa à peu près les mêmes termes pour décrire la situation : « La vie à Berlin est en train de retourner rapidement à la normale. […] Le moral de la population était effectivement atteint mais a été très rapidement rétabli grâce à l'action des détachements amenés de villes avoisinantes dans le but de combattre l'atmosphère de dépression et d'apathie[427]. » Le terme « apathie » pour qualifier

l'attitude de la population va d'ailleurs apparaître de plus en plus souvent tant dans les interceptions que dans les autres sources de renseignements, à tel point qu'un « Bomber » Harris fort agacé émit le 25 février 1944 une protestation contre sa prolifération dans les synthèses établies à partir de ces sources. Le mot lui semblait bien trop faible pour décrire l'abîme moral dans lequel devait obligatoirement se trouver le peuple allemand, mais il fut incapable de fournir des éléments convaincants pour soutenir son point de vue.

Si le moral du peuple allemand ne semblait pas encore atteint, qu'en était-il de celui des travailleurs étrangers, sans lesquels l'industrie allemande ne pouvait continuer à produire, et qui étaient susceptibles de craquer en premier ? Sauf exception, ces hommes avaient été contraints de venir en Allemagne et étaient l'objet d'une surveillance étroite de la part des autorités. Un *Magic* d'Oshima du 15 janvier 1944 donna un aperçu de leur état d'esprit : « Un nombre élevé de travailleurs étrangers, loin de perturber l'ordre public, ont participé aux activités de secours de façon très efficace. Cela reflète la capacité d'organisation et la mainmise exercées par le gouvernement. L'attitude de la population a été remarquable […]. La conséquence immédiate d'un raid sévère est, bien sûr, un état de dépression, mais la cause principale qui affecte l'état d'esprit des Allemands est que l'évolution générale de la guerre est devenue progressivement défavorable. Il n'y a aucune raison de penser que les raids aériens peuvent briser le moral. Les bombes sont considérées comme de simples étincelles [*sic*]… ce sont les vicissitudes de la situation de la guerre, et non les raids aériens (même s'ils se poursuivent avec la même vigueur qu'actuellement), qui constitueront le facteur le plus important du point de vue de l'état d'esprit général[428]. » Le commentaire de Pope-Hennessy traduisait une fois de plus l'extrême méfiance des analystes britanniques à l'égard des comptes rendus de l'ambassadeur japonais : « Dans le cas de rapports du même type par le passé, l'Ambassadeur du Japon a montré une faculté remarquable à garder les yeux fermés face aux faits avérés, mais dans le présent cas, tandis que certaines des conclusions sont d'une nature routinière et ne nécessitent pas qu'on y accorde beaucoup d'attention, le télégramme contient des aveux qui sont, venant de cette source, d'un intérêt considérable. » En revanche, lorsqu'il aborda le paragraphe cité plus haut, concernant le moral, le commentaire de l'aviateur britannique poursuivait la ligne traditionnelle : « Il ne faut pas attacher d'importance à ces opinions de l'Ambassadeur sur ces points dans la mesure où elles sont en contradiction directe avec la quantité substantielle de témoignages directs en provenance d'observateurs sur place à Berlin et ailleurs[429]. »

Des informations en provenance de sources considérées comme fiables confirmaient toutefois les rapports d'Oshima. Une interception de fin

octobre 1943 décrivait avec une certaine précision le comportement des travailleurs étrangers et nuançait le jugement de l'ambassadeur. Son auteur était un membre de la mission commerciale japonaise qui avait une certaine indépendance par rapport à l'ambassade et qui était considéré par les Britanniques comme une source solide et fiable. Après avoir évoqué la détérioration de la situation alimentaire en raison de la perte de nombreux territoires en Russie : « D'une façon générale l'attitude des travailleurs étrangers pendant les raids a été satisfaisante et bien qu'il y ait eu un certain nombre de cas de baraquements incendiés par les bombardements, il y a eu relativement peu de morts. Les travailleurs étrangers, de plus, avaient par rapport aux Allemands la chance de ne pas avoir à s'inquiéter des effets sur leur famille de l'offensive aérienne alliée, et pour cette raison leur moral s'est révélé étonnamment élevé. » Il n'y avait eu absolument aucune tentative des ouvriers pour quitter leur lieu de travail ou se lancer dans des grèves en raison des bombardements. « En même temps, l'attitude des travailleurs était directement liée aux développements de la situation militaire en Europe et les difficultés allemandes ont causé une certaine agitation, culminant ici et là dans des mouvements de grève sur le tas. Ce développement, qui était apparu pour la première fois au moment du désastre de Stalingrad et était particulièrement apparent parmi les travailleurs italiens suite à la capitulation de l'Italie, fut dans la plupart des cas de courte durée et, récemment, les mouvements sociaux ont eu tendance à se calmer[430]. »

Qu'en était-il en réalité ? La productivité des ouvriers étrangers, en comparaison de celle des Allemands, était l'objet d'études statistiques. La situation dans la principale usine Krupp à Essen, une des cibles favorites du Bomber Command, corroborait les observations du diplomate japonais. L'usine n'employait qu'environ 3 000 travailleurs étrangers en janvier 1942, mais ce nombre atteignit près de 25 000 à la fin de l'année. Une étude de novembre 1942 montrait que la productivité du contingent le plus important de travailleurs étrangers, les civils français, était inférieure de 15 à 30 % à celle de leurs collègues allemands. Les prisonniers de guerre français et les femmes venant d'Europe de l'Est avaient une performance similaire à celle des civils de même nationalité, tandis que les moins productifs étaient les prisonniers de guerre soviétiques. Huit mois plus tard, alors que la campagne de bombardement sur la Ruhr battait son plein, la productivité des travailleurs étrangers, en particulier celle des Français, avait augmenté de façon spectaculaire. Cela ne prouvait naturellement pas que la campagne de bombardement était la raison de cette amélioration, ce qui eût été tout de même paradoxal, mais simplement que les industriels et les managers allemands étaient parvenus à s'adapter et à utiliser cette main-d'œuvre de manière de plus en plus efficace[431].

Le 28 avril 1944, Oshima revint sur la situation du moral à Berlin, et, loin de se contenter de généralités qui auraient pu être expliquées par son manque de sens critique et sa facilité à accepter l'efficace propagande de Goebbels, il fournit des arguments précis et solides pour démontrer la bonne tenue du moral : « Le moral des citoyens est globalement excellent et, dans cette période de replis permanents sur le front Est, mérite toutes les louanges. Il n'y a aucun doute que la première raison qui explique cette attitude est la capacité des dirigeants à mettre pleinement en œuvre leur immense pouvoir politique, et, par les préparatifs intensifs et les mesures rapides qui ont été prises avant et après les raids, ils sont littéralement parvenus à ce que le peuple tienne bon jusqu'au dernier homme […]. C'est peut-être un point très marginal à mentionner, mais chaque fois qu'il y a eu un raid important la nourriture et toutes les autres choses de première nécessité ont été distribuées à tous sans exception, tandis que, anticipant même les besoins les plus infimes dans la perspective des raids futurs, le Gouvernement inspire une totale confiance dans la mesure où il prévoit des réserves destinées à faire face à tous les imprévus. C'est un des exemples frappants du succès du Gouvernement dans sa gestion de la situation[432]. »

Que lisaient les Britanniques en provenance d'autres sources ? Passons rapidement sur l'argumentation de l'ambassadeur du Japon en Espagne, Suma, qui, revenant d'un séjour à Berlin, expliqua à Jordana, ministre des Affaires étrangères de Franco, que les principales raisons pour lesquelles le moral des Berlinois restait très élevé étaient, certes, que tout était très bien organisé, mais surtout que « les éléments étrangers comme les Juifs n'existent plus[433] ». Le 7 janvier, ce même Suma avait rapporté une conversation avec le *Caudillo* Franco au cours de laquelle il avait subi un feu roulant de questions et avait expliqué que les conditions en Allemagne avaient fondamentalement changé par rapport à la dernière guerre, en raison de l'absence de Juifs, qui était une des raisons principales de l'excellent moral de la population[434]. Le diplomate japonais, par ailleurs membre des services de renseignements de son pays, dont les déchiffreurs pouvaient lire avec délectation les rapports particulièrement fantaisistes, était bien le seul parmi ses collègues à donner ce type d'explication, les diplomates japonais étant en général très peu perméables aux argumentations antisémites des autorités nazies.

Des messages en provenance d'autres sources plus fiables que Suma étaient interceptés, et tous confirmaient ce qu'observaient les Japonais les plus perspicaces. Le 4 décembre 1943, un message du ministre du Siam (la Thaïlande avait déclaré la guerre aux Alliés en mai 1942), de Berlin à destination de Bangkok, confirmait l'étendue des dégâts : « Les destructions dans la capitale de l'Allemagne ont été étendues et on estime que plus d'un demi-million de

personnes ont déjà perdu leur habitation […] la totalité de la population de la capitale est sous contrôle, […] mais ce calme superficiel est dû, bien sûr, aux mesures qui ont été prises au préalable par la police secrète, et ne peut être considéré comme le reflet de l'attitude réelle de la population. Car partout nous pouvons, en tant qu'étrangers, entendre leurs [murmures de haine ?] à l'égard du parti et aussi à l'égard des Anglais qui ont détruit leurs maisons. […] La rumeur veut que les mesures de représailles contre l'Angleterre, promises depuis longtemps, vont enfin être mises en œuvre incessamment [? il est question de] contenant des explosifs secrets, qui seront lancés, directement, à partir de la côte de la France. C'est la nouvelle arme, qui sera l'arme la plus destructrice qui ait été inventée jusqu'à présent[435]. » Le diplomate thaïlandais, d'ailleurs répertorié par le service de renseignement Air parmi les observateurs fiables, ajoutait que Berlin pouvait être considéré à présent comme la zone urbaine la plus bombardée dans le monde et que, en dépit de cela, le système de distribution de nourriture fonctionnait parfaitement. Les rues étaient dégagées, de façon générale, avec une rapidité remarquable, et les magasins qui avaient été incendiés reprenaient leur activité, dans un autre quartier, le jour même[436]. Quant à l'ambassadeur de Turquie, il s'était réfugié à Neudamm, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Bien que de nombreux citoyens turcs installés à Berlin, diplomates, étudiants, hommes d'affaires, aient vu leur habitation endommagée ou détruite, et bien que l'ambassade elle-même ait été en partie incendiée, il constatait que « la vie à Berlin reprend rapidement son cours normal […]. Les bombardements continuent. Le moral de la population était [?mauvais] mais est remonté rapidement grâce à l'arrivée d'unités venues des villes proches et organisées en groupe de défense passive et de travail, avec comme mission de combattre l'atmosphère d'apathie et d'affliction[437] ».

Des détails précis, comme l'organisation des secours, parvenaient aux Britanniques par d'autres biais, notamment grâce aux interceptions des réseaux radio des services de police et de sécurité civile. Ces interceptions avaient un intérêt considérable, car elles étaient prises sur le vif et permettaient de juger, non seulement des effets des attaques aériennes, mais aussi de la réaction des services de sécurité civile et de la qualité de l'organisation des secours. D'autre part, elles furent une source importante de « preuves a contrario ». Il est en effet probable que les indices de manifestations de mécontentement sérieux, voire de mouvements de révolte, s'ils existaient, seraient obligatoirement apparus dans les messages de l'Ordnungspolizei. Il n'en fut rien. Le 9 octobre 1943, Hanovre avait subi une attaque féroce à laquelle participèrent plus de cinq cents bombardiers britanniques. Le Bomber Command avait espéré rééditer la tempête

de feu de Hambourg. A 4 h 40, le matin du 10, les interceptions des messages de la police révélèrent l'ampleur de l'attaque, au cours de laquelle trois mille civils furent tués : « Pour Reichsleiter Bormann, pour Reichminister Dr Goebbels. Ici à Hanovre une catastrophe majeure [*Grosskatastrophe*] est en cours. Trois à quatre kilomètres carrés sont en feu. Dans beaucoup d'endroits les tempêtes de feu ont rendu impossible l'accès aux habitants piégés dans les abris. Une estimation prudente du nombre de sans-abri est de 150 000 à 200 000 personnes[438]. » L'auteur du message était le jeune Gauleiter du Gau, Hartmann Lauterbacher. A 8 h 30, un message destiné cette fois au Reichsführer SS Himmler confirmait l'ampleur de la tragédie. « Au sujet de l'attaque aérienne sur Hanovre. Les dommages et les pertes ne peuvent encore être évalués avec précision. » A 13 h 50, le chef de l'Ordnungspolizei fut cependant en mesure d'adresser un premier bilan à Himmler : « Incendies gigantesques. Grande dévastation dans le centre et le nord de la ville. La gare principale et la poste ont été détruites […] de nombreuses usines d'armement sont touchées. La furie des incendies et le manque d'eau dû à la destruction du principal réseau de distribution d'eau ont rendu très difficile le travail des unités de pompiers[439]. » Puis, très vite, l'organisation allemande se mit en place, sous la direction énergique de Lauterbacher. Celui-ci informa Bormann et Goebbels dès le lendemain que la situation était en voie d'amélioration rapide. Cent mille personnes avaient pu être évacuées vers des centres d'accueil à l'extérieur de la ville, à bord de cinq cents autobus prévus à cet effet. Des renforts de moyens de transport arrivaient de toutes parts pour convoyer cent cinquante mille personnes supplémentaires qui se retrouvaient à la rue. La distribution de nourriture se déroulait dans de bonnes conditions, et environ vingt mille membres des services d'intervention et volontaires étaient en train de dégager les rues.

L'efficacité de l'organisation allemande fut de plus en plus manifeste. Lors des raids sur Berlin de novembre et décembre 1943, les interceptions montrèrent que des unités de pompiers en provenance de villes aussi éloignées que Hambourg, Dresde ou Rostock, comprenant plusieurs dizaines de véhicules, étaient venues très rapidement renforcer les services de pompiers de la capitale. Fin mars 1944, lors d'une série de raids sur Francfort, les intercepteurs furent en mesure de déchiffrer un nombre très élevé de messages radio échangés par les services de la sécurité civile allemande. Celle-ci faisait de plus en plus systématiquement appel aux moyens radio, car les lignes téléphoniques étaient fréquemment détruites lors des raids, mais elle persistait, pour des raisons qu'il est difficile d'expliquer, même en situation d'urgence absolue, à adresser les messages sous forme chiffrée. L'augmentation des messages interceptés facilitait en soi le travail des déchiffreurs, d'autant que leur contenu pouvait être assez

facilement deviné, s'agissant d'appels ou de mesures d'urgence lors de bombardements. Le centre-ville de Francfort fut totalement rasé, tout comme une bonne partie de la banlieue. Certaines interceptions avaient un ton particulièrement dramatique, en provenance d'une ville qui avait déjà beaucoup souffert, comme les appels à l'aide du Gauleiter. Celui-ci, s'adressant à des collègues de villes proches, évoquait une situation extraordinairement critique et ajoutait que, de ce fait, « la procédure habituelle concernant les formalités d'évacuation ne peut être mise en place. Je vous demande d'accueillir, même s'ils ne sont pas en possession des papiers de sortie nécessaires, les individus qui sont en train de s'écouler hors de Francfort vers votre Gau[440] ». Le rapport d'analyse des interceptions de la police conclut à ce propos à « l'exceptionnel niveau de bouleversements [*dislocation*] causés par ces raids ».

Francfort, comme tant d'autres villes allemandes, sut réagir avec une promptitude et une efficacité que les analystes purent suivre presque en « direct ». Si une bonne partie des messages concernaient les appels aux unités de pompiers ainsi que la mise à disposition de baraquements destinés à accueillir les réfugiés, ils montraient que l'approvisionnement en nourriture fut particulièrement abondant, et que très rapidement des trains arrivèrent de plusieurs villes, transportant des repas chauds et des couvertures. Le 25 mars à 21 h 10, les autorités de la ville voisine de Darmstadt annoncèrent ainsi l'envoi à Francfort de 1 500 pains dont l'arrivée était prévue à 10 heures le lendemain. Le 26, le chef de la police de Francfort réclamait à Berlin l'envoi de 3 000 chemises et pantalons, 1 000 vareuses et 1 500 paires de chaussures. A 15 h 15, le 29 mars, un message indiquait que 70 % des hommes de la Schutzpolizei ne disposaient ni de rasoirs ni de lames de rasoir, qu'ils avaient également besoin de cire à chaussure et de brosses, de cuvettes pour se laver, de dentifrice et de brosses à dent, et Francfort réclamait la livraison de ces *impedimenta*[441]. Que les autorités de la ville sinistrée se préoccupent aussi rapidement de la netteté du rasage des policiers et de l'état de présentation de leurs bottes en disait long sur la discipline et l'organisation en place, même au moment des attaques les plus sévères. Le Bomber Command pouvait-il réellement espérer triompher seul d'un peuple et d'autorités locales capables de réagir de manière si disciplinée et organisée ? Cette solidarité efficace entre des villes dont quasiment aucune n'avait été épargnée par les bombes aurait dû frapper les patrons du bombardement stratégique et les amener à réfléchir sur la validité de leur concept. Les synthèses des analystes sur le moral de la population allemande concluaient régulièrement au déclin de celui-ci mais ne parvenaient aucunement à quantifier ce déclin, ni à estimer sérieusement s'il était irrémédiable et, surtout, s'il aurait pour conséquence – ce que le Bomber Command prétendait inévitable et ce que le

Premier ministre espérait secrètement – l'effondrement total du Reich, évitant ainsi une guerre terrestre longue et coûteuse. En mai 1944, en dépit des destructions, il y avait encore à Berlin une vingtaine de théâtres et plus d'une centaine de cinémas pour distraire la population. Le professeur Zuckerman, un des plus proches conseillers de Churchill, fut même stupéfait de constater au moment de la reddition allemande que les animaux des zoos de Berlin étaient encore nourris et entretenus.

Il y eut cependant un moment important, sans doute le véritable tournant de la campagne aérienne, où les analystes purent enfin effectivement constater dans les déchiffrements des indices sérieux que le moral de la population commençait à faiblir. Ce fut lorsque, vers le milieu de 1944, les civils allemands assistèrent à un spectacle nouveau, celui de considérables formations de bombardiers sillonnant le ciel allemand en plein jour apparemment sans rencontrer de résistance sérieuse. Ainsi, le matin du 6 mars, les radars avancés annoncèrent l'arrivée sur l'Allemagne de grandes formations de B17 et B24 américains. Les 730 bombardiers protégés par une escorte de P51 Mustang à long rayon d'action, dont c'était la première intervention pour un aussi long parcours, furent tout de même harcelés tout au long de leur route en direction de Berlin. Depuis sa résidence située à Lanke, dans la banlieue de la capitale, Goebbels put observer lui-même cette attaque à la jumelle. Environ 70 aéronefs furent d'ailleurs abattus, une centaine gravement endommagés, tandis que les destructions furent peu importantes. Mais, malgré ces pertes infligées à l'assaillant, l'impact sur les populations fut considérable, combiné avec la situation militaire de plus en plus difficile que connaissaient les armées du Reich. Il s'agissait en effet du premier grand raid de jour sur la capitale. Le diplomate thaïlandais, toujours perspicace, notait ceci, dans un télégramme intercepté du 8 mars : « L'attaque aérienne dans la journée du 6 mars par les forces américaines a quelque peu impressionné le peuple allemand. Ce fut leur première expérience de la faiblesse des défenses. Les gens pouvaient observer les avions en formation parfaite parcourir le ciel de la capitale sans être gênés par les chasseurs allemands, donnant l'impression que la défense était écrasée[442]. » L'impression fut confirmée le 31 mai par la même source : « Les Allemands eux-mêmes ne peuvent s'empêcher d'être stupéfaits par la vitesse avec laquelle les forces aériennes alliées peuvent atteindre la capitale, seulement quelques minutes après avoir franchi la frontière[443]. »

Cette quasi-impunité dans les airs était d'abord due à la montée en puissance des forces aériennes américaines accompagnées par la chasse à long rayon d'action. Le 9 septembre, le ministre du Portugal écrivit que, en raison des sacrifices dus à la mobilisation générale, « la lassitude est si grande que la plupart des gens voient venir la défaite avec satisfaction, aussi défavorable soit-

elle[444] ». Le même phénomène se reproduisit dans le Pacifique, à partir de mars 1945, lorsque la chute d'Iwo Jima permit aux Américains d'y installer une base pour les chasseurs, qui furent dès lors en mesure d'escorter les bombardiers en provenance des îles Mariannes. Jusque-là, en effet, les B29 bombardaient à très haute altitude, et les dégâts provoqués, s'ils étaient considérables, n'avaient rien de comparable à ce qui se passait en Allemagne. La tempête de feu de Tokyo, dans la nuit du 9 au 10 mars, qui provoqua la mort de 85 000 civils, mais tout autant le spectacle de ces immenses flottes de bombardiers sillonnant le ciel du Japon sans opposition (à tel point que, sur ordre du général Curtis LeMay, ils effectuèrent leurs missions sans armement défensif afin d'augmenter la capacité d'emport) et en volant à basse altitude, achevèrent l'illusion japonaise de l'invulnérabilité de l'archipel.

Le 20 juillet 1944, jour même de l'échec du complot contre Hitler, le Joint Intelligence Committee constatait néanmoins que, plus de deux ans après son lancement, la campagne de bombardement de zone était un échec : « La majorité des gens […] subissent les bombardements alliés avec une bonne part de résignation […]. La Gestapo est puissante et l'ordre sera maintenu. » Le 26 août, le JIC formula un jugement similaire[445]. Il était très improbable que les bombardements alliés puissent provoquer une révolte ou des mouvements au sein de la population allemande. Une interception d'un message de Sato, le représentant du ministère de l'Intérieur du Japon à Berlin, du 3 octobre, confirmait largement ce point de vue : « Bien qu'encerclé de tous côtés par l'ennemi, l'absence d'indices d'un effondrement interne est due aux causes suivantes : 1. La grande force morale et physique de la nation allemande. 2. L'omniprésence de la police et la sévérité des punitions 3. Le sentiment d'appréhension quant aux conditions de la paix qui seront très dures. 4. Un système de rationnement très strict qui fait que l'ensemble de la population reçoit un traitement égalitaire et qu'il n'y a pas d'injustice évidente qui pourrait être à l'origine de troubles. 5. Bien que 20 millions de personnes aient perdu leur habitation, la répartition des logements disponibles est bien organisée et tout le monde dispose d'une forme de logement[446]. »

Les défenseurs de la campagne de bombardements purent arguer que ces démonstrations de force, qui prouvaient que les Alliés contrôlaient le ciel du Reich, étaient le résultat de l'accumulation des raids et de la destruction du potentiel de guerre allemand. Les Américains, désormais très confiants dans la supériorité de leurs chasseurs, avaient d'ailleurs pris en février 1944 la décision de ne plus choisir leurs itinéraires de façon à contourner les défenses allemandes, mais au contraire de systématiquement provoquer au combat la chasse du Reich,

dans le but de la réduire au maximum. Les déchiffrements des messages *Enigma* de la Luftwaffe se révélèrent particulièrement utiles dans cette perspective, car ils donnaient une idée précise de l'ordre de bataille de l'armée de l'air, du dispositif de défense, de l'état des avions et, surtout, du nombre de pilotes de chasse disponibles et de leur expérience au combat. L'usure progressive de la chasse allemande, ainsi que les difficultés considérables de recrutement et de formation, contribuèrent à réduire drastiquement l'efficacité des défenses allemandes.

L'objectif premier du Bomber Command n'avait cependant pas été de mener une guerre d'usure contre la chasse allemande, car Harris et ses adjoints poursuivaient leur obsession : la destruction du moral de la population du Reich par l'anéantissement des zones urbaines. Or, il semble bien que l'effet considéré comme secondaire – la destruction de la Luftwaffe – eut un impact plus décisif sur le moral. L'efficacité de la campagne de bombardement se fit réellement sentir une fois que l'Allemagne fut en train de s'effondrer, c'est-à-dire une fois que les troupes alliées eurent débarqué et que la reconquête de l'Europe fut engagée. Ainsi, contrairement aux calculs du Bomber Command et aux espoirs de Churchill, la campagne aérienne ne s'était nullement substituée à l'ouverture du second front, et l'on peut poser l'hypothèse que cet « effet secondaire » aurait pu être atteint sans passer par la destruction des villes, par une campagne incessante contre l'industrie et en particulier certaines industries spécialisées sans lesquelles la Luftwaffe ne pouvait fonctionner. Tant qu'il se sentait défendu, le peuple allemand avait accepté d'endurer beaucoup.

Le 22 avril 1944, Portal reçut copie d'une interception d'un nouveau télégramme de Sato. Cette interception avait été vue par Churchill qui semblait en avoir été troublé puisqu'il demanda aussitôt des éclaircissements au patron des forces aériennes. Il s'agissait d'une liste des principales villes allemandes – trente-trois au total – accompagnées du pourcentage de leurs zones bâties considérées comme détruites. Churchill reçut du ministère de l'Air un commentaire qui ne contribua guère à clarifier les choses. Dans certains cas en effet, le pourcentage indiqué par Sato était très différent de celui auquel était parvenu le renseignement britannique. Si, pour Hambourg et Francfort, les chiffres donnés ne différaient pas considérablement des estimations fournies par le Bomber Command – on arrivait aux totaux effrayants de 70 % et de 85 % –, en revanche, pour Berlin, la divergence était énorme. Les Britanniques avaient calculé que la ville était détruite en moyenne à 15 % tandis que Sato l'estimait à 45 %. Ce pourcentage était confirmé dans un télégramme d'Oshima du 28 avril, déchiffré le 2 mai. En ce qui concernait Stuttgart, la différence était encore plus considérable : la ville était détruite à 10 % pour les Britanniques, mais à 50 %

pour Sato. Pour l'ensemble du pays, le nombre total de personnes sans abri était estimé à 8 120 000. Pour l'adjoint de Portal, tout ceci confirmait que les renseignements obtenus jusque-là, et en particulier les photographies aériennes, sous-estimaient sensiblement les dégâts causés. Le chiffre de 8 120 000 sans-abri était même de 60 à 70 % supérieur à celui auquel les Britanniques parvenaient au moyen d'une analyse statistique fondée sur les photographies aériennes[447].

Le Bomber Command, qui prétendait procéder de manière scientifique et qui méprisait les témoignages subjectifs, avait donc nettement *sous-estimé* les destructions. Cette constatation venait à point nommé renforcer un argument constant de Harris : pour lui, les photographies aériennes qu'il montrait avec satisfaction à Churchill et à d'autres étaient loin de refléter toute la réalité, et l'impact des bombes était bien supérieur à ce qui était visible. Il n'est pas du tout certain qu'une telle argumentation ait convaincu le Premier ministre qui constatait que le Bomber Command semblait toujours incapable de donner une vue exacte de la situation. Si les chiffres donnés par Sato étaient fiables, il y avait de quoi s'interroger très sérieusement sur l'efficacité de la campagne car, comme l'avait fait remarquer le Premier ministre dès 1941, cela prouvait que la destruction des villes allemandes n'avait aucunement pour conséquence automatique l'effondrement du pays. Seul Churchill avait sans doute les moyens de réorienter la campagne vers les objectifs industriels ou spécifiques, mais il avait une totale confiance en Portal et ne s'adressait jamais directement à Harris. Le Premier ministre avait en fait progressivement perdu toute influence sur la stratégie du Bomber Command, et il était d'autre part difficile d'infléchir un processus très lourd pour réorienter les ressources qui lui étaient consacrées vers d'autres secteurs de l'effort de guerre. Il aurait fallu de nouveau bouleverser une partie de l'industrie britannique et former les hommes différemment. Un tel aveu d'échec aurait été difficilement accepté par l'opinion publique, pour laquelle les bombardiers étaient de merveilleuses machines et leurs équipages héroïques les dignes héritiers des « *fighter boys* » de 1940. « Bomber » Harris eut ainsi jusqu'à la fin de la guerre une liberté presque totale d'action.

Cette indépendance du Bomber Command fut illustrée lors d'un épisode décisif de l'été 1944. Après l'échec de l'offensive sur Berlin, la pression s'accentua sur Harris pour qu'il modifie complètement sa stratégie. Des raids contre l'infrastructure de production et de stockage de produits pétroliers avaient débuté en mai 1944 avec des effets immédiats. Plusieurs interceptions prouvèrent l'inquiétude de Speer en particulier et des Allemands dans leur ensemble. Il était devenu de plus en plus évident qu'une campagne agressive visant les industries de carburant synthétique aurait des conséquences catastrophiques pour l'armée allemande. Le 9 août 1944, le conseiller

commercial japonais à Berlin avait insisté sur l'importance de la question du carburant, qui était selon lui le plus gros problème auquel l'armée allemande était confrontée. Une lecture en négatif d'un message du ministère des Affaires étrangères, le 31 août, fournit un indice important de ces problèmes. Le fait même que la Wilhelmstrasse donne des instructions de conversation aux attachés militaires à l'étranger montrait que la question devenait préoccupante : « Les résultats [des raids contre les usines de carburant] sont loin d'être aussi importants que semble vouloir le prétendre la propagande anglo-américaine. Le point principal en faveur de l'Allemagne est que ces raids ont commencé quatre ans et demi après le début de la guerre, c'est-à-dire avec un an de retard sur ce qui a été anticipé par l'Allemagne. […] Par conséquent, avant même l'offensive alliée contre les centres de production de pétrole, l'Allemagne était parvenue à stocker des quantités bien plus importantes qu'à la veille de la guerre[448]. » Quinze jours plus tard, le point de vue de l'attaché naval du Japon montrait ce qu'il fallait penser de ces « instructions de conversation » : « La pénurie de pétrole et les difficultés de transport causées par le bombardement stratégique allié handicapent sévèrement non seulement l'aviation allemande mais toutes les opérations de l'armée allemande[449]. »

Une directive du 24 septembre de l'état-major de l'armée de l'air britannique ordonna en conséquence à Harris de viser en priorité les industries de production et les stocks de carburant, avec un accent particulier sur le pétrole. Le Bomber Command se moqua littéralement de cette instruction, et, loin de ralentir sa campagne de bombardements de zone, l'étendit plus encore de façon spectaculaire. L'offensive contre le pétrole allemand fut effectuée quasi exclusivement par les Américains, avec des résultats qui ne furent pas décisifs. Harris manœuvra très habilement et parvint à bloquer tout changement de stratégie, avec d'autant plus de facilité qu'il faisait peur. Portal ne se rendait jamais au quartier général à High Wycombe, et la seule façon de reprendre le contrôle sur le Bomber Command aurait été de renvoyer son chef, ce qui était impossible politiquement, et ce qui aurait été très difficilement accepté par l'opinion publique britannique, tellement il semblait proche de ses équipages.

Au cours de son discours du 1er janvier 1945, Goebbels fit une seule référence à la campagne de bombardements. Il parla des avions terroristes, complètement « ivres », pilotés par des équipages de « nègres », totalement inconscients de la nature des objectifs qui leur étaient assignés, mais il n'évoqua pas le sort des populations qui en étaient les victimes. Pour l'adjoint de Portal en charge du renseignement, l'objectif était désormais de raffermir la croyance des nazis convaincus que les conditions imposées à l'Allemagne par les Alliés seraient beaucoup plus intolérables que celles dues aux attaques aériennes[450]. On

songe ici à ce trait d'humour noir qui parcourut alors le Reich, et qui avait très probablement été disséminé par les services de la propagande de Goebbels. « Profitons bien de la guerre, la paix sera bien plus terrible. » Le contingent d'observateurs étrangers qui résidaient encore en Allemagne était désormais très réduit, et les interceptions furent en conséquence de plus en plus espacées. Restaient, en dehors de l'ambassade du Japon au complet, les représentants du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande. Le 30 janvier, le diplomate irlandais indiquait que la situation à Berlin était calme et qu'il n'y avait aucun signe extérieur de désorganisation majeure. Début février, deux très importants raids américains furent effectués sur la capitale du Reich, et les autorités allemandes firent savoir à Oshima que 25 000 Berlinois avaient trouvé la mort. En dépit de ce bilan très lourd, le diplomate japonais faisait toujours preuve d'un solide optimisme dans ses messages adressés à Tokyo. « Etant donné l'efficacité allemande lorsqu'il s'agit de réparer les dégâts on peut estimer que les effets négatifs des raids sur le transport de matériels de guerre vers le front n'est que temporaire[451]. » Puis Oshima répéta, presque mécaniquement, qu'il n'y avait eu aucun indice d'un affaiblissement de l'emprise des autorités sur le peuple, et il osa ajouter que de grands espoirs étaient placés « dans les développements futurs de la guerre[452] ». Le diplomate portugais, qui avait pu retourner à Berlin, constata le 7 février que la vie dans la cité était complètement désorganisée et que les rumeurs d'un soulèvement étaient nombreuses. Mais Oshima ne se laissait en rien démonter. Même la destruction de Dresde ne fut pas traitée de façon sensiblement différente par la propagande du Reich, et, le 21 février 1945, l'ambassadeur du Japon indiquait qu'il était « généralement admis que les dommages infligés aux voies de communications ne doivent pas être sous-estimés, mais le récent bombardement de Dresde est considéré purement et simplement comme un acte terroriste, et on ne considère pas que le bombardement de la Saxe était plus qu'un simple obstacle dans la conduite de la guerre, et ses effets directs sur la nouvelle offensive ont été insignifiants[453] [...] ».

L'affaire paraît aujourd'hui entendue. La campagne de bombardement fut non seulement un crime, mais une faute. Les centaines de milliers de morts civils, la tempête de feu de Hambourg, la destruction, quatre mois seulement avant la fin de la guerre, du centre historique de Dresde ont pris place aux côtés d'Hiroshima et de Nagasaki, et il est devenu aventureux d'émettre des opinions dissidentes, qui passeront peut-être bientôt pour une nouvelle forme de « révisionnisme ». Il existe cependant une certaine confusion dans les argumentations des auteurs qui ont fait, depuis une trentaine d'années, le procès

de « Bomber » Harris et qui ont eu tendance à mélanger la question morale et celle de l'efficacité, deux choses bien différentes.

Les aviateurs britanniques et américains étaient fiers de leur compétence et du combat révolutionnaire qu'ils pensaient mener. Quant à leur courage, la mort, lors du bombardement stratégique de l'Allemagne, de 55 000 aviateurs issus du Commonwealth et de 30 000 jeunes Américains est là pour l'attester. Mais la campagne eut également un prix très élevé. La formation des équipages coûtait cher. Une partie très significative de l'industrie fut consacrée à la conception et à la construction des bombardiers – dont près de 10 000 furent abattus – destinés au Bomber Command, au détriment d'autres armes. Le plus choquant est finalement que de tels efforts aient été mis au service d'une stratégie qui n'avait jamais été testée et dont la mise en œuvre fut accompagnée d'une certaine désinvolture à l'égard d'un aspect pourtant reconnu comme essentiel dans un conflit moderne, le renseignement. Pourtant les renseignements existaient, mais ils donnaient une image parfois confuse et contradictoire de ce qui se passait en Allemagne, et il est très probable que Harris, s'il les avait reçus régulièrement, n'aurait guère eu de difficultés à les réfuter. Quelque part dans la hiérarchie britannique, une vraie « faute » professionnelle fut néanmoins commise de façon répétée. Personne ne voulut se saisir des informations obtenues grâce aux interceptions pour contester de façon rationnelle les certitudes du patron du Bomber Command et de ses adjoints. Comme souvent, l'origine même des renseignements constituait un handicap : face à Harris et ses spectaculaires photos aériennes, la partie était extrêmement ardue, et pour qu'une argumentation contradictoire fût réellement convaincante, il fallait accepter de prendre le risque de révéler qu'ils avaient été obtenus grâce au programme d'interceptions, et par conséquent celui d'augmenter de manière significative le nombre d'individus dans le secret.

Par un raisonnement curieusement paradoxal, le philosophe britannique Grayling, dans un ouvrage récent consacré aux aspects moraux du bombardement stratégique, dans lequel il conclut que la campagne aérienne fut un crime de guerre, a néanmoins écrit que la faiblesse du renseignement constituait une sorte d'argument à décharge pour les avocats du bombardement de zone. Ceux-ci pouvaient arguer que, au moment même où la campagne se déroulait, il était de toute manière impossible de savoir quel serait son impact réel sur l'industrie ou le moral allemands, car les effets ne se feraient sentir qu'après un effort continu et soutenu[454]. Un tel point de vue était assez peu éloigné de ce que pensait Churchill. Les généraux de 1914-1918 avaient eu des certitudes, et, de ce point de vue, Harris en était en fait l'héritier. Le Premier ministre était en revanche un esprit très pragmatique ; pour gagner, il ne fallait

cesser d'expérimenter [plus crûment, Churchill employait le verbe *to bugger on*], avec la certitude fondamentale que l'Allemagne succomberait un jour.

Ce fut une illusion de croire que le régime serait balayé par le soulèvement d'une population exaspérée par les bombes, mais il serait absurde de croire que le moral des populations ne fut pas atteint. D'ailleurs, dans un télégramme au ton dramatique, l'ambassadeur du Japon à Moscou, Sato Naotake, contredisant son collègue de Berlin, alerta son gouvernement sur le sort qui attendait l'archipel nippon : « J'imagine que les cinq plus grandes villes du Japon ont été maintenant en grande partie réduites en cendres, et que peu à peu d'autres villes subiront le même sort […]. Le Japon n'est plus capable aujourd'hui d'empêcher les attaques répétées des bombardiers lourds américains, ce qui suggère à mon esprit que la position dans laquelle il se trouve ressemble fortement à celle à laquelle fut confrontée l'Allemagne il y a peu de temps[455]. » La conclusion de cet observateur intelligent et perspicace du conflit mérite d'être citée : « Le ministre Matsushima et d'autres compatriotes rentrant d'Allemagne étaient tous d'accord pour dire qu'en dernière analyse l'effondrement de l'Allemagne fut due aux bombardements alliés, et mes collègues et moi-même sommes d'accord avec ce point de vue. » Une des raisons de l'échec du bombardement de zone fut l'absence de critères solides par lesquels on pût juger qu'un objectif intermédiaire avait été atteint. L'objectif final, l'effondrement de l'Allemagne sous le seul effet des bombardements, ne fut certainement pas obtenu. Le prix payé, à la fois par les civils allemands et par les aviateurs alliés, fut bien trop élevé. Il aurait été bien plus utile de se concentrer sur un objectif précis, par exemple les usines de pétrole synthétique, qui aurait totalement paralysé la Wehrmacht. Reste une question, qui relève du *counter factual*. Que se serait-il passé si la campagne n'avait pas eu lieu ? L'argument le plus fort, nous semble-t-il, en faveur de la campagne de bombardements est en fait pure spéculation : compte tenu de la réaction allemande face à l'offensive aérienne, du stoïcisme de la population, de l'efficacité des mesures de défense passive et de protection civile, de la résilience de l'industrie, et notamment de l'industrie d'armement, enfin de la force de la propagande, on peut facilement imaginer que la conquête de l'Allemagne, *si le bombardement stratégique n'avait pas eu lieu*, aurait été une entreprise extrêmement ardue, voire impossible.

7
Rumeurs de paix

La Seconde Guerre mondiale fut la « guerre juste », pour reprendre le titre d'un ouvrage à succès, contrairement à l'absurde conflit de 1914-1918. La victoire finale des forces militaires alliées mit fin à l'expansionnisme mené au nom de deux idéologies totalitaires, celle des nazis et celle des samouraïs. Il était hors de question de négocier quoi que ce fût avec les responsables des pires atrocités, ni avec ceux de leurs compatriotes qui les avaient acceptées. La diplomatie avait laissé la place aux armes ; elle était, depuis les accords de Munich, totalement discréditée, et n'avait plus qu'à attendre la fin de la guerre pour renaître. La guerre « juste » eut même une forme absolue : la capitulation sans conditions, imposée par Roosevelt à la conférence de Casablanca en janvier 1943. Personne ne peut réellement imaginer que les dirigeants alliés aient envisagé de discuter autour d'une table de conditions de paix avec un des plus grands criminels que l'Europe eût connus.

Cette vision de la Seconde Guerre mondiale est réductrice. Durant toute la durée de la guerre, la diplomatie officielle ou parallèle continua à fonctionner. De manière évidente entre alliés. Mais, comme le lecteur le sait, le Japon, pilier de l'Axe, conserva des relations diplomatiques de haut niveau avec l'URSS jusqu'à la fin de la guerre. Les capitales des pays neutres comme Stockholm, Ankara ou Lisbonne furent des lieux d'échange d'informations, éventuellement de prises de contact qui étaient parfois reflétées dans les interceptions réalisées par les Anglo-Saxons. La guerre n'était pas un phénomène entièrement distinct de la politique : elle était bien son prolongement. Certes, Churchill manifesta à plusieurs reprises et sans ambiguïté son refus de tout compromis avec le nazisme, mais pour certains Allemands, par exemple Ribbentrop, le Premier ministre britannique, personnage par ailleurs considéré comme totalement imprévisible, notamment en raison de son penchant pour le whisky, pouvait très bien être renversé et remplacé par une personnalité plus ouverte au compromis.

Quant au président américain qui, aux yeux des Allemands, incarnait littéralement l'engagement des Etats-Unis dans le conflit, il pouvait disparaître à tout moment, emporté par la maladie. De 1941 à 1945, Churchill et Roosevelt, non sans de solides raisons il est vrai, vécurent quant à eux dans la hantise constante d'un effondrement soviétique, mais ils craignaient plus encore la perspective d'une paix séparée. Cette crainte engendra une méfiance considérable entre les Alliés, dont les conséquences auraient pu modifier totalement la situation.

C'est sans doute le dernier domaine relativement inexploré de la Seconde Guerre mondiale, surtout en raison des restrictions entourant les archives soviétiques. Rappelons cependant ici cette affaire curieuse du message officieux adressé par Himmler, « au seuil de la tombe », à de Gaulle et sur lequel personne ne s'est jusqu'à présent penché, à tel point que nous devons encore nous contenter du récit du Général dans ses *Mémoires*, et de sa conclusion pour le moins surprenante : « Mise à part la flatterie dont s'orne à mon endroit ce message du bord de la tombe, il y a sans doute du vrai dans l'aperçu qu'il dessine[456] » ; son biographe Eric Roussel, non sans un sens certain de la litote, qualifiant le commentaire d'« un peu étonnant ». Le fait même que le Général n'ait pas hésité à raconter ce curieux incident est malgré tout symptomatique. Il montre que, dans l'esprit des principaux dirigeants de la Deuxième Guerre mondiale, la dimension politique du conflit ne fut jamais absente. A mesure que le Reich reculait, l'après-guerre commençait à se dessiner dans leur esprit. Dans la perspective des relations avec l'URSS, la façon dont l'Allemagne serait traitée était de la plus haute importance.

Les relations entre les principaux pays opposés au nazisme, mais aussi, de façon générale, le déroulement même de la guerre ne peuvent être compris sans tenir compte d'une possibilité constante : l'éventualité que l'un des partenaires s'engage dans des négociations de paix séparée. Du côté britannique, le souvenir de la paix de Brest-Litovsk était omniprésent. La signature du pacte germano-soviétique, l'avis largement partagé qu'il n'y avait pas de différences idéologiques fondamentales entre les deux nations totalitaires, ou en tout cas que ces différences n'étaient pas vraiment des obstacles aux discussions entre Hitler et Staline, furent confirmés par les interceptions des messages diplomatiques japonais. Du côté soviétique, la méfiance était peut-être encore plus vive et avait été alimentée par l'évasion de Rudolf Hess. Le silence maintenu par les autorités britanniques sur cette affaire eut des conséquences durables, et Staline pensa, jusqu'à la fin du conflit, que l'ex-dauphin du Führer était gardé en réserve en vue de la formation d'un gouvernement qui serait mis en place dès la reddition allemande. Les interceptions complétèrent le tableau, les alliés de l'Allemagne,

le Japon autant que l'Italie, cherchant à la convaincre de tenter la paix avec les Soviétiques. A cela, il faut ajouter un élément essentiel : la façon dont Staline agitait la menace de paix séparée dès qu'il avait le sentiment que les Anglo-Saxons ne jouaient pas vraiment le jeu et laissaient son pays supporter tout le poids de la guerre.

Fin décembre 1941, l'avancée allemande en URSS avait été provisoirement endiguée. Il n'était désormais plus question d'une victoire éclair, pourtant considérée comme la seule manière de vaincre l'Empire soviétique. Les Soviétiques avaient eux aussi énormément souffert. Dès août 1941, l'idée d'une paix de compromis avec l'URSS avait été brièvement évoquée par le Führer au cours d'une conversation dans son quartier général, comme le nota avec stupéfaction Goebbels dans son Journal. Avec le renouveau de l'offensive allemande à l'automne, l'idée fut écartée, provisoirement toutefois. La dimension purement idéologique de la poussée allemande vers l'est fut rapidement dépassée par un certain pragmatisme, d'autant que les gains territoriaux constituaient une carte essentielle dans toute négociation. Aux yeux des analystes anglo-saxons, le grand combat qui se déroulait à l'Est n'était que l'opposition de deux dictatures. Le pacte germano-soviétique avait prouvé que Staline et Hitler, tous deux dirigeants réalistes et opportunistes, pouvaient s'entendre si nécessaire. *Barbarossa* avait été accueillie avec enthousiasme par Churchill et ses conseillers : aussi le Premier ministre fut-il à l'affût de tout indice qui pouvait constituer les prémisses d'un rapprochement.

Les Allemands, comme les Soviétiques, avaient à leur disposition un intermédiaire tout trouvé : le Japon. Après avoir écarté toute possibilité d'attaquer les Soviétiques en Sibérie et constaté que ces derniers étaient très désireux de maintenir des relations cordiales, et ayant rapidement réalisé que l'URSS ne serait pas vaincue, la diplomatie japonaise s'activa afin de trouver une solution de rapprochement entre les deux pays. La recherche de cet objectif n'était absolument pas désintéressée : il s'agissait de permettre à l'Allemagne de se concentrer sur la lutte contre les Anglo-Saxons. Pour cette raison, les efforts japonais furent suivis avec une grande attention et une certaine inquiétude par les analystes alliés, grâce aux *Magics*.

L'ambassadeur Sato à Moscou, et l'ambassadeur Oshima à Berlin, furent les personnages clés de ces tentatives de rapprochement. Dès mars 1942, les rumeurs expliquaient que le changement d'ambassadeur en URSS était lié au désir des Japonais d'amener la paix entre l'Allemagne et la Russie. Le 2 avril, elles furent confirmées par une interception d'un message de Togo Shigenori à Sato. Le fonctionnaire du Foreign Office avait intitulé le texte déchiffré comme

suit : *Investigations japonaises quant aux chances de paix dans le conflit russo-allemand.*

« Je vous prie de profiter du moment opportun lors de la prochaine rencontre avec Staline ou Molotov pour les interroger de manière informelle et de me télégraphier ce que vous pouvez trouver concernant les relations entre l'Allemagne et l'Union soviétique, au moment où l'offensive du printemps est sur le point d'être déclenchée – s'il n'y a rien d'autre à faire que de continuer sur la lancée actuelle ou s'il existe la possibilité d'un plan de compromis sous certaines conditions, et quel est le degré de détermination sur ce sujet de la part des autorités faisant partie du conseil intérieur du gouvernement soviétique. Si votre déduction est qu'il n'y a pas d'autre alternative que la poursuite de l'offensive de printemps, je serais alors heureux que vous m'indiquiez quelles sont les chances de paix, disons, à l'automne prochain, et comment va probablement se dérouler le conflit entre l'URSS et l'Allemagne. Il va sans dire que cette interrogation ne tient aucunement compte des intentions allemandes et vous devez être attentif à ne pas donner l'impression que l'attitude de l'Axe est affaiblie[457] ». Les *Magics* furent ici extrêmement précieux, car ils permirent aux Alliés de suivre les incitations japonaises à un rapprochement entre Hitler et Staline. Dans les milieux diplomatiques, très nombreux étaient ceux qui tentaient d'en savoir plus sur ces activités et qui concluaient, comme par exemple le ministre de Vichy à Lisbonne, que la paix était de l'ordre du possible. « Une entente russo-japonaise pour le partage de l'Asie pourrait […] précéder la suspension des hostilités germano-soviétiques[458]. »

En fait les choses furent compliquées, car, pour des raisons diamétralement opposées, ni Sato ni Oshima ne suivirent fidèlement les instructions du Gaimusho. Tous deux firent preuve d'une indépendance d'opinion qui confina parfois à l'indiscipline, et ceci apparaissait régulièrement dans les messages interceptés.

Sato était un diplomate de carrière classique, partisan d'un rapprochement de son pays avec l'URSS. Il fut très vite convaincu de l'impossibilité d'une défaite russe, comme la plupart des observateurs japonais d'ailleurs, mais en tira la conclusion qu'il serait contre-productif de tenter une médiation entre l'URSS et le Reich. Ses télégrammes ne cessèrent de souligner que la Russie résistait et était très solidement organisée pour cela. Le 17 octobre 1942, les services de renseignements alliés interceptaient un télégramme pour Tokyo en provenance de Kuibyshev. Il était intéressant à deux titres. Au cours d'une conversation avec un diplomate suédois, l'ambassadeur du Japon avait déclaré que les affirmations qui paraissaient régulièrement dans la presse neutre, selon lesquelles le Japon envisageait d'attaquer l'URSS dans des délais très proches, étaient inexactes, et

précisa : « Je sais bien que c'est ce que désire l'Allemagne, mais le Japon ne prend pas ses ordres à Berlin […]. » En ce qui concernait la stabilisation des positions sur le front de l'Est, l'ambassadeur japonais déclara que l'armée allemande serait incapable de détruire l'armée soviétique même s'ils prenaient Stalingrad, tout comme l'armée soviétique serait incapable, sans l'aide militaire des Alliés, de détruire l'armée allemande. Le diplomate scandinave ajoutait qu'il lui semblait évident que l'optimisme et l'enthousiasme qui prévalaient dans les milieux diplomatiques japonais après les premiers succès japonais s'étaient pour le moment évaporés[459]. Fin décembre 1942, Sato transmettait à Tokyo ses remarques sur l'état dans lequel se trouvait l'URSS. « Durant l'année 1942, à la fois l'administration et le moral de la population se sont adaptés aux exigences d'un état de guerre et ce fait, combiné avec le flegme national qui caractérise les Russes, fait qu'il est impossible de s'attendre à une capitulation ou un effondrement de la Russie[460] [...]. » Le 26 février 1943, il alla encore plus loin : « Je crains que, avec la guerre en Afrique du Nord, il n'y ait plus grand-chose à attendre de l'Allemagne dans son conflit avec la Russie, et je considère même que la voie la plus sage serait pour l'Allemagne de se retirer sur la frontière allemande et d'y établir des positions défensives impénétrables qui finiraient par imposer la nécessité d'un armistice entre elle et la Russie[461]. »

A Berlin, le baron Oshima, par ses relations étroites et relativement confiantes avec les Allemands, paraissait l'homme idoine pour tenter de convaincre ces derniers que la campagne de Russie était vouée à l'échec et qu'il fallait sans tarder songer à un compromis. Militaire de carrière et non diplomate, il était, contrairement à son collègue en poste en URSS, très pro-allemand, et crut longtemps en la victoire du Reich. Le 5 avril 1942, il adressa de Berlin un message radio qui montrait que, pour faire avancer son projet, le Gaimusho allait devoir surmonter les réticences de ses propres représentants : « On pense que le régime de Staline va s'écrouler de soi-même en raison de l'éclatement d'insurrections locales, et à court terme la menace constituée par l'URSS communiste va disparaître […] en conséquence, l'établissement d'une paix séparée entre l'Allemagne et les Soviétiques reviendrait pour l'Allemagne à abandonner sa politique vis-à-vis de l'Est, dont le règlement ne pourrait avoir lieu avant plusieurs années. Il n'y a par conséquent aucune possibilité qu'une paix séparée soit réalisée […] en conséquence pour l'Empire du Japon, désirer une paix séparée dans les circonstances présentes entre l'URSS et l'Allemagne est non seulement une idée absurde mais encore une suggestion inopportune[462]. » L'ambassadeur ajoutait, dans un télégramme daté du lendemain, que l'offensive allemande contre l'URSS était, de son point de vue, manifestement avantageuse pour le Japon. En dépit de sa germanophilie, il se heurta parfois aux Allemands

qui s'irritaient du comportement japonais, surtout de son immobilisme militaire en Sibérie. Les interceptions prouvaient que les Allemands tenaient rigueur au Japon de n'avoir pas attaqué l'URSS en 1943. L'ambassadeur du Japon à Madrid communiqua ainsi au Gaimusho, en avril 1943, les propos d'une personnalité allemande qualifiée d'influente. « Bien que l'Allemagne eût coopéré avec le Japon en déclarant promptement la guerre à l'Amérique, le Japon n'avait pas collaboré à la guerre menée par l'Allemagne contre l'URSS. » Il allait même jusqu'à dire que la tragédie de Stalingrad trouvait là son explication. « L'Allemagne n'était pas du tout satisfaite du Japon récemment[463]. »

A l'instar d'Oshima, certains représentants du Japon dans les pays alliés de l'Axe ou dans les pays neutres d'Europe de l'Ouest avaient une vision beaucoup plus optimiste que le Gaimusho de la situation militaire du Reich. C'est ce qui transparut dans une analyse effectuée à la suite d'une conférence qui avait réuni en novembre 1942 les ambassadeurs à Berlin, Madrid, Lisbonne, Ankara, Sofia et Bucarest. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Tani Masayuki, s'empressa de corriger ces impressions dans une communication dont le ton était, au regard des critères habituels de la diplomatie japonaise, particulièrement acéré. Afin cependant de ne pas froisser les diplomates de haut rang auxquels il s'adressait, il avait rédigé son télégramme sous forme de questions, tout en marquant dès l'entrée en matière le fond de sa pensée :

> Cette analyse donne l'impression d'être souvent colorée d'une tendance à prendre vos désirs pour des réalités et paraît être dans une certaine mesure trop optimiste.
>
> 1. La guerre russo-japonaise.
>
> a) l'Allemagne est-elle parvenue à perfectionner son organisation générale en vue d'une guerre longue en s'assurant du ravitaillement en produits de base essentiels à la poursuite de la guerre, en particulier le pétrole ? Comme je constate que jusqu'à présent elle n'a réussi qu'à occuper Maikop, je considère qu'on ne peut guère affirmer qu'elle a complété son organisation.
>
> b) Lorsqu'on fait des observations sur les pertes soviétiques, il faut également prendre en compte les coups qui ont été portés à l'Allemagne. De plus la Russie dispose encore d'une puissance considérable et d'une industrie d'armement solide, et c'est par conséquent aller beaucoup trop loin que de conclure que dans les circonstances présentes toute résistance active est impossible. *Je crois qu'il y a dans votre télégramme une erreur de jugement quant au potentiel militaire soviétique*.
>
> c) Bien qu'il soit possible que les Allemands occupent Tuapse et Grozny au cours de l'hiver, je me demande si cela n'est pas faire preuve de trop d'optimisme lorsqu'on voit que Stalingrad n'est pas encore tombé […].
>
> d) Comme il est à présent impossible de couper les communications de la Russie avec le reste du monde (en particulier par Mourmansk), il n'y a aucune raison de conclure que les Soviétiques, qui tiennent encore Moscou et Leningrad, vont entrer dans une « phase de déclin naturel ».
>
> […] Nous nous attendons certes à ce que l'Allemagne perfectionne son organisation en vue d'une guerre longue, et bien qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir dans ce but et que l'on puisse dire que, lentement mais sûrement, elle va vers le succès, est-ce bien le cas ? Nous considérons que l'Allemagne a encore du pain sur la planche avant que l'on puisse affirmer qu'elle peut poursuivre la guerre avec plus de confiance qu'au moment du déclenchement des hostilités[464].

Fin avril 1942, Hitler devait d'ailleurs déclarer non sans franchise à Oshima que la guerre russo-allemande ne pouvait pas être considérée comme un franc succès, et il avait tenu des propos qui donnaient aux Alliés un aperçu fort intéressant de l'état moral dans lequel il se trouvait : « Pour cette raison nous avons décidé de mettre en œuvre différents moyens cet été dans le but de les attirer dans la défaite, et de mettre en application un système de guerre nouveau, pas dans le sens technique, mais dans un sens plus général. Pour être parfaitement franc, la guerre a commencé beaucoup trop tôt, de notre point de vue. Il aurait été pratique, afin de nous permettre de compléter nos préparatifs, que la guerre ait commencé au moins *cinq ans plus tard*. La partie la plus importante pour laquelle nos préparatifs étaient inadéquats est nos forces navales […]. » Cette conversation avait été rapportée par l'ambassadeur de Turquie à Tokyo, qui avait obtenu ces détails grâce à ses contacts au ministère des Affaires étrangères, et dont le compte rendu à destination d'Ankara avait été intercepté[465].

Le successeur du ministre Tani, Shigemitsu Mamoru, qui avait été ambassadeur en URSS et en Grande-Bretagne, était encore plus convaincu que son prédécesseur de l'incapacité des Allemands à triompher des Soviétiques. Le 28 avril 1943, il s'adressa à Oshima : « L'Allemagne a prévu une offensive majeure contre l'URSS cette année ; mais le Japon, tout en ayant une totale confiance en Hitler, se demande s'il était vraiment raisonnable de se lancer dans une telle offensive et de reporter ainsi la décision de la guerre avec l'Amérique et l'Angleterre à l'année prochaine ou même plus tard […] la véritable anxiété du Japon serait que l'Allemagne s'épuise dans l'offensive de cette année, ce qui permettrait à l'Amérique et l'Angleterre d'accentuer elles-mêmes leur grande offensive aérienne[466]. » Début mai 1943, les Japonais avaient fait part de leur scepticisme face aux projets allemands sur le front Est. L'ambassadeur allemand au Japon, Heinrich Stahmer, avait annoncé à Shigemitsu que le Reich allait entreprendre une grande offensive estivale, et il précisa que les méthodes opérationnelles allaient être rénovées et qu'ils n'allaient pas « reprendre la voie habituelle qui consistait à attaquer en été et à se replier en hiver ». Ces propos particulièrement vagues inquiétèrent le ministre des Affaires étrangères : « J'ai saisi l'occasion pour lui dire qu'en fait nous avions des doutes considérables quant à l'offensive contre l'Union soviétique. Si l'Allemagne était incapable de s'assurer d'une victoire décisive cette fois et ne faisait que répéter ce qui était arrivé par deux fois précédemment, nous avions bien peur que son potentiel de guerre en sorte sérieusement affaibli[467]. »

Les Japonais étaient en fait également inquiets concernant l'attitude de leur principal allié et vivaient dans la crainte constante que l'Allemagne parvienne à

un accord avec les puissances de l'Ouest. En mars 1943, la rumeur courut dans plusieurs capitales que des négociations de paix avaient débuté à Rome entre Ciano, Ribbentrop, Serrano Suner et le cardinal américain Spellman. Cette information sema la confusion et le doute parmi les autorités japonaises. Ayant depuis quelque temps déjà noté les accointances de l'ambassadeur japonais avec le régime nazi, les analystes alliés notèrent le ton abrupt du télégramme d'Oshima à propos de cette affaire. Il démontrait que les relations entre les deux alliés de l'Axe étaient loin d'être confiantes : « Si le rapport est confirmé comme exact, cela montrerait que Ribbentrop a de façon délibérée trompé le Japon, qui devrait alors faire face à la nécessité de réexaminer les bases de sa politique en ce qui concerne la poursuite de la guerre, et notamment ses relations avec l'Allemagne[468]. »

Ce sont bien les rumeurs de négociations entre Allemands et Soviétiques qui occupèrent les esprits durant une bonne partie de l'été 1943. La bataille de Stalingrad a été en général considérée comme le grand tournant de la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant, la renaissance de l'armée allemande au printemps 1943 fut un choc terrible pour Staline. En mars, les forces allemandes, sous le commandement énergique de Von Manstein, prenaient Kharkov à l'est de l'Ukraine et établissaient une ligne de défense sur le Donetz, à 250 kilomètres à l'est du Dniepr. Les relations entre les Soviétiques et les Anglo-Saxons étaient devenues de plus en plus tendues car la stratégie méditerranéenne que Churchill était parvenu à imposer et l'absence d'un vrai second front mettaient Staline en fureur. Durant l'été, les ambassadeurs d'URSS à Londres et à Washington furent remplacés par des *apparatchiks* beaucoup plus jeunes et inexpérimentés : le signal adressé par les Soviétiques était parfaitement clair. La création à Moscou du Comité national pour une Allemagne libre, puis d'une association d'« officiers libres allemands » à la tête de laquelle furent placés les généraux von Seydlitz et Paulus capturés à Stalingrad, ainsi que l'amélioration du sort des prisonniers de guerre allemands à laquelle la propagande soviétique fit un large écho, étaient destinées à montrer aux Anglo-Saxons que Staline avait plusieurs cartes en main et qu'une négociation avec les Allemands en faisait toujours partie. Dans un télégramme intercepté daté du 22 mai, le ministre japonais à Sofia rapportait ce qu'avait dit fin avril le directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères de Bulgarie. Selon des informations en provenance de milieux scandinaves, les négociations entre l'Allemagne et l'URSS étaient en cours, et les deux parties s'acheminaient vers un accord qui devait déboucher sur un armistice. Puis il avait entendu que les négociations avaient provisoirement échoué car les Russes avaient exigé de retrouver leur

territoire d'avant la guerre, y compris l'Ukraine, mais qu'une forme de compromis pourrait être trouvée durant l'automne[469].

Il était néanmoins très difficile de trouver des indices de ces manœuvres de paix, et Hitler n'en parla jamais ouvertement avec Oshima. Un des morceaux de choix de la correspondance de ce dernier, que nous avons déjà cité en partie, parvint sur le bureau de Churchill le 2 août 1943 puis exceptionnellement sur celui du roi George. Il s'agissait du compte rendu d'un important entretien avec Hitler, le télégramme datant du 30 juillet. Il y était notamment longuement question de la situation en Italie, où le Duce venait d'être renversé. Hitler avait indiqué que l'Allemagne n'avait pas l'intention de se lancer dans une offensive majeure sur le front Est de même nature que les années précédentes. Son idée était de saigner (*verbluten*) les forces soviétiques localement. Ce qui était le plus « désagréable » aux yeux du Führer, c'étaient les offensives soviétiques hivernales. Contredisant ses propos précédents, Hitler expliqua toutefois que les Allemands envisageaient le lancement d'une grande offensive, mais que, l'Allemagne opérant sur ses lignes intérieures, elle était contrainte de prendre sa décision en fonction de la stratégie adoptée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et il n'était pas en mesure de répondre aux questions d'Oshima sur ce sujet. Conformément aux instructions qu'il recevait régulièrement de Tokyo et auxquelles il avait fini par se plier, l'ambassadeur du Japon lui demanda ensuite si, dans ces circonstances, il n'était pas possible de trouver un accord avec l'URSS, qui permettrait à l'Allemagne de se concentrer exclusivement sur la lutte contre les Américains et les Britanniques. Hitler répondit qu'il ne lui était jamais venu à l'esprit de faire la paix avec les Russes et que, si l'occasion s'en présentait, les Russes se lieraient aux USA et intensifieraient la pression sur le Japon, ce qui rendrait la situation extrêmement difficile pour l'archipel nippon.

Keitel et Jodl entrèrent alors dans la discussion en compagnie du général japonais Okamoto. Hitler expliqua à ses deux principaux conseillers militaires qu'il ne voyait pas comment le Japon pouvait éviter d'entrer en conflit avec les Russes. Mais à présent une attaque contre l'URSS était l'affaire du Japon, et le Führer ajouta que, d'après ce qu'il venait d'entendre de son interlocuteur japonais, les moyens de transport maritimes étaient insuffisants, et que cela rendrait l'opération difficile. « Mon impression, commenta Oshima, fut que l'armée allemande demandait au Japon d'entrer en guerre avec les Soviétiques. » Survint alors un petit incident : « Durant la conférence, Ribbentrop me fit remarquer que, comme le Führer venait de le dire, il n'y avait aucune demande de la part des Allemands en ce qui concernait la direction de l'attaque, mais ils espéraient qu'elle serait la plus vigoureuse possible, sur quoi Hitler se tourna immédiatement vers Ribbentrop pour lui dire qu'une telle requête était tout à fait

déraisonnable, et de ce point de vue également le Japon choisirait le moment le plus opportun[470]. » Le 4 août, Oshima ajouta qu'une paix était tout à fait impensable. « Comme Hitler a répondu à mes questions concernant la paix entre l'Allemagne et l'URSS [manquait 50 groupes] du point de vue allemand il est absolument impératif de tenir l'Ukraine afin de poursuivre une guerre d'usure contre les Britanniques et les Américains, et je ne peux envisager une paix avec les Soviétiques qui serait fondée sur l'abandon des conquêtes déjà obtenues, tandis que les Soviétiques en ce moment ne peuvent envisager une paix qui impliquerait la perte de l'Ukraine[471]. »

Les rumeurs de négociations se firent pourtant si insistantes au cours de l'été 1943 que Ribbentrop jugea nécessaire de les démentir dans un télégramme adressé à plusieurs représentants de la Wilhelmstrasse : « Depuis quelque temps, des rumeurs circulent constamment, dans les milieux diplomatiques et dans la presse des pays neutres et étrangers, que l'Allemagne et la Russie sont en train de négocier en vue d'une paix séparée. Il n'y a aucun doute que ces rumeurs sont répandues systématiquement par Moscou, avec pour objectif d'exercer une pression sur les Anglais et les Américains afin qu'ils répondent positivement aux demandes russes de l'ouverture d'un second front, et de les rendre réceptifs aux plans russes pour l'après-guerre. Je vous demande de démentir toutes ces rumeurs de la manière la plus adéquate […]. L'Allemagne est absolument déterminée à poursuivre la guerre à l'Est avec pour seul objectif final la victoire complète sur le Bolchevisme[472] ». Ces rumeurs et ces démentis avaient eu un impact incontestable sur les débats stratégiques des Alliés. En partie en raison de ces rumeurs, Churchill avait en effet promis à Staline l'établissement d'un second front à l'Ouest dans le courant de 1943, mais cette promesse avait profondément inquiété le général Alan Brooke qui y était résolument opposé, non seulement parce qu'il estimait que les Alliés n'étaient pas encore prêts pour un débarquement en force sur le continent, mais parce qu'il était convaincu, notamment en raison de ce qu'il lisait grâce aux interceptions, que la menace d'une paix séparée n'était qu'un bluff dont les Soviétiques étaient sans doute en partie responsables. Le 9 décembre 1942, à l'issue d'un entretien avec Clark-Kerr, ambassadeur de Grande-Bretagne en URSS, Brooke avait déjà noté ses craintes à propos de la question du second front : « Staline paraît compter là-dessus, et Clark-Kerr craint qu'une paix ne soit conclue entre Hitler et Staline si nous décevons ce dernier. Personnellement j'ai du mal à croire à un tel accord […]. J'estime par conséquent que le danger d'une paix entre la Russie et l'Allemagne est principalement de la propagande utile pour l'un ou l'autre dans le but d'obtenir ce qu'ils souhaitent[473]. »

Le 25 septembre 1943, Oshima vit un de ses interlocuteurs réguliers de la Wilhelmstrasse, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Adolf Steengracht. Le Japonais fit référence aux termes de son entretien avec Hitler et interrogea son interlocuteur sur le plan d'opérations allemandes pour le front Est. Il cita les propres mots du Führer selon lesquels il fallait saigner les forces russes, qui ne pouvaient alors que s'affaiblir progressivement, « tout comme le corps humain ne peut se permettre de perdre 1,5 ou 2 litres de sang sur un total de 5 ». Oshima se demanda à voix haute, non sans candeur, si cette saignée était en cours ou s'il fallait attendre la prochaine offensive au printemps, puis il ajouta rapidement une interrogation plus sérieuse et plus précise. Au grand quartier général, l'année précédente, un responsable des services de chemins de fer militaires avait mis l'accent sur l'importance de bonnes communications par chemin de fer avec les arrières. Or les Allemands s'étaient maintenant retirés de deux cents à trois cents kilomètres en détruisant les voies en même temps qu'ils se repliaient. Comment dans ces conditions pouvaient-ils lancer une grande offensive au printemps ? Cela permit à Oshima de remettre sur le tapis le thème principal qui guidait la diplomatie japonaise. « Etant donné l'impasse qui prévalait sur le front de l'Est, ne serait-il pas avantageux pour l'Allemagne de trouver un accord avec la Russie et de jeter tout son poids dans la bataille contre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ? » Steengracht éluda la question en prétextant qu'il n'était pas un expert militaire et que ces sujets étaient hors de sa compétence[474].

Dans sa quête d'un rapprochement entre l'Allemagne et l'URSS, le Japon n'était pas isolé et reçut notamment l'appui de Mussolini. Lors d'une série de conférences entre responsables allemands et italiens au quartier général de Hitler à Rastenburg, fin décembre 1942, les Italiens avaient tenté d'orienter les Allemands dans cette direction. Le dimanche 25 juillet 1943, alors qu'il était sur le point d'être renversé, Mussolini avait encore expliqué à l'ambassadeur du Japon en Italie, Hidaka Shinrokuro, que le salut de l'Axe passait par une telle initiative : l'Allemagne devait se retirer sur ses frontières Est de 1939 et concentrer tous ses efforts sur le front Ouest. « Dès le début il avait dit à l'Allemagne qu'il fallait se concentrer sur les Britanniques et les Américains et avait insisté sur le fait que pour cela il était nécessaire de renoncer à l'Ukraine. […] C'était un fait bien connu que Hitler avait d'abord déclaré qu'ils viendraient à bout de l'URSS en 10 semaines, mais lui [Mussolini] avait fait la remarque suivante à Goering : Combien de fois avez-vous l'intention de répéter des opérations qui consistent à avancer de 500 kilomètres et ensuite à vous replier sur 500 kilomètres ? Il n'avait cessé de répéter cela à Hitler depuis octobre 1942. Certes, les Allemands étaient également fatigués de combattre, et il pensait que non seulement le peuple mais aussi la grande majorité des soldats étaient

favorables à la fin de la campagne contre les Soviétiques. […] S'ils poursuivaient la même ligne, il craignait le danger d'un *Zusammenbruch* [effondrement complet] de l'Allemagne. Il avait l'intention dans un futur proche de suggérer à Hitler, de façon catégorique, de mettre fin à la guerre avec les Soviétiques[475]. » Le soutien d'un Mussolini totalement discrédité n'eut aucun résultat. Cependant la diplomatie japonaise était décidée à poursuivre dans ce sens, comme le confirma en écho l'ambassadeur d'Italie à Tokyo, le 7 août. En dépit de l'échec de la démarche d'Oshima, il n'y avait selon ce dernier aucune intention de la part de Tokyo d'abandonner cette tentative, et les Japonais étaient résolus à persister dans cette voie[476].

Si le Duce ne pouvait plus espérer, alors qu'il avait perdu le pouvoir, exercer la moindre influence sur les Allemands, les diplomates japonais trouvèrent d'autres alliés dans cette recherche de la paix, du côté d'un autre pourfendeur du bolchevisme : Pierre Laval. Robert Paxton écrit que Laval évoqua à maintes reprises en 1943 et 1944 la possibilité d'une médiation de la France entre le Reich et les démocraties occidentales, mais les interceptions, de façon assez surprenante, révèlent que ce n'est pas du tout dans cette direction que le chef du gouvernement de Vichy lorgnait. Début octobre 1943, Laval déclara en effet à Mitani, l'ambassadeur du Japon à Vichy, qu'il était nécessaire de parvenir à un accord entre l'Allemagne et l'URSS, non à une paix avec les Anglo-Saxons : « Doriot, Déat et d'autres partisans de la collaboration franco-allemande sont tous du même avis que Laval, et affirment que si l'Allemagne doit poursuivre la guerre avec la puissance adéquate contre la Grande-Bretagne et l'Amérique et également doit assurer l'ordre en Europe de l'Ouest et établir la nouvelle Europe, la seule manière d'y parvenir passe par une paix russo-allemande. » Mitani nota cependant qu'une telle opinion n'était pas partagée par les membres de l'entourage proche du maréchal Pétain, comme par exemple l'influent docteur Ménétrel, qui avait expliqué au cours d'une conversation avec un membre de l'ambassade d'Allemagne, le 28 septembre, qu'une telle hypothèse était très difficilement acceptable : « Il était préférable que soit formé dans le monde un puissant front anticommuniste, à la suite de la paix entre les Etats-Unis et l'Allemagne, deux pays de nature solidement anti-communiste […]. En conséquence, si les Allemands demandaient à Pétain d'entamer une médiation avec l'Amérique, il pensait que le Maréchal accepterait[477]. »

Mitani revit Laval le 13 octobre 1943. Au cours de leur entretien, Laval demanda « sur un ton à demi à la blague » si la question d'une paix germano-soviétique avait fait des progrès. « […] Le peuple français dans son ensemble vivait avec l'impression qu'il serait sauvé par la Grande-Bretagne et l'Amérique et voulait que cela arrive. Ceci était en réalité un rêve sans aucune

consistance[478]. » Il faut se souvenir que Laval avait effectué avant guerre, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, un voyage officiel à Moscou dont il était revenu très impressionné. Trois mois plus tard, le 12 février 1944, en visite à Paris, Mitani invita de nouveau le chef du gouvernement de Vichy à déjeuner : « Laval se fit ouvertement l'avocat d'une paix germano-soviétique et affirma qu'aussi longtemps que le bolchevisme [2 groupes altérés] il n'y avait aucune raison de le craindre ; le moment idéal pour envisager une paix serait celui où le front à l'Est atteindrait la ligne au sujet de laquelle les deux pays s'étaient auparavant mis d'accord. Aujourd'hui cependant, le Japon était le seul pays qui pouvait aider à atteindre cet objectif. Non seulement, pensait-il, il s'agissait là de la seule façon de sauver l'Europe et en conséquence la France, mais, pour le Japon lui-même, la disparition complète des risques présentés par la collaboration américano-soviétique serait aussi à son avantage[479]. »

Deux jours plus tard, la question fut relancée lors d'un dîner donné par Otto Abetz à l'ambassade d'Allemagne à Paris. Après que les convives se furent levés de table, le conseiller d'ambassade Hoffmann discuta quelques instants en aparté avec son collègue japonais : « Il expliqua que si un axe Berlin-Moscou-Tokyo était formé, il serait alors facile d'en finir avec les puissances anglo-saxonnes. » Mais Abetz s'approcha alors des deux hommes, et Hoffmann s'interrompit sur-le-champ, comme si une telle hypothèse était taboue pour certains Allemands. Mitani rapporta alors à l'ambassadeur d'Allemagne les propos qu'avait tenus Laval devant lui. Abetz répondit qu'il avait également entendu de tels propos, mais que commencer à parler de paix maintenant ne pourrait être interprété que comme un signe de faiblesse par l'ennemi, qui sauterait sur l'occasion, et une paix ne pouvait être envisagée qu'après avoir mis l'ennemi K-O. Le 19 juin 1944, en dépit du succès du débarquement allié en Normandie, Pierre Laval paraissait toujours beaucoup plus préoccupé par cette idée de paix entre l'Allemagne et l'URSS que par celle d'un rapprochement avec les Anglo-Saxons. Devant le diplomate japonais, il prit comme exemple les traités franco-soviétiques qu'il avait lui-même signés lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, ainsi que le pacte germano-soviétique, et conclut que ce qui était impossible aujourd'hui était souvent possible demain. Ce faisant, il donnait ainsi l'indice qu'il entretenait toujours l'espoir d'une paix germano-soviétique[480].

Il ne faut pas surestimer l'importance des opinions émises par Pierre Laval dont l'influence sur la politique du Reich était nulle, et dont les Alliés ne tinrent pas compte. Ces débats étaient cependant très instructifs car tout tendait à prouver que, contrairement aux espoirs de certains dirigeants alliés, dont Churchill en particulier, Hitler était bien décidé à poursuivre jusqu'à la fin le combat à l'Ouest. Comment se fait-il que la lutte contre les puissances de

l'Ouest fût aussi importante que celle menée contre le bolchevisme ? Notre conviction est que le Führer demeurait obsédé par la revanche de 1914 et par l'humiliation de l'armistice de 1918. Si l'Allemagne devait perdre la guerre, elle ne serait pas piégée une seconde fois. A cela il faut sans doute ajouter une explication d'ordre idéologique : le combat contre l'Amérique de Roosevelt, dominée aux yeux des nazis par les Juifs et les puissances d'argent, était au moins aussi important que le combat contre les Soviétiques. La campagne de Russie avait été une campagne de type colonial, dont l'objectif était d'abord de faire main basse sur des territoires étendus. On pouvait néanmoins discuter avec Staline, peut-être même bâtir avec lui une nouvelle Europe. Aux yeux du Führer, rien de tel n'était possible avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dirigés respectivement par un « paralytique » et un « alcoolique » manipulés par des forces occultes, dont toutes les décisions avaient jusque-là démontré selon lui une absence totale de lucidité et de réalisme.

Le 22 janvier 1944, Oshima ayant de nouveau suggéré la possibilité de contacts avec les Russes, Ribbentrop répondit que, en ce qui concernait l'Allemagne, la guerre ne pouvait bien sûr être conduite en se fondant sur l'hypothèse qu'une paix séparée était possible. La Russie, si les choses allaient bien pour elle, ne proposerait pas la paix ; et l'Allemagne, si elle pensait que la force de la Russie était en déclin, voudrait frapper un nouveau coup. Pour cette raison, expliqua le ministre des Affaires étrangères, un accord de paix serait extrêmement difficile à atteindre. Oshima fit alors référence à un article récent paru dans la *Pravda*, qui relatait une rencontre en Espagne entre Ribbentrop et des représentants du Royaume-Uni et qui faisait grand cas des rumeurs d'une paix entre l'Angleterre et l'Allemagne. « Ces manœuvres soviétiques devaient-elles être considérées dans le contexte d'une demande de l'ouverture d'un second front ou bien signifiaient-elles que les Soviétiques cherchaient à faire un pas de plus dans le sens d'une démarche indirecte vis-à-vis de l'Allemagne ? » Ribbentrop répondit que cette dernière hypothèse était tout à fait impossible… Il considérait que la manœuvre soviétique n'était rien de plus qu'une nouvelle manifestation de la demande urgente d'ouverture d'un second front[481].

La *Pravda* avait en effet publié le 17 janvier 1944 un article qui relatait l'existence de négociations de paix séparée qui s'étaient déroulées en Espagne entre Ribbentrop et deux personnalités britanniques de premier plan. L'histoire était fabriquée de toutes pièces, mais elle n'était pas totalement invraisemblable, car il est établi que des coups de sonde avaient été lancés au Portugal et en Espagne, sans doute par des Allemands agissant de façon indépendante. L'objectif recherché à cette occasion par les Soviétiques n'est pas aisé à comprendre. Contrairement à ce qu'affirmait Ribbentrop, s'agissait-il d'un

rideau de fumée ou d'une excuse pour justifier des approches effectuées par les Soviétiques eux-mêmes ? Le 22 janvier, Churchill fit part à Roosevelt de son inquiétude non pas tant de la rumeur elle-même que de son origine, puisqu'elle paraissait reprendre les informations communiquées au Japon par l'ambassadeur du Japon à Madrid : « Je vous suis reconnaissant d'avoir attiré mon attention sur le *Magic* du 23 décembre entre Madrid et Tokyo. J'ai tendance à penser qu'il est fort possible que les Russes soient en mesure de lire ces séries de messages, et si cette hypothèse est bien fondée, cela peut expliquer le récit paru dans la *Pravda*. En tout cas le comportement soviétique est inexcusable. Staline aurait parfaitement pu nous demander ce qu'il en était réellement[482]. »

Au cours du même entretien, Hitler avait donné à Oshima une indication très précieuse pour les Alliés. Le Japonais avait de nouveau demandé au Führer s'il n'était pas possible de prendre en considération une solution politique à l'Est, et Hitler avait répondu que, selon lui, la seule façon de procéder consistait à « paralyser » l'URSS par la force. Mais il ajouta que le front Ouest était tout aussi important à ses yeux, peut-être même prioritaire : « Il avait considéré qu'il était nécessaire, même si cela impliquait la perte d'une partie du terrain dans l'Est, d'éviter de mettre en danger [*riskieren*] le front Ouest de quelque manière que ce fût. La guerre à l'Est était conduite selon ce principe et cela continuerait ainsi[483]. » Pour les Japonais, c'était un indice incontestablement intéressant, dans la mesure où il paraissait indiquer que Hitler n'envisageait pas de parvenir à un accord de paix avec les Anglo-Saxons, ce qui était leur crainte principale. Cette interception prouvait également, sans doute pour la première fois, que, contrairement à ce que ces derniers espéraient, la conquête de l'Allemagne serait longue et difficile, et que le Führer n'avait nullement l'intention de dégarnir l'Ouest pour endiguer la progression des forces soviétiques et reprendre l'initiative sur ce front.

En dépit des dénégations du Führer ou de Ribbentrop, il existait des indices persistants qu'une négociation avec Staline était loin d'être exclue. Le 8 février 1944, un membre non identifié de l'ambassade du Japon fit état d'un contact avec un interlocuteur « semi-officiel » de la Wilhelmstrasse. Celui-ci avait déclaré que, prenant comme exemple la politique « conciliante » du Japon à l'égard des habitants des territoires conquis en Asie, un certain degré d'autonomie avait été accordé aux Etats baltes par le Reich, puis le diplomate allemand avait ajouté – c'est là l'important – qu'il était exclu pour l'Allemagne d'accorder une pleine indépendance à ces Etats au beau milieu de la guerre car, ayant déjà eu l'expérience en novembre 1916 de l'établissement d'un royaume polonais, ce qui avait mis la faction pro-allemande en Russie dans l'embarras, l'Allemagne était très attentive à ne pas faire de promesses qui risqueraient de

créer des difficultés dans le cas où une opportunité favorable se présenterait d'entamer des discussions en vue d'une paix germano-soviétique[484]. En effet, une des annexes secrètes du pacte germano-soviétique de 1939 incluait les pays baltes dans la zone d'influence soviétique, et les Russes avaient de fait occupé les trois Etats durant l'été 1940, mais l'influence allemande y était historiquement forte et les populations très hostiles aux Soviétiques. Leur accorder l'indépendance ne pouvait que déplaire fortement à ces derniers. Le sort des Pays baltes était par conséquent – aux yeux des dirigeants allemands – une carte dans l'éventualité de l'ouverture de négociations, une sorte de monnaie d'échange.

Une autre indication tend d'ailleurs à prouver que les autorités allemandes évitaient soigneusement de prendre des décisions qui risquaient de heurter les Soviétiques. Capturé en juillet 1942, Vlassov était un des généraux les plus brillants de l'armée soviétique. Il avait tenté, non sans succès, de former une armée de soldats d'origine ukrainienne dont l'objectif était l'émancipation de l'Ukraine, mais il se heurta aux réticences des autorités allemandes pour lesquelles le sort de cette région était, au même titre que celui des Etats baltes, un élément clé de toute négociation avec Staline. Ses efforts furent par conséquent strictement limités et encadrés. L'explication la plus souvent donnée est qu'il était absolument hors de question pour les Allemands d'envisager une Ukraine indépendante, car c'était renoncer à l'objectif principal de *Barbarossa*. Notre avis est bien au contraire que, confrontés à une URSS de plus en plus sûre d'elle-même depuis l'été 1943, les diplomates allemands ne voulaient pas s'encombrer d'un allié qui pouvait compliquer sérieusement les négociations. C'est précisément parce qu'ils se plaçaient dans la perspective d'une négociation qu'il était impossible de lâcher l'Ukraine dans l'immédiat, car celle-ci constituerait alors le principal atout encore dans les mains du Reich. Grâce au programme d'interceptions, les Anglo-Saxons assistaient au premier rang aux débats au sein de la hiérarchie nazie. Certes, il était clair que Hitler aurait le dernier mot, mais les hésitations semblaient refléter les divisions qui existaient depuis l'origine au sein du parti nazi des années 1920 entre l'aile gauche et l'aile droite (notamment représentée par von Papen et Schacht, qui avait permis l'accession de Hitler au pouvoir). Ces deux mouvances avaient donné lieu à la synthèse révolutionnaire du national-socialisme. Les clivages entre les éléments conservateurs et révolutionnaires, finalement récents, paraissaient resurgir, comme celui qui opposa Ribbentrop et Goebbels durant l'automne 1944.

L'Allemagne avait perdu au cours de l'été 1944 tout espoir de reprendre l'initiative stratégique. Les Anglo-Saxons avaient réussi leur entrée sur le continent européen. A l'Est, on en était pratiquement revenu aux frontières de

1941 et le front allemand au centre et au sud s'était effondré. C'est avec une confiance totale dans ses moyens que l'URSS avait lancé la grande offensive *Bagration* trois ans jour pour jour après *Barbarossa*. L'Ukraine avait été en partie perdue par les armes, et il n'y avait aucun espoir réaliste de la reconquérir. Les relations entre Staline et les Anglo-Saxons s'étaient par ailleurs considérablement améliorées. Aux yeux des diplomates japonais, l'ouverture de négociations avec les Russes était une question de plus en plus pressante et d'autant moins absurde que les Soviétiques se rapprochaient des frontières de 1939 et recouvraient progressivement les territoires perdus. Vu du Japon, l'URSS était une puissance asiatique autant sinon plus qu'européenne et il était parfaitement raisonnable qu'elle ne cherche pas à étendre son influence en Europe et se contente d'un retour au *statu quo ante*, moyennant quelques concessions allemandes. La paix à l'Est permettrait aussi aux Allemands de concentrer tous leurs efforts contre les Anglo-Saxons, ce qui soulagerait le Japon dans le Pacifique.

Le 4 septembre 1944, Oshima vit Ribbentrop puis Hitler à Rastenburg. Comme nous l'avons vu, ce fut d'ailleurs, malgré ses sollicitations répétées, sa dernière rencontre avec le Führer[485]. L'ambassadeur du Japon souleva de nouveau la question d'une paix à l'Est. Ribbentrop se montra pessimiste sur la question, demandant toutefois si le diplomate japonais disposait d'éléments concrets concernant le point de vue des Soviétiques et si le Japon disposait d'un indice sérieux (*Anhaltspunkt*) qui lui permettait de penser qu'une telle approche était vraiment envisageable. Oshima répondit, sans excès d'enthousiasme, que le Japon n'avait pas obtenu le point de vue soviétique sur la question, et qu'il pensait que le gouvernement japonais était parvenu à cette conclusion en estimant que la tendance générale des événements faisait qu'une solution politique n'était pas exclue. Le patron de la Wilhelmstrasse répondit assez sèchement que cela restait très théorique et que sans un *Anhaltspunkt*, il lui était impossible d'aborder la question. Au cours de la conversation qui suivit avec Hitler, Oshima répéta les mêmes arguments. Le Führer répondit que Staline ne pouvait envisager ce type de discussions que s'il se trouvait en position de faiblesse. Oshima suggéra alors que si l'Allemagne était d'accord pour permettre à l'URSS d'avancer en direction des Dardanelles, il était possible que cette dernière acceptât de faire la paix avec l'Allemagne. En s'adressant au Führer, Ribbentrop fit alors remarquer avec une ironie qui échappa complètement au diplomate japonais que si l'URSS avançait vers les Dardanelles, l'Allemagne serait en position de lui créer bien des ennuis sur son flanc, et de profiter ainsi d'un point faible. En fait, l'argumentation d'Oshima correspondait bien à

l'analyse de Hitler selon laquelle la Russie visait les Balkans, les Détroits, l'Iran et le golfe Persique bien plus que l'Europe continentale[486].

Hitler expliqua cependant de nouveau à Oshima comment il percevait la personnalité de Staline : le dirigeant soviétique et lui-même étant des dictateurs, il comprenait les pensées intimes de ce dernier. Le fait que Staline fût, comme lui-même, un « réaliste » revenait constamment dans les propos du Führer qui ne cessait d'opposer le pragmatisme du dirigeant soviétique au comportement irrationnel et totalement imprévisible des deux grands dirigeants alliés. Etant donné les réticences qui avaient été exposées par Ribbentrop, la conclusion du diplomate japonais était assez paradoxale, mais elle se voulait relativement optimiste : « Les Allemands avaient abandonné leurs précédents points de vue concernant le traitement de la Russie et réfléchissaient de façon approfondie à un règlement politique […]. Même Hitler ne fit à aucun instant de démenti catégorique concernant un rapprochement russo-allemand, mais la position actuelle de l'Allemagne est que cela n'est pas possible pour l'instant. » D'ailleurs, le 7 septembre, lorsque Oshima vit Steengracht, ce dernier se montra inquiet d'une interprétation trop négative des propos qu'avaient tenus Ribbentrop et Hitler. Oshima le rassura ; il avait examiné soigneusement tout ce qui s'était dit lors de leurs longs échanges, et il pensait avoir réussi à comprendre ce que tous deux pensaient réellement. Il était parfaitement conscient du fait que le Führer comme le ministre étaient dans des positions leur interdisant de faire des affirmations catégoriques sur une question de cette sorte. « J'avais donc, en télégraphiant à mon gouvernement, lu entre les lignes leurs deux interventions[487]. »

Avec d'autres interlocuteurs au sein du Reich, il ne fut pas nécessaire de « lire entre les lignes ». Cette fois, la diplomatie japonaise put s'appuyer sur le premier cercle de Hitler, non sur des personnalités extérieures et affaiblies comme Mussolini et Laval. Oshima fit en effet parvenir fin septembre à Goebbels, par l'intermédiaire du fidèle adjoint du ministre de la Propagande Werner Naumann, la suggestion d'une paix séparée avec l'URSS. Le chef de la propagande du Reich se voyait d'ailleurs fort bien en ministre des Affaires étrangères à la place d'un Ribbentrop qu'il détestait et commençait souvent ses propos par un « Si j'étais ministre des Affaires étrangères… ». Il considérait surtout Ribbentrop comme un parfait incapable. Il peut sembler très surprenant que ce soit précisément Goebbels qui à partir de l'été 1944 se montra, parmi les nazis, un des partisans les plus fervents d'un rapprochement avec les Soviétiques. Sa propagande n'avait jusque-là fait preuve d'aucune modération dans les descriptions de l'horreur bolchevique. Pour certains dirigeants nazis, Goebbels allait même trop loin de ce point de vue. C'est en tout cas ce qu'avait

fait remarquer le Dr Paul Schmidt, chef du bureau de presse de Hitler. « Il était inquiet que, du fait que Goebbels, le ministre de la Propagande, avait récemment à plusieurs reprises mis l'accent principal sur une attaque du Bolchevisme, et avait exprimé publiquement l'idée que l'Allemagne s'était donné pour objectif de détruire totalement le Bolchevisme au nom de l'Europe tout entière, nous aurions l'impression erronée que les dirigeants allemands avaient l'intention cachée d'effectuer un compromis avec la Grande-Bretagne […]. La mission du ministre de la Propagande n'allait pas au-delà de la propagande et le choix et l'implementation de la politique étrangère étaient du ressort du ministre des Affaires étrangères[488]. » Certes, Goebbels ne cessait de vitupérer le bolchevisme. Il estimait toutefois que le capitalisme et la bourgeoisie constituaient des menaces plus graves pour le national-socialisme. La vie et l'œuvre de Lénine l'avaient profondément marqué et il cachait parfois mal une certaine admiration pour Staline. Les méthodes utilisées par la propagande soviétique et notamment l'art de la désinformation étaient remplis d'enseignements et il avait étudié de près les rumeurs répandues par l'URSS concernant des négociations de paix entre l'Allemagne et les Alliés.

Le 26 septembre 1944, Oshima transmit à Tokyo le sentiment que, tout en renforçant la mobilisation militaire et en cherchant comme toujours une décision par les armes, certains dirigeants allemands envisageaient de plus en plus sérieusement de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait le Reich par une paix avec les Soviétiques (« bien que, l'Allemagne étant le pays qu'elle est, personne n'évoque ouvertement cette question »). De plus, les nazis avaient révisé leurs vues sur plusieurs points ; en particulier la revendication de longue date concernant l'annexion de l'Ukraine avait été considérablement adoucie. « Il n'y a cependant rien de sûr jusqu'à présent en ce qui concerne la possibilité de parvenir à une paix germano-soviétique, et il est par conséquent naturel que les Allemands se montrent extrêmement prudents à ce sujet. […] Il est en effet probable que les Allemands eux-mêmes soient en train de sonder les vues de l'autre bord, sans le faire ouvertement, mais comme ils ne paraissent pas avoir avancé concrètement dans cette direction, je crois que le gouvernement japonais va devoir s'efforcer, le plus discrètement possible, d'obtenir des éléments concrets afin de former un jugement sur la possibilité d'une paix soviéto-allemande, ou en tout cas de récolter des indices pointant dans cette direction. » Puis il ajoutait qu'en raison de la situation difficile dans laquelle se trouvait l'Allemagne les rumeurs d'un rapprochement avec les Alliés étaient réapparues, mais qu'il ne voyait aucun signe concret à ce sujet. Le ressentiment contre les Anglo-Américains s'était accru parmi l'« intelligentsia » allemande, en raison

des projets préparés par les Alliés pour l'après-guerre, « comme si l'occupation de l'Allemagne était déjà un fait accompli[489] ».

Goebbels qualifia la proposition japonaise d'« assez sensationnelle » et prépara un mémorandum sous la forme d'une lettre à Hitler dont il reprit le texte en entier dans son Journal. Selon Kershaw, il n'y eut aucune indication que le Führer se fût intéressé le moins du monde au propos du patron de la Propagande[490]. L'idée d'un rapprochement avec les Soviétiques ne fut aucunement abandonnée par Goebbels, bien au contraire, malgré ce qui pouvait ressembler à un *non possumus* de la part de Hitler. En effet, et c'est ce que la lecture des interceptions révèle pour la première fois, le 9 novembre, Oshima fut de nouveau l'hôte du ministre de la Propagande. Plusieurs autres personnalités avaient été invitées, et les propos tenus par Goebbels en prennent une certaine solennité. Du côté japonais étaient présents le premier conseiller Kawahara, qui passait pour le chef de la faction pro-soviétique au sein de l'ambassade, ainsi que l'attaché naval Kojima. Du côté allemand, on trouvait autour de la table le plus proche collaborateur de Goebbels, Werner Naumann, mais également un représentant de la Wilhelmstrasse de très haut rang, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères Bohle, ainsi que deux hauts fonctionnaires du ministère de la Propagande. La conversation dura jusque tard dans la nuit. Kojima adressa à Tokyo son propre rapport, livrant les remarques fragmentaires de Goebbels : « Les intérêts de la Russie sont sous tous les angles en opposition avec ceux des Britanniques ; de façon à conserver ses gains victorieux, elle n'aura d'autre alternative à l'avenir que de se lancer dans une politique de coopération avec l'Allemagne […]. La Grande-Bretagne était déjà totalement épuisée. Le spectacle de son triste état actuel doit être très désagréable pour les classes privilégiées. » Bohle avait fait remarquer, ajouta Kojima, qu'il n'y avait « aucune possibilité d'un compromis allemand avec la Grande-Bretagne, mais qu'un compromis russo-allemand était tout à fait possible[491] ».

Pour Oshima, qui adressa son compte rendu au Gaimusho dès le lendemain du dîner, la position exprimée par son hôte était encore plus nette, et Goebbels parla d'une manière qui montrait qu'il avait préparé ses paroles auparavant. L'essentiel de son propos était qu'il voulait révéler en toute franchise le souhait allemand de parvenir à un accord politique avec la Russie. « Il n'existait pas de cas dans l'histoire de l'Europe dans lequel les Alliés étaient demeurés des alliés jusqu'à la fin de la guerre… Un examen attentif de l'ennemi a montré que, si la Grande-Bretagne sous Churchill était obstinément opposée à tout compromis avec l'Allemagne, Staline était un homme d'Etat excessivement *réaliste*, et si les circonstances faisaient de la paix une option payante, il accepterait un compromis sans être influencé par des considérations d'honneur ou par des

obligations morales. A une certaine époque, l'Allemagne avait tenté de résoudre tous ses problèmes d'un coup, mais dans la situation actuelle elle comprenait que cela était impossible. Aussi était-il souhaitable de parvenir à un compromis avec la Russie par des moyens politiques pour être en mesure de concentrer toutes ses forces afin de défaire l'Amérique et la Grande-Bretagne. » Dans un télégramme du 2 décembre, Oshima ajouta cependant que « le désir de parvenir à une paix entre l'Allemagne et l'URSS est partagé par beaucoup de milieux dans le pays […]. Goebbels et Naumann et d'autres estiment que les chances de paix sont très élevées, et ils représentent la faction la plus enthousiaste. Mais, en Allemagne, les affaires étrangères sont le domaine réservé du Führer Hitler, assisté par Ribbentrop, et les interventions des autres ne sont pas tolérées. […] Je pense que la raison pour laquelle Goebbels et Naumann ont manifesté aussi ouvertement leur enthousiasme pour une paix entre l'Allemagne et la Russie est qu'ils souhaitent pouvoir utiliser le Japon afin de faire bouger le parti[492] [...] ».

A Tokyo, Togo Shigenori, redevenu ministre des Affaires étrangères, avait reçu l'ambassadeur allemand Stahmer et, au grand mécontentement d'Oshima, avait évoqué devant le représentant du Reich les propos tenus par Goebbels au cours du dîner. Le diplomate allemand n'avait pu que répondre que ces propos n'engageaient que leur auteur et non le Reich. Stahmer ajouta toutefois quelques indications très intéressantes pour comprendre la position allemande. Tout compromis avec l'Angleterre et l'Amérique était impossible tant que Roosevelt et Churchill resteraient au pouvoir. A l'instar de Hitler et Goebbels, il expliqua que Staline était au contraire quelqu'un de réaliste et qu'il en avait fait la preuve par la célérité avec laquelle il avait engagé son pays dans le pacte germano-soviétique, puis par la signature du pacte de neutralité avec le Japon. « De ce point de vue, Goebbels avait donc raison et il n'y avait aucun doute que l'Allemagne pourrait résoudre ses problèmes futurs en trouvant un compromis avec les Russes et en poursuivant le combat avec les Britanniques et les Américains[493]. »

Le 15 novembre, Oshima déjeuna cette fois avec Ribbentrop. Encouragé par ses entretiens avec Goebbels, le diplomate japonais relança la question des relations avec la Russie. Très irrité par l'activisme du ministre de la Propagande, le ministre des Affaires étrangères s'empressa de réaffirmer son autorité sur la politique étrangère du Reich et déclara que l'Allemagne était bien résolue à lancer des opérations offensives, mais en priorité en direction de l'ouest. Oshima évoqua le précédent de l'offensive de Ludendorff de 1918, le début de la défaite de l'Allemagne, mais Ribbentrop répondit que la volonté du Führer était limpide car la guerre ne pouvait être strictement défensive : il fallait attaquer, attaquer sans relâche. « Pour le moment, termina Ribbentrop, l'urgence était d'essayer de

renforcer la situation grâce aux armes[494]. » Hitler, sans doute aussi son ministre des Affaires étrangères, songeaient à l'offensive des Ardennes en laquelle ils mettaient un espoir considérable. Plusieurs interceptions montraient de manière parfaitement explicite que Hitler comptait reprendre l'initiative à l'Ouest ; pourtant, les Alliés furent totalement surpris lorsque les divisions allemandes attaquèrent, le 16 décembre 1944. L'offensive des Ardennes fut non seulement une surprise tactique – d'ailleurs précédée par une manœuvre d'intoxication brillamment exécutée –, mais aussi une surprise stratégique, qui aurait pu être déjouée grâce à une lecture attentive des interceptions et probablement aussi à une meilleure compréhension de la psychologie du Führer. Les spécialistes du renseignement avaient sans doute quelque difficulté à clarifier les propos d'ailleurs très généraux des dirigeants allemands. Peut-être étaient-ils aussi conditionnés par le sentiment qu'il était illogique que Hitler lance une grande offensive à l'Ouest et il leur semblait évident que sa priorité absolue devait être de renforcer le front Est. Sur ce point, l'aveuglement des Anglo-Américains, et en particulier de Churchill, fut patent. Le 11 janvier 1945, Oshima estima que l'offensive des Ardennes avait été un grand succès et que la situation sur le front Ouest était désormais stabilisée. Le moral de la population civile s'était amélioré, et l'avenir se présentait sous un jour un tant soit peu meilleur. Les relations entre l'Allemagne et la Russie demeuraient d'une importance vitale, mais il avait cette fois tendance à penser que le Führer avait entièrement raison de procéder avec la plus grande prudence. L'explication était cependant très vague : « La raison en est que la question peut avoir un effet considérable sur les positions de l'Allemagne, et il y a un grand danger que le peuple allemand en soit profondément troublé dans sa volonté de vaincre. » La remarque finale ne faisait que reprendre ce que les Alliés pouvaient constater à la lecture de ses autres messages : il existait un risque de désunion parmi les dirigeants allemands[495].

Le 20 novembre 1944, le général Eisenhower avait indiqué dans une note qu'un des facteurs qui prolongeaient la résistance allemande était le succès de la propagande nazie proclamant que la reddition sans conditions équivalait à la destruction de l'Allemagne. Le plan Morgenthau fut en effet largement exploité par Goebbels, beaucoup plus d'ailleurs que la demande de reddition inconditionnelle. Le fait que son auteur soit juif n'y fut certainement pas étranger. Le 22 novembre 1944, alors que la situation allemande semblait désespérée, Roosevelt, apparemment soucieux de l'impact que pouvait avoir l'exigence d'une paix sans conditions, avait proposé à Churchill une déclaration conjointe dans laquelle serait indiqué que les Alliés ne désiraient pas l'anéantissement de l'Allemagne ou la destruction du peuple allemand, mais

seulement l'élimination du pouvoir nazi. Le Premier ministre avait répondu le 24 novembre que, selon lui, une telle déclaration ne servirait pas à grand-chose car, d'une part, l'Allemagne était déjà dévastée par les bombardements alliés et il serait d'une singulière mauvaise foi de proclamer que les Alliés étaient hostiles à de telles méthodes de guerre et, d'autre part, les Allemands, selon lui, n'avaient guère de craintes quant à la manière dont ils seraient traités par les armées d'occupation anglo-saxonnes ou leurs gouvernements. « Ce dont ils ont peur est une occupation russe […] rien de ce que nous dirions ne pourra éradiquer cette peur profondément installée[496]. » Roosevelt accepta le point de vue du Premier ministre.

Churchill écrivit à ce propos qu'une paix entre les Allemands et les Soviétiques était « évidemment impossible », et il espéra jusqu'à la fin une reddition en masse des forces allemandes à l'Ouest, permettant aux troupes alliées d'avancer jusqu'à l'Elbe, ou même plus loin, avant même l'arrivée des troupes de Staline. Le 2 avril 1945, il adressa un télégramme acide à Eisenhower dont la progression en Allemagne était beaucoup trop lente à son goût, dans lequel il insistait sur un point essentiel à ses yeux : « Je considère qu'il est de la plus haute importance que nous serrions la main aux Russes le plus loin possible à l'Est[497]. » En réalité, Hitler ne chercha à aucun moment à favoriser une occupation anglo-saxonne. De ce point de vue, ses généraux restèrent d'une fidélité totale à ses directives. Pour les Anglo-Saxons, cela était aberrant car l'Allemagne devait sûrement préférer les Alliés aux Russes, et pourtant les interceptions avaient très largement démontré que le Führer n'avait nullement l'intention d'ouvrir la porte aux armées commandées par Eisenhower.

Le grand exode des populations allemandes de Prusse orientale avait débuté en janvier 1945, et l'on estime aujourd'hui à près de un million les morts de froid et de privations, tandis que le comportement des troupes russes et les très nombreux viols commis sont aujourd'hui attestés. Curieusement, le traitement de cette tragédie par les autorités nazies fut ambivalent. Les dirigeants allemands hésitaient à exploiter ces faits de plus en plus avérés, et ces hésitations, dont les Alliés avaient des indices grâce aux interceptions, reflétaient les débats au sommet. Les partisans d'un rapprochement avec les Soviétiques semblaient vouloir atténuer le plus possible l'impact du comportement des troupes russes sur l'opinion publique. Même Goebbels devenait subitement circonspect devant l'accumulation de récits d'horreur qui parvenaient au ministère de la Propagande, dans la logique de son élan d'enthousiasme à l'idée d'un compromis avec l'URSS. Le 26 janvier 1945, le ministre du Portugal à Berlin décrivit les conditions de vie très difficiles dans la capitale allemande et ajouta

que, face à l'avancée russe, le peuple envisageait l'avenir avec la crainte la plus profonde. « Beaucoup parlent de se suicider quand les Russes entreront dans Berlin et ont fait les préparatifs pour cela. Des médecins coopératifs vont jusqu'à prescrire des poisons. En dépit de tout, le calme prévaut et il n'y a aucun signe de révolte[498]. » Le 30 janvier, le chargé d'affaires de la République d'Irlande, tout en évoquant la situation de plus en plus dramatique des millions de réfugiés venant de l'est, indiquait que, « bien qu'il y ait des témoignages d'arrivées de troupes russes dans certaines villes qui contrastent fortement avec la version officielle, il n'y a aucun doute que la plupart des Allemands sont terrifiés par ce que leur feront les Russes quand ils arriveront jusqu'ici[499] ». Pourtant, lorsque Oshima vit Bernd Gottfriessen le 9 février, celui-ci expliqua que de nombreux rapports indiquaient un comportement globalement correct de l'Armée rouge. Un représentant d'un pays neutre à Berlin avait envoyé un télégramme à son gouvernement lui demandant de conseiller à la Grande-Bretagne et à l'Amérique de mettre fin aux bombardements de terreur sur la capitale, car leur poursuite poussait désormais les civils allemands dans les bras de la Russie[500]. Le 19 janvier, le vice-amiral Abe et l'attaché naval Kojima avaient adressé à Tokyo un long télégramme décrivant la situation générale. Il y était notamment question de la situation dans les territoires conquis : « Le maréchal Paulus a la confiance de ses hommes, et Seydlitz est d'origine noble ; en conséquence, leurs arguments et la démonstration des résultats dans les territoires occupés doivent avoir des effets considérables sur les forces allemandes et sur le peuple, et cela cause de graves soucis au haut commandement. Des réfugiés en provenance de l'Est ont récemment répandu largement la nouvelle que les troupes russes les ont chaleureusement aidés dans leur fuite ; et les mesures prises par les Russes dans les territoires occupés en Finlande, en Pologne et dans les Balkans ont été dans la plupart des cas raisonnables. Aussi, le fait que la vérité diffère considérablement des assertions de la vieille propagande nazie commence à être bien connu. Certaines personnes intelligentes en Allemagne font l'interprétation suivante : tandis que les Anglais et les Américains exigent le démembrement de l'Allemagne et la destruction de ses industries, les Russes par le passé n'ont pas bombardé les zones industrielles allemandes ni demandé la partition du territoire allemand occupé, ce qui veut dire que les Russes ont le projet de préserver et d'utiliser les industries allemandes, et adopteront peut-être une politique consistant à résister à la pénétration anglo-américaine sur le continent : et le nombre de ceux qui pensent qu'il est opportun de rejoindre les Russes et de collaborer avec eux croît de façon considérable[501]. » Pour les partisans d'un rapprochement avec les Anglo-Saxons, les exactions des troupes soviétiques devaient en revanche être soulignées le plus vigoureusement possible.

Ribbentrop ne se priva pas de critiquer l'indulgence manifestée par certains de ses collègues nazis, notamment lors d'un déjeuner le 28 février. « Certains soutiennent que les armées soviétiques d'invasion font preuve d'une discipline surprenante et pensent que cela est vrai [*sic*], mais cette croyance est totalement erronnée, les atrocités commises par les Soviétiques à l'égard des populations des territoires occupés sont indescriptibles. On ne peut que qualifier ce comportement de normal de la part de soldats soviétiques instruits par les Bolcheviques, et l'on ne doit s'attendre à rien d'autre de leur part[502]. »

En février 1945, les Soviétiques avaient atteint l'Oder, à moins de deux cents kilomètres de Berlin, tandis que les armées d'Eisenhower arrivaient enfin sur le Rhin. Une nouvelle interception provoqua une grande excitation dans les milieux du renseignement allié. Il s'agissait d'une très longue directive expédiée par Ribbentrop le 16 février, qui fut déchiffrée et mise en circulation le 22. L'officier chargé du renseignement auprès du chef d'état-major de l'armée de l'air, l'Air Chief Marshal Portal, lui communiqua une copie du télégramme intercepté en précisant qu'il n'avait pas, en dépit de sa longueur, été paraphrasé, ce qui était exceptionnel, « du fait du très haut niveau d'intérêt du document dans sa totalité ». La directive avait sans nul doute été entièrement rédigée par le ministre des Affaires étrangères du Reich lui-même. L'explication du *timing* de ce télégramme : « Il est bien possible que le ministère des Affaires étrangères allemand ait estimé que le moment était venu de "surprendre les alliés de l'Ouest sur le rebond" après que l'absence d'un accord à Yalta eut finalement mis fin à leur illusion de parvenir à un compromis de long terme avec l'URSS[503]. » L'annotation prouvait à quel point Yalta avait été vécu par les autorités britanniques comme une cinglante défaite.

Le message BJ141588 d'Oshima permit d'ailleurs de voir comment Ribbentrop avait lui-même perçu les conséquences de la conférence de Yalta. Ce dernier avait affirmé que, au total, la conférence avait été une victoire pour Staline. Tout en sauvant les apparences sur la question polonaise, la Grande-Bretagne et l'Amérique avaient en réalité entièrement gobé Lublin (le gouvernement polonais prosoviétique installé dans la ville polonaise). Ribbentrop expliqua ensuite qu'il ne lui paraissait pas totalement incompréhensible que l'Amérique adoptât une telle ligne politique, car si elle laissait l'Europe se faire piétiner par la Russie et parvenait à détruire la puissance militaire japonaise, les capitalistes américains pourraient fanfaronner partout dans le monde « comme des lords ». Le ministre ajoutait qu'il était en revanche très surpris par l'attitude de la Grande-Bretagne qui semblait accepter sans réagir la bolchevisation de l'Europe et dont la dépendance à l'égard des Etats-Unis avait pris des proportions dramatiques[504].

Les Américains et les Britanniques accordèrent les uns et les autres une grande importance à la directive de Ribbentrop, mais pour des raisons diamétralement opposées. Elle était adressée au chargé d'affaires allemand à Dublin, Hempel, mais était également transmise aux ambassades allemandes à Lisbonne, à Madrid et au Vatican, et probablement à Berne et à Stockholm. Le télégramme contenait des instructions de conversation à disséminer auprès de personnalités anglaises et américaines influentes, avec pour objectif de plaider la cause d'un rapprochement avec le Reich.

1. L'Allemagne est fermement résolue, aujourd'hui comme toujours, à continuer le combat avec une volonté de fer aux côtés de ses alliés – à défendre le Reich par tous les moyens jusqu'à ce que ses ennemis prennent conscience que l'Allemagne et ses alliés ne peuvent être conquis. 2. Cela étant réaffirmé, voici quelques réflexions provoquées par la situation mondiale qui circulent dans les milieux berlinois : le fait nouveau que la guerre a révélé est la puissance militaire de l'Union soviétique. Cette force est démontrée par son offensive hivernale. Elle montre comment l'URSS procède. Staline a soumis pratiquement toute l'Europe de l'Est et les Balkans. Tito n'est qu'un agent du Komintern […]. Staline ne va pas se contenter de ce qu'il a déjà acquis. Il considère la Turquie comme faisant partie de sa sphère d'intérêt, et désire prendre le contrôle de ce pays. […] L'Allemagne est aujourd'hui le seul pays qui combat les Soviétiques. L'Allemagne est le mur que Staline doit briser s'il veut pénétrer de force en Europe. Si Staline parvient à terrasser la résistance allemande sur le front de l'Est, la bolchevisation de la totalité de l'Europe sera irrévocable. Si un seul Russe parvient dans Berlin, alors l'Europe deviendra communiste. […] La conduite bestiale de l'armée Rouge dans les provinces d'Allemagne de l'Est – extermination et déportation de la population – montre avec suffisamment de clarté quelles sont les intentions de Staline […]. Si le Bolchevisme triomphe de l'Allemagne, il ne s'arrêtera pas à l'Elbe, au Weser ou même au Rhin, mais embrassera tout le continent européen, et ce que cela signifierait pour l'Angleterre est suffisamment évident. Pour le moment, Staline traite Churchill avec circonspection. Mais dès que l'obstacle allemand sera écarté, Staline se montrera à Churchill sous son vrai jour […]. Après que l'Allemagne et l'Europe auront été subjuguées, la pression exercée par le pouvoir soviétique éclatera en direction du Proche-Orient. Les intérêts pétroliers anglais en Iran et dans le Proche-Orient seront perdus en très peu de temps, et aucune puissance au monde ne pourra empêcher Staline de fondre sur le Canal de Suez. Le danger extrême pour la marine britannique, sans ressources pétrolières propres, et le danger pour l'Empire de voir la route des Indes coupée sont évidents, même si cela n'est pas l'objectif du Kremlin. Le facteur décisif est que, comme cela est bien connu, Staline hait l'Angleterre. Après la conquête de l'Europe, ainsi, l'annihilation de l'Empire britannique par l'URSS ne serait qu'une question de temps. […] L'attitude de Staline à l'égard des classes dirigeantes américaines est bien connue à Berlin. Sa haine à leur égard est égale à celle qu'il ressent face au capitalisme anglais. Avec Roosevelt aussi, Staline joue une partie tactique. L'Amérique serait complètement isolée face à un puissant bloc eurasien, comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire du monde. Ce que cela signifierait pour l'Amérique en Asie n'a pas besoin de longs développements, car cela a toujours été une idée favorite de Staline de rendre la Chine communiste. Les Etats-Unis perdraient immédiatement toute influence en Asie, et la bolchevisation des Etats-Unis par cet immense bloc ne serait encore une fois qu'une question de temps. L'idée des Américains et des Anglais selon laquelle l'Allemagne peut être démocratisée et non soviétisée est considérée à Berlin comme une magnifique illusion.

A la lumière de ces développements militaires et politiques, personne en Allemagne ne comprend plus rien à la politique de l'Angleterre et des Etats-Unis, car ces puissances sont aujourd'hui en train de faire tout leur possible pour détruire le facteur qui constitue le seul contrepoint et obstacle à l'incorporation dans l'Union soviétique du considérable potentiel humain et militaire représenté par

l'Europe en son entier, ce facteur étant l'Allemagne […]. Au vu de l'immense puissance russe, il y aura à l'avenir un élément d'équilibre dans l'hémisphère Ouest seulement si les puissances européennes se solidarisent contre les Russes et si les voies de communication maritime vers l'Europe restent ouvertes. De manière similaire, l'existence du Japon comme grande puissance est un élément indispensable d'équilibre en Asie de l'Est. La puissance de la Russie est énorme. Elle est sans comparaison le pays le plus riche dans le monde, extraordinairement forte sur le plan biologique (taux de natalité élevé et en croissance). Son industrie d'armement, répartie à travers tout le pays, est pratiquement impossible à attaquer. Le facteur décisif, toutefois, est le réveil des Russes eux-mêmes, et l'entraînement technique des forces soviétiques, qui ont permis au Kremlin de créer, à partir des ressources naturelles de son pays et de son peuple, la plus puissante machine de guerre de tous les temps. […] L'Allemagne a cherché à parvenir à un compromis honorable avec l'Union soviétique, et dans ce but a conclu les accords de l'été 1939. Cependant Staline était attaché à l'idée que l'Allemagne allait être impliquée dans une longue guerre à l'Ouest, et espérait profiter de cette guerre pour saper l'Allemagne par la propagande […]. Finalement, lors de son discours devant l'académie militaire de Frunze en mai 1941, il a ouvertement prôné la guerre contre l'Allemagne. Cette déclaration nous a été communiquée par trois officiers russes de haut rang, faits prisonniers à des époques tout à fait différentes et interrogés séparément, qui avaient pris part au banquet en question et qui ont complètement confirmé les faits.

L'Allemagne poursuivra la guerre contre l'Union soviétique jusqu'au bout. Mais à un moment ou à un autre l'Allemagne devra choisir entre l'Est et l'Ouest. Des portions très larges du peuple allemand, en particulier dans la masse de ceux qui ont perdu leur maison du fait des bombardements, et en fait un courant important dans le Parti également, tendent nettement vers l'Est […]. Si l'Ouest laisse passer par mégarde le bon moment psychologique, alors l'Allemagne sera irrévocablement contrainte d'opter pour l'Est. […] Les buts de guerre de l'Allemagne sont clairs. Elle désire réunir tout son peuple dans ses propres frontières. L'Allemagne n'a aucunement l'intention de soumettre une quelconque nation étrangère. Elle désire la liberté pour toutes les nations européennes. L'affirmation selon laquelle l'Allemagne s'est efforcée d'obtenir la domination de l'Europe n'est que le produit de la propagande ennemie. La politique que l'Allemagne a poursuivie en France et dans les Balkans montre que l'Allemagne n'a jamais eu l'intention de se mêler de la liberté individuelles des nations. Même la politique interne du national-socialisme a été tellement déformée par la propagande ennemie que pas un seul Anglais ou un seul Américain ne savent réellement ce que le national-socialisme veut dire […]. A Berlin, on est convaincu que chaque pays, y compris l'Angleterre et l'Amérique, doit avancer vers une solution finale du problème social sans délai, et s'ils ne choisissent pas la voie du bolchevisme ou du communisme destructeur, ils ne peuvent, sur la question sociale, que suivre la même voie que celle choisie par Adolf Hitler. A Berlin, on est convaincu que le national-socialisme est une synthèse ordonnée du capitalisme et du socialisme, et par conséquent une forme de capitalisme raisonnable. La question juive est une affaire de politique interne à l'Allemagne qu'il fallait résoudre en Allemagne. La question juive dans les autres pays n'intéresse pas l'Allemagne ; en fait, on pense même en Allemagne qu'il serait possible de coopérer avec les autres pays afin de trouver une solution à cette question. Dans le monde entier, la calomnie a été particulièrement vive en ce qui concerne la question de l'Eglise. Sans aucun doute, une aile radicale du parti a des vues anticléricales, mais depuis des années une évolution est en cours même au sein du parti lui-même, et en conséquence partout en Allemagne les églises sont plus remplies de fidèles que jamais.

[…] Si on attend trop longtemps, et si la Wehrmacht est submergée par le flot bolchevique, il n'y aura plus de possibilité d'une entente avec l'Allemagne, car l'Allemagne ne pourrait choisir la démocratie mais deviendrait communiste, pour lui permettre tout simplement de survivre. Le jour où le front allemand de l'Est s'effondrera sera donc, au vrai sens du mot, un tournant dans l'histoire du monde[505]. »

Le 25 février, le Foreign Office fut informé par lord Halifax, ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, que Joseph Grew – qui exerçait *de facto* les

fonctions de secrétaire d'Etat en raison des fréquents déplacements à l'étranger du chef de la diplomatie américaine Edward Stettinius – émettait avec une certaine fermeté le souhait que ce document au contenu parfois étrange fût montré aux Soviétiques. Halifax précisa que Grew attachait la plus grande importance à ce que l'information fût transmise aux Russes le plus tôt possible, à la fois afin de respecter le principe d'un partage de toutes les informations vitales et aussi afin d'anticiper toute suspicion qui risquerait de s'éveiller si elle leur parvenait par d'autres canaux. Il suggérait pour finir que la « source » pourrait être camouflée. Le chef du MI6, Menzies, fut affolé par cette proposition. Il y avait là à ses yeux une preuve supplémentaire de la naïveté des autorités américaines qui montrait à quel point les Etats-Unis ne négligeaient aucun moyen pour maintenir les meilleures relations possibles avec l'URSS. Les Britanniques, quant à eux, se préparaient depuis plusieurs mois au « rideau de fer ». Bientôt les Soviétiques seraient de nouveau des adversaires, peut-être même des ennemis, et il était à la fois enfantin et inutile de chercher ainsi la moindre occasion de manifester sa bonne foi. Menzies émit en conséquence une opposition catégorique à la transmission aux Soviétiques de renseignements qui n'entraient pas dans le cadre strict des opérations militaires.

« J'ai réussi à convaincre sir Alexander Cadogan et le Foreign Secretary que cette proposition serait très dangereuse sur le plan de la sécurité et est en plus inutile, puisque Ribbentrop a par la suite annulé ses premières instructions. Si, en dépit de cette annulation, une quelconque approche était effectuée par un diplomate allemand, le Foreign Office préviendrait de toutes manières Moscou et Washington immédiatement, conformément à la procédure établie. Le département d'Etat avait suggéré qu'il aurait été possible de camoufler notre source d'information lorsque nous aurions informé les Russes. Je ne partage pas ce point de vue et je considère comme extrêmement probable que les Russes seraient suffisamment avertis pour tirer les conclusions exactes. Les conséquences de cela seraient, de mon point de vue, sérieuses pour l'avenir. Si, d'un autre côté, les Russes ne parvenaient pas à deviner la nature de la source, le danger serait encore plus grave, puisqu'il n'y aurait aucun moyen de mettre l'accent sur l'importance de la source et il serait impossible de s'assurer que les Russes ne feraient pas eux-mêmes circuler l'information, et la fuite pourrait bien de cette manière revenir à l'oreille des Allemands eux-mêmes. Je n'ai pas besoin de souligner combien cela serait désastreux au moment où j'ai très bon espoir de reconstituer le système utilisé par les Allemands pour la majeure partie de leurs communications diplomatiques, auxquelles nous n'avons jamais eu accès jusqu'à présent[506]. » Cette fois, Churchill approuva immédiatement le refus de Menzies. En février 1945, il n'était plus nécessaire d'amadouer Staline, comme

cela avait été le cas en 1942 et 1943, en lui transmettant des fragments de renseignements provenant d'*Ultra*.

La promptitude du State Department à vouloir communiquer la substance du message de Ribbentrop aux Russes est quant à elle cohérente avec la volonté américaine de garder les meilleures relations avec les Soviétiques, notamment à un moment où une offensive russe contre le Japon était considérée comme essentielle. La décision de s'informer réciproquement sur toute approche de paix en provenance de l'Allemagne avait d'ailleurs été prise dès 1943 lors de la conférence de Téhéran, mais elle visait en premier lieu les pays satellites du Reich qui tentaient de sortir de la guerre sans encourir la fureur de Hitler. Certes, Ribbentrop annula ses directives quelques jours après avoir envoyé son télégramme, pour des raisons que nous ne connaissons pas, mais l'agitation qui avait, entre-temps, régné en Angleterre au sein des services de renseignements montre que les Britanniques étaient loin d'être insensibles aux signaux provenant d'Allemagne, même s'ils prenaient la forme d'instructions particulièrement filandreuses. Le patron du MI6 avait émis des objections purement techniques : il fallait poursuivre les tentatives de pénétration du chiffre diplomatique allemand – classé sous deux appellations, *Floradora* et GEE –, qui, il est vrai, restait particulièrement opaque malgré certains succès obtenus par les services américains. Ces objections étaient en fait un prétexte commode, d'autant que, en réalité, en février 1945, la pénétration de ce code n'avait plus tellement d'importance, étant donné que le réseau diplomatique allemand avait réduit comme peau de chagrin. En fait, il est beaucoup plus plausible de penser qu'une partie des autorités britanniques, et en particulier de nombreux membres des services secrets, restaient très attentives à tout indice d'une volonté de paix en provenance d'Allemagne et que c'est bien pour des raisons politiques qu'elles s'opposaient à ce que les Soviétiques en soient informés. Les services secrets britanniques étaient déjà tournés vers l'avenir ; le prochain adversaire, peut-être l'ennemi, était clairement désigné : l'URSS.

Cet épisode n'eut pas de suite, d'autant que la réponse de Hempel, ambassadeur à Dublin, n'était guère encourageante pour Ribbentrop dont la logomachie creuse, l'accent mis sur l'idéologie et le « problème social », voire le souhait de pousser carrément les Alliés à suivre le chemin du national-socialisme, ne constituaient pas, c'est le moins que l'on puisse dire, des éléments très probants pour meubler les discussions au cours d'hypothétiques rencontres avec des personnalités influentes. « Dans les milieux intéressés et politiquement éduqués ici, il n'existe plus, je crois, aucun espoir que l'Angleterre ou les Etats-Unis changent d'avis en ce qui concerne l'Allemagne, encore moins à l'égard du

national-socialisme », avait d'ailleurs répondu le diplomate allemand au patron de la Wilhelmstrasse[507].

Fin mars 1945, Oshima adressa à Tokyo un résumé de trois nouvelles conversations avec Ribbentrop[508]. Le premier télégramme était transmis à la condition formelle que ces conversations devaient rester absolument secrètes car toute fuite rendrait la position allemande beaucoup plus difficile à la fois politiquement et militairement, et, de plus, Ribbentrop serait lui-même mis en grande difficulté au sein du pouvoir nazi. Ce dernier entama la première de ces conversations le 17 mars en expliquant qu'il souhaitait parler à Oshima comme à un ami de bien des années, non pas en tant que ministre des Affaires étrangères, mais en tant que personne privée. Il n'avait consulté ni le Führer ni aucun des membres de son cabinet. Il n'y avait aucun changement à sa conviction que, « avec les choses en l'état, il serait difficile de séparer l'URSS de la Grande-Bretagne et de l'Amérique et de conclure une paix séparée avec elle, et une victoire militiaire était essentielle avant que cela ne puisse se faire. De plus, le Führer était sûr qu'il pourrait amener des changements dans les positions sur le front Est ».

Puis Ribbentrop se mit à divaguer quelque peu. Il raconta comment il avait lui-même étudié de près les déclarations effectuées par des officiers américains et anglais qui avaient été faits prisonniers, et expliqua que beaucoup d'entre eux étaient « remplis d'amertume » à l'égard de l'URSS, disant qu'ils allaient devoir se battre contre elle si le Reich était renversé. Au début, il avait pensé que c'était là seulement les points de vue personnels de deux ou trois individus, mais après réflexion il s'était demandé si cela ne reflétait pas ce que la Grande-Bretagne et l'Amérique pensaient réellement. Le fait était que, si l'occasion présente était perdue, il faudrait attendre bien longtemps avant que les démocraties anglaise et américaine n'aient à leur disposition les forces considérables, en particulier aériennes, qu'elles avaient aujourd'hui, et l'idée de détruire l'URSS dès à présent par un coup de force majeur pourrait bien naître du désir des Américains de dominer le monde et du souci britannique d'empêcher la bolchevisation de l'Empire. Il fallait cependant être conscient que si de tels plans existaient, Staline en était sans doute informé. Cependant, même l'URSS « avait peu d'espoir de résister toute seule face aux forces aériennes et maritimes des Alliés », d'autant qu'une croisade antisoviétique initiée par eux aurait un large soutien en Europe, « tandis que même en Allemagne beaucoup seraient prêts à y prendre part ». Dans ces circonstances, il estimait qu'il n'était pas exclu que Staline accueillît favorablement l'idée de forger un rapprochement amical avec l'Allemagne et le Japon, afin de résister à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Et si cette idée venait à Staline, Ribbentrop pensait désormais qu'il fallait s'accorder avec lui sans trop

se préoccuper des conditions qu'il poserait. Il était d'avis de donner, à l'exception des territoires précédemment allemands, de la Hongrie et de la Croatie, le reste des Balkans à l'Union soviétique, et si l'URSS souhaitait avancer en direction des Dardanelles et même au-delà, par exemple jusqu'à Suez, de la soutenir. Si un contact pouvait être établi, il n'hésiterait pas à prendre un avion pour Moscou et à négocier directement avec Staline.

Les deux hommes évoquèrent le moyen de passer par certains milieux actifs à Stockholm, et Ribbentrop se montra intéressé par l'idée d'utiliser les services de l'attaché militaire japonais, le général Onodera Makoto, personnage clé du renseignement japonais en Europe, qui bénéficiait d'un réseau très étendu de contacts au sein des services de renseignements alliés. Il existait d'ailleurs à Stockholm une sorte de chambre de compensation du renseignement international, et Onodera n'hésitait pas à échanger des informations avec les Alliés. Ce dernier fut par conséquent dûment convoqué à Berlin, où il atterrit le 27 mars. Il indiqua d'emblée qu'il connaissait bien le chargé d'affaires soviétique en Suède et se montra prêt à observer le fonctionnement de la légation soviétique et à trouver le moyen d'entrer en contact avec elles. Ces propos plutôt vagues et prudents étaient en fait assez surprenants dans la mesure où le Japon entretenait encore à cette date des relations cordiales avec l'URSS. Mais Onodera n'était pas particulièrement enthousiasmé par la mission qu'on lui proposait. Il faisait partie des milieux japonais prosoviétiques et, selon un membre de la section des relations extérieures du RSHA, Harald Kirfel – officier de liaison auprès de l'ambassade du Japon en Allemagne en raison des déplacements que le personnel japonais était désormais contraint d'effectuer et qui fut interrogé par le MI5 après sa capture en 1945 –, il menait même une véritable campagne de calomnies à propos de l'Allemagne, « peut-être à l'instigation de la Russie[509] ». Tout comme les diplomates japonais réputés plutôt favorables à de bonnes relations entre le Japon et l'URSS, et en premier lieu l'ambassadeur à Moscou Sato, il était sans nul doute sceptique quant aux chances de succès d'une médiation menée au nom de l'Allemagne. Surtout, le Japon cherchait avant toute chose à préserver ses relations avec l'URSS, afin d'éviter tout conflit et, peut-être, de préserver une voie de communication avec les Alliés. Il n'était plus temps d'agir comme si l'Axe existait encore, bien au contraire, c'était déjà l'heure du chacun pour soi.

Onodera put retourner à Stockholm l'esprit tranquille, car Hitler n'était pas encore convaincu de pouvoir négocier avec Staline. Le même discours prévalait toujours : le préalable à toute négociation était une victoire allemande probante, permettant de l'aborder dans les conditions les moins mauvaises. Seul un coup d'arrêt à ce qui semblait une avancée inexorable pouvait amener Staline à

envisager de nouveau des discussions avec le Reich. Hitler estimait d'ailleurs que Staline tenait exactement le même raisonnement. On était donc dans une impasse. Oshima exprima cependant sa satisfaction à entendre que l'Allemagne avait de bonnes chances de remporter un succès militaire, mais répéta qu'il serait de toute façon utile de tenter d'approfondir ce que Staline avait vraiment à l'esprit. Les chances étaient peut-être faibles, mais la meilleure chose qui pouvait arriver était que l'Allemagne fît la paix avec les Soviétiques et fût ainsi en mesure d'utiliser contre les Alliés les forces encore intactes regroupées à l'est du pays. Le lendemain, Ribbentrop informa l'ambassadeur qu'il s'était de nouveau entretenu avec le Führer, mais il reconnaissait désormais qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'Allemagne de tenter un rapprochement avec l'URSS. Oshima admit que la décision revenait au Führer, mais demanda cependant s'il s'agissait d'une question de principe ou si Hitler serait prêt à envisager une paix avec l'URSS dans d'autres circonstances. Ribbentrop répondit qu'il était bien clair que le Führer souhaitait la paix avec l'URSS, s'il existait la moindre chance qu'une telle paix fût possible. Lorsque le diplomate japonais demanda à Ribbentrop si ce refus de tenter une approche de paix de l'URSS pouvait signifier, a contrario, une attitude plus positive à la perspective d'une paix à l'Ouest, l'Allemand – qui avait pourtant poussé dans ce sens – fut cette fois absolument catégorique. *En aucun cas le Führer n'accepterait de signer une paix de compromis avec les Anglo-Saxons*. En dépit du *non possumus* du Führer, Oshima eut l'audace d'insister et suggéra de ne pas exclure la possibilité d'entrer en contact avec les milieux soviétiques à Stockholm. Ribbentrop répondit qu'il n'y voyait aucune objection, mais qu'il fallait tout faire pour que cela ne revienne pas aux oreilles des autorités britanniques et américaines.

Le 4 avril, à l'occasion d'une *tea-party* à laquelle il avait convié un certain nombre de personnalités japonaises installées en Allemagne, Ribbentrop déclara avoir conscience des critiques qui s'étaient élevées dans les milieux japonais parce que l'Allemagne avait fait la guerre à la Russie, mais il reprit alors l'argument du coup de poignard dans le dos qui aurait été l'intention de Staline et Molotov. Le diplomate reconnut que, en matière de diplomatie et de politique étrangère, il n'y avait plus grand-chose à faire face à l'effondrement de la résistance à l'Ouest. Cependant, après le discours de Ribbentrop, Steengracht expliqua « à titre personnel » à l'attaché naval japonais qu'il avait toujours souhaité voir le Japon, l'Allemagne et l'URSS coopérer, qu'il fallait œuvrer dans ce sens, et il demanda « s'il n'y avait pas moyen pour le Japon d'utiliser son statut actuel de pays neutre [*sic*] pour sonder de façon précise les intentions soviétiques »[510]. Ce fut, dans les interceptions, un des derniers signes désespérés d'une tentative de rapprochement.

Il est fort possible que nous ne connaissions jamais la vérité concernant les contacts de paix entre les puissances engagées dans le conflit. Les archives britanniques recèlent encore des documents utiles, mais il faudra sans doute attendre l'ouverture complète des archives soviétiques, si elle a lieu. Il se peut d'ailleurs que les éléments écrits soient rares, voire inexistants. Ce que montre néanmoins *Ultra*, c'est que l'éventualité de la signature d'accords de paix séparés fut une préoccupation constante des belligérants et qu'elle explique en partie les stratégies choisies. Les Anglo-Saxons purent suivre de près les efforts des Japonais pour convaincre les Allemands et les Soviétiques de se rapprocher. Comme les Soviétiques étaient, de façon évidente, informés de ces efforts – sans doute de façon officielle par l'ambassadeur du Japon en URSS mais aussi, de manière clandestine, par ce que leurs espions en Angleterre leur faisaient parvenir des interceptions japonaises –, ils s'en servirent eux-mêmes comme d'un moyen de pression sur les Alliés, pour l'ouverture d'un second front. Malgré l'absence de preuve, il est difficile de croire que la menace d'une paix séparée ne connût pas aussi des prolongements concrets, notamment à Stockholm. Quant aux Alliés, leur position fut également complexe. L'ouverture par l'OSS de négociations directes avec le général SS Wolff en vue d'une reddition des forces allemandes en Italie, l'agitation qui entoura l'interception du long télégramme de Ribbentrop de mars 1945 démontrent que certains, notamment dans les milieux du renseignement, étaient prêts à pactiser avec le diable, ou en tout cas avec ses assesseurs, pour mettre au plus vite fin à la guerre, mais aussi pour contrecarrer une puissance dont on avait de bonnes raisons de croire qu'elle ne saurait « dominer » une victoire dont le coût humain et économique avait été pour elle terrifiant : l'URSS de Staline.

Début mai, quelques jours avant la défaite du Reich, le Premier ministre demanda à son principal conseiller militaire, le général Ismay, de préparer les plans pour une guerre offensive contre l'Union soviétique, dont l'objectif était tout simplement l'élimination de l'URSS comme puissance mondiale. Ce plan, qui a été déclassifié en 1999, prévoyait une attaque surprise menée par plusieurs centaines de milliers de soldats américains et anglais, appuyés par cent mille soldats allemands réarmés. L'opération avait toutefois un nom de code significatif : *Impensable (Unthinkable)*. Les principaux responsables militaires britanniques, dont le général Alan Brooke, tout anticommunistes qu'ils étaient, furent d'ailleurs horrifiés par ce projet qu'ils considéraient avant tout sous l'angle technique et pratique comme parfaitement irréaliste. Voilà cependant qui explique pourquoi tous les signes d'ouverture en provenance de l'Allemagne avaient été observés et suivis avec une attention particulière par les services de

renseignements britanniques, bien qu'ils fussent le plus souvent sans réel fondement solide. Il est assez difficile d'établir à quel moment, dans l'esprit de Churchill, le combat à venir avec l'URSS supplanta la lutte contre l'Allemagne, mais on peut être sûr que, très tôt dans la guerre, et en tout cas dès que l'Amérique fut engagée dans le conflit, la question de la renaissance de l'Allemagne, comme rempart contre l'Ours, fut sa préoccupation essentielle. De ce point de vue, le programme *Ultra* apporta également une contribution capitale : si l'on en croit une note du 17 mai 1945[511], les interceptions des communications allemandes, et notamment des messages *Fish*, avaient permis aux Britanniques de bénéficier dès 1943 d'une bonne vision d'ensemble de l'ordre de bataille des forces soviétiques, alors que les autorités militaires de l'URSS avaient été très attentives à ne jamais le dévoiler aux missions militaires et aux observateurs anglo-saxons parfois invités sur le front. La défaite du Reich eut, pour les hommes des services secrets, le résultat désastreux de tarir cette incomparable source de renseignements qui ne fut jamais vraiment remplacée durant toute la guerre froide.

8
Magic et la bombe atomique

Le 6 août 1945, écartant l'hypothèse d'un débarquement terrestre dont le coût risquait d'être exorbitant, les Américains larguèrent sur Hiroshima la bombe atomique qui avait été testée avec succès le 15 juillet. Trois jours plus tard, Nagasaki était également réduite en cendres. Entre-temps, le 8 août, Molotov avait reçu l'ambassadeur du Japon à Moscou, Sato Naotake, afin de lui lire la déclaration de guerre qui scellait définitivement le sort du Japon. Le très expérimenté diplomate japonais fut profondément surpris par la décision russe. Accablé par le sort qui attendait son pays, il eut aussi le sentiment profond d'un échec personnel, car le maintien de relations diplomatiques cordiales avec l'URSS avait été, tout au long de la guerre, un des fondements de la stratégie de son pays, et il pouvait légitimement considérer qu'il l'avait jusque-là bien servi, ainsi que l'empereur. Sato ne savait pas qu'il avait probablement joué à son insu un rôle clé dans la décision américaine de détruire les deux villes japonaises. En effet, grâce à *Magic*, les Américains comme les Britanniques avaient pu intercepter et lire l'ensemble de sa correspondance par radio avec le Gaimusho. Ils avaient pu ainsi se former une idée précise de la politique japonaise et en avaient tiré la conclusion finale que le pays, en dépit de ce que disaient certains des meilleurs spécialistes, comme l'ancien ambassadeur au Japon Joseph Grew, désormais numéro deux du State Department, n'était pas sur le point de capituler ; que la solution la plus efficace, ou, pour reprendre les mots de Henry Stimson, *le choix le moins odieux*, était la mise en œuvre de l'arme atomique, qui mettrait fin à la guerre dans de très brefs délais, évitant peut-être ainsi des centaines de milliers de pertes américaines.

Sa mission avait pourtant débuté sous des auspices favorables, et son arrivée à Kuibyshev en 1942, en remplacement de Tatekawa, avait constitué un petit événement. On spécula beaucoup dans les milieux diplomatiques sur les objectifs de sa mission. Le nouvel ambassadeur était, contrairement à son

collègue de Berlin Oshima, un diplomate de profession, aux opinions politiques modérées, un bon serviteur de l'empereur et de la nation japonaise. Il avait été en poste à Saint-Pétersbourg, puis à Moscou dans les années 1920, et passait pour un très bon connaisseur du pays. Les plus informés savaient qu'il faisait partie de la faction favorable au maintien de bonnes relations avec l'URSS et qu'il était en conséquence très sceptique quant à l'intérêt de l'alliance avec l'Allemagne. Le numéro deux de l'ambassade, Morishima Goro, avec lequel Sato était en parfaite entente, était quant à lui considéré comme un opposant résolu au pacte tripartite. Aux yeux des services de renseignements qui analysaient les télégrammes que Sato adressait à Tokyo, ses dépêches n'étaient pas marquées par l'idéologie et le dogmatisme, et il n'hésitait pas à user d'un franc-parler qui contrastait avec les télégrammes des ambassadeurs du Japon auprès des pays de l'Axe ou des pays neutres. Les relations entre le Japon et l'URSS étaient en effet demeurées bonnes depuis la signature du pacte de neutralité en avril 1941, et surtout depuis qu'il avait été confirmé que le Japon avait renoncé au projet d'une campagne en direction du nord, à partir de la Chine occupée. A ce sujet, un télégramme intercepté de l'ambassadeur du gouvernement grec en exil était significatif. « Sourlas, Kuibyshev, à gouvernement grec, Londres, le 14 octobre : L'ambassadeur du Japon, au cours d'une conversation avec [manque 1 groupe ; probablement : le ministre de Suède] a démenti les affirmations de la presse neutre selon lesquelles le Japon a comme projet d'attaquer la Russie sous peu et a ajouté "Je sais que c'est ce que l'Allemagne souhaite, mais le Japon ne prendra pas ses instructions à Berlin[512]" [...]. »

Les avis et les analyses de Sato concernant l'évolution de la guerre russo-allemande étaient particulièrement précieux, et bien accueillis à Tokyo, ce qui montrait que l'Axe était une alliance sans grand contenu. L'ambassadeur fut très vite sceptique quant aux chances de l'Allemagne de triompher et sa mission diplomatique devint d'autant plus importante que, comme pouvaient le constater les services alliés, il fut, dès son arrivée, profondément convaincu que l'URSS allait résister aux assauts du Reich. Les interceptions prouvaient également qu'il était extrêmement réticent à faciliter la paix entre l'URSS et l'Allemagne.

L'interception du télégramme du 21 décembre 1942 était ainsi particulièrement intéressante concernant la situation interne en URSS.

> Naturellement il y a dans ce pays des pénuries de matières premières, des difficultés dans les communications, une insuffisance de main-d'œuvre etc., occasionnées par la guerre, ainsi que des problèmes économiques et financiers sérieux, et l'avenir ne permet pas d'être optimiste de ce point de vue. Mais, autant que je puisse en juger, j'ai la ferme impression que l'habileté et l'énergie du gouvernement, du parti et de Staline ont permis de consolider le front de l'intérieur dans l'optique d'une guerre d'usure. […] Le gouvernement et le parti en appellent au peuple avec des slogans tels que « nous faisons la guerre pour défendre la mère patrie » et favorisent la haine de l'ennemi en

alimentant leur propagande avec les exemples d'atrocités commises par les forces allemandes. Sans se laisser enfermer par les dogmes du communisme théorique du passé, ils concentrent tous leurs efforts en vue de parvenir à l'unité nationale complète dans la poursuite de la guerre, tandis que la cristallisation d'un mouvement d'opposition est, en raison de la surveillance stricte maintenue par la police du parti et du gouvernement, totalement exclue. […] Ces faits, combinés avec l'atout que constitue le flegme traditionnel qui caractérise les Russes, font qu'il est impossible d'envisager une capitulation ou un effondrement de la Russie, même si la grande stratégie allemande devrait pouvoir constituer une réelle menace pour les Ourals.

De ce constat d'une grande lucidité, Sato tirait les conséquences pour le Japon :

La conclusion évidente et logique est que cette détérioration de la situation doit avoir des conséquences de la plus haute importance pour nous. En outre il semble qu'il y ait des facteurs dans la situation militaire dans le Pacifique, notamment dans les îles Salomons et en Nouvelle-Guinée, qui ne nous permettent pas d'être optimistes et amènent à penser que l'avenir de notre Empire est semé d'embûches. Face à une telle situation, on ne peut garantir qu'il n'y aura pas au sein de notre peuple certaines personnes qui douteront de la direction future de la guerre et dont la confiance sera ébranlée. Mais puisque nous avons pris les armes pour défendre notre honneur et ce, dans l'intérêt général de la race humaine, notre détermination doit être de plus en plus forte. Ce n'est nullement le moment d'être découragé par une situation insatisfaisante et notre seule voie est d'avancer résolument vers les objectifs que nous nous sommes fixés[513].

Les analyses de Sato avaient été déterminantes et, au grand dépit des militaires maximalistes de l'armée du Kwantung, le Japon abandonna toute idée d'attaquer l'URSS. Les Soviétiques, quant à eux, ne voyaient aucun intérêt à donner un coup de main aux Anglo-Saxons en Extrême-Orient, d'autant que ces derniers se montraient à leurs yeux bien trop pusillanimes en Europe de l'Ouest. Ils refusèrent notamment l'implantation de bases à partir desquelles les avions américains auraient pu bombarder le Japon. Mieux, les équipages des avions américains qui atterrissaient, à court de kérosène, sur le territoire soviétique furent systématiquement internés, parfois durant de longues semaines, avant d'être remis aux autorités alliées, tandis que leurs aéronefs étaient confisqués à la grande satisfaction des spécialistes soviétiques de l'armement. Par un échange de bons procédés, les Japonais fermaient les yeux sur les livraisons américaines à l'URSS par le Pacifique, cette fois au grand désappointement des Allemands. L'année 1943 fut même l'occasion de diverses négociations qui aboutirent à des accords importants, notamment sur la question des droits de pêche, un des aspects principaux des relations entre les deux pays.

A Kuibyshev, puis, lorsque les missions diplomatiques purent y retourner, à Moscou, les membres de l'ambassade du Japon croisaient souvent les représentants des USA et de la Grande-Bretagne, notamment au cours des réceptions organisées par Molotov, ce qui donna parfois lieu à des incidents cocasses. Dans la chronique de cette vie diplomatique étrange, une scène de

vaudeville qui se déroula le 7 novembre 1943 retint l'attention de Sato – dont le télégramme fut intercepté par les Alliés –, scène au cours de laquelle la vodka, comme souvent dans la capitale soviétique, joua un rôle primordial. L'épouse de Molotov avait organisé une grande réception pour le corps diplomatique. Les ambassadeurs des Etats-Unis et du Royaume-Uni étaient naturellement invités ; dans les salons du ministère des Affaires étrangères, ceux-ci pouvaient croiser le représentant de leur ennemi du Pacifique. Molotov se montra certes particulièrement accueillant à l'égard des ambassadeurs britannique et américain, mais échangea également des verres de vin avec Sato. Ce dernier partit tôt, vers 23 h 30. Très peu de temps après son départ, le secrétaire d'ambassade Kawasaki et le journaliste Mainichi furent les témoins d'une scène qui faillit virer au pugilat entre les représentants des grandes puissances alliées. L'ambassadeur du Royaume-Uni, sir Archibald Clark-Kerr, s'était effondré dans un fracas d'assiettes et de verres. Molotov et Kerr s'invectivaient à tue-tête. Molotov était livide et « semblait pouvoir à peine se contenir d'empoigner l'autre ». En sortant sur le porche, il s'écria : « Voilà quelque chose dont je me souviendrai toujours. » La cause de la dispute n'est pas claire, mais il semblerait que « tous deux étaient presque complètement saouls », expliqua Sato dans son compte rendu à Tokyo[514]. La diplomatie russe était d'ailleurs très habile dans le maniement des signaux diplomatiques, et certaines indications prouvaient que le Japon ne pouvait guère espérer être considéré comme un partenaire de même rang que les Anglo-Saxons. Ainsi, Archibald Clark-Kerr nota qu'il était surveillé par quatre membres du NKVD, tandis que son « collègue » japonais Sato avait droit à huit cerbères, signe que le niveau des relations n'était pas équivalent.

Les relations entre le Japon et l'URSS évoluèrent de manière perceptible au cours de l'été 1944. Dans un premier temps, les télégrammes interceptés, d'origines diverses, reproduisaient les rumeurs insistantes d'un rapprochement entre le Japon et l'URSS. Deux interceptions datant de mai 1944 donnaient des indications dans ce sens. Le 1er mai, un télégramme datant du 26 avril entre Tokyo et Moscou était déchiffré. Il s'agissait en fait de la répétition d'un télégramme en provenance de la ville de Harbin en Mandchourie, où le Japon avait un « consul général » : « Diverses rumeurs sont répandues ici selon lesquelles la signature de l'accord de pêche et de droits entre le Japon et l'URSS va avoir pour conséquence un changement dans les relations entre le Japon et l'Allemagne et le Japon et l'URSS […]. Au milieu du mois prochain il y aura un grand changement dans la situation politique internationale, plus précisément un rapprochement entre l'URSS et le Japon et un éloignement entre le Japon et l'Allemagne[515]. »

Le 19 mai, Cosme, qui était encore le représentant de Vichy à Shanghai, télégraphiait à Pierre Laval avoir appris de bonne source que les relations russo-japonaises « prenaient progressivement la forme d'une véritable collaboration ». Il citait notamment le fait que le gouvernement soviétique avait donné au Japon, au cours du mois de mai, dix mille caisses de viande en conserve, ainsi que des matières premières destinées à l'industrie de guerre. Cela mit d'ailleurs en fureur les Allemands qui y virent le signe d'un rapprochement inquiétant[516]. Le 12 septembre, le même Cosme, qui avait été muté de Shanghai à Tokyo, adressait un télégramme à l'amiral Decoux : « L'ambassadeur de l'URSS vient de rentrer après un congé de trois mois qu'il aurait consacré à l'étude des conditions dans lesquelles pourrait être recherchée une solution diplomatique du Pacifique. Si je dois en croire un informateur qualifié, le gouvernement de l'URSS n'aurait pu obtenir du président ROOSEVELT qu'il renonçât à exiger du Japon une capitulation inconditionnelle. Le gouvernement de Moscou, qui serait intéressé à ce que l'Extrême-Orient ne tombe pas à nouveau sous domination anglo-saxonne, aurait paraît-il envisagé la possibilité de constituer un bloc où seraient agrégés, sous son contrôle, les Russes, les Japonais ainsi que les communistes chinois. C'est dans ce sens que pourraient s'orienter les négociations entre Monsieur Shigemitsu et Monsieur Malik [Jacob Malik, ambassadeur de l'URSS au Japon][517]. »

C'est dans ce contexte, pourtant relativement favorable pour le déroulement de la mission de Sato, qu'une déclaration publique de Staline réveilla brutalement le Gaimusho. L'évolution de la situation en Europe y était, naturellement, pour quelque chose. Le 6 novembre en effet, Staline qualifia pour la toute première fois le Japon de pays « agresseur », citant en exemples Pearl Harbor ainsi que la prise de Hong-Kong et de Singapour. Le commentaire de Sato fut cependant relativement serein, et il expliqua que de tels propos avaient d'abord pour but de faire plaisir aux Anglo-Saxons qui avaient été jusque-là irrités par la position de neutralité de l'URSS en Extrême-Orient, et de venir en aide à Roosevelt dans sa campagne pour la réélection. Mais il ajouta que Staline n'avait de toute manière qu'un seul et unique objectif, l'expansion de l'influence bolchevique[518]. Cependant cette analyse ne satisfit pas le ministre des Affaires étrangères japonais, qui n'était pas intéressé par un simple *statu quo*. L'objectif du Gaimusho était toujours de parvenir à une amélioration significative des relations avec l'URSS, et Sato devait désormais redoubler d'efforts pour y parvenir. Le 18 novembre, le diplomate japonais vit Molotov pendant une heure et quart. Sato lui fit part de l'anxiété des Japonais quant à l'installation éventuelle de bases américaines en URSS, qui auraient permis aux bombardiers

américains d'atteindre plus facilement le Japon et d'offrir des solutions de délestage pour ceux qui bombardaient l'Archipel à partir de la base de l'île de Tinian. Molotov se montra néanmoins rassurant sur ces points.

Suivait le compte rendu d'une discussion sur la nature réelle des propos qu'avait tenus Staline le 6 novembre. Le diplomate japonais expliqua en effet que ce discours avait fait sensation dans le monde entier. Il lui semblait cependant que Staline n'avait pas voulu accuser le Japon, ni le traiter comme un agresseur, ni le condamner (la conversation se déroulait en français, et l'interception indiquait que les termes français *accuser*, *traiter*, *condamner* avaient été utilisés). Cette analyse était-elle exacte ? demanda, non sans inquiétude, le diplomate japonais. Molotov répondit qu'il était entièrement d'accord avec cette interprétation. La critique de Staline avait été faite « d'un point de vue théorique » et portait uniquement sur « l'histoire passée ». Ces propos reflétaient des « impressions, données d'un point de vue théorique, concernant des étapes passées de la guerre ». Et Molotov ajouta, de façon pour le moins énigmatique, qu'il ne fallait pas donner aux mots du discours un sens plus fort que ce qu'ils voulaient vraiment dire[519].

Sato put d'ailleurs rapidement constater que les signaux qui lui étaient adressés par le Narkomindel n'étaient pas négatifs. Le jour même de la déclaration, plusieurs diplomates soviétiques s'étaient montrés particulièrement aimables à son égard, lors d'une réception officielle. Le 3 décembre, l'ambassadeur du Japon fut invité à une représentation théâtrale donnée pour l'ensemble du corps diplomatique présent à Moscou et à laquelle assistait le général de Gaulle, invité d'honneur. Sato se retrouva, lui, placé dans une loge en compagnie des ambassadeurs de Turquie et de Suède, mais aussi du général Joukov, le vainqueur en 1939 de la bataille de Khalkhin Gol, au cours de laquelle l'armée japonaise avait été facilement dominée par les forces soviétiques, et qui avait durablement marqué les militaires japonais. Dans son télégramme, il évoqua la très grande amabilité de tous à son égard[520]. Dans un autre télégramme intercepté, à la fin du mois, il décrivit les marques d'attention et la courtoisie presque « embarrassante » dont lui-même et les membres de son personnel avaient été l'objet lors d'une soirée qui s'était déroulée le 23 novembre, jour de l'Armée rouge. Il estimait que ce comportement ne pouvait être que délibéré et significatif du point de vue diplomatique[521].

En dépit des propos tenus par Staline, les relations entre les deux pays n'étaient pas modifiées. Alors que les forces américaines sous le commandement de l'amiral Nimitz et du général MacArthur se rapprochaient du Japon, alors que les bombardiers américains étaient de plus en plus présents dans le ciel japonais, les autorités japonaises pouvaient se sentir quelque peu rassurées. Elles

n'auraient pas à faire face à une guerre sur deux fronts. Le traité de neutralité avait tenu bon, et certains russophiles au sein du pouvoir japonais se prenaient même à rêver. L'Allemagne serait bientôt écrasée, et l'alliance contre nature entre les Soviétiques et les Anglo-Saxons finirait bien par éclater. Le Japon pourrait alors devenir l'allié naturel de l'URSS. Ce que Sato et les dirigeants japonais ignoraient, c'est que Staline avait, depuis plus d'un an, fait la promesse à Roosevelt et à Churchill d'entrer en guerre contre le Japon trois mois après la défaite de l'Allemagne, le temps de redéployer en Extrême-Orient les unités nécessaires.

Le Japon continua cependant à concentrer tous ses efforts diplomatiques en direction de l'URSS, car son entrée en guerre paraissait inimaginable ; à aucun moment, semble-t-il, il ne fut en revanche envisagé de négocier directement avec les Alliés. Pourtant, dès le 10 février 1945, Sato faisait part à Tokyo de son pessimisme quant à l'avenir du traité de neutralité qui avait été signé pour une durée de cinq ans. Le 19 février, il s'inquiéta de nouveau à ce sujet, et le lendemain il fut de nouveau reçu par Molotov. Le Japonais cherchait à connaître le contenu des conversations qui venaient de se dérouler à Yalta. Molotov répondit que tout était écrit dans le « communiqué » et que la question d'Extrême-Orient avait été totalement exclue des discussions, mais Sato insista néanmoins sur ce point, déclarant que les discussions avaient, contrairement à ce que disait son interlocuteur, certainement porté aussi sur l'Extrême-Orient. Molotov répliqua que les relations entre l'URSS et le Japon étaient du ressort de ces deux pays exclusivement et que les deux pays étaient neutres. Bien sûr, ajouta Molotov de façon sibylline, bien des sujets avaient été évoqués lors de la conférence en Crimée… Il n'ajouta rien, laissant entendre qu'il ne pouvait révéler la teneur de ces discussions. Sato conclut son télégramme sans faire preuve de beaucoup d'imagination, alors que les propos du commissaire soviétique étaient d'une ambiguïté évidente. Après avoir, dans son télégramme précédent, estimé que la question des relations entre les deux pays serait abordée de manière plus complète qu'auparavant, il se contenta cette fois de constater : « Il semblerait qu'au cours des discussions les Russes aient insisté d'emblée pour que les relations soviéto-japonaises soient exclues. Ils sont prêts à entamer des négociations complètes concernant la prorogation du traité de neutralité[522]. »

Le premier signe véritablement négatif dans les relations entre les deux pays fut, comme l'avait craint Sato, l'annonce par les Soviétiques que le traité de neutralité ne serait pas renouvelé. Celui-ci était théoriquement en vigueur jusqu'en avril 1946. Il était prévu que sa reconduction pour une durée supplémentaire de cinq ans serait automatique, à moins que l'une des parties le

dénonce dans un délai d'un an avant cette date. Le 5 avril 1945, Molotov reçut son collègue japonais et lui annonça que, conformément à l'article III du traité, l'URSS avait décidé d'exercer son préavis et de dénoncer le pacte. Il expliqua dans des termes de nouveau parfaitement ambigus que l'URSS avait bien l'intention d'honorer le traité tant qu'il était en vigueur, mais qu'il ne pouvait donner aucune assurance sur l'avenir des relations russo-japonaises, les affaires internationales en Asie de l'Est et en Europe de l'Ouest étant « très compliquées[523] ». Bien que le traité de neutralité continuât donc à s'appliquer jusqu'au 13 avril 1946, le coup était particulièrement rude pour le Gaimusho. Aux yeux des Américains, en revanche, Staline se montrait ainsi un partenaire fiable. Le *New York Times* écrivit que, survenant peu de temps après l'invasion d'Okinawa et la chute du cabinet ministériel dirigé par Koisi, le 1er avril, l'annonce soviétique avait porté au Japon un coup aussi violent qu'une défaite militaire majeure. Le nouveau Premier ministre, l'amiral Suzuki Kantaro, avait pourtant la réputation d'être plus ouvert que ses prédécesseurs. Le Japon se trouvait au bord du précipice et une partie des autorités du pays commençaient à prendre la mesure de la mauvaise passe dans laquelle elles se trouvaient.

La disparition de Roosevelt, le 12 avril 1945, fut d'ailleurs l'occasion pour le nouveau Premier ministre d'adresser un signe à l'Amérique dont les conséquences apparurent dans les interceptions et qui n'a, jusqu'à présent, jamais été relevé. Le décès du président américain avait été accueilli avec enthousiasme par Goebbels et Hitler qui s'étaient brièvement lancés dans des spéculations absurdes sur la volonté réelle des Américains de poursuivre le combat. La réaction japonaise fut totalement différente. Suzuki adressa, par le biais de l'agence de presse Domei, ses condoléances au peuple américain en même temps que toute sa sympathie pour « la très grande perte qu'ils avaient éprouvée avec le décès du Président ». Un avion japonais largua même à cette occasion des couronnes de fleurs sur les lignes américaines de l'île d'Okinawa, alors que les combats y faisaient rage. Cette attitude, pour le moins chevaleresque, choqua et inquiéta les Allemands. Un membre de la Wilhelmstrasse protesta auprès d'Oshima car ces gestes avaient été immédiatement exploités par l'agence Reuters pour répandre l'idée que le gouvernement japonais envisageait la paix. Oshima indiqua comment il avait répondu aux reproches des autorités allemandes : « J'ai expliqué que la mentalité japonaise différait de la mentalité européenne et que ces actes n'étaient rien d'autre que des signes de sympathie à l'occasion de la mort de Roosevelt, bien qu'il fût le président d'un pays ennemi. Hencke, cependant, ne put s'empêcher de penser qu'ils allaient trop loin[524]. »

Les Allemands n'avaient pas de vraies raisons de s'inquiéter, car ces signes

de sympathie étaient peu susceptibles de toucher les officiels et encore moins le public américains, d'autant qu'ils furent isolés. Hormis quelques rares hauts fonctionnaires, comme Joseph Grew, ancien ambassadeur à Tokyo, la très grande majorité des Américains considéraient les Japonais comme au moins aussi fanatisés que les nazis. La propagande américaine ne s'était pas fait faute de jouer une partition à connotation raciste. L'« infamie » de Pearl Harbor, le traitement des civils et des prisonniers de guerre demeuraient dans tous les esprits : les Japonais étaient des êtres à la limite de la sauvagerie, et leurs dirigeants des criminels de guerre cruels et retors dont le comportement ne pouvait être rationnel et avec lesquels tout dialogue était exclu. Le geste lors du décès de Roosevelt et les échanges auxquels assistaient les Alliés grâce aux interceptions donnaient pourtant une idée des débats, des hésitations et des courants qui traversaient la classe dirigeante.

Les Japonais regardaient toujours dans la direction de l'URSS car c'était de là que pouvait venir la possibilité de desserrer l'étau des forces américaines. Au cours d'une série de réunions dans le courant du mois de mai qui rassemblèrent le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et les quatre chefs de forces armées, il fut unanimement décidé d'entrer dans une phase nouvelle de négociations avec l'URSS, avec trois objectifs : convaincre l'URSS de ne pas se lancer dans la guerre du Pacifique aux côtés des Anglo-Saxons, inciter le Kremlin à envisager des relations plus amicales avec le Japon, et enfin, ce qui constituait une évolution décisive, suggérer une médiation soviétique destinée à mettre fin aux hostilités. Sous la pression des militaires de l'armée de terre, le troisième point fut cependant provisoirement remis à plus tard, car certains jusqu'au-boutistes espéraient qu'un rapprochement avec l'URSS permettrait justement de poursuivre la guerre dans le Pacifique contre les Américains et les Britanniques, et de diviser ainsi l'alliance précaire entre les trois Grands. Il était essentiel de tout faire pour que l'URSS n'entrât pas en guerre, car il aurait été impossible de défendre la Mandchourie.

Le 14 mai, Togo Shigenori proposa même, dans un projet de note, de tenter de convaincre les Soviétiques que leur triomphe sur l'Allemagne avait été largement facilité par l'attitude responsable du Japon qui s'était abstenu d'attaquer, et qu'il fallait désormais songer à une grande alliance entre l'URSS, la Chine et le Japon, contre les alliés anglo-saxons. Face à l'URSS victorieuse, le Conseil suprême se montrait même prêt à des concessions considérables, notamment la rétrocession du sud de Sakhaline, l'abrogation des traités concernant les droits de pêche, la cession des chemins de fer de la Mandchourie du Nord, même celle des îles Kouriles du Nord, la location de Port-Arthur et Dairen. Quoiqu'il l'ignorât, cela correspondait exactement aux demandes

soviétiques exposées par Staline lors de la conférence de Téhéran en octobre 1943, puis lors d'une rencontre avec Averell Harriman en décembre 1944, et confirmées par un accord secret le 11 février 1944 à Yalta.

Dans un télégramme daté du 29 mai, Sato rapporta le contenu d'une interview avec Molotov qui venait de rentrer de la conférence de San Francisco. La conversation se déroula dans une atmosphère amicale, et Molotov se montra particulièrement courtois. Pour commencer, dans la meilleure tradition diplomatique, Sato, tout en précisant que c'était là une question délicate puisqu'il s'agissait d'un pays avec lequel le Japon était allié, présenta ses félicitations à Molotov pour la « magnifique victoire » de l'URSS sur l'Allemagne et pour avoir ainsi mis fin à « la seule guerre dans laquelle elle était engagée » ! Puis il revint sur la question du préavis de non-reconduction du traité de neutralité, expliquant que, selon l'opinion du gouvernement japonais, les relations de neutralité n'étaient pas forcément dépendantes d'un traité et que l'essentiel reposait sur la bonne volonté des parties. Dans ce sens, le gouvernement japonais espérait qu'il n'y aurait pas de modification dans les relations entre les deux pays.

Le ministre des Affaires étrangères russe acquiesça puis interrogea Sato sur le déroulement de la guerre du Pacifique. Celui-ci répondit que, bien que le Japon souhaitât la fin du conflit le plus tôt possible, il fallait tenir compte de l'attitude de l'Amérique : « La seule voie possible était la poursuite du combat ; se rendre était absolument impossible. » Molotov réaffirma alors que l'URSS n'était pas partie prenante dans le conflit et qu'une guerre en Europe avait été largement suffisante ; tout ce qu'elle voulait aujourd'hui était contribuer à garantir la paix dans l'avenir[525]. Comme tous les autres télégrammes de Sato, ce texte fut intercepté par les Anglo-Saxons. Il paraissait prouver la volonté inébranlable du Japon de poursuivre le combat. Puisqu'un esprit posé et responsable comme l'ambassadeur du Japon considérait que la lutte à outrance était inévitable, il était clair que les responsables militaires japonais, dont le comportement fanatique ne faisait aucun doute, refuseraient absolument toute forme de capitulation. En fait il était sans doute nécessaire de faire une lecture plus fine des propos de Sato, qui tînt compte de la nécessité absolue de ne pas perdre la face. Pour les Alliés, le conflit avec le Japon risquait d'être long et particulièrement coûteux. C'était là la première considération. Un petit cercle de dirigeants américains savait aussi qu'une arme nouvelle était sur le point d'être testée, dont les effets seraient peut-être décisifs.

L'homme choisi pour la délicate mission qui visait à amener une amélioration significative des relations avec les Russes fut Hirota Koki, un

ancien Premier ministre, qui prit contact de façon informelle avec l'ambassadeur d'URSS au Japon, Jacob Malik, le soir du 3 juin, dans un hôtel situé dans les montagnes Hakanone. Il était essentiel que cette mission fût entourée du plus grand secret, et, de façon générale, que les tentatives de paix fussent menées dans la plus grande discrétion. Certains craignaient en effet que les jeunes officiers les plus durs n'interviennent pour empêcher qu'elles aboutissent, voire qu'ils enlèvent l'empereur et l'emmènent en Mandchourie où se trouvaient les unités de l'armée de terre les plus désireuses de poursuivre la guerre et qui étaient jusque-là restées l'arme au pied. Le choix d'un intermédiaire était également le signe que le Gaimusho avait perdu quelque peu confiance en son représentant à Moscou ; Sato et son premier conseiller Morishima ne c essaient en effet de répéter qu'il était totalement illusoire d'espérer un rapprochement avec l'URSS et se montraient d'un très grand pessimisme.

Cette rencontre initiale ainsi que plusieurs autres au cours du mois de juin furent résumées dans un message adressé à Moscou le 28 juin : ce message fut intercepté par les Alliés qui purent ainsi observer tout le déroulement de la tentative de rapprochement. Il devenait évident que le Japon était à la recherche d'une porte de sortie. Au début de la conversation avec Malik, Hirota exprima sa satisfaction de voir que le Japon et l'URSS n'étaient pas entrés en conflit au cours de la guerre « actuelle », et il présenta également ses congratulations à l'ambassadeur au sujet de la victoire sur l'Allemagne, expliquant que le souhait du Japon, dans la situation actuelle qui ne cessait d'évoluer, était la sécurité collective en Asie, dont le fondement se trouvait dans ses relations avec l'URSS. Les deux diplomates se revirent le lendemain à dîner. Hirota insista de nouveau sur la nécessité de conserver de bonnes relations, mais les propositions japonaises pour y parvenir restaient extrêmement vagues, ce qui poussa Malik à exiger des éléments plus concrets. Le 19 juin, l'intermédiaire japonais, dans un élan audacieux, alla jusqu'à déclarer que, si le Japon était en mesure d'accroître la puissance de sa marine de guerre dans le futur et de coopérer avec l'armée de terre soviétique, les deux nations formeraient une puissance sans équivalent dans le monde entier. A ce propos, le Japon souhaitait recevoir un ravitaillement en pétrole de l'URSS et fournirait en échange du caoutchouc et des minerais en provenance des mers du Sud[526].

Les efforts de Hirota, qui rencontra de nouveau le diplomate soviétique le 29 juin, n'aboutirent à rien de tangible, comme l'avait prévu Sato en poste à Moscou. Ce que ce dernier ne pouvait d'ailleurs savoir, c'est que, le 28 mai, Staline avait de nouveau déclaré à Harry Hopkins que la Russie serait prête à attaquer le Japon à partir du 8 août, soit – comme il l'avait annoncé – trois mois

après la capitulation de l'Allemagne. Le télégramme BJ145917 de Sato était particulièrement pessimiste, notamment en raison des effets des bombardements américains. « Il n'y avait pas la moindre chance de parvenir à convaincre l'URSS d'adopter une attitude plus favorable à l'égard du Japon. » Il ajouta, sur le ton particulièrement incisif qu'il n'avait cessé d'employer dans ses télégrammes en 1945, que, en raison des développements de la guerre, le maintien de la neutralité soviétique n'était en rien chose certaine. Il était en effet inconcevable que Molotov pût accepter de participer à des conversations visant à un renforcement des liens entre la Russie et le Japon, et le ministre des Affaires étrangères soviétique serait en effet « totalement stupéfait par la naïveté de la diplomatie japonaise » si une telle voie lui était suggérée : « Le Japon ne peut aujourd'hui empêcher les attaques répétées des bombardiers lourds américains, ce qui m'amène à penser que sa situation ressemble fortement à celle dans laquelle se trouvait l'Allemagne il y a peu[527]. »

Deux points attirèrent l'attention des services de renseignements de l'air britanniques, qui faisaient partie du cercle très restreint des destinataires des interceptions et qui suivaient de façon très attentive les échanges entre Moscou et Tokyo : « Je n'ai pas modifié l'opinion qui a toujours été la mienne, en ce qui concerne l'Amérique et la Grande-Bretagne, nous devons poursuivre la lutte jusqu'à ce qu'elles soient écœurées, mais cela ne sera possible que si nous parvenons à maintenir notre potentiel de combat. » La suite du télégramme envisageait pour la première fois une possibilité que les dirigeants japonais ne semblaient pas avoir prise en compte jusque-là, et qui constituait à leurs yeux un scénario catastrophe. Sato n'excluait pas désormais l'entrée en guerre de l'URSS, ce qui aurait pour conséquence que « l'avenir de [l']Empire serait sans espoir » : « Heureusement, pour le moment on ne peut observer un tel changement d'attitude de la part de l'URSS, mais si, par malheur, ils prenaient la décision d'une participation active, il me semble alors que la seule option possible pour le Japon serait de prendre une décision rapide, se jeter dans les bras des Russes et ainsi, après avoir ravalé sa fierté et accepté toutes sortes de sacrifices, sauver la structure nationale de l'Empire. »

Portal, qui semble avoir été un des responsables britanniques les plus attentifs au contenu des interceptions, parut particulièrement intéressé par la dernière phrase qui ouvrait une perspective nouvelle assez inquiétante pour les Anglo-Saxons, en raison du prestige énorme dont bénéficiait désormais l'URSS :

« ACAS(I) : Pouvez-vous expliquer la dernière phrase qui rappelle une idée attribuée au courant de pensée de Ribbentrop au cours du dernier mois de résistance des Allemands ? CP [Charles Portal], le 15 juin. »

Dans sa réponse, l'analyste tenta d'éclaircir la surprenante proposition faite par Sato : « La proposition que, dans l'éventualité où les Russes déclarent la guerre au Japon, le gouvernement japonais devrait immédiatement se rendre à l'URSS n'a jamais été avancée jusqu'à présent. Il est probable que les principaux facteurs influençant l'état d'esprit de l'Ambassadeur quand la proposition a été formulée étaient : la conviction de l'incompatibilité fondamentale des intérêts russes et américains en Extrême-Orient, dont plusieurs télégrammes ont montré qu'elle était largement entretenue par les observateurs japonais les plus sérieux ; l'espoir que dans ces circonstances le gouvernement soviétique serait peut-être prêt à accepter une capitulation conditionnelle avec l'objectif de préserver un Japon indépendant comme rempart face à l'expansionnisme américain. » Le rédacteur de la note indiquait cependant que, par le passé, les divergences d'opinion entre Sato et le Gaimusho avaient été constantes. Il concluait que la proposition de l'ambassadeur à Moscou avait peu de chances d'être suivie : « Il est à présent impossible d'estimer en quoi cette approche est acceptable pour le gouvernement japonais, mais jusqu'à présent il existe un abîme entre les vues de l'ambassade à Moscou et celles du ministère des Affaires étrangères japonais, et nous ne serions pas surpris si Tokyo réagissait de manière particulièrement incisive à ce télégramme[528]. »

Les interceptions ultérieures ne semblent pas indiquer que cette hypothèse fut de nouveau envisagée, car les autorités japonaises voyaient dans leurs relations diplomatiques avec l'URSS un atout qu'il était impératif d'exploiter jusqu'à la fin. On peut cependant penser qu'elle constitua un signal important pour les Alliés qui se heurtaient de plus en plus à l'influence soviétique en Europe. Le State Department était notamment alerté par les télégrammes du chargé d'affaires à Moscou, George Kennan – futur théoricien du *containment* –, qui recommandait dès fin avril d'étudier de façon clinique les objectifs russes en Extrême-Orient et qui soulignait que la politique soviétique était d'y atteindre la puissance maximale en prenant le moins de risques possible et en minimisant ses engagements. Quant aux Britanniques, dont l'implication dans la guerre du Pacifique était évidemment beaucoup plus faible, ils étaient encore plus méfiants à l'égard de l'URSS, et la perspective d'une capitulation séparée leur paraissait tout à fait possible.

Les indices d'une recherche d'une solution de paix se multiplièrent début juillet. Le 11 juillet, un message de Togo à Sato provoqua un certaine émoi chez les hommes du renseignement stratégique. Le commentaire de l' analyste de l'Air était que le message était « d'une importance considérable » dans la mesure où il s'agissait de la première indication que le gouvernement japonais envisageait la capitulation, même si celle-ci ne pouvait en aucun cas être

inconditionnelle. Les instructions adressées à Sato exposaient que, la situation du Japon étant, tant sur le plan « extérieur qu'intérieur », « très critique », il était envisagé en secret de mettre fin à la guerre. Le secret était en outre indispensable car une partie de l'armée s'opposerait certainement à une telle hypothèse. De plus, il n'était pas question de suivre pour l'instant la proposition de Sato – qui n'avait d'ailleurs de sens que dans l'hypothèse d'une entrée en guerre de l'URSS, ce que les dirigeants japonais n'osaient imaginer –, mais de faire appel aux bons offices de l'Union soviétique. Le gouvernement japonais avait ainsi autorisé de nouveaux contacts avec l'ambassadeur russe en acceptant de nouveau d'envisager des concessions importantes, notamment sur la question des droits de pêche qui fut, assez bizarrement, présente dans les discussions entre les deux pays durant tout la guerre. Une phrase exprimait le fait que les Japonais étaient tout prêts à discuter d'autres questions, ce qui sous-entendait en fait que le Japon était disposé à accorder à l'URSS des concessions très étendues. Tokyo pensait désormais qu'il fallait « exposer aux Russes de la façon la plus claire [sa] position générale en ce qui concerne la fin de la guerre[529] ». Le Japon avait désormais renoncé à l'option pour le moins irréaliste d'une alliance globale avec l'URSS mais cherchait l'objectif plus modeste d'une médiation. L'évolution que traduisait cette interception était très nette : les pragmatiques étaient en train de gagner, et, de plus, l'empereur était sorti de son silence et avait tranché en leur faveur. La personnalité choisie pour la mission était d'ailleurs prestigieuse. Il s'agissait du prince Konoye Fumimaro, ancien Premier ministre de la tendance modérée, et il était précisé, fait particulièrement significatif, qu'il serait porteur d'un message personnel de l'empereur. A Moscou, Sato annonça le projet de mission au commissaire adjoint aux Affaires étrangères, Salomon Lozowsky, mais celui-ci se montra quelque peu évasif et indiqua qu'il lui paraissait difficile de donner une réponse avant le départ pour Berlin des dirigeants soviétiques qui assisteraient à la conférence de Potsdam. Comment les dirigeants japonais avaient-ils pu penser un seul instant qu'une telle médiation constituait une option sérieuse ?

Les autorités américaines pouvaient cependant vérifier qu'une partie de plus en plus importante du camp japonais était désormais sur la voie de la recherche de la paix, mais que l'expression « reddition *inconditionnelle* » constituait encore un obstacle infranchissable, notamment en raison des incertitudes concernant le statut futur de l'empereur. Le 12 juillet, un message de Togo à Sato révélait que, en secret, les autorités japonaises étaient en train d'envisager de terminer la guerre en raison de la situation pressante à laquelle le Japon était confronté, tant sur son territoire qu'à l'extérieur de l'archipel[530]. Encore le 12 juillet, Togo le confirmait dans un télégramme à Sato, dans lequel il donnait

ses instructions en prévision d'une rencontre avec Molotov : « Je pense qu'il est souhaitable qu'un pas de plus soit fait et que les vues de l'Empereur pour amener la fin de la guerre soient par conséquent communiquées aux autorités soviétiques avant l'ouverture de la conférence des trois Puissances. Veuillez s'il vous plaît prendre soin d'expliquer à Molotov que Sa Majesté Impériale ressent profondément combien la guerre en cours est la cause de malheurs et de sacrifices accrus chez tous les belligérants et c'est son souhait le plus cher de parvenir à la fin des hostilités le plus tôt possible. Cependant, tant que la Grande-Bretagne et l'Amérique insistent sur une reddition inconditionnelle dans la guerre en Asie de l'Est, le Japon n'a pas d'autre alternative que de continuer le combat jusqu'à son terme pour sauvegarder son honneur et son existence même. Sa Majesté Impériale n'a aucun désir de voir plus de sang versé des deux côtés et désire, pour le bien et le bonheur de l'humanité, que la paix soit rapidement restaurée[531]. » Ce télégramme avait été expédié en japonais, et, pour la première fois dans les interceptions, apparut l'instruction demandant que la traduction en fût absolument exacte et reflétât ainsi précisément les termes utilisés par Hiro-Hito.

Le 17 juillet, nouveau télégramme intercepté, adressé cette fois à Sato par le Premier ministre Suzuki : « Tandis qu'on estimait que les forces armées du Japon pouvaient encore infliger des "pertes considérables à l'ennemi", il y avait aussi un sentiment de malaise quant à leur capacité à résister à des "assauts répétés". » On espérait que les Alliés respecteraient « l'indépendance et l'honneur » du Japon et qu'ils sauveraient l'humanité des horreurs de la guerre en mettant fin aux hostilités, mais il était réaffirmé de façon catégorique que la demande de reddition inconditionnelle aurait pour conséquence de « rassembler le régime comme un seul homme dans la ferme résolution de combattre jusqu'à la fin[532] ». Le 18 juillet, Sato indiqua que la proposition de mission du prince Konoye était rejetée. Les Alliés purent néanmoins constater que, pour certains, le débat n'était pas totalement clos sur la définition de l'expression « reddition inconditionnelle ». L'important, expliquait le diplomate japonais, dans des termes il est vrai assez alambiqués, était de bien s'assurer de ce qui était acceptable. « En définitive, ajouta-t-il, la distinction entre une paix inconditionnelle et quelque chose l'approchant n'est au fond qu'une question de degrés. » Il ajoutait cependant que la reddition inconditionnelle ne pouvait être acceptée si elle portait atteinte au Japon en tant que nation, et il « fallait s'assurer que la question de la constitution impériale serait abordée dans le respect de la volonté de 70 millions de Japonais[533] ».

Pendant que le Japon s'efforçait de faire appel aux bons offices des Russes, le processus de mise au point de l'arme atomique avançait à grands pas. L'Allemagne ayant été vaincue, cette arme pouvait être utilisée dans le Pacifique. Mais quels étaient les critères de décision ouvrant la voie à son utilisation ? Le rôle joué par les interceptions dans la prise de décision est un sujet complexe. En février 1947, face aux critiques et aux interrogations qui commençaient à poindre aux Etats-Unis à l'égard de la décision de lancer les bombes, Henry Stimson, avec l'aide de son conseiller McGeorge Bundy, fit paraître dans la revue *Harper's* un article extrêmement important et d'une incontestable habileté. Il s'agissait d'une sorte de frappe préventive destinée à contrer les critiques naissantes. Il apportait de nombreuses justifications au lancement des bombes, et certaines phrases eurent un impact durable par leur sincérité apparente : « Cet acte de destruction prémédité et mûrement réfléchi fut l'option la moins odieuse. La destruction d'Hiroshima et Nagasaki mit fin à la guerre dans le Pacifique. Elle interrompit les raids aériens incendiaires et le blocus qui étouffait le pays. Elle mit fin au spectre effrayant de la confrontation entre deux grandes armées de terre. » A l'appui de ces explications, Stimson lança, presque totalement au hasard, un chiffre qui devait marquer les esprits : celui d'un million de morts et de blessés (*casualties*) américains dans le cas de figure d'une invasion de l'Archipel. En réalité, les planificateurs américains avaient prévu que l'invasion de l'île de Kyushu, à partir du 1er novembre 1945, coûterait précisément aux forces américaines 22 576 tués, blessés et disparus durant les trente premiers jours, et 11 000 pour les trente jours suivants[534]. Certes, il y avait encore la conquête du reste de l'Archipel, mais une projection à partir de ces premières estimations aboutissait à des chiffres très nettement inférieurs au million. En 1947, l'effrayante épopée kamikaze était encore présente dans toutes les mémoires, et ce simple chiffre parut non seulement très crédible mais largement suffisant pour justifier aux yeux de l'opinion publique l'emploi de la bombe atomique.

Ces explications ne furent cependant pas satisfaisantes pour tout le monde. Plusieurs historiens et commentateurs firent remarquer que le Japon semblait avoir été prêt à faire la paix *avant même* le lancement des bombes. D'aucuns estimaient même que la capitulation japonaise était imminente, à la simple condition que la place de l'empereur ait été explicitement préservée, comme cela fut d'ailleurs finalement le cas. Aussi avait-il été nécessaire de répondre par avance sur ces points et d'affiner la démonstration en évoquant le comportement du Japon dans les semaines qui précédaient immédiatement l'emploi de la bombe. Stimson expliqua les choses ainsi : « Nous savions que le Japon avait été jusqu'à faire des propositions provisoires au gouvernement soviétique, dans

l'espoir de faire appel aux Russes comme médiateurs dans une paix négociée, mais ces propositions très vagues envisageaient que le Japon retienne en sa possession une partie importante des régions qu'il avait conquises et par conséquent ne furent pas prises sérieusement en compte. » Une deuxième étape essentielle du processus de décision s'était déroulée à Potsdam. Au cours de la conférence, le nouveau secrétaire d'Etat américain James Byrnes avait proposé à Churchill un projet de déclaration qui devait être adressé au peuple japonais au nom des trois gouvernements en guerre avec le pays : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine. Cette déclaration constituait en réalité un ultimatum, et l'URSS n'en fut pas informée. Le document fut officiellement publié le 26 juillet, et il ne prend tout son sens que dans la mesure où les résultats dévastateurs du premier test atomique étaient désormais connus des deux signataires les plus importants, Truman et Churchill. L'ultimatum se présentait comme un avertissement particulièrement sévère qui, sans naturellement faire allusion à la bombe atomique, décrivait la puissance militaire écrasante des Alliés et appelait le Japon à une reddition inconditionnelle dans les délais les plus brefs. Aucune date précise n'était indiquée, mais les mots « nous ne tolérerons aucun délai supplémentaire » parurent suffisamment explicites. Dans son histoire officielle de la politique étrangère britannique durant la guerre, l'historien Woodward écrivit que « l'avertissement adressé au Japon fut rédigé dans les termes les plus sévères dans l'espoir de provoquer une capitulation avant que le bombe soit utilisée[535] ».

Le texte de l'ultimatum comportait néanmoins certains aspects relativement rassurants pour le Japon. L'absence de précision sur le statut de l'empereur pouvait être interprétée de façon positive. Le texte exigeait le rétablissement des libertés démocratiques et promettait en échange un avenir économique au pays, ainsi que le départ des troupes d'occupation après l'établissement d'un gouvernement « pacifique et responsable ».

La position officielle des autorités américaines fut que le Japon rejeta cet ultimatum et que ce rejet eut comme conséquence logique et quasi automatique le lancement des bombes. C'est ce que Stimson écrivit dans son article de 1947 : « Le 28 juillet, le Premier ministre Suzuki rejeta l'ultimatum de Potsdam en annonçant qu'il ne méritait pas d'être pris en compte. Face à ce rejet, nous ne pouvions que poursuivre par la démonstration que l'ultimatum voulait dire exactement ce qui y était indiqué. » Cette version fut reprise par Churchill, dans son *Histoire de la Seconde Guerre mondiale* : « La déclaration de Potsdam avait été rejetée par les Japonais, ce qui ouvrait la voie au lancement des bombes[536]. » La question paraissait ainsi réglée. Quant aux Russes, la réponse négative des Japonais leur permettra de justifier leur entrée en guerre. Lorsque, le 8 août,

Molotov lut devant un Sato accablé le texte de la déclaration de guerre, il indiqua notamment : « L'exigence des trois puissances, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine, le 26 juillet, de la reddition inconditionnelle des forces armées japonaises a été rejetée par le Japon, et par conséquent la proposition qu'a faite le gouvernement japonais à l'URSS en vue d'une médiation concernant la guerre en Extrême-Orient perd tout fondement[537]. »

En dehors des questions de fond – nécessité de terminer la guerre au plus vite, notamment afin de sauver des vies humaines –, trois arguments furent donc utilisés pour réfuter l'idée que le Japon était sur le point de capituler avant même le largage des bombes. Grâce aux interceptions, les Alliés avaient acquis la très nette impression que les Japonais étaient prêts à lutter jusqu'au bout, que la recherche de la paix était formulée dans les termes les plus vagues, et que certains signes prouvaient que les jusqu'au-boutistes tenaient encore le haut du pavé, contrairement à ce que ne cessait de répéter Joseph Grew, qui estimait au contraire que la faction modérée était en train de prendre le dessus. Par ailleurs, les Alliés savaient que le principe d'une reddition inconditionnelle, auquel l'Allemagne (mais pas l'Italie en 1943) avait été contrainte de se plier, serait dans tous les cas de figure rejeté par les autorités japonaises. Enfin, ils ne purent que tirer les conséquences du rejet de l'ultimatum de Potsdam, ultime chance donnée au Japon. Le précédent des négociations dans les semaines avant Pearl Harbor était encore dans les esprits des autorités américaines et incitait à la méfiance, mais la décision de larguer les bombes fut confirmée lorsqu'il apparut que le gouvernement japonais avait étudié, puis rejeté, les conseils de certains de ses diplomates qui poussaient à la reddition inconditionnelle. Les interceptions montraient certes que la question de la reddition était désormais l'objet de discussions intenses à Tokyo, ce qui était totalement nouveau, mais que les avocats de la poursuite de la guerre semblaient encore avoir le dessus.

Les choses sont en fait loin d'être aussi claires sur deux points essentiels : le « rejet » de l'ultimatum et, plus généralement, le fait que les autorités japonaises envisagèrent de manière systématiquement négative toute suggestion de capitulation inconditionnelle. Un épisode peu connu contribua tout d'abord à accentuer la confusion dans l'esprit des autorités japonaises. Dans le courant du mois de juillet, une série de déclarations à la radio à destination des autorités japonaises avaient été lues par le capitaine de vaisseau Ellis Zacharias – un des adjoints du secrétaire à la Marine James Forrestal –, spécialiste de la guerre psychologique. Son intervention la plus importante avait eu lieu le 21 juillet : « Les Japonais ont deux solutions. La première est la quasi-destruction du Japon suivie par une paix dont les conditions seront totalement imposées. L'autre est la reddition inconditionnelle, ce qui lui [le Japon] permettra de bénéficier des

clauses de la Charte de l'Atlantique[538]. » Dans un passage clé, les signataires de la charte indiquaient que serait respecté le droit de tous les peuples de *choisir la forme de gouvernement sous lequel ils souhaitaient vivre*. Le 25 juillet, un télégramme de Togo à Sato montrait que cette perspective intéressa beaucoup les Japonais :

> « Comme vous le savez, il y a beaucoup de discussions en ce moment en Grande-Bretagne et en Amérique, et plus particulièrement chez les Américains, quant au sens à donner à l'expression "reddition inconditionnelle" et, si l'on en juge par ce que les "porte-parole" américains ont dit, bien que dans la forme l'Amérique insiste absolument sur la reddition inconditionnelle, elle est prête, si le Japon l'accepte rapidement, à modifier ses exigences. Par exemple le 19 le capitaine de vaisseau Zacharias (membre de l'Office of war information, dont les propos en direction du Japon sont émis comme porte-parole du gouvernement américain) a dit que le Japon avait deux solutions, soit se soumettre à une paix dictée après avoir été laissé en ruines, soit se soumettre inconditionnellement et bénéficier des clauses de la Charte de l'Atlantique, une déclaration qui, selon nous, ne devrait pas être rejetée comme simple manœuvre de propagande destinée à nous piéger, mais qui a pour objet de nous suggérer une piste. La référence à la Charte de l'Atlantique par les Américains est très significative et, bien que nous ne puissions en aucune circonstance accepter sans discussions une reddition inconditionnelle, nous voudrions leur faire comprendre que nous n'avons aucune objection à des négociations en vue de la paix qui seraient basées sur la Charte de l'Atlantique. La difficulté, cependant, est que l'ennemi insiste sur l'aspect formel (*formality*) de la reddition inconditionnelle, et si la Grande-Bretagne et l'Amérique continuent à maintenir cette position, une conférence ne manquerait pas d'échouer sur ce seul point[539]. »

Sato répondit le 29 juillet qu'il ne fallait pas trop tenir compte de la déclaration du capitaine de vaisseau Zacharias : il avait entendu la BBC annoncer que le Japon avait décidé d'*ignorer* la déclaration des trois puissances. Il se plaignit de n'avoir reçu aucune confirmation d'une telle option et ajouta : « Que le manifeste soit ignoré ou non, il s'agit d'une déclaration officielle des intentions des trois puissances, qui annule la déclaration du capitaine Zacharias et en diffère sur des points très importants (par exemple, le texte indique que le territoire japonais sera limité à Honshu, Shikoku, Kyushu et Hokkaido, et suggère que l'Amérique se réserve le droit d'occuper Okinawa)[540]. » Quant à la demande de médiation, elle était à nouveau qualifiée de beaucoup trop vague pour avoir la moindre chance d'être acceptée. Et, une fois de plus, l'intitulé de l'interception, qui fut déchiffrée le 3 août, ne retient que ce qui paraissait essentiel dans le texte intercepté : *Souhait des Japonais d'utiliser l'URSS pour terminer la guerre*.

Quelle fut en fait la réaction du gouvernement japonais à l'ultimatum de Potsdam ? David Reynolds, dans son récent ouvrage *In Command of History*, relate au sujet de la version présentée par Churchill un incident curieux. Le passage concernant l'ultimatum de Potsdam et la réaction japonaise était en cours de rédaction en septembre 1952 ; un des membres de l'équipe qui assistait

le Premier ministre dans ses recherches expliqua à ce dernier que, le 2 août 1945, le gouvernement japonais avait indiqué aux Soviétiques qu'ils accepteraient de se soumettre à la déclaration de Potsdam, et il ajouta que les Russes avaient volontairement omis de transmettre cette réponse aux Anglo-Saxons, car ils estimaient que si la paix intervenait avant leur propre entrée en guerre, tous les avantages obtenus, à Yalta, en Extrême-Orient leur seraient retirés. En marge, Churchill nota : « Je savais cela. Il y a très peu de doute que cela soit exact. » La rédaction initiale fut cependant maintenue[541]. Le Royaume-Uni n'avait eu qu'un rôle très marginal dans le processus de décision, et il était absolument hors de question pour Churchill d'apporter des munitions aux historiens « révisionnistes », ce qui aurait pu porter atteinte au président Truman.

Il est important ici de prendre en considération la réaction officielle du Japon d'une part, et d'autre part ce que les Alliés lisaient grâce aux télégrammes interceptés. Le 27 juillet, l'agence de presse Domei, qui était plutôt proche des militaires, annonça que la déclaration de Potsdam serait en effet « ignorée ». La BBC avait par conséquent repris le terme exact utilisé. Le lendemain, 28 juillet, le Premier ministre Suzuki lut la déclaration suivante au cours d'une conférence de presse à Tokyo : « Je considère que la proclamation conjointe des trois Puissances n'est que la répétition de la déclaration du Caire. Le gouvernement ne considère pas que la chose soit d'un grand intérêt : le gouvernement va simplement l'ignorer (*mokusatsu*). Nous allons poursuivre dans la même direction résolument afin de mener la guerre à une conclusion victorieuse[542]. » S'agissait-il donc d'un rejet ferme et définitif de la déclaration de Potsdam ? Le terme utilisé, *mokusatsu*, ne voulait pas dire rejet, mais suggérait plutôt que le gouvernement avait décidé de ne pas répondre à l'ultimatum, en fait, de ne pas s'engager dans un sens ou dans l'autre, un équivalent de « *no comment* ». L'expression était au minimum ambiguë. Pour les diplomates japonais, dont les télégrammes étaient lus par les Alliés, la déclaration de Suzuki était donc loin d'avoir clos la discussion. Dans un télégramme du 28 juillet, Togo s'adressa une fois de plus à Sato : « Puisque la déclaration de Potsdam a eu lieu au moment où nous attendions la réponse russe à notre demande d'envoi d'un représentant spécial, on peut se demander s'il n'y a pas un lien entre la déclaration conjointe et notre proposition. Nous sommes évidemment très soucieux de savoir si une telle connexion existe, autrement dit, si le gouvernement soviétique a communiqué notre proposition de mission aux Anglais et aux Américains. » Les analystes américains intitulèrent le résumé du télégramme du 29 juillet : *Tokyo étudie l'ultimatum allié*[543]. La traduction de cette interception déchiffrée le 31 juillet que nous avons trouvée dans les Archives britanniques est encore plus significative : « Nous ne pouvons nous empêcher de penser que la déclaration

conjointe soit en relation avec les propositions que nous avons faites, et il est du plus haut intérêt pour nous de savoir si une telle connexion existe. » La conclusion du télégramme était particulièrement intéressante : « Nous avons l'intention d'attendre la réponse soviétique avant d'envisager notre action à l'égard de la déclaration conjointe et je veux que vous alliez voir Molotov, et lui faire prendre pleinement conscience de ce que je dis dans le télégramme, et essayer de découvrir quelle est l'attitude soviétique à l'égard de la déclaration conjointe[544]. » Aux yeux du service de renseignements du ministère de l'Air, ce télégramme revêtait d'ailleurs une importance considérable, car il s'agissait de la « première indication claire » concernant la politique japonaise face à l'ultimatum du 26 juillet. Ce télégramme fut mis en circulation le 31 juillet, avec comme intitulé *Réaction japonaise à l'ultimatum allié*, et la note datait du même jour[545]. On voit que, pour les analystes les mieux informés qui suivaient de près la situation japonaise, il n'était absolument pas évident que la déclaration Suzuki, largement diffusée, notamment par la BBC, ait constitué un rejet définitif de l'ultimatum, et qu'il s'agissait bien plutôt d'une position d'attente. L'auteur de la note insistait sur le passage du télégramme cité selon lequel le gouvernement japonais avait l'intention d'*attendre* la réponse soviétique à sa deuxième demande de médiation, avant d'envisager l'attitude à prendre à l'égard de la déclaration de Potsdam.

S'il s'agissait bien, aux yeux des Alliés, d'un ultimatum, à aucun moment ce qualificatif n'apparut d'ailleurs dans les interceptions japonaises. Les Japonais parlaient de « manifeste », de « déclaration ». Sato utilisa même l'expression « déclaration d'intentions ». De plus, les délais très courts exigés pour une réponse, ne semblaient pas avoir impressionné outre mesure les Japonais. Lorsque Togo et les autres évoquaient l'urgence de la situation, c'était beaucoup plus en raison de la position russe, et du risque de leur entrée en guerre. Le jour même de la déclaration, le ministre de la Marine Yonai, un modéré, avait d'ailleurs déclaré à son chef de cabinet : « Le premier qui fait une déclaration se retrouve toujours en position de faiblesse. Churchill a perdu les élections, l'Amérique commence à être isolée. Le gouvernement va l'ignorer. Il n'y a aucune nécessité de se presser[546]. »

Le lendemain 29 juillet, le ministre japonais à Berne, Mitani (que nous avons déjà rencontré en poste auprès de l'Etat français), dont les avis étaient souvent écoutés, énumérait les aspects qui lui paraissaient malgré tout favorables dans la déclaration de Potsdam. Il présentait sous un angle positif le fait qu'il n'y eût aucune référence dans le texte à la maison impériale et à la nation japonaise. La souveraineté du Japon était reconnue, il lui paraissait qu'il y avait un très net souci de préserver le peuple japonais et son gouvernement, et que l'expression

« reddition inconditionnelle » visait exclusivement les forces armées japonaises. Il notait que les trois puissances avaient indiqué que, une fois les forces armées désarmées, le Japon pourrait poursuivre son existence productive en paix. Le Japon serait autorisé à conserver ses industries non militaires et à prendre toute sa part au commerce international. Le diplomate ajoutait également que, bien que les autorités américaines affichassent une volonté très ferme, les sacrifices encourus dans le Pacifique constituaient pour eux une préoccupation majeure, et que la situation en Europe ne laissait pas d'être inquiétante en raison de la pénétration de l'influence soviétique. En conséquence, il existait un désir très fort aux Etats-Unis de parvenir à une conclusion de la guerre contre le Japon, ce qui impliquait que la formulation « reddition inconditionnelle » n'était pas figée mais susceptible d'interprétations diverses[547].

Le 2 août, le directeur adjoint de l'OSS, Charles Cheston, adressa une note au président Truman dans laquelle il rapportait les propos de diplomates japonais en Suisse selon lesquels il ne fallait pas prendre trop au sérieux ce qui avait été annoncé à la radio de Tokyo au sujet de la déclaration conjointe – que les Américains avaient interprété comme un rejet de l'ultimatum –, car il s'agissait simplement de soutenir le moral des civils qui était au plus bas en raison des bombardements et des privations[548]. Le 27 juillet (déchiffré le 1er août), Sato avait quant à lui qualifié la « déclaration d'intentions » de Potsdam d'« attaque cinglante » dont l'objectif était surtout de prévenir une médiation éventuelle des Soviétiques. Il s'agissait certes à ses yeux d'une réfutation brutale des tentatives de paix menées par le Japon, mais non d'un ultimatum[549]. Le 3 août, nouveau message de Sato qui ne fut décrypté que le 8, soit après le lancement des bombes. On peut cependant parier qu'il n'aurait eu aucune influence sur le déroulement des événements, mais il est intéressant à plus d'un titre. « Dans le manifeste publié le 3 août à l'issue [il ne s'agissait pas ici de la déclaration conjointe] de la conférence de Potsdam, il n'y a eu heureusement aucune précision concernant spécifiquement le Japon et on a le sentiment que, en apparence du moins, l'attitude des Soviétiques de ne pas intervenir dans la guerre d'Asie reste inchangée. Cela est sans aucun doute dû au caractère immuable de la politique de Staline. En dernière analyse, c'est à nous de prendre l'initiative de déterminer notre attitude face au manifeste des trois Puissances, et sur cette base de parvenir à définir des propositions précises pour terminer la guerre lorsque nous demandons aux Soviétiques d'agir en médiateurs. J'ai le plus sincère espoir que le gouvernement et l'Armée prendront leurs responsabilités, avant qu'il ne soit trop tard, et parviendront à décider d'un plan d'action précis pour terminer la guerre qu'ils pourront ainsi donner à l'envoyé spécial afin qu'il l'amène ici[550]. »

Sato continua à tenter de convaincre les Russes de l'opportunité d'une mission de médiation, comme si les choses étaient loin d'être figées. Un télégramme intercepté datant du 2 août, déchiffré le lendemain, prouvait cependant que certains responsables au sein du gouvernement japonais étaient désormais convaincus qu'il n'y avait plus de temps à perdre. « Des efforts sont entrepris dans différents milieux afin de mettre au point des propositions concrètes qui seront présentées aux Russes au moment de l'envoi de la mission Konoye, et il était suggéré de prendre comme base la déclaration des trois puissances. Il était de la plus haute importance d'obtenir l'accord des Soviétiques pour l'envoi d'une mission dans laquelle l'empereur, le Premier ministre et les autorités de l'armée étaient grandement intéressés[551]. La deuxième partie du message contenait même, selon les analystes américains, « la première affirmation dans les échanges radio que l'armée japonaise s'intéresse aux efforts pour terminer la guerre avec l'aide des Soviétiques[552] ». Le fait que l'armée de terre japonaise était désormais de la partie constituait une évolution de la plus haute importance.

Le 10 août, quatre jours après Hiroshima et quarante-huit heures après que Molotov eut reçu Sato pour lui signifier la déclaration de guerre soviétique, Togo reçut Jacob Malik, qui était resté au Japon. Le ministre des Affaires étrangères japonais avait été informé par Sato du contenu du texte de la déclaration de guerre et avait été particulièrement frappé par le fait que Molotov avait cité comme prétexte le *rejet* par le Japon de la déclaration de Potsdam. Togo émit des doutes sérieux sur l'origine de cette information et ajouta que le gouvernement soviétique avait été très négligent de la croire sans vérifier son authenticité auprès des autorités japonaises. L'ambassadeur soviétique fut apparemment vexé par cette accusation. Il répondit par conséquent que cette affirmation n'était pas seulement le fait de Moscou, mais qu'elle avait été utilisée par le président américain Truman pour justifier le largage des bombes atomiques. Togo répliqua, non sans amertume, qu'étant donné les relations amicales qui avaient existé entre les deux pays, le maintien de relations diplomatiques au niveau le plus élevé ainsi que les négociations qui avaient permis de conclure plusieurs accords importants depuis 1941, la moindre des choses eût été que l'URSS interrogeât le Japon afin de savoir quelle était vraiment sa position avant de prendre une décision aussi dramatique[553].

Les discussions au sein du pouvoir japonais, les appels pressants des diplomates, les signes de plus en plus nets qui indiquaient qu'une capitulation était désormais envisagée de tous côtés, moyennant certaines conditions, n'intéressaient plus depuis plusieurs semaines le président Truman ni le cercle

très restreint de ses conseillers les plus proches. L'ordre de mettre en route le processus de lancement des bombes avait été donné au général « Tooey » Spaatz, le 25 juillet : « Le groupe mixte 509, de la 20e Air Force, larguera sa première bombe spéciale aussitôt que le temps permettra un largage à vue après environ le 3 août 1945 sur l'un des objectifs suivants : Hiroshima, Kokura, Niigata et Nagasaki. » Le général, porteur des ordres écrits, se mit en route pour Guam, où il arriva le 29. Dans le même temps, les différents éléments des bombes étaient convoyés à partir des Etats-Unis. La séquence des événements, telle qu'elle est habituellement décrite, fut par conséquent la suivante : cet ordre de préparer le bombardement avait été donné le 25 juillet, ordre qui paraît constituer une autorisation d'agir, mais qui pouvait être annulé. Le lendemain, un ultimatum particulièrement clair avait été lancé, et celui-ci avait été rejeté par l'ennemi le 28 juillet ; constatant ainsi que le Japon refusait de se plier aux exigences alliées, le président Truman confirma l'ordre de largage.

La confirmation de l'ordre initial aurait ainsi été donnée par Truman lui-même le 31 juillet, à Potsdam, à la veille de son retour à Washington. Le 30 juillet, Stimson lui avait adressé un télégramme proposant les cibles choisies, ainsi que les termes de la déclaration qui devait suivre, et la réponse de Truman, autorisation finale et définitive – telle qu'elle apparaît chez Costello –, fut donnée dans les termes suivants : « Suggestion acceptée. *Release when ready but no sooner than August 2*[554]. » Pour comprendre la signification de cette « autorisation », il est nécessaire de relire le contenu du télégramme de Stimson :

« Cher Monsieur le Président, Veuillez trouver ci-joint deux copies de la déclaration qui a été amendée en vue de l'annonce publique par vous-même dès que la nouvelle arme sera mise en œuvre. Ceci est la déclaration au sujet de laquelle je vous ai adressé un câble hier soir. Le caractère pressant de votre réponse est dû au fait que je n'ai été informé qu'hier que, si le temps le permet, l'arme sera probablement utilisée dès le 1er août, *Pacific Ocean Time*, ce qui, comme vous le savez, est en avance d'un certain nombre d'heures par rapport à l'heure de Washington[555] [...]. »

Le texte de la réponse de Truman diffère par ailleurs sur un point de celui cité par Costello : « En réponse à [votre message du 31] suggestions [au pluriel] approuvées. Diffuser publiquement quand vous êtes prêts, mais pas avant le 2 août[556]. » La plupart des auteurs ont considéré que ce câble de Truman constituait l'autorisation de largage, que le Président avait ainsi « appuyé sur la détente ». Sans doute une certaine confusion a-t-elle pu exister dans l'interprétation du texte en langue anglaise, en raison du verbe employé, *release*, qui peut à la fois signifier « larguer » (une bombe) et « diffuser » (une

déclaration). Il est cependant évident, à moins qu'il existât une sorte de code de langage, que les « suggestions » de Stimson, approuvées par Truman, concernaient en fait les modifications apportées au contenu de la déclaration. Il ne s'agissait pas d'une autorisation de lancer l'opération, encore moins d'une réponse positive à une interrogation concernant le choix des villes à bombarder ou l'heure d'attaque – qui dépendaient désormais entièrement des militaires et des techniciens. Les quatre objectifs prévus avaient été désignés dès le 25 juillet, et c'est ainsi que Nagasaki fut choisie à la dernière minute, uniquement en raison des conditions atmosphériques, la cible initialement prévue étant Kokura. Les termes du message de Stimson prouvent d'ailleurs que la réponse de Truman ne constituait pas une autorisation de largage, tout simplement parce que le ministre de la Guerre ne sollicitait pas dans son câble une telle autorisation et notait déjà que l'arme serait « probablement utilisée dès le 1er août », sans qu'il fût nécessaire d'attendre le feu vert du Président. (Remarquons au passage que le 1er août au Japon correspondait au 31 juillet en Allemagne. La réponse de Truman aurait pu parvenir à Stimson alors que la bombe avait déjà été larguée. C'est pour des raisons « techniques » que la mission n'eut finalement lieu que le 6 août.)

De fait, il ne semble pas que l'on ait trouvé un ordre précis de Truman qui aurait autorisé le déclenchement de l'opération. La réalité est par conséquent que l'ordre donné le 25 juillet au général Spaatz avait déclenché un processus quasi automatique, qui ne pouvait être interrompu que pour des raisons extrêmement sérieuses. On sait d'ailleurs maintenant que Truman avait noté dans son Journal, en date du 25 juillet : « L'arme doit être utilisée contre le Japon d'ici au 10 août[557]. » Dans ces conditions, on peut se demander si l'ultimatum de Potsdam était un vrai ultimatum, s'il n'était pas rédigé de telle manière que la réponse japonaise ne *pût être* que négative même si les tergiversations des autorités japonaises ne constituèrent pas en fait une surprise.

Que penser alors du rôle joué par les interceptions ? On a le sentiment que ce que savaient les Américains des positions japonaises représentait une explication et une justification a posteriori et joua sur le moment un rôle très marginal. Certains estimaient d'ailleurs qu'il était totalement inutile, voire dangereux, de fonder une politique sur ces interceptions, dans la mesure où il était impossible de savoir si elles reflétaient en quoi que ce soit la politique japonaise, voire s'il ne s'agissait pas, une fois de plus, d'une intoxication. D'autre part, l'accumulation d'interceptions rendait les processus de décision plus complexes. Le précédent de Pearl Harbor, l'abondance des signaux qui étaient parvenus au renseignement américain et l'incapacité des Alliés à comprendre ce qui se

passait réellement étaient sans aucun doute encore dans tous les esprits. Il était sans doute très utile de chercher à savoir ce que pensait l'ennemi, mais fallait-il pour autant que cela influe sur la stratégie fondamentale qui avait été choisie ? Il est possible que la décision d'utiliser la bombe fût fondée sur des considérations très simples : gagner la guerre, le plus rapidement possible, avec les armes dont on disposait… Il est alors difficile de ne pas souscrire à l'analyse, certes lapidaire, de l'historien britannique A.J.P. Taylor : « En définitive, la bombe nucléaire fut utilisée contre le Japon, pas tant comme aboutissement de calculs sérieux, mais tout simplement parce que les Américains pensèrent que, comme ils disposaient de la bombe, autant s'en servir[558]. »

Reste une question : pourquoi avoir agi aussi rapidement ? Pourquoi ne pas avoir donné une ou deux semaines de plus aux Japonais ? Certes, l'ultimatum de Potsdam exigeait une réponse rapide de la part des autorités japonaises mais, du point de vue militaire, une date plus tardive n'aurait pratiquement rien changé pour les Alliés, puisque aucune action offensive, notamment un débarquement, n'était prévue avant plusieurs mois et que les bombardiers classiques pouvaient poursuivre leur œuvre destructrice en toute impunité. C'est ici que le facteur russe entre en ligne de compte. Il n'est sans doute pas sans signification que Truman ait pris sa décision à Potsdam même, dans l'air raréfié des grands sommets internationaux, loin d'une administration qui lui faisait parvenir des notes compliquées et contradictoires et dont le tout nouveau président maîtrisait sans doute mal les arcanes. Plusieurs témoins remarquèrent d'ailleurs combien il paraissait sûr de lui lors des conférences.

L'idée générale selon laquelle la décision d'utiliser la bombe dans des délais aussi brefs après sa mise au point, et alors qu'il n'y avait aucune nécessité militaire immédiate, ne peut être comprise sans se référer aux rapports avec l'Union soviétique n'est pas nouvelle. On a dit qu'il s'agissait de profiter de la bombe pour impressionner les Soviétiques, alors que les points de friction se multipliaient. C'est la thèse du physicien britannique Blackett, conseiller de Churchill : « L'emploi de la bombe atomique ne fut pas tant le dernier acte militaire de la Seconde Guerre mondiale, que la première opération majeure de la Guerre froide avec la Russie[559]. » Une telle démonstration de force ne pouvait avoir lieu qu'avant l'entrée en guerre des Soviétiques, qui avait paru nécessaire tant que l'arme atomique n'avait pas été mise au point, afin d'empêcher le retour au Japon de l'armée du Kwantung. Dans une des nombreuses scènes mémorables de son Journal, le général Alan Brooke raconta la réaction de Churchill à Potsdam peu de temps après que le Premier ministre, sur le point de perdre les élections, apprit que la bombe avait été testée avec succès : « Il avait assimilé toutes les exagérations des Américains, et en conséquence il était

déchaîné : il n'était plus nécessaire pour les Russes d'entrer en guerre contre les Japonais, le nouvel explosif était suffisant pour régler la question ! De plus, nous avions entre nos mains quelque chose qui allait rétablir l'équilibre avec les Russes […]. Maintenant nous avions un nouvel atout qui rétablissait notre position (menton en avant et regard mauvais), maintenant nous pouvions dire, si vous persistez à faire ceci ou cela, eh bien nous pouvons rayer Moscou de la carte, puis Stalingrad, puis Kiev, puis Kuibyshev, Kharkov, Stalingrad [*sic*], Sébastopol, etc. [il n'est pas surprenant que la liste des villes citées par Churchill comme objectifs potentiels ait été supprimée dans la première version du Journal de Brooke, publié par Arthur Bryant]. Et dans ce cas de figure dites-moi où en sont les Russes[560] ? »

L'authenticité de ces propos ne peut être mise en doute, dans la mesure où Brooke, qui n'était pas informé des résultats des tests, ajouta : « Je tremble à l'idée qu'il laisse ainsi les résultats illusoires d'une première expérimentation déformer la totalité de son optique diplomatique », avant de devoir reconnaître non sans honnêteté qu'il s'était, à l'instar de beaucoup de militaires professionnels, complètement trompé sur l'importance de la nouvelle arme. Churchill ne semblait pourtant pas conscient d'un fait qui allait marquer durablement les relations entre son pays et les Etats-Unis en créant un lien de dépendance qui aurait pu ne pas exister. En 1942, les Britanniques avaient en effet fourni aux Américains l'ensemble des données obtenues au cours de leurs recherches secrètes dans le domaine nucléaire. Roosevelt avait promis que, après la guerre, la Grande-Bretagne pourrait bénéficier de la recherche nucléaire américaine, sans aucune contrepartie, mais cette promesse ne fut pas tenue par les successeurs du Président.

La réaction de Churchill prouve que les très rares personnes au courant de la mise au point de la bombe – et, à ce sujet, il est assez surprenant que Brooke n'ait pas été mieux informé – avaient conscience du caractère exceptionnel de la nouvelle arme. Pour les dirigeants qui eurent à décider de son emploi, la bombe était bien une arme totalement nouvelle qui allait, au-delà de la victoire sur le Japon, influer sur le cours de l'histoire du monde. Il n'est pas certain, en revanche, que le processus de prise de décision ait tenu compte de ce caractère nouveau. Il nous paraît cependant difficile de conclure que la raison principale du lancement des bombes fut de procéder à une spectaculaire démonstration destinée à impressionner durablement les Soviétiques, d'autant que Truman n'avait pas caché à Staline leur existence. Des relations de relative confiance avaient été établies entre Roosevelt et Staline, et il est assez peu vraisemblable que Truman, inexpérimenté, ait pu prendre une telle décision trois mois seulement après son accession à la présidence, et risquer ainsi l'ouverture d'une

phase conflictuelle remplie d'incertitudes. En revanche, l'entrée en guerre éventuelle des Russes peut expliquer le calendrier du lancement.

Ici, nous émettons l'hypothèse nouvelle que ce que craignaient les Alliés n'était pas l'éventualité de conquêtes rapides par les troupes russes, car il était prévu que la campagne de Mandchourie serait longue. Ignorant les perspectives ouvertes par la bombe, le Joint Planning Staff britannique écrivait dans une note du 10 juillet : « Il est important que, le plus tôt possible, les Japonais ne puissent plus bénéficier des ressources économiques en provenance de la Mandchourie. Comme la déclaration de guerre russe aura un impact moral très important sur les Japonais, nous considérons que plus tôt cette déclaration sera faite, mieux ce sera pour nous[561]. » Au cours d'une séance réunissant les chefs d'état-major, le 12 juillet, Alan Brooke émit le jugement – rassurant pour les Alliés – que les Russes prendraient néanmoins jusqu'à onze mois pour libérer la Mandchourie. Le succès foudroyant de la *Blitzkrieg* menée par l'armée soviétique constitua par conséquent une surprise de taille pour les Anglo-Saxons comme pour les Japonais.

Le plus inquiétant pour les Alliés était très certainement l'hypothèse d'une reddition du Japon dans les bras des Russes avant que les bombes atomiques soient larguées, comme l'avait suggéré l'ambassadeur à Moscou, ce qui aurait permis à l'URSS de peser de tout son poids en Asie, pour un coût minime. Une telle reddition était d'autant plus envisageable que les Soviétiques n'avaient jamais fait de déclarations exigeant une reddition *inconditionnelle* de la part du Japon. Staline avait même tenté d'influencer personnellement Roosevelt afin qu'il modère cette exigence. Les deux pays avaient des relations diplomatiques suivies, des intérêts communs, soutenus par la proximité géographique. Le Japon avait d'ailleurs des atouts en main dans le cas d'une négociation et aurait pu satisfaire sans difficulté majeure un certain nombre d'exigences territoriales soviétiques. Enfin, les Russes n'avaient pas été partie prenante de l'ultimatum de Potsdam et n'étaient donc pas liés par une déclaration commune. Un tel projet était très probablement étudié de près, et c'est ce qui explique pourquoi les Japonais tenaient tant à savoir quelle était la position des Russes face à l'ultimatum. On peut penser que les Russes auraient souhaité une reddition japonaise avant qu'il soit nécessaire de lancer les bombes, et Staline fut d'ailleurs surpris que le bombardement d'Hiroshima intervienne aussi rapidement, ce qui le contraignit à déclarer la guerre plus tôt qu'il l'avait prévu.

L'étude des interceptions des télégrammes japonais au cours des dernières semaines de la guerre est à la fois fascinante et exaspérante pour le lecteur qui sait que les bombes vont être larguées. Les formulations creuses employées par les diplomates japonais, les prudences et les scrupules, l'absence apparente de

rationalité, la procrastination reflètent les débats complexes et incessants qui agitaient les autorités japonaises, ainsi que le manque de centralisation du pouvoir. Il est certain que les prises de position des autorités japonaises étaient obscures, et l'on finit par mieux comprendre la posture d'un Truman qui, au contact de dirigeants beaucoup plus expérimentés comme Staline ou Churchill, fit confiance à son propre jugement et à celui de ses conseillers les plus proches, comme Dean Acheson ou Harry Hopkins, sut revenir à l'art « simple » de la guerre et prit une décision qui eut, tout de même, le mérite de clore le conflit. Il était pourtant possible d'attendre encore quelques jours, voire deux ou trois semaines, avant d'en venir à cette solution ultime et tragique. Une invasion du Japon aurait certainement été coûteuse, mais elle n'était pas prévue avant novembre 1945. Il n'y avait donc aucune urgence réelle à lancer les bombes. Les principaux chefs militaires américains paraissent d'ailleurs avoir été convaincus que la reddition du Japon était imminente, sans qu'il fût nécessaire de les utiliser : MacArthur avait ainsi déclaré à l'un de ses adjoints, deux semaines avant Hiroshima, que l'ennemi se rendrait au plus tard le 1er septembre, et « peut-être même plus tôt[562] ». La lecture des interceptions *Magics* permettait de voir qu'il y avait une évolution nette, dans la réflexion des autorités japonaises, vers une recherche de la paix, et qu'elles étaient de plus en plus conscientes du caractère pressant de la situation. Cela n'échappait pas aux spécialistes américains et britanniques, mais il était sans doute difficile de traduire cette évolution de façon suffisamment claire et crédible pour convaincre les décideurs américains, comme Truman, Stimson ou Byrnes, de freiner un processus qui avait sa propre dynamique. Il est fort possible que si Roosevelt, personnage autrement complexe et subtil que Truman, avait été encore vivant, les choses ne se seraient pas passées ainsi. L'arme atomique était séduisante par sa puissance mais aussi par sa simplicité, tandis que les interceptions n'avaient fait qu'épaissir le « brouillard » de la guerre, compliquer le processus de décision et détourner les belligérants de l'objectif principal : en terminer de façon clinique et radicale avec un conflit qui durait depuis trop longtemps.

Notes

Introduction

1- Richard Aldrich, *Intelligence and the War against Japan*, Cambridge University Press 2000, p. 234.

2- Public Record Office (PRO), Kew, Royaume-Uni, HW25/27.

3- PRO, HW1/155.

4- PRO, HW1/25.

5- Field Marshal Lord Alanbrooke, *War Diaries*, Weidenfeld and Nicolson, 2001, p. 338.

6- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, p. 746.

7- PRO, HW74/1.

8- PRO, HW12/296, BJ127512.

9- PRO, HW12/291, BJ121654.

10- PRO, HW13/185, SJA1939.

1 – Barbarossa

11- John Colville, *The Fringes of Power*, Sceptre, p. 479.

12- *Ibid.*, p. 481.

13- *Ibid.*, p. 483.

14- Alan Brooke, *War Diaries*, *op. cit.*, p. 166.

15- Winston Churchill, *The Second Wolrd War*, vol. III, *The Grand Alliance*, p. 316.

16- J. Colville, *op. cit.*, p. 521.

17- Richard Aldrich, *The Hidden Hand*, John Murray, p. 48.

18- W. Churchill, *op. cit.*, p. 406.

19- Voir à ce sujet l'ouvrage fondateur de Barton Whaley, *Codeword Barbarossa*, MIT press, 1973.

20- David Murphy, *What Stalin knew*, Yale University Press, 2005, p. 158.

21- J. Colville, *op. cit.*, p. 398.

22- *Ibid.*, p. 438.

23- *Ibid.*, p. 439.

24- W. Churchill, *op. cit.*, p. 317-318.

25- *Ibid.*, p. 319.

26- PRO, HW/1/3.

27- W. Churchill, *op. cit.*, p. 319.

28- David Reynolds, *In Command of History*, Allen Lane, p. 248.

29- W. Churchill, *op. cit.*, p. 319.

30- *Ibid.*, p. 320.

31- D. Murphy, *op. cit.*, p. 148.

32- Gabriel Gorodetsky, *Grand Delusion*, Yale University Press, 1999, p. 159.

33- *Ibid.*, p. 321.

34- J. Colville, *op. cit.*, p. 347.

35- PRO, HW1/14.

36- G. Gorodetsky, *op. cit.*, p. 168.

37- *Ibid.*, p. 161.

38- H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, vol. I, p. 457.

39- *Ibid.*, p. 467.

40- PRO, HW12/263, BJ090305.

41- PRO, HW12/263, BJ090166.

42- PRO, HW12/264, BJ090493.

43- PRO, HW12/262, BJ088738.

44- PRO, HW12/263, BJ089882.

45- PRO, HW12/263, BJ089886.

46- PRO, HW12/263, BJ089966.

47- PRO, HW12/264, BJ090661.

48- PRO, HW12/264, BJ090686.

49- James Barros, et Richard Gregor, *Double Deception, Stalin, Hitler and the Invasion of Russia*, Northern Illinois University press, 1995, p. 113.

50- PRO, HW1/3539, IR6440.

51- H. Hinsley, *op. cit.*, p. 470.

52- J. Colville, *op. cit.*, p. 471.

53- H. Hinsley, *op. cit.*, p. 481.

54- H. Hinsley, *op. cit.*, p. 482.

55- J. Colville, *op. cit.*, p. 522.

56- *Ibid.*, p. 483.

57- *Ibid.*, p. 493.

58- W. Churchill, *op. cit.*, p. 407.

59- PRO, HW19/235, message de Hans Reiche, représentant du SD à Vichy, pour Berlin.

60- PRO, HW1/46, message souligné par Winston Churchill.

61- PRO, HW16/6, German Police Decodes, synthèse de septembre 1941.

62- PRO, HW1/58.

63- PRO, HW1/120.

64- PRO, HW1/218.

65- PRO, HW16/6, synthèse 10 octobre-14 novembre, message du 13/10.

66- PRO, HW1/269.

67- PRO, HW16/6, synthèse 16 décembre-15 janvier 1942.

68- *Ibid.*

69- PRO, HW16/6, synthèse de mars 1942.

70- PRO, HW12/BJ101002.

2 – Pearl Harbor

71- W. Churchill, vol. III, *The Grand Alliance*, p. 537-538.

72- D. Reynolds, *op. cit.*, p. 264.

73- A. Brooke, *op. cit.*, p. 209.

74- W. Churchill, *op. cit.*, p. 541.

75- *Ibid.*, p. 542.

76- PRO, HW12/266, BJ098851.

77- PRO, HW12/266, BJ092889.

78- PRO, HW12/266, BJ092911.

79- G. Weinberg, *A World at Arms*, Cambridge University Press, 2005, p. 260.

80- PRO, HW12/270, BJ098097.

81- PRO, HW12/271, BJ098542.

82- Roberta Wohlstetter, *Pearl Harbor, Warning and Decision*, Stanford University Press, 1962, p. 101.

83- *Ibid.*, p. 132.

84- PRO, CAB79/15, COS du 26 octobre 1941.

85- Roosevelt and Churchill, *Their Secret Wartime correspondence*, Da Capo, 1990, p. 162.

86- R. Wholstetter, *op. cit.*, p. 392.

87- *Ibid.*, p. 156.

88- R. Wohlstetter, *op. cit.*, p. 240. Ce passage, qui a été largement exploité par les partisans de la théorie de la conspiration, est extrait du journal de Henry Stimson.

89- J. Colville, *op. cit.*, p. 511.

90- *Roosevelt and Churchill*, *op. cit.*, p. 162.

91- W. Churchill, *op. cit.*, p. 532.

92- D. Reynolds, *op. cit.*, p. 262.

93- PRO, HW50/52. Rapport Nigel de Grey.

94- D. Reynolds, *op. cit.*, p. 263.

95- R. Wholstetter, *op. cit.*, pp. 187-190.

96- Edwin Layton, *And I was there*, Quill, 1985, p. 245.

97- A. Wohlstetter, *op. cit.*, p. 178.

98- PRO, HW12/276, BJ104312.

99- PRO, HW12/288, BJ118151.

100- PRO, HW67/2.

101- PRO, HW12/270, BJ097329.

102- PRO, HW12/270, BJ097472.

103- PRO, HW12/270, BJ098182.

104- PRO, HW12/270, BJ098265.

105- PRO, HW12/270, BJ098361.

106- PRO, HW12/270, BJ098178.

107- R. Wohlstetter, *op. cit.*, pp. 51-52.

108- PRO, HW12/270, B098127.

109- Cf. rapport de Nigel de Grey, HW50/52.

110- A. Brooke, *op. cit.*, p. 205.

111- *Ibid.*, p. 208.

112- PRO, CAB44/178. Rapport sur le débarquement japonais en Malaisie.

113- Gordon Prange, *At Dawn we slept*, p. 488. John Costello est plus précis, mais il ne s'interroge pas sur cette chronologie troublante.

114- W. Churchill, *op. cit.*, p. 548.

115- *Ibid.*, p. 542.

116- G. Prange, *op. cit.*, p. 502-503.

117- PRO, HW1/310.

118- PRO, HW12/271, BJ098748.

119- R. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, Eyre and Spottiswoode, 1949, p. 431.

120- Walter Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters*, Presidio, 1964, p. 208.

121- PRO, HW1/25.

122- H. Hinsley, vol. II, p. 75.

123- James Morley, ed. *Japan's Road to the Pacific War, the Final Confrontation*, Columbia University Press, 1994, p. 327.

124- PRO, HW12/270, BJ098315.

125- PRO, HW1/297, BJ098541.

126- Carl Boyd, *Hitler's Japanese Confidant*, University press of Kansas, p. 35.

127- PRO, HW12/271, BJ098542.

128- R. Wohlstetter, *op. cit.*, p. 252.

129- A. Brooke, *op. cit.*, p. 399.

3 – « Double jeu » à Vichy et Empire français

130- PRO, HW12/284, BJ112867.

131- PRO, HW12/273, BJ113768.

132- PRO, HW12/294, BJ124580.

133- PRO, HW12/294, BJ124990.

134- PRO, HW12/295, BJ126168.

135- PRO, HW19/121.

136- PRO, HW13/170, sr408, ISK62350.

137- PRO, HW13/170, sr409, ISK62879.

138- PRO, HW12/255, BJ082491.

139- Maurice Garçon, *Le Procès du Maréchal Pétain*, Albin Michel, 1945, tome II, p. 954.

140- Jean-Paul Cointet, *Laval*, Fayard, 1993, p. 380.

141- PRO, HW1/584, BJ104649.

142- PRO, HW12/279, BJ107858.

143- PRO, HW12/281, BJ109736.

144- PRO, HW12/281, BJ111042.

145- Henri du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, Le Cheval ailé, 1945, p. 194.

146- PRO, HW12/260, BJ086868.

147- William Leahy, *J'étais là*, Plon, 1950, p. 61.

148- PRO, HW12/272, BJ099880.

149- Robert Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1997, p. 176.

150- Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, 1986, p. 574.

151- Bernard de Chalvron, diplomate pro-allié et futur patron de l'organisation de résistance super-NAP, *Noyautage des administrations publiques*.

152- PRO, HW19/235, Isosicle749.

153- W. Leahy, *op. cit.*, p. 83.

154- Brigitte Lambauer, *Otto Abetz et les Français*, Fayard, 2001, p. 438.

155- PRO, HW19/235, Isosicle754.

156- Du Moulin de Labarthète, *op. cit.*, p. 394.

157- PRO, HW19/235, Isosicle513.

158- Paul Musy faisait partie du service de renseignement suisse.

159- PRO, HW19/235.

160- PRO, HW19/235, Isosicle748.

161- PRO, HW19/235, Isosicle854.

162- PRO, HW19/235, Isosicle2341.

163- PRO, HW19/235, Isosicle2482.

164- Dans son journal inédit, Pierre de Leusse rapporte ainsi plusieurs entretiens avec Reiche, au cours desquels il fournissait à son interlocuteur allemand des informations délibérément fausses et tronquées. Ces entretiens étaient l'objet de compte-rendus adressés par ce dernier à Berlin. Le rapport du MI5, qui liste les personnes avec lesquelles Reiche était en contact, classe Pierre de Leusse comme « collaborateur », ce qui n'était évidemment pas le cas, puisqu'il devait bientôt représenter le général de Gaulle en Suisse.

165- Joseph Gilbert, *Fernand de Brinon, l'aristocrate de la collaboration*, Albin Michel, 2002, p. 362.

166- PRO, KV3/114.

167- PRO, HW19/235, Isosicle539.

168- Siège de l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

169- PRO, HW19/235, Isosicle785. Le discours a été reproduit dans sa version originale par H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Lettres et notes de l'amiral Darlan*, Economica, 1992, p. 458.

170- PRO, HW12/266, BJ92881.

171- Jacques Benoist-Méchin, *De la défaite au désastre*, tome I, p. 271.

172- Par exemple Jacques de Folin, qui rejoignit la France libre.

173- Reproduit dans *De Gaulle et l'Indochine*, Plon, 1982, p. 259.

174- *Ibid.*, p. 124.

175- PRO, HW12/273, BJ100965.

176- Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*, Fayard, 1989, p. 517.

177- PRO, HW12/273, BJ100920.

178- J.-B. Duroselle, *L'Abîme*, *op. cit.*, p. 384.

179- *Ibid.*, p. 580.

180- William Leahy, *op. cit.*, p. 95.

181- PRO, HW1/398, BJ102120.

182- PRO, HW12/274, BJ102464.

183- PRO, HW12/275, BJ103210. Compte-rendu de l'entretien adressé à Vichy par Togo Shigenori.

184- PRO, HW19/235, Isosicle819.

185- PRO, HW19/235, Isosicle914.

186- PRO, HW1/649, BJ105579. Ce message fut déchiffré et transmis à W. Churchill le 15 juin seulement.

187- John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 303.

188- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, *op. cit.*, p. 306.

189- PRO, CAB79/16.

190- PRO, CAB79/16.

191- PRO, CAB79/16.

192- A. Brooke, *op. cit.*, p. 212.

193- *Ibid.*

194- *Ibid.*, p. 263. Le 2 juin 1942.

195- PRO, CAB79/18.

196- PRO, CAB79/19.

197- PRO, CAB79/20.

198- PRO, CAB79/21.

199- PRO, HW12/274, BJ102443.

200- C. Boyd, *op. cit.*, p. 53-54.

201- Cf. note 57.

202- PRO, HW19/235, Isosicle914.

203- PRO, HW19/235, Isosicle906.

204- PRO, HW12/276, BJ104123.

205- PRO, HW12/276, BJ104116 et BJ104768.

206- H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan*, *op. cit.*, p. 554.

207- PRO, HW19/235, Isosicle976. Le monde avait été divisé par l'Axe en deux zones opérationnelles de part et d'autre du 70^{e} degré longitude est, à près de 2 000 kilomètres à l'est de Madagascar.

208- H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan*, *op. cit.*, p. 474.

209- A. Brooke, *op. cit.*, p. 254.

210- PRO, HW12/275, BJ103116.

211- W. Churchill, *The Second World War*, vol. IV, *The Hinge of Fate*, p. 208.

212- PRO, HW12/277, BJ105168.

213- PRO, HW1/553, BJ104118.

214- PRO, HW19/235, Isosicle981.

215- PRO, HW1/568, BJ104374.

216- PRO, HW12/276, BJ104159.

217- PRO, HW12/276, BJ104165.

218- PRO, HW/1/665, BJ105689.

219- J.-B. Duroselle, *L'Abîme*, *op. cit.*, p. 449.

220- W. Churchill, *op. cit.*, p. 210.

221- PRO, HW12/277, BJ106055.

222- PRO, HW12/277, BJ106021. [nos italiques]

223- PRO, HW12/279, BJ107461.

224- PRO, HW12/279, BJ107774.

225- PRO, HW12/284, BJ111743.

226- PRO, HW12/266, BJ093463.

227- PRO, HW19/235. Isosicle327-329.

228- Pierre de Leusse, Journal inédit.

229- William Langer, *Le Jeu Américain à Vichy*, Plon, 1948, p. 186.

230- PRO, HW12/269, BJ096325.

231- PRO, HW12/269, BJ096153.

232- PRO, HW12/269, BJ096240.

233- PRO, HW12/269, BJ096191 et BJ096258.

234- PRO, HW12/269, BJ096438.

235- PRO, HW12/269, BJ096146.

236- François-Georges Dreyfus, *Histoire de Vichy*, Perrin, 1990, p. 524.

237- PRO, HW12/273, BJ100946.

238- PRO, HW12/273, BJ101865.

239- PRO, HW12/274, BJ102017.

240- *Foreign Relations of the United States[FRUS]*, 1942, vol. II, p. 678-679.

241- PRO, HW12/275, BJ103396.

242- PRO, HW12/276, BJ104123.

243- *FRUS, op. cit.*, p. 695.

244- PRO, HW19/235, Isosicle981.

245- Cf. note 57.

246- PRO, HW12/282, BJ114639.

247- PRO, HW13/166, sr.92.

248- PRO, HW12/287, BJ116352.

249- PRO, HW12/284, BJ113564.

250- PRO, HW12/285, BJ113996.

251- PRO, HW12/285, BJ114099.

252- PRO, HW12/286, BJ115614.

253- PRO, HW12/287, BJ116518.

254- PRO, HW12/287, BJ116965.

255- PRO, HW12/288, BJ117104.

256- François Decoux, *A la barre de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 204.

257- PRO, HW12/294, BJ125635.

258- PRO, HW12/300, BJ131638.

259- PRO, HW12/304, BJ136554.

260- PRO, HW12/304, BJ136630.

261- En 1945, le général Marshall, personnalité reconnue pour mesurer soigneusement ses mots, parla des « heures noires de 1942 » durant lesquelles l'Allemagne et le Japon furent très près de parvenir à la domination complète du monde.

4 – Une lucarne sur la Solution finale

262- Hugh Trevor-Roper, *Letters from Oxford*, Weidenfeld and Nicolson, 2006.

263- PRO, HW19/347, série de notes de septembre et octobre 1943.

264- PRO, HW19/238, Isosicle7244.

265- PRO, HW19/238, Isosicle7458.

266- PRO, HW19/238, Isosicle7668.

267- Raoul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe,* Fayard, 1988, p. 581.

268- PRO, HW19/238, Isosicle7668.

269- PRO, HW19/238, Isosicle7672.

270- PRO, HW19/238, Isosicle7732.

271- PRO, HW19/239, Isosicle8013. Message signé Priebke.

272- PRO, HW19/238, Isosicle7834.

273- Martin Gilbert, *Auschwitz and the Allies*, Pimlico, 1981, p. 162.

274- Bernard Berenson, *Rumor and Reflection*, Simon and Schuster, 1952, p. 132.

275- PRO, HW19/239, Isosicle7927.

276- PRO, HW13/171, sr655.

277- PRO, HW1/30.

278- PRO, HW1/51.

279- Richard Breitman, *Official Secrets*, Allen Lane, 1998, p. 97.

280- *Ibid*., chap. 7.

281- PRO, HW25/27.

282- Les messages interceptés et déchiffrés permettant d'identifier un certain nombre de camps sont dans la série HW16.

283- PRO, HW13/58.

284- Robert Lifton, *Les Médecins nazis*, Laffont, 1989, p. 344.

285- PRO, HW16/19, HW16/21, HW16/22, HW16/23.

286- PRO, HW16/10.

287- PRO, HW16/23, déchiffrement du 22 janvier 1943.

288- PRO, HW16/20, déchiffrement du 22 juillet 1942.

289- PRO, HW16/20, déchiffrement du 24 juillet 1942.

290- PRO, HW16/22, déchiffrement du 17 décembre 1942.

291- PRO, HW16/66.

292- Jean-Claude Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz*, éditions du CNRS, 1993.

293- PRO, HW1/929.

294- PRO, HW16/22, HW16/23, HW13/166, (sr156, sr157).

295- PRO, HW1/761.

296- PRO, HW11/13, *History of GC and CS*, vol. XIII, *The German Police,* p. 84.

297- R. Breitman, *op. cit.*, p. 116.

5 – Faut-il tuer le Führer ?

298- John Colville, *op. cit.*, p. 344.

299- *Ibid.,* p. 499.

300- Bradley Smith, *Sharing Secrets with Stalin*, University Press of Kansas, 1996, p. 79.

301- PRO, HW1/321.

302- Andrew Roberts, *Hitler and Churchill, Secrets of Leadership,* Phoenix, 2003, p. 140.

303- PRO, HW13/165, sr36.

304- *Ibid.*, sr37.

305- PRO, HW1/467.

306- *Ibid.*

307- PRO, HW1/365.

308- PRO, Operation Foxley HS 6/623.

309- PRO, HS6/623, p. 33.

310- *Ibid,* p. 64.

311- PRO, HW12/302, BJ134280.

312- Garnett, David, *The Secret History of PWE, The Political Warfare Executive,* St Ermin's press, 2002, p. 55.

313- Denis Rigden, *Kill the Führer*, Sutton publishing, 2002, p. 154.

314- PRO, HS6/625, p. 15.

315- *Ibid.*

316- Martin Gilbert, *Road to Victory*, Heinemann, 1986, p. 868. cité par David Seaman, *Operation Foxley*, PRO publications, 1998.

317- David Reynolds, *In Command of History*, *op. cit.*, p. 323.

318- Harry Hinsley, *British Military Intelligence*, *op. cit.*, vol. III, partie 2, p. 893.

319- PRO, HW1/3099.

320- PRO, HW12/302, BJ134234.

321- PRO, HW12/302, BJ134271.

322- PRO, HW12/303, BJ134356.

323- PRO, HW12/303, BJ135808.

324- PRO, HW12/286, BJ114920.

325- PRO, HW12/300, BJ132013.

326- PRO, HW13/174, sr751.

327- PRO, HW13/174, sr780.

328- PRO, AIR 40/2801, le 3 septembre 1944.

329- PRO, HW12/304, BJ135851.

330- PRO, HW12/306, BJ138609.

331- PRO, HW12/306, BJ138766.

332- PRO, HW12/307, BJ138918.

333- PRO, HW12/304, BJ136548.

334- PRO, HW12/304, BJ136511.

335- PRO, HW12/291, BJ120793.

336- PRO, HW12/295, BJ125223.

337- PRO, HW12/284, BJ113603.

338- J. Colville, *op. cit.*, p. 211.

339- Sur Colossus et les transmissions Fish, voir le livre récent de Paul Gannon, *Colossus, Bletchley Park's greatest secret,* Atlantic Books, 2006.

340- PRO, HW13/58.

341- PRO, HW13/58, p. 2.

342- PRO, HW13/181, sr920.

343- G. Gorodetsky, *op. cit.*, p. 169.

344- PRO, HW 1/804.

345- PRO, HW13/58, p. 6.

346- PRO, HW13/166, sr144.

347- PRO, HW13/168, sr303.

348- PRO, HW19/235, Isosicle964.

349- PRO, HW1/643, 13 juin 1942. *Otto Luchs* : nom de code pour l'Afrika Korps. *Ida Dromedar* : OKH ; direction du renseignement militaire.

350- PRO, HW1/649, 15 juin 1942.

351- J.L.Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, *op. cit.*, p. 363

352- De Gaulle, *Mémoires de Guerre*, tome I, *l'Appel*, Plon, 1954, p. 258-259.

353- PRO, HW1/643, 13 juin 1942.

354- PRO, HW13/165, sr15.

355- PRO, HW13/166, sr191.

356- PRO, HW13/170, sr466.

357- PRO, HW1/1912.

358- PRO, HW12/299, BJ130432.

359- PRO, HW13/167, sr174.

360- PRO, HW13/58, p. 7.

361- PRO, HW13/169, sr361.

362- PRO, HW13/169, sr398.

363- W. Churchill, *Closing the Ring*, tome V, *op. cit.*, p. 38.

364- PRO, HW13/170, sr445.

365- PRO, HW13/171, sr562.

366- PRO, HW13/58, p. 3.

367- PRO, HW13/58, p. 10.

368- PRO, HW13/174, sr768. L'ordre intercepté de Jodl atténue sensiblement les exhortations de Hitler et il en relativise l'importance. Il ne s'agit pas de laisser Paris en décombres mais d'étouffer l'insurrection, en la circonscrivant, tout en conservant intact un certain nombre de ponts sur la Seine. Il donne un éclairage nouveau sur cet épisode célèbre et sur le rôle de Von Choltitz.

369- PRO, HW13/58, p. 9.

370- PRO, HW13/181, sr919.

371- PRO, HW13/181, sr974.

372- PRO, HW13/58, p. 13.

373- PRO, HW13/58, p. 11.

374- *Ibid*.

375- PRO, HW13/58, p. 4.

376- PRO, HW13/58, p. 15.

6 – Ultra *et le bombardement de l'Allemagne*

377- PRO, HW1/352.

378- Max Hastings, *Bomber Command,* Pan, 1999, p. 121.

379- *Ibid*. p. 151.

380- PRO, CAB79/20, le 6 avril 1942.

381- Max Hastings, *op. cit.*, p. 292.

382- Ralph Bennett, *Behind the Battle*, Pimlico, 1999, p. 156.

383- Cité par A.C. Grayling, *Among the Dead Cities*, Bloomsbury, 2006, p. 131.

384- PRO, HW12/264, BJ091890.

385- A.C. Grayling, *op. cit.*, p. 47.

386- M. Hastings, *op. cit.*, p. 133.

387- *Ibid.*, p. 134.

388- PRO, HW12/279, BJ108190.

389- PRO, HW12/280, BJ109417.

390- PRO, HW12/276, BJ104246.

391- PRO, HW12/279, BJ108036.

392- PRO, HW12/277, BJ105712.

393- PRO, HW13/165, sr38.

394- PRO, HW12/289, BJ119373.

395- PRO, HW12/291, BJ120831.

396- PRO, HW12/291, BJ121038.

397- PRO, HW13/169, sr378.

398- PRO, HW12/291, BJ121174.

399- PRO, HW12/291, BJ121689.

400- PRO, HW13/170, sr404.

401- PRO, HW12/291, BJ121689.

402- PRO, HW12/291, BJ121168.

403- PRO, HW12/291, BJ121354.

404- PRO, HW12/292, BJ122410.

405- PRO, AIR40/2800, le 11 septembre 1943.

406- PRO, HW12/291, BJ121210.

407- PRO, HW12/290, BJ119235.

408- PRO, HW12/288, BJ117488.

409- PRO, HW12/290, BJ119850.

410- PRO, HW12/290, BJ119707.

411- PRO, AIR40/2800, le 10 juillet 1943.

412- Cité par M. Hastings, *op. cit.*, p. 264.

413- PRO, HW12/288, BJ118014.

414- PRO, HW12/288, BJ118218.

415- PRO, HW12/295, BJ125645.

416- PRO, AIR40/2800, le 2 décembre 1943.

417- PRO, HW12/294, BJ124723.

418- PRO, AIR40/2000, le10 novembre 1943.

419- Max Hastings, *op. cit*, p. 262.

420- PRO, HW12/295, BJ125504.

421- PRO, HW12/295, BJ125833.

422- PRO, HW12/295, BJ125935

423- PRO, AIR40/2800, le 23 décembre 1943.

424- Hinsley, vol. III, tome I, p. 301.

425- PRO, HW12/295, BJ125762.

426- PRO, HW12/295, BJ127773.

427- PRO, HW12/295, BJ125938.

428- PRO, HW12/296, BJ127501.

429- PRO, AIR40/2801, le 25 janvier 1944.

430- PRO, AIR40/2800, le 27 octobre 1943.

431- Adam Tooze, *The Wages of Destruction*, Allen Lane, 2006, p. 537.

432- PRO, HW12/300, BJ131108.

433- PRO, HW12/299, BJ130392. Le point de vue du diplomate ne reflète aucunement l'opinion de ses collègues japonais qui avaient en général très peu d'appétence pour les argumentations antisémites.

434- PRO, HW12/296, BJ127229.

435- PRO, HW12/295, BJ125881.

436- PRO, HW12/295, BJ126685.

437- PRO, HW12/295, BJ125398.

438- PRO, HW13/170, sr454.

439- PRO, HW16/16.

440- PRO, HW13/174, sr620.

441- PRO, HW16/61, *The Frankfurt Raids*.

442- PRO, HW12/298, BJ129297.

443- PRO, HW12/301, BJ132240.

444- PRO, HW12/304, BJ135998.

445- Hinsley, vol. III, tome II. p. 508-510.

446- PRO, HW12/305, BJ136892.

447- PRO, AIR40/2801, BJ130686 et note du 7 mai 1944.

448- PRO, HW12/304, BJ135736.

449- PRO, HW13/177, sr822.

450- PRO, AIR40/2802, janvier 1945.

451- PRO, HW12/309, BJ141216.

452- PRO, HW12/309, BJ141464.

453- PRO, HW12/309, BJ141684.

454- A.C. Grayling, *op. cit.* p. 267.

455- PRO, HW12/313, BJ145917.

7 – Rumeurs de paix

456- Ch. de Gaulle, *Le Salut*, p. 176. et Eric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 498.

457- PRO, HW12/275, BJ103151.

458- PRO, HW12/276, BJ105166.

459- PRO, HW12/281, BJ110108.

460- PRO, HW12/284, BJ112310.

461- PRO, HW12/286, BJ115093.

462- PRO, HW12/275, BJ103332.

463- PRO, HW12/287, BJ116456.

464- PRO, HW12/283, BJ111189 et BJ111985.

465- PRO, HW12/288, BJ117062.

466- PRO, HW12/287, BJ117054.

467- PRO, HW12/288, BJ117378.

468- PRO, HW12/286, BJ115538.

469- PRO, HW12/289, BJ118413.

470- PRO, HW12/291, BJ120793.

471- PRO, HW12/291, BJ121273.

472- PRO, HW12/291, BJ 122729.

473- Alan Brooke, *War Diaries*, *op. cit.*, p. 347.

474- PRO, HW12/292, BJ123218.

475- PRO, HW12/290, BJ120541.

476- PRO, HW12/292, BJ122552.

477- PRO, HW12/293, BJ123322.

478- PRO, HW12/293, BJ123836.

479- PRO, HW12/297, BJ128514.

480- PRO, HW12/301, BJ132821.

481- PRO, HW13/171, sr571.

482- PRO, HW1/2348.

483- PRO, HW12/297, BJ127854.

484- PRO, HW12/297, BJ128196.

485- PRO, HW12/304, BJ135851.

486- Ph. Masson, *Hitler chef de guerre*, Perrin, 2005, p. 265.

487- PRO, HW12/304, BJ135851.

488- PRO, HW12/300, BJ131886.

489- PRO, HW12/304, BJ136772.

490- Ian Kershaw, *Hitler, op. cit.*, p. 729.

491- PRO, HW13/177, sr852.

492- PRO, HW12/306, BJ138431.

493- PRO, HW12/306, BJ138820.

494- PRO, HW12/306, BJ138609.

495- PRO, HW12/308, BJ140375.

496- *Roosevelt and Churchill, Their Secret Wartime Correspondence*, Da Capo, 1990, p. 605.

497- W. Churchill, *The Second World War, op. cit.*, vol. VI, p. 409.

498- PRO, HW12/309, BJ140780.

499- PRO, HW12/309, BJ140597.

500- PRO, HW12/309, BJ141390.

501- PRO, HW13/181, sr951.

502- PRO, HW12/310, BJ141943.

503- PRO, AIR40/2802.

504- HW12/310, BJ141588.

505- PRO, HW1/3539, déchiffrement I.R.6440.

506- PRO, HW1/3562.

507- PRO, AIR2802, déchiffrement I.R.6462.

508- PRO, HW12/310, BJ143201

509- PRO, KV3/180, *Report on the Case of Harald Kirfel*.

510- PRO, AIR40/2002.

511- PRO, HW14/128.

8 – Magic *et la bombe atomique*

512- PRO, HW12/281, BJ110108.

513- PRO, HW12/283, BJ112310.

514- PRO, HW12/294, BJ125098.

515- PRO, HW12/300, BJ131101.

516- PRO, HW12/300, BJ131687.

517- PRO, HW12/304, BJ136138.

518- PRO, HW12/306, BJ138308.

519- PRO, HW12/306, BJ138860.

520- PRO, HW12/307, BJ139248.

521- PRO, HW12/309, BJ141764.

522- PRO, HW12/308, BJ 141795.

523- G. Lensen, *The Strange Neutrality*, The Diplomatic press, 1972, p. 129.

524- PRO, HW12/310, BJ143872.

525- PRO, HW12/313, BJ145562.

526- PRO, HW12/313, BJ146777.

527- PRO, HW12/313, BJ145917.

528- PRO, AIR40/2802, notes du 15 et 16 juin.

529- PRO, HW12/323, BJ147118 et AIR40/2802, analyse du 14 juin.

530- PRO, HW12/323, BJ147119.

531- *Ibid.*

532- PRO, HW12/325, BJ147513.

533- PRO, HW12/325, BJ147445.

534- Herbert Bix, *Hiro-Hito and the Making of Modern Japan*, Perennial, 2001, p. 524.

535- Llewellyn Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, HMSO, 1962, p. 571.

536- W. Churchill, vol. VI, *Triumph and Tragedy,* p. 552.

537- G. Lensen, *op. cit.,* p. 151.

538- Gar Alperovitz, *The Decision to Use the Atomic Bomb*, Vintage Books, 1996, p. 395.

539- PRO, HW12/326, BJ147692.

540- PRO, HW12/327, BJ147865.

541- D. Reynolds, *In Command of History*, *op. cit.*, pp. 484-485.

542- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 407.

543- *Ibid.*, p. 412.

544- PRO, HW12/326, BJ147730.

545- PRO, AIR40/2802.

546- H. Bix, *op. cit.*, p. 501.

547- PRO, HW12/327, BJ148012 et 148014.

548- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 412.

549- PRO, HW12/327, BJ147783.

550- PRO, HW12/328, BJ148210.

551- PRO, HW12/327, BJ148018.

552- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 412.

553- G. Lensen, *op. cit.*, pp. 154-55.

554- John Costello, *The Pacific War*, Quill, 1982, p. 589.

555- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 596.

556- *Ibid.*

557- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 546.

558- A.J.P Taylor, *The War Lords*, Penguin, 1987, p. 186.

559- G. Alperovitz, *op. cit.*, p. 128.

560- A. Brooke, *op. cit.*, p. 709.

561- PRO, CAB79/36.

562- William Manchester, *American Caesar*, Laurel Books, 1983, p. 513.

Bibliographie

ARCHIVES NATIONALES DU ROYAUME-UNI
PUBLIC RECORD OFFICE, KEW

Série HW : le programme Ultra.
Série HS : Special Operations Executive.
KV : dossiers du MI5.
CAB.
PREM.

Ouvrages publiés

Alanbrooke, Field Marshal Lord, *War Diaries*, Weidenfeld and Nicolson, 2001.

Aldrich, Richard, *Intelligence in the War against Japon*, Cambridge University Press, 2000.

—, *The Hidden Hand, Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, John Murray, 2001.

Alperovitz, Gar, *The Decision to Use the Atomic Bomb*, Vintage Books, 1996.

Andrew Christopher, Noakes Jeremy, et autres, *Intelligence and International Relations 1900-1945*, University of Exeter, 1987.

Azéma Jean-Pierre, et Bédarida, François, (sous la direction de), *Vichy et les Français*, Fayard, 1992.

—, *La France des années noires*, 2 tomes, Editions du Seuil, 2000.

Barros, James et Gregor, Richard, *Double Deception, Stalin, Hitler and the invasion of Russia*, Northern Illinois University Press, 1995.

Bennett, Ralph, *Behind the Battle*, Pimlico, 1999.

Benoist-Méchin, Jacques, *De la défaite au désastre*, Albin Michel, 1984.

Berenson, Bernard, *Rumour and Reflection*, Simon and Schuster, 1952.

Bess, Michael, *Choices under Fire*, *Moral Dimensions of World War II*, Alfred A. Knopf, 2006.

Bix, Herbert, *Hiro-Hito and the Making of Modern Japan*, Perennial, 2001.
Blet, Pierre, *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale*, Perrin, 1997.
Boyd, Carl, *Hitler's Japanese Confidant*, University Press of Kansas, 1993.
Brayard, Florent, *La « Solution finale de la question juive »*, Fayard, 2004.
Breitman Richard, *Official Secrets*, Allen Lane, 1998, trad. française, *Secrets officiels*, Calmann-Lévy, 2005.
Brown, Anthony Cave, *La Guerre secrète*, Pygmalion, 2001.
Browning, Christopher, *Des hommes ordinaires*, Les Belles Lettres, 1994.
Clark, Alan, *La Guerre à l'Est*, Robert Laffont, 1966.
Colville, John, *The Fringes of Power*, Sceptre, 1986.
Costello, John, *The Pacific War*, Quill, 1982, trad. française, *La Guerre du Pacifique*, Pygmalion, 1982.
Coutau-Bégarie, Hervé, et Huan, Claude, *Darlan*, Fayard, 1989.
Lettres, notes et carnets de l'Amiral Darlan, Economica, 1992.
Cointet, Jean-Paul, *Laval*, Fayard, 1993.
Cointet, Michèle, *Vichy capitale*, Perrin, 1993.
Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, *La France Libre*, Gallimard, 1996.
Dalin, David, *The Myth of Hitler's Pope*, Regnery, 2005.
Decoux, François, *A la barre de l'Indochine*, Plon, 1949.
Duroselle, Jean-Baptiste, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, 1986.
Erickson, John, *The Road to Moscow*, Harper and Row, 1975.
—, *The Road to Berlin*, Westview Press, 1983.
Erskine Ralph et Smith Michael, *Action this Day*, Bantam press, 2001.
Fest, Joachim, *Les Derniers jours d'Hitler*, Perrin, 2002.
Folin, Jacques de, *Indochine 1940-1955*, Perrin, 1993.
Freedman, Maurice, *Unravelling Enigma*, Leo Cooper, 2001.
Friedrich, Jorg, *L'Incendie*, Editions de Fallois, 2004.
Gannon, Paul, *Colossus, Bletchley Park's Greatest Secret*, Atlantic Books, 2006.
Garnett, David, *The Secret Sistory of PWE, The Political Warfare Executive*, St Ermin's Press, 2002.
Gilbert, Martin, *Auschwitz and the Allies*, Pimlico, 2001.
Gorodetsky, Gabriel, *Grand Delusion*, Yale University Press, 1999, trad française, *Le grand jeu de dupes*, *Staline et l'invasion allemande*, Les Belles Lettres, 2000.
Grayling, A.C., *Among the Dead Cities*, Bloomsbury, 2006.
Grigg, John, *1943*, *The Victory that Never Was*, Penguin books, 1999.
Hastings, Max, *Bomber Command*, Pan, 1999.
Hesketh, Roger, *Fortitude*, St Ermin's Press, 1999.

Hildebrand, Klaus, *The Foreign Policy of the Third Reich*, University of California Press, 1973.
Hilberg, Raul, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988.
Hinsley, F.H. et al, *British Intelligence in the Second World War*, HMSO, 1979-1990.
Hinsley, Harry et Stripp, Alan, ed. *Codebreakers, the Inside Story of Bletchley Park*,
Oxford University Press, 1993.
Hoffmann, Peter, *La Résistance allemande contre Hitler*, Balland, 1984.
Joseph, Gilbert, *Fernand de Brinon, l'aristocrate de la collaboration*, Albin Michel, 2002.
Kahn, David, *Seizing the Enigma*, Arrow Books, 1996.
Keegan, John, *La Deuxième Guerre mondiale*, Perrin, 1990.
—, *Intelligence in War*, Hutchinson, 2003.
Kersaudy, François, *De Gaulle et Churchill*, Perrin, 2003.
Kershaw, Ian, *Hitler*, Penguin, 2000.
Kitson, Simon, *Vichy et la chasse aux espions nazis*, Autrement, 2005.
Kogon, Eugen, *Les Chambres à gaz, secret d'Etat*, Minuit, 1984.
Kupferman, Fred, *Laval*, Flammarion, 1988.
Lambauer, Barbara, *Otto Abetz et les Français*, Fayard, 2001.
Langhorne, Richard, ed. *Diplomacy and Intelligence during the Second World War*, Cambridge University Press, 1985.
Larrabee, Eric, *Commander in Chief*, Simon and Schuster, 1988.
Latimer, John, *Deception in War*, John Murray, 2003.
Layton, Edwin, *And I Was There*, Quill, 1985.
Leahy, William, *J'étais là*, Plon, 1950.
Lensen, George, *The Strange Neutrality, Soviet-Japanese Relations during the Second World War*, The Diplomatic Press, 1972.
Lowenheim, Francis et al., *Roosevelt and Churchill : their Secret Wartime Correspondence*, DaCapo, 1990.
Magenheimer, Heinz, *Hitler's War*, Cassell, 1998.
Marks, Leo, *Between Silk and Cyanide, a Codemaker's War 1941-1945*, Harper Collins, 1999.
Martin du Gard, Maurice, *La Chronique de Vichy*, Flammarion, 1975
—, *La Carte impériale*, Editions André Bonne, 1949
Masson Philippe, *La Seconde Guerre mondiale*, Tallandier, 2003
—, *Hitler, chef de guerre*, Perrin, 2005
Masterman J. C, *The Double-Cross System in the War*, Yale Univeristy press, 1972.

Melton, George, *Darlan*, Pygmalion, 2002.
Meskill, Johanna, *Hitler and Japan, the Hollow Alliance*, Atherton press, New York, 1966.
Michel, Henri,
Middlebrook, Martin *The Schweinfurt-Regensburg Mission*, Cassell, 2000
Morley, James, ed. *Japan's Road to the Pacific War, the Final Confrontation*, Columbia University Press, 1994.
Du Moulin de Labarthète, Henri, *Le Temps des illusions*, Le Cheval ailé, 1946.
Murphy, David, *What Stalin Knew*, Yale university Press, 2005, trad. Française, *Ce que savait Staline*, Stock, 2006
Overy, Richard, *Why the Allies Won*, Pimlico, 1996.
Paillole, Paul, *Notre espion chez Hitler*, Robert Laffont, 1985.
—, *Services spéciaux*, Robert Laffont, 1975.
Paxton, Robert, *La France de Vichy*, Editions du Seuil, 1997.
Picknett, Prince et Prior, *Friendly Fire, the Secret war Between the Allies*, Mainstream publishing, 2004.
Prange, Gordon, *At Dawn we Slept*, Penguin, 1991.
—, *The Verdict of History*, McGraw-Hill, 1986.
Pressac, Jean-Claude, *Les Crématoires d'Auschwitz*, Editions du CNRS, 1993.
Reynolds, David, *In Command of History*, Allen Lane, 2004.
Roberts, Andrew, *Hitler and Churchill, Secrets of Leadership*, Phoenix, 2003.
Roussel, Eric, *De Gaulle*, Gallimard, 2002 ;
Rusbridger, James, et Nave, Eric, *La Trahison de Pearl Harbor*, Pygmalion-Gérard Watelet, 1992.
Schnetzler, Bernard, *Les Erreurs stratégiques du III^e Reich*, Economica, 2004.
Sherwood, Robert, *The White House Papers of Harry L. Hopkins*, 2 tomes, Eyre and Spottiswoode, 1948.
Smith, Bradley, *Sharing Secrets with Stalin*, University Press of Kansas, 1996.
Smith, Michael, *Station X*, Pan, 2004.
Smith, Michael et Erskine Ralp, ed., *Action this Day*, Bantam press, 2001.
Stafford, David, *Churchill and Secret Service*, Abacus, 1997.
Stimson, Henry et Bundy, McGeorge, *Faut-il recommencer la guerre ?*, L'Elan, 1949.
Taylor, A.J.P., *The War Lords*, Penguin, 1987.
Toland, John, *Infamy, Pearl Harbor and its Aftermath*, Berkley, 1983.
Tooze, Adam, *The Wages of Destruction, the Making and Breaking of the Nazi Economy*, Allen Lane, 2006.
Trevor-Roper, Hugh, *Hitler's War Directives*, Birlinn, 2004.
Warlimont, Walter, *Inside Hitler's Headquarters*, Presidio, 1964.

Weinberg, Gerhard, *A World at Arms, a Global History of World War II*, Cambridge University Press, 2005.
—, *Visions of Victory*, Cambridge University Press, 2005.
Whaley, Barton, *Codeword Barbarossa*, MIT Press, 1973.
Winterbotham, *The Ultra Secret*, Weidenfeld and Nicolson, 1974.
Wohlstetter, Alberta, *Pearl Harbor, Warning and Décision*, Stanford University Press, 1962.
Woodyard, Llewellyn, *British Foreign Policy in the Second World War*, HMSO, 1962.
Wyman, David, *L'Abandon des Juifs*, Flammarion, 1987.
Zucotti, Susan, *Under His Very Windows : The Vatican and the Holocaust in Italy*, Yale University Press, 2000.

Index

Abe, Katsuo : 1, 2
Abetz, Otto : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
Aoki, Morio : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Arsène-Henry, Charles : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Atherton, Ray : 1

Badoglio, Pietro : 1, 2, 3, 4
Benoist-Méchin, Jacques : 1, 2, 3, 4
Berenson, Bernard : 1, 2, 3, 4
Blunt, Anthony : 1, 2
Brinon, Fernand de : 1, 2, 3
Brooke, Alan : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19-20
Brunner, Aloïs : 1
Byrnes, James : 1, 2

Cavendish-Bentinck, Victor : 1, 2
Chalvron, Bernard de : 1, 2, 3
Churchill, Winston : 1, 2, 3-4, 5-6, 7, 8-9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17-18, 19, 20, 21-22, 23, 24, 25, 26, 27-28, 29-30, 31, 32, 33-34, 35-36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46-47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60-61, 62-63, 64, 65, 66-67, 68, 69, 70-71, 72, 73, 74, 75, 76, 77-78, 79, 80, 81, 82, 83-84, 85, 86, 87, 88-89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98-99, 100, 101, 102, 103, 104-105, 106, 107, 108-109, 110
Clark-Kerr, Archibald : 1, 2
Cowgill, Felix : 1, 2
Cosme, Henri : 1, 2, 3
Cripps, Stafford : 1, 2, 3, 4

Daluege, Kurt : 1
Dannecker, Theo : 1, 2, 3, 4, 5
Darlan, François : 1, 2, 3, 4-5, 6-7, 8-9, 10-11, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
Decoux, François : 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12-13, 14
Denniston, Alistair : 1, 2
Dietrich, Otto : 1, 2

Eden, Anthony : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
Erkin, Behic : 1, 2, 3

Fegelein, Hermann : 1
Fuchida, Mitsuo : 1

Gaulle, Charles de : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13, 14, 15
Goebbels, Joseph : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22-23, 24, 25, 26
Goering, Joseph : 1, 2, 3, 4
Gottfriessen, Bernd : 1, 2
Grew, Joseph : 1, 2, 3, 4
Grey, Nigel de : 1, 2, 3
Grote, Hans : 1

Harada, Ken : 1
Harris, Arthur : 1-2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15-16
Harster, Wilhelm : 1
Hart, Herbert : 1
Henry-Haye, Gaston : 1, 2, 3, 4, 5, 6
Heydrich, Reinhard : 1, 2, 3, 4, 5
Himmler, Heinrich : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26
Hiro-Hito, empereur : 1, 2, 3
Hirota, Koki : 1, 2
Hitler, Adolf : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16, 17, 18, 19-20, 21, 22, 23, 24, 25, 26-27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37-38, 39, 40, 41, 42-43, 44-45, 46-47, 48-49, 50-51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60-61, 62, 63, 64-65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74
Hopkins, Harry : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Hoppenot, Henri : 1, 2, 3, 4
Höss, Rudolf : 1, 2, 3, 4
Hull, Cordell : 1, 2, 3, 4, 5

Ismay, Hastings : 1, 2-3, 4, 5

Jodl, Alfred : 1, 2, 3, 4, 5, 6
Joukov, Georgi : 1, 2

Kaltenbrunner, Ernst : 1, 2, 3, 4
Kappler, Herbert : 1-2, 3-4, 5, 6, 7, 8
Kato, Sotomatsu : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Kaufmann, Karl : 1-2
Keitel, Wilhelm : 1, 2, 3
Kesselring, Albert : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Kimmel, Husband : 1
Kirfel, Harald : 1
Kitamura, Kojiro : 1, 2
Konoye, Fumimaro : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Kramer, Alwin : 1
Kuo-tse-Fan : 1
Kurusu, Saburo : 1, 2

Lauterbacher, Hartmann : 1, 2
Lancial, Emmanuel : 1, 2
Laval, Pierre : 1, 2, 3-4, 5-6, 7, 8, 9, 10-11, 12-13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20-21, 22, 23
Leahy, William : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7
Liebehenschel, Arthur : 1, 2
Lolling, Enno : 1
Lozowsky, Salomon : 1

MacArthur, Douglas : 1, 2, 3
Maisky, Ivan : 1, 2
Malik, Jacob : 1, 2, 3, 4
Manstein, Erich von : 1
Marshall, George : 1, 2, 3, 4
Matsuoka, Yosuke : 1, 2, 3, 4
Maurer : 1, 2

Menzies, Stewart : 1, 2-3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14-15
Mitani, Takanobu : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17
Molotov, Vyacheslav : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16
Montgomery, Bernard : 1
Montua, Max : 1
Morishima, Goro : 1, 2
Mussolini, Benito : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Nagumo, Chuichi : 1, 2, 3
Naumann, Werner : 1, 2, 3
Nomura, Kichisaburo : 1, 2, 3, 4
Nomura, Naokani : 1-2
Nossek, Roland : 1

Onodera, Makoto : 1, 2
Osborne, Francis d'Arcy : 1
Oshima, Hiroshi : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23-24, 25-26, 27, 28, 29-30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42-43, 44-45, 46, 47, 48-49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56

Paulus, Friedrich von : 1, 2, 3
Pétain, Philippe : 1, 2, 3, 4-5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Philby, Kim : 1, 2
Pie XII : 1, 2, 3
Pope-Hennessy, James : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Portal, Charles : 1, 2, 3-4, 5-6, 7, 8, 9-10, 11, 12
Pound, Dudley : 1, 2, 3, 4, 5

Reiche, Hans : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20
Ribbentrop, Joachim von : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25-26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35-36, 37-38, 39, 40, 41-42, 43, 44-45, 46-47, 48
Rochat, Charles : 1, 2, 3, 4
Rommel, Erwin : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9
Roosevelt, Franklin D. : 1, 2, 3-4, 5-6, 7-8, 9-10, 11, 12, 13-14, 15, 16, 17-18, 19-20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 422-, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46

Safford, Lawrence : 1
Saro, Naotake : 1, 2, 3-4, 5, 6-7, 8, 9-10, 11-12, 13-14, 15-16, 17, 18, 19, 20
Schacht, Hjalmar : 1, 2, 3
Schellenberg, Walter : 1, 2, 3
Seydlitz-Kurzbach, Walter von : 1, 2
Shigemitsu, Mamoru : 1, 2, 3
Short, Walter : 1, 2
Skorzeny, Otto : 1
Smetanin, Konstantin : 1, 2
Smuts, Jan : 1, 2, 3, 4
Sorge, Richard : 1, 2
Speer, Albert : 1, 2, 3
Stahmer, Heinrich : 1, 2
Stark, Harold : 1, 2
Staline, Joseph : 1, 2-3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10, 11-12, 13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26-27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34-35, 36, 37, 38, 39, 40-41, 42, 43, 44-45, 46, 47, 48-49, 50, 51, 52, 53, 54-55
Stimson, Henry : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9
Steengracht, Gustav Adolf von Moyland : 1, 2, 3, 4, 5
Suma, Yokichiro : 1, 2
Suzuki, Kantaro : 1, 2, 3, 4, 5

Tani, Masayuki : 1, 2
Togo, Shigenori : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19
Tojo, Hideki : 1, 2
Toyoda, Teijiro : 1, 2, 3, 4, 5
Trevor-Roper, Hugh : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Turing, Alan : 1
Truman, Harry : 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9

Vivian, Valentine : 1, 2
Vlassov, Andreï : 1

Warlimont, Walter : 1
Weizsäcker, Ernst von : 1
Welchman, Gordon : 1
Winant, John : 1, 2, 3
Wolff, Karl : 1, 2-3, 4

Yamamoto, Isoroku : 1, 2, 3, 4, 5
Yamashita, Tomoyuki : 1

Zacharias, Ellis : 1, 2